

L'INTENDANT DE LORRAINE DE LA MORT DE STANISLAS A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

THÈSE

pour le

DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 8 Juillet 1958, à 14 h. 30

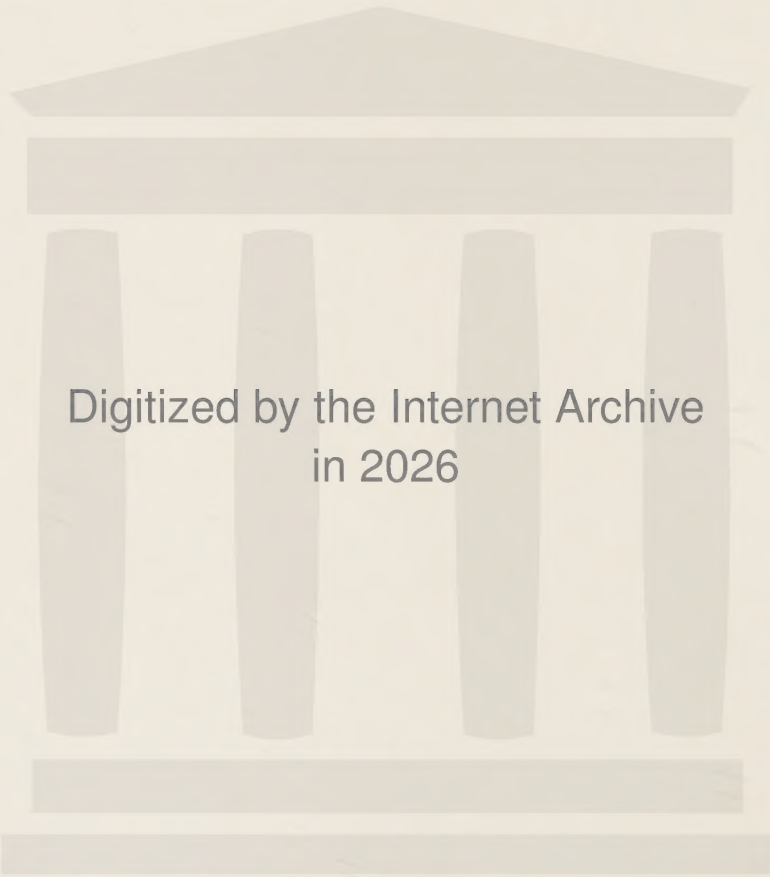
par

Michel PIERSON

MEMBRES DU JURY

Président : M. J. IMBERT, Professeur

Assesseurs } *M^{me} M. BOULET-SAUTEL, Professeur*
 } *M. G. SAUTEL, Professeur*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'INTENDANT DE LORRAINE DE LA MORT DE STANISLAS A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

THÈSE

pour le

DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 8 Juillet 1958, à 14 h. 30

par

Michel PIERSON

MEMBRES DU JURY

Président : M. J. IMBERT, Professeur

Assesseurs { *M^{me} M. BOULET-SAUTEL, Professeur*
 { *M. G. SAUTEL, Professeur*

718/63

UNIVERSITY OF LEIDEN LIBRARY

L'INTENDANT DE LORRAINE
DE LA MORT DE STANISLAS
A LA REVOLUTION FRANCAISE



MICHAEL PIERSON

UNIVERSITY OF LEIDEN
LIBRARY
DEPARTMENT OF HISTORY
UNIVERSITY OF LEIDEN

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. ROBLOT.

Assesseur du Doyen : M. CHAUMONT.

Doyens honoraires : MM. GÉNY, SENN et VOIRIN.

Professeurs honoraires :

MM. GÉNY, TROTABAS, LESCOT, WALINE, TEITGEN, J. MARCHAL,
SENN, KROELL, DURAND, GOETZ.

MM. VOIRIN	Professeur de Droit Civil.
DE MENTHON	Professeur d'Economie Politique.
CHAUMONT	Professeur de Droit Public.
ROBLOT	Professeur de Droit Commercial.
GAUDEMET	Professeur de Droit Public.
LUCHAIRE	Professeur de Droit Public.
SÉGUILLON	Professeur d'Economie Politique.
RAY	Professeur d'Economie Politique.
VITU	Professeur de Droit Pénal.
IMBERT	Professeur de Droit Romain et d'Histoire du Droit.
M ^{me} BOULET-SAUTEL	Professeur de Droit Romain et d'Histoire du Droit.
MM. COULOMBEL	Professeur de Droit Civil.
SAUTEL	Professeur de Droit Romain et d'Histoire du Droit.
FRIEDEL	Professeur titulaire à titre personnel.
TALLON	Professeur sans chaire.
GRANGER	Professeur sans chaire.
MM. DE CARBON	Agrégé d'Economie Politique.
MARJOLIN	Agrégé d'Economie Politique.
MM. PONSARD	Chargé de Cours d'Economie Politique.
CHARPENTIER	Chargé de Cours de Droit Public.
LÉVY	Chargé de Cours de Droit Public.
HOUSSIAUX	Chargé de Cours d'Economie Politique.
NOIREL	Chargé de Cours de Droit Privé.
M. QUENTIN	Secrétaire.

La Faculté n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans la thèse, ces opinions devant être considérées comme propres à leur auteur.

A MES PARENTS,

En témoignage d'affection.

INTRODUCTION

PREAMBULE

Le mot thèse qui vient du grec « Thésis » action de poser peut être défini comme une proposition que l'on avance, dans un sens plus restreint, il désigne une proposition soutenue publiquement dans les Universités. Il semble qu'une thèse universitaire par l'étymologie même du mot, soit avant tout le fait de poser une opinion et de la défendre : or, une opinion suppose des arguments qui la soutiennent. Si l'histoire de l'ancien régime fut longtemps livrée aux polémiques de partis, elle fait, depuis cinquante ans, l'objet d'études précises. La méthode historique ignore les aspirations personnelles, la haine ou la servilité : elle suppose de nombreuses recherches et vérifications, les notions vagues et obscures doivent en être bannies. Un travail historique exige autant de précision qu'un calcul mathématique : c'est dans cet esprit que nous avons essayé d'édifier notre étude de l'Intendance de Lorraine, essayant de replacer cette monographie sur des faits précis, dans le cadre de travaux existants. Cette méthode nous a permis d'examiner le mécanisme juridique de cette intendance, de faire certaines comparaisons et de noter son évolution durant le demi-siècle qu'elle a fonctionné : organe administratif d'un prince théoriquement indépendant appliquant pratiquement les directives du gouvernement royal français sous Stanislas, puis agent d'exécution du gouvernement central et enfin, après la création des assemblées provinciales, agent de liaison dans le cadre d'une décentralisation administrative.

Cette évolution propre, que nous ne retrouvons pas ailleurs, nous a paru exiger une étude préalable des conditions historiques et personnelles de l'époque qui ont modifié l'Intendance de Lorraine au point d'en faire une institution sui generis.

L'examen des conditions personnelles nous amènera à préciser le rôle joué par les subdélégués en Lorraine et, par voie de conséquence, à étudier le rôle des autorités locales qui ne sont aux yeux de l'intendant que des agents d'exécution de l'adminis-

tration supérieure ; l'ancien régime ne semblant pas avoir eu la notion du représentant de la population chargé de la défense des intérêts de la collectivité.

Nous étudierons donc spécialement l'organisation administrative des villes et communautés, car la connaissance du rôle et des attributions des organes locaux nous a paru indispensable pour l'étude ultérieure des attributions de l'intendant en matière de finances, police, assistance, vie économique, ponts et chaussées et milices.

Enfin, nous verrons comment cette administration très centralisée ne sut pas tenir compte des aspirations de la population et comment cette discordance engendra, sous la pression de l'opinion, des organes administratifs nouveaux.

CHAPITRE PREMIER

Les conditions historiques

Ces conditions historiques sont la conséquence de différents traités signés entre la France et ses voisins, traités où les ducs de Lorraine ne jouèrent qu'un rôle passif.

On peut distinguer trois périodes, dont la dernière marqua la main mise définitive de la France sur les duchés.

SECTION I

Les traités de 1631 à 1718

Lorsque les Trois Evêchés deviennent officiellement français par le traité de Westphalie (1), les jours des duchés en tant que province autonome sont comptés, d'autant plus que les domaines impériaux d'Alsace sont aux termes de ce traité cédés au roi de France sous la condition que cette cession ne donnera pas au roi accès à la Diète, c'est-à-dire droit à l'élection de l'Empereur du Saint-Empire (2).

(1) On doit entendre par traité de Westphalie deux traités bien distincts signés le même jour, 24 octobre 1648 : celui de Munster entre l'Empereur d'Allemagne, les Princes allemands et le Roi de France et celui d'Osnabrück entre l'Empereur, les Princes allemands et la Reine de Suède.

(2) Les articles 73 et 74 du traité de Munster stipulent la cession au Roi de France par l'Empereur, l'Empire et la Maison d'Autriche de tous les droits, propriétés, domaines, possessions et juridictions qui, jusque là, appartenaient à l'Empereur, à l'Empire et à la Maison d'Autriche dans la ville de Brisach, le Landgraviat de Haute et Basse Alsace, le Sundgau, la Préfecture provinciale des dix villes impériales sises en Alsace (Landau - Wissembourg - Haguenau - Rosheim - Obernai - Schlestadt - Colmar - Kayserberg - Munster - Turckheim) et tous les pays et autres droits quelconques qui dépendent de cette préfecture. Voir à ce sujet : Pierre RAIN : « *La Diplomatie Française d'Henri IV à Vergennes* », Paris, 1945.

La France ayant déjà assimilé le Luxembourg français et la Franche-Comté, l'annexion des Trois Evêchés et d'une partie de l'Alsace ne peut qu'accélérer le retour de la Lorraine au bercail et le simple examen des traités imposés par les rois de France fait ressortir le recul successif de l'autorité du duc.

— En 1631, le traité de Vic donne Marsal au roi de France pour trois ans.

— En 1632, le traité de Liverdun donne Stenay et Jametz au roi pour quatre ans. En terre lorraine, le comté de Clermont est érigé en principauté au bénéfice du prince de Condé.

— En 1633 (année de la reddition de Nancy aux troupes royales), le traité de Charmes donne Nancy au roi pour quatre ans.

— En 1641, le traité de Paris donne définitivement au roi le Clermontois, les prévôtés de Jametz et de Stenay, Dun-sur-Meuse et ses faubourgs. La ville de Nancy reste occupée par les troupes royales qui ont, par ailleurs, droit de passage sur toute la Lorraine.

— En 1644, le traité de Sarreguemines confirme le précédent, mais le roi de France s'attribue définitivement la Mothe (place fortifiée sise commune d'Outrémoncourt, département de la Haute-Marne, qui avait été prise d'assaut par les troupes royales en 1633).

— En 1659, le traité des Pyrénées attribue le duché de Bar au roi de France et permet au duc de recouvrer ses états sauf les cessions sus-relatées.

— En 1661, par le traité de Vincennes, le roi restitue la Lorraine et le Barrois. En compensation, les fortifications de Nancy sont détruites. Sarrebourg devient français, ainsi qu'une chaîne de vingt villages situés sur le passage des troupes allant de Verdun en Alsace.

— En 1662, par le traité de Montmartre, le roi de France obtient de Charles IV qu'il cède tous ses états à la France en ne s'en réservant que l'usufruit. Mais devant les protestations de l'Empire, le traité n'est pas appliqué et la première occupation française qui a duré trente ans cesse en 1663.

Ce n'est que partie remise : en 1670, sous le prétexte d'assurer la sécurité de ses frontières, Louis XIV fait de nouveau occuper la Lorraine.

Par le traité de Nimègue (1679), le roi de France stipule la restitution au duc de la Lorraine moins Nancy, mais y compris Toul : le duc qui combat alors en Hongrie dans les rangs impériaux contre les Turcs se refuse à l'exécution du traité.

— En 1697, le traité de Ryswick marque la fin de l'occupation française : le duc reprend ses états y compris Nancy et Bitche, mais sous couleur d'échange, la France conserve Longwy et Sarrelouis.

— Le traité de Paris (1718) confirme le traité de Ryswick à cette exception que Rambervillers provenant du temporel de Metz est cédé au duc. Ce traité de Paris marque la fin de la seconde occupation française.

Plutôt que sur les abandons consacrés par ces traités, on doit mettre l'accent sur leur multiplicité qui traduit la volonté bien déterminée du roi de France d'englober les duchés : le traité de Montmartre en est la manifestation la plus marquante, puisqu'il y est question d'usufruit. On doit retenir également une proposition que fait Louis XIV à Léopold, en 1700, d'échanger la Lorraine contre le Milanais (3). Un testament de Charles II appelant au trône le duc d'Anjou fausse la combinaison : dès lors, le duc Léopold se tourne vers l'Autriche.

SECTION II

Les rapports entre la Maison de Lorraine et celle d'Autriche. Les traités de Vienne

Les deux maisons sont de même souche : au X^e siècle, Hughes, comte de Ferette et d'Alsace, avait eu trois fils, dont l'un fut Eberard VI, aïeul de Gérard d'Alsace, duc de Lorraine, et un autre Gontran, dit le Riche, comte d'Altembourg, Vindonisse et Habsbourg, ancêtre de Rodolphe de Habsbourg, empereur d'Autriche, en 1273.

D'autre part, Charles V, père du duc Léopold, avait épousé l'archiduchesse Marie-Eléonore, sœur de l'Empereur Léopold I^{er}.

Léopold lui-même, à la suite de ses démêlés avec les rois de France, avait été obligé de vivre souvent à la Cour de Vienne.

En 1700, Charles VI, empereur d'Autriche, multiplie ses prévenances envers son cousin Léopold et manifeste le désir de faire la connaissance d'un de ses fils : Léopold Clément l'aîné. Malheureusement, ce dernier tombe malade au moment de se mettre en route pour Vienne et meurt de la petite vérole, le 4

(3) Le traité fut conclu secrètement à Londres, le 3 mars 1700, entre l'Angleterre, la France et la Hollande.

juin 1723. De l'agrément de Charles VI, François le cadet remplace son frère et se voit traité comme un véritable fils : l'alliance souhaitée secrètement par le duc Léopold entre son fils et l'héritière de la couronne d'Autriche (par l'effet de la Pragmatique Sanction de 1713) lui laisse entrevoir qu'à défaut de son fils tout au moins son petit-fils régnerait sûrement sur l'Empire.

Sur ces entrefaites, le duc Léopold meurt le 27 mars 1729.

François arrive dans ses nouveaux états à la fin de novembre 1729, mais il ne s'y habitue pas et les quitte bientôt pour un long voyage en Flandre, Angleterre, Hollande et Prusse, sa mère Elisabeth-Charlotte ayant été nommée régente des duchés de Lorraine et Bar.

Il ne nous appartient pas de décrire ici l'enthousiasme reçu par François au cours de ses nombreux voyages bien que n'étant que le fiancé de l'archiduchesse : deux phrases situent l'opinion de l'époque :

Celle de l'archevêque de Mayence : Louis de Neubourg en remettant au duc une épée de 30.000 florins : « Par cette lame, Votre Altesse Royale défendra l'honneur de la nation allemande, en soutiendra et augmentera la gloire ».

Celle de l'envoyé du roi de France à Vienne : « Ou la France n'existera plus en corps de nation ou jamais un empereur d'Allemagne ne sera duc de Lorraine et de Bar ».

Simultanément se pose le problème de la succession de Pologne : en février 1733, la couronne élective de Pologne est devenue vacante par la mort d'Auguste II. Deux candidats se sont présentés : le fils d'Auguste II, l'électeur de Saxe, Auguste III, neveu par alliance de l'Empereur Charles VI et Stanislas Lescinski, beau-père de Louis XV déjà candidat à la précédente vacance contre Auguste II. Stanislas prend de vitesse son concurrent et se fait élire roi à Varsovie en septembre 1733.

La Russie et l'Autriche ne peuvent tolérer cette situation : la première parce qu'elle a des vues sur la Pologne, la seconde parce qu'elle a obtenu l'adhésion d'Auguste III à la Pragmatique Sanction et sa renonciation à ses droits éventuels à la succession d'Autriche en lui garantissant le trône de Pologne.

Les armées austro-russes entrent alors en campagne et bloquent Stanislas à Danzig (février-juillet 1734).

Louis XV se doit d'intervenir pour une question de prestige et surtout pour avoir un allié pouvant prendre à revers l'adversaire autrichien.

Ne pouvant envoyer un corps expéditionnaire en Pologne ni attaquer l'Autriche dans ses possessions des Pays-Bas pour ne pas déplaire à l'Angleterre, Louis XV négocie une double alliance au sud : avec le duc de Savoie auquel il promet le Milanais par le traité de Turin (20 septembre 1733) et avec le roi d'Espagne auquel il promet pour son fils Don Carlos Naples et la Sicile (pacte de famille de l'Escurial, 7 novembre 1733).

Les opérations militaires sont brèves : prise de Kehl et Philippsbourg (juillet 1734), occupation du Milanais, victoire de Guastalla (19 septembre 1734), conquête de Naples et de la Sicile par les Espagnols (mars-septembre 1734). La parole est bientôt aux négociateurs français et autrichiens, le duc de Savoie et le roi d'Espagne ayant été laissés de côté.

Le 22 août 1735, les plénipotentiaires conviennent que les duchés de Bar et de Lorraine (4), tels qu'ils ont été possédés par le dernier duc seraient cédés au roi Stanislas en dédommagement de la couronne de Pologne à laquelle « Il renoncerait volontiers pour le bien de la paix » et qu'à sa mort les deux duchés passeraient à la reine de France et à ses enfants.

Le 3 octobre 1735, les préliminaires du traité de Vienne sont signés sur cette base à cette exception près que le duché de Bar est présentement cédé à Stanislas et que la Lorraine ne sera cédée qu'à la mort du grand duc de Toscane.

Stanislas, alors en résidence à Königsberg depuis sa fuite de Danzig, n'est informé qu'incidemment de la conclusion de ces préliminaires et, sur l'intervention pressante de son gendre, se résigne à abdiquer purement et simplement du trône de Pologne, le 27 février 1736.

Ces préliminaires sont d'abord accueillis avec satisfaction en France, mais bientôt règne la déception lorsqu'on en apprend le véritable sens. La France avait négocié une double alliance, mais traite sans ses alliés, les opérations militaires ont été partout un succès et seul le Barrois est immédiatement cédé à Stanislas. Pour la Lorraine, on s'en remet à la bonne foi de l'adversaire puisqu'on restitue la Lorraine à François III jusqu'au décès de Gaston de

(4) Le mariage de François III à Marie-Thérèse faisait que, dans l'esprit de tous, les duchés ne pouvaient devenir autrichiens : par les préliminaires la solution envisagée est la suivante : Charles VI cède Naples et la Sicile à Don Carlos qui devient roi des deux Siciles. Le nouveau roi abandonne Parme et Plaisance et l'expectative du Grand Duché de Toscane : le tout est attribué à François III. Le duc de Savoie reçoit Novare, mais conserve la Savoie puisqu'il n'obtient pas le Milanais.

Médis : un territoire autrichien s'intercale entre la Champagne et l'Alsace.

Le cardinal de Fleury, sous la pression de l'opinion, essaye maladroitement de rouvrir les négociations. La France désarme, mais les troupes impériales sous le prétexte que les préliminaires n'ont eu lieu qu'entre Louis XV et Charles VI n'observent pas de trêve en Italie : les Autrichiens débloquent Mantoue et François III sous prétexte de délimitation de frontières ne livre pas le Barrois. De leur côté, l'Espagne et le duc de Savoie manifestent leur mécontentement.

Début 1736, les négociations reprennent : les diplomates autrichiens consentent à l'abandon du duché de Lorraine et parviennent à obtenir de François III son accord non sans que celui-ci ait essayé de conserver les duchés dans sa famille au profit de son frère.

Le 13 avril 1736, une convention pour l'exécution des Préliminaires est signée à Vienne : elle maintient les clauses des préliminaires du 3 octobre, évacuation du Milanais par les troupes françaises, interdiction du sol polonais ou lithuanien aux Impériaux ou aux Russes, reconnaissance de Stanislas comme roi honoraire de la Pologne avec restitution de ses biens, cession du Barrois, arrangements territoriaux entre Charles VI, les Bourbons d'Espagne et Charles-Emmanuel III.

Mais, en outre, l'Empereur déclarait que le duché de Lorraine serait à Stanislas aussitôt après la conclusion et l'échange des ratifications d'une convention signée à cet effet entre le roi de France, François III ou lui-même. Seul, le comté de Falkenstein, possession des ducs de Lorraine, devenait autrichien.

Le 28 août 1736, une convention est signée à Vienne qui règle le détail des conditions de la cession : les duchés de Lorraine et de Bar doivent demeurer sous ce nom qu'ils soient régis par le roi Stanislas ou définitivement réunis à la couronne de France. Louis XV promet qu'ils formeraient toujours un gouvernement séparé et que rien n'en serait demembré pour être réuni à d'autres généralités. Les anciennes fondations doivent y être maintenues. On doit respecter les privilèges et immunités de l'Eglise, de la Noblesse et du Tiers Etat. Le roi de France s'engage encore à payer annuellement au duc de Lorraine ou à ses successeurs du jour de la prise de possession par Stanislas jusqu'à la vacance de la Toscane une somme de 4.500.000 livres.

Le 24 septembre 1736, François III appose sa signature pour l'abandon du Barrois.

Le 13 février 1737, il appose sa signature pour l'abandon de la Lorraine.

Le traité définitif est conclu le 2 mai 1737. Un an et demi plus tard, le 18 novembre 1738, alors que la plupart des clauses ont reçu leur exécution, ce traité est confirmé dans la capitale autrichienne. On le connaît sous le nom de Troisième Traité de Vienne.

SECTION III

L'exécution du traité de Vienne : la déclaration de Meudon

Dès la signature des préliminaires, la présence de Stanislas en Prusse n'est plus nécessaire : le 5 mai 1736, il se met en route pour la France et le 4 juin arrive à Meudon.

Certes dans l'allégresse du retour, Stanislas ne se préoccupe guère des problèmes qui vont se poser à lui, mais dès qu'il a la prétention de s'en enquérir, on lui fait comprendre qu'il doit s'en remettre à la sagesse de son gendre à qui il doit tout.

La déclaration de Meudon du 30 septembre 1736 consacre une nouvelle abdication de Stanislas (5) :

Il y est admis que les duchés ne peuvent être trop tôt régis selon les maximes et principes du gouvernement royal, à condition néanmoins que l'administration soit faite au nom du roi de Pologne, comme souverain desdits duchés et étant aux droits du duc de Lorraine.

Le roi de France se mettra en possession dès à présent et pour toujours des revenus du duché de Bar et de ceux du duché de Lorraine, lorsque Stanislas en aura reçu la souveraineté réelle et actuelle. En conséquence, toutes impositions, de quelque nature qu'elles soient ou puissent être, seront levées au profit de Sa Majesté le roi de France ; les fermes, salines, domaines, bois, étangs et tous autres droits, tant du duché de Lorraine que de celui de Bar, seront administrés ainsi que le roi de France le jugera à propos et par les officiers qu'il lui plaira de commettre et de choisir, et à son profit.

(5) Déclaration de Stanislas, roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, reproduite par Comte d'HAUSSONVILLE : *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, Paris, 1860, en quatre volumes, t. IV, pièces justificatives, voir également : Déclaration du roi Louis XV au sujet de la Lorraine : Comte d'Haussonville, *op. cit.*, mêmes références.

Le sol lorrain est ouvert aux armées françaises : le roi de France peut y installer ses troupes et fortifier les places à sa convenance.

Enfin, le régime français allait être appliqué par un intendant de justice, police et finances qui exercerait les mêmes pouvoirs et les mêmes fonctions que les intendants des provinces exercent en France.

On accorde une liste civile à Stanislas d'un montant de 1.500.000 livres, liste qui sera portée à 2.000.000 de livres à la mort du duc de Toscane. Stanislas ne peut rien prélever pour le présent et pour l'avenir sur les ressources de la Lorraine.

En fait, cette déclaration de Meudon ne fut même pas respectée : il avait été convenu que l'intendant de Lorraine serait désigné par Stanislas de concert avec le roi de France.

Or, dès avant le 30 septembre, le choix de l'administration française était fait et Stanislas ne parvint pas à imposer son favori : l'intendant de Strasbourg, M. de Harlay.

Le 18 janvier 1737, de la Galaizière vint prêter serment entre les mains de Stanislas en tant que garde des sceaux et chancelier, mais depuis longtemps, il a tout organisé : il a rédigé ses instructions, choisi ses conseillers et son personnel subalterne (6).

Le 28 janvier, de la Galaizière se mit en route pour la Lorraine et arriva le 31 à minuit, à Nancy.

La prise de possession des duchés a lieu à Bar, le 8 février 1737, et à Nancy, le 21 mars suivant (7).

(6) A tel point que le marquis de Mirepoix, chargé de se rendre à Vienne pour liquider certains points de détail concernant la cession des duchés sur l'ordre de Versailles, ne consulte même pas le roi de Pologne, mais prend ses instructions de de la Galaizière.

(7) Une difficulté surgit sur la question de savoir où résiderait la duchesse douairière Elisabeth Charlotte, celle-ci ne prétendait pas au début quitter Lunéville, ne voulant pas être soumise au roi Stanislas. De la Galaizière fit aménager le château de Commercy et sur ses conseils, la duchesse recevait sa vie durant la principauté de Commercy et ses dépendances.

CHAPITRE II

Les conditions personnelles

Ce sera là la partie la plus importante de notre introduction, car les facteurs personnels qui ont présidé au fonctionnement de l'Intendance de Lorraine ont joué un rôle important :

TOCQUEVILLE (1) en voulant mettre en valeur le rôle du facteur personnel s'exprime ainsi en parlant du contrôleur général : « De même que toute l'administration du pays est dirigée par un corps unique, presque tout le maniement des affaires intérieures est confié au soin d'un seul agent, le contrôleur général. Si vous ouvrez un almanach de l'ancien régime, vous y trouvez que chaque province avait son ministre particulier, mais quand on étudie l'administration dans les dossiers, on s'aperçoit bientôt que le ministre de la province n'a que quelques occasions peu importantes d'agir. Le train ordinaire des affaires est mené par le contrôleur général ; celui-ci a attiré peu à peu à lui toutes les affaires qui donnent lieu à des questions d'argent, c'est-à-dire l'administration publique tout entière. On le voit agir successivement comme ministre des finances, ministre de l'intérieur, ministre des travaux publics, ministre du commerce ».

Cette citation est cependant en contradiction avec celle de Law s'adressant au marquis d'Argenson : « Sachez que ce royaume de France est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni parlements, ni états, ni gouverneurs, ce sont trente maîtres des requêtes, commis aux provinces de qui dépendent le bonheur ou le malheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité ».

(1) TOCQUEVILLE : *L'ancien Régime et la Révolution*, Paris, 1856, p. 77.

En fait, Tocqueville et Law ont tous les deux raison, car si le pouvoir théorique appartient au contrôleur général, l'instabilité ministérielle de l'ancien régime a donné un pouvoir de fait à l'intendant (2), pouvoir de fait qui dépend alors essentiellement de la force de caractère, de la personnalité et des aptitudes de l'administrateur : d'où cet effacement progressif des intendants lorrains devant le pouvoir central dû à un manque de personnalité.

SECTION I

Les intendants lorrains

§ 1. — CHAUMONT DE LA GALAIZIÈRE

Le premier intendant : Chaumont de la Galaizière, fut et resta même, pendant la période française de son administration, un véritable premier ministre à la différence de son fils et du successeur de ce dernier.

-
- (2) Voici la liste des contrôleurs généraux de 1730 à la Révolution :
- 20 mars 1730 : Philibert Orry, comte de Vignory, intendant en Flandre.
6 décembre 1745 : De Machault, comte d'Arnouville, intendant en Hainaut.
30 juillet 1754 : Moreau de Séchelles, intendant en Flandre.
25 avril 1756 : Peirenc de Moras, intendant des finances, adjoint à Moreau de Séchelles, son beau-père depuis le 17 mars 1756.
25 août 1757 : De Boullongne, intendant des finances.
4 mars 1759 : De Silhouette, chancelier du Duc d'Orléans.
29 novembre 1759 : Bertin, lieutenant général de police à Paris.
13 décembre 1763 : De l'Averdy, conseiller au Parlement de Paris.
27 septembre 1768 : d'Invaü, conseiller d'Etat.
22 décembre 1769 : Terray, abbé commendataire de Molesmes.
24 août 1774 : Turgot, baron de l'Aulne, secrétaire d'Etat à la marine.
21 mai 1776 : De Clugny, baron de Nuis, intendant à Bordeaux.
21 octobre 1776 : Taboureau des Réaux, intendant en Hainaut.
27 juin 1777 : Necker, directeur du Trésor Royal.
21 mai 1781 : Joly de Fleury, conseiller d'Etat.
29 mars 1783 : D'Ormesson d'Amboile, intendant des finances.
3 novembre 1783 : De Calonne, intendant en Flandre et Artois.
10 avril 1787 : Bouvard de Fourqueux, conseiller au conseil des finances.
1er mai 1787 : De Loménie, cardinal de Brienne, archevêque de Sens.
3 mai 1787 : Laurent de Villedeuil, intendant à Rouen.
31 août 1787 : Lambert, conseil au conseil des finances.
26 août 1788 : Necker.
12 - 15 juillet 1789 : De Breteuil.
29 juillet 1789 : Necker assisté de Claude Lambert.
30 novembre 1790 : Valdec de Lessart, maître des requêtes.
H. DE JOUVENCEL, « *Le Contrôleur Général des Finances sous l'Ancien Régime* », Paris, 1901, p. 423.

BOYÉ nous le dépeint (3) comme un « petit homme trapu, de bonne heure replet, au port assuré, au regard froid et pénétrant, au menton volontaire et aux lèvres minces, sans grâce dans les traits ».

Avant d'être intendant à Soissons, il fut maître des requêtes pendant dix ans. Le Contrôleur Général Orry, son beau-frère, le recommanda auprès du roi de France pour le poste de Chancelier en Lorraine et le 10 décembre 1736, lorsque les premiers accords furent signés entre Stanislas et Louis XV, ce dernier accorda à l'intendant de Soissons la permission d'accepter de Sa Majesté Polonaise une commission d'intendant de Lorraine et Barrois : Stanislas la lui remit le 18 janvier suivant et, en même temps, le nommait Chancelier et Garde des Sceaux.

Son père, Antoine Chaumont, né à Namur, en 1671, était un important commerçant en grains qui devint banquier par la suite et émigra en France. En 1719, il acheta une charge ennoblissante de secrétaire du roi et pour laquelle il obtint l'honorariat en 1740. C'est un arrêt de Conseil d'Etat du 10 août 1734 qui confirma, en faveur d'Antoine Chaumont et de sa postérité, l'érection de la terre de la Galaizière en marquisat (4).

De la Galaizière eut onze frères et sœurs :

Marie-Catherine épousa Jacques-Guy Terré, secrétaire du roi en 1719.

Marie-Josèphe épousa Pierre-Claude Pecquot, ancien substitut du procureur général, conseiller au Parlement et, en 1722, président de la Chambre des Comptes de Paris.

Marie-Thérèse fut l'épouse de François-Joseph de Margueut, président en la Chambre des Comptes, Aides et Finances de Rouen.

Marie-Anne-Victorie et Marie-Jeanne entrèrent dans les ordres.

Jean-Baptiste de Chaumont fut comte de Lucé. Il fut nommé en 1745, envoyé de Louis XV auprès de Stanislas.

(3) P. BOYÉ : Suite d'articles sur *Chaumont de la Galaizière et sa famille* dans « *Le Pays Lorrain* », revue régionale éditée à Nancy, années 1936, 1937 et 1938.

(4) Ce qui corrobore l'opinion d'Ardascheff aux termes de laquelle la noblesse des de la Galaizière n'était pas très ancienne. Voir à ce sujet, Paul ARDASCHEFF : *Les Intendants de Province sous Louis XVI*, Paris, 1909, p. 33.

Henri-Ignace devint grand vicaire de Toul.

Dieudonné Chaumont fut vicaire général de Metz, puis évêque de Saint-Dié.

Antoine-Albert Chaumont, comte de Mareil, et Philippe, comte de Rivray, furent deux soldats.

Enfin, Jacques-Louis Chaumont, comte de la Millière, fut conseiller au Parlement en 1738, maître des requêtes en 1744 et intendant du Limousin en 1750.

La fortune de la Galaizière data de sa nomination au poste d'intendant de Lorraine : ses appointements ne furent pas très importants puisque d'après Boyé, ils n'atteignirent jamais plus de cent mille livres, mais ils furent complétés par des avantages indirects.

Sur la mise en vente de la terre et de la seigneurie de Neuville-sur-Moselle par les princes de Salm-Salm, Stanislas se rend acquéreur de ces biens le 17 décembre 1749 pour 152.000 livres de Lorraine, il érige le tout en comté avec prévôté bailliagère et le 15 février 1751, en fait don personnel à son chancelier.

Le 1^{er} février 1752, de la Galaizière achète la terre de Roville et le 20 avril 1757, il devient propriétaire du marquisat de Bayon.

Cependant, de la Galaizière est obligé de soutenir un train de vie de plus en plus élevé et, le 29 septembre 1760, pressé par des besoins d'argent, il cède à son fils, l'intendant de Montauban, toutes ses possessions dans la province de Lorraine pour 500.000 livres.

En 1758, il avait demandé au roi d'être relevé de ses fonctions d'intendant et le 4 décembre de cette année, Louis XV nomme son fils à sa place, de la Galaizière père conservant, jusqu'en 1766, les fonctions de chancelier et garde des sceaux.

Après la mort de Stanislas, il fut nommé, le 14 mai 1766, conseiller d'Etat au bureau des gabelles, fermes, tailles et autres offices de finances ; le 24 mai 1767, il fut appelé au bureau des domaines, aides, gabelles et cinq grosses fermes, le 8 octobre 1767 au bureau du commerce, et le 14 février 1768 au bureau des vivres.

Il approuva la politique de Maupéou et en récompense, le 13 avril 1771, fut nommé conseiller d'honneur en la grande chambre du nouveau parlement.

Le 31 décembre 1775, il remplaça d'Ormesson au conseil des finances.

Il décéda à Paris, le 3 octobre 1783.

De son mariage avec la sœur du contrôleur général Orry (6 mai 1724), il eut quatre enfants dont deux moururent très tôt (Philibert à 20 ans et Marie-Catherine-Stanislas à 16 ans 1/2).

§ II. — DE LA GALAIZIÈRE FILS

De ces quatre enfants, Antoine fut le plus marquant. Né le 4 octobre 1727 à Paris, il fut conseiller au Parlement de cette ville en 1746, maître des requêtes en 1749, intendant à Montauban en juin 1756. Il eut d'ailleurs des heurts avec les magistrats de la cour des aides de cette généralité.

Antoine épousa M^{me} de la Courtaujay, fille du receveur général des finances d'Alençon, et devint par ce mariage beau-frère de l'intendant de Maussion (5).

Il conserva l'intendance de Lorraine jusqu'en 1777 et fut intendant de Strasbourg jusqu'à la Révolution (1790). En 1789 et 1790, il eut comme adjoint en cette ville son fils Antoine-Pierre de Chaumont de la Galaizière.

En 1790, il émigra en Belgique et fit l'acquisition, aux environs de Bruxelles, d'une terre qu'il paya comptant 100.000 écus (6).

§ III. — MOULINS DE LA PORTE

Jean-Baptiste-François Moulins de la Porte, chevalier, seigneur de Sarzay, Bellefonds, Montville, Sainte-Marie et autres lieux, prit possession de l'intendance de Lorraine en 1778.

(5) ARDASCHEFF, *op. cit.*, p. 56.

(6) Le Moniteur (réimpression), T. XIV, p. 529, cité par ARDASCHEFF, *op. cit.*, p. 76.

Nous ne savons pratiquement rien de ce troisième et dernier intendant qui venait de la province du Roussillon où il avait remplacé Jean de Clugny. D'après les archives des Pyrénées-Orientales, il aurait pris le parti des bourgeois dans un conflit opposant les bourgeois honorés de la province aux nobles.

Selon ARDASCHEFF, Moulins de la Porte fut placé à Nancy, à la demande de Choiseul-Stainville (7).

SECTION II

Les subdélégués

§ 1. — LES SUBDÉLÉGUÉS EN FRANCE

Il nous paraît indispensable, pour étudier le fonctionnement de l'intendance de Lorraine sous l'Ancien Régime, de consacrer quelques lignes à l'étude du subdélégué qui est en quelque sorte le sous-préfet de l'ancien régime (8).

L'origine de l'institution date sensiblement de Colbert : en effet, c'est aux environs de 1635 que nous voyons apparaître, pour la première fois dans les commissions d'intendant, le pouvoir de « substituer, commettre ou subdéléguer » (9).

(7) ARDASCHEFF, *op. cit.*, p. 63.

(8) Guyot et Merlin donnent cette définition du subdélégué « Homme de confiance préposé par le magistrat qui est à la tête d'une généralité avec pouvoir d'intendant pour exécuter ses ordres et ceux de la cour (GUYOT et MERLIN, *Traité des Droits*, t. III, p. 441).

(9) Voir dans *Revue Historique de Droit*, 1889, p. 775 et suiv. la commission d'intendant donnée à Turgot, le 8 août 1761 (article 16) : « Voulons et entendons que vous puissiez pourvoir à tout ce qui regarde le bien de notre service, l'observation de nos ordonnances touchant la justice, police et finances et le bien de nos sujets dans toute l'étendue de ladite généralité avec pouvoir de subdéléguer et commettre les affaires civiles et sans que ceux qui seront ainsi par vous subdélégués puissent procéder si ce n'est seulement à l'instruction desdites affaires lesquelles nous voulons être par vous jugées, et à l'égard des affaires criminelles dont par des commissions ou arrêts extraordinaires nous vous attribuerons la connaissance, voulons et nous plaît que vous ne puissiez subdéléguer même pour l'instruction, mais nous voulons et entendons que les procès de cette qualité soient par vous instruits, jugés et terminés selon et ainsi qu'il vous sera prescrit par nosdites commissions ou arrêts, à l'exception seulement des informations desdites affaires pour lesquelles nous trouvons bon que vous subdéléguiez, et seront vos ordonnances et tout ce qui sera par vous et vos subdélégués décerné, exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques dont si aucunes interviennent nous en avons réservé la connaissance à notre conseil et icelle interdite et défendue à tous autres juges ».

En France, il est probable que les intendants se bornèrent primitivement à confier à certaines personnes en lesquelles ils avaient toute confiance des missions temporaires et spéciales : ces personnes étant indifféremment choisies parmi les habitants du siège de l'intendance ou sur les lieux de la mission à exécuter. Il est vraisemblable que peu à peu l'intendant prit l'habitude de choisir toujours les mêmes auxiliaires s'ils avaient donné satisfaction : il n'y avait plus qu'un pas à franchir pour leur affecter une circonscription bien déterminée.

Ces délégations de pouvoir furent-elles vues avec sympathie du pouvoir central : en 1672, Colbert écrit à l'intendant de Bordeaux, « Il est vrai que votre commission vous donne pouvoir de subdéléguer ; mais l'intention du Roy et le premier usage de ce pouvoir n'a jamais été que pour des affaires momentanées et auxquelles l'importance de plusieurs affaires qui peuvent survenir en même temps et la diligence qu'il faut y apporter ne vous permettent pas de vaquer. Ainsi, je crois devoir vous avertir que vous ne pourrez rien faire qui soit plus agréable à Sa Majesté que de supprimer ce grand nombre de subdélégués et de ne vous en servir qu'ainsy que je viens de vous l'expliquer. »

Et en 1680, Colbert donne l'ordre à tous les intendants de révoquer leurs subdélégués, mais cet ordre ne fut pas suivi parce qu'il allait à l'encontre des nécessités pratiques : dès 1682, de nombreux subdélégués avaient été rétablis dans leurs fonctions. Colbert s'inquiéta de cette situation et l'on doit admirer cette réponse que lui fit l'intendant de Dijon en parlant des subdélégués de son prédécesseur : « Touchant les subdélégués de feu monsieur Boucher, je dois vous dire que je n'en ay trouvé aucun dans la province à qui on deubt donner ce nom à proprement parler, ceux qu'on y appelait ainsy n'étant dans la vérité que de simples correspondants qu'il entretenait dans tous les bailliages et principaux lieux de son département pour estre par eux informé de tout et qu'il commettait en quelques affaires particulières pour instruire seulement et donner avis tout au plus. »

En fait, à la fin du XVII^e siècle, les subdélégués locaux sont à peu près partout rétablis en France (10). C'est à cette situation

(10) Le subdélégué local s'oppose au subdélégué spécial et au subdélégué général : le premier est désigné pour une mission déterminée dans son

que s'applique l'édit de 1704 (11) : par cet acte, le roi crée et érige en titre d'office formé et héréditaire « un conseiller subdélégué des sieurs intendants ou commissaires départis, dans chaque chef-lieu des élections des pays taillables et dans chacun des évêchés ou bailliages des pays d'Etats, même dans les autres villes principales où il en a été établi jusqu'à présent ou dans lesquelles l'établissement en paraîtra nécessaire ». Le roi pressé par des besoins d'argent avait profité de la situation en créant des offices pour les subdélégués, politique qu'il devait poursuivre par la création, en janvier 1707, des offices de greffiers de subdélégués.

Cette mesure n'apporte pas, dans les caisses royales, tous les fonds escomptés et les capacités des nouveaux officiers laissent fort à désirer.

Dès que la situation générale le permet, on prend la seule mesure qui s'impose vraiment : un édit de 1715 supprime purement et simplement les offices de subdélégués et de greffiers de subdélégués.

Telle est la situation en France au moment où de la Galaizière est nommé en Lorraine, si bien que les Lorains n'ont pas connu les subdélégués avec titres d'officiers.

objet et par suite dans sa durée, le second, par contre, a une compétence qui s'étend à toutes les attributions de l'intendant : la durée de ses fonctions est limitée à l'absence de l'intendant. A ce sujet, M. J. RICOMMARD, dans son article « *Les subdélégués des intendants en titre d'office et leurs greffiers dans le département de Metz (1704-1714)* » dans la *Revue Historique de Droit*, année 1953, p. 521, cite à titre d'exemple M. de Charuel, intendant en 1688 : « Il réunit sous son autorité Nancy, Metz et Strasbourg. Il est responsable de la partie occupée du Luxembourg. Une pareille étendue territoriale même momentanée de sa circonscription administrative lui crée une charge écrasante. Elle l'oblige à recourir à des subdélégués généraux qui, sous sa responsabilité, ont en fait les pouvoirs et l'autorité de véritables intendants ».

(11) Les motifs de l'édit sont donnés dans le préambule « Le grand nombre d'affaires, dont les intendants et commissaires départis se trouvent chargés, Nous a obligé de leur permettre de choisir dans tous les lieux de leur département où ils le jugeraient nécessaire, des subdélégués pour travailler sous leurs ordres à tout ce qui concerne notre service, mais le ministère de ces emplois est devenu si important et les fonctions si étendues que Nous avons jugé à propos de revêtir ceux qui les exerceront à l'avenir d'un caractère qui, d'une part, leur donne le relief et l'autorité nécessaire pour le bien de notre service et, de l'autre, les engage à s'acquitter de leurs devoirs avec plus d'honneur et de désintéressement ».

§ 2. — LES SUBDÉLÉGUÉS EN LORRAINE

De la Galaizière, peu au courant des problèmes de la province, eut la sagesse de choisir ses subdélégués (le terme de correspondant (12) serait plus exact) sur place : connaissant les contingences locales, ces subdélégués pouvaient donner des avis pertinents à l'intendant. Les contrôleurs généraux eux-mêmes avaient recommandé aux intendants de choisir « autant qu'il se pourra des gens de dessus les lieux parce qu'ils auront une connaissance plus certaine des affaires et que cela fera moins d'éclat ». L'inconvénient que nous verrons apparaître plusieurs fois au cours de notre étude, notamment à propos de la milice et de la corvée était que le subdélégué prenait parfois le parti de la population (13).

Le choix de l'intendant se porta sur des personnalités locales qui occupaient un poste important : c'était le cas notamment de Nancy, Lunéville (14), Commercy, en 1783 (15). Ceci facilitait sa tâche, car les subdélégués, par leur profession, étaient au courant des besoins et des aspirations de la population : n'ayant, tout au moins au début, aucun pouvoir de décision, le subdélégué pouvait n'être qu'un bon agent de renseignement.

(12) En 1683, en France, un arrêt du conseil avait restreint les attributions des subdélégués « Ayant été adverty que quelques uns des maistres des requestes ordinaires en mon hostel, commissaires départis pour l'exécution de mes ordres dans les provinces de mon royaume, usans du pouvoir qu'ils ont par leurs commissions de subdéléguer ez affaires dont ils sont chargés, en abandonnent quelquefois toute la conduite à leurs subdélégués, en quoy mon service et le public peuvent recevoir du préjudice, d'autant que les subdélégués n'y peuvent vacquer avec la mesme application et la mesme capacité que feraient lesdits commissaires départis, je vous escriis cette lettre pour vous dire que mon intention est qu'à advenir ceux qui seront par vous subdélégués en affaires « civiles » ne puissent procéder si ce n'est à l'instruction d'icelles seulement, voulant que vous vous en réserviez le jugement et à l'égard des affaires criminelles dont je vous attribuerai la connaissance par mes commissions ou arrests de mon conseil, mon intention est qu'esdites affaires vous ne subdéléguiez aucune personne non pas mesme pour l'instruction, voulant que les procès de cette qualité soient par vous instruits, jugés et terminés, ainsi qu'il vous sera prescript par mesdites commissions ou arrests ».

(13) J. RICOMMARD, article cité dans *Revue Historique de Droit*, 1953, p. 521 et suiv. : Le subdélégué de Strasbourg prend à diverses reprises, en 1695, la défense des intérêts locaux, il défend notamment des négociants de la ville contre les fermiers du Domaine.

(14) Les subdélégués de Lunéville furent tous maires de la ville. François Antoine Alliot (1739-1746), Louis Joseph Viot (1746-1769), François Olivier (1770-1773), Lasnière (1773-1789).

(15) Lapaillotte, subdélégué à Commercy en 1783, est lieutenant civil et criminel au bailliage de Commercy.

Les fonctions de subdélégué étaient-elles rétribuées : il ne le semble pas. Tout au plus voit-on l'intendant accorder parfois à un de ses subdélégués un remboursement de frais ou une gratification pour services rendus : ces gratifications toutefois prirent, à la fin de l'ancien régime, un caractère de régularité et d'annualité qu'elles n'avaient pas au début de l'occupation française ; d'autre part, vinrent s'y adjoindre les vacations pour adjudications de travaux communaux, révision ou reddition de comptes de syndics, levée de milice ou troupes provinciales : en fait, ces revenus indirects de la fonction, ajoutés à ceux que les subdélégués avaient déjà, soit parce qu'ils avaient une autre profession lors de leur nomination, soit parce que l'intendant, après les avoir nommés subdélégués, les avait dotés de nouvelles charges, leur procurait une situation aisée.

Ce cumul de charges n'a pas été sans nuire à la bonne marche des affaires dans certaines provinces : en 1763, le Fèvre de Caumartin, intendant de Flandre, s'oppose à ce que Lescuyer ajoute à ses fonctions de subdélégué de Béthune et de conseiller pensionnaire, celle d'argentier que les officiers municipaux voulaient encore lui confier (16). En Lorraine, nous n'avons rien trouvé de semblable (17).

(16) Archives du Pas-de-Calais C 472 : cité par Alfred ANTOINE : *Les Subdélégués de l'intendance spécialement en Franche-Comté et dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Verdun, 1929, p. 14.

(17) Il est vrai que l'étendue des subdélégations lorraines n'était pas très importante. A titre d'exemple, nous donnons l'état des communautés dépendant de la subdélégation d'Etain : la ville d'Etain avec la cense des Logettes, celle de l'Hôpital et le moulin de Warwé, Abbéville, Affléville, Allamont, Amel avec son moulin, sa tuilerie et la cense du Longeau, Avillers et Haucourt, Baroncourt, Beaumont, Béchamp avec les censes de Halloy et du Chénois, Bertrameix, Bezonsvaux, Boncourt et la cense de Pailmail, Boulogny et Amermont, Bouzonville-sur-Orne, Bouvigny, Buzy et Aucourt, Châtillon-sous-les-Côtes et Mandres, Darmont et la cense de Neuvron, Dompierre, Domprix, Dommarie en deçà et au delà de l'eau, Donrémy-la-Cane, Douaumont, Eton, Fiquemont, Fléville, Lixières et la cense de Hagny, Friaucourt, Gondrecourt dit Neuvron-le-Château, Gouraincourt, Gremilly, Bloucy avec les censes de Moraigue et de l'Epinat, Gussainville et Saint-Maurice, Houdelaucourt, Jeandelize, Joudreville, Lanhères, Mouaville et la cense d'Amblemont, Moranville, Moulainville-la-Haute, Moulotte, Norroy-le-Sec, Olley, Pareid, Parfondrupt et sa tuilerie, Piennes, Puxe, Réchicourt, Rouvres et la cense de Rosa, Saint-Jean-Senon et la cense de Rémany, Spincourt, Thumeréville, Villers-sous-Pareid.

La Lorraine possédait alors, en 1779, trente-six subdélégations qui sont : Bar, Bitch, Blâmont, Boulay, Bourmont, Bouzonville, Briey, Bruyères, Charmes, Château-Salins, Châtel-sur-Moselle, Commercy, Darney, Dieuze, Epinal, Etain, Gondrecourt, La Marche, Longuyon, Lunéville, Mirecourt, Nancy, Neufchâteau,

De la Galaizière ayant choisi ses subdélégués sur place parce qu'à ses yeux ils étaient, avant tout, des agents de renseignements, leurs pouvoirs furent plutôt administratifs que contentieux : l'édit de 1704 contenait à cet égard des dispositions qui inspirèrent indubitablement l'intendant lorrain, « Les subdélégués recevront toutes les requêtes adressées aux sieurs intendants et commissaires départis auxquels ils les enverront le plus tôt que faire se pourra, avec les éclaircissements et instructions nécessaires et leurs avis, ils recevront pareillement tous les ordres qui leur seront adressés par lesdits sieurs intendants et commissaires départis pour les choses concernant le service du roi, les enverront aux maires, échevins, consuls ou syndics de communautés et tiendront la main à leur exécution, ils assisteront lesdits sieurs commissaires départis dans le département des tailles et autres impositions, ils s'instruiront le plus exactement que faire se pourra de l'état de chacune des paroisses de leurs départements et de toutes les affaires qui les concernent, pour leur en rendre compte. Dans les cas qui le requerront, ils dresseront leurs procès-verbaux qu'ils enverront aussi avec leurs avis (18).

Nomeny, Plombières, Pont-à-Mousson, Rambervillers, Remiremont, Rosières-aux-Salines, Saint-Dié, Saint-Mihiel, Sarreguemines, Thiaucourt, Tholey, Vézelize, Villers-la-Montagne.

En 1785, d'après les procès-verbaux de l'assemblée provinciale, il existe une subdélégation à Saint-Avold.

(18) Alfred ANTOINE, *op. cit.*, p. 21.

PREMIÈRE PARTIE

Les Pouvoirs de l'Intendant

TITRE PREMIER

LES VILLES ET COMMUNAUTÉS

Il nous a paru logique, pour la compréhension des développements ultérieurs, d'étudier, en premier lieu, les pouvoirs de l'intendant en matière de tutelle administrative, car au XVIII^e siècle, et cette remarque s'adresse aux syndics de communautés plus qu'aux officiers municipaux, les organes locaux sont en même temps les représentants de la population et les agents d'exécution du pouvoir central, de sorte que ce titre peut être considéré comme la suite logique de l'introduction et le préliminaire nécessaire aux titres suivants.

Ce titre comprendra cinq chapitres qui s'intituleront successivement : L'organisation municipale, l'administration des biens des villes et communautés, l'instruction publique en Lorraine, l'établissement des recettes et dépenses des villes et communautés, l'incapacité des villes et communautés.

CHAPITRE PREMIER

L'organisation municipale en Lorraine

SECTION I

Les villes

La base de l'organisation municipale en Lorraine est un édit du duc Léopold d'octobre 1723 (1). Cet édit n'ayant pas été modifié par l'avènement de Stanislas, le droit municipal resta à peu près inchangé pendant le XVIII^e siècle, seul le nombre des hôtels de ville fut modifié par un édit de Louis XV (2).

Citons parmi les villes possédant un hôtel de ville : Nancy, Pont-à-Mousson, Lunéville, Rambervillers, Bar-le-Duc, Ligny-en-Barrois, Commercy, Saint-Mihiel, Neufchâteau, Mirecourt, Epinal, Saint-Dié, Etain.

(1) *Recueil des Ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 658. Voir également Cardinal MATHIEU : « *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois*, Paris, 1907, pp. 257 et 258.

(2) *Recueil des Ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 499 : Edit d'octobre 1771 portant suppression des offices municipaux dans les duchés de Lorraine et Barrois et création de nouveaux sièges de municipalité et de police.

Recueil des Ordonnances de Lorraine, suppl. au t. XII, p. 73 : Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui ordonne, qu'à compter du premier mai prochain, les anciens titulaires des offices supprimés par l'édit du mois d'octobre 1771, ainsi que ceux qui ont été revêtus de commissions particulières cesseront toutes fonctions relatives à la municipalité et à la police, du premier décembre 1772.

Dans le même sens : Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 17 novembre 1773 (A. M. M. C 435) « Je vous envoie, monsieur, des exemplaires d'un arrêt du conseil du 24 avril dernier concernant la liquidation des offices municipaux, offices et droits domaniaux supprimés ».

La composition des hôtels de ville (conseils municipaux) variait suivant les lieux : à titre d'exemple, à Lunéville, en 1784, on trouvait :

— Un maire royal qui exerçait en même temps les fonctions de chef de la police (on dirait aujourd'hui officier de police municipale) : Lasnière.

— Le lieutenant du maire et de police (adjoint) : M. Piroux.

— Quatre échevins par commission : Chypal, Christophe, Bourguignon et Conigliano.

— Un échevin trésorier : Hugard.

— Un procureur du roi : Poirson, assisté d'un secrétaire-greffier en chef, Richard.

— Un commis : Martin.

— Un commissaire de police : Parisot.

— Un huissier : Laguerre.

Les officiers municipaux achetaient leur charge dont le prix tombait dans la caisse ducale ; ils recevaient annuellement une indemnité acquittée sur les deniers de la ville. A titre indicatif, nous donnons les indemnités annuelles perçues par les officiers municipaux de Lunéville : le maire royal touchait 1.000 livres ; le lieutenant du maire et de police, 700 livres ; les quatre échevins, 500 livres ; l'échevin trésorier, 1.000 livres ; le procureur du roi, 500 livres ; l'échevin trésorier, 500 livres ; le commis, 200 livres ; les trois commissaires de police, chacun 100 livres ; l'huissier, 150 livres.

Quel était le rôle de l'intendant à l'égard des officiers municipaux des corps d'hôtel de ville ? En principe, il était chargé de les surveiller avec droit de révocation en cas d'insuffisance de leur part (3). A cet effet, le subdélégué est chargé d'une mission d'information permanente : il doit établir les états nominatifs des officiers municipaux des villes de son département en distinguant ceux qui sont en titre de finance de ceux qui sont simple-

(3) Lettre de de la Galaizière à Viot du 3 décembre 1754 (A.M.M. C 433) : « Le sieur Gay, procureur syndic, ayant été interdit de ses fonctions, il est nécessaire que vous vous transportiez chez lui pour vous faire remettre son inventaire, les titres et pièces qu'il a appartenant à l'hôtel de ville ».

ment en commission, et signaler si tous les sièges de municipalité sont composés de sujets suffisants (4).

Toutes les difficultés qui surviennent à propos de l'exercice des fonctions des officiers municipaux sont tranchées par l'intendant (5) ou par le contrôleur général après avis de l'intendant ; aucune limite n'est fixée à ce pouvoir de contrôle (6).

Souvent cette absence de réglementation provoque des heurts entre l'intendant et les officiers municipaux. En 1780, le maire de la ville de Ligny écrit à Necker pour lui faire part de ce que

(4) Lettre de de la Porte à Lasnière du 7 avril 1783 (A.M.M. C 437).

(5) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 8 novembre 1773 (A.M.M. C 435) : « Sur le compte que j'ai rendu à M. le Contrôleur Général des contestations qui se sont élevées entre les maires royaux et les lieutenants généraux des bailliages de plusieurs villes de cette province au sujet du droit que ces derniers prétendaient avoir de présider aux assemblées extraordinaires des officiers municipaux, ce ministre m'a marqué par sa lettre du premier de ce mois dont vous trouverez ci-inclus la copie que l'intention du Roy était que les maires royaux présidassent à toutes les assemblées même extraordinaires à l'exclusion des lieutenants généraux des bailliages.

Voir également, lettre de Montbarey à de la Porte, du 6 février 1779 (A. Meuse C 68) : Les habitants de Saint-Mihiel ont eu jusqu'en 1770, époque de l'édit, qui a rétabli la vénalité des offices municipaux le droit de choisir six notables pour assister aux assemblées extraordinaires des officiers de cette ville : ces habitants demandent que cette faculté leur soit rendue. L'intendant doit enquêter et donner son avis à Montbarey.

— Lettre de de la Galaizière à Viot du 24 juillet 1761 (A.M.M. C 434) : l'intendant est chargé de juger en dernier ressort les officiers municipaux prévaricateurs de Rambervillers par arrêt du conseil.

(6) Ordonnance de de la Galaizière du 24 juillet 1752 (A. Meuse C 94) : « Nous, Chancelier et Intendant sus dit avons ordonné et ordonnons que, conformément à l'article 10 de l'Arrêt du Conseil Royal des Finances et Commerce du 7 décembre 1737, les officiers municipaux de l'hôtel de ville d'Etain seront privés de la moitié de leurs gages de la présente année à l'effet de quoi copie de notre présente ordonnance sera envoyée au sieur Vatin, notre subdélégué en ladite ville pour la faire enregistrer au greffe de l'hôtel de la même ville en présence du receveur des deniers patrimoniaux et d'octrois d'icelle auquel nous enjoignons de s'y conformer et à cet effet faire la retenue de la moitié desdits gages au profit du roi et d'en remettre le montant au receveur général des finances du roi en exercice. Enjoignons aussi auxdits officiers de faire incessamment mettre en bon état ladite portion de chaussée à peine d'être privés de la totalité de leurs gages et aux bourgeois de ladite ville de leur obéir à peine de quarante livres d'amende contre chacun d'eux et même de prison en cas de récidive ».

Dans le même sens, une lettre sans date de l'intendant à M. Lartillé, subdélégué à Saint-Mihiel : « Je n'ai pas été, monsieur, moins étonné que M. le Comte de Stainville de la démarche à laquelle la ville de Saint-Mihiel s'est portée sans ma participation. Sans entrer dans la discussion du fonds de la chose sur laquelle je suis d'un avis très contraire au vôtre, il me semble qu'il suffisait que le corps municipal figure dans la requête présentée au Ministre pour que vous me prévinssiez de cette démarche. Les officiers municipaux ont-ils oublié que je suis leur supérieur immédiat chargé par état de veiller aux intérêts des villes et communautés... Le plus grand mal qui put arriver à votre ville serait que ses représentations fussent favorablement accueillies. S'il me fait l'honneur de me consulter, il verra par ma réponse combien vous avez méconnu vos véritables intérêts ».

l'intendant veut assujettir le corps municipal à procéder à l'adjudication des revenus de la ville en présence de son subdélégué ; le maire assure que c'est une innovation, les corps municipaux de Lorraine passant seuls les baux de leurs revenus, il regarde la présence du subdélégué comme une surveillance qui blesse sa délicatesse (7).

Il ne faut cependant pas en conclure que l'intendant ne veille pas à l'intérêt des villes et communautés. En 1782, les habitants de Badonviller avaient demandé l'obtention d'une municipalité ; par une lettre à son subdélégué, l'intendant donne son avis sur la question : « Vous trouverez ci-joint une délibération de la communauté de Badonviller par laquelle elle annonce le désir d'avoir un siège de municipalité et une requête par laquelle elle annonce le désir d'avoir un siège de municipalité et une requête par laquelle le sieur Crouvisier demande la place de maire royal du nouveau siège qui serait créé ; ces habitants n'ont sûrement pas réfléchi sur le préjudice que leur occasionnerait cette nouvelle création ; en supposant qu'ils aient quelques revenus communaux, ils seraient bientôt absorbés par le paiement des gages des nouveaux officiers municipaux qui, comme vous le savez, sont à la charge de la commune ; on demanderait bientôt la construction d'un hôtel de ville et ce serait encore un surcroît de dépense, ce serait d'ailleurs multiplier les privilégiés et, les charges des habitants de Badonviller étant moins subdivisées, elles en deviendraient plus onéreuses pour eux. Tels sont les motifs qui, loin de me déterminer à appuyer leur demande, me porteraient à y être contraire et je vous prie de le leur faire entendre en leur remettant la délibération et la requête sur lesquelles il n'y a rien à statuer. Vous savez aussi bien que moi que les sièges de municipalité sont déjà trop multipliés dans mon département » (8).

(7) Lettre de Necker à de la Porte du 14 juillet 1780 (A. Meuse C 44).

(8) Lettre de de la Porte à Lasnière du 14 mars 1782 (A.M.M. C 436).

Au sujet des difficultés financières éprouvées par les municipalités, voir la délibération de l'hôtel de ville de Lunéville, en date du 16 décembre 1767 (A. M. M. C 436) : « Les adjudicataires des octrois sur les grains et bestiaux... demandent les uns et les autres et chacun à leur égard, la remise des pertes qu'ils exposent avoir souffertes dans les exploitations de leurs adjudications à cause du triste événement de la mort du Roi de Pologne, lesquelles pertes ils

SECTION II

Les communautés

A côté des villes qui possédaient un corps municipal, il n'y avait place, en Lorraine, que pour les communautés. On peut définir la communauté comme « le corps des habitants d'une ville, d'un bourg, d'un village considéré collectivement pour leurs intérêts communs » (9). « Quoiqu'il ne puisse, dit Guyot, s'établir dans le royaume aucune communauté sans lettres patentes ; cependant, les habitants de chaque ville, bourg ou paroisse forment entre eux une communauté quand bien même ils n'auraient point une charte commune : l'objet de cette communauté consiste seulement à pouvoir s'assembler pour délibérer de leurs affaires communes et à avoir un lieu destiné à cet effet, à nommer des maires et échevins, consuls et syndics ou autres officiers selon l'usage du lieu pour administrer les affaires communes, des assesseurs et collecteurs dans les lieux taillables pour l'assiette et le recouvrement de la taille, de messiers et autres préposés pour la garde des moissons, des vignes et autres fruits. »

Pour gérer les intérêts de la communauté et servir de correspondant entre l'autorité centrale et les habitants, un arrêt du conseil du 3 mai 1738 institua, dans chaque communauté, un syndic (10).

Les assemblées de communauté sont convoquées par le syndic ou par le subdélégué : lorsque l'assemblée doit se faire pardevant le subdélégué, celui-ci doit se rendre sur place (11).

offrent de vérifier par leurs registres ou que, pour indemnité, il leur soit prolongé une jouissance pour six années, des mêmes droits, réduits à moitié de leur quotité annuelle ».

Dans le même sens, Cardinal MATHIEU : « *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois*, Paris, 1907, p. 265.

(9) GUYOT : *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Paris, 1784, en 17 volumes, t. IV, p. 218, mot : Communes.

(10) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 115 : L'état actuel des documents n'a pas permis de préciser dans quelle mesure pour les communautés ne possédant pas d'hôtels de ville, le maire fonctionnaire ducal ou seigneurial et le syndic ont pu coexister. L'institution du syndic semble être antérieure à l'arrêt du 3 mai 1738.

(11) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 22 juillet 1773 (A.M.M. C 435).

L'arrêt du conseil stipula (article 2) qu'il devait être choisi chaque année, dans toutes les communautés, un syndic de la première classe des contribuables. Une lettre de la Galaizière précisa, à l'usage des subdélégués, les conditions de cette élection : « Il convient de fixer, une fois pour toutes, le jour de cette élection à la première fête d'après Noël, pour exercer par le nouveau syndic ses fonctions au premier janvier suivant. Dans l'assemblée qui se tiendra pour la nomination du nouveau syndic, celui sortant de charge rendra son compte du moins provisionnel à celui qui sera nommé pour successeur, auquel il remettra les deniers qu'il aura en mains, appartenant à la communauté... Rien n'empêche les communautés de continuer leurs syndics pendant trois années au cas qu'elles soient contentes de leur administration et que ceux-ci y consentent, à l'effet de quoi il en doit être pris chaque année une délibération. Il faut aussi que les communautés vous informent des noms, qualités et profession de ceux qu'elles auront élus syndics, après quoi vous en dresserez un état contenant tous ceux des paroisses de l'étendue de votre subdélégation que vous m'enverrez dans les premiers jours de janvier de chaque année, ne perdez donc pas de temps à leur faire savoir et expliquer bien clairement tout ce que je vous marque pour qu'elles puissent s'y conformer » (12).

Les syndics sont les représentants des communautés et les agents d'exécution de l'intendant : à ce double titre, ils sont placés sous sa haute surveillance (13). Les fonctions en sont gratuites :

(12) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 17 octobre 1739 (A.M.M. C 433).

(13) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 23 mai 1739 (A.M.M. C 433) : « Il m'est revenu que quelques subdélégués et prévôts des Etats du Roi de Pologne avaient obligé les syndics des communautés, établis en conséquence de l'arrêt du conseil du 3 mai 1738, à venir prêter serment devant eux et s'étaient attribué pour cet effet un droit qu'ils avaient fait payer aux communautés... Vous voudrez bien faire rendre aux communautés les droits qui auraient pu en être exigés pour raison de ladite prestation par les prévôts ou autres officiers de votre district, et tenir la main dorénavant à ce que pareille chose ne se pratique plus... C'est ici l'occasion de vous faire encore observer que les syndics étant créés pour gérer et administrer les biens des communautés, l'intention du Roi de Pologne est qu'ils en soient regardés comme les chefs, dans tous les cas où il s'agit de leurs intérêts. Ils doivent, en conséquence, convoquer en la manière accoutumée les habitants lorsqu'il en est question, et y présider, distribuer les logements pour les troupes et mettre à exécution généralement tous les ordres qui leur sont adressés pour le service de Sa Majesté. Vous en informerez toutes les communautés de votre département et lorsqu'on vous présentera des requêtes en leur nom pour m'être envoyées avec votre avis, vous

l'intendant veille scrupuleusement à ce que ces dispositions soient exactement respectées. Les fonctions d'un syndic sont un sacrifice à l'intérêt commun (14).

À côté des syndics, il y a place encore pour les collecteurs de deniers communaux que l'on doit distinguer des collecteurs de deniers royaux dont il sera question à propos de la fiscalité ; ces élus, toutefois, n'apparurent qu'en 1785 (15).

En principe, toutes ces élections sont libres ; cependant, par une lettre au subdélégué de Lunéville, l'intendant nous montre la façon dont il conçoit la liberté de ces élections : « M^{me} la Marquise de Coaslin désirerait que le nommé Louvois, habitant de Jolivet, ne fut point nommé au syndicat de cette communauté. J'ignore si les habitants de Jolivet ont déjà procédé à la nomi-

les refuseriez à moins que le syndic n'y soit dénommé en tête en ces termes
« Les syndic, maire, habitants et communauté... »

Voir également dans le même sens une lettre de de la Galaizière à Viot, subdélégué à Lunéville, du 8 avril 1749 (A. M. M. C 433), aux termes de laquelle l'intendant inflige une amende à des syndics qui n'ont pas publié une ordonnance : « cette amende leur sera remise s'ils la publient dans le mois de la lettre ».

(14) Lettre de de la Porte à Lasnière du 25 février 1781 (A.M.M. C 433) :
« Je sens comme vous que la commission de syndic est à charge, mais elle ne dure qu'un an et doit porter alternativement sur chacun des habitants de la communauté de la première classe qui, sous aucun prétexte, ne peuvent s'y refuser ; s'il résultait de la taxe sur laquelle vous vous récriez qu'un syndic négligeait les affaires qui lui sont confiées, il demeurerait personnellement responsable des événements qui résulteraient de sa négligence ou de sa mauvaise volonté. Vous pensez qu'il est dû une indemnité : je suis bien éloigné d'être de cet avis ; c'est un sacrifice qu'ils doivent à l'intérêt commun, ce serait d'ailleurs augmenter les charges de nos communautés, tandis que nos soins doivent tendre à en diminuer le poids. C'est, d'après ce principe, qu'en me déterminant à ne plus allouer aux syndics aucun remboursement de voyages sur de simples assertions, j'ai fixé la journée à cinquante sols dans le cas où ils découcheraient, mais lorsqu'ils peuvent rentrer chez eux, il ne doit leur être attribué qu'en raison de la distance du lieu où ils sont allés, lorsqu'il n'y a qu'une ou deux lieues, il leur sera passé en dépense dix sols et vingt sols lorsqu'il y en aura trois ou quatre. En conséquence, les syndics doivent justifier de l'indispensable nécessité de ces voyages soit par la représentation des ordres qu'ils auraient reçus, soit par des délibérations de la communauté qui feront connaître les causes et l'utilité du voyage.

(15) Lettre de de la Porte à Lasnière du 8 octobre 1785 (A.M.M. C 437) :
« Jusqu'à présent, monsieur, on a presque toujours été dans l'usage de charger les collecteurs de deniers royaux de faire en même temps le recouvrement des sommes que les communautés peuvent être dans le cas d'imposer pour subvenir à des dépenses communes. Ces collecteurs ont, dans différentes occasions, représenté qu'il résultait pour eux de cet usage une surcharge de travail d'autant plus onéreuse qu'ils ne trouvaient plus le temps pour se livrer à leurs propres affaires... Je vous prie, en conséquence, d'ordonner de ma part aux communautés de votre subdélégation de choisir annuellement indépendamment des collecteurs de deniers royaux un habitant de chacune des deux premières classes de contribuables pour faire la levée des sommes dont j'ordonnerai l'imposition pour subvenir à leurs dépenses.

nation de leur syndic pour l'année prochaine. S'ils ne l'ont point encore fait, je vous prierais de faire en sorte que leur choix tombe sur un autre habitant que le nommé Louvois. Je désire pouvoir donner cette satisfaction à M^{me} la Marquise de Coaslin... Si le nommé Louvois était déjà nommé au syndicat de la communauté de Jolivet, je vous prierais de le voir et de le déterminer à se détacher des fonctions de cette place... Si vous aperceviez quelque résistance de sa part, je vous prie de lui faire sentir qu'il sera mieux pour lui de le faire de son plein gré, sinon il se mettrait dans le cas d'être contraint par la voie d'autorité » (16).

C'est au subdélégué qu'il importe de faire en sorte que les communautés élisent leur syndic dans les délais fixés par l'intendant : « Je suis informé que la communauté de Hénaménil n'a pas satisfait aux ordres que je lui ai envoyés de choisir un syndic de la première classe des contribuables ; quoique la résistance de la part des habitants de ce lieu mérite une punition, je veux bien la leur pardonner, mais à condition qu'ils choisissent, à la pluralité des voix, une autre syndic qui sera tiré de la première classe. Je vous prie de leur en faire part en les prévenant que s'ils n'y satisfont pas, je condamnerai chacun des dix plus haut taxés aux impositions de 10 livres d'amende » (17).

En dehors du contrôle sur la personne elle-même du syndic, l'intendant en exerçait un autre sur leur gestion. A cet effet, le subdélégué devait lui envoyer les comptes rendus de la gestion de chaque syndic à son successeur avec pièces justificatives à l'appui et observations : l'intendant rejetait ou approuvait ces comptes rendus (18).

(16) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 17 décembre 1776 (A.M.M. C 435).

(17) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 3 décembre 1773 (A.M.M. C 435).

(18) Lettre de de la Porte à Lasnière du 25 février 1781 (A.M.M. C 435) : « J'ai remarqué au surplus que la recette était souvent acceptée sur la déclaration des syndics et vous jugez qu'il peut en résulter un abus qu'il est essentiel de prévenir ; il faut donc que les syndics représentent tous les titres en vertu desquels ils ont perçu les sommes dont ils font recette tels que les baux des terrains communaux qui seraient loués, procès-verbaux des ventes quelconques faites au profit des communautés, les contrats des ventes, le rôle des sommes qui auraient pu être imposées pour parvenir à l'extinction de ces dettes, enfin si une communauté a des deniers d'octroi, il faut que le syndic représente le bail passé à celui qui les perçoit, de même si un syndic a été autorisé à toucher de l'argent sur le prix de la vente des bois de sa communauté, il doit rappeler

En ce qui concerne la forme elle-même des comptes rendus, voici comment ils se présentaient le plus généralement (19).

En tête, on trouve la formule suivante : « Aujourd'hui premier janvier mil sept cent quatre vingt sept. Compte présenté en audition et affirmé sincère et véritable tant en recette qu'en dépense pardevant nous les maire, syndic et habitants de la communauté de Deneuvre, par Joseph Solin, syndic, de la gestion qu'il a eue des biens de ladite communauté en sa qualité de syndic pendant l'année dernière ».

dans l'article de la recette qu'il en fait, la date de l'ordonnance et, dans le cas où il n'aurait touché qu'une partie de la somme, rapporter un billet du receveur qui fasse connaître les motifs pour lesquels il ne l'a pas perçue en entier ; si l'ordonnance n'avait pas eu lieu le syndic en la rapportant pour mémoire dans sa recette serait obligé de la joindre aux pièces justificatives. Je ne crois pas avoir besoin de vous dire qu'aucune dépense ne doit être allouée sur une simple assertion et qu'elle doit toujours être justifiée ». De la Galaizière lui-même exigeait des justifications pour toute recette et dépense (Lettre de de la Galaizière à Alliot du 20 août 1740, A.M.M. C 433) : « Je trouve, monsieur, dans la recette des comptes de 1738 et 1739 de la communauté de Maixe trois articles de douze livres chacun employés pour voitures du domaine, comme il n'y a point d'autre désignation, ayez agréable de savoir ce que c'est que ces voitures et de m'en informer ».

Des difficultés se sont élevées entre la Cour Souveraine de Lorraine et l'intendant à propos de la question de savoir à qui les syndics devaient donner les comptes rendus de leur gestion (Lettre de M. Houlier, secrétaire de l'intendant, à M. Alliot du 23 janvier 1740, A.M.M. C 433).

(19) L'instruction n'étant pas répandue au XVIII^e siècle dans les campagnes, on conçoit qu'il fut très difficile au subdélégué d'imposer aux syndics une reddition de compte uniforme (Lettre de de la Porte à Lasnière du 22 décembre 1785, A.M.M. C 437) : « J'ai eu plusieurs fois occasion de remarquer que la rédaction non uniforme et obscure des comptes rendus des syndics et l'économie mal entendue de n'en exiger qu'une expédition qui s'égare très souvent donnaient lieu à des inconvénients préjudiciables aux intérêts des communautés. Je me suis déterminé en conséquence à autoriser les syndics à faire faire trois expéditions de leurs comptes : les avantages qui résulteront de ce nouvel ordre de choses sont si évidents que je ne crois pas avoir besoin de vous les démontrer, comme parmi le petit nombre de syndics qui savent écrire, il y en a encore beaucoup qui ne sont pas en état de rédiger leurs comptes dans une forme claire et régulière et qu'il serait d'ailleurs injuste de leur faire supporter les frais de rédaction, je vous autorise à leur allouer pour cet objet huit sols de Lorraine par rôle non compris le papier, à condition que les comptes soient rédigés sur des grandes feuilles et que, chaque page, contiendra au moins trente lignes, en leur annonçant que je consens à leur accorder cette rétribution, vous voudrez bien les prévenir qu'elle n'aura lieu qu'autant que les comptes seront rédigés avec précision et clarté et que, dans le cas contraire, ils seront recommencés à leurs frais. Je vous prie aussi de tenir la main à ce que tous les comptes soient affirmés sincères et véritables par les comptables, cette forme est absolument nécessaire pour assurer les droits des communautés. Des trois comptes, l'un sera déposé avec les pièces au greffe du lieu et ce sera celui sur lequel interviendront les ordonnances de révision provisoire et définitive. L'autre sur lequel vous ferez transcrire et vous signerez par ampliation ces mêmes ordonnances sera remis au comptable pour sa décharge, le troisième restera déposé à la subdélégation pour y servir dans les temps de pièce d'instruction et y puiser les renseignements dont on aura besoin pour suivre plus exactement les opérations des syndics et des communautés.

Ensuite le compte rendu est divisé en deux chapitres : celui des recettes et celui des dépenses, eux-mêmes divisés en articles. Le subdélégué est tenu de donner en marge ses observations sur chaque article ; savoir, pour une recette « accepté » ou « refusé », pour une dépense « alloué vu la quittance » ou « modéré » ou encore quand la dépense n'est pas justifiée « refusé » ou « rayé ».

La formule finale du compte rendu est la suivante : « Toutes lesquelles articles de dépenses se montant à la somme de et la recette à celle Partant, la recette excède la dépense de la somme de qu'il remettra après la révision de son compte au syndic en exercice, le tout sauf erreur de calcul, omissions et double emploi, et sous l'agrément de Mgr l'Intendant. Fait et arrêté en assemblée de communauté les jour et an ci-dessus. Le présent compte a été coté et paraphé par moi, soussigné greffier, contenant feuillets, (signé) greffier.

Tous les voyages énoncés au présent compte sont alloués en corps de communauté à soixante sols de Lorraine et ont signé : Joseph Collin, maire syndic ; Chatelaine, greffier et autres... »

Le subdélégué, après avoir annoté en marge tous les articles de recettes et dépenses ainsi qu'il est dit ci-dessus, met en suite de la formule précédente : « Vu par nous, subdélégué de, le présent compte et les pièces justificatives jointes. Nous en avons arrêté la recette à la somme de et la dépense dont nous avons modéré les articles à la somme de Partant, il est redû à la communauté par le comptable la somme de qu'il remettra au syndic en exercice dans la quinzaine, au plus tard, après la réception de l'expédition du présent compte définitivement arrêté, sinon ordonnons qu'après ce délai expiré, il y sera contraint même par corps à la diligence dudit syndic en exercice, à peine contre ce dernier d'en répondre personnellement, à l'effet de quoi il sera porté en recette ladite somme dans le compte de son exercice. Ordonnons qu'il sera remis au comptable une expédition du présent compte pour lui servir de décharge, une autre au syndic en exercice pour être déposée au greffe du lieu avec les pièces justificatives, le présent restant au bureau de la subdélégation pour y avoir recours en cas de besoin. Ordonnons, en outre, que les frais de révision provisionnelle dudit compte réglés à seize livres seront acquittés par le syndic

en exercice, ainsi que ceux des deux expéditions et mises en règle d'icelles, suivant la taxe qui en sera faite, desquels frais il se remboursera et en fera dans son compte d'exercice un second chapitre de dépense qu'il intitulera « frais de compte de l'année précédente ».

Fait et arrêté sous l'agrément de Mgr l'Intendant le

(signé) Le Subdélégué.

Le subdélégué, après avoir révisé provisionnellement le compte du syndic, en envoie une expédition à l'intendant ; ce dernier, après examen et révision définitive, y appose la formule suivante : « Vu la révision provisionnelle ci-dessus et des autres parts, Nous l'avons approuvée pour être suivie et exécutée suivant sa forme et teneur ». Fait à, le
(signé) L'Intendant (20).

L'intendant a toujours vérifié avec minutie les comptes des officiers municipaux (21) et des syndics. En 1775, par exemple, il envoie des mémoires au subdélégué de Lunéville concernant différentes dépenses à la charge de la ville de Rambervillers, au bas desquels les officiers municipaux ont décerné des mandements sur le receveur de ladite ville pour les acquitter. Comme elles ont été faites en 1753 et 1754, « il convient, dit-il, que vous vous fassiez représenter les comptes du receveur des mêmes années, à l'effet de vérifier si elles n'y sont pas rapportées et si elles ne lui ont pas été allouées en conséquence de mandements visés par moi (22). Ces comptes rendus tenaient lieu de ce que l'on appelle aujourd'hui le budget avec cette différence que le budget est relatif à des recettes et dépenses futures, tandis que le compte du syndic ne concerne que l'année écoulée (23).

(20) Il faut noter que le contrôle des comptes des hôtels de ville appartenait en principe à la Chambre des Comptes de Lorraine (GUYOT, *op. cit.*, t. III, p. 52). C'est un exemple de l'intrusion de l'intendant dans un domaine qui aurait dû lui rester étranger.

(21) Compte rendu du syndic de Deneuvre (A. M. M. C 430).

(22) Lettre de de la Galaizière à Viot du 9 mars 1755 (A. M. M. C 435).

(23) Ce fut là un des reproches formulés par les rédacteurs des cahiers de doléances en 1789 au système de l'Ancien Régime. Dans la pratique, l'intendant avant d'engager une dépense se faisait rendre compte par son subdélégué de la situation financière de la ville ou de la communauté : voir état de la situation des revenus et charges de Nomeny pour satisfaire à la demande de l'intendant (sans date) (A. M. M. C 213) : *Revenus et produits* : Menus cens,

Une distinction doit être faite cependant entre deux sortes de comptes : ceux des syndics proprement dits et ceux des officiers qui sont amenés à manipuler des deniers communaux, tels que receveurs des finances ou receveurs des eaux et forêts (le produit de la vente des biens communaux était encaissé par ces derniers qui ne le versaient au receveur municipal pour les villes ou au syndic pour les communautés que sur mandement de l'intendant (24). Nous reviendrons sur cette question lors de notre étude sur le régime des eaux et forêts. Pour être complet, notons enfin que les syndics sont admis à réviser leurs comptes tant que l'intendant ne les a pas approuvés définitivement (25), celui-ci d'ailleurs, dans une lettre circulaire à ses subdélégués, leur ordonna de faire cette révision qu'autant qu'il y avait des plaintes touchant la reddition des comptes. Lorsque les parties en étaient satisfaites, il fallait en demeurer là (26).

Petite Ferme, Pâturages des chemins, Fours à chaux, Fruits des anticipations (sur les chemins ou terrains communaux), Maisons des portes de la ville, Retenue des vingtièmes sur les gages des officiers et rentes des créanciers. Excédent des rôles des impositions, Produits des biens communaux, Produits de la Glandée, Prix de la Futaie, Octrois boissons, viandes, grains ; *Revenus extraordinaires* : Vente du quart en réserve, Produits des paquis communaux ; *Dépenses* : Taxes à l'abonnement des vingtièmes, rentes, hôpital des enfants trouvés.

(24) En 1753, un nommé Courtois, avocat au Conseil, avait présenté à l'intendant une requête tendant au paiement d'avances et honoraires à lui dûs par différentes communautés pour avoir été occupé par elles en différentes instances : le paiement devant s'effectuer sur la caisse du receveur des eaux et forêts : « Comme les sommes qu'il répète sont très modiques, il conviendrait qu'elles fussent payées des deniers communaux et, à ce défaut, avancées par les syndics dont il leur serait fait état dans leur compte (Lettre de de la Galazière à Viot du 24 juin 1753, A. M. M. C 433).

(25) Voir à ce sujet plusieurs requêtes adressées par différents syndics à l'intendant pour que leurs comptes soient révisés : ils produisent des justifications qu'ils n'avaient pu produire lors de la reddition de compte (ces requêtes ne portent pas de date) (A. M. M. C 225).

(26) Lettre circulaire de de la Galazière aux subdélégués du 1^{er} juin 1752 (A. M. M. C 433).

CHAPITRE II

L'administration des biens des villes et communautés

Nous allons examiner ce qui était l'occasion des recettes et dépenses des villes et communautés et le rôle de l'intendant dans l'administration des biens des villes et communautés.

Un édit du roi de France de 1695 avait attribué expressément la connaissance des adjudications d'ouvrages concernant les églises et presbytères aux intendants.

Dès l'arrivée au pouvoir de Stanislas, un arrêt du conseil royal des finances du 3 mai 1738 avait confirmé, pour la Lorraine, ce qui était loi pour l'ensemble de la France : « Fait Sa Majesté défenses auxdites villes et communautés d'entreprendre aucune réparation d'églises, cimetières, presbytères et autres bâtiments quelconques à leur charge, sans la permission dudit sieur intendant qui règlera tout ce qui sera nécessaire pour les devis estimatif, adjudication, réception d'ouvrages » (1).

(1) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 115. En 1780, le Parlement de Bretagne prétendit que l'édit de 1695 était contraire au droit commun de la province et fit valoir qu'il avait lui-même rendu avant et depuis la publication de cet édit différents arrêts pour obliger les communautés à se pourvoir devant les juges ordinaires. Les procureurs du Roi de divers tribunaux se fondant sur cette interprétation du Parlement de Rennes s'opposèrent aux adjudications de travaux ordonnées par le commissaire départi. (Henri FRÉVILLE, *L'intendance de Bretagne, 1689-1790*, Rennes, 1953, t. II, p. 86 et suiv.).

SECTION I

Les constructions et réparations de bâtiments communaux

§ 1. — LA PROCÉDURE

L'intendant est saisi par une requête du syndic et par une délibération de l'assemblée des habitants ou de l'hôtel de ville dans les villes. Quelquefois, quand il s'agit de l'église, le curé saisit lui-même l'intendant. Il ne semble pas que le syndic puisse valablement saisir l'intendant sans délibération de l'assemblée de communauté (2). La requête et la délibération sont adressées au subdélégué du lieu qui les transmet à l'intendant en y joignant son rapport sur la nécessité de l'ouvrage et sur la possibilité, pour la communauté, de faire face à la dépense.

Un expert nommé par le subdélégué ou par l'intendant se rend sur les lieux pour visiter et établir un devis estimatif et descriptif du travail à exécuter. Cet expert, un architecte, en général, dresse un procès-verbal de sa visite, établit le devis et envoie le tout au subdélégué. Ce dernier, avant de transmettre le dossier à l'intendant, y appose son avis (3).

(2) Voir pour une adjudication de fruits champêtres, regains et prairies pour six années (A. M. M. C 421) : « Renvoyé au syndic de la communauté de Ménil pour joindre une délibération des habitants aux fins de la présente requête pour être ensuite statué ce que de droit, Lunéville ce 1^{er} mars 1764 (signé) Viot ». Il faut noter que tout habitant peut avertir l'intendant de l'urgence de certains travaux, mais une délibération de la communauté est toujours indispensable : sur plainte des propriétaires de la manufacture de bijouterie de Lunéville relative au mauvais état d'un chemin municipal, le subdélégué doit prier les officiers municipaux de prendre une délibération. (Lettre de la Porte à Lasnière du 7 août 1780, A. M. M. C 436).

(3) Il semble que le principe de la désignation d'un expert soit décidé par l'intendant, le choix de l'expert lui-même étant laissé à la discrétion du subdélégué : Adjudication des ouvrages à faire pour le rétablissement des fontaines à Pierre Percée (A. M. M. C 435). « Et depuis vu l'avis, nous ordonnons que par expert qui sera nommé par ledit subdélégué, il sera procédé en présence des maire et syndic dudit lieu à la visite de la source dont il s'agit... à l'effet de dresser un devis et un état estimatif de la dépense à faire... sur lesquels à nous rapportés il sera statué ce qu'il appartiendra. Le 30 octobre 1787 (signé) de la Porte ». « Nous, subdélégué à Lunéville, en exécution de l'ordonnance d'autre part, avons nommé pour faire la visite dont il s'agit le sieur Lebrun, architecte audit Lunéville, lequel après avoir constaté si la source en question peut fournir de l'eau assez abondamment pour le besoin de la communauté, dressera les devis et état estimatif de la dépense à faire pour la conduire au lieu destiné à l'établissement de la fontaine. A Lunéville, le 12 novembre 1787 (signé) Lasnière ».

§ 2. — L'ADJUDICATION

Quand le dossier est en possession de l'intendant, celui-ci rend une ordonnance d'adjudication et renvoie le tout pour exécution devant le subdélégué compétent.

Ce dernier, par voie d'affiches et d'annonces, publie le jour de l'adjudication. Les opérations se passent au siège de la subdélégation. A titre d'exemple, nous reproduisons un procès-verbal d'adjudication :

« Aujourd'hui 20 janvier 1788, en notre hôtel, neuf heures du matin, pardevant Nous, subdélégué à Lunéville, en exécution d'une ordonnance de monseigneur l'Intendant du 30 décembre dernier, et ensuite des affiches et publications faites et placardées, tant à Lunéville qu'à Pierre-Percée et lieux circonvoisins, portant qu'à ce jour, lieu et heure présents, il serait procédé, pardevant nous, à l'adjudication au rabais des ouvrages en terrasses, déblais, remblais et fournitures de corps pour l'établissement d'une nouvelle file avec un embranchement... conformément au devis dressé par le sieur Lebrun et aux clauses et conditions suivantes :

1° Que toutes personnes solvables et non prohibées seront reçues à faire mises, ainsi qu'à croiser, tiercer, etc..., jusque demain midi, temps auquel l'adjudicataire sera tenu de se représenter, sans qu'il soit besoin de lui faire notifier les croisements, tiercements, etc..., étant censé faire élection de domicile en notre hôtel ;

2° Que l'adjudicataire se conformera exactement au devis du sieur Lebrun sans pouvoir s'en écarter, ni le modifier en aucun sens, qu'au préalable il n'en ait obtenu le consentement des habitants dûment approuvé de monseigneur l'Intendant ;

3° Qu'il sera allumé trois feux pour adjuger les ouvrages dont il s'agit et un quatrième et même plus s'il échet en cas de confusion et que, de plus, si l'adjudicataire le requière, il en sera allumé un nouveau, entre lui et les croiseurs, tierceurs, etc..., s'il y en a ;

4° Que toutes contestations qui pourront naître au sujet de la présente adjudication seront portées pardevant monseigneur l'Intendant à qui seul la connaissance en demeurera réservée ;

5° Que l'adjudicataire commencera ses ouvrages dès que la saison le permettra et y travaillera de manière qu'ils soient faits et reçus pour le premier juillet prochain ;

6° Qu'il fournira bonne et suffisante caution qui s'engagera solidairement avec lui tant pour l'exécution des clauses insérées aux présentes que pour la garantie de la bonté et solidité de son ouvrage pendant l'an et jour ;

7° Qu'il sera payé du prix à la réception ;

8° Qu'il paiera, entre les mains de notre secrétaire greffier, le vingtième du prix de la présente adjudication pour les honoraires du sieur Lebrun, dont moitié aussitôt l'approbation des présentes et le surplus à la réception des ouvrages et, en outre, comptant trente six livres pour les frais d'affiches, publication et des présentes (4).

Et après qu'il a été donné lecture tant du devis du sieur Lebrun que du présent procès-verbal.

S'est présenté François Marchal, charpentier, demeurant à Celles, principauté de Salm, lequel a déclaré mettre les ouvrages dont il s'agit à la somme de deux mille livres cours du royaume, aux charges, clauses et conditions avant dites et a signé : François Marchal.

Gérard Caro, de Pierre-Percée, a mis lesdits ouvrages à dix neuf cents livres audit cours et a signé : Gérard Caro.

Nicolas Ferry, de Pierre-Percée, a mis lesdits ouvrages à dix huit cents livres et a signé : Nicolas Ferry.

François Marchal a mis lesdits ouvrages à dix sept cents cinquante livres et a signé : François Marchal.

Nicolas Ferry a mis lesdits ouvrages à dix sept cents livres et a signé : Nicolas Ferry.

(4) A compter de 1755, sur ordre de la Galaizière pour mieux connaître la valeur du travail des experts employés par le subdélégué pour faire les plans, devis et états estimatifs d'ouvrages à charge des communautés, on régla à la suite des devis d'ouvrage au lieu de la porter dans le procès-verbal d'adjudication la somme à payer aux experts par l'adjudicataire : le subdélégué devait y porter également les frais d'affiches et publications pour parvenir à l'adjudication. (Lettre de la Galaizière à Viot du 22 mai 1755, A. M. M. C 433).

Cette lettre ne paraît pas avoir été suivie pour l'adjudication donnée en exemple.

Personne n'ayant plus voulu diminuer, nous avons fait allumer les feux sur lesquels nous avons réglé les mets, savoir ceux qui seront faits sur le premier à 20 livres, ceux sur le second à 40 livres, et ceux sur le troisième à 60 livres, les feux allumés se sont éteints sans mets, au moyen de quoi nous avons adjugé et adjugeons audit Nicolas Ferry les ouvrages dont il s'agit, moyennant ladite somme de dix sept cents livres au cours du royaume, aux charges, clauses et conditions insérées au présent procès-verbal tant les croisements, tiercements, etc..., qui pourraient être faits jusque demain midi.

Et de suite, ledit Ferry a présenté pour caution, dans le cas où il resterait adjudicataire, la personne de François Marchal, habitant de Celles, lequel en a fait ses soumissions en signant les présentes.

Fait ledit jour 20 janvier 1788, en présence des maire, syndic et députés soussignés, avec nous et l'adjudicataire. (Signé) Nicolas Ferry, François Marchal, Sayer (maire), Nicolas Gley (syndic), Gerard Caro, Lasnière.

Et aujourd'hui le 21 janvier 1788, midi étant sonné et personne ne s'étant présenté pour croiser la présente adjudication, nous l'avons rendue définitive en faveur dudit Nicolas Ferry. »

Le procès-verbal était ainsi clos et arrêté par le subdélégué qui l'envoyait à l'intendant pour être approuvé (5).

Les archives départementales de Meurthe-et-Moselle et Meuse contiennent de nombreux procès-verbaux relatifs aux biens communaux. A titre indicatif, signalons comme travaux effectués : agrandissement de l'église, réparations aux fontaines et puits communaux, réparations à la sacristie, refonte d'une cloche,

(5) La mention d'approbation par l'intendant est la suivante : « Vu et approuvé pour être exécuté suivant sa forme et teneur, le 26 janvier 1788 (signé) de la Porte ».

Il faut noter que les corps municipaux ont été admis à passer eux-mêmes les adjudications qui les intéressaient, le tout, bien entendu, sous contrôle de l'intendant qui prenait avis auprès de son subdélégué. Voir à ce sujet lettre de la Porte à Lasnière du 29 juin 1782 (A. M. M. C 436) : Les officiers municipaux de Saint-Hippolyte ont adjugé la construction de leur hôtel de ville à un prix excessif ; l'intendant a communiqué le devis à un sieur André, entrepreneur à Lunéville, et par soumission ce dernier s'est engagé à se charger des ouvrages à un prix inférieur ; comme l'adjudicataire fait les mêmes conditions que le sieur André, l'intendant lui donne la préférence.

réédification des murs du cimetière, réparations à la maison d'école, réparations à la maison curiale ou vicariale, achat d'une horloge, rétablissement d'un chemin communal, achat de bancs neufs à l'église, reconstruction de la maison du four, construction et réparations d'un pont, construction d'un confessionnal, construction d'autel, rétablissement du lambris de l'église.

§ 3. — LES TRAITÉS AMIABLES

Dans le but d'éviter des frais aux communautés, notamment quand le travail à exécuter est de peu d'importance, l'intendant autorise le subdélégué à passer traité avec un entrepreneur sans avoir recours au procédé de l'adjudication (6).

Il faut noter que le subdélégué n'est pas dispensé de consulter un architecte pour l'établissement d'un devis et que le traité doit, pour être exécutoire, recevoir l'approbation de l'intendant (7). La situation de l'entrepreneur n'est pas modifiée : l'intendant et le subdélégué restant investis des mêmes pouvoirs de surveillance à son égard.

§ 4. — LE CONTENTIEUX DES ADJUDICATIONS ET TRAITÉS

Ce contentieux appartient à l'intendant qui tranche les difficultés d'application. Ceci résulte de l'arrêt du conseil royal des finances du 3 mai 1738, mais une clause de chaque procès-verbal d'adjudication ou de chaque traité amiable rappelle expressément à l'entrepreneur que tout différend relatif aux travaux doit être soumis au commissaire départi (8).

(6) Adjudication des ouvrages à faire pour réparations et agrandissements de l'église de Bréménil. Du 3 mai 1771 (A. M. M. C 421) : L'intendant autorise les syndic et élus des communautés paroissiennes de Bréménil à passer traité sans frais des ouvrages désignés avec la participation de son subdélégué.

(7) Adjudication des ouvrages pour la construction des autels à l'église de Sainte-Paule, du 29 avril 1783 (A. M. M. C 423) : « Vu la présente requête et le traité passé sans autorisation le 26 février dernier, Nous, sans avoir égard audit traité qui demeurera nul, ordonnons que pardevant le sieur Lasnière, subdélégué, il sera procédé après affiches et publications et en présence des maire et syndic dudit lieu, à l'adjudication... ».

(8) Lettre de la Galaizière à Viot, du 17 mars 1760 (A. M. M. C 434) : « Les adjudications des ouvrages à la charge des communautés deviennent une source de contestations pour lesquelles les adjudicataires vont devant les tribunaux ordinaires pour être payés, ce qui est contraire à l'article 3 de l'arrêt

Citons quelques exemples de contestations où l'intendant est intervenu :

Les habitants de Moacourt, subdélégation de Lunéville, veulent réédifier la tour de l'église. L'adjudicataire Nicolas Fromont, en vertu d'un procès-verbal en date du 10 mai 1745, doit, dans la huitaine, fournir caution et arrière-caution. Comme il a omis de le faire, l'intendant prononce la nullité de la première adjudication et en ordonne une seconde (9).

Souvent, l'adjudicataire n'a pas respecté les normes du devis de l'architecte. C'est le cas de la communauté de Magnières : le 12 septembre 1781, les travaux ont été adjugés à Jean-Baptiste Neige, charpentier, demeurant à Rambervillers. Un an après la fin des travaux, les habitants de Magnières demandent, par une requête à l'intendant, qu'un architecte vienne réceptionner les travaux (10). Par un procès-verbal de visite en date du 8 octobre 1783, Lebrun, architecte à Lunéville, déclare que la grande partie des ouvrages de Neige est à recommencer (11). Le rapport de l'architecte est communiqué à Neige pour qu'il présente ses arguments et à Lasnière, subdélégué, pour qu'il donne son avis sur les arguments de l'entrepreneur. Après cette consultation,

du Conseil du 3 mai 1738. De plus, il y a à la réception des augmentations sur les devis : Les adjudicataires ne pourront être payés que sur mes ordonnances ou mandements visés de moi ni ne pourront se pourvoir ailleurs que pardevant moi ».

(9) Adjudication des ouvrages à faire pour la réédification de la tour de l'église du 6 juin 1749 (A. M. M. C 419). Voici un autre cas d'annulation qui concerne les réparations d'une église (nous verrons au paragraphe suivant à qui incombaient les réparations d'église) : les décimateurs ayant trouvé le prix des travaux leur incombant trop exorbitant requièrent l'intendant d'arrêter l'adjudication de ce qui est à leur charge et sur les ordres de l'intendant le subdélégué procède, le 27 octobre 1770, à l'adjudication des ouvrages à la charge des paroissiens seulement (A. M. M. C 433).

(10) A. M. M. C 433 : « Vu la présente requête, nous ordonnons que par expert qui sera nommé par le sieur Lasnière, subdélégué, il sera procédé, en présence des suppliants et dudit J.B. Neige, à la visite des ouvrages dont il s'agit à l'effet de constater qu'ils sont conformes au devis et en dresser procès-verbal sur lequel à nous rapporté, il sera statué ce que de droit..., le 20 septembre 1783 (signé) de la Porte ».

(11) A. M. M. C 433 : « L'entrepreneur et la caution ont refusé de signer disant qu'ils voulaient se pourvoir, que ce n'était pas un an après l'ouvrage fini qu'on devait le recevoir, qu'ils feraient valoir leur réception signée du syndic et de plusieurs élus de ce temps, mais deux de ces derniers, dont un était dans son lit, malade à ce moment, nous ont déclaré qu'ils se départaient de leur signature mise sur ladite réception, qu'on leur avait porté à signer chez eux et qu'ils n'avaient signé que parce qu'ils avaient vu d'autres signatures et qu'on les avait assurés que les ouvrages étaient faits comme ils devaient l'être suivant les devis ».

l'intendant décide, le 22 janvier 1784, « Et depuis vu l'avis, Nous, sans avoir égard au prétendu acte de réception dont ledit Neige excipe, ordonnons que, dans le délai de deux mois, il mettra lesdits ouvrages en état de réception, conformément au devis qui en a été dressé et au présent procès-verbal sinon et ledit temps passé autorisons ladite communauté à y mettre des ouvriers aux frais dudit Neige, auquel la présente ordonnance sera signifiée » (12).

Six mois après la date de cette ordonnance, l'entrepreneur n'avait toujours pas effectué les travaux demandés ; sur une nouvelle requête des habitants de la communauté après consultation du subdélégué, l'intendant décide de procéder à une nouvelle adjudication (13).

La surveillance du paiement exact des entrepreneurs incombe également à l'intendant : la communauté de Glonville a traité avec Georges Magnier et Etienne Pétrolle, afin de réparer l'église. Quand les travaux sont terminés, la communauté ne peut les payer. Le 20 septembre 1761, il est adressé une requête à l'intendant : « Lesdits ouvrages sont en recettes et agréés par messieurs les officiers et habitants du lieu, les suppliants se sont présentés aux maire et syndic pour avoir le prix de leurs ouvrages convenu par leurs traités ci-joints ; ces derniers leur on fait réponse n'avoir aucun argent pour les payer, ainsi ils sont obligés de recourir à l'autorité de votre Grandeur, qu'il vous plaise vouloir autoriser les sieurs maire et syndic de faire la levée des deniers nécessaires pour faire ledit paiement et ce incessamment, parce que ledit Pétrolle étant italien, éloigné de 121 lieues et voulant retourner en son pays ». A la suite de cette requête, l'intendant

(12) Ordonnance de de la Porte, du 22 janvier 1784 (A. M. M. C 423).

(13) Ordonnance de l'intendant, du 18 juillet 1784 (A. M. M. C 423 : « Et depuis, Nous ordonnons que par ledit sieur Lebrun, il sera dressé un état estimatif des ouvrages dont il s'agit, lequel état sera notifié audit J. B. Neige et à ses frais, avec sommation d'y faire travailler pendant trois jours sinon le temps passé, que pardevant le subdélégué il sera procédé après affiches et publications à l'adjudication à la folle enchère et aux risques et périls dudit Neige et de ses cautions desdits ouvrages, de laquelle adjudication il sera dressé procès-verbal qui nous sera rapporté pour être approuvé s'il y a lieu ».

Le 16 août 1784, le devis est dressé et, le 26 septembre suivant, on procède à une nouvelle adjudication.

ordonne, pour financer le paiement, l'adjudication de cinquante fauchées de regains et des fruits champêtres (14).

Signalons enfin que les négligences de certains syndics entravaient parfois l'avancement des travaux, malgré les ordres contraires de l'intendant et que les habitants n'étaient pas toujours d'accord sur les travaux à exécuter (15).

(14) Adjudication de cinquante fauchées de regain et fruits champêtres à Glonville, du 4 mars 1762 (A.M.M. C 421). Nous reviendrons sur cette question en traitant des impositions locales.

(15) Adjudication des ouvrages à faire pour la construction d'une maison d'école à Flin, du 7 mai 1764 (A.M.M. C 421) : Requête du maître d'école « disant qu'il a été engagé, le 11 novembre 1761, par les habitants de ladite communauté de Flin pour servir de chantre, marguillier et régent d'école dans le courant de 1762, il a fait des démarches nécessaires pour trouver une maison pour le loger, lui et ses écoliers, n'ayant trouvé qu'une petite cuisine obscure pour y rester deux mois seulement, ce qui oblige le plaignant à se pourvoir à Votre Grandeur. C'est une grande négligence des habitants... de souffrir qu'un maître d'école soit logé si pauvrement et dans peu à la porte, attendu qu'il y a une requête qui a été décrétée, en mars dernier, par Votre Grandeur pour bâtir une maison d'école... et ordonne que le sieur Joly, de Lunéville, en dresse les plans et devis. La difficulté vient uniquement de la faute du syndic, puisque la communauté y consent entièrement, mais pour épargner les démarches et soins, s'est avisé de retenir ladite requête pendant trois mois chez lui, sans aucune communication à la communauté espérant de ne plus en être officier l'année prochaine, par conséquent, pour être à couvert des corvées à venir. La communauté lui a demandé à voir la décision de la requête, il l'a fait voir, mais avec beaucoup d'instance ».

Il était question de construire un presbytère pour le curé des communautés de Buriville (subdélégation de Vic - Intendance de Metz) et Reclonville (subdélégation de Lunéville - Intendance de Nancy). Les habitants de ces communautés n'étaient pas d'accord pour savoir où le curé résiderait. La contestation fut portée devant l'évêque de Toul qui érigea, le 29 juillet 1727, Buriville en cure et Reclonville en annexe. Les habitants de Reclonville portèrent le différend devant le métropolitain et obtinrent un bref de la Cour de Rome leur donnant satisfaction. Les habitants de Buriville obtinrent un arrêt du Parlement de Metz qui confirma la décision de l'évêque de Toul et dénia toute valeur au bref de Rome. Les habitants de Reclonville achetèrent un terrain et construisirent durant la procédure un presbytère, ils prétendirent même que les habitants de Buriville devaient contribuer au marc la livre de la subvention aux frais d'achat de terrain et de construction de presbytère. Devant le refus de la communauté de Buriville, ils ne voulurent pas contribuer aux frais d'édification du presbytère de Buriville : l'affaire fut portée devant les deux intendants intéressés qui rendirent l'ordonnance commune suivante : « Nous, intendants susdits, avons ordonné et ordonnons que la résidence du curé commun de Reclonville et de Buriville demeurera fixée pour l'avenir audit Buriville dans lequel lieu il sera, en conséquence, incessamment bâti un presbytère suivant les plans qui en seront dressés à la participation desdites communautés et à la dépense desquelles elles contribueront au prorata de leur subvention respective. Que la location du presbytère bâti à Reclonville, aux frais seuls des habitants de Buriville, sera fixée à 60 livres de France par année, que les habitants de Buriville contribueront au paiement de ladite location aussi à proportion de leurs impositions, à compter de l'année 1731 jusqu'à la présente, et à continuer pendant tout le temps que le curé commun occupera cette maison et jusqu'à ce que celle qui est à bâtir à Buriville soit mise en état d'être par lui habitée. Après quoi, il sera permis aux habitants de Reclonville de disposer à leur profit du presbytère actuel dudit lieu sur quoi ils se feront autoriser. Fait à la Malgrange, 2 septembre 1751 (signé) de Creil - De la Galaizière ».

SECTION II

Le cas particulier des églises et presbytères

La construction des presbytères incombe toujours à la communauté sans discussion, mais les difficultés naissent lorsqu'il s'agit de savoir qui a la charge des réparations. L'intendant a fixé la ligne à suivre, en principe, en cette matière (16) : « J'ai remarqué plusieurs fois que les architectes et experts que vous employez à la visite des maisons de cures et presbytères, dans les cas de réparations, mettent souvent par leurs devis, à la charge des paroisiens, beaucoup d'ouvrages et de dépenses qui doivent être à celle des curés ou vicaires perpétuels. On ne peut trop tôt faire cesser un abus si préjudiciable aux communautés et il est très important d'observer aux architectes et experts que vous emploierez à l'avenir que les paroissiens ne peuvent être chargés que des grosses réparations, telles que les fondements, les gros murs, les poutres, les cheminées, les portes, les couvertures entières et les voûtes ; que les curés sont chargés des réparations viagères comme de clôtures, cloisons, fenêtres, vitres, planchers, couvertures et autres choses semblables, de rendre des bâtiments de pierre et de toutes menues réparations ; quant aux bâtiments de bois, ils sont tenus de faire mettre les enduits et terres grasses qu'on appelle torchis. A la mort ou à la sortie d'un curé, son successeur au bénéfice doit faire procéder à une visite, faute de quoi il sera censé avoir reçu les bâtiments en bon état. Les héritiers du curé prédécesseur sont tenus des répa

A la suite de cette ordonnance commune aux deux intendants, les deux subdélégués intéressés précisèrent les sommes dues par chaque communauté pour le loyer de la maison curiale de Reclonville : « Nous ordonnons que sur la somme de 1.260 livres à quoi montent les loyers de la maison curiale de Reclonville depuis et compris l'année 1731 jusqu'en 1751 sur le pied de 60 livres de France par an, la communauté de Buriville en paiera celle de 474 livres 19 sols et celle de Reclonville 785 livres 1 sol, le tout argent au cours de France et qu'à l'avenir il sera payé pour le loyer annuel de ladite maison fixé à 60 livres, savoir par la communauté de Buriville 22 livres 20 sols et par celle de Reclonville 37 livres 8 sols jusqu'à ce que la maison curiale des deux villages ait été bâtie audit lieu de Buriville. Fait double à Vic, le 5 avril 1752 (signé) Viot - Bauquel ».

(16) L'intendant ne faisait qu'interpréter l'arrêt du conseil royal des finances du 19 mai 1753 portant règlement sur la construction et réparations des cures (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 91). De la Galaizière avait pris sur cet arrêt une ordonnance d'exécution du 21 mai 1753.

rations viagères auxquelles le défunt aurait manqué et même des grosses réparations survenues faute d'entretien suffisant et, les paroissiens ont hypothèque du jour de la prise de possession pour obtenir le prix de ces réparations. J'espère que l'observation de ces règles soulagera considérablement les communautés et je vous prie d'y tenir exactement la main » (17). Un arrêt du conseil du 19 mai 1753 prescrivit que les communautés ne seraient, dorénavant, chargées que de la construction ou réparations des bâtiments nécessaires pour loger la personne des curés et non des autres bâtiments indépendants de ce logement, tels que granges pour les dîmes, écuries, bergeries, vacheries, toits à porcs, poulailler, volier, clôtures de jardins et autres aisances (18).

Les contestations entre les curés et les habitants des communautés furent nombreuses. Elles sont du ressort de l'intendant qui statue après l'avis de son subdélégué (19). Le 13 avril 1764, les habitants de Vitrimont adressent une requête à l'intendant en vue d'obliger l'ancien vicaire, depuis curé de Crion, qui a été pendant vingt-cinq ans dans la maison vicariale, de faire les réparations en partie à sa charge. Le curé voulant échapper à ses obligations répond à l'intendant que la maison était déjà en mauvais état lorsqu'il y est entré. Il ajoute que les habitants n'ayant pas voulu faire de réparations, il est sorti de la maison et en a fait bâtir une à ses frais. La communauté ne se tient pas pour battue et adresse à l'intendant cette réponse sans date : « Le curé épargne beaucoup la vérité... (la communauté) a déjà beaucoup réparé la maison où ledit curé s'est logé pendant vingt-cinq ans et ensuite seulement il a fait bâtir sa maison en 1756, il s'est logé, en 1757, dans sa nouvelle demeure et a loué la maison vicariale ». La solution manque aux archives de Meurthe-et-Moselle.

Nous n'avons pas trouvé d'exceptions aux directives données par de la Galaizière dans sa lettre du 27 juin 1746 citée plus haut : les procès-verbaux d'adjudication, relevés aux archives

(17) Lettre de la Galaizière à Viot du 27 juin 1746 (A. M. M. C 433).

(18) Lettre de la Galaizière à Viot du 3 juillet 1756 (A. M. M. C 434).

(19) Adjudication des réparations à la maison vicariale de Vitrimont, du 23 octobre 1764 (A. M. M. C 421).

de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle, ne sont que l'application de ces principes : par exemple, une adjudication répartit la charge de la réédification de la maison curiale de Rehainviller entre le curé (deux mille livres) et les communautés de Rehainviller, Hériménil et Hadoménil (neuf cent vingt livres) (20), une autre concernant les réparations à la maison curiale d'Einviller entre les héritiers du curé devancier (cinq cent cinq livres) et les paroissiens (cent vingt et une livres) (21).

Les travaux effectués dans les églises soulèvent beaucoup plus de difficultés, car il y a lieu de tenir compte qu'une partie de ces travaux est à la charge des décimateurs (22).

La situation n'en est que plus compliquée.

Le curé de Craon et la communauté ne sont pas d'accord : les habitants adressent une requête à l'intendant, car le curé veut que l'agrandissement de l'église se fasse du côté de la tour parce qu'il est à la charge de la communauté et non pas du côté du chœur parce qu'il serait à la sienne : « Cette prétention, disent les habitants de Craon, entraînerait de longs délais et des procès ruineux à la communauté en prenant les voies de la justice ordinaire... la toiture de la nef est au compte du décimateur par le droit commun observé en Lorraine » (23). En général, l'intendant s'efforce d'aplanir le différend à l'amiable, car il n'a pas qualité pour trancher ; les procès concernant les charges incombant aux

(20) Adjudication de la réédification de la maison curiale de Rehainviller, du 12 octobre 1746 (A. M. M. C 419).

(21) Adjudication des réparations à la maison curiale d'Einviller, du 9 décembre 1749 (A. M. M. C 419).

(22) Sur ce sujet, consulter : Cardinal MATHIEU, *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois*, Paris, 1907, pp. 154 et 155 : « En général, l'usage du diocèse de Toul pour les églises paroissiales mettait la construction ou reconstruction, la réparation et l'entretien du pavé du chœur à la charge des curés lorsqu'ils avaient pour fixe le tiers des dîmes, des murailles et toitures de la nef à la charge des autres décimateurs ecclésiastiques et subsidiairement seulement des possesseurs de dîmes inféodées ; la tour, le clocher, les cloches, les vitres et le pavé de la nef à la charge des paroissiens ». Sur les dîmes inféodées, voir : MARION, *Dictionnaire des Institutions de la France au XVII^e siècle et au XVIII^e siècle*, Paris, 1923, p. 176 : Les dîmes inféodées étaient celles dont les laïcs s'étaient emparés soit par achat, soit par échange, soit par inféodation ou usurpation.

(23) Adjudication des ouvrages pour l'agrandissement de la nef de l'église de Craon, du 11 juillet 1747 (A. M. M. C 419).

décimateurs étant du ressort de la Cour Souveraine de Lorraine et des tribunaux qui lui sont subordonnés (24).

Les dossiers des archives de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle fournissent de nombreux exemples sur la répartition des frais entre les habitants des communautés et les décimateurs : pour élargissement de l'église de Verdenal, le curé participe aux frais pour 225 livres (le chœur), les décimateurs pour 2.700 livres (la nef) et les paroisiens pour 250 livres (25). Le devis estimatif des ouvrages à faire pour la réfection de l'église de Franconville distingue les travaux à la charge des paroissiens, ceux à la charge des décimateurs (26).

A l'élargissement de l'église d'Anthelupt, les décimateurs participent pour 1.770 livres et les paroissiens pour 1.120 livres (27).

Le devis estimatif du 26 juillet 1786 des ouvrages à faire pour les réparations de l'église de Flainval monte à la somme de 153 livres 7 sols 2 deniers pour le compte des décimateurs, à celle de 88 livres 5 sols 6 deniers pour le compte du curé et à celle de 330 livres 3 sols 6 deniers pour le compte de la communauté (28).

Pour être complet, il nous faut encore analyser le cas des églises mères et celui des succursales ou annexes. D'après le cardinal Mathieu (29), une église succursale est l'église qui,

(24) Requête des habitants de Vallois à l'intendant du 15 mars 1770 : « Les suppliants ayant interpellé les sieurs Bénédictins, de Moyenmoutier, comme décimateurs par moitié audit Vallois, au bailliage royal de Lunéville, de suite la cause fut appelée pour être portée et passée à la Cour Souveraine de Lorraine, de laquelle cause les suppliants ont été condamnés par arrêt des seigneurs de ladite cour à tous leurs frais et dépens à tous les dépens des habitants de Mattexey, à ceux du sieur Claude, prêtre et curé desdits Vallois et Mattexey et à la moitié de ceux desdits sieurs Bénédictins et renvoyés de leur demande ». (Adjudication de la reconstruction de l'église de Vallois, du 14 novembre 1770, A. M. M. C 421).

Dans le même sens : Lettre de la Galaizière à Lasnière, du 7 mars 1776 (A. M. M. C 435) : « Les décimateurs à Giryviller ne se refusant point à la reconstitution de l'église de ce lieu et ne s'éloignant pas du vœu des paroissiens qu'en ce qu'ils préférèrent les plans et devis rédigés par Gallois à ceux proposés par le sieur Thévenot, je ne vois pas que les paroissiens puissent réclamer contre cette préférence si toutefois les premiers projets indiquent une église satisfaisante et c'est ce que je vous prie de vérifier d'après l'état exact que vous vous serez fait représenter du nombre des paroissiens à chacun desquels il est d'usage de donner trois pieds carrés d'emplacement dans la nef.

(25) Adjudication des ouvrages pour élargissement de l'église de Verdenal, du 15 octobre 1749 (A. M. M. C 419).

(26) Adjudication des ouvrages pour la réfection de l'église de Franconville, du 31 mars 1760 (A. M. M. C 419).

(27) Adjudication des ouvrages pour l'agrandissement de l'église d'Anthelupt, du 3 mai 1764 (A. M. M. C 421).

(29) Cardinal MATHIEU, *op. cit.*, p. 153

n'ayant jamais subsisté par elle-même, sert d'aide à une église matrice (mère) pour la commodité des habitants, une église annexe est celle qui a, autrefois, subsisté par elle-même et qui, à cause de la pénurie de prêtres ou de la diminution des habitants, a été unie à une autre. D'après les décisions rendues par l'intendant, il ressort que les décimateurs d'une succursale sont tenus aux réparations, construction et entretien de la nef de l'église mère, mais ne sont pas obligés de participer aux frais de construction et réparations de la succursale ou annexe. Les habitants, attachés à la succursale et chargés de l'entretien intégral de leur église, doivent de plus participer aux construction et réparations de la tour, des lambris et des pavés de l'église mère conjointement avec les habitants attachés exclusivement à l'église mère (30).

La tutelle de l'intendant sur les communautés et, par conséquence, sur les biens leur appartenant, tels que les églises, presbytères, est de droit étroit en ce sens que l'intendant n'a pas qualité pour adjuger les travaux à la charge du curé et des

(30) Réponse du curé d'Einville à l'intendant : « Le curé d'Einville prend en communication la requête présentée à Monseigneur l'Intendant par les habitants de Bonviller, en date du 3 mai 1781, à l'effet d'obtenir la démolition de la tour, l'élargissement et l'agrandissement de la nef, attendu son angustice, a l'honneur d'observer à Son Excellence que cette église est filiale, succursale d'Einville, église matrice, qu'elle n'a jamais subsisté par elle-même, que depuis un temps moderne elle jouit de fonds baptismaux, qu'elle n'a aucun bouvrot (bien fonds attaché au presbytère et complétant la rétribution matérielle du curé) que cette église a été constamment soit par la construction, soit par les réparations entièrement à la charge des habitants de Bonviller sans que le commandant de Saint-Jean le Vieillatte de Nancy, ni le curé d'Einville, décimateurs, aient été tenus d'y contribuer par aucune fourniture, cette église n'ayant été originairement que la chapelle Saint-Blaise à laquelle on a joint une nef et un chœur, et, depuis peu, une sacristie, le tout construit et réparé comme église de commodité pour condition de la Sainte-Messe. L'église paroissiale d'Einville est l'église matrice à la construction de laquelle par arrêt du conseil du feu Roi de Pologne rendu contradictoirement sur le rapport de M. Renaud d'Ubexi ont été condamnés quant à la construction de la nef et des vitraux ledit commandant de Saint-Jean le Vieillatte de Nancy comme décimateur de Bonviller, le curé d'Einville et de Bonviller quant à la construction du chœur, et les habitants d'Einville et de Bonviller conjointement et proportionnellement à leurs rôles de subvention quant à la construction de la tour, du lambris, du pavé et des murs du cimetière. D'après ces faits fondés sur arrêt du Conseil d'Etat et exécutés en 1750, 1751, 1752, si les habitants de Bonviller estiment leur être avantageux de démolir la tour et d'élargir et agrandir la nef de leur église filiale, ils en sont les maîtres pourvu que pour cette œuvre qui est entièrement à leur charge, ils n'inquiètent pas les décimateurs qui, jusqu'ici chargés de la construction et de l'entretien de l'église mère, n'ont concouru en aucune fourniture à l'église de Bonviller qui est filiale. (Adjudication des réparations à l'église et au cimetière de Bonviller, du 4 juillet 1784, A. M. M. C 423).

décimateurs. Les devis qui sont dressés par l'architecte sur ordre du subdélégué concernent tous les travaux à exécuter, mais les curés et décimateurs sont seulement obligés de se conformer à ces devis, ils sont libres de traiter comme il leur convient sous la seule condition d'avoir terminé ce qui leur incombe, dans le même délai que les travaux à la charge de la communauté ; témoin cette réponse de l'intendant : « Ajoutons, au surplus, la liberté du sieur curé et décimateurs de faire faire comme ils le jugent à propos les parties qui seront à leur compte dans la reconstruction de l'église dont il s'agit, à charge par eux, néanmoins, de les mettre en état de perfection lors de la réception de ceux qui concernent la communauté, de se conformer exactement au devis dressé ledit jour premier janvier et, en cas de refus ou négligence de leur part, autorisons ladite communauté à se pourvoir contre eux en première instance pour les faire contraindre » (31).

Bien entendu, les habitants sont de corvée pour l'arrachage et le transport des matériaux et autres besognes secondaires. Nous reviendrons sur cette question lors de l'étude des ponts et chaussées, car le problème se pose en termes identiques (32).

(31) Adjudication des ouvrages pour la reconstruction de l'église de Vallois, du 12 juillet 1763 (A. M. M. C 421).

(32) Adjudication des réparations de la maison curiale de Mouacourt, du 6 août 1761 (A. M. M. C 421) : « Il sera délivré gratuitement audit entrepreneur dans les bois communaux de Marainviller les arbres et les chênes nécessaires, le tout pour la réparation de ladite maison curiale, lesquels arbres seront abattus en corvée par les manœuvres de ladite communauté, ensuite voiturés par les laboureurs d'icelle à proportion de leurs bêtes tirantes et conduits à pied d'œuvre pour être sciés et façonnés aux frais de l'entrepreneur ».

CHAPITRE III

L'instruction publique en Lorraine

Nous traitons ce problème dans le titre ayant trait aux villes et communautés parce qu'au XVIII^e siècle, il s'agit d'une question purement locale. Nous laisserons de côté le problème de l'instruction dans les villes, car ces dernières étaient toujours dotées d'un ordre religieux enseignant sous le contrôle de l'évêque. Encore faut-il préciser qu'en ce qui concerne les communautés villageoises, l'intendant s'est borné à un rôle de surveillance et contrôle.

SECTION I

L'instruction publique dans les villages

§ 1. — LA NOMINATION DU MAÎTRE D'ÉCOLE

En principe, le maître d'école est élu par la communauté des habitants réunis en assemblée générale (1). Le curé siège à l'assemblée. L'élection a lieu, tous les ans, à la Saint-Georges (23 avril). Un procès-verbal, dressé à la suite de cette élection, fixe la rémunération du maître, délimite ses attributions et ses fonctions. Généralement, tout manquement aux obligations stipulées dans le contrat est sanctionné par la révocation.

(1) Lettre de la Galaizière à Hurault, subdélégué à Etain, du 16 décembre 1762 (A. Meuse C 94) : à Etain, il est coutume d'élire le maître d'école en assemblée du corps de ville (conseil municipal) auquel se joignent vingt notables et bourgeois. Cette règle n'ayant pas été respectée, l'intendant ordonne de nouvelles élections et la prorogation provisoire du maître d'école sortant.

Dans la partie du duché de Lorraine qui dépend de l'archevêché de Trèves, un mandement de Mgr François Georges, comte de Schoenborn, en date du 31 janvier 1752, donna aux curés une autorité considérable sur les maîtres d'école et règlementa minutieusement le choix et la surveillance de ces fonctionnaires (2).

Quand il n'y a pas de maître d'école, les habitants de la communauté adressent une requête à l'intendant (3) ; de son côté, ce dernier veille à ce que chaque paroisse possède un maître. A cet effet, après avoir pris l'avis de son subdélégué, il publie une ordonnance convoquant l'assemblée des habitants en vue de

(2) J. CREUTZER : *Des intendants de Lorraine et de leur action sur l'instruction primaire dans cette province*, Nancy, 1881, p. 16 : L'intendant ne fit aucune opposition à ce mandement que la Cour Souveraine de Nancy homologua le 10 mars 1752. Lors de l'enquête ordonnée par l'intendant, vingt-sept ans plus tard, les subdélégués firent connaître que la presque totalité des communautés relevant de l'archevêché de Trèves s'obstinaient à choisir elles mêmes leur maître d'école. A titre indicatif, le nombre des communautés relevant de la juridiction de Trèves était le suivant : Villers-la-Montagne, 41 ; Longuyon, 27 ; Bouzonville, 57 ; Schaumbourg, 20 ; Boulay, 1 ; Briey, 16 ; Mertzig et Sargau, 24.

(3) Requête des habitants de Hénaménil (document sans date) (A. M. M. C 421) : « Disons qu'ils avaient anciennement pour maître d'école le nommé Jean Keller qui fut destitué et remplacé par le nommé Dominique Aubin qui exerça ses fonctions pendant l'espace de deux ans, ce dernier fut à son tour obligé de discontinuer ses fonctions et on lui substitua le même Jean Keller, auquel il avait succédé. Le sieur curé était trop satisfait par ce dernier pour balancer un moment sur son choix, il trouvait chez lui la ressource qu'il avait perdue chez le nommé Aubin.

Les suppliants ne détailleront point les motifs de ces différentes destitutions et substitutions, il leur suffit de représenter à Votre Grandeur l'extrait d'une ordonnance rendue par M. de Vareilles, vicaire général du diocèse de Metz au synode dernier. Le syndic ne se joint point aux suppliants. Jean Keller est trop bien avec lui pour qu'il coopère d'aucune façon à le chagriner ; il le prouve par la détention qu'il fait d'une ordonnance de Votre Grandeur qui lui avait été adressée, laquelle lui enjoignait de faire faire une assemblée à l'effet de procéder à l'élection d'un nouveau maître d'école ».

A la suite de cette requête, l'intendant prit une ordonnance : « Vu la présente requête et l'avis du sieur Olivier, subdélégué, Nous ordonnons que pardevant ledit subdélégué, il sera convoqué une assemblée générale des habitants pour procéder à la participation du sieur curé à la pluralité des voix, à l'élection d'un maître d'école approuvé par l'ordinaire diocésain et passer traité qui nous sera rapporté pour être homologué s'il y a lieu, et attendu le refus par le syndic de satisfaire à nos ordonnances des 7 février et 7 mars l'avons condamné aux frais de transport du subdélégué (signé) de la Galaizière ».

Dans le même sens, voir : Lettre de la Porte à Lasnière, du 19 février 1781 (A. M. M. C 436) : à Lunéville, les officiers municipaux et quelques ecclésiastiques demandent l'établissement d'un frère des Ecoles chrétiennes : « Je vous prie de me mander si vous pensez qu'en effet il serait nécessaire d'augmenter le nombre des frères qui sont chargés de l'instruction de la jeunesse et si la dépense pourrait être supportée par la dotation de la fondation du Roi de Pologne ; dans le cas contraire, l'entretien ne pourrait être qu'à la charge de la ville ».

la nomination d'un candidat ; l'élection ne devient définitive qu'après avoir été approuvée par l'ordinaire diocésain (l'évêque) et homologuée par l'intendant.

En fait, le curé est présent pour influencer sur les décisions de la communauté : c'est le représentant de l'évêque. Quand il n'arrive pas à ses fins, il se plaint à son supérieur hiérarchique ou à l'intendant (4).

Celui-ci, d'ailleurs, en dehors de toute considération religieuse, veille à ce que le traité observe les lignes de sa politique scolaire (5).

§ 2. — LES FONCTIONS DU MAÎTRE D'ÉCOLE

Les fonctions d'un maître d'école ne se bornent pas à l'instruction des enfants. A titre indicatif, nous donnons en exemple le traité passé par la communauté de Flin, en 1752, avec Nicolas Grébus.

Ce traité est conclu pour une année à compter de la Saint-Georges. Le maître d'école chante la messe et les vêpres. Le dimanche, il porte l'eau bénite dans toutes les maisons et façonne les cierges avec la cire qu'on lui fournit. Il conduit l'horloge moyennant une indemnité spéciale de 7 livres 15 sols. Pour rétribution, il reçoit un quarteron de méteil, blé et seigle, de tout habitant payant 25 sols ou plus de subvention, 3 quarterelles de tout habitant payant 15 à 25 sols, un demi-quarteron de tout habitant payant moins de 15 sols. Les écoliers, apprenant l'orthographe, l'arithmétique et le plein chant, lui paient 3 francs barrois ; ceux qui apprennent à écrire, 20 sols ; ceux qui appren-

(4) Lettre de la Porte à Lasnière, du 6 mars 1785 (A. M. M. C 437) : « Je vous ai envoyé, le 30 décembre dernier, une requête par laquelle le curé de Bure se plaint de ce que les paroissiens ont renouvelé sans son agrément le traité de l'ancien maître d'école et je vous ai chargé de la leur communiquer, ce curé me marque que, malgré les instances qu'il a faites au maire de ce lieu, la communauté n'a point répondu à sa plainte, car il paraît qu'elle cherche à gagner du temps pour remettre ce maître d'école en fonctions... ».

(5) Lettre de la Galaizière à Vatin, du 12 décembre 1757 (A. Meuse C 94). L'intendant sur avis du subdélégué n'approuve pas l'établissement d'un régent de langue latine à Etain : « Ces écoles bornées qui se multiplient partout sont toujours dangereuses ».

ment à lire, 15 sols. Il reçoit, pour son logement, 15 livres 10 sols de Lorraine. Il est exempt de toutes tailles et contributions (6).

§ 3. — LA RÉTRIBUTION DU MAÎTRE D'ÉCOLE

Ce traité, passé entre la communauté de Flin et Nicolas Crébus, rétribuait le maître partie en argent et partie en nature. L'intendant veille à ce que la rétribution ne soit pas contraire aux principes de perception des contributions (7). Une disposition de la Galaizière, reprise par de la Porte, avait interdit que les gages ordinaires soient calculés par tête d'habitants, « disposition qui semblait bien sage au subdélégué de Saint-Mihiel en ce qu'il ne paraît pas raisonnable qu'un pauvre malheureux en paye autant que le paroissien le plus riche » (8).

Une réglementation spéciale à la ville de Commercy stipulait que les frères de la doctrine chrétienne, établis dans cette ville, prélèveraient en échange de l'instruction qu'ils donnaient aux enfants, un droit d'eau bénite sur tous les habitants. Ceux-ci refusèrent de payer ; l'intendant, sur requête des religieux, obligea les officiers municipaux à émettre un rôle pour le paiement de ce droit (9).

En général, les maîtres d'école ont un traitement annuel qui varie entre 150 à 200 livres. A Azerailles, en 1786, le maître d'école

(6) Inventaire de l'arrondissement de Lunéville (A. M. M. E Suppl. 2.036 CG 12).

(7) Lettre de l'intendant au subdélégué d'Etain, du 14 décembre 1744 (A. Meuse C 94) : « J'ai reçu, monsieur, votre lettre du 6 courant, je ne puis approuver, monsieur, le traité fait par l'hôtel de ville d'Etain avec le nommé Mougeot, maître d'école, et chantre de la paroisse du lieu, attendu que le mot générique d'exemption dont il y est fait mention renferme à ce que vous m'observez celle de la subvention... vous ferez entendre aux officiers dudit hôtel de ville que si ces particuliers méritent un traitement équivalent, ils peuvent par un second traité leur faire une augmentation de gages proportionnée à ce qu'ils doivent payer de subvention en leurs qualités de maître d'école et chantre et non à ce qu'ils en paieraient pour les autres qualités qu'ils pourraient avoir ».

(8) Edouard SCHMIDT : *L'instruction primaire à la campagne en Lorraine il y a cent ans*, Paris, 1880, p. 28, citant une lettre du subdélégué de Saint-Mihiel, du 18 mars 1780. Le même subdélégué ajoutait « Les paroissiens les plus aisés des paroisses méprisent la disposition en question et font tout ce qu'ils peuvent pour s'y soustraire, même dans les comtés pour lesquels il a été rendu des ordonnances particulières sur cet objet ». Le vœu du subdélégué est que les gages ordinaires du maître d'école déterminés en une seule somme fixe soient payés sur les revenus communaux à défaut desquels ils seront imposés et levés sur tous les paroissiens au marc la livre des impositions au rôle des Ponts et Chaussées.

(9) Ordonnance de l'intendant du 3 juin 1787 (A. Meuse C 54).

touche 155 livres ; à Croismare, en 1787, il reçoit 100 livres à la Saint-Georges et 100 livres à la Saint-Remy (1^{er} octobre).

SECTION II

L'enquête de 1779

Cette situation disparate préoccupa l'intendant et, sur les instances de l'évêque de Saint-Dié, Mgr Barthélémy Louis Martin Chaumont de la Galaizière (10), le commissaire départi prescrivit à ses subdélégués d'enquêter sur la situation des maîtres d'école de la généralité (11) : « Depuis que je suis chargé de l'administration de cette province, je me suis aperçu qu'il s'était produit, dans la nomination des maîtres d'école des paroisses des campagnes, des abus auxquels je désire pouvoir remédier ; il me semble qu'en général, avant de les choisir, on ne prend pas assez de précautions pour s'assurer que le sujet qui se présente mérite la préférence et il arrive souvent que l'on reçoit dans une paroisse un maître d'école qui a été renvoyé d'une autre pour des causes qui devraient lui donner l'exclusion. Il arrive encore quelquefois que des habitants révoquent leur maître d'école et qu'ils ne sont guidés, dans cette révocation, que par des motifs d'humeur, de passion, et souvent, pour des querelles personnelles, ils communiquent aux autres leur haine particulière et les forcent à sacrifier un sujet qui n'a pas démérité. Je vois d'ailleurs qu'il n'y a rien de fixe sur les gages de ces maîtres d'école et que si quelques-uns jouissent d'un traitement trop considérable relativement à leur état, d'autres ne sont pas assez payés pour que l'on puisse espérer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions avec beaucoup de zèle. Je vous prie, monsieur, de vous occuper de ces différents objets, de me mander si vous voyez des inconvénients à ce qu'on établisse l'uniformité dans le paiement des maîtres d'école, de m'indiquer les moyens que vous croirez convenables de prendre pour introduire dans cette partie un meilleur ordre que celui qui a été observé jusqu'ici et enfin de me faire part de toutes les idées que vous pourrez avoir sur cette matière. »

(10) Lettre de l'évêque de Saint-Dié à l'intendant, du 8 mars 1779, citée par Edouard SCHMIDT, *op. cit.*, Paris, 1880, p. 4.

(11) Lettre de la Porte à Lasnière, du 12 mai 1779 (A. M. M. C 436).

Trente-trois réponses de subdélégués figurent aux archives de Meurthe-et-Moselle. Voici celle du subdélégué de Lunéville :

« J'ai différé quelques jours de répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au sujet des abus qui se rencontrent dans la nomination et les traitements des maîtres d'école, afin d'avoir le temps de recueillir les idées sur les moyens que vous voudriez trouver d'y remédier. Mais après avoir bien pensé, j'ai vu que ce serait l'ouvrage d'un long mémoire pour poser les principes, prévoir les objections et y répondre. J'ai vu encore que ce serait peine perdue, par les obstacles multipliés que vous rencontreriez, à établir un principe général et uniforme surtout pour le traitement qui me semble à moi susceptible d'être apprécié, sur le mérite du maître d'école et aussi sur l'étendue et le service des paroisses.

Il n'y a point de marchandises qu'on puisse dire plus mêlées que les maîtres d'école. Les mettre tous au même prix, c'est faire injustice à celui qui a plus de talents et de zèle, c'est ôter l'émulation, c'est priver la paroisse qui a plus de moyens du choix et ce serait rendre ces maîtres trop onéreux aux communautés petites et pauvres... Quant à leur nomination, elle devrait d'abord dépendre d'une approbation de l'évêque conformément aux règles prescrites par les ordonnances et qu'il dépend de vous de faire suivre strictement en vous conciliant sur cet objet avec Mgr l'Evêque de Nancy. Une fois qu'un sujet se trouverait muni de cette approbation en forme, il n'y aurait plus d'objections à faire à la communauté sur son choix. Mais vous pouvez d'ailleurs exiger des communautés que, soit pour la nomination, soit pour le changement d'un maître d'école, elles seront tenues de prendre une délibération de tous les habitants et à laquelle les curés de chaque endroit seront invités de présider pour en être ensuite, par vous, décidé ce qu'au cas interviendra. Par ce moyen, vous vous ferez instruire des qualités du sujet qu'on veut nommer ou des raisons pour lesquelles on en veut changer et, par là, vous deviendrez le maître de corriger successivement et de prévenir tous les abus qui ont lieu jusqu'à présent dans cette partie et même d'établir telle uniformité que vous jugerez convenable » (12).

(12) Lettre de Lasnière à de la Porte, du 31 mai 1779 (A. M. M. C 314).

CHAPITRE IV

L'établissement des recettes et dépenses des villes et communautés

Nous avons vu par tout ce qui précède que la tutelle de l'intendant s'exerçait, d'une manière très précise, tant sur la personne des officiers municipaux et syndics que sur l'administration des biens des villes et communautés. Dans l'optique de l'Ancien Régime, il était normal que cette tutelle s'exerçât également sur les recettes et dépenses des villes et communautés, d'autant plus qu'en Lorraine une grande partie de ces collectivités n'avait pas de finances saines (1). La première section de ce chapitre aura pour objet l'étude des recettes, la seconde envisagera les causes de dépenses.

SECTION I

Les recettes des villes et communautés

§ 1. — LES DROITS D'OCTROI

Ce sont les droits qui sont perçus lors de l'entrée de certaines denrées dans l'enceinte de villes et communautés déterminées.

(1) Réponse de l'intendant au subdélégué de Bar-le-Duc, du 19 mai 1781 (A. Meuse C 70) : « ...Les communautés de Lorraine étaient toutes endettées au retour de Léopold... Un arrêt du Conseil d'Etat, du 10 septembre 1700, ordonna que les personnes qui prétendaient avoir des répétitions à exercer contre les communautés seraient tenues de représenter le titre de leurs créances à des commissaires nommés à cet effet et prononça la déchéance contre ceux qui ne feraient pas procéder à cette liquidation... Le feu Roi de Pologne, par arrêt

On doit les distinguer des droits perçus au profit du roi (par exemple, à Lunéville, du droit de copel ou cueillerotte perçu sur les avoines) ou des droits perçus par certains seigneurs (tel celui perçu, à Lunéville, sur les langues d'animaux) ou même des droits perçus par les villes sur les ventes au détail (2).

En principe, c'est le Conseil d'Etat qui décide de l'établissement de droits d'octroi au profit d'une ville (3). L'intendant, en tant qu'agent du pouvoir central, donne son avis sur la nécessité de cette création (ou de la suppression s'il y a lieu). Le libellé de l'arrêt mentionne toujours l'avis du commissaire départi, ce dernier d'ailleurs consulte, chaque fois, le subdélégué intéressé : « Il est nécessaire, monsieur, que je sois instruit de la nature et de l'objet réel du produit des droits d'octroi seulement qui se perçoivent dans les villes de Lunéville, Rambervillers et Badonvillers. Il paraît qu'il n'en a pas encore été établi à Einville, ni à Gerbéviller ; cependant, ces lieux étant assez considérables pour pouvoir en supporter si, comme je le crois, il n'y a pas d'inconvénients à y en établir, je vous prie de m'indiquer les espèces de denrées et marchandises qu'il conviendrait d'y assujettir et de me marquer à quoi vous pensez que pourrait se porter le produit annuel de chacun, relativement à la consommation des lieux et à celle que les passages et le commerce peuvent y occasionner » (4).

du Conseil Royal des Finances du 3 mai 1738, leur accorda un nouveau délai de trois mois pendant lequel il ordonna la remise aux prévôts des titres de créance en vue de procéder à leur liquidation... Il n'est pas douteux que l'intention du Roi de Pologne n'ait été de laisser subsister cette peine de déchéance contre ceux des créanciers qui ne profiteraient pas de cette faveur : M. De Vassincourt, qui exerce aujourd'hui les droits des créanciers primitifs forclos, est donc non recevable dans sa demande ».

(2) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 197 : Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui permet à la Ville de Nancy de lever et percevoir à son profit, conformément à l'édit du duc Léopold du 6 août 1715, six gros par mesure de cidre qui se vendra en détail dans les villes et faubourgs de Nancy. Du 31 juillet 1770, l'intendant avait donné son avis sur la nécessité de l'établissement d'un tel droit.

(3) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 464 : Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui permet la levée et la perception au profit de la ville de Nancy à compter du 1^{er} janvier 1769 jusqu'au 31 décembre 1776 des droits d'octroi sur les vins, bières, eaux-de-vie et autres objets de consommation par augmentation des droits actuels, du 27 février 1769.

Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 899. Lettres patentes sur arrêt du conseil concernant les octrois dans les villes de Lorraine et du Barrois, du 20 juin 1777.

(4) Lettre de la Galaizière à Viot, du 18 septembre 1760 (A. M. M. C 434).

Lorsque le principe de l'établissement de droits d'octroi a été décidé, il appartient à l'intendant d'obliger les officiers municipaux à mettre en adjudication le bail des octrois. Le procès-verbal d'adjudication comme en matière de réparation de bâtiments communaux est soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle (5) qui contrôle notamment le prix d'adjudication et la personne de l'adjudicataire. Dans certaines localités, les droits d'octroi donnent lieu à une commission du pouvoir central moyennant la perception au profit du trésor royal d'un droit dit de marc d'or (6). Il convient de rapprocher du droit d'octroi proprement dit les sols pour livre perçus sur la même base que le droit lui-même. On les appellerait aujourd'hui centimes additionnels (7).

Aux termes du procès-verbal, l'adjudicataire est tenu de verser, chaque année, une certaine somme fixe dans les caisses de la ville, moyennant quoi il peut percevoir les octrois pendant une durée déterminée, la différence entre la somme stipulée au contrat et le montant des droits perçus forme son bénéfice ou sa perte à ses risques et périls. C'est l'intendant qui est juge de toutes les contestations qui peuvent naître en matière d'octroi, sauf, bien entendu, appel au conseil.

A Nancy, en 1770, les fermiers des nouveaux octrois demandent à être admis à compter, de clerc à maître, du produit de la ferme ou d'être au moins déchargés purement et simplement de leur adjudication à compter du 1^{er} janvier 1770 : ils offrent d'abandonner à la ville, sous forme de dommages et intérêts, les 300 louis qu'ils ont payés d'avance et qui devaient être imputés sur les trois derniers mois de leur bail. L'intendant, qui doit donner son avis, répond que le procès-verbal d'adjudication lie les adjudicataires et qu'ils doivent continuer à verser les redevances de la ferme comme auparavant (8).

(5) Lettre de l'intendant aux officiers municipaux de Thiaucourt, du 1^{er} décembre 1785, pour procéder à l'adjudication du bail des octrois (A. M. M. C 419).

(6) Lettre de la Galaizière à Lasnière, du 22 décembre 1775 (A. M. M. C 435).

(7) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 197 : Arrêt du Conseil du 25 janvier 1783 qui casse celui de la Chambre des Comptes de Lorraine du 9 décembre 1782 relativement aux contestations sur la perception des sols pour livre en sus des octrois. Publié par ordonnance de l'intendant le 25 mars suivant.

(8) Lettre du Contrôleur Général à l'intendant du 14 janvier 1770 (A. M. M. C 223).

En 1780, le fermier de l'octroi de Nancy demande à l'intendant la permission d'un abonnement pour les commerçants de la ville. L'intendant refuse : « La perception du droit, dit-il, doit être faite sur la valeur des marchandises et non à forfait » (9).

Les décisions sur les demandes en exemption sont également très nombreuses.

Les cavaliers de la maréchaussée sont exempts d'octroi pour les denrées qui leur sont nécessaires, mais ils doivent faire des déclarations à ce sujet au fermier. En cas de défaut de déclaration, le fermier doit se pourvoir aux officiers municipaux qui transmettent la demande à l'intendant (10).

En 1773, deux négociants, domiciliés à Genève, présentent une requête au conseil par laquelle ils demandent la cassation d'un jugement rendu contre eux, le 29 août 1772, qui les condamne à payer les droits d'entrée sur un ballot introduit dans la ville de Nancy comme devant passer debout et saisi sur l'un des deux négociants parce qu'il n'a pu justifier de la destination du ballot. L'intendant est prié de donner son avis, mais celui-ci ne figure pas aux archives de Meurthe-et-Moselle (11).

En 1785, la communauté des cuisiniers, traiteurs, rôtisseurs, pâtisseries, cabaretiers et aubergistes de la ville de Nancy demandent une exemption des droits d'octroi pour les vins nécessaires à leur consommation personnelle. La solution manque également aux archives (12).

Citons encore une demande d'exemption au profit des pensionnaires du feu roi de Pologne pour les droits perçus au profit de la ville de Lunéville (13) et une demande d'un particulier pour une pièce de vin qu'il destine à son usage personnel.

Quand le commerce des grains fut libre, les droits d'octroi ne purent frapper ces denrées. En compensation, le trésor royal accorda aux différentes villes de Lorraine, qui possédaient des

(9) Requête à l'intendant non datée, année 1780 (A. M. M. C 223).

(10) Lettre de l'intendant au fermier de Lunéville, du 7 janvier 1784 (A. M. M. C 219).

(11) Lettre du Contrôleur Général à de la Galaizière, du 24 mars 1773 (A. M. M. C 223).

(12) Requête à l'intendant, du 31 mars 1785 (A. M. M. C 223).

(13) Lettre de l'intendant à Lasnière, du 29 avril 1784 (A. M. M. C 437).

octrois une indemnité pour privation de jouissance de leurs droits. C'est l'intendant qui envoya les ordonnances de paiement pour les villes de la généralité (14).

§ 2. — LA VENTE DES BOIS COMMUNAUX

Chaque année, les communautés vendent des coupes de bois. Cette question ne présente aucune difficulté particulière. Les coupes de bois sont marquées par l'administration des eaux et forêts et l'intendant sur le rapport du fonctionnaire compétent autorise ou refuse la vente. Lorsque les coupes à vendre font partie d'un bois indivis entre plusieurs communautés, l'intendant charge le subdélégué de s'informer de l'étendue des droits de chaque communauté dans l'indivision pour que le prix puisse être réparti entre les ayants droit (15).

Quand les bois ne sont pas vendus, ils sont mis en coupes affouagères. C'est l'intendant qui règle les différends sur la répartition des affouages : « Le sieur Letort a porté plainte à l'intendant à l'occasion de la portion d'affouage que sa communauté a refusé de lui allouer. Comme il paraît que le sieur Letort ne veut point contribuer au paiement des vingtièmes communaux et des droits de marque et de délivrance des affouages, ni des débits de ville, je viens de lui marquer que cette communauté ne pouvait être condamnée à lui délivrer la portion qu'il demande que s'il paie sa part dans ces sortes de frais (16).

Il est à remarquer que le seigneur de la communauté a le droit de percevoir à son profit le tiers du produit des biens communaux : c'est le droit de tiers denier qui se perçoit soit en nature, soit en argent. Les bois communaux et les regains sont soumis au droit de tiers denier.

(14) Lettre de Thévenin, remplaçant l'intendant, à Lasnière, du 28 août 1778, relative aux ordonnances de paiement concernant les villes de Lunéville et Einville (A. M. M. C 436).

(15) Lettre de l'intendant à Lasnière, du 30 décembre 1781 (A. M. M. C 436).

(16) Lettre de la Galaizière à Lasnière, du 10 septembre 1777 (A. M. M. C 435).

§ 3. — LA VENTE DES REGAINS

Nous verrons, en étudiant la question de l'agriculture en Lorraine, que les propriétés communales étaient très importants au XVIII^e siècle. Les habitants ne sont pas libres de disposer du regain provenant des terrains de leur communauté. En principe, on ne fait pas de regains, car il y a vaine pâture. Toutefois, quand les dettes de la communauté sont trop importantes, l'intendant, sur demande des créanciers ou des habitants eux-mêmes, peut autoriser la coupe des regains en vue de la vente (17).

§ 4. — LE BAIL DES IMMEUBLES COMMUNAUX

Cette recette n'appelle aucune observation particulière.

§ 5. — LES IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES ET LES EMPRUNTS

C'est un moyen exceptionnel sur lequel l'intendant est exclusivement compétent. On y a recours pour financer les dépenses peu courantes telles, par exemple, les constructions de casernes (18) ou les travaux urgents (19).

(17) Lettre de la Galaizière à Viot, du 12 janvier 1760 (A. M. M. C 419). Après avoir consulté le subdélégué, l'intendant prend la décision suivante : « Et depuis, vu l'avis, Nous autorisons les suppliants à vendre pour neuf années consécutives pardevant ledit subdélégué le surpoil du paquis communal dont il s'agit à charge que le prix en sera payé comptant entre les mains du syndic actuel pour être par lui employé (le 1/3 distraît au profit de qui il appartient) sur nos ordres au paiement des dettes de ladite communauté, de laquelle adjudication il sera dressé procès-verbal, sur lequel à nous rapporté il sera statué ce que de droit. (Adjudication du surpoil des paquis communaux de Xerménil, du 26 février 1760, A. M. M. C 419).

(18) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p 146 : Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui ordonne l'imposition de la somme de 200.000 livres au cours de France sur les villes et communautés de Lorraine et Barrois pour le paiement de la construction du corps des casernes de Nancy, du 10 février 1767. Ordonnance d'exécution de la Galaizière, du 22 février 1767.

(19) Lettre de l'intendant à Lasnière, du 15 octobre 1787 (A. M. M. C 438) : « MM. les receveurs généraux, monsieur, m'ont représenté que quoiqu'ils eussent consenti à fournir les fonds destinés à payer les adjudicataires des ouvrages de corvées, ils n'avaient pas cru que cette facilité qu'ils ont offert au gouvernement sans aucun intérêt, dut les obliger à faire des avances aussi considérables que celles qu'on exige d'eux en ce moment-ci et qui se monteraient à plus de 100.000 livres. Ils demandent, en conséquence, que je les aide à remplir leurs obligations... Vous voudrez bien au reçu de ma lettre prendre les mesures les plus promptes pour que les communautés portent sans délai à leur recette respective les sommes qu'elles ont dû imposer sur elles-mêmes ».

Chaque fois qu'il le peut, l'intendant préfère recourir à l'emprunt (20), mais lorsque la somme est trop importante, l'intendant ne fait que donner son avis, la décision étant prise en Conseil d'Etat (21).

SECTION II

Les dépenses des villes et communautés

Les dépenses d'une ville ou d'une communauté au XVIII^e siècle ne diffèrent pas sensiblement de celles d'une municipalité moderne. Juridiquement, c'est l'intendant qui autorise toutes les dépenses : celles qui sont payées sur les fonds détenus par le receveur de la ville ou le syndic de la communauté (si elles ne sont pas autorisées, le receveur ou le syndic s'exposent à des retenues lors de la révision de leurs comptes en fin d'année) et celles qui sont payées sur la caisse des receveurs généraux (ceux-ci détiennent, par exemple, les fonds provenant de la vente des bois communaux) parce que ces derniers ne peuvent se dessaisir des fonds sans mandement de l'intendant.

Mentionnons ici quelques dépenses : achat d'un poêle pour chauffer la salle d'audience du bailliage (22), dépenses pour fournitures de papier et plumes à l'hôtel de ville (23), entretien d'un

(20) Lettres de la Galaizière aux échevins de Lunéville, des 29 avril 1774 et 30 novembre 1774 (A. M. M. C 435), concernant un emprunt de la ville de Lunéville pour payer les lanternes qu'elle doit à la ville de Nancy.

(21) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. X, p. 137 : Arrêt du Conseil d'Etat, du 31 décembre 1766, qui permet aux officiers municipaux de Nancy d'emprunter jusqu'à concurrence de 150.000 livres de Lorraine à rente viagère sur le pied de huit pour cent. L'intendant a été consulté pour donner son avis sur cet emprunt.

Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. X, p. 367 : Arrêt du Conseil Royal des Finances, du 5 janvier 1765, autorisant la ville de Nancy à faire un nouvel emprunt de 100.000 livres. L'intendant prit en suite de cet arrêt une ordonnance d'exécution en date du 18 février 1765.

Voir également : Lettre de Necker à l'intendant du 2 juin 1780 (A. M. M. C 188) : « J'ai l'honneur de vous informer, monsieur, que le conseil a rendu, le 23 du mois dernier, l'arrêt conforme au projet que vous m'avez adressé le 1^{er} avril précédent. Il autorise l'imposition de 18.000 livres, en 1780, sur les habitants de la ville de Nancy ». (Il s'agissait d'un emprunt pour financer des réparations de ponts, chaussées et fontaines).

(22) Lettre de la Galaizière à Lasnière, du 17 novembre 1776 (A. M. M. C 435).

(23) Lettre de la Porte à Lasnière, du 18 mai 1781 (A. M. M. C 436).

chemin communal (24), frais de balayage des rues (25), paiement du maître d'école, frais de logement du vicaire quand la communauté ne possède pas de maison vicariale (26), achat d'une pompe à incendie (27), construction et réparation de bâtiments communaux, fournitures de convois et fourrages aux troupes en marche (28), logement du personnel de la maréchaussée (29) et même fourniture des livres de messe (30).

Une dépense mérite une attention particulière, car elle met en relief la notion de responsabilité collective au XVIII^e siècle et le rôle de l'intendant en cette matière : « Les communautés, monsieur, étant poursuivies souvent par les procureurs du roi des maîtrises ou par les procureurs fiscaux ou d'offices des seigneurs pour délits commis dans leurs bois et comme responsables de ces délits, le devoir du syndic est de faire aussitôt assembler la communauté pour délibérer sur l'assignation et prendre résolution de se défendre si la communauté a des moyens suffisants ou de faire ses soumissions si elle n'en a pas. La délibération de la communauté vous étant ensuite remise, je vous prie d'examiner alors sur le rapport même des forestiers ou par les connaissances que vous pourrez prendre auprès du procureur

(24) Lettre de l'intendant à Lasnière sans date (A. M. M. C 436).

(25) Lettre de la Galaizière aux officiers municipaux de Lunéville, du 17 août 1777 (A. M. M. C 435). Voir également : Lettre de l'intendant aux officiers municipaux de Thiaucourt, du 1^{er} décembre 1785 (A. M. M. C 219).

(26) L'intendance à Lasnière, du 18 décembre 1776 (A. M. M. C 435) : La communauté de Pexonne demande à l'intendant l'autorisation de lever une somme de 77 livres 8 sols 6 deniers de France pour paiement des gages du maître d'école, celle de Gomicourt une somme de 92 livres 18 sols 1 denier pour prix du logement occupé par le sieur vicaire.

(27) Lettre de la Porte à Lasnière, du 26 janvier 1779 (A. M. M. C 436).

(28) Lettre de la Galaizière à Alliot, du 24 août 1743 (A. M. M. C 433) : « Je dois vous prévenir, monsieur, qu'il ne convient point dans les circonstances où nous nous trouvons qui ont occasionné à nombre de communautés et pourraient occasionner à d'autres des fournitures de fourrages et convois de se prêter aux demandes qu'elles ou les curés font pour ornements, refontes de cloches, changements, augmentations ou embellissements des églises et presbytères même pour réparations qui peuvent être sursises jusqu'à un autre temps.

(29) Lettre de la Galaizière à Alliot, du 21 février 1739 (A. M. M. C 433) : « Je vous envoie, monsieur, plusieurs imprimés de l'ordonnance du Roi concernant la maréchaussée dont vous ferez la distribution, ainsi que vous le jugerez à propos. L'intention du roi étant qu'il soit fourni par chaque ville de la résidence des brigades de ladite maréchaussée une écurie commune pour loger les chevaux avec une chambre pour l'archer qui sera de garde et un magasin suffisant pour contenir les provisions. Je vous prie d'en informer les officiers des hôtels de ville de Lunéville et Blâmont où Sa Majesté a jugé convenable d'établir des brigades ».

(30) Lettre de la Galaizière à Viot, du 23 octobre 1752 (A. M. M. C 433).

du roi de la maîtrise, des autres officiers, des syndics ou autrement, si les communautés sont fondées soit en la forme, soit au fond, à se défendre contre les poursuites, auquel cas vous me renverrez aussitôt les pièces, notamment les délibérations des communautés avec votre avis. Dans le cas contraire où les poursuites auraient été bien dirigées contre les communautés et qu'elles n'allègueraient point de moyens de défenses et n'auraient point d'espérance de découvrir et indiquer les auteurs des délits et fournir les preuves nécessaires, ne leur restant qu'à se soumettre aux peines de l'ordonnance, elles n'ont pas besoin de permission et peuvent, par une délibération, autoriser le syndic à faire les soumissions au greffe en la manière ordinaire pour prévenir de plus longues poursuites qui ne font qu'augmenter les frais à la charge des communautés auxquelles vous savez que j'ai le cœur, d'en épargner » (31).

Nombre de communautés étant condamnées à des amendes pour des délits commis dans leurs forêts, les receveurs des finances, pour s'en procurer le paiement, procédèrent par saisies et exécution sur les effets des syndics et autres principaux habitants et même souvent par emprisonnement. L'intendant ordonna aux subdélégués de ne pas viser les contraintes qui pourraient leur être présentées à ce sujet : « N'étant pas juste qu'une condamnation prononcée contre une communauté en corps s'exécute contre quelques particuliers seulement, c'est le cas où vous avertirez le receveur des finances de votre ville de vous remettre, pour me les envoyer, les contraintes bien motivées contre les communautés, afin qu'à défaut de deniers communaux, j'ordonne sur elles le rejet des sommes y portées et fixe le délai dans lequel le paiement en sera fait suivant les forces actuelles des communautés dont vous me rendrez compte en même temps, ainsi que des moyens autres que celui de l'imposition que l'on ne doit employer qu'à défaut de tout autre » (32).

(31) Lettre de la Galaizière à Viot, du 23 juillet 1750 (A. M. M. C 433).

(32) Lettre de la Galaizière à Alliot, du 29 septembre 1742 (A. M. M. C 433).

CHAPITRE V

L'incapacité des villes et communautés

Des développements qui précèdent et notamment de l'étude des recettes et dépenses des villes et communautés, il résulte qu'aucune dépense, ni aucune recette, ne pouvait être faite sans le consentement de l'intendant. Le corps de l'hôtel de ville et la communauté étaient dans le droit public du XVIII^e siècle des mineurs que le pouvoir de tutelle devait protéger. Cette notion a été reprise dans notre droit moderne. Ce que nous avons étudié, jusqu'à présent, de ce pouvoir de tutelle, n'est qu'un des aspects de cette incapacité. Il convient d'analyser cette incapacité pour elle-même.

Elle se révèle à ce propos de trois sortes d'actes : la vente et par similitude l'achat, la donation, l'action en justice.

SECTION I

Les ventes et les achats

Précisons immédiatement qu'il s'agit de ventes et achats au sens large du mot : nous y comprendrons les ventes et achats proprement dits, les accensements, les échanges, les partages.

§ 1. — L'INCAPACITÉ D'ACHETER OU DE VENDRE

L'arrêt du conseil royal des finances du 3 mai 1738 (1) passe cette question sous silence. Cependant, en France, un édit de 1683

(1) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 115.

et une déclaration du 2 août 1687 défendaient aux communautés d'habitants de faire aucune vente, ni aliénation, de leurs biens patrimoniaux (2).

Dès son arrivée, de la Galaizière contrôle étroitement les achats et les ventes : « Je suis informé que, depuis le 21 mars 1737, on a surpris le consentement de plusieurs communautés de votre subdélégation pour la cession de terrains communaux à titre d'indemnité d'autres héritages compris dans les chaussées publiques et que ceux qui ont profité de ces sortes de cession en jouissent au grand préjudice des communautés. Comme tous ces arrangements ont été faits sans mes ordres et par des piqueurs qui n'avaient aucun caractère pour en prendre connaissance, que d'ailleurs, en interprétant sainement l'article 2 de l'ordonnance du 6 septembre 1725, ils y sont formellement contraires parce qu'il n'est point d'usuaires, pâquis ou terres labourables dont l'usage soit inutile, je dois venir au secours des communautés » (3).

Nous n'avons pas trouvé trace d'autorisation de vente d'immeubles même quand la vente serait utile à la bonne marche d'un service public. En 1788, Claude Leblanc a pris un établissement et une commission dans la régie des octrois. A cet effet, il lui a été loué un logement sous la porte Saint-Nicolas, appartenant à l'hôtel de ville de Nancy, pour le mettre à portée de remplir les fonctions de sa commission. Leblanc voudrait faire quelques réparations à ce logement et pour éviter de faire une dépense perdue, il demande à l'intendant la permission de l'acheter. En marge de la requête, on lit : « Et vu depuis les réponses produites, nous disons qu'il n'y a pas lieu d'avoir égard à la demande du suppliant. Le 30 novembre 1788. (signé) De la Porte » (4).

En fait, la décision de l'intendant est surtout conditionnée par l'état des finances de la ville ou de la communauté. Les habitants de Colombey-les-Belles demandent, le 21 mars 1780, l'autorisation d'acheter une maison pour loger leur maître d'école.

(2) GUYOT et MERLIN, *op. cit.*, au mot « Communes », p. 218.

(3) Lettre de la Galaizière à Viot, du 23 avril 1753 (A. M. M. C 453).

(4) Requête de Claude Leblanc à de la Porte (A. M. M. C 178).

L'intendant demande au subdélégué de se renseigner : 1°) si le prix convenu est proportionnel à la valeur réelle de l'immeuble ; 2°) si les habitants de Colombey ont des ressources suffisantes pour l'acquitter et en quoi ces ressources consistent ; 3°) s'il n'y aurait pas une manière plus économique pour cette communauté de loger son maître d'école et trouver une maison dont le prix serait moins élevé (5).

A Saint-Mihiel, en 1784, c'est une considération de police qui provoque l'autorisation d'achat d'une maison pour y réunir toutes les boucheries de la ville (6).

§ 2. — L'INCAPACITÉ D'ACCENSER

L'accensement est une vente moyennant le versement au propriétaire d'une rente annuelle appelée cens. Avant d'accenser, les communautés doivent, par ordre de l'intendant, passer un acte avec les particuliers bénéficiaires du contrat et en déposer une copie au greffe de la subdélégation du lieu sous peine d'être privées de leur accensement. Lorsque le contrat est déposé au greffe, une copie en est adressée à l'intendant qui statue sur l'autorisation ou le refus à donner (7).

§ 3. — L'INCAPACITÉ D'ÉCHANGER

Nous n'avons trouvé qu'une seule application de cette incapacité : en 1776, l'intendant rend une ordonnance par laquelle il commet le sieur Montigny, sous-ingénieur des ponts et chaussées

(5) Requête des habitants de Colombey-les-Belles à l'intendant, du 21 mars 1780 (A. M. M. C 230).

(6) Requête des officiers municipaux de Saint-Mihiel en vue de l'acquisition d'une maison pour y réunir toutes les boucheries de la ville et réponse de M. de Ségur à de la Porte, du 7 septembre 1784 (A. Meuse C 69). Il semble qu'après la mort de Stanislas, l'intendant n'a plus eu de pouvoir de décision en cette matière. Voir à ce sujet, une lettre de la Galaizière à Michel, du 25 avril 1778 (A. Meuse C 68) : « C'est au conseil, monsieur, que vous devez vous pourvoir pour obtenir la permission de faire l'acquisition de la remise qui avoisine le bâtiment de l'hôtel de ville puisque vous en avez besoin pour loger les pompes, seaux et échelles de la ville. Si le Ministre me fait l'honneur de me consulter sur votre demande, je lui en rendrai compte, mais je vous observe qu'il me paraît difficile que vous puissiez dans le moment actuel payer le prix de cette remise ».

(7) Lettre de la Porte à Lasnière du 23 novembre 1783 (A. M. M. C 437).

à Lunéville, pour reconnaître si le nouveau terrain, proposé par le curé de Paux, est convenable et suffisant pour l'emplacement d'une maison de cure à construire dans ce lieu, savoir quelle était la quantité de terrain communal anciennement proposée pour l'emplacement de cette maison en échange du premier et adresser à l'intendant le résultat de son enquête (8).

§ 4. — L'INCAPACITÉ DE PARTAGER

Cette incapacité pose un problème surtout à la fin de l'Ancien Régime. A la veille de la Révolution, dans le but de favoriser l'agriculture, on décida de partager les biens communaux. L'édit abolissant le droit de parcours et réglant le partage des communaux en Lorraine et Barrois est introuvable. Nous savons simplement, d'après une lettre de l'intendant du 2 août 1771, que l'édit relatif aux duchés fut une extension de celui concernant les évêchés (9).

D'après GUYOT, seules les communautés qui possèdent des bois ou terrains sans charge d'aucuns cens, redevance, prestation ou servitude peuvent provoquer le partage. Les seigneurs ont droit au tiers de ces biens (c'est là, pour la monarchie, un moyen très facile de se les attacher), de sorte que le contrôle du pouvoir central s'exerce surtout dans le but qu'ils n'en imposent pas aux habitants par leur qualité pour obtenir au-delà de ce qu'ils ont le droit de prétendre (10).

(8) Lettre de la Porte à Lasnière du 17 décembre 1784 (A. M. M. C 437).

(9) Maurice LACOSTE : « *Le partage des communaux sur le territoire du département de la Meurthe avant la loi du 10 juin 1783* » dans *les Annales de l'Est*, Nancy, 1953, n° 1, p. 51. Voir également : KRUG-BASSE : *Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois*, Nancy, 1899, p. 316.

(10) Les contestations entre les seigneurs et les communautés relativement au droit de tiers denier sont de la compétence de l'intendant. (Lettre de l'intendant à Lasnière, du 30 juin 1786, A. M. M. C 438) : La communauté de Valhey se refuse à délivrer à la comtesse de Monthureux, haute justicière, le tiers en nature du pâquis qu'elle a affermé, les hauts justiciers ayant le droit de prendre le tiers des pâquis que les communautés afferment ou d'exiger le tiers du prix du bail. Le subdélégué doit enquêter sur ce différend pour que l'intendant statue.

Voir également : Lettre de la Galaizière à Alliot, du 16 janvier 1741 (A. M. M. C 433) : La communauté d'Einvillie refuse à M. de Gerbéviller la délivrance de deux arpens de bois d'affouage sur le prétexte que la Chambre des Comptes lui aurait défendu par une apostille mise sur son compte d'en faire la délivrance à l'avenir. L'intendant ayant vérifié cet argument, en l'absence d'une décision

D'après M. LACOSTE, les communautés ne peuvent s'adresser, pour homologuer les divisions de communaux, à un grand organe judiciaire de la province. Elles s'adressent, en conséquence, à l'intendant et plus rarement au conseil du roi. Pour notre part, nous n'avons trouvé trace que d'une seule décision du conseil. Elle est relative aux communautés de Faux Saint-Pierre et Faux Saint-Etienne (11). En fait, l'intendant semble avoir autorisé les partages sans en référer au conseil.

Il faut noter encore que certaines communautés, à la suite des défrichements effectués au XVIII^e siècle, partagèrent les terres défrichées sans en référer à l'intendant. Ce dernier, quand il fut averti de la situation, tint à la faire régulariser (12).

SECTION II

Les donations

Nous n'insisterons pas sur la situation de la ville ou de la communauté donatrice : la donation, en ce cas, doit être assimilée à une vente.

En ce qui concerne l'incapacité de recevoir à titre gratuit, nous n'avons trouvé qu'un seul exemple : en 1782, les habitants de Gelacourt demandent à être autorisés à accepter la donation que le curé offre de leur faire d'une petite maison pour servir

de la Chambre des Comptes, oblige la communauté à continuer le paiement de cette redevance.

Voir également : Lettre de la Galaizière à Alliot, du 7 octobre 1740 (A. M. M. C 433) : La communauté de Chénaménil refuse de faire état à M. de Gerbéviller du tiers denier auquel il peut prétendre sur les bois par elle vendus. Le subdélégué sur ordre de l'intendant doit mander le syndic pour savoir sous quel prétexte la communauté fait cette difficulté.

(11) Lettre d'un inconnu à l'intendant du 14 décembre 1773 (A. M. M. C 228) : « J'ai l'honneur d'adresser à Votre Grandeur, comme elle m'en a chargé par sa lettre du 9 novembre dernier, le certificat de dépôt fait au greffe de Faux Saint-Pierre et Faux Saint-Etienne de l'arrêt du Conseil du 26 septembre dernier qui permet à la communauté de ce lieu de partager une partie de leurs pâquis entre tous leurs habitants ».

(12) Lettre de la Porte à Lasnière, du 7 mai 1781 (A. M. M. C 436) : « Les habitants d'Anthelupt demandent à être conservés dans la possession d'un pâquis qu'ils disent avoir défriché et s'être ensuite partagé. La loi ne permettant pas le défrichement des terrains communaux et de plus le partage devant être autorisé par l'intendant, le subdélégué doit enquêter.

au logement du maître d'école. Le subdélégué, avant que l'intendant ne prenne une décision, doit examiner cette demande et donner son avis (13).

La politique de l'intendant en cette matière doit être assimilée à celle qu'il a suivie pour les établissements de mainmorte.

SECTION III

L'action en justice

Cette incapacité, qui résulte de l'article 3 de l'arrêt du conseil du 3 mai 1738, souleva beaucoup de difficultés (14).

Dans une lettre à Alliot, de la Galaizière s'exprime ainsi : « Je suis informé, monsieur, que, dans quelques juridictions, les juges se trouvent embarrassés au sujet de la disposition de l'article 3 de l'arrêt du conseil du 3 mai dernier portant défenses aux villes et communautés d'intenter aucune action, ni de commencer aucun procès soit en demandant, soit en défendant, tant en cause principale que d'appel sans y être par moi autorisées. Plusieurs communautés assignées n'ayant point justifié de permission de ma part à l'effet de se défendre, il leur a été donné des délais pour s'en pourvoir à l'effet de se défendre, à quoi n'ayant pas satisfait les juges ont cru ne pouvoir rendre de jugement sur les demandes formées contre elles soit pour raison de délits commis dans les bois, soit sur toute autre affaire, mais rien n'empêche

(13) Lettre de la Porte à Lasnière, du 5 décembre 1782 (A. M. M. C 436).

(14) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. VI, p. 115. Article 3 : Fait pareillement Sa Majesté défenses aux maires, échevins, syndics et autres officiers desdites villes et communautés d'intenter aucune action ni de commencer aucun procès soit en demandant soit en défendant tant en cause principale que d'appel ni faire aucune députation au nom desdites communautés sans en avoir obtenu le consentement des habitants dans une assemblée générale convoquée et tenue dans la forme prescrite par les ordonnances dont l'acte de délibération sera confirmé et autorisé par écrit du sieur intendant à peine contre lesdits maires, échevins, syndics et autres qui auront entrepris lesdits procès au nom des communautés sans être autorisés en la forme ci-dessus, d'être condamnés en leurs propres et privés noms aux frais desdits procès, sans espérance de répétition sous quelque prétexte que ce soit et aux dommages et intérêts desdites communautés ; fait défenses aux avocats, procureurs d'occuper pour elles et aux juges de rendre aucun jugement sur les affaires qui concernent lesdites communautés, qu'il ne leur soit apparu de la délibération des habitants, autorisée de la permission par écrit du sieur intendant, à peine de nullité des procédures et des jugements rendus en conséquence et de répondre en leurs noms des dommages et intérêts des parties.

d'y prononcer, après ces délais, le défaut de représentation de permission devant faire présumer que je ne les aurai pas trouvées fondées à contester ; les jugements qui interviendront sur les exploits d'assignation ne doivent pas être regardés comme contraires aux dispositions de cet arrêt qui n'a eu pour objet, dans cette partie que d'empêcher les communautés de s'engager mal à propos dans des procès et involutions de procédures qui les auraient consommées en frais. A l'égard des demandes ou appels des sentences formées de leur part postérieurement à cet arrêt, c'est le cas où toute audience doit leur être déniée jusqu'à ce qu'elles aient fait apparaître des délibérations par moi approuvées » (15).

Quelques années plus tard, de la Galaizière traita à nouveau la question avec le même Alliot (16) : « J'ai observé, monsieur, que lorsque les communautés sont assignées à quelques tribunaux, la plupart négligent de s'adresser à moi pour être autorisées à se défendre sur les demandes, à en former d'incidentes, de récursoires, ou à prendre telles autres conclusions, suivant les occurrences, et qu'elles profitent trop tard des délais qui leur sont accordés par les juges pour se faire autoriser de moi, ce qui, sans compter les longueurs, les retards et les frais inutiles, donne lieu enfin à des sentences ou à des arrêts par défaut auxquels les communautés sont souvent forcées d'acquiescer, quoique leurs intérêts en souffrent beaucoup, à moins qu'elles ne s'exposent à de grands frais pour les faire réformer par la voie de l'opposition, de l'appel ou autre. Il convient à tous égards et pour la prompte justice, le bien et l'avantage des communautés et même des parties qui seraient obligées d'être en procès contre elles, de réformer au plus tôt un abus qui est si contraire ; vous aurez donc agréable d'ordonner à tous les syndics de votre département, sous des peines sévères que je leur infligerai suivant les circonstances, de convoquer et faire assembler leurs communautés en la manière ordinaire pour délibérer aussitôt sur les assignations qui pourront

(15) Lettre de la Galaizière à Alliot, du 24 juillet 1738 (A. M. M. C 438).

(16) Lettre de la Galaizière à Alliot, du 17 juillet 1741 (A. M. M. C 433).
Sur l'autorisation de plaider donnée à une communauté voir une contestation entre les officiers de Calonne demeurant à Hannonville sous les Côtes et les habitants de Thillot sous les Côtes relative à l'enlèvement des titres et papiers de la communauté par les officiers. Le document ne porte pas de date.

leur être données, de faire dresser un acte raisonné suivant l'usage, de la résolution qui aura été prise en conséquence par les habitants assemblés, pour m'être envoyée sans retard, soit directement, soit par votre canal, auquel cas vous y joindrez votre avis. Si quelque habitant par affection, sans cause d'absence, voyage nécessaire, maladie ou autre empêchement légitime, se dispensait de se trouver aux assemblées, le syndic pourra en dresser procès-verbal pour m'être aussi envoyé sur le champ, afin d'y pourvoir par des amendes et autres peines ».

TITRE II

LES FINANCES

Dans toute société féodale, le droit de lever l'impôt est un droit seigneurial, impôt et haute justice vont de pair, de sorte que, pendant plus de trois siècles, la monarchie capétienne n'eut d'autres ressources que les produits de domaine royal. Dans l'ancienne France, on appelait « finances ordinaires » le produit du domaine royal et « finances extraordinaires » le produit des impôts, alors même que les impôts étaient devenus les ressources principales et normales de la royauté. Il ne nous appartient pas ici de retracer l'histoire de la fiscalité depuis la monarchie tempérée jusqu'à l'établissement de la monarchie absolue. Bornons-nous simplement à dire que, pour faire face à des dépenses sans cesse croissantes, la monarchie eut recours à trois procédés : le premier consista à négocier avec les seigneurs laïques et ecclésiastiques pour obtenir leur consentement à l'impôt, quitte à leur abandonner une partie du produit, le second consista à réunir les seigneurs laïques et ecclésiastiques d'un bailliage ou d'un ensemble de bailliages appelé, plus tard, province, pour obtenir leur adhésion : c'est l'origine des états provinciaux ; enfin, le troisième procédé consista à demander l'aide des états généraux.

En France, ce fut à Louis XIV que la royauté dut d'obtenir le droit d'imposer de sa seule autorité (tel fut le cas des vingtièmes), mais un établissement d'impôt nouveau n'allait pas sans contrôle du parlement qui, à défaut de réunion des états généraux, se considérait comme le défenseur du contribuable : c'était la survivance de la théorie de l'impôt consenti.

Pour la Lorraine, duché autonome, puis province française, ces données historiques conditionnèrent les pouvoirs de l'intendant en matière fiscale. La subvention, institution ducale qui subsista jusqu'à la Révolution et tint lieu de la taille, fut du ressort de la chambre des comptes et l'intendant ne joua, en cette matière, que le rôle d'un agent de renseignement du gouvernement central. Par contre, notre attention sera retenue par les vingtièmes dont l'histoire fut l'illustration de la lutte entre le pouvoir royal et le parlement sur la notion d'impôt consenti. Nous étudierons ensuite les impositions indirectes et les impositions perçues par les seigneurs dans la mesure où l'intendant y fut intéressé. Enfin, nous examinerons quel fut le rôle du commissaire départi à l'égard du domaine royal.

CHAPITRE I

La subvention

Nous venons de dire que la subvention correspondait, en Lorraine, à l'institution de la taille en France (1). Instituée par les ducs, la subvention échappa au contrôle de l'intendant. Nous n'avons trouvé, dans nos recherches aux archives de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle, que trois documents relatifs à la subvention.

Le premier est une lettre de de la Porte à Lasnière par laquelle l'intendant informe son subdélégué que les exemptions à la subvention sont du domaine de la chambre des comptes (2).

Le second est une lettre de de la Galaizière à Viot, subdélégué à Lunéville : la communauté de Moacourt avait envoyé un placet à l'intendant à l'effet d'être déchargée d'une partie de la subvention parce qu'une épidémie avait entraîné la mort de dix personnes habitant la communauté. L'intendant demande à son subdélégué de vérifier les faits (3). Cette lettre ne nous renseigne pas sur la procédure utilisée pour parvenir à cette décharge, il semble que l'intendant dut se borner à une démarche auprès de la chambre des comptes.

Enfin, le troisième document est un arrêt du conseil d'état du 19 février 1769 portant que le village d'Ensweiller et autres

(1) Lucien VANSON : « *La subvention, impôt sur les facultés présumées en Lorraine dans l'Ancien Régime* » dans la *Revue Historique Lorraine*, Nancy, 1933, pp. 102 à 111.

(2) Lettre de la Porte à Lasnière, du 25 avril 1779 (A. M. M. C 436).

(3) Lettre de la Galaizière à Viot, du 1^{er} mai 1760 (A. M. M. C 434).

lieux, cédés au roi de Pologne par le prince de Nassau-Sarrebrück, contribueraient aux impositions du duché de Lorraine. Des termes de l'arrêt, il résulte que l'intendant avait donné son avis sur cette question (4).

(4) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. XI, p. 461 : Arrêt du Conseil d'Etat et lettres d'attaches du 19 février 1769.

CHAPITRE II

Les vingtièmes en Lorraine

Avant d'aborder l'étude de cet impôt, il nous paraît nécessaire de retracer ici l'histoire de son introduction en Lorraine, car ce fut la cause d'une lutte assez vive entre la Cour Souveraine de Lorraine et l'intendant.

SECTION I

Historique des vingtièmes en Lorraine

§ 1. — L'ORIGINE FRANÇAISE DES VINGTIÈMES

En France, par la déclaration du 18 janvier 1695, le gouvernement avait créé, sous le nom de capitation, un impôt sur le revenu présumé des contribuables (1). Les sujets du roi étaient répartis en vingt-deux classes : la première, dont faisaient partie le dauphin et les courtisans, payait deux mille livres ; la dernière, celle des manœuvres, payait une livre. Ce fut bien vite un accessoire de la taille (2), et comme tel, ignoré en Lorraine.

La royauté manquant de deniers, une seconde tentative eut lieu qui chercha, cette fois, à atteindre le revenu réel du contribuable. Cette tentative nous intéresse particulièrement parce qu'elle fut couronnée de succès et que l'impôt ainsi créé frappa les sujets du roi de Pologne. Ce fut ce qu'on pourrait appeler,

(1) BOISLILE : *Correspondances des Contrôleurs Généraux des Finances avec les intendants de province*, Paris, 1874, T. I, Appendice, pp. 565 et suiv.

(2) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. XIV, p. 355 : Déclaration concernant la taille et la capitation du 13 février 1780.

aujourd'hui, un impôt général sur le revenu. On le dénomma : dixième en 1710, vingtième en 1749. Sa quotité varia plusieurs fois. Un second vingtième fut créé en 1756 et un troisième vingtième en 1760.

§ 2. — L'INTRODUCTION EN LORRAINE DE LA LÉGISLATION FISCALE FRANÇAISE

Son introduction en Lorraine fut officiellement le fait de Stanislas, mais pratiquement celui du gouvernement de Versailles puisque le préambule de l'édit du mois de décembre 1749 (3) justifia cette imposition par le remboursement des dettes de l'Etat. D'après GRANDSIRE (4), il était sous-entendu que cet état était l'état français, car l'édit de Stanislas n'était que la reproduction de celui de Marly, applicable à toute la France : « Depuis notre avènement au gouvernement de nos duchés de Lorraine et de Bar, nous avons donné à nos sujets, dans toutes les occasions, des marques de notre amour paternel et principalement en les préservant, autant qu'il nous a été possible, des malheurs qui sont les suites inévitables de la guerre et qu'ils ont souvent éprouvés du temps des ducs, nos prédécesseurs, et quoique nous ayons toujours eu pour projet d'établir autant qu'il a été possible dans nos dits duchés, toutes les lois et usages du royaume de France au sujet de l'administration des affaires publiques, nos sujets ont été dispensés de contribuer à la plupart des charges qui se payent en France et à celles que la guerre a obligé d'imposer et notamment ils ont été exempts, jusqu'à présent, de la capitation et du dixième ; mais dans les circonstances présentes, nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser d'établir l'imposition, du vingtième ainsi qu'elle a lieu en France comme étant la manière la plus juste dont les sujets puissent contribuer aux charges publiques et nous nous proposons d'en destiner le produit à rembourser successivement les dettes de l'Etat (5).

(3) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. VIII, p. 142.

(4) Georges GRANDSIRE : *L'impôt sur le revenu en Lorraine et Barrois au XVIII^e siècle. Les vingtièmes*, Paris, 1927, p. 7. Voir également : Pierre BOYÉ : *La querelle des vingtièmes en Lorraine, l'exil et le retour de M. de Chateaufort*, Nancy, 1906.

(5) Préambule de l'édit du mois de décembre 1749.

§ 3. — LES RÉSISTANCES DU PARLEMENT LORRAIN

La chambre des comptes de Lorraine, par des remontrances à la suite de l'édit, s'étonna de la création de ce nouvel impôt en faisant ressortir que le revenu du roi de Pologne était suffisant pour parvenir à étendre, en quelques années, la dette exigible.

La cour souveraine de Lorraine adopta la même position et attira l'attention du roi de Pologne sur la misère régnant en Lorraine. De la Galaizière lui répondit au nom du roi qu'il savait à quoi s'en tenir sur la misère de la province : « Cette démarche de la part de la cour souveraine n'aurait rien que de très louable si elle était accompagnée de la retenue et de la modération, que le devoir impose aux magistrats supérieurs, quand ils représentent au souverain les besoins de son peuple ; mais l'affectation marquée d'exagérer sa misère qui règne d'un bout à l'autre de ces remontrances, de feindre une augmentation d'imposition ordinaire et de travaux pour les ponts et chaussées depuis le changement d'Etat, est un manquement que Sa Majesté ne peut dissimuler, d'autant mieux qu'elle a fait connaître à cette compagnie, en plus d'une occasion, combien elle était mécontente d'un style véhément qu'elle employait dans ces sortes de représentations, par l'effet qu'il peut produire sur les esprits faibles, toujours enclins à la crédulité et l'effroi des maux que la seule peinture réelle ou idéale qu'on leur en fait affecte généralement. »

Malgré la résistance de la cour souveraine, de la Galaizière, chargé de la perception de l'impôt sur le revenu, prit immédiatement les mesures nécessaires à l'application de l'édit.

§ 4. — LES SECONDS VINGTIÈMES EN LORRAINE

Mais Louis XV éprouvait, quelques années plus tard, de nouveaux embarras financiers et décidait la création d'un second vingtième. Immédiatement, Stanislas imita son gendre et un édit de septembre 1757 (6) prescrivit que le premier vingtième cesserait

(6) *Récueil des ordonnances de Lorraine*, T. IX, p. 372. En réalité, cet édit ne fut scellé que le 10 novembre suivant et c'est le 14 du même mois que le procureur général de la Chambre des Comptes de Nancy le déposa sur le bureau de la compagnie. (Registres des délibérations secrètes de la Chambre des Comptes de Lorraine, manuscrit n° 106 de la Bibliothèque Municipale de Nancy, III, folio 86).

dix ans après la paix, que pendant la même période, mais à compter du premier janvier 1757, quatre sols, pour livre en sus de ce premier vingtième, seraient perçus et qu'un deuxième vingtième serait levé sur les mêmes bases que le premier à compter du 1^{er} octobre 1756, mais cesserait trois mois après la publication de la paix.

La chambre des comptes de Lorraine arrêta ses remontrances le 10 décembre 1757 et la cour souveraine le 14 décembre : « Outre les dîmes, les rentes seigneuriales, les octrois, les bénéfices des traitants, les milices, les corvées qui épuisent les peuples, ces deux provinces fournissent en deniers clairs de la subvention, de la ferme générale, du produit des bois, du premier vingtième et des autres revenus de l'Etat plus de dix millions, c'est-à-dire du double de ce que les ducs de Lorraine en tiraient il y a vingt-cinq ans » (7).

Ces remontrances furent simultanément envoyées à Lunéville, au roi de Pologne, à Versailles au roi de France et à Paris au contrôleur général des finances. D'après BOYÉ (8), de la Galaizière avait été le premier à plaider auprès des ministres la cause des duchés. Il déclara à la chambre des comptes, quand il reçut ces observations, qu'il souhaitait que ces dernières eussent plus d'effet à Versailles que celles qu'il y avait déjà personnellement exposées. Malgré de nombreux entretiens avec les ministres du gouvernement de Versailles, de la Galaizière engagea la chambre des comptes à céder. Les rapports entre cette chambre et l'intendant paraissaient donc se dérouler dans les meilleurs termes : « Nous avons été charmés, lui écrivent les conseillers, de voir que, pensant comme nous au sujet des nouvelles impositions, vous avez bien voulu prévenir vous-même nos remontrances par des représentations qui nous ont préparé la voie » (9).

La cour souveraine, de son côté, manqua de diplomatie. Elle diffusa ses remontrances en les imprimant et, le 4 février, fit

(7) *Eclaircissements sur les remontrances de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois du 14 décembre 1757*. (Bibliothèque Municipale de Nancy, Fonds Lorrain, 6452, p. 76).

(8) Pierre BOYÉ, *op. cit.*, p. 3.

(9) Registre des délibérations secrètes de la Chambre des Comptes de Lorraine, Manuscrit n° 106 de la Bibliothèque Municipale de Nancy, III, folio 97.

paraître une publication intitulée « Eclaircissements sur les remontrances de la cour souveraine de Lorraine et Barrois du 14 décembre 1757 ».

§ 5. — L'EXIL DES MEMBRES DE LA COUR SOUVERAINE.

LE RÔLE DE L'INTENDANT

Le contrôleur général précisa sa position à l'égard de cette publication le 3 mars et de la Galaizière développa les vues du contrôleur général le 7. Le 9 mars, la cour répondit par un arrêté aux termes duquel elle déclarait ne pas vouloir enregistrer l'édit : « La Cour Souveraine ne peut donner des preuves plus assurées de la sincérité de son zèle et de son penchant à l'obéissance qu'en suppliant les deux rois de nommer une commission impartiale pour approfondir les ressources et les charges d'un Etat qu'il est dans leur intérêt mutuel de ne pas épuiser par une augmentation d'impôts qui le mette hors d'état d'être utile au gouvernement » (10).

L'affaire, à ce moment, tourna en un duel entre la cour et l'intendant.

Le 23 avril, le premier président de la cour et le procureur général furent convoqués à Einville où Stanislas devait résider quelques jours. Ils se rendirent au lieu indiqué avec trois conseillers et là, en présence de la Galaizière, le roi de Pologne leur montra son mécontentement. D'après Boyé, de la Galaizière insista en termes presque paternels (11) sur la nécessité de l'enregistrement et il s'enquit des contre-propositions que la cour avait éventuellement l'intention de présenter.

Le 27 avril, la cour, après avoir entendu la lecture du rapport de son premier président et du procureur général prit un second arrêté aux termes duquel elle proposa un abonnement annuel d'un million de francs à commencer du 1^{er} janvier précédent qui cesserait par moitié aux époques indiquées pour chacun des vingtièmes : « Afin de donner au roi des preuves de la pureté

(10) Arrêté de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois du 9 mars 1758.

(11) Pierre Boyé, *op. cit.*, p. 4.

des sentiments qui dirigeaient sa conduite, elle offrait de faire procéder gratuitement par des commissaires de son corps, si Sa Majesté le jugeait à propos à la répartition et recouvrement de cet impôt pour que le produit net entrât dans les coffres du roi » (12).

Entre temps, le gouvernement de Versailles s'impatiente. De la Galaizière reçut des instructions pour en terminer au plus vite. Stanislas avait même signé, le 9 avril, une lettre de cachet dont l'intendant avait toujours retardé l'application (13). Une réunion du conseil d'état du 28 avril, à laquelle assistait de la Galaizière, décida qu'on ne pouvait temporiser davantage ; une nouvelle lettre de cachet fut rédigée, aux termes de laquelle le roi de Pologne ordonnait à la cour souveraine de venir le lendemain à Lunéville, à dix heures du matin, par députation composée du premier président, du président à mortier, de douze conseillers désignés pour se disculper. La lettre de cachet se terminait ainsi : « Ordonnons aussi au greffier en notre dite cour de se rendre à votre visite, muni dudit édit tel qu'il vous a été adressé, et des registres servant aux enregistrements pour recevoir les nouveaux ordres que nous jugerons à propos de vous donner ».

Le vingt neuf avril, jour même de la convocation à Lunéville, la cour se réunit et le premier président s'efforça de la convaincre à céder, mais sans résultat. Seuls parurent à Lunéville, le procureur général, convoqué par lettre spéciale, un conseiller porteur de l'arrêté du 27 avril, M. de Lambillon et le greffier, tous deux munis des remontrances rédigées à la suite de la lettre de cachet.

La députation n'étant pas venue à Lunéville au complet, l'intendant se fâcha et ordonna au greffier d'aller chercher les registres de la cour souveraine. A la suite de cette entrevue, la

(12) Arrêté de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois du 27 avril 1758, S. L. N. D., 7 pages, in-4°.

(13) La lettre de cachet était ainsi libellée : « Amés et féaux. Ayant par notre édit du mois de septembre 1757 établi dans nos états un second vingtième à compter du mois d'octobre 1756, et les quatre sols pour livre du premier à compter du 1^{er} janvier suivant, et étant informé que cet édit n'est pas encore enregistré, nonobstant les réponses de notre part aux différentes remontrances et observations que vous nous avez présentées à ce sujet, nous comettons le marquis de Choiseul, commandant dans nosdits Etats, pour aller vous marquer noire mécontentement d'une conduite aussi irrégulière et vous ordonnons de procéder sur le champ et en sa présence à l'enregistrement pur et simple de l'édit. Si n'y faites faute, car telle est notre volonté ».

compagnie fut à nouveau convoquée, mais elle refusa de se soumettre aux prétentions du chancelier-intendant et rédigea immédiatement de nouvelles remontrances. Le 30 avril, M. du Rouvrois et le reffier reprirent la route de Lunéville où ils rejoignirent M. de Lambillon et le procureur général.

Après une délibération du conseil d'état à laquelle assistait de la Galaizière, on introduisit la délégation de la cour, ainsi que le greffier, dans la salle du conseil. La lecture de l'édit fut requise et au nom du roi de Pologne, l'intendant-chancelier ordonna l'enregistrement. L'édit fut ensuite transcrit sur le registre de la cour. Au-dessous de la formule d'enregistrement, de la Galaizière et le greffier apposèrent leur signature, puis le chancelier ajouta de sa main « vu et bon » et signa à nouveau.

Aussitôt l'édit enregistré, l'intendant prescrivit au directeur des vingtièmes de l'appliquer.

Cependant, l'intendant avait été irrité par la résistance de la cour souveraine ; à sa demande, le conseil d'état dressa la liste des conseillers coupables qui furent envoyés en exil non sans que trois d'entre eux n'eussent été destitués par l'intendant.

L'âme de la résistance fut touchée, car il ne restait plus, à Nancy, que les conseillers partisans de la conciliation. Ceux-ci allèrent à Lunéville, le 4 mai, pour obtenir la grâce des exilés. De la Galaizière les reçut et leur fit entendre qu'il pardonnerait si les conseillers faisaient leur soumission. Le 11 mai, tous les conseillers exilés étaient rappelés.

Seul restait à régler le cas des conseillers destitués. De la Galaizière avait immédiatement pourvu les charges vacantes, sans succès d'ailleurs, car les nouveaux conseillers ne purent se faire recevoir par leurs confrères. Pour protester contre cette destitution, les avocats ne plaidèrent plus devant les tribunaux.

Les interventions personnelles, les remontrances de la cour souveraine ne firent pas fléchir de la Galaizière. « Si les magistrats punis rentrent à Nancy, il renoncera à l'intendance et à la chancellerie et quittera la Lorraine ».

De son côté, l'épouse d'un conseiller exilé, M^{me} de Chateaufort, alerta ses amis pour obtenir la grâce de son mari : le prince de Beauveau, l'archevêque de Besançon, l'abbé de Bernis, ministre des affaires étrangères, le maréchal de Belle-Isle.

Finalement, le roi de Pologne se récusa et renvoya la décision à son gendre. A cet effet, il désigna un secrétaire d'Etat et un conseiller, M. de Courcelles, pour aller traiter la question avec le contrôleur général. De son côté, la cour souveraine envoya un député à Paris. Deux envoyés de la noblesse firent également route vers la capitale. Les deux envoyés de la noblesse étaient porteurs de mémoires où étaient énumérées les doléances du pays. De son côté, le député de la cour était muni de trois cahiers où étaient détaillés les griefs de la cour contre de la Galaizière. Un quatrième cahier fut adressé directement au contrôleur général.

C'était un tableau comparatif de la Lorraine et du Barrois, avant et depuis la cession à la France. Les magistrats se proposaient : 1^o) de justifier que de la Galaizière était le seul moteur des troubles qui agitaient la Lorraine ; 2^o) de prouver que l'état de dépérissement où se trouvait la province la mettait dans l'impossibilité de satisfaire à de nouveaux impôts ; 3^o) de faire connaître que les causes principales de ce dépérissement venaient de l'administration de l'intendant ; 4^o) d'informer enfin le ministre des finances que les magistrats de la cour souveraine n'avaient essuyé de disgrâces que parce qu'ils avaient eu le zèle et la fermeté de représenter les conséquences du pouvoir arbitraire, exercé en Lorraine, par de la Galaizière et les abus de son autorité.

A la même époque, la chambre des comptes de Lorraine adressa elle-même un mémoire manuscrit à l'intendant des finances rédigé dans le même sens.

Après de nombreuses discussions avec les délégués, le gouvernement de Versailles les informa que la cour souveraine devait assurer le service de la justice qu'elle avait interrompu sous prétexte que les conseillers n'étaient plus en nombre suffisant pour délibérer. La cour reprit ses audiences le 21 août et envoya, le 27, une députation solennelle au roi de Pologne.

Finalement, le 6 septembre, les duchés obtinrent, pour les deux vingtièmes, un abonnement fixé à 1.375.000 livres de Lorraine, soit 1.250.000 livres pour le principal, et 125.000 livres pour les deux sols supplémentaires (14). Les impôts étaient perçus

(14) Lettre de Houllier, secrétaire de l'intendance, à Viot, du 17 octobre 1758 (A. M. M. C 434) : Le secrétaire envoie au subdélégué les imprimés de l'arrêt du Conseil portant fixation de l'abonnement accordé pour les deux vingtièmes et les deux sols pour livre.

pendant la durée des hostilités ; un mois après la conclusion de la paix, l'abonnement était réduit de moitié. La Lorraine, d'autre part, ne devait plus payer les gages attachés aux offices créés à titre de finances (15).

Les conseillers destitués furent rappelés par lettre de cachet confectionnée par de la Galaizière. Leur retour fut triomphal, mais certains n'avaient pas abandonné tout espoir du renvoi du chancelier-intendant. Ce fut une erreur. D'après BOYÉ (16), de la Galaizière, qui était parti avec Stanislas à Versailles, était assis dans le carrosse royal quand celui-ci atteignit Lunéville, l'après-midi du 7 octobre 1758. En fait, l'intendant rentrait largement indemnisé de ses ennuis : son fils, l'intendant de Montauban, passait à l'intendance de Nancy avec rang et voix aux conseils immédiatement après lui. Le père conservait la Chancellerie et, en réalité, la direction occulte des affaires de la province. On pensait applaudir à sa ruine, alors qu'en Lorraine même, la fortune de sa maison s'affirmait.

§ 6. — LA TENTATIVE DE 1760

Ce n'était que partie remise, deux ans à peine après l'enregistrement par la cour souveraine de l'abonnement aux vingtièmes, le gouvernement français présenta à l'enregistrement trois édits : le premier créait un troisième vingtième ; le second frappait de nouveaux droits le commerce sur les cuirs ; le troisième, enfin, ajoutait un sou pour livre au taux des droits de régie. Huit jours plus tard, le gouvernement présenta un quatrième édit imposant, à soixante douze villes des duchés, le paiement d'un don gratuit de 169.750 livres à verser en six termes annuels.

De la Galaizière n'attendit pas l'enregistrement des quatre édits par la cour souveraine et la chambre des comptes pour envoyer, à tous les corps municipaux des localités imposées, une circulaire leur ordonnant de s'assembler pour délibérer sur la création de droits d'octroi destinés au paiement de l'imposition.

(15) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. IX, pp. 415 et 419 : Arrêts du Conseil Royal des Finances concernant les vingtièmes et ordonnances d'exécution de la Galaizière, des 16 octobre et 31 décembre 1758.

(16) Pierre BOYÉ, *op. cit.*, p. 30.

La cour souveraine et la chambre des comptes refusèrent l'enregistrement des quatre édits et présentèrent des remontrances à Stanislas, les 21 et 24 janvier 1761. De Chateaufort, le conseiller destitué lors de la querelle des vingtièmes obtint finalement que, seul, le droit sur les cuirs fut établi.

SECTION II

Analyse de l'édit de 1749 : les différents vingtièmes

Cette analyse fait ressortir que, dès son apparition en Lorraine, l'impôt sur le revenu du vingtième fut une esquisse de l'idée moderne de la notion d'égalité du sacrifice et de la distinction des revenus suivant leur origine.

L'impôt du vingtième, comme l'impôt moderne, connaît déjà les cédules, bien que certaines ne soient plus imposables et d'autres soient apparues depuis le XVIII^e siècle, sous l'empire des nouvelles formes de l'activité économique.

En principe, aucune exception ne doit être admise, l'article 1^{er} étant ainsi conçu : « Nous voulons qu'à compter du 1^{er} janvier 1750 le vingtième soit annuellement levé à notre profit sur tous les revenus et produits des sujets et habitants de nosdits états, terres et seigneuries de notre obéissance sans aucune exception ».

A cet effet, l'édit de 1749 distingue différentes cédules .

§ 1. — L'IMPÔT SUR LES PROPRIÉTÉS NON BATIES

Tous propriétaires ou usufruitiers, nobles ou roturiers, privilégiés ou non privilégiés, même les engagistes et censitaires, paient le vingtième du revenu de tous fonds, terres, prés, bois, vignes, marais, pacages, usages, étangs, rivières (article 2 de l'édit).

§ 2. — L'IMPÔT SUR LES PROPRIÉTÉS BATIES

Le même article vise ensuite comme biens assujettis les moulins, forges, fourneaux et autres usines, et l'article 3 : les maisons

des villes et faubourgs louées ou non, ensemble celles de la campagne qui, étant louées, procurent un revenu auxdits propriétaires ou usufruitiers, même les parcs et enclos desdites maisons qui sont en valeur.

§ 3. — L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES COMMERCIAUX

Cet impôt est visé à l'article 9 : « Comme dans tous les fonds sur lesquels nous ordonnons la levée du vingtième, ne sont pas compris les biens des particuliers, commerçants et autres, dont la profession est de faire valoir leur argent et qu'il est juste, toutefois, qu'ils y contribuent à proportion de leurs revenus et profits, nous ordonnons que chacun d'eux y contribue sur le pied du vingtième des revenus et profits que leurs biens peuvent produire sans qu'il puisse être exigé d'eux de déclaration d'autres biens énoncés aux articles 1 et 2 du présent édit ».

Doivent être rangés dans la même catégorie les droits de messageries, carrosses et coches, tant par terre que par eau et généralement tous les autres biens, de quelque nature qu'ils soient, qui produisent un revenu.

§ 4. — L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS

Cette cédule est comprise dans l'article 9 ci-dessus énoncé par le mot « et autres ».

§ 5. — L'IMPÔT SUR LES TRAITEMENTS, HONORAIRES ET SALAIRES

L'article 4 vise les rentes sur le roi de Pologne, ses états, les villes, bourgs et communautés ; l'article 6, les revenus de toutes les rentes à constitution sur les particuliers, rentes viagères, douaires, pensions créées ou établies par contrat, jugement, obligation ou autres actes portant intérêts, comme aussi tous les droits, revenus, émoluments de quelque nature qu'ils soient, attribués tant aux officiers qu'aux autres particuliers, corps et communautés. Il en est de même pour les octrois et revenus patrimoniaux, communaux et autres biens et héritages des villes, bourgs, villages, hameaux et communautés.

L'article 2 vise les revenus des cens, rentes, dîmes, champarts, droits seigneuriaux, péages, passages, droits de pont, bac et rivières, droits de canaux et, généralement, tous autres biens et droits de quelque nature qu'ils soient tenus à rente, affermé ou non affermé.

Enfin, l'article 5 vise les revenus de toutes charges, emplois et commissions, soit d'épée, soit de robe, ville, police ou de finances, y compris les appointements, gages, remises, taxations et droits y attribués de quelque nature qu'ils soient.

§ 6. — LES REVENUS NON ASSUJETTIS A L'IMPÔT

Nous avons dit plus haut qu'en principe, aucune exception ne devait être admise dans l'assujettissement à l'impôt ; cependant, quelques exceptions sont admises :

A. — *Les biens du roi*

La raison de cette exception est donnée par la cour souveraine de Nancy dans ses remontrances du 22 février 1788 :

« Le parlement a observé que tous les domaines fonciers, situés en Lorraine, actuellement affranchis de cette contribution, étant dans les mains de Sa Majesté, la perception des vingtièmes sur les revenus en résultant serait illusoire, puisqu'elle ne pourrait porter que sur les sommes même destinées au trésor royal, en changeant seulement la dénomination sous laquelle elles y seraient versées. Cette observation est sans réplique par rapport aux biens exploités directement au profit du roi, comme le sont les forêts domaniales.

A l'égard des fonds affermés, elle ne cesserait d'être exacte qu'autant que les vingtièmes pourraient être pris en dehors et exigés sans diminution du canon, ce qui serait les faire supporter par le fermier en augmentation du prix de son bail, lui imposer une charge exorbitante des conditions sous lesquelles il a traité et reporter sur le bailliste une prestation qui, comme réelle, doit frapper sur le propriétaire. Il ne paraît pas qu'une telle spéculation puisse se concilier avec les principes de l'équité, et son injustice deviendrait singulièrement sensible si, par l'effet de la perception à faire du vingtième sur chaque partie du domaine

en détail et dans le lieu de la situation, cette surcharge venait à frapper sur les sous-baillistes qui, en général, n'ont pas traité avec leurs laisseurs à des conditions avantageuses. En supposant, d'ailleurs, que cette perception put paraître juste, l'émolument qui en résulterait serait pour le fisc un avantage bien momentané et relatif seulement à la durée du bail actuel, la considération de cette charge devant entrer dans les spéculations des baillistes futurs, pour diminuer en même proportion les conditions sous lesquelles ils consentent de traiter.

Le vingtième est une imposition de quotité où la distraction d'une portion quelconque du produit de chaque propriété foncière domaniale au profit du fisc est inutile, puisqu'en ce cas, il s'imposerait lui-même à son profit. Cet asservissement des biens domaniaux à la loi commune pourrait être utile dans le cas d'une imposition perceptible et sans objet dans le cas d'une prestation pécuniaire perceptible sur la somme représentative du produit, lorsque cette somme entière a sa destination au trésor du prince (17).

B. — *Les biens ecclésiastiques*

En dépit des termes généraux de l'édit de 1749, les biens du clergé ne sont assujettis à l'imposition du vingtième du revenu qu'à compter d'un arrêt du conseil d'état du 25 novembre 1756 (18).

Le préambule de cet arrêt est ainsi rédigé : « (Le roi) ayant été obligé d'établir une imposition extraordinaire sur ses sujets par son édit du mois de décembre 1749 et ce secours ne se trouvant pas encore suffisant pour fournir aux charges qui l'ont occasionné, Sa Majesté est trop persuadée du zèle du clergé de ses états, pour douter qu'il ne se fasse un devoir de concourir au soutien de ces mêmes charges par un don gratuit qui, proportionné au revenu des bénéfices dont il jouit, peut être évalué à la somme de 150.000 livres de France dont la répartition, faite avec

(17) Bibliothèque Municipale de Nancy, Fonds Lorrain, n° 7.918.

(18) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. IX, p. 301 : Arrêt du Conseil d'Etat de Lorraine concernant la répartition du don gratuit du clergé, du 25 novembre 1756. Voir à la suite, l'ordonnance d'exécution de l'intendant du même jour.

égalité par les ordres et sous les yeux des supérieurs ecclésiastiques, n'ôtera point aux ministres de l'église les secours nécessaires pour accomplir déceimment les fonctions spirituelles qui leur sont confiées ».

A la suite de cet arrêt, l'assemblée du clergé s'étant réunie ne put parvenir à un accord et fit des remontrances au roi de Pologne, en attirant l'attention du souverain sur le fait que l'imposition du vingtième existant déjà depuis sept ans, la grande majorité des dettes qui occasionnèrent cette perception devait être remboursée. Finalement, le clergé proposa au souverain un don gratuit de 100.000 livres pour les biens situés en Lorraine et de 120.000 livres si on exemptait le clergé lorrain pour les biens qu'il possédait en France même.

Pour couper court à toute discussion, un arrêt du conseil des finances (19) du 11 juin 1757 imposa les revenus du clergé sur le même pied que les biens laïcs. Devant le danger de cette imposition sur le revenu réel, les évêques de Metz, Toul et Verdun firent des représentations au roi de Pologne et, finalement, un arrêt du conseil royal des finances (20) fixa le montant du don gratuit à 130.000 livres à verser chaque année en quatre termes égaux à compter du 1^{er} octobre 1756.

Les évêques étaient chargés par le même arrêt de la répartition et du contentieux de ce don gratuit.

Il faut noter que le clergé ne participa au second vingtième qu'à compter du 1^{er} octobre 1759, alors que celui-ci fut perçu sur les biens laïcs à partir du 1^{er} janvier 1757. A cette occasion, la somme représentative du premier vingtième fut ramenée de 130.000 à 120.000 livres à compter du 1^{er} janvier 1761, le deuxième vingtième fut fixé à 100.000 livres (21).

(19) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. IX, p. 359 : Arrêt du Conseil Royal des Finances concernant le vingtième des biens ecclésiastiques, du 11 juin 1757. Voir à la suite, l'ordonnance d'exécution de l'intendant du 13 juin 1757.

(20) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. IX, p. 382 : Arrêt du Conseil, du 26 novembre 1757. Voir à la suite, l'ordonnance d'exécution de l'intendant du 19 décembre 1757.

(21) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. X, p. 152 : Arrêt du Conseil Royal des Finances concernant le don gratuit du clergé, du 6 juillet 1761, et ordonnance d'exécution de la Galaizière, du 7 juillet 1761.

C. — *Les biens des officiers suisses*

Les biens de ces officiers furent exempts du vingtième jusqu'en 1763, date à laquelle le contrôleur général décida de les soumettre au régime de droit commun. Devant les représentations des officiers, une enquête fut décidée et l'imposition suspendue. Une lettre du contrôleur général du 17 décembre 1776 nous apprend que les prétentions des officiers suisses furent rejetées.

D. — *Les biens de l'Ordre de Malte*

Malgré les réclamations des chevaliers, ces biens furent soumis à la législation de l'édit de 1749, tout au moins en ce qui concerne ceux possédés par les chevaliers non profès. Seuls sont exempts les biens de l'Ordre lui-même et les pensions des chevaliers profès et non profès (22).

E. — *Dispositions particulières*

Pour être complet, il convient de signaler que les chirurgiens, laboureurs, admodiateurs de terres et gens à la journée étaient exempts du vingtième, à moins d'exercer une autre profession (23).

SECTION III

L'application de l'édit de 1749

Aux termes de l'article 12 de l'édit de 1749, l'intendant doit nommer des préposés chargés de recevoir les déclarations des propriétaires et usufruitiers assujettis au vingtième (24). En

(22) GRANDSIRE, *op. cit.*, p. 131. Voir également lettre de la Galaizière à Viot, du 26 juin 1756 (A. M. M. C 434). Voir également *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. IX, p. 282 : Arrêt du Conseil Royal des Finances qui exempte du vingtième les biens de l'Ordre de Malte, du 18 juin 1756. A la suite, ordonnance d'exécution de l'intendant.

(23) GRANDSIRE, *op. cit.*, p. 133, citant le rôle de Vézelize.

(24) *Recueil des ordonnances*, T. VIII, p. 146, l'article 12 est ainsi rédigé : « Et pour fixer le vingtième du revenu des biens qui y sont sujets, ordonnons que les propriétaires et usufruitiers desdits biens fourniront dans la quinzaine du jour du présent édit des déclarations exactes à ceux qui seront préposés à cet effet et en la forme qui leur sera prescrite par notre très cher féal Chancelier commissaire départi pour l'exécution de nos ordres, le sieur de la Galaizière ».

exécution de cet édit, de la Galaizière prend une ordonnance d'exécution le 23 mars 1750 (25) qui institue le bureau des vingtièmes de Lunéville et indique les formalités à respecter pour la confection des déclarations, ces déclarations servant de base à l'établissement des rôles.

§ 1. — PUBLICITÉ DES ORDONNANCES.

LE PERSONNEL DES VINGTIÈMES

Pour publier les ordonnances relatives aux vingtièmes, de la Galaizière se sert du personnel administratif préexistant : subdélégués, officiers municipaux et syndics. Par une lettre adressée au subdélégué de Lunéville, nous connaissons la procédure suivie : « Voici, monsieur, des exemplaires en placard et en cahier de l'édit du roi, du mois de décembre dernier, pour l'imposition du vingtième à la suite duquel sont un arrêt du conseil du 21 de ce mois et mon ordonnance du 23, des modèles de déclaration pour les maisons des villes, et des modèles de déclaration pour les biens des campagnes. Vous aurez agréable d'envoyer aussitôt, dans chaque communauté de votre subdélégation, un exemplaire de l'édit en placard et un en cahier avec deux modèles de déclaration pour les maisons des villes et quatre modèles pour les biens des campagnes. Ceux que vous chargerez pour les porter dans les communautés les remettront entre les mains du syndic, du maire ou, en leur absence, à un autre officier de chaque communauté dont ils tireront des reçus par écrit en marge d'un état général des communautés que vous leur donnerez et que vous m'adresserez ensuite.

Vous recevrez des officiers municipaux des villes, syndics et maires des communautés, les déclarations conformes aux modèles auxquelles ils joindront un état contenant simplement les noms des personnes qui les leur auront remises, ainsi qu'il est expliqué dans mon ordonnance du 23 de ce mois, et m'adresserez ensuite le tout à mesure que ces déclarations rentreront.

Vous recevrez directement celles qui vous seraient remises par les gentilshommes et autres exempts et me les renverrez de même.

(25) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. VIII, p. 147.

Vous m'adresserez aussi un exemplaire de l'édit certifié de la publication dans les villes et chefs-lieux (26). »

Les déclarations des contribuables sont centralisées au bureau de l'intendance et, de là, transmises au bureau des vingtièmes, créé par de la Galaizière, à Lunéville.

Ce bureau, sous les ordres d'un directeur, se compose de quinze, puis dix-sept contrôleurs. Des agents ambulants parcourent les duchés pour vérifier la sincérité des déclarations. Sur le vu des déclarations, le bureau des vingtièmes est chargé d'établir les rôles qui sont rendus exécutoires par l'intendant. Tout ce personnel est placé sous la surveillance de l'intendant.

§ 2. — LA DÉCLARATION

La déclaration d'impôt est le fait du contribuable : elle concerne les revenus visés aux articles 2 et 3 de l'édit de décembre 1749, c'est-à-dire ceux des propriétés non bâties, moulins, forges, fourneaux et autres usines, cens, rentes, dîmes, champarts, droits seigneuriaux, péages, passages, droits de pont, bac et rivière, droits de canaux, les revenus des maisons situées dans les villes, louées ou non, ceux des maisons de campagnes louées. Les villes et communautés doivent également faire une déclaration de leurs revenus patrimoniaux et d'octroi.

Ces déclarations sont collectées par les officiers municipaux et syndics et ensuite remises aux subdélégués. Nous notons le privilège des gentilshommes qui peuvent s'adresser directement au subdélégué pour tout ce qui concerne leur déclaration, ce privilège ne concerne que les gentilshommes habitant la campagne, car on ne veut pas qu'il y ait des indiscrétions sur le montant

(26) Lettre de la Galaizière à Viot du 20 mars 1750 (A. M. M. C 433).

(27) Lettre de la Galaizière à Viot du 3 août 1753 (A. M. M. C 433) : « Quoique j'ai lieu de penser, monsieur, que tous les contrôleurs que j'ai établis pour la vérification des rôles des vingtièmes de cette province ne s'écartent point dans leur conduits et ne donnent pas lieu aux contribuables de se plaindre d'eux avec fondement... je désire que vous preniez la peine de vous informer avec ménagement et sans faire d'éclat en parlant aux syndics, maires, gens de justice ou autres personnes avec lesquelles vous êtes en relation et que vous êtes à portée de voir souvent si ces contrôleurs se transportent exactement dans chaque endroit, s'ils n'exigent et ne reçoivent rien sous prétexte de frais de nourriture ou même de transport d'un village à un autre, enfin s'ils ne sont pas à charge à certaines personnes ou s'ils n'ont point de complaisance trop marquée pour d'autres ».

de leurs revenus. Ceux qui résident en ville doivent s'adresser aux officiers municipaux qui sont dans l'obligation d'établir un bureau spécial à l'hôtel de ville (28).

La vérification de ces déclarations est l'œuvre des contrôleurs, mais l'intendant, pour leur donner une ligne de conduite, s'informe auprès de ses subdélégués de tous les éléments qui peuvent amener à une imposition sur le revenu réel (29).

Les déclarations doivent être faites dans la quinzaine de la parution de l'édit de 1749. Toute déclaration tardive est sanctionnée par le paiement du double du vingtième et toute fausse déclaration par le paiement du quadruple (30).

§ 3. — LA CONFECTION DES RÔLES

Tant que l'intendant a la charge de l'établissement des rôles et du recouvrement du vingtième, les rôles ne sont prévus que pour les revenus soumis à la déclaration. Quand la chambre des comptes lui succéda dans ces attributions, il y eut désormais des rôles pour tous les vingtièmes abonnés : biens fonds, industrie, charges et offices (31).

Les vingtièmes sont totalisés sous les rubriques suivantes (32) :

A. — *Vingtièmes des biens fonds de toute nature.*

- a) Vingtièmes des maisons des villes ;
- b) Vingtièmes des bourgs et villages ;

(28) Lettre de la Galaizière à Viot du 2 avril 1750 (A. M. M. C 433).

(29) Lettre de la Galaizière à Viot du 2 avril 1750 (A. M. M. C 433) : « Mon intention étant, monsieur, de mettre à la tête des rôles des vingtièmes la fixation du prix des productions de la terre, je ne vous parle pas des grains parce que je sais à quoi m'en tenir sur cet article, mais il est nécessaire que je sache à quoi l'on évalue, année commune, le produit net dans votre subdélégation du jour de vigne et de la fauchée ou toute autre mesure de pré. S'il y a sur cela une fixation certaine qui serve de règle pour le jugement des difficultés lorsqu'elles se présentent et si cette fixation a lieu pour toute l'étendue de votre subdélégation ou si elle est différente par prévôtés, cantons ou communautés, car il convient que vous me fassiez le détail le plus exact pour me mettre en état d'en faire usage.

Dans le même sens : Lettre de la Galaizière à Viot, du 30 décembre 1750 (A. M. M. C 433) : le subdélégué doit envoyer le dernier compte des revenus patrimoniaux et octrois de Lunéville pour que l'intendant connaisse les revenus sujets au vingtième et ceux qui en sont exempts.

(30) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. VIII, p. 142 : Edit du mois de décembre 1749, article 12.

(31) GRANDSIRE, *op. cit.*, p. 79.

(32) P. BOYÉ : *Budget de la province de Lorraine et Barrois*, Nancy, 1896, p. 42.

- c) Vingtièmes des biens communaux et octrois des villes ;
- d) Vingtièmes des biens de l'Ordre de Malte.

B. — *Vingtièmes de l'industrie.*

- a) Vingtièmes de l'industrie des villes ;
- b) Vingtièmes de l'industrie des bourgs et villages sur les grandes routes de Lorraine et Barrois ;
- c) Vingtièmes de l'industrie des juifs.

C. — *Vingtièmes des offices de juridiction royale.*

D. — *Vingtièmes des parties prenantes de l'Etat du Roi.*

E. — *Vingtièmes retenus sur les appointements des commis et employés des fermes.*

Ces rôles sont soumis pour examen à l'intendant qui les vise et les rend exécutoire (33).

(33) A titre d'exemple, nous donnons ici la teneur d'un de ces rôles :

Vingtième	LORRAINE ET BARROIS				
Année 1754	Recette de Pont-à-Mousson				
n° 12	Subdélégation dudit				
Biens fonds	Grains				
	Valeur en fonds	-	Revenus	-	Mesure de Poids - Prix
					Froment
					Méteil
					Seigle
					Avoine
					Orge
					Pois
					Lentilles
Biens communaux et d'octrois de la ville de Pont-à-Mousson.					

Antoine Martin de Chaumont, Chevalier, Marquis de la Galaizière, Chancelier, Garde des Sceaux, Intendant de justice, police et finances, Marine, Troupes, Fortifications et Frontières de Lorraine et Barrois.

Rôle des sommes dues au Roi par les y dénommés pour raison des biens ci-après détaillés portant revenus et situés dans la ville et sur le territoire de Pont-à-Mousson en la présente année mil sept cent cinquante quatre pour le vingtième du revenu desdits biens à eux appartenant en exécution de l'édit de Sa Majesté du mois de décembre mil neuf cent quarante neuf.

Les Maire, Echevins, Conseillers et Receveurs de l'Hôtel de Ville de Pont-à-Mousson pour le vingtième revenant au roi tant sur les biens communaux et d'octrois que sur les parties ci-après détaillés dont ils feront la retenue.

Les dénommés au présent rôle, leurs représentants ou ayants cause à quelque titre que ce soit, leurs fermiers ou régisseurs, locataires ou autres débiteurs seront contraints en vertu du présent, par toute voie, ainsi qu'il est accoutumé pour les deniers de Sa Majesté, entre les mains et sur les quittances du receveur des deniers communaux de ladite ville, dans les termes portés par notre ordonnance du 23 mars dernier, et faute d'y avoir satisfait, pourra ledit receveur de la ville faire ses diligences, par voie de contraintes et saisie

§ 4. — LE RECouvreMENT

Le recouvrement du vingtième se fait de trois manières :

A. — *La perception directe.*

Cette méthode fut employée par l'administration lorsque le revenu imposable donne lieu à déclaration.

Une fois visés par l'intendant, les rôles sont remis aux receveurs particuliers des finances (34) qui les transmettent aux receveurs des hôtels de ville et aux collecteurs dans les communautés.

Ces collecteurs sont élus par les habitants au prorata de l'importance de la population. De la Galaizière, pour la première levée, utilise les collecteurs de la subvention. Par la suite, on procéda à l'élection de collecteurs spéciaux pour les vingtièmes.

dont les frais demeureront à la charge des dits redevables qui seront en retard de payer et ce par préférence à tous créanciers, douaires et autres dettes privilégiées ou hypothécaires de quelque nature qu'elles soient, même aux autres deniers de Sa Majesté.

Seront lesdits receveurs des villes tenus d'en faire le recouvrement à la remise de quatre deniers pour livre à leur profit et de payer le surplus du montant dudit rôle es mains dudit receveur des finances en exercice du ressort duquel ils dépendent à peine d'y être contraints en leurs propres et privés noins et comme pour les deniers de Sa Majesté.

Et sera le présent rôle remis à la diligence du receveur des finances audit receveur de l'hôtel de ville qui sera tenu de le faire publier en la manière accoutumée au plus prochain jour de fête, ou de dimanche qui suivra à ce que personne n'en ignore. Ceux qui croiront avoir droit de s'opposer à l'exécution de quelques articles du présent rôle ne pourront le faire que par requêtes qu'ils Nous adresseront ou remettront à nos subdélégués, pour Nous être par eux envoyées, dans les trois mois du jour de sa publication et en justifiant des quartiers échus suivant l'usage pour le recouvrement des deniers royaux, faute de quoi lesdites requêtes seront rejetées et ledit rôle exécuté selon sa forme et teneur.

(signé) : De la Galaizière.

Je soussigné, commissaire du Roy, receveur des finances, reconnais avoir reçu de Monsieur Trocquer, receveur de l'Hôtel de Ville de Pont-à-Mousson, la somme de quatre cent quatre vingt sept livres huit sols neuf deniers dans laquelle somme les taxations sont comprises et lui ont été remises cejourd'hui à Pont-à-Mousson, ce 23 juin 1755 (signé) Illisible.

En espèces pour 479 L 6 S 5 d

Taxations pour 8 2 4

Sept sols au porteur.

487 8 9

(34) Lettre de la Galaizière à Viot, du 23 septembre 1760 (A. M. M. C 434) relative au vingtième de l'année 1758. Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. IX, p. 215 : Les rôles primitivement devaient être arrêtés par le Conseil des Finances, mais pour accélérer le recouvrement de l'imposition, un arrêt du 21 mars 1750 ordonna que les rôles et états arrêtés par l'intendant seraient exécutés selon leur forme et teneur.

Tous ces préposés sont responsables du recouvrement des sommes portées sur le rôle, mais ils ont la faculté de demander le remboursement des sommes qu'ils ont acquittées au receveur particulier et dont ils n'ont pu faire le recouvrement sur les contribuables. L'intendant statue sur ce remboursement. Les préposés ont des pouvoirs de contrainte et de saisie (35).

Leur salaire consiste en quatre deniers par livre perçue. Ce salaire fut supprimé lorsque la chambre des comptes s'occupa de la répartition des vingtièmes (36).

Les sommes perçues sont versées au receveur particulier des finances, lequel, à son tour, fait un versement au receveur général.

Les gentilshommes, comme en matière de déclaration, ont la possibilité de verser leur imposition entre les mains des receveurs particuliers.

B. — *La perception par rôles intermédiaires.*

Cette méthode fut employée en matière de vingtièmes d'industrie quand les vingtièmes furent abonnés. Les rôles d'imposition (37) sont adressés aux receveurs particuliers, lesquels les notifient aux maîtres jurés des corps et confréries pour les lieux de leur résidence, aux maires et officiers municipaux dans les autres lieux. Ces derniers les notifient, à leur tour, aux maîtres jurés.

En l'absence de corps ou confréries, les officiers municipaux font élire des assesseurs par les gens de même métier et répartissent avec leur aide le montant de l'imposition (38).

(35) Voir la note (1) de la page précédente.

(36) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, T. X, p. 8.

(37) Avant la mise en application du système de l'abonnement, l'imposition des vingtièmes d'industrie se faisait sur la base du quart de la subvention proprement dite. En effet, de la Galaizière avait ordonné de ne pas tenir compte de l'imposition des Ponts et Chaussées, de celle de la maréchaussée et des impositions extraordinaires pour leur calcul. (Lettre de la Galaizière à Viot, du 26 août, 1752, A. M. M. C 433).

(38) Une difficulté surgit à ce propos : « Il m'a été fait, Monsieur, quelques représentations sur ce que dans l'envoi qui a été fait aux receveurs des finances des rôles de l'industrie dans les villes pour la présente année 1754, il n'avait point été joint comme dans les précédentes des feuilles particulières pour chaque corps, que ce prétendu défaut de forme causait quelques inquiétudes aux contribuables et même aux officiers des hôtels de ville sur les billets que les receveurs des finances délivrent aux contribuables pour leur demander les sommes portées dans les états que je leur ai envoyés. Pour ôter aux uns et

C. — *La perception par prélèvement et utilisation d'intérêts opposés.*

Ces perceptions n'appellent pas d'observations particulières. La première concerne tous les revenus susceptibles d'être imposés et payés par les receveurs des finances. L'Ancien Régime a trouvé plus simple d'opérer par prélèvement à la source.

La perception par utilisation des intérêts opposés concerne les créances de toute nature qui ne sont pas garanties par des hypothèques. D'une façon générale, il est interdit à tout débiteur de se libérer envers son créancier si celui-ci n'a pas acquitté le vingtième sur sa créance (39).

§ 5. — *Contrôle - Contentieux*

Pour contrôler la perception des vingtièmes, de la Galaizière avait prescrit aux greffiers et aux maires « de donner des états par eux certifiés véritables de ce que les corps et communautés doivent de rentes pour lesquelles il n'y a point de biens-fonds hypothéqués ». De même, les officiers municipaux, maires et syndics devaient fournir tous renseignements nécessaires sur les mutations (40). Ces dispositions furent reprises par la chambre des comptes.

Toute situation douteuse étant interprétée dans l'intérêt de l'administration, on conçoit que les demandes de dégrèvement furent nombreuses, les contribuables ayant trois mois à compter

aux autres tout ombrage, je viens de faire expédier par duplicata les mêmes états de l'industrie sur chaque ville et je vous envoie ci-joint ceux qui concernent les villes dépendantes de votre arrondissement pour que vous les remettiez ou fassiez remettre aux officiers desdites villes en les chargeant d'avertir les contribuables que ces états sont remis en dépôt dans leur greffe pour y avoir recours en cas de besoin et vérifier si les demandes que les receveurs font y sont conformes. Vous préviendrez au surplus les mêmes officiers qu'à l'égard de la répartition de cette imposition pour cette année, il n'y a rien de changé aux ordres que j'ai donnés pour les précédentes auxquels ils doivent se conformer. (Lettre de la Galaizière à Viot, du 7 juillet 1754, A. M. M. C 433).

(39) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VIII, p. 142 : Edit du mois de décembre 1749, article II.

(40) *Grandsire, op. cit.*, p. 71, citant une ordonnance de la Galaizière et la référence : Bibliothèque municipale de Nancy, Fonds Lorrain, 6.381 IX.

de la publication du rôle pour les formuler (41). Les requêtes adressées à l'intendant doivent porter en tête le nom et le numéro de la recette, le nom et le numéro de la communauté, le numéro de l'article dont il est question. Ces formalités furent maintenues par la chambre des comptes (42).

Nous avons trouvé aux archives de Meurthe-et-Moselle deux requêtes relatives à des dégrèvements parmi les nombreuses y figurant, qui méritent d'être citées par ce qu'elles nous éclairent sur les pouvoirs de l'intendant.

La première est relative au dégrèvement des quarts en réserve des bois communaux. Voici la réponse de l'intendant à son subdélégué :

« Le conseil ayant admis, monsieur, les représentations qui lui avaient été faites sur ce qu'en imposant au vingtième les bois que possèdent les communautés, on y comprenait également les quarts en réserve et la haute futaie quoiqu'ils ne fussent d'aucun produit. On attendit que les officiers de maîtrise eussent achevé pour connaître l'objet des quarts en réserve et de la haute futaie et fixer relativement le vingtième des bois des communautés : il résulte des états qu'ils remirent qu'en faisant la distraction qu'on demandait, une partie des communautés avait été trop imposée et l'autre ne l'avait pas été assez. Mon père fut donc dans la nécessité d'expédier des décharges au profit des communautés surchargées et d'arrêter des rôles de supplément contre celles qui les doivent supporter, mais le montant des décharges et celui des suppléments ayant paru trop considérables pour avoir lieu en une seule année, mon père n'imposa, en 1757, que la moitié des suppléments et n'accorda que la moitié des décharges. La même opération devait se faire en 1758, mais les circonstances ayant suspendu l'arrêté et le recouvrement des rôles pour cet exercice, il n'a pas été possible de faire la répartition, de la deuxième moitié des suppléments sur les bois des commu-

(41) Voir cependant : Lettre de la Galaizière à Viot du 31 janvier 1761 (A.M.M. C 434). L'intendant veut arrêter les comptes des vingtièmes pour les exercices 1757 et 1758 au premier avril 1762 ; en conséquence, les particuliers auront jusqu'au 15 mars pour se plaindre de leur taxe.

(42) Lettre pour l'exécution des vingtièmes du 26 juillet 1750 dans *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VIII, p. 190.

nautés aussitôt qu'on se l'était proposé. Je viens d'arrêter l'état et je vous envoie celui qui concerne les communautés de votre département. Vous verrez que j'ai fixé, au 20 mars, la rentrée des sommes qu'elles doivent payer » (43).

La seconde concerne les contribuables doublement imposés :

« Sur les états qui me furent envoyés, l'année dernière, des commerçants et artisans des villes de Lunéville, Rambervillers et Badonvillers pour parvenir à l'imposition du vingtième de leur industrie, j'en ai expédié mes mandements en conséquence sur le pied du quart de la subvention (non compris les ponts et chaussées, maréchaussée, ni autres impositions extraordinaires) de chaque corps ou profession à répartir entre les maîtres, le fort portant le faible.

Plusieurs m'ont fait des représentations sur ce qu'ils sont compris dans autant de rôles qu'ils exercent de différentes professions ou de nature de commerce ou même qu'ils vendent de marchandises, et les jurés ou autres préposés à la répartition, se fondent sur ce que mes mandements ordonnent que l'on sera réparti par chaque espèce de profession. Cela pourrait se maintenir ainsi dans le cas où ces différents commerçants et artisans ne seraient taxés dans chaque corps que proportionnellement à chaque profit qu'ils sont censés y faire, mais comme tous les corps sont imposés au quart de la subvention dans lequel quart est entré celui de chaque commerçant et artisan, il s'ensuit que tel qui sera employé dans plusieurs rôles y sera compris pour autant de quart de subvention, ce qui opère une surcharge.

Pour faire cesser cet inconvénient, il paraît plus naturel de ne comprendre une même personne que dans un seul rôle, c'est-à-dire pour son principal commerce ou sa profession la plus apparente et le retirer des autres rôles, ce qui ne portera préjudice à aucun corps par le parti que je prendrai de ne le taxer que proportionnellement à la subvention des membres dont il sera composé » (44).

(43) Lettre de la Galaizière à Viot du 18 février 1761 (A.M.M. C 434).

(44) Lettre de la Galaizière à Viot du 26 août 1752 (A.M.M. C 433).

CHAPITRE III

Les impôts indirects

En France, on peut distinguer deux sortes d'impôt indirects : ceux qui furent établis sous la monarchie tempérée (Gabelle - Aides - Traités) et ceux qui furent établis aux XVII^e et XVIII^e siècles (Monopole de la vente du tabac - Impôt du timbre - Cenfème denier).

La Lorraine ne connut pas les impôts créés sous la monarchie tempérée.

La vente du sel y jouissait d'une franchise absolue. Les ducs de Lorraine possédaient quelques salines. A l'arrivée de Stanislas, ces salines continuèrent à être exploitées au profit du domaine comme s'il s'agissait d'un bien de particulier. Leur étude n'a pas de place dans ce chapitre.

Le mot « aide » a eu successivement deux sens. Dans un sens large, il désigna, en France, les subsides extraordinaires et temporaires que les rois de France obtenaient des seigneurs et des villes. Dans un second sens plus étroit, il désigna un impôt indirect levé sur la vente de certains objets de consommation. Pour notre étude, nous devons l'entendre dans le second sens, mais à la différence de ce qui se passait en France, où les aides proprement dites ne se levaient que dans les ressorts des cours des aides de Paris et Rouen, la Lorraine connut des impositions locales avec des noms différents et des combinaisons diverses qui, si au point de vue financier elles étaient assimilables à des impôts indirects, n'en étaient pas moins d'origine féodale.

Les traités correspondaient à nos droits de douane modernes. La Lorraine étant sous l'administration de ses ducs au moment

de l'établissement des cinq grosses fermes en France, fut traitée, après l'avènement de Stanislas, comme pays étranger. La province commerçait directement avec l'étranger sans paiement de droits, mais en revanche, dans son commerce avec le reste du royaume, elle payait les mêmes droits que ceux établis pour le commerce des autres provinces françaises avec l'étranger. Le rôle de l'intendant à l'égard de l'application de ces droits de douane doit donc, être étudié.

Enfin, la Lorraine connut les impôts indirects créés aux XVII^e et XVIII^e siècles, tels que le monopole du tabac, l'impôt du timbre, le droit de contrôle ou d'enregistrement, le centième denier. A cet égard, une place spéciale doit être réservée aux droits d'amortissement, nouvel-acquêt et franc-fief, qui, malgré leur origine féodale, étaient en fait de véritables impôts et, comme tels, de la compétence de l'intendant.

SECTION I

Les impôts de consommation perçus au profit du Roi

Nous éviterons de les désigner par le mot « aides », car ils étaient d'origine tout à fait différente. L'exemple le plus frappant en est le droit de copel perçu à Lunéville sur les grains amenés et vendus dans l'enceinte de la ville. La perception de ce droit avait été confiée à un fermier, mais toutes les contestations étaient du ressort de l'intendant. En 1755, le fermier se prétendit fondé à percevoir ce droit sur les avoines qu'on conduisait dans les magasins de la gendarmerie ; à cet effet, il adressa une requête au contrôleur général des finances. Sur renvoi de ce dernier, l'intendant demanda des éclaircissements à son subdélégué pour lui permettre de statuer en connaissance de cause. La solution de cette contestation ne figure pas aux archives.

La Lorraine ignorant le principe des aides (les impositions que nous leur assimilons n'étant que des impositions féodales perçues par les ducs en tant que seigneurs, puis par le domaine royal comme leur ayant droit), on conçoit qu'un effort fut effectué

(1) Lettre de la Galaizière à Lasnière des 17 avril 1775 et 26 décembre 1776 (A.M.M. C 435).

par la monarchie pour supprimer toute imposition qui n'était pas domaniale (nous retrouverons la même politique en matière de droit de douane). Un arrêt du conseil du 20 juin 1783 supprima, par exemple, le droit de copel et de cueillerotte sur les grains vendus et amenés dans la ville de Neufchâteau à défaut par les sieurs Mouginot, de Moncourt ; Vallée, d'Ousseville ; de Saint-Léger et Rollin d'avoir produit, dans le délai prescrit, les titres constitutifs des droits dont ils se prétendaient propriétaires (2).

SECTION II

Les douanes en Lorraine

La Lorraine restant étrangère au système des cinq grosses fermes, son commerce avec l'étranger était entièrement libre. Seules paient des droits de douane, les marchandises importées et exportées avec la France. La Lorraine, à cet égard, doit être distinguée des provinces réputées étrangères (3). Cette situation explique la pauvreté des documents relatifs aux droits de douane, car il n'y a pas de bureau des fermes en Lorraine (4). Mais si

(2) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 308. Cet arrêt a été publié par ordonnance de l'intendant du 20 octobre 1783.

Citons dans le même sens un arrêt du Conseil concernant le droit de langues du 23 avril 1779 (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 222) : l'intendant doit vérifier les titres en vertu desquels les titulaires de ce droit perçu sur les viandes se vendant dans les boucheries fondent leur perception. Dans le même sens : Lettre de la Porte à Lasnière du 31 mai 1779 (A.M.M. C 436) et arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui ordonne que, dans les six mois, tous seigneurs ou propriétaires de droits sur les grains seront tenus de représenter leurs titres de propriété (Cet arrêt est daté du 13 août 1775 et de la Galaizière prit à la suite une ordonnance d'exécution le 6 septembre 1775, A.M.M. C 311).

(3) Colbert avait supprimé, sauf quelques exceptions, tous les droits levés précédemment dans l'étendue de l'enceinte des cinq grosses fermes formée par les limites extérieures de la Picardie, la Champagne, la Bourgogne, le Poitou, le Berry, le Bourbonnais et l'Anjou. Les marchandises qui circulaient dans l'étendue de cette enceinte ne devaient aucuns droits, ni par mer, ni par terre. Les provinces qui n'avaient pas accepté la réforme de Colbert étaient réputées étrangères, elles avaient conservé entre elles et dans leur enceinte de nombreux péages locaux. Voir à ce sujet : *A. Esmein, Cours élémentaire d'histoire du droit français*, Paris, 1921, p. 560 : « Les marchandises qui circulaient dans ces différentes provinces réputées étrangères payaient les droits des provinces dont elles sortaient, de celles dont elles empruntaient le passage et de celles pour lesquelles elles étaient destinées ».

(4) Les employés des fermes semblaient cependant avoir le droit d'instrumenter en Lorraine. En 1760, un procès-verbal de saisie d'un fusil est dressé par eux, à Rambervillers. Sur le vu de ce procès-verbal, l'intendant demande à son subdélégué de Lunéville tous renseignements nécessaires pour prendre une décision en connaissance de cause (Lettre de la Galaizière à Lanière du 12 février 1760, A.M.M. C 434).

les Lorrains sont réputés étrangers effectifs, ils n'en sont pas moins régnicoles et, à ce titre, ils méritent un traitement de faveur.

En 1782, le sieur Liot, propriétaire de la manufacture de Bonsecours à Nancy, fait importer, en Lorraine, des outils destinés à son industrie. Ces outils sont arrêtés par les employés du bureau de la ferme de Saint-Dizier, en vertu des dispositions de l'arrêt du 15 mars 1782. Après avis de de la Porte, le contrôleur général ordonne aux employés de la ferme de remettre à Liot les outils saisis. L'intendant doit cependant veiller à ce que les outils ne sortent pas de Lorraine vers l'étranger effectif (5).

De même, en 1785, le sieur de Myon, propriétaire de la forge de Dainville, demande la modération des droits auxquels il est assujéti pour les charbons et minerais qu'il fait venir de Champagne et pour les fers qu'il expédie dans cette province. L'intendant, consulté par de la Boullaye sur la décision à prendre, répond : « S'il est vrai que les fers soient assujettis, à leur entrée en Lorraine, à un droit assez onéreux, il est également certain que cette denrée se vend beaucoup plus cher dans le royaume qu'on ne la vend en Lorraine. Par conséquent, il y a compensation du paiement des droits... Je pense aussi que la modération des droits qu'il sollicite doit être très faible, autrement ce particulier acquerrait sur les autres maîtres de forges lorrains un avantage trop considérable » (6).

Pour être complet, signalons que l'intendant publie toutes les dispositions relatives aux douanes qui intéressent les commerçants lorrains (7).

(5) Lettre à l'intendant de Lorraine du 13 novembre 1782 (A. Meuse C 15).

(6) Lettre de l'intendant à de la Boullaye du 19 septembre 1785 (A. Meuse C 15).

(7) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 492 : Arrêt du Conseil d'Etat du 2 janvier 1781 qui ordonne qu'à compter du jour de la publication, les fers en tôle venant de l'étranger acquitteront à toutes les entrées du royaume trente sols du quintal. Ordonnance de publication de l'intendant du 3 février 1781.

Recueil des ordonnances de Lorraine, t. XV, p. 131 : Arrêt du Conseil qui proroge pour six ans, à compter du 14 février 1783, les soixante livres par quintal imposées à toutes les entrées du royaume sur les armes blanches étrangères et l'exemption de tous droits à la circulation sur vingt mille de celles venant de la manufacture de Kugental en Alsace. Du 24 octobre 1782 et ordonnance de publication de l'intendant du 18 novembre suivant.

Recueil des ordonnances de Lorraine, t. XIV, p. 572 : Arrêt du Conseil du 25 octobre 1781 qui fixe à 10 % les droits que doit payer à l'entrée du royaume

SECTION III

Les impôts indirects des 17^e et 18^e siècles

§ 1. — LE MONOPOLE DES TABACS

C'est un arrêt de la chambre des comptes de Lorraine qui nous révèle ce monopole (8). Il fixe le prix auquel sera vendu le tabac râpé chez les débitants et ordonne aux officiers municipaux des villes où il y a octroi et aux directeurs et régisseurs des droits sur lesquels portent les sols pour livre établis par l'édit de décembre 1781 (9) d'en déposer les états au greffe de la chambre à l'effet d'être classés et tarifés conformément aux dispositions de l'édit.

Cet arrêt était un empiètement de la chambre des comptes sur les pouvoirs de l'intendant. Celui-ci fit rendre un arrêt du conseil cassant la décision de la chambre des comptes et renvoyant la décision au commissaire départi (10).

la bonneterie étrangère et à 5 % celle des provinces réputées étrangères lors de son entrée dans les cinq grosses fermes. Ordonnance de publication de l'intendant du 29 octobre 1781.

Recueil des ordonnances de Lorraine, t. XV, p. 126 : Arrêt du Conseil du 13 septembre 1782 qui ordonne que les fils blancs, retors et simples tant de lin que de chanvre paieront à toutes les entrées du royaume 14 livres par quintal et les sols pour livre. Ordonnance de publication de l'intendant du 19 octobre 1782.

Recueil des ordonnances de Lorraine, t. XV, p. 130 : Arrêt du Conseil du 22 octobre 1782 qui ordonne que les rubans de fil teints appelés « Padoux » venant de l'étranger paieront, à toutes les entrées du royaume, le droit uniforme de 20 livres du quintal et des 10 sols pour livre. Ordonnance de publication de l'intendant du 16 novembre 1782.

Recueil des ordonnances de Lorraine, t. XV, p. 367 : Arrêt du Conseil du 13 août 1783 qui impose un droit uniforme de 10 % de la valeur sur les tresses, rubans et cordons de laine et de fil de chanvre venant de l'étranger et fixe leur valeur à 600 livres le quintal. L'intendant ne semble pas avoir pris d'ordonnance de publication à la suite de cet arrêt.

Recueil des ordonnances de Lorraine, t. XV, p. 578 : Arrêt du Conseil du 10 novembre 1784 qui ordonne qu'à compter du 1^{er} janvier prochain, les outils étrangers paieront, à toutes les entrées du royaume, 10 livres par pièce de quinze aunes et les 10 sols pour livre. L'intendant ne semble pas avoir pris d'ordonnance de publication à la suite de cet arrêt.

(8) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 55. Cet arrêt est du 18 mai 1782.

(9) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 58 : Edit portant augmentation des sols pour livre en sus des droits et augmentation du prix du tabac dans les duchés de Lorraine et Barrois, du mois de décembre 1781.

(10) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 80 : Arrêt du Conseil qui casse celui de la Chambre des Comptes de Lorraine du 18 mai 1782 portant fixation du prix auquel le tabac râpé serait vendu chez les débitants, du 27 juin 1782. L'intendant est chargé de l'exécution de cet arrêt.

§ 2. — LE TIMBRE ET L'ENREGISTREMENT

En matière de timbre, la situation est identique : un arrêt, du conseil d'Etat cassa une décision de la chambre des comptes de Bar concernant le nouveau droit de timbre et ordonna l'exécution des édits, déclarations, arrêts et règlements sur le fait de la formule (11). En application de cet arrêt, de la Galaizière fut chargé de l'exécution de la décision du conseil ordonnant que les quittances des droits appartenant tant au roi qu'aux villes et communautés ne pourraient être délivrées que sur papier timbré lorsqu'elles étaient supérieures à cinq sols (12).

Nous n'avons trouvé, dans les archives de l'intendance, qu'une seule décision concernant les droits d'enregistrement : le secrétaire-greffier de l'hôtel de ville de Lunéville demande à être dispensé du droit de centième denier (enregistrement) qu'il doit en qualité de nouveau pourvu. L'intendant lui répond que sa demande ne peut être prise en considération, car il a déjà obtenu une remise considérable sur la taxe de son office (13).

Cependant un édit du roi, d'avril 1771, avait donné à l'intendant le droit de taxer les annoblis qui n'avaient pas acquitté leur droit de confirmation en faisant enregistrer leurs quittances. Nous n'avons pas trouvé de contestations à ce sujet (14).

SECTION IV

Les droits d'amortissement, nouvel-acquêt et franc-fief

La perception de ces droits fut réglée par deux arrêts du conseil d'Etat, l'un du 15 septembre 1766 concernant les droits

(11) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 446 : Arrêt du Conseil d'Etat du 12 novembre 1768. Ordonnance d'exécution de la Galaizière du 13 janvier 1769.

(12) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 663 : Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 3 septembre 1772 et ordonnance d'exécution de la Galaizière du 21 septembre 1772.

(13) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 18 mars 1775 (A.M.M. C 435).

(14) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 349 : Edit du roi concernant la confirmation des annoblis depuis 1715, du mois d'avril 1771.

Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 527 : Arrêt du Conseil du 29 juillet 1783 publié par l'intendant, le 15 septembre 1784.

d'amortissement et de nouvel acquêt (15), l'autre du 29 novembre 1772 concernant le franc-fief (16).

Toutes les contestations concernant ces différents droits étaient de la compétence de l'intendant.

En 1782, le régisseur général des domaines de Lorraine et Barrois assigne les prévôt, doyen, chanoines et chapitre de la collégiale de Commercy d'avoir à payer le droit de nouvel acquêt résultant d'un bail à vie fait par le chapitre à une dame Catherine d'Amerval concernant une maison sise à Commercy et faisant partie de la manse du chapitre. Le régisseur réclame le droit de nouvel acquêt sur les années pendant lesquelles la maison est restée dans le commerce et tant que la maison ne sera pas rendue à sa destination primitive. L'intendant, saisi de l'affaire par une requête du régisseur général, rend une ordonnance dont le dispositif est ainsi rédigé : « Nous, intendant susdit, en vertu des pouvoirs à nous donnés par Sa Majesté, sans nous arrêter, ni avoir égard aux poursuites faites au bailliage de Commercy, ni à l'ordonnance qui y est intervenue, lesquelles sont déclarées incompetentes et nulles... avons débouté les prévôt, doyen, chanoines et chapitre de Commercy de leur demande, faisant droit sur les conclusions du régisseur général des domaines, ordonnons que la contrainte du 19 avril 1770 sera suivie et exécutée, que lesdits prévôt, doyen, chanoines et chapitre de Commercy seront tenus de payer le nouvel-acquêt de ladite maison canoniale louée à la demoiselle d'Amerval, pour chacune des années qui sont écoulées depuis le commencement du bail à vie qui lui a été passé et de continuer à payer ledit droit à l'avenir tant et si longtemps que ladite maison restera dans le commerce et ne sera pas rendue à sa destination primitive (17).

En 1773, les officiers municipaux de Bar-le-Duc ont acquis par adjudication une maison et ses dépendances d'un sieur Jean Lambert. Le régisseur général des domaines a délivré contre eux une contrainte pour droit d'amortissement de cette acquisition à

(15) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 95. A la suite de cet arrêt figure une ordonnance d'exécution de la Galaizière du 28 octobre 1766.

(16) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 708.

(17) Ordonnance de de la Porte du 9 avril 1782 (A. Meuse C 7).

raison du cinquième du prix sans préjudice du droit de nouvel-acquêt. Les officiers municipaux font appel de cette contrainte à l'intendant en soutenant que la maison devant être employée au casernement des cavaliers de la maréchaussée, est exempte du droit d'autant plus qu'elle ne leur est d'aucun rapport et que l'acquisition a été faite sur ordre de l'intendant. Ce dernier rend une ordonnance le 15 octobre 1783 liquidant le droit sur la base du tiers du prix d'acquisition en se référant à une décision du conseil d'Etat du 25 décembre 1782 rendue contre la province de Bourgogne (18).

(18) Ordonnance de de la Porte du 15 octobre 1783 (A. Meuse C 7). Dans le même sens : ordonnance de l'intendant du 4 décembre 1786 pour une acquisition faite par les instituteurs de l'atelier de charité de Bar-le-Duc d'une maison sur l'Ordre de Malte (A. Meuse C 7).

Voir également : Ordonnance de l'intendant du 2 août 1787 pour sous accensement par les officiers municipaux de Bar à François Mathieu de dix-sept pressoirs banaux et du four de la rue de Véel (A. Meuse C 7) ; Rapport du régisseur général des Domaines sur un échange fait par la communauté de Sampigny pour acquérir une maison destinée au maître d'école, du 26 juillet 1780 (A. Meuse C 7).

CHAPITRE IV

Les fermes en Lorraine

L'Ancien Régime ne connut pas de fonctionnaires au sens moderne du mot. Dès qu'une entreprise quelconque était justifiée soit par l'intérêt de l'Etat proprement dit, soit par l'utilité publique, la royauté avait recours à des fermiers. En Lorraine, deux fermes doivent retenir notre attention : celle des poudres et salpêtres et celle des postes, messageries et voitures publiques.

SOUS-CHAPITRE I

LES POUDRES ET SALPETRES EN LORRAINE

SECTION I

Historique

L'extraction du salpêtre en Lorraine fut toujours considérée comme un droit domanial par les ducs bien que le profit de cette extraction fut assez mince (1). La fabrication et la vente de la poudre, au contraire, ne furent que très tardivement réglementées. C'est en 1618 seulement que le duc limita, pour la première fois, le nombre des moulins à poudre. Avant cette date, les poudriers achetaient leur salpêtre et débitaient en toute liberté leurs produits.

(1) *Guillaume de Rogéville : Dictionnaire historique des ordonnances et tribunaux de Lorraine et Barrois*, t. II, p. 424.

Quelle était la situation de ce monopole à la veille de l'arrivée de Stanislas ?

Sous Léopold, par contrat du 1^{er} février 1703, un nommé de Warren était assuré de la fabrication exclusive des poudres et salpêtres en Lorraine pendant trente ans (3). En 1709, ce privilège est étendu au Barrois mouvant pour trente-trois années. Afin de faire concorder la durée des deux arrangements, le contrat initial concernant la Lorraine est prorogé. Ces deux contrats ne concernaient que la production. En ce qui concerne la vente, le duc avait permis au garde de ses magasins de poudres et salpêtres, un nommé Thierry Charles, d'en faire le débit en gros, à l'exception de tous autres et à partir du premier février suivant, avec faculté de désigner, pour la vente au détail, des préposés dont les commissions seraient visées par le grand maître de l'artillerie (4). Enfin, le 22 décembre 1725, le conseil des finances accordait à de Warren la ferme de la « distribution des poudres dans tous les Etats de Son Altesse Royale », pour une durée de six années.

A la cession des duchés, trois poudreries étaient en activité : Nancy, Ligny-en-Barrois et Bar-le-Duc. Le privilège exclusif de la fabrication ne devait expirer que le 31 décembre 1741 et le privilège de la distribution que le 31 décembre 1770, car le fils de Warren avait été substitué à son père et avait obtenu une prorogation de la ferme.

Si ces contrats avaient été respectés, l'unification avec le régime français aurait été tardive. Sous la pression de de la Galaizière, il en fut tout autrement : les héritiers de Warren renoncèrent à leurs droits moyennant une indemnité de 171.000 livres (5).

Le 19 novembre 1738, un arrêt du conseil des finances concéda pour huit années entières et consécutives, à compter du 1^{er} janvier 1739, le double monopole de la fabrication et de la vente à la

(2) *Les comtes de Warren : Annales et portraits de famille* (940-1879). Saint-Nicolas-de-Port, 1879, p. 190.

(3) Ce contrat fut entériné à la Chambre des Comptes le 14 mars (A.M.M. B 217). Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. I, p. 405 : Arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} janvier 1704.

(4) Lettres patentes du 18 mai 1709 entérinées à la Chambre des Comptes, le 3 juin suivant (A.M.M. B 218).

(5) Délibération de l'assemblée des créanciers du 14 novembre 1738 homologuée par arrêt du Conseil des Finances du 19 novembre citée par P. Boyé : *Les poudres et salpêtres en Lorraine au 18^e siècle*, Paris, 1923, p. 7.

ferme des poudres et salpêtres de France, représentée par l'adjudicataire général Charles Primard (6). Le prix de ce bail était de 155.151 livres 10 sols 4 deniers, payable en une seule fois et d'avance. Le second bail fut consenti à Jacques Mathieu au prix de 38.750 livres (7).

En France, à la tête de ce monopole et en qualité de représentant du roi, se trouvait un commissaire général des poudres et salpêtres de France qui était, la plupart du temps, le plus fort fermier du monopole. Sous ses ordres, on trouvait, en Lorraine, un commissaire des poudres et salpêtres de Lorraine et Barrois, avec titre de directeur résidant à Nancy (8). Comme le contrat de location leur en laissait la faculté, les adjudicataires supprimèrent les moulins à poudre de Bar et Ligny. En 1753, selon Don Calmet, il n'existait plus de poudreries en Lorraine, le salpêtre, extrait dans les duchés, étant traité dans les évêchés.

SECTION II

La récolte du salpêtre et la réforme de l'intendant

Léopold avait délivré trente commissions de salpêtriers avec mission de recueillir le salpêtre existant dans la région. Devant le mécontentement des habitants, une déclaration du 11 octobre 1698 révoqua ces commissions (9), mais la mesure était prématurée, car le salpêtre était devenu introuvable dans les duchés, si bien que des salpêtriers furent à nouveau commissionnés pour effectuer des recherches « dans tous les vieux châteaux, masures et autres lieux ruinés et déserts, même dans les halles et autres lieux publics ». Il leur était interdit de fouiller chez les particuliers qui s'y opposaient et d'exiger d'eux logement, combustible ou voitures (10). Ces réserves réduisant à néant les pouvoirs des titulaires de commissions, un arrêt de règlement du 19 avril 1702, complété par une ordonnance du 10 août 1724, n'excepta des

(6) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 161. Voir également : Durival, *Description de la Lorraine et du Barrois*, t. I, p. 167.

(7) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VII, p. 152.

(8) P. Boyé, *op. cit.*, p. 9.

(9) P. Boyé, *op. cit.*, p. 15. Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. I, p. 91.

(10) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. I, p. 297.

fouilles que les églises, les cloîtres et maisons religieuses, les châteaux, les demeures seigneuriales et les fiefs. Le logement de l'ouvrier, le bois de cuite, le charroi de ce bois et des produits devinrent obligatoires, moyennant des indemnités prévues par un tarif (11).

Le commissaire aux poudres, dont il a été question plus haut, a sous ses ordres, en 1739, quatre vingt-dix salpêtriers. D'après l'ordonnance de 1724, c'était aux prévôts à régler l'itinéraire de ces salpêtriers. Au vu de la liste des communautés à salpêtrer, les prévôts fixent de proche en proche les étapes. Le salpêtrier ne doit pas quitter une communauté avant d'avoir accompli sa tâche. En fait, le pouvoir de contrôle des prévôts disparut petit à petit par suite de leur négligence, si bien qu'un arrêt du conseil du 24 août 1748 (12) réforma l'institution. Une ordonnance de la Galaizière du 31 octobre 1754 compléta ce règlement sur la discipline à observer.

§ 4. — LE RÈGLEMENT DE L'INTENDANT

Ce règlement dicte au commissaire des poudres, seul apte à régler, village par village, la tournée de ses hommes, la formule de l'ordre à leur délivrer. Il vise également la conservation des terres salpêtreuses en faisant défense aux propriétaires et locataires de les déplacer et corrompre. Quand un salpêtrier a terminé son travail dans une communauté et qu'il a remis en leurs lieux d'extraction les terres remuées, il a le devoir de dresser contradictoirement avec le syndic, et maison par maison, le détail exact du volume des terres et de la quantité de salpêtre extrait. De cette terre, nul ne peut, jusqu'à son retour, en enlever quelques pelletées, ni la laisser gâter à peine d'une amende de 100 francs. Les syndics en sont responsables. Une double contravention sanctionne leur manque de surveillance. Ce contrôle s'appuie sur le dernier état évaluatif qui est conservé au bureau général des poudres. En même temps qu'il remet à un salpêtrier son ordre d'aller travailler dans une communauté, le commissaire peut, grâce aux archives, le pourvoir d'une liste des terres à salpêtre.

(11) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. III, p. 49 et 399.

(12) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VIII, p. 227.

D'après Boyré, l'arbitraire est moindre, mais les occasions d'amende sont plus nombreuses.

A. — *L'arrivée du salpêtrier.*

Muni de sa licence et de l'ordre du commissaire, le salpêtrier, à son arrivée dans le village, commence par se présenter au syndic. Il lui réclame une maison. Le local auquel il a droit, à condition d'en payer un loyer mensuel de trente sols, doit comprendre une chambre à coucher, une pièce avec cheminée où il doit monter sa chaudière, et des dépendances fermées pour y remiser ses cuves.

B. — *Les locaux visités.*

Le salpêtrier ne doit pas toucher aux granges à battre les grains, ni « dépaver et déplancher les appartements occupés par des personnes ». En dehors de ces restrictions, il a libre accès aux écuries, bergeries, caves et halliers. En principe, seuls les églises, les couvents, les châteaux et maisons seigneuriales lui sont fermées, la plupart des communautés religieuses d'hommes et de femmes cependant prétendent étendre l'exemption à leurs maisons de campagnes.

C. — *La fourniture du bois.*

Pour faire bouillir la chaudière, du bois doit être fourni : ce sont les forêts communales qui sont mises à contribution. A défaut, on a recours aux forêts domaniales et aux forêts privées. Ces bois sont marquées par les officiers des eaux et forêts et payés par le salpêtrier à moitié de leur juste prix. Pour prévenir les abus qui avaient été constatés, un arrêt du conseil des finances du 16 mars 1754 prescrivit au commissaire des poudres de présenter, en début d'année, un état dressé, maîtrise par maîtrise, des salpêtriers qu'il se proposait d'employer, des localités où il les enverrait, du temps approximatif qu'ils y séjourneraient, des quantités de bois dont ils auraient besoin (13). Un arrêt du 24 mars 1764 (14), complétant ces dispositions, prescrivit que cet état serait adressé à l'intendant pour le dernier trimestre de l'année

(13) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 56.

(14) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. X, p. 275.

en cours et les neuf premiers mois de l'année suivante. L'intendant le vérifie et le modifie à sa guise. Ainsi amendé et certifié, il est retourné au commissaire qui le fait parvenir au grand maître des eaux et forêts avant le 1^{er} mars. Celui-ci donne alors toutes les instructions nécessaires en vue de la délivrance du bois.

D. — *Le transfert du matériel et du salpêtre.*

Enfin, les communautés sont chargées de transporter les salpêtriers et leur matériel d'un atelier à l'autre. De même, elles sont obligées de conduire le salpêtre brut aux raffineries. Dans le but d'alléger cette obligation, on ne tient pas compte du lieu d'origine du salpêtre. Comme il n'existe que deux raffineries, l'une à Nancy et l'autre à Verdun (Trois-Evêchés), les communautés font les transports vers le lieu le plus proche. Pour cette raison, les commissaires des poudres des deux généralités ont autorité sur les salpêtriers de l'un et l'autre bureau. L'indemnité donnée aux communautés n'est cependant pas identique pour les deux généralités (15).

§ 2. — LES ADOUCISSEMENTS A L'ORDONNANCE DE L'INTENDANT

Un arrêt du conseil d'Etat du 8 août 1777 (16), complété par celui du 24 janvier 1778 (17), offre « aux communautés les plus fatiguées par l'exercice de ce droit (de fouille) les moyens de se rédimier dès à présent et pour toujours ». A commencer du 1^{er} janvier 1779, la recherche du salpêtre ne sera plus permise dans les habitations personnelles, les caves et celliers à vin. Les communautés sont déchargées de la fourniture et du transport du bois. Les salpêtriers, à qui on ne peut refuser d'en vendre, achèteront le combustible au prix courant ; ils traiteront à l'amiable pour le charroi. Toute communauté d'habitants, qui construira une nitrière artificielle et y accumulera les terres salpêtreuses, sera

(15) Par ordonnance du 24 mai 1760 qui rappelle ce tarif, l'intendant des Trois Evêchés, Bernage de Vaux décidait (article XIII) que les voitures fournies par les communautés évêchoises pour le transport du salpêtre, destiné à la raffinerie de Nancy, s'arrêteraient à une lieue en-deça du territoire lorrain. De la Galaizière protesta en faisant valoir l'ancienne réciprocité. A signaler que certaines communautés mettaient en adjudication le transport du salpêtre (Requête de l'adjudicataire général des poudres et salpêtres de France et de Lorraine à l'intendant - A.M.M. C 313).

(16) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 777, et t. XIV, p. 18.

(17) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 98.

définitivement exempté de la visite des salpêtriers sous réserve que cette nitrière, formée selon la méthode approuvée par les régisseurs, soit d'un rapport correspondant à la récolte de l'année qui a précédé son établissement. Ces arrêts permettent la visite des décombres, car les salpêtriers peuvent prendre sans payer pierres, terres, plâtres et matériaux salpêtrés provenant des démolitions. Défense est faite sous peine de 100 francs d'amende de démolir ou transformer un immeuble sans en donner avis à l'intendant.

Pour compléter cette mesure, on applique un règlement du duc Henri II daté du 23 février 1618, qui interdit de poser des pavés ou planchers dans les étables et les écuries (18).

§ 3. — LE CONTENTIEUX DES POUDRES ET SALPÊTRES

Toutes les plaintes concernant les visites des salpêtriers sont de la compétence de l'intendant. On conçoit que dans une petite communauté, au milieu des querelles et jalousies locales, l'assignation, par exemple, d'un logement plutôt que d'un autre, déclenche immédiatement les pétitions à l'intendant. On accuse les syndics de favoriser leurs amis : « Le suppliant a souffert, souffre et souffrira encore à l'avenir de dommage considérable ! Ses marchandises se ternissent par la vapeur sortant des cuves destinées au travail. Il faisait un commerce de vin qui se trouve interrompu depuis le commencement d'avril dernier. Ce commerce l'aidait à se soutenir avec sa famille. La communauté de Domjevin a cru le dédommager en lui accordant par délibération le surpoil de deux fauchées et demie de pré au canton dit « La Croix »... Mais l'autorisation de l'intendant n'est pas encore arrivée et cependant la communauté est sur le point de procéder au partage des prés » (19). A Morhange, un salpêtrier prend possession trois mois, avant la Saint-Georges, d'une maison vacante. Il y prolonge son séjour. Quand il la quitte, le propriétaire est dans l'impossibilité de la louer parce que, selon l'usage local, au 23 avril, tout habitant est logé pour l'année (20).

(18) *De Rogéville, op. cit.*, p. 216.

(19) Requête sans date à l'intendant (A.M.M. C 313).

(20) A.M.M. C 313 : L'intendant doit intervenir pour que le propriétaire consente à recevoir le salpêtrier. C'est le cas à Champigneulle, en 1749, où un sieur Gentillatre résiste aux premières sommations (A.M.M. HH 7). A Frouard, en 1780, le pressoir banal est le seul endroit reconnu propre à abriter le salpêtrier : le fermier refuse de l'y accueillir. Sur la plainte du syndic, l'intendant prend une ordonnance spéciale (A.M.M. HH 7).

On conçoit que, dans ces conditions, les habitants aient voulu acheter les salpêtriers. Ceux-ci étant recrutés dans la classe, des manœuvres jouissent de nombreux avantages tels que l'exemption d'impôt, l'exemption du logement des gens de guerre, mais ils n'en sont pas moins corruptibles. Il y a cependant des exceptions : à Gondreville, un différend s'élève entre un paysan du lieu et une femme qui a reçu une commission de salpêtrière. Après enquête, le subdélégué conclut, le 24 novembre 1761 : « J'ai du tout dressé procès-verbal ci-joint. Je n'y ai pas inséré toutes les choses inutiles qui ont été dites entre les parties. Il y a de violentes présomptions que la salpêtrière a, en effet, reçu du grain pour prix de sa complaisance, mais d'un autre côté, il paraît que Barthélémy a voulu induire cette salpêtrière en contravention, puisqu'il avait caché la justice locale pour voir qu'il lui délivrerait du grain » (21).

Un maréchal-ferrant de Bernécourt, élève de l'école royale vétérinaire, prend chez lui des chevaux malades pour les soigner. « Il a acheté une maison dont le pavé de l'écurie était en désordre, il vient de le faire raccommoder et élever de peu pour rendre son écurie plus saine et empêcher la maison d'être inondée par les pluies et l'égout d'une fontaine plus élevée que sa maison » (22). Le salpêtrier le dénonce.

Six habitants d'Emberménil sont cités, en 1783, devant le subdélégué de Lunéville comme coupables d'avoir, dans des restaurations consécutives à un incendie, « fait paver et plancher les allées tant pour le passage de leurs maisons que pour la communication dans les différentes chambres qui la composent ». L'intendant ne peut que débouter les régisseurs de leur prétention, car il est prouvé que la disposition incriminée existait antérieurement au sinistre (23).

Devant une telle menace de procès-verbal, l'habitant ne peut plus modifier sa maison. Lorsqu'un cultivateur estime indispensable de paver son écurie, il doit adresser une requête à l'intendant. Celui-ci la transmet au bureau des poudres. Le commissaire enquête, un inspecteur venant sur place vérifie les allégations du requérant. En présence du syndic, on discute la possibilité de

(21) Requête à l'intendant (A.M.M. C 313).

(22) Requête à l'intendant (A.M.M. C 313).

(23) Requête à l'intendant (A.M.M. C 313).

modifier les lieux. Le dossier est ensuite retourné au commissaire qui rédige un rapport. D'après la teneur de ce rapport, l'intendant prend la décision qu'il juge convenable.

Enfin, signalons que la ferme doit avoir dans ses magasins une quantité suffisante de poudre. En cas de carence, l'intendant reçoit les plaintes des habitants et demande ensuite des explications au commissaire. Celui-ci met alors en cause ses débitants. Il est vrai que ceux-ci ne donnent pas toujours satisfaction : à Pont-à-Mousson, par exemple, le préposé pour la distribution de la poudre, un nommé Lallemand, n'est autre qu'un cirier assez insouciant pour conserver ses provisions de poudre dans l'officine où il fait la cire. La police intervient et l'oblige à monter ses barils au grenier. Il les place près d'un tuyau de cheminée et au-dessus d'une salle de billard (24). Saisi par requête, l'intendant révoque sa commission.

SOUS-CHAPITRE II

LES POSTES, MESSAGERIES ET VOITURES PUBLIQUES EN LORRAINE

SECTION I

Notions générales

Depuis 1672, en France, le service des postes, messageries et voitures publiques avait été affermé à un traitant par Louvois.

L'occupation de la Lorraine par Louis XIV provoqua l'extension de la ferme aux duchés et, après le traité de Ryswick, les ducs Léopold et François II trouvèrent plus simple de conserver le système français, car le morcellement de leur territoire ne leur aurait pas permis d'avoir une ferme distincte de celle de la France.

En 1737, un arrêt du conseil annula le dernier bail consenti le 15 décembre 1735 et un nouveau traité fut conclu moyennant un versement annuel de 20.000 livres. Ce bail accordait à l'adju-

(24) Requête à l'intendant (A.M.M. C 313).

dicataire général des postes de France « la ferme générale des postes, relais, coches, carrosses, messageries, comme aussi de tous les droits et revenus des ports et paquets de lettres portés par la voie des postes et courriers ordinaires et généralement de tous droits et privilèges dépendant des postes, coches, carrosses et messageries tant en droiture que par les routes de traverse, dans toute l'étendue des duchés de Lorraine et de Bar. »

Ce bail fut renouvelé en 1745, 1751 et 1756. Un arrêt du conseil du 7 août 1775 réunit au domaine royal les divers privilèges accordés pour messageries, carrosses, diligences et voitures de cour, en vue de former la première entreprise générale de messageries, sous forme de régie. L'exploitation n'ayant pas donné satisfaction, les anciens fermiers furent rétablis dans leurs droits par arrêt du 17 août 1776. De 1776 à 1785, on changea plusieurs fois de mode d'exploitation. Finalement, en 1786, les postes furent de nouveau données à ferme et un édit de décembre 1785 créa, à compter du 1^{er} janvier 1786, une direction générale des haras, postes aux chevaux, relais et messageries du royaume.

Ce sont ces deux personnages qui entretenaient avec l'intendant de Lorraine une correspondance suivie, lequel exerçait son autorité sur les agents des fermes ou de la régie.

Pour étudier plus spécialement le rôle de l'intendant en cette matière, il convient de distinguer la poste aux lettres, la poste aux chevaux et le service des messageries et voitures publiques.

SECTION II

La poste aux lettres en Lorraine

§ 1. — LA FERME GÉNÉRALE

Les fermiers de la poste aux lettres avaient le privilège exclusif du transport direct ou indirect des lettres ou paquets sur toutes les routes où il y avait postes, messageries, piétons ou estafettes pour les porter.

Leur rémunération consistait en des taxes fixées par arrêt du conseil et ratifiées par la chambre des comptes.

Pour les duchés, le bureau général se trouvait à Nancy. A sa tête, il y avait un directeur assisté d'un premier commis et d'un commis ordinaire. Un contrôleur nommé par le gouvernement était chargé de surveiller l'ouverture et la fermeture des sacs. Il y avait, en outre, un receveur.

Le bureau général acheminait, à l'intérieur de la généralité, le courrier vers les bureaux de correspondance ou bureaux de distribution. Les communautés venaient y chercher leur courrier ou le faisaient prendre par une communauté voisine. A Thiaucourt, par exemple, la charge d'aller chercher le courrier était mise en adjudication. L'intendant approuvait ou non le choix de l'adjudicataire et, s'il y avait lieu, modifiait, de sa propre autorité, les jours de service prévus (25).

Les lettres destinées à certains hauts fonctionnaires, dont l'intendant, étaient acheminées en franchise.

On conçoit la lenteur du courrier, car il n'y avait, en Lorraine, que vingt-sept bureaux de postes. L'intendant général des postes avoua cette situation : « On finit par les remettre (les lettres) au premier venu qui les égare ou qui rançonne ceux qui ont intérêt à les avoir, le but de l'administration doit être que le public soit servi et il ne l'est pas ». Ce système était d'autant plus défectueux qu'il n'était pas possible de déposer une lettre à un bureau de correspondance à destination d'une localité desservie par ce bureau (26).

§ 2. — ESSAI D'UNE POSTE DE VILLE A NANCY

Pour parer à ces difficultés, notamment à Nancy, et malgré un essai infructueux à Paris, un nommé Pierre-Thomas Delannoy demanda à organiser un service de distribution en ville. L'intendant de Lorraine fut consulté sur l'opportunité de cette création. Il assura que « quoique la ville de Nancy ne puisse être mise au rang des villes de premier ordre, cependant son étendue et le commerce qui s'y fait la rend susceptible d'un établissement de

(25) Lettre de l'intendant aux officiers municipaux de Thiaucourt (A.M.M. C 219).

(26) Lettre de Rigoley d'Ogny, intendant général des postes à de la Porte, Année 1779 (A.M.M. C 355).

ce genre » (27). Un arrêt du conseil du 6 mars 1779 reconnut à Delannoy le droit exclusif d'exploiter, pendant trente ans à compter du 1^{er} juillet suivant, une petite poste « pour le service de la ville de Nancy, de la banlieue et des environs (28). Un projet d'arrêt avait été rédigé par l'intendant qui avait réservé le dixième du produit de la recette à l'hôpital des enfants trouvés de Nancy.

Cette institution est intéressante parce qu'elle fut l'occasion d'un conflit de juridiction entre la chambre des comptes de Lorraine et l'intendant. En effet, Louis XVI avait évoqué, à lui et à son conseil, les contestations nées et à naître au sujet de cette poste de ville et en avait renvoyé la connaissance à l'intendant. La chambre des comptes protesta contre cette évocation et rendit, le 30 juin 1779, un arrêt faisant défense au directeur, à son personnel et aux particuliers, sous peine de 500 francs d'amende, de se pourvoir ailleurs que pardevant elle. Le 16 juillet suivant, le conseil d'Etat cassa l'arrêt de la chambre des comptes (29).

De leur côté, les fermiers généraux voyaient d'un mauvais œil l'extension de la petite poste à la banlieue. Rigoley d'Ogny, qui avait soutenu l'intendant dans sa lutte contre la chambre des

(27) Réponse de de la Porte à Bertin, secrétaire d'Etat, du 13 février 1779 (A.M.M. C 355).

(28) Arrêt du Conseil du 6 mars 1779 (A.M.M. C 355). A la suite de cet arrêt qui avait décidé le principe de l'établissement de la poste aux lettres, l'intendant de Lorraine rendit, le 12 juin 1779, une ordonnance réglant le fonctionnement de l'institution : Dans l'enceinte de Nancy et de ses faubourgs, il y avait vingt-quatre boîtes. Chaque jour, devaient se faire quatre levées et quatre distributions. Les lettres pour la banlieue partaient tous les jours à six heures du matin, celles venant des mêmes lieux étaient distribuées avec la dernière tournée du facteur (A.M.M. C 355).

(29) La raison invoquée par la Chambre des Comptes était la suivante : la petite poste n'est qu'un établissement de pure police destiné à faciliter les relations entre habitants d'une même ville. Le roi n'a aucune part dans le produit dont la totalité appartient à l'entrepreneur qui fait les frais. Ainsi, on ne peut confondre cet établissement avec les postes et messageries du Royaume qui font partie des Domaines de Sa Majesté et de ses fermes. A quoi le Conseil d'Etat répondit par les motifs suivants : La Chambre des Comptes ne peut pas ignorer que le roi a souvent jugé à propos de retenir à lui et à son conseil ou d'attribuer aux sieurs intendants la connaissance de plusieurs parties de ses droits, fermes et domaines. Cette précaution est même nécessaire pour éviter les difficultés, les frais et les mouvements auxquels un nouvel établissement donne presque toujours lieu. Dans le cas où la Chambre des Comptes aurait été fondée à réclamer cette attribution, elle aurait dû s'adresser au roi par la voie de la représentation au lieu de s'arroger un droit de s'emparer d'une partie de juridiction que non seulement le roi ne lui a pas donnée, mais qu'il a formellement attribuée au sieur intendant (Arrêt du 16 juillet 1779, A.M.M. C 355).

comptes, céda : le privilège de Delannoy fut limité à Nancy même (30). C'était la faillite de l'entreprise, car les produits n'étaient plus suffisants. Un arrêt du conseil d'Etat du 28 juin 1780 réunit la ferme de la petite poste à celle de l'administration générale des postes du royaume et finalement la petite poste fut supprimée le 1^{er} avril 1781 (31).

§ 3. — LE CONTENTIEUX DE LA POSTE AUX LETTRES

C'est l'intendant, ou à son défaut le surintendant des postes, qui fixe le nombre des courriers par semaine entre deux villes données (32).

Toutes les contestations sont jugées par lui : en 1779, un employé de la poste aux lettres a été maltraité à Lunéville. Sur la demande de Rigoley d'Ogny, de la Porte doit sévir (33).

SECTION III

La poste aux chevaux

Sous l'influence de la Galaizière, les routes s'étaient considérablement améliorée. Les maîtres de postes, chargés de fournir les chevaux aux voyageurs, au nombre de cinquante vers le milieu du XVIII^e siècle, étaient au nombre de soixante-quinze en 1783.

(30) Lettre de Rigoley d'Ogny à de la Porte, du 10 octobre 1779 (A.M.M. C 355) : « L'administration des Postes, qui a été informée de l'établissement d'une petite poste à Nancy, y a vu des inconvénients forts en ce qu'il résulte de là un préjudice très considérable aux produits de la grande poste. Je n'ai pu m'empêcher de convenir de ce fait et l'administration des Postes, qui s'oppose à cette entreprise, demande au gouvernement que ces sortes de privilèges ne puissent s'étendre au-delà de l'intérieur de la ville, ce qui m'a paru juste ».

(31) Arrêt du Conseil d'Etat du 28 juin 1780 (A.M.M. C 355) : « Sa Majesté s'étant fait rendre compte du produit et de l'administration des petites postes établies dans le royaume, ainsi que des améliorations et des économies qui pourraient résulter de la réunion de ce service à la Grande Poste le roi en son conseil a ordonné et ordonne qu'à compter du 1^{er} juillet prochain et jusqu'au dernier décembre 1783, époque de la cessation de la régie actuelle des postes, les administrateurs généraux feront, aux conditions qui seront fixées par Sa Majesté, la régie de la Petite Poste, ainsi que de celles établies en province qu'il aura jugé utile de supprimer ».

(32) A partir de 1763, un courrier fut établi entre Nancy et Plombières, où de nombreux courtisans allaient aux eaux. Ce courrier se faisant par piétons était à la charge des communautés traversées. L'intendant chargé de l'organisation de ce service taxa à cet effet Charmes à 100 livres, Mirecourt, Epinal et Remiremont à 200 livres.

(33) Lettre de Rigoley d'Ogny à de la Porte du 1^{er} juin 1779 (A.M.M. C 355).

§ 1. — L'ORGANISATION DE LA POSTE AUX CHEVAUX

On doit distinguer les maîtres de poste sur les grandes routes et les autres. Les premiers dont le nombre et les lieux de résidence étaient spécifiés dans le bail de la ferme générale, recevaient comme rétribution les grands gages à la charge du fermier général et les petits gages à la charge du domaine en représentation de leurs frais plus élevés. Les autres maîtres recevaient simplement une indemnité de leur fermier général.

Il faut signaler que certains maîtres de postes recevaient des rétributions des communautés qu'ils habitaient ; par exemple, celui de Remiremont touchait 300 livres. La plupart de ces rétributions étaient inscrites sur les comptes des syndics de communauté par ordre de l'intendant (34).

En 1760, il avait été question de supprimer les privilèges des maîtres de postes. L'intendant avait été chargé de donner son avis pour savoir s'il était plus avantageux de laisser subsister ces privilèges ou de les convertir en une somme fixe qui serait payée annuellement à chaque maître de poste à titre d'indemnité, ladite somme imposée au marc la livre des impositions ordinaires. L'intendant devait fixer la somme à accorder à chaque maître de poste et prendre ses dispositions pour pourvoir au remplacement des maîtres de poste qui préféraient abandonner le service à la suite de la réforme envisagée (35).

En fait, c'est l'intendant qui est l'intermédiaire entre le surintendant général et les maîtres de poste locaux. A ce titre, d'ailleurs, il publie toutes les dispositions royales concernant les postes (36).

(34) A.M.M. C 355.

(35) Lettre de Choiseul à de la Galaizière du 20 décembre 1760 (A.M.M. C 355), voir également lettre de l'intendance à Viot du 31 janvier 1761 (A.M.M. C 434).

(36) Citons en exemple :

— Ordonnance du Roi concernant les postes du 22 février 1754 (A.M.M. C 433).

— Ordonnance du Roi, du 23 juin 1742, portant fixation de ce qui doit être payé par poste tant pour les chevaux de trait que pour les bidets à compter du 1^{er} juillet prochain (A.M.M. C 433).

— Ordonnance du Roi, du 22 mai 1754, qui renouvelle les règlements au sujet de la discipline des postes (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 148) et ordonnance d'exécution de la Galaizière du 22 mai 1754.

— Ordonnance du Roi, du 15 décembre 1756, qui, à commencer du 1^{er} janvier 1757, fixe à 25 sols par poste le prix de la course de tous les chevaux de poste indistinctement de quelque façon et à quelques voitures qu'ils soient

§ 2. — LE CONTENTIEUX DE LA POSTE AUX CHEVAUX

Les plaintes des maîtres de poste ou contre les maîtres de poste doivent être adressées soit au contrôleur général des postes, soit à l'intendant. Ces plaintes furent nombreuses. Les postillons, sous la pression des voyageurs, brûlaient les étapes, maltraiétaient les chevaux. En 1773, un avocat a emprunté un cheval à un maître de poste et l'a fait galoper sur des pavés. Sur plainte du maître de poste qui a été maltraité, l'intendant charge le subdélégué de s'informer de ces faits et de lui faire un compte rendu qui lui permettra de statuer (37).

En fait, c'est l'idée de service public qui guide les décisions de l'intendant. Le maître de poste d'Houdelaincourt représente que les pertes qu'il essuye journellement le mettent dans l'impossibilité de continuer le service. Il demande, en conséquence, qu'on veuille bien le faire remplacer. L'intendant est chargé par le surintendant général de chercher un sujet ayant l'intelligence et les facultés nécessaires. N'ayant trouvé personne, le conseil des postes décide de supprimer le poste d'Houdelaincourt, mais l'intendant envoie son subdélégué sur les lieux pour persuader l'ancien maître de poste de continuer son service. Celui-ci ayant donné sa soumission, le poste est rétabli (38).

Dans le même ordre d'idée, le maître de poste de Villotte-devant-Saint-Mihiel demande à être exempt du droit d'assise. Le surintendant des postes charge de la Galaizière de vouloir bien

employés et réduit à une poste simple la course de Nancy à Velaine-en-Haye (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 304) et ordonnance d'exécution de la Galaizière de la même date.

— Arrêt du Conseil, du 9 août 1781, qui attribue aux régisseurs des diligences, messageries royales et du roulage le privilège exclusif du transport tant par eau que par terre des marchandises qui jouissent de la faveur du transit (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 555) et ordonnance d'exécution de l'intendant du 5 septembre suivant.

— Ordonnance du 28 avril 1782, qui fixe le nombre de chevaux que chaque postillon pourra conduire tant à l'abreuvoir qu'en revenant de course (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 47) et ordonnance d'exécution de la Porte du 24 mai 1782.

(37) Lettre de la Galaizière à Olivier du 10 juin 1773 (A.M.M. C 435).

(38) Lettre de Rigoley d'Ogny à de la Porte du 11 août 1780 (A. Meuse C 12), voir également lettre non signée à Rigoley d'Ogny du 14 novembre 1780 (A. Meuse C 12).

interposer ses bons offices en sa faveur pour le faire jouir de cette exemption (39).

Un nommé Lamel, maître de poste à Etain, a subi la perte d'un cheval mallier et d'un cheval bricolier. L'intendant demande à son subdélégué de dresser un procès-verbal servant de preuve à l'obtention d'une indemnité (40).

« Ce jourd'hui 6 juillet 1775, nous Pierre Ganot, subdélégué du département de la ville d'Etain, ensuite des ordres à nous adressés par monseigneur l'intendant en date du 13 juin dernier à l'effet de faire vérifier et faire estimer séparément la perte d'un cheval mallier et un cheval bricolier que le nommé Lamel, maître de la poste aux chevaux en cette ville, a exposé au conseil des postes avoir perdu et pour lesquels il demande une indemnité, ayant fait comparaître pardevant nous Jean-Pierre Thierry, maître des hautes et basses œuvres en cette dite ville, il nous a déclaré par serment par lui prêté, avoir tué et enterré pendant l'année dernière deux chevaux de poste appartenant audit Lamel atteints d'une maladie pernicieuse, savoir un cheval sous poil bay et une jument sous poil noir. » L'intendant statue sur le vu de ce procès-verbal.

Le nommé Briot, maître de poste à Saudrupt, a envoyé au conseil des postes un procès-verbal qui a été dressé pour constater le dégât qu'il a essuyé dans trente-trois fauchées de prés que la vase a recouvertes. Il demande une indemnité pour perte évaluée à cent milliers de foin. Le surintendant des postes demande à l'intendant de faire vérifier la perte et la faire estimer (41).

(39) Lettre de Rigoley d'Ogny à de la Galaizière du 3 janvier 1772 (A. Meuse C 12). Le droit d'assise est un droit réel seigneurial relatif à la culture des terres. Il est une représentation du cens dont un finage est grevé parce que le seigneur en était anciennement propriétaire et qu'il en a cédé la culture aux habitants d'une communauté. Il s'ensuit que ceux qui font valoir ce finage ne peuvent s'en dispenser. On perçoit les assises dans certains endroits en nature, dans d'autres on l'évalue en argent. Le droit d'assise est plus ou moins considérable suivant la valeur du fonds et varie suivant le nombre de chevaux possédés par les cultivateurs (Lettre du subdélégué de Bar à l'intendant du 21 avril 1775, A. Meuse C 12).

(40) Procès-verbal du subdélégué du 6 juillet 1775 (A. Meuse C 12), voir également : lettre de de la Porte à l'intendant général des postes pour la perte de huit chevaux subie par le maître de poste de Ligny (A. Meuse C 12).

(41) Lettre de Rigoley d'Ogny à de la Porte du 27 août 1779 (A. Meuse C 12). Dans le même sens : lettre de Choiseul à de la Galaizière du 18 septembre 1769 (A. Meuse C 12). Il semble que dans certains cas la décision ait été prise par le surintendant des postes lorsque l'indemnité à allouer était trop importante.

Enfin, signalons que l'intendant est parfois chargé de vérifier le toisé des routes pour l'application du tarif des maîtres de poste (42).

SECTION IV

Les messageries, coches et carrosses

Le fermier des postes jouissait, depuis le règne de Léopold, du privilège d'établir « coches, carrosses, charrettes ouvertes, messageries et autres voitures tant en droiture qu'en traverse » sur toutes les routes des duchés.

Nous savons par BOYÉ (43) que le fermier général recédait cette partie de la ferme au fermier général des carrosses et messageries royales de Champagne, généralité de Metz et Alsace en tant que sous-traitant. Celui-ci, à son tour, la recédait à des entrepreneurs particuliers.

Les archives de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ne nous ont pas permis de trouver la trace d'un rôle quelconque joué par l'intendant en cette matière. Cependant un arrêt de la chambre des comptes de Lorraine du 29 mai 1782 fait « défenses au régisseur général des messageries, ainsi qu'à ses directeurs, commis ou préposés, de traduire en cas de difficultés sur les messageries et roulage les sujets de son ressort et à ceux-ci de comparaître ailleurs que pardevant elle à peine contre les uns et les autres de 30.000 livres d'amende et de plus grande s'il échet. » Il semble, que cet arrêt ait été dirigé contre l'intendant (44).

(42) Lettre de Rigoley d'Ogny à de la Porte du 22 décembre 1787 (A. Meuse C 12).

(43) Pierre BOYÉ, *op. cit.*, p. 14.

(44) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 65.

CHAPITRE V

Les domaines

Il faut comprendre par domaines non seulement les biens-fonds que possède le roi de Pologne et, plus tard, le roi de France, tels par exemple le château de Lunéville, les salines de Château-Salins, mais encore les droits domaniaux tels que droits de pont, droits de péage.

Les questions de pure administration relèvent du directeur des domaines de Lorraine qui, en tout état de cause, doit demander l'approbation de l'intendant. La procédure suivie en cette matière est identique à celle suivie pour l'administration des biens des villes et communautés (1).

Les actes de disposition relèvent de la compétence de l'intendant (2).

(1) Sur ordre de l'intendant, le subdélégué de Lunéville procède à la vente aux enchères des lanternes du château de Lunéville (Lettre de la Galaizière à Viot du 19 novembre 1767, A.M.M. C 435). Dans le même sens : lettre de la Galaizière à Viot du 9 janvier 1758 (A.M.M. C 434) : « Je vous envoie, Monsieur, les procès-verbaux de visite, devis et états estimatifs des réparations à faire aux moulins de Montigny, de Badonvillers et de Lunéville dépendant du Domaine. Je vous prie d'en faire au plus tôt l'adjudication en la manière ordinaire et de m'en adresser les procès-verbaux avec les pièces ci-dessus ».

(2) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 17 octobre 1776 (A.M.M. C 435) : Des habitants de Lunéville demandent à titre d'accensement le terrain connu sous le nom de fourrière du Roi de Pologne avec la permission de détruire ou conserver les bâtiments à volonté et d'en mettre le terrain en tel genre de culture qu'ils jugeront à propos. L'intendant prie le subdélégué de lui faire connaître si effectivement on a formé le projet d'agrandir la rue Banodon et dans l'un et l'autre cas de lui faire passer un plan des bâtiments et emplacements en question afin de déterminer la consistance du terrain qui pourra être accensé.

Le 12 juin 1783, Doucet demande la permission d'établir une brasserie à Nancy, malgré le privilège exclusif dont jouit le sieur Praneuf. Le droit de fabriquer de la bière à Nancy étant un droit domanial, l'intendant rejette sa requête, car le privilège de Praneuf est limité et à titre onéreux : « Ce serait une injustice d'y porter atteinte » (A.M.M. C 310).

TITRE III

LA POLICE

Le mot « police » doit être entendu ici dans son sens étroit, c'est-à-dire comme un ensemble de mesures destinées à maintenir l'ordre et la tranquillité publiques et non dans le sens du XVIII^e siècle, époque à laquelle on assimilait police et administration.

Nous examinerons successivement les mesures prises par l'intendant pour réformer le personnel de la police et la façon dont il exerça son contrôle sur ce personnel, puis nous étudierons la manière dont l'intendant participa aux mesures de police sur les personnes et sur les biens.

CHAPITRE I

Le personnel de la Police

SECTION I

La maréchaussée

Le duc Léopold avait créé, dans ses états, une maréchaussée par l'édit du 25 décembre 1699 (1). L'organisation de ce corps était identique à celle de la maréchaussée de France.

Comme en France, un édit de 1702 donnait au prévôt de la maréchaussée le droit exclusif de juger les gens sans aveu, les vagabonds, les mendiants, les bohémiens. Sa compétence avait même été étendue aux personnes domiciliées en Lorraine qui avaient commis un crime avec préméditation, à condition qu'elles aient été condamnées antérieurement au bannissement ou à une peine afflictive (2). Un édit du 8 mai 1718 classa, dans les cas prévôtaux, les vols et autres attentats commis sur les grands chemins, ainsi que les vols et crimes commis dans les foires.

La cour souveraine n'était pas compétente pour recevoir l'appel des jugements rendus prévôtalement lorsqu'il n'y avait pas d'excès de pouvoir, mais elle pouvait casser les jugements rendus hors de la compétence prévôtale (3).

Tel était l'état de la maréchaussée lorsque de la Galaizière prit en mains l'administration des duchés.

(1) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. I, p. 210.

(2) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. I, p. 552.

(3) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. II, p. 113.

L'intendant fit alors rendre l'édit du 25 octobre 1738 qui licencia l'ancienne maréchaussée pour en créer une nouvelle (4).

Le corps nouveau était placé sous le commandement d'un prévôt général et d'un capitaine prévôt. Il y avait quatre lieutenants assesseurs, un commissaire aux revues, un procureur du roi et un greffier dans les prévôtés de Nancy, Lunéville et Bar-le-Duc, et en outre, neuf exempts, dix-neuf brigadiers et cent six archers répartis en dix-neuf brigades.

Les officiers devaient être au fait des armes et des fonctions de leurs charges et les archers avoir servi dans les troupes. Une solde confortable, des franchises et des exemptions leur permettaient de s'entretenir, eux, leurs chevaux, armes et équipages et de consacrer tout leur temps à l'exercice de leurs fonctions.

En principe, leurs fonctions restaient inchangées : l'article VII de l'édit était ainsi rédigé : « N'entendons rien innover quant à présent à la juridiction attribuée aux officiers de maréchaussée supprimés par le présent édit, voulons que ceux que nous établirons à leur place connaissent des mêmes matières et en la même forme prescrite par les ordonnances et déclarations intervenues à ce sujet, enjoignons de les observer exactement dans l'instruction et le jugement des procès qui seront de leur compétence ».

Mais l'intention de la Galaizière n'était pas de s'en tenir là : un règlement d'administration publié par lui le 30 décembre 1738, en exécution de l'édit du 25 octobre soustrayait la maréchaussée à la juridiction et l'autorité de la cour souveraine pour la mettre à la disposition de l'intendant : « Après la réception du prévôt général et ses lieutenants dans la forme prescrite par l'article III du mois d'octobre dernier, ils seront tenus de se présenter aux cour souveraine et chambre des comptes pour y prêter serment et être leurs provisions enregistrées aux greffes desdites cours sans frais et sans que, à raison de ce, ils puissent être soumis à la juridiction desdites cours en aucun cas, sauf aux premiers présidents et procureurs généraux à informer le chef de la justice (l'intendant) de leur mauvaise conduite et des prévarications qu'ils pourraient commettre dans leurs fonctions, dans l'exécution

(4) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. II, p. 132, II, p. 196, III, p. 136, III, p. 318.

des ordres qui leur seront donnés et celle des mandements de justice pour, sur le compte qui en sera par lui rendu à Sa Majesté, y être par elle pourvu ainsi qu'il appartiendra ».

Afin d'éviter tout heurt avec la cour souveraine, l'intendant avait évité de faire enregistrer son règlement relatif à la maréchaussée. Mais la cour souveraine étant censée ignorer ce règlement, continuait, comme par le passé, à recevoir les appels des jugements de compétence et à casser les jugements des prévôts rendus par abus de pouvoir. L'intendant déférait régulièrement les arrêts de la cour au conseil d'Etat qui les annulait.

C'était la porte ouverte à tous les abus.

Après la mort de Stanislas, le roi de France avait rendu, en juillet 1767, un édit pour régler le service de la maréchaussée dans la nouvelle province. L'article VII de cet édit fut l'occasion pour la cour souveraine d'un nouvel essai pour reconquérir ces anciennes attributions (5).

En effet, la rédaction de cet article était défectueuse, il portait que le prévôt général continuerait à faire juger sa compétence dans le bailliage le plus proche du lieu de capture des prisonniers, sauf à ceux-ci à se pourvoir en la forme prescrite pour le reste du royaume.

La forme de ce pourvoi n'étant pas précisée, la cour souveraine fit des réserves en enregistrant l'édit : « Les édits, ordonnances ou règlements dûment vérifiés en la cour seraient exécutés dans tous les cas auxquels il n'y aurait pas été dérogé par l'édit et les appels des jugements de compétence interjetés par les prévenus seraient portés en la cour comme par le passé ».

Le roi de France, par des lettres patentes du 22 février, décida que les modifications insérées par la cour souveraine étaient incompatibles avec l'article VIII de l'édit, les jugements de compétence étant rendus en dernier ressort et étant seulement susceptibles de la voie de la cassation ; en conséquence, la cour devait enregistrer purement et simplement l'édit. Ce qu'elle fit par arrêt, du 24 novembre 1768 (6).

(5) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 189 et ordonnance d'exécution de la Galaizière du 27 août 1767. Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 233.

(6) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 189 et 232.

SECTION II

Le contrôle de l'intendant sur l'administration de la police

Ce contrôle revêtit trois formes : sur les courses de la maréchaussée, sur les prisons et sur les affaires criminelles et délicieuses.

§ 1. — LE CONTRÔLE DE L'INTENDANT SUR LES COURSES DE LA MARÉCHAUSSEE

Sauf en ce qui concerne les cas relevant de la juridiction du prévôt des maréchaux, les courses de la maréchaussée étaient payantes. C'est l'intendant qui est chargé de l'application du tarif : « Le roi de Pologne a pourvu, par son ordonnance du 30 décembre dernier, à tout ce qui concerne la taxe des courses que fera la maréchaussée pour son service, il est nécessaire que vous veilliez à ce que les intentions de Sa Majesté soient ponctuellement exécutées et que vous m'avertissiez exactement des cas où il y serait contrevenu. Lorsque les ordres particuliers que je donne aux brigades doivent être mis dans cette classe, il est des occasions où je leur permettrai de se faire taxer par vous des frais de capture même dans celles où elles n'auraient pas découché. Alors vous réglerez la journée dans l'un et l'autre cas pour chaque officier ou archer sans distinction sur le pied de trois livres monnaie de France. Quant aux courses et autres fonctions de la maréchaussée, dans le cas où il aura été trouvé nécessaire de l'employer pour l'exécution des jugements des tribunaux ordinaires, leur taxe sera faite par les officiers des sièges sur le même pied qu'aux huissiers, greffiers, sergents et autres suppôts de justice » (7).

Un arrêt du conseil d'Etat du 5 décembre 1773 avait enjoint aux intendants de veiller à ce que la maréchaussée jouisse, dans l'exercice de ses fonctions, de l'exemption de tous droits de bacs sur toutes les rivières du royaume (8).

(7) Lettre de la Galaizière à Alliot du 9 novembre 1735 (A.M.M. C 433).

(8) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 174.

§ 2. — LE CONTRÔLE DE L'INTENDANT SUR LES PRISONS

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les prisons étaient la propriété des villes et communautés. A son arrivée en Lorraine, de la Galaizière réorganisa le système. « Le roi de Pologne désirant, par toutes sortes de moyens, établir une police exacte dans ses états, un des points essentiels pour y parvenir est d'avoir des prisons sûres. Cet objet a été négligé jusqu'à présent, en sorte que la plupart de celles qui existent ou sont en si mauvais état qu'il n'est presque pas possible d'en faire usage, ce qui occasionne continuellement des évasions, ou n'ont point assez de logement à défaut de quoi l'on est obligé de mettre ensemble des prisonniers civils et criminels. L'intention de Sa Majesté étant donc d'y remédier, vous aurez soin de faire faire et de m'envoyer des devis estimatifs exacts et détaillés des réparations et augmentations que vous croirez être nécessaires aux prisons qui sont dans votre district et pour me donner une connaissance entière sur cela, vous joindrez auxdits devis vos observations afin que, suivant l'objet et la nécessité plus ou moins urgente, Sa Majesté puisse fixer les sommes qui devront y être employées » (9).

Les frais de séjour à la prison étaient, en général, à la charge du prisonnier lui-même. Lorsqu'il s'agissait de justiciables du prévôt des maréchaux, c'est l'intendant qui visait les mandements remboursant le géôlier de ses frais, sauf bien entendu recours contre le criminel (10).

§ 3. — LE CONTRÔLE DE L'INTENDANT SUR LES AFFAIRES CRIMINELLES ET DÉLICTEUELLES

Au début de chaque semestre, l'intendant doit fournir au garde des sceaux un état des crimes commis le semestre précédent dans sa généralité. Il doit indiquer, dans cet état, la suite donnée à ces crimes (11).

(9) Lettre de la Galaizière à Alliot du 28 mai 1739 (A.M.M. C 433). Voir également : lettre de la Galaizière à Husson du 24 juin 1783 (A.M.M. C 219).

(10) Année 1786 : requête du Sr Touret à de la Porte (A. Meuse C 6). Voir également : arrêt du Parlement du 17 février, concernant la fourniture de pain aux prisonniers de la Conciergerie du Palais dans *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 502 : l'adjudicataire doit dresser tous les six mois un état détaillé des fournitures. L'état est acquitté par le receveur des domaines après avoir été visé par l'intendant.

(11) Lettre de la Porte à Lasnière du 1^{er} juillet 1779 (A.M.M. C 436).

Lorsqu'un condamné demande des lettres de rémission, c'est l'intendant qui envoie au garde des sceaux une copie de la procédure (12).

Signalons enfin une intervention de l'intendant en matière d'exécution de sentence : « Je suis informé, monsieur, que les receveurs des finances décernent des contraintes pour le recouvrement des amendes et autres condamnations prononcées par des sentences dont il y a appel interjeté et relevé dans les délais de l'ordonnance et que plusieurs procèdent par saisies et exécutions des effets et emprisonnement des condamnés. Vous savez qu'aux termes de l'ordonnance, les appels interjetés des jugements qui n'excèdent, en amende et dommages intérêts, la somme de soixante francs, sont exécutoires par provision et que l'appel est suspensif à l'égard des autres, ainsi ayez agréable de faire savoir au receveur particulier de votre ville qu'il ait à s'y conformer et que lorsqu'il lui apparaîtra de l'appel d'une sentence dont la condamnation excèdera la susdite somme de soixante francs, il doit surseoir à toutes poursuites » (13).

(12) Lettre de l'intendant à Lasnière du 10 juin 1776 (A.M.M. C 435).

(13) Lettre de la Galaizière à Alliot du 2 octobre 1742 (A.M.M. C 433). Il faut noter qu'en dehors de ces cas légalement prévus, l'intendant intervenait quelquefois à titre de simple médiateur dans certaines affaires : une maîtresse et sa servante se sont querellées. Afin d'éviter à la première le désagrément de plaider, l'intendant engage son subdélégué à appeler les deux parties devant lui et à les arranger amiablement (Lettre de la Galaizière à Viot du 28 juin 1760, A.M.M. C 434).

De même, une veuve se plaint de n'être pas payée depuis six ans d'une rente viagère afférente à une maison. Cette affaire, par sa nature, est du ressort de la justice ordinaire, mais « l'éloignement de la plaignante et sa pauvreté me font désirer qu'on puisse engager la débitrice à lui procurer satisfaction (Lettre de la Galaizière à Viot du 30 septembre 1760, A.M.M. C 434).

CHAPITRE II

Les interventions de l'Intendant en matière de Police

Ces interventions se manifestèrent en deux domaines : police des personnes et police des biens.

SECTION I

La police des personnes

§ 1. — LES JUIFS

Une ordonnance du duc Léopold avait restreint le nombre des familles juives autorisées à résider en Lorraine. Pour la première fois en Lorraine, une disposition générale fixait le statut de gens qui n'avaient jusqu'alors fait l'objet que de textes particuliers et fragmentaires (1).

A la suite de cette ordonnance, se trouvait un état des familles juives auxquelles le duc permettait de résider dans ses états : il y en avait soixante-dix, réparties en vingt-quatre localités.

Telle était la situation à la veille de l'arrivée de Stanislas. En fait, l'ordonnance de Léopold n'avait pas été appliquée dans toute sa rigueur. Ce relâchement explique l'ordonnance de 1753

(1) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. II, p. 463 : « Ordonnons que toutes et chacune famille juive qui se trouvera établie dans nos états, pays, terres et seigneuries de notre obéissance depuis le 1^{er} janvier 1680, ait à en sortir et se retirer ailleurs où bon lui semblera dans quatre mois à compter du jour de la publication des présentes à peine de confiscation de tous leurs biens ».

qui porta le nombre des familles juives autorisées à cent quatre-vingt, les autres familles devant s'exiler (2). L'intendant fut chargé de l'application de l'ordonnance de 1753.

A. — *Le contrôle de l'intendant sur les conditions de résidence.*

De la Galaizière reçoit les demandes pour être autorisé à résider en Lorraine ; il décide, en dernier ressort, après avis du syndic de la communauté, des juifs de Lorraine (3). Après la cession de la Lorraine à la France, l'intendant envoie les requêtes des juifs désirant résider en Lorraine, à Versailles, après y avoir apposé son avis. Le contrôleur général statue lui-même ou renvoie la décision à l'intendant (4).

En dehors des cent quatre-vingt familles juives autorisées à séjourner officiellement en Lorraine, il était possible d'obtenir une permission régulière de résider par des lettres patentes spéciales. L'intendance transmet les dossiers à Versailles avec son avis et prévient les intéressés de la décision prise.

Dans une requête adressée à de la Galaizière, Isaac Beer, juif de Nancy, demande la place de Godechaux, chantre à la synagogue, sous le prétexte que son père fut honoré du titre de marchand de Sa Majesté et qu'il acquitte la contribution sur les tailles. Les avis des syndics de la communauté juive sont divergents : pour Salomon Alcan du fait du décès, la place de Godechaux est dévolue à sa veuve et à ses enfants ; pour Michel Godechaux, la famille du chantre ne résidant plus à Nancy, sa place est devenue vacante (5).

En fait, la politique de l'intendant est la suivante : si le juif impétrant peut contribuer au paiement de la subvention, il est admis, sinon il doit être irrémédiablement écarté. En 1762, de la Galaizière refuse l'installation d'un juif, David Sierck, à Pont-à-Mousson pour y exercer la profession de boucher pendant le temps et espace de six années avec exemption de subvention, ponts et chaussées, corvées et logement de gens de guerre. La

(2) *Récueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 9.

(3) A.M.M. C 356, année 1762.

(4) Lettre du duc de Choiseul à de la Galaizière, année 1768 (A.M.M. C 356).

(5) Requête de Isaac Beer et avis de la Galaizière, année 1760 (A.M.M. C 356).

cause du refus est indiquée : il ne contribuera à aucune imposition et ne serait assujetti à aucune charge (6).

B. — *Le contrôle de l'intendant sur la communauté juive.*

L'intendant exerce également un pouvoir de contrôle sur la communauté juive ; le syndic et le rabin sont placés sous son autorité directe. En 1757, Néhémie Reicher, demeurant à Metz, exerce les fonctions de rabbin de la communauté des juifs de Lorraine. Il demande au roi qu'il lui soit accordé des provisions de cette place et permis de résider à son choix soit à Nancy, soit à Metz, ainsi que le roi de Pologne avait bien voulu l'autoriser. Dans une lettre à de la Galaizière, le duc de Choiseul refuse de donner des provisions au rabbin puisque le feu roi de Pologne ne lui en avait pas fait expédier : il est inutile de donner au rabbin de Lorraine un titre et une consistance plus considérable que par le passé. Il refuse, d'autre part, la liberté du choix d'établissements à Metz ou à Nancy : s'il veut résider à Metz, il doit renoncer au titre de rabbin de Lorraine. En effet, le choix du rabbin n'est pas fait par les juifs, mais par le roi. Cette nomination provoquait parfois des protestations de la part des juifs, comme ce fut le cas de ceux de Lunéville, en 1788 (7).

C. — *Le contrôle de l'intendant sur le culte.*

Après leur admission officielle de 1721, les juifs jouissaient d'une assez grande liberté de culte. En 1783, les seize familles juives de Lunéville demandent la permission d'acquérir un terrain pour y faire construire une synagogue à la place de l'ancienne, insuffisante (8) : « Si toutefois on peut appeler synagogue un grenier d'une maison obscure et située dans un des coins les plus retirés de la ville ». A la suite de cette demande, nous avons trouvé une lettre du maréchal de Ségur à de la Porte ainsi rédigée : « Sa Majesté à qui j'ai rendu compte de cette demande, a bien voulu, conformément à votre avis, leur accorder cette double

(6) Réponse de la Galaizière (A.M.M. C 356).

(7) Requête des juifs de Lunéville à l'intendant, année 1788 (A.M.M. C 356).

(8) Requête des juifs de Lunéville à l'intendant, année 1783 (A.M.M. C 356), et avis favorable de Lasnière.

permission (acquérir un terrain et y construire une synagogue), mais elle a ordonné que, dans les lettres qui leur seraient expédiées, il ne fut pas question de l'usage auquel ce terrain est destiné. Si elle a pris ce parti, c'est qu'elle n'a pas voulu autoriser expressément par un titre émané d'elle, un établissement qu'elle ne fait que tolérer » (9).

La même politique préside à l'établissement des cimetières. En novembre 1787, des lettres patentes permettent aux familles juives, établies à Nancy et Lunéville, d'acquérir un terrain pour y pratiquer leur cimetière (10).

D. — *Le contrôle de l'intendant sur les biens juifs.*

Enfin, signalons que les juifs sont incapables d'acquérir des immeubles. A cet effet, ils sont dans l'obligation de demander une autorisation sur laquelle l'intendant doit donner son avis (11).

§ 2. — LES FOUS, LES INTERNÉS, LES NOYÉS

Lorsqu'une personne devient folle ou lorsque sa famille demande son internement pour inconduite, c'est l'intendant qui statue sur le lieu d'internement et les conditions dans lesquelles elle pourra recouvrer sa liberté (12).

(9) Lettre du maréchal de Ségur à de la Porte (A.M.M. C 356).

(10) Avis favorable de la Porte, année 1787 (A.M.M. C 356). Voir également : lettre du maréchal de Ségur à de la Porte du 11 avril 1783 et avis favorable de de la Porte, les juifs étant obligés de transporter leurs morts à Saverne (A.M.M. C 356).

(11) Requête de Pinés à l'intendant, année 1783 (A.M.M. C 356). Il faut en rapprocher la déclaration du roi portant défense à ceux qui ont fait profession de la religion prétendue réformée d'aliéner leurs biens sans permission, du 15 avril 1766. L'intendant donne les permissions quand la somme ne dépasse pas 3.000 livres (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 22). Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 383.

(12) Lettre de la Galaizière au subdélégué d'Etain Hurault du 20 août 1766 (A. Meuse C 94) : « Je joins ici, Monsieur, un mémoire adressé à M. le duc de Choiseul par les parents du nommé Charles-Louis Moinaux, natif de la ville d'Etain, par lequel ils demandent la révocation des ordres du feu Roi de Pologne, du 11 avril 1763, en vertu desquels ce jeune homme a été enfermé dans la maison de Maréville, je vous prie de me marquer s'il n'y a point d'inconvénient à rendre la liberté à ce prisonnier ».

Lettre de la Galaizière à Lasnière du 10 janvier 1777 (A.M.M. C 435). L'intendant demande, avant de donner son avis, au subdélégué de lui fournir des renseignements sur une dame Zeis dont le mari a demandé l'internement dans le couvent des religieuses des Annonciades de Badonvillers, afin de prévenir les suites de son inconduite et de la vie scandaleuse qu'elle mène.

Après la réunion de la Lorraine à la France, l'intendant ne faisait plus que donner son avis sur de telles questions. Il statuait lui-même lorsqu'il s'agissait d'ordonner un changement de lieu d'internement ou de faire rechercher un évadé (Lettre de de la Porte à Lasnière du 14 janvier 1781, A.M.M. C 436).

Dans le même but de sauvegarder la vie de ses administrés, l'intendant prend, le 5 août 1780, une ordonnance concernant les biens et les secours à procurer aux noyés (13).

§ 3. — LES ÉTRANGERS

A. — *Les personnes de couleur.*

Quelques personnes de couleur s'étant établies en Lorraine, périodiquement l'intendant doit fournir au gouvernement un état des noirs de l'un et l'autre sexe se trouvant dans sa généralité en distinguant ceux qui sont esclaves de ceux qui sont affranchis et en mentionnant la date de leur arrivée, leur état, leur âge, leur profession, les nom et qualité de leurs maîtres, le nombre de ces personnes qui ont été affranchies et par qui elles l'ont été (14).

Un arrêt du conseil du 5 avril 1788 règlementa les mariages des noirs mulâtres et autres gens de couleur. L'exécution de cet arrêt fut confiée à l'intendant (15).

B. — *Les émigrants.*

Il était interdit de transporter son domicile hors de la Lorraine ou d'y entrer sans autorisation. Des peines furent portées contre les émigrants et l'intendant fut chargé de publier et de faire exécuter toutes les ordonnances relatives aux émigrants. Il surveilla également l'application des peines portées par les commissaires spéciaux contre les émigrants (16).

§ 4. — L'ÉTAT CIVIL - LA CONDITION DES PERSONNES

Chaque année, l'intendant doit fournir au gouvernement de Versailles un état des naissances, mariages et sépultures de sa généralité. A cet effet, les subdélégués rassemblent, par ordre

(13) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 450.

(14) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 25 décembre 1776 (A.M.M. C 435).

(15) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 111.

(16) Lettre de la Galaizière à Viot du 30 décembre 1752 (A.M.M. C 433). Voir également *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 442 : arrêt du 13 juillet 1780 qui renouvelle les défenses faites par les règlements concernant le fait de l'émigration : le Parlement semble avoir eu, en cette matière, une compétence identique à celle de l'intendant.

alphabétique, les états de population des différentes paroisses de leur département et se procurent au surplus tous les renseignements nécessaires sur les maladies, leurs causes, les remèdes qui ont été employés avec plus ou moins de succès. Ces renseignements sont puisés auprès des curés des paroisses, mais le peu d'exactitude et la lenteur que ces derniers mettent dans la rédaction des états particuliers, sont un objet de soucis pour l'administration (17).

De même, l'intendant fournit des états sur la situation des notaires apostoliques et, en général, sur les titulaires d'offices ou les annoblis (18).

SECTION II

La police sur les biens

§ 1. — LES LOTERIES

La loterie royale de France fut créée par arrêt du conseil du 30 juin 1776. L'établissement de bureaux de loterie dans les généralités avait été laissé à la discrétion de l'administration provinciale. Déjà en 1760, une loterie avait été établie au profit de l'hôtel de ville de Paris et l'intendant s'était préoccupé du placement des billets : « Si vous croyez qu'on peut en établir un bureau (à Lunéville), vous pourriez m'indiquer une personne

(17) Lettre de de la Porte à Lasnière du 20 décembre 1785 (A.M.M. C 437).

(18) Lettre de de la Porte à Lasnière du 17 août 1778 (A.M.M. C 436). C'était là un des aspects de son pouvoir de surveillance sur les titulaires d'office. En 1760, le sieur Claudy, prévôt général de la maréchaussée, avait indûment perçu des sommes dans l'exercice de sa charge soit à titre de finances, soit en produit des places vacantes simulées remplies dans les revues de la compagnie. L'intendant enquête sur le montant exact des sommes perçues, afin d'en régler la liquidation. « Je ne puis y parvenir que par le témoignage des cavaliers qui ont délivré de l'argent à titre de finances de leur place et par celui des chefs de brigades sur l'emploi du produit des quartiers d'appointements des cavaliers postiches ou absents » (Lettre de la Galaizière à Viot du 28 juillet 1760, A.M.M. C 434).

Voir également arrêt du Conseil, du 25 novembre 1780, qui lève la surséance de la vente des offices de jurés priseurs ordonnée par l'édit de février 1771 (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 477). L'exécution en est confiée à l'intendant.

En ce qui concerne les annoblissements, les lettres étaient envoyées de Paris, mais l'intendant était chargé de faire une enquête sur la situation des impétrants (Lettre de la Galaizière à Viot du 17 novembre 1759, A.M.M. C 434).

solvable et je me chargerai de la proposer à M. le Prévôt des marchands de Paris pour lui en faire avoir la commission » (19).

Toutes les contestations relatives au tirage des billets étaient de la compétence de l'intendant qui devait veiller à supprimer la concurrence des loteries étrangères (20).

§ 2. — LA FAUSSE MONNAIE

Le faux monnayage était très répandu aux XVII^e et XVIII^e siècles : le signalement des faux monnayeurs était diffusé à toutes intendances de province qui prenaient les mesures nécessaires en vue de parer à l'écoulement de la fausse monnaie (21).

§ 3. — LES SPECTACLES ET LES LIVRES

Afin d'assurer le recrutement d'acteurs, un bureau d'adresses et d'indications avait été créé à Paris. Deux exemplaires de l'arrêt du conseil concernant le fonctionnement de ce bureau furent adressés, par les soins de l'intendant, aux officiers municipaux des différentes villes de sa généralité (22).

Un arrêt du conseil du 1^{er} juin 1781 (23) avait réglementé la vente des bibliothèques et un autre du 25 août suivant (24) la vente des livres étrangers en France. L'intendant fut chargé de l'exécution de ces deux arrêts. A Saint-Mihiel, le sieur Thiéry a laissé en mourant une bibliothèque considérable. Ses héritiers peuvent-ils la vendre au détail sans en avoir fait faire la visite ordonnée par l'arrêt du 1^{er} juin 1781 ? (25) : « Il est vrai que

(19) Lettre de la Galaizière à Viot du 4 septembre 1760 (A.M.M. C 434).

(20) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 441 : ordonnance de l'intendant, du 2 juillet 1780, qui renouvelle les défenses portées dans l'arrêt du Conseil du 20 septembre 1776 contre les loteries étrangères.

(21) Lettre de la Galaizière à Viot du 6 juin 1751 (A.M.M. C 433) : « Deux particuliers contrefaisant les marchands de chevaux ont répandu, Monsieur, à la dernière foire de Montluçon nombre d'écus faux de six livres pareils à une quantité considérable qui en avait été distribuée à la foire de Besançon, le 8 février, par un autre homme de même métier et de la même clique. Je vous envoie leur signalement ci-joint pour que vous vouliez veiller et faire veiller dans les foires et marchés de votre subdélégation ».

(22) Lettre de Breteuil à de la Porte, année 1788 (A.M.M. C 314).

(23) Arrêt du Conseil du 1^{er} juin 1781 publié par ordonnance de l'intendant le 22 juillet suivant (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 529).

(24) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 560 : arrêt du Conseil du 25 août 1781 publié par ordonnance de l'intendant du 18 septembre suivant.

(25) Lettre de de la Porte à Bazoche, subdélégué à Saint-Mihiel, du 12 février 1785 (A.M.M. C 59).

les dispositions de cet arrêt semblent n'exiger cette formalité que pour les ventes publiques de livres : on doit considérer cependant cette vente comme publique puisqu'ils (les héritiers) se proposent de faire imprimer et distribuer le catalogue des livres en question. D'après cela, je suis très convaincu qu'ils doivent, avant tout, faire procéder à la visite ordonnée par l'arrêt en question ».

§ 4. — LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Plusieurs villes ont conservé l'usage de faire, à l'occasion de la fête du roi, des feux de joie que l'on nomme bures et qui consistent à brûler sur les places et quelquefois même dans les rues, une certaine quantité de bois et fagots. L'intendant supprime ces feux de joie : « J'exige qu'avant de vous livrer à aucune dépense relative à ces sortes de fêtes publiques, vous m'en adressiez le détail par une délibération que j'approuverai si je le juge convenable » (26).

A Puttelage, on a sonné les cloches quand il y a eu un orage : la foudre est tombée sur le clocher et quinze ou seize habitants, occupés à sonner, ont été blessés. L'intendant en profite pour interdire l'usage de sonner les cloches pendant un orage (27).

Le port d'armes est strictement réglementé. A cet effet, les syndics de communauté doivent fournir un état des armes possédées par les particuliers (28) et l'intendant statue, en dernier ressort, sur les autorisations à donner concernant le port d'armes (29).

(26) Lettre de de la Porte aux officiers municipaux de Lunéville du 5 avril 1781 (A.M.M. C 436).

(27) Lettre de de la Porte à Lasnière du 17 avril 1781 (A.M.M. C 436).

(28) Lettre de la Galaizière à Alliot du 30 avril 1740 (A.M.M. C 433) : « J'ai tout lieu d'être surpris, Monsieur, que le prévôt d'Einville ne vous ait pas remis les déclarations qui ont dû lui être faites par les syndics des communautés de son ressort, du nombre des armes à feu déposées entre les mains en exécution de l'ordonnance du Roy, du 16 novembre de l'année dernière, faites-lui donc savoir combien je suis mécontent de cette négligence ».

(29) Lettre de la Galaizière à Alliot du 28 décembre 1739 (A.M.M. C 433) : « Vous savez, Monsieur, que, par l'article 6 de l'édit du mois de janvier 1729, il est défendu à tous gardes-chasses de porter le fusil et, en conséquence, de l'ordonnance du 16 novembre dernier, celui de M. de Schack, à Azerailles, a remis au syndic de ce lieu les deux qu'il avait, mais M. de Schack m'ayant représenté que ce garde-chasse lui servait en même temps de chasseur, il est nécessaire que vous fassiez savoir à ce syndic qu'il ait à lui rendre ces deux fusils toutes les fois qu'il chassera avec son maître, à condition qu'au retour ce garde-chasse les lui remettra ».

TITRE IV

L'ASSISTANCE

Le problème de l'assistance sous l'Ancien Régime se posa avec une acuité singulière, car les mendiants étaient fort nombreux. La misère depuis le règne de Louis XIV fut à peu près permanente en France et eut un caractère endémique. En 1687, deux commissaires du roi constatèrent, dans la généralité d'Orléans et dans le Maine, que les habitants des campagnes n'ayant ni meubles, ni provisions, couchaient sur la paille et se nourrissaient de racines de fougères bouillies (1).

Diderot dépeint la paysanne de son temps de la façon suivante : « Je ne puis supporter sans dégoût la vue d'une paysanne pauvre. Ce morceau de toile grossière qui couvre sa tête, cette chevelure qui tombe sur ses joues, ces haillons troués qui la vêtissent à demi, ce mauvais cotillon court qui ne va qu'à la moitié de ses jambes, ces pieds nus et couverts de fange ne peuvent que me blesser. C'est l'image d'un état que je respecte. C'est l'ensemble des disgrâces d'une condition nécessaire et malheureuse que je plains » (2).

La détresse du bas peuple des villes égalait celle des populations rurales. A Paris, en 1770, trente mille hommes sont réunis dans le faubourg Saint-Marcel. Ils habitent des maisons à sept étages dont le grenier forme le huitième ; chaque chambre est occupée par une famille, les parents s'y entassent pêle-mêle avec les enfants qui, jour et nuit, sont nus. Personne ne paie de loyer (3).

Pour soulager ces misères, on a recours à la charité publique. C'est une solution de fortune et tout à fait insuffisante, car la charité est à base confessionnelle. Elle s'accompagne du souci de la propagation de la foi et vient vite elle est un moyen de sauvegarder l'âme des pauvres plutôt que de leur procurer le moyen de soulager leur détresse. D'autre part, la dîme qui, primitivement, est un revenu de charité paroissiale est détournée de

(1) DE BOISLILE : *Mémoires des intendants sur les généralités*, t. I, p. 781.

(2) DIDEROT : *Regrets sur ma vieille robe de chambre*.

(3) Consulter à ce sujet, MERCIER : *Tableau de Paris*, en huit volumes, Amsterdam. 1783.

son but. Les décimateurs en perçoivent le montant sans s'acquitter des charges dont elle est accompagnée. Un compte rendu de l'enquête, effectuée en 1774 à la demande de l'archevêque de Rouen dans chacune des paroisses de son diocèse, met en valeur le détournement des dîmes par les décimateurs (4).

D'après CONDORCET, « Les dîmes étaient devenues un véritable revenu indépendant de tout service religieux » (5).

D'où la nécessité d'une réforme gouvernementale dont les caractères furent les suivants : sécularisation, municipalisation et étatisation. Les moyens employés furent l'assistance aux vrais pauvres et la police des mendiants, car si la réforme gouvernementale fut à base humanitaire, elle fut également dictée par une nécessité d'ordre public (6).

(4) Camille BLOCH : *L'assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution (1764-1790)*, Paris, 1908, p. 273 : « Boos : les dîmes sont partagées entre le curé qui en perçoit le tiers et les religieuses de Saint-Amand qui ont les deux autres tiers. Celles-ci se contentent de faire distribuer aux pauvres cinq ou six boisseaux de blé par an. Bourgtheroulde : les religieux de l'abbaye du Bec, gros décimateurs, distribuent annuellement une aumône qui ne dépasse pas 72 livres. Civières : les chanoines d'Andely et l'abbé de Jumières qui se partagent la dîme n'ont jamais rien donné aux pauvres... ».

(5) Camille BLOCH, *op. cit.*, p. 274 citant Condorcet, Œuvres, t. VIII, p. 160.

(6) Camille BLOCH, *op. cit.*, p. 55.

CHAPITRE I

La réforme gouvernementale

La mort de Stanislas coïncida avec un mouvement d'opinion en France qui s'alarmait des progrès du désordre causé par les pauvres et les mendiants. Deux brochures de le Trosne et de la Morandière dénoncèrent le mal et proposèrent des remèdes (1).

En 1764, une commission réunie par Laverdy, contrôleur général, et composée de quatre conseillers d'Etat et d'un rapporteur choisi parmi les maîtres des requêtes, essaya d'élaborer un plan de classification des pauvres et des traitements applicables à chaque classe. Le projet élaboré par cette commission distinguait :

1) Les mendiants valides assimilés aux vagabonds : on les frappait des galères (hommes) ou du renfermement (femmes et vieillards) ;

2) Les individus mutilés par accidents : on devait les secourir à domicile par l'intermédiaire de bureaux d'aumônes à établir dans chaque ville et communauté ;

3) Les invalides (vieillards infirmes, fous, individus défigurés, mutilés n'ayant pas de domicile, étrangers) : on les hospitalisait ;

4) Les enfants (ceux qui ont leurs parents doivent rester à la charge de ces derniers) : on les plaçait jusqu'à seize ans chez des cultivateurs moyennant pension.

(1) LE TROSNE : *Mémoire sur les vagabonds et sur les mendiants*, Paris, 1764. TURMEAU DE LA MORANDIÈRE : *Police sur les mendiants, les vagabonds, les joueurs de profession, les intrigants, les filles prostituées, les domestiques hors de maison depuis longtemps et les gens sans aveu*, Paris, 1764.

Ce projet fut adressé à tous les intendants qui devaient donner leur avis. Dans chaque généralité, l'intendant devait prendre immédiatement des dispositions pour créer des dépôts de mendicité en attendant que les hôpitaux puissent recevoir les mendiants invalides.

Aussitôt après ces travaux préliminaires, une déclaration sur le vagabondage fut promulguée le 3 août 1764 : « Seront réputés vagabonds et gens sans aveu et condamnés comme tels, tous ceux qui, depuis six mois révolus, n'auront exercé ni profession, ni métier et qui, n'ayant aucun état ou aucun bien pour subsister, ne pourront être avoués ou faire certifier de leurs bonne vie et mœurs par personnes dignes de foi. »

Cette déclaration de 1764 punissait les vagabonds valides, âgés de 16 à 70 ans, de la peine des galères à temps. Les vieillards infirmes, les femmes et les filles étaient enfermés, pendant trois ans, dans l'hôpital le plus proche. En cas de récidive, la durée de l'internement était portée à neuf ans puis rendue perpétuelle. La détention à vie pouvait être accordée aux vieillards qui la demandaient. Les enfants au-dessous de 16 ans étaient entretenus et instruits dans les hôpitaux. Ils n'en sortaient que sur ordre du roi. Quand la détention était terminée, les vagabonds étaient tenus de choisir un domicile fixe et certain, de préférence celui de leur naissance pour y travailler. Interdiction leur était faite de s'établir à Paris ou à moins de dix lieues d'une résidence royale.

SECTION I

Les dépôts de mendicité

§ 1. — L'ARRÊT DU CONSEIL DE 1767

En France, l'application de la déclaration de 1764 rencontra de nombreuses difficultés du fait que les hôpitaux refusèrent de recevoir les mendiants et vagabonds arrêtés par la maréchaussée. Cette opposition des hôpitaux et surtout celle des parlements qui surveillaient leur administration incita le gouvernement à procéder par voie administrative. Le 21 octobre 1767, un arrêt du conseil prescrivit l'ouverture de dépôts de mendicité. On décida

alors : 1° d'arrêter tous les mendiants comme vagabonds ; 2° d'établir des dépôts où les mendiants seraient renfermés jusqu'à ce qu'ils puissent être remis à leur famille d'origine ou placés dans les hôpitaux ; 3° de transformer certains hôpitaux pour les mettre en mesure de recevoir les mendiants invalides ; 4° d'établir des bureaux d'aumônes dans chaque paroisse.

Quelle définition peut-on donner aux dépôts de mendicité ? BEQUET (2) nous propose la suivante : « Les dépôts de mendicité sont des maisons de travail dépendant du service de l'assistance publique et non des établissements pénitentiaires. Les individus qui y viennent chercher un refuge ou bien qui y sont conduits par ordre administratif ne subissent pas une peine et la coercition dont ils sont l'objet constitue une mesure préventive et non répressive ».

Cependant une instruction faisant suite à l'arrêt du conseil du 21 octobre, stipula que les dépôts devaient recevoir : 1° tous les vagabonds et gens sans aveu qui, ne pouvant être envoyés aux galères en raison de leur sexe, de leur âge ou de leurs infirmités, auront été condamnés par les prévôts de la maréchaussée à être enfermés en exécution de la déclaration de 1764 ; 2° les mendiants de profession arrêtés à plus de deux lieues de leur domicile internés par mesure administrative de correction pour une durée de trois semaines ou un mois.

Si bien que Montlinot pourra dire, en 1789, que les dépôts de mendicité étaient des lieux de sûreté pour ceux que l'hôpital rejetait et qui ne pouvaient être gardés en prison (3).

En Lorraine, l'établissement de ces dépôts fut assez tardive. Une réponse de la Galaizière à Choiseul du 23 mars 1769 nous apprend qu'à cette date, il n'y avait encore aucun dépôt dans sa généralité (4), la raison en étant que, sous l'impulsion de Stanislas, de nombreux établissements de bienfaisance avaient été créés et que le problème des mendiants et vagabonds ne se posait pas avec la même acuité qu'en France.

(2) LÉON BEQUET : *Régime et législation de l'assistance publique et privée en France*, Paris, 1885, p. 197.

(3) MONTLINOT : *État actuel du dépôt de Soissons précédé d'un essai sur la mendicité*, Paris, 1789.

Les comptes de mendicité afférents à l'année 1769 fournissent des renseignements assez précis sur l'état de la réforme administrative : l'acquisition des bâtiments du dépôt de Nancy et les réparations effectuées pour l'aménagement des locaux se montèrent à 40.787 livres, le dépôt d'Epinal exigea pour réparations et frais d'acquisition 2.476 livres, les frais de plan et devis des dépôts de Bar et Sarreguemines montèrent à 366 livres. Figurent également dans ces comptes, les frais d'achat de mobilier (lits de camp, paillasses, tables, bancs, baquets, seaux, chaudières, vêtements pour les détenus). La réforme n'en était qu'à ses débuts (5). L'intendant avait communiqué ses projets au contrôleur général et les premières acquisitions d'immeubles n'avaient eu lieu qu'au cours du deuxième semestre 1769 (6).

Pour financer ces dépenses de mendicité et plus spécialement pour subvenir aux dépenses d'entretien des détenus, un arrêt du conseil du 13 décembre 1771 avait établi une imposition de six deniers par livre de la subvention dans les duchés (7). Primitivement, ce furent les receveurs généraux des finances qui furent chargés de fournir les fonds nécessaires, mais les détails nombreux auxquels cette comptabilité donnait lieu les engagèrent à

(4) Lettre de Choiseul à de la Galaizière du 2 mars 1769 (A.M.M. C 326) : « Suivant l'arrangement qui a été fait, Monsieur, au mois d'octobre dernier, pour faire renfermer dans les dépôts de mendicité de votre département les filles ou femmes de mauvaise vie qui seraient arrêtées pour discipline militaire, le Roi a bien voulu se charger de faire payer sur l'extraordinaire des guerres les dépenses qu'elles y occasionneraient à raison de cinq sols par journée pendant tout le temps qu'elles y seraient détenues. Je vous adresserai en conséquence le trente du même mois un modèle de l'état que vous devez m'envoyer à la fin de chaque mois pour constater cette dépense. Comme depuis ce temps, il ne m'en est parvenu aucun et que j'ai lieu de présumer que les subdélégués chargés de l'administration de ces dépôts ont négligé de vous remettre ces états pour me les faire passer, je compte que vous voudrez bien vous assurer de ce qu'ils auront fait à ce sujet ».

(5) Comptes de mendicité, année 1769 (A.M.M. C 326).

(6) Lettre du contrôleur général à de la Galaizière du 16 juin 1769 (A.M.M. C 326).

(7) Lettre du contrôleur général à de la Galaizière du 29 février 1772 (A.M.M. C 326) : le contrôleur général envoie à l'intendant un arrêt du Conseil du 13 décembre 1771.

A signaler que l'intendant, chaque fois qu'il le peut, s'efforce de faire contribuer la famille du détenu aux dépenses d'entretien. Voir à ce sujet, une ordonnance de de la Porte du 24 mai 1781 (A.M.M. C 327 bis) : « Nous ordonnons que la somme de trente livres remise par la famille de Claude Toussaint entre les mains du sieur Parmentier, inspecteur du dépôt de Nancy, pour trois mois de sa pension, à compter du seize avril dernier à pareil jour de juillet prochain, sera par ledit inspecteur remise au sieur Joly, caissier de la mendicité en Lorraine, qui en fera recette au profit du roi dans son compte de la présente année, ce faisant ledit inspecteur en sera bien et valablement déchargé ».

demander à en être déchargés. Le contrôleur général décida alors que l'intendant choisirait dans son bureau un commis intelligent auquel on donnerait le titre de caissier de la mendicité et qui suivrait toutes les parties de cette branche. En conséquence, l'intendant tire, chaque mois, sur le receveur de sa généralité, des ordonnances au profit de ce commis caissier pour les sommes entières que le ministre destine aux dépenses de mendicité. A compter de 1780, pour laisser entre les mains du receveur général les fonds dont ils sont garants jusqu'au moment où ils peuvent être employés à leur dernière destination, le contrôleur général réforme le système. Chaque mois, il arrête un état de distribution qui règle les fonds dont l'intendant peut disposer dans le courant du mois suivant. Il en adresse un extrait à l'intendant et un autre au receveur général. Désormais, les ordonnances de paiement de l'intendant sont acquittées directement par les commis de la recette générale aux parties prenantes elles-mêmes, sauf à en rendre compte ensuite au commissaire départi (8).

Les dépenses d'entretien sont aussi nombreuses que diverses : les commandes sont passées par le subdélégué sous l'agrément de l'intendant. Citons comme exemple une commande de deux cents chemises de femme, deux cents chemises d'homme, deux cents bonnets et deux cents coiffures pour femmes, trois cents bonnets pour hommes, trois cents paires de sabots, cent cinquante livres de laine à faire des bas (9).

Afin d'éviter de payer trop cher les fournitures, l'intendant recommande aux subdélégués de s'approvisionner de préférence auprès des ateliers de charité. Il a coutume d'ailleurs d'en référer chaque fois au contrôleur général qui lui signale les marchés les plus avantageux (10). Ceci est d'autant plus intéressant que les crédits de mendicité sont plus limités (11) et que, aux dépenses

(8) Lettre de Necker à de la Porte du 16 février 1780 (A.M.M. C 327). Les anciens caissiers furent rétablis en 1784 (Lettre du contrôleur général à l'intendant du 15 septembre 1784, A.M.M. C 330).

(9) Commande faite par Viot, subdélégué à Lunéville, du 18 février 1770 (A.M.M. C 326). Voir également : lettre de Terray à de la Galaizière du 19 juin 1771, annonçant l'arrivée de cinquante couvertures de la manufacture des pauvres de Tours (A.M.M. C 326).

(10) Lettre de Terray à l'intendant du 19 juin 1771 (A.M.M. C 326).

(11) Pour la Lorraine (mois de juin 1770), la dépense autorisée est de 12.000 livres (A.M.M. C 326). Dans ces conditions, pour faire des économies, l'intendant ordonne au directeur de prendre ses dispositions pour la fabrication du pain des détenus (Lettre de Terray à l'intendant du 7 août 1771, A.M.M. C 326).

ordinaires, il faut ajouter, par exemple, les gages donnés aux lieutenants de la maréchaussée pour conduite aux dépôts, des vagabonds arrêtés par eux, l'achat d'outils, de métiers, de matière à fabriquer, le paiement des gages des maîtres et conducteurs d'ateliers (12). A la fin de chaque année, le caissier de la mendicité est tenu de fournir au contrôleur général l'état des recettes et des dépenses faites pour les dépôts (13).

§ 2. — LE MINISTÈRE DE TURGOT

Dès l'établissement des dépôts de mendicité, le zèle de la maréchaussée fut tel que, devant l'encombrement en résultant, le gouvernement donna des instructions pour que le séjour dans ces établissements fut le plus bref possible (14). A cet effet, les subdélégués devaient interroger les individus arrêtés ou détenus. Ceux-ci devaient indiquer leur identité, celle de leurs parents, leur profession, leurs ressources futures et le lieu de leur retraite éventuelle. Ils devaient faire connaître les personnes capables de leur servir de caution et de leur fournir des fonds pour leur permettre de se rendre auprès d'elles. Ces déclarations étaient suivies de procès-verbaux de soumission par lesquels les détenus s'engageaient à ne plus demander l'aumône, soumissions qui pouvaient être souscrites par des tiers promettant de veiller sur eux, de leur procurer du travail et, s'ils venaient à tomber dans la récidive, de payer une amende de 100 louis (15). L'intendant, de son

(12) Etat des gages donnés aux lieutenants de la maréchaussée (A.M.M. C 328). Paiement des gages des maîtres et conducteurs d'ateliers de mendicité (A.M.M. C 330). En 1774, dix-sept filles s'évadèrent du dépôt de Nancy, ce qui occasionna une révolte des autres détenus au cours de laquelle différents objets furent brisés : le garde du dépôt dut, sur l'ordre de l'intendant, dresser un procès-verbal de perte (A.M.M. C 326).

(13) Lettre de Turgot à l'intendant du 25 octobre 1774 (A.M.M. C 327).

(14) Les mendiants et vagabonds, arrêtés par la maréchaussée, étaient jetés en prison en attendant qu'ils fussent assez nombreux pour que leur nombre pût justifier leur conduite au dépôt : « Les hommes et les femmes sont renfermés dans la même prison et il en résulte toujours que celles qui n'étaient pas grosses quand elles sont arrêtées, le sont quand elles arrivent au dépôt ». Le contrôleur général se plaint de ce que les mendiants arrêtés restent trop longtemps dans les prisons avant d'être transférés aux dépôts (Camille Bloch, *op. cit.*, p. 172, note 1).

(15) Lettre de de la Porte à Lasnière du 24 juillet 1778 (A.M.M. C 436). L'intendant rend une ordonnance contre Nicolas Saillie, habitant à Lunéville, pour le contraindre à payer conformément à la soumission qu'il a souscrite, le 8 juin, la pension de Claude Marchal renfermé pour la seconde fois au dépôt de Nancy.

côté, pour parer à l'encombrement des dépôts s'efforce de mettre en liberté les détenus pendant la belle saison (16).

Signalons qu'en France certains dépôts ont été donnés en entreprise aux termes d'un procès-verbal d'adjudication dressé par l'intendant moyennant une redevance fixée selon la durée de séjour de chaque individu. Les abus auxquels se livrèrent les adjudicataires, malgré la surveillance dont ils étaient l'objet, poussèrent l'administration à restreindre autant que possible le nombre des dépôts donnés en entreprise. La Lorraine ne connut pas le système de l'entreprise.

La nomination de Turgot comme ministre arriva à un moment où la répression de la mendicité était à son apogée. Son premier soin fut de faire fermer les dépôts inutiles et dangereux. Voici le texte de la circulaire adressée par Turgot aux intendants, le 16 novembre 1774 : « Lorsqu'on s'est déterminé à s'occuper de la destruction de la mendicité et qu'on s'est porté à exécuter à la rigueur la déclaration du mois d'août 1764, on ne s'est pas dissimulé qu'un des moyens les plus propres à y parvenir était d'abord d'assurer des retraites et la subsistance aux pauvres invalides et de ne pas les confondre avec les mendiants, les vagabonds et gens sans aveu. Il a dû sans doute paraître cruel de punir les hommes d'un malheur involontaire et d'ajouter à des infirmités douloureuses la peine du renfermement. On a jugé dès ce temps que les secours nécessaires aux pauvres invalides étaient dûs par la paroisse qui les ont vus naître et à laquelle ils avaient consacré leur travail, tant que leurs forces le leur avaient permis.

(16) Lettre de l'intendance à Lasnière du 4 juillet 1773 (A.M.M. C 435) : « Je vous envoie, Monsieur, la déclaration faite par le nommé Joseph Galat qui s'est dit habitant de votre département, renfermé pour fait de mendicité dans le dépôt de Nancy. Je vous prie de vérifier si les réponses de ce mendiant sont exactes, s'il n'y a rien à lui imputer sur ses vie et mœurs et si ses parents ou autres particuliers veulent le réclamer et se charger de lui prêter les secours dont il a besoin pour l'empêcher à l'avenir de mendier, dans lequel cas, il sera nécessaire que vous leur fassiez signer les soumissions ci-jointes et que vous les engagiez à y joindre quelque argent pour faciliter le retour de ce renfermé auprès d'eux. Voudrez bien me faire part du résultat des éclaircissements que vous vous serez procurés sur le compte de ce reclus et sur les facultés des personnes qui auront souscrit une soumission en sa faveur ». (D'après Camille BLOCH, *op. cit.*, p. 173, les renfermés recevaient un sou par lieue pour retourner dans leur pays d'origine).

Mais les difficultés de l'exécution et les obstacles nés des circonstances qui avaient lieu pour lors, ont rendu sans effet les dispositions qui avaient été projetées et malheureusement on a cru pouvoir aller en avant sur l'autre partie de l'opération qui ne devait cependant être que la seconde dans l'ordre du temps puisqu'il est impossible de détruire la mendicité et injuste de la proscrire tant que le mendiant ne peut être regardé comme coupable, tant que la misère peut le forcer à mendier pour vivre, tant que l'on n'a pas pris des mesures préalables pour assurer aux pauvres invalides des secours et aux pauvres valides du travail à leur portée. C'est sans doute à cette interversion entre deux parties correspondantes d'un même plan que l'on doit attribuer le peu de soins qu'a pris le gouvernement, depuis quelques années, pour remédier à la mendicité. »

C'était l'annonce d'une réforme administrative. En Lorraine, à proprement parler, la lutte contre la mendicité n'avait pas pris la même ampleur que dans les autres provinces françaises. D'après le compte général des dépenses de mendicité de 1771, seuls deux dépôts fonctionnaient : celui de Nancy et celui d'Epinal (17) ; le projet de création des dépôts de Sarreguemines et de Bar-le-Duc avait été abandonné. Turgot voulant aider les pauvres plutôt que les punir, prescrivit à l'intendant de fermer le dépôt de Nancy, mais sur les instances de la Galaizière, on le conserva sous le nom de maison de réclusion (18). Il appartenait, dès lors, à l'ad-

(17) Compte général des dépenses de mendicité, année 1771 (A.M.M. C 326). Le dépôt d'Epinal fut d'ailleurs supprimé fin 1772 - début 1773. De la Galaizière proposa alors à Terray de faire rendre un arrêt de Conseil l'autorisant à procéder à la vente des bâtiments qui avaient été acquis par le roi et qui devenaient de ce fait inutiles.

(18) Lettre circulaire aux intendants du 21 novembre 1775. On élargissait immédiatement tous les détenus non dangereux qui devaient être renvoyés dans leur province d'origine pour s'y procurer du travail dans le délai d'un an. Provisoirement, ceux, qui n'en trouvaient pas, recevaient une pension de 30 à 50 livres. Les détenus simplement suspects devaient être libérés avant mai 1776. Les dépôts maintenus étaient réservés aux individus dangereux : « Je vois, Monsieur, par votre lettre du 22 du mois dernier, au sujet des filles et femmes de mauvaise vie arrêtées pour discipline militaire que, d'après les représentations que vous avez faites à M. le contrôleur général sur la nécessité de conserver le dépôt de mendicité qui était établi à Nancy, il vous a autorisé à le laisser subsister sous le nom de maison de réclusion et d'affecter à son entretien le produit de l'imposition établie pour cet effet dans votre généralité. Puisque vous m'assurez qu'il est plus avantageux de continuer à y renfermer ces filles et femmes débauchées, le roy approuve que vous donniez vos ordres pour les y faire mettre afin de les punir de leur libertinage et faire traiter celles qui se trouveront atteintes de maladies vénériennes (Lettre de Saint-Germain à de la Galaizière du 10 juin 1776, A.M.M. C 327).

ministration de jeter les bases des organismes nouveaux dans le cadre de sa politique d'aide aux pauvres (19).

SECTION II

Les bureaux et ateliers de charité

§ 1. — LES BUREAUX DE CHARITÉ

Les premiers bureaux de charité furent créés, en France, à une époque antérieure à 1770, mais c'est seulement en 1770 que cette institution paraît prendre un essor particulier.

En fait, la Lorraine ne participa pas à l'effort général d'établissement de bureaux de charité préconisé par le gouvernement central. Nous n'avons pas trouvé trace, dans la correspondance de l'intendant avec le contrôleur général, de l'existence d'un bureau quelconque. Il semble que l'on se soit contenté de l'initiative privée, car l'intendant avait demandé à chaque subdélégué de lui fournir l'état des pauvres des communautés de sa subdélégation et des moyens employés pour leur soulagement. Nous avons la réponse du subdélégué de Lunéville qui passe en revue toutes les paroisses de son département (20). D'après lui, seuls

(19) Les dépôts de mendicité avaient été fermés en 1775 et simultanément on créa des bureaux et ateliers de charité, mais les mesures du gouvernement s'étaient avérées inopérantes. Dans ces conditions, le contrôleur général s'était décidé à sévir : en février 1777, il enjoignit aux intendants de faire arrêter même les individus munis de passeports et de permissions de mendier (Camille Bloch, *op. cit.*, p. 220). Le résultat fut que tous les mendiants se réfugièrent en ville. Necker fit alors rendre l'ordonnance du 27 juillet 1777 : tous les mendiants devaient se retirer au lieu même de leur naissance dans un délai de quinze jours. Passé ce délai, tout individu trouvé en état de mendicité devait être arrêté et emprisonné. Les pauvres valides étaient versés dans les ateliers de mendicité et les infirmes ou invalides dans les hôpitaux. Les conséquences pratiques de l'ordonnance de 1777 furent de favoriser la multiplication des bureaux de charité en province. Dans une circulaire aux intendants, Necker leur montra que l'application du nouveau règlement était subordonnée à la création de bureaux d'aumônes qui « indiqueraient des travaux, fourniraient des matières et des outils à ceux qui étaient en état de travailler, procureraient des remèdes, des soins et des aisances aux malades, ou feraient des prêts à ceux qui n'ont que des besoins momentanés ».

(20) Etat dressé par le subdélégué de Lunéville, Olivier, le 12 mai 1770, en réponse à une lettre de l'intendant du 25 mars (A.M.M. C 338).

D'après l'instruction de Turgot, les bureaux de charité sont des établissements officiels qui procèdent à la répartition méthodique des secours entre les pauvres dont les besoins sont exactement constatés. On doit les distinguer des assemblées de charité ou des bureaux d'aumône d'origine municipale. Ce sont les officiers de justice du lieu, ou les officiers municipaux qui doivent présider à leur formation. Quand il n'y a pas de municipalité, c'est le curé ou le seigneur

les pauvres des villes pouvaient trouver des ressources. Mais l'administration en resta là. Nous verrons plus loin comment, dans le cadre de la politique gouvernementale, l'intendant préféra soutenir les établissements de charité déjà existants.

§ 2. — LES ATELIERS DE CHARITÉ

En effet, la Lorraine connut les ateliers de charité. Il est vrai qu'il s'agissait d'une question purement administrative alors que les bureaux de charité étaient d'essence paroissiale.

A. — *L'instruction de 1770 : Terray.*

L'idée des ateliers de charité est ancienne puisque le parlement de Paris et certaines villes de province en créèrent au XVI^e siècle. Ces ateliers différaient cependant, dans leur conception, de ceux du XVIII^e siècle, car primitivement, il s'agissait d'organismes de répression plutôt que de soulagement.

Une instruction du 2 octobre 1770, publiée sous le ministère de l'abbé Terray, traita du problème posé par la création de ces ateliers (21), mais il fallut attendre cinq années pour assister à l'application de l'institution en suite d'une instruction de Turgot

qui doit agir. On réunit au lieu habituel des assemblées de communautés les notables et les habitants aisés. On nomme des administrateurs et un trésorier. Les administrateurs et le curé de la paroisse sont chargés de répartir les secours. Le premier travail du bureau est de dresser un état des pauvres à secourir qui porte les ressources dont chaque indigent jouit. Quand il n'y a pas dans la paroisse de personnes capables de dresser l'état, les pauvres doivent être répartis entre les propriétaires des domaines, dîmes, rentes qui sont alors chargés de leur subsistance soit par des secours gratuits, soit par la fourniture de travail. Le bureau est chargé de secourir seulement les pauvres de la paroisse, c'est-à-dire ceux qui y sont nés ou qui y ont leur domicile ordinaire. Les autres pauvres sont renvoyés dans leur paroisse d'origine avec un passeport et un pécule d'un sou par lieue pour le trajet. Le passeport est renouvelable de subdélégation en subdélégation (Camille BLOCH, *op. cit.*, p. 197 et suivants).

(21) Instruction du 2 octobre 1770 :

1^o *Manière d'établir les travaux* : ils seront établis et organisés par l'intendant d'accord avec l'ingénieur et les sous-ingénieurs des Ponts et Chaussées. Ces travaux doivent être principalement placés auprès des villes les plus peuplées, afin d'occuper plus de peuple et d'éviter les mouvements que la cherté occasionne plutôt dans les villes que dans les campagnes, sans néanmoins perdre entièrement de vue les campagnes et en établissant aussi des ateliers dans l'intérieur de celles qui souffriraient le plus de la disette. Les villes, qui veulent des ateliers pour travailler à leurs remparts, promenades et autres dehors doivent contribuer pour moitié aux dépenses. Les ateliers ne seront pas trop éloignés des paroisses pour éviter de longs déplacements des ouvriers. L'intendant et l'ingénieur en chef dresseront un état des ouvrages à exécuter proportionnellement aux fonds attribués par le contrôleur général, à l'approbation

du 2 mai 1775. Pour tracer les grandes lignes de sa réforme, le ministre s'inspira de l'instruction qu'il avait rédigée, en 1770, à l'intention de ses subdélégués quand il était intendant du Limousin. Lui-même en envoyant les exemplaires de cette instruction aux intendants, leur déclara qu'il ne fallait pas s'en tenir à la lettre du texte.

B. — *L'ordonnance de la Galaizière du 30 avril 1775* (22).

Une lettre de Turgot du 27 avril avait averti l'intendant de Lorraine qu'il pouvait disposer d'une somme de 63.000 livres pour

duquel cet état sera soumis. Les fonds seront remis par les receveurs des tailles ou, le cas échéant, par ceux des villes aux commissaires-trésoriers auprès des ateliers.

2°) *Manière d'exécuter les travaux* : ce seront des ouvrages de vicinalité (chemins) où hommes, femmes, vieillards seront admis. Les enfants même pourront être utilisés pour le transport de petites hottes. Le travail sera donné à la tâche même aux enfants, le travail à la journée sera exceptionnel. Le salaire devra être inférieur à celui du travail ordinaire dans les campagnes. Sans cette attention, on nuirait au travail de l'agriculture et au lieu d'opérer un bien réel, on ferait un très grand mal. Le salaire sera d'un quart moindre pour le vieillard que pour l'adulte, d'un tiers pour la femme, de la moitié pour l'enfant âgé de sept ans et plus, l'enfant moins âgé sera payé proportionnellement à son âge.

3°) *Forme de comptabilité* : rôles et états visés et signés par l'intendant, le commissaire-trésorier, le receveur des tailles, le piqueur et le sous-ingénieur.

Le 5 novembre 1770. Terray écrivait à Bertier, intendant de Paris : « Le seul moyen de soulager efficacement le peuple et de le mettre à portée d'acheter la denrée qui lui est nécessaire, c'est de lui procurer des salaires et d'établir à cet effet des travaux publics dans tous les lieux où cette ressource peut être nécessaire. Ce secours rejaillit sur le pauvre seul. Le riche ne se présente pas pour travailler. Il ne peut y avoir d'arbitraire dans la distribution de ce bienfait. Quiconque a besoin y a un droit certain en se présentant au travail et en se mettant en état de participer aux salaires qui en sont la juste récompense. Ces salaires se répartissent d'eux-mêmes en proportion des besoins, lorsqu'on a l'attention d'y admettre indistinctement, ainsi que le veut Sa Majesté, les hommes, les vieillards et les enfants. Les secours sont augmentés du nombre des bras dont chaque famille est composée ».

(22) Ordonnance de la Galaizière du 30 avril 1775, instituant les ateliers de charité (A.M.M. C 341 - 342). *Article premier* : tous les travaux par corvées seront et demeureront suspendus dans la Lorraine et le Barrois jusqu'à la récolte prochaine. Révoquons à cet effet tout ordre ou mandement qui aurait pu être par nous adressé aux communautés pour se rendre sur lesdits travaux. *Article 2* : il sera établi dans le cours du mois de mai prochain des ateliers de charité à portée des villes de Nancy, Bar-le-Duc, Pont-à-Mousson, Mirecourt, Neufchâteau, Bitche, Morhange, Plombières et Rambervillers. *Article 3* : nous avons commis et mettons le sieur Montluisant, inspecteur des Ponts et Chaussées de la généralité de Paris pour diriger en chef tous lesdits ateliers, tracer les ouvrages et faire généralement toutes les dispositions préalables qu'ils exigent. Chaque atelier sera, en outre, dirigé par le sous-ingénieur des Ponts et Chaussées de l'arrondissement et par un piqueur qui ne quittera point l'atelier. *Article 4* : tout homme, femme et enfant au-dessus de six ans qui se présentera muni d'une pioche, pelle ou panier au chef de l'atelier, piqueur ou conducteur sera reçu sans difficulté dans ledit atelier par le piqueur qui le placera dans l'endroit où il conviendra de l'employer et ensuite l'enregistrera sur un état qui sera arrêté tous les soirs par ledit piqueur ou conducteur. *Article 5* : le prix de la journée sera payé tous les soirs sur le billet qui sera délivré à cet effet par le

les ateliers de charité (en fait, les crédits se montèrent à 83.000 livres) (23). En raison de l'importance de la somme, de la Galaizière prit son ordonnance du 30 avril instituant, pour la première fois, des ateliers de charité en Lorraine. Seul l'intendant répartit les ateliers (24), juge le genre de travail auquel on doit se livrer et l'époque à laquelle l'atelier doit fonctionner (25), car il ne faut pas oublier que, dans l'esprit de l'instruction de 1770, les travaux de charité ne devaient pas gêner les travaux de l'agriculture. Chaque atelier est dirigé par un piqueur ou un conducteur qui distribue ou reçoit le travail. Lorsqu'il s'agit de travaux de terrassement, l'ingénieur et le sous-ingénieur dressent les plans. La police des ouvriers des ateliers appartient à l'intendant qui statue sur le rapport du subdélégué et du piqueur (26). Contrairement à ce qui se passe pour le reste de la France, le travail est payé au début à la journée et ensuite à la tâche (27). Malgré les termes de l'ordonnance, le paiement qui s'opère par une prescription endossée au profit du subdélégué est effectué en fin de semaine (28). Des acomptes journaliers peuvent être donnés à ceux qui en font la demande. Aucun paiement en nature n'est toléré : chaque ouvrier doit acheter son pain, on ne doit pas le lui fournir (29).

C. — *La liquidation des ateliers de charité.*

L'intendant avait fixé la date du début des travaux sur les ateliers au 31 mai 1775 (30). Turgot ayant laissé à son appréciation le soin de décider leur fermeture. En Lorraine, les ateliers

conducteur à chacun de ceux qui seront employés aux travaux par celui que nous commettons à cet effet dans chaque atelier, savoir la journée d'un homme au-dessus de seize ans, à raison de dix sous : celle d'une femme ou fille au-dessus de seize ans, à raison de sept sous : celle des enfants des deux sexes de dix ans à seize, à raison de cinq sous, et de six ans à dix, à raison de trois sous, le tout au cours de France. *Article 6* : il sera par nous adressé incessamment des instructions particulières aux sous-ingénieurs et autres officiers à qui la direction des ateliers sera confiée sur la forme du paiement des journées, la tenue des registres et autres détails relatifs à la comptabilité.

(23) Lettre de Turgot à l'intendant du 27 avril 1775 (A.M.M. C 341 - 342).

(24) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 10 mai 1775 (A.M.M. C 435).

(25) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 25 décembre 1776 (A.M.M. C 435).

(26) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 12 juillet 1775 (A.M.M. C 435).

(27) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 27 juin 1775 (A.M.M. C 435).

(28) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 11 juin 1775 (A.M.M. C 435).

(29) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 11 juin 1775 (A.M.M. C 435).

(30) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 25 mai 1775 (A.M.M. C 435).

furent fermés le 15 juillet 1775 (31). Il ne semble pas qu'ils aient été réouverts (32). Les comptes des dépenses de fonctionnement furent établis par les subdélégués et soumis pour approbation à l'intendant (33). Le matériel acheté par l'administration pour faciliter les travaux fut liquidé par les soins des subdélégués (34).

(31) Ordonnance de la Galaizière du 7 juillet 1775 (A.M.M. C 341 - 342). L'intendant donne comme motifs de fermeture la baisse du prix des subsistances et la nécessité de travailler aux champs.

(32) D'après le procès-verbal de l'assemblée provinciale de Lorraine et Barrois, nous savons que les membres de l'assemblée se plaignirent que la province de Berry qui ne payait que la moitié du montant des impositions lorraines avaient obtenu 80.000 livres par an, alors que la Lorraine n'obtint qu'une seule fois (en 1775) 80.000 livres au titre des ateliers de charité : « Nous devons ajouter ici quelques réflexions à ce que nous venons de vous laisser entrevoir sur ce qu'on appelle aujourd'hui dans le reste du royaume « Ateliers de charité ». On n'en a parlé dans la province qu'une seule fois en 1775, mais les traces qui en restent ne sont pas profondes, à peine en a-t-on conservé un léger souvenir » (Procès-verbaux des délibérations de l'assemblée provinciale du 24 novembre 1787, p. 180 et 187). L'assemblée provinciale approuva alors un mémoire demandant conformément à la déclaration de février 1780 le même secours à titre d'atelier de charité que celui qui est accordé aux autres provinces du royaume (Procès-verbal de la délibération de l'assemblée provinciale du 26 novembre 1787, p. 191).

(33) Etat des dépenses pour 1775 (A.M.M. C 341 - 342) : Arry, 11.152 livres ; Bar, 8.179 livres ; Bilche, 13.214 livres ; Crévechamp, 8.345 livres ; Gerbéviller, 5.999 livres ; La Neuveville, 9.857 livres ; Mirecourt, 2.947 livres ; Nancy, 6.272 livres ; Neufchâteau, 9.285 livres ; Morhange, 8.217 livres.

(34) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 25 décembre 1776 (A.M.M. C 435) : « J'ai pensé qu'il était inutile de laisser subsister plus longtemps le dépôt des brouettes parce qu'indépendamment de celles qui se dégradent, ce dépôt occasionne le paiement d'un loyer considérable. Je vous prie en conséquence de faire procéder après une simple publication à la vente des brouettes de l'atelier de Gerbéviller. Vous dresserez un procès-verbal de l'adjudication qui en sera faite et vous chargerez l'adjudicataire d'en remettre le prix entre les mains du caissier des fonds des ateliers ».

CHAPITRE II

L'Intendant et les Etablissements de charité

Parallèlement aux efforts du gouvernement central pour lutter contre la mendicité et le vagabondage, l'intendant de la Galaizière, de son propre chef, favorisa l'essor d'établissements de charité. Parmi ceux dont il est utile d'étudier le fonctionnement, citons l'hôpital des enfants trouvés de Nancy, l'établissements de charité de Lunéville et l'atelier de charité de Bar-le-Duc.

SECTION I

L'hôpital des enfants trouvés de Nancy

§ 1. — L'ORIGINE DE CET ÉTABLISSEMENT

En 1750, Stanislas créa, dans différentes villes de Lorraine, des magasins d'abondance destinés à présenter, en tout temps, une ressource contre la disette. Il destina d'abord à la formation de ces magasins un fonds de 180.000 livres porté, en 1754, à la somme de 220.000 livres. Nous étudierons plus bas le fonctionnement de ces magasins. En 1774, on décida de les supprimer. A cette époque, le fonds de 220.000 livres, qui y avait été investi, non seulement était encore entier, mais avait été porté à la suite d'opérations fructueuses à 262.000 livres. De la Galaizière pensa que ce serait rendre un véritable service à la Lorraine que de donner à la capitale de cette province un asile aux enfants trouvés. Il proposa d'y affecter les 262.000 livres provenant des magasins d'abondance (1).

(1) Lettre de de la Porte à de la Michodière du 5 août 1779 (A.M.M. C 338).

§ 2. — LE FONCTIONNEMENT DE L'HÔPITAL

Des lettres patentes de juillet 1774 autorisèrent la fondation d'un hôpital des enfants trouvés à Nancy. A la tête de cet hôpital, se trouve un directeur, tous les managements de fonds sont effectués par un receveur particulier.

Une difficulté se présente dès l'installation de l'hôpital. En effet, d'après les lettres patentes de juillet 1774, l'hôpital doit être placé dans les bâtiments de la Venerie qui appartiennent à la ville de Nancy ; or, ces bâtiments sont loués pour vingt-sept ans à un sieur Belle, et ce dernier, sur la foi du bail qui lui a été consenti, y a établi une manufacture considérable employant trois cents ouvriers. De la Galaizière est chargé de trouver pour Belle un autre endroit propre au fonctionnement de sa manufacture (2).

Nous n'insisterons pas sur le rôle de l'intendant en matière d'ordonnancement des dépenses : aucune dépense ne pouvant être payée sans son ordre, c'est là un excellent moyen de contrôle sur la gestion du directeur. Les comptes du receveur-trésorier sont, bien entendu, approuvés, chaque année, par le commissaire départi et redressés s'il y a lieu.

Beaucoup plus important nous semble le rôle de l'intendant pour décider à qui incombe la charge des enfants trouvés. L'article 9 des lettres patentes de création de l'hôpital portait que, si on trouvait des enfants hors des villes, dans les lieux dépendant des hautes justices domaniales ou seigneuriales, le trésorier-receveur de l'hôpital pouvait exercer un recours contre les fermiers du roi ou ceux des seigneurs pour se faire payer de la pension de chaque enfant ainsi exposé, à raison de 60 livres par an, à moins que les fermiers ne préférèrent se charger des enfants qui, dans ce cas, leur sont rendus à première réquisition.

Une requête du trésorier-receveur à l'intendant nous apprend que trois enfants devaient être à la charge des fermiers du domaine. Ceux-ci, avertis d'avoir à se conformer aux lettres patentes, font leurs soumissions les 18 avril et 7 mai 1776. En conséquence, ils paient d'avance les pensions énoncées dans ces

(2) Lettre de la Galaizière du 5 octobre 1774 (A.M.M. C 338).

soumissions jusqu'en 1777. Depuis cette date, les fermiers, sommés de remplir leurs engagements, excipent d'une lettre à eux adressée, le 5 juin, par les régisseurs des domaines du roi par laquelle on leur écrit que les officiers royaux ne doivent pas décerner d'exécutoires pour raison d'entretien et nourriture des bâtards trouvés dans les seigneuries du roi. Le receveur de l'hôpital demande à l'intendant d'ordonner à son collègue des domaines et bois de payer la pension des enfants trouvés. Après enquête, l'intendant donne satisfaction au receveur de l'hôpital (3).

L'intendant résoud, de la même façon, une affaire d'enfant trouvé à Foug (Meuse) : si l'enfant a été trouvé sur le domaine royal, il est à la charge du domaine, sinon il est à la charge de la communauté (4).

Devant l'augmentation du nombre des enfants trouvés au cours des années, il était normal que l'intendant demande au domaine royal, aux seigneurs ou aux communautés de participer aux frais de nourriture et d'entretien. La dotation primitive de l'hôpital, en effet, fut réduite en quelques années à la somme de 190.000 livres, alors que les enfants n'y étaient gardés que jusqu'à l'âge de 14 ans seulement. L'intendant fut même obligé de demander, à plusieurs reprises, aide au gouvernement. En 1779, il obtient une subvention 6.000 livres (5). D'autre part, pour diminuer les frais d'entretien, les enfants furent placés dès que possible dans les manufactures. Sur la demande du contrôleur général, le commissaire départi, en 1777, fournit une liste de treize enfants, âgés de 9 à 17 ans, pour les envoyer travailler dans une manufacture (6).

(3) Requête à l'intendant, année 1779 (A.M.M. C 338).

(4) Affaire de l'enfant trouvé de Foug du 3 janvier 1786 (A. Meuse C 17). Voir également, réponse de l'intendant à une lettre du 22 octobre 1784 (A.M.M. C 338) : les enfants abandonnés par leurs parents sont à la charge des communautés.

(5) Lettre de Débonnaire des Forges à de la Porte du 30 janvier 1779 (A.M.M. C 338).

(6) Lettre du contrôleur général à l'intendant, année 1777 (A.M.M. C 327).

SECTION II

Les établissements de charité de Lunéville

La situation de ces établissements de charité nous est connue par un mémoire rédigé à propos d'un différend entre le parlement et l'intendant (7). Par arrêt du conseil d'Etat du 15 juin 1765, le roi de Pologne jugea à propos de réunir les trois établissements de charité de Lunéville connus sous le nom d'hôpital, maison de charité et maison des pauvres, avec « tous les fonds, revenus, produits présents et à venir, privilèges, franchises et immunités », pour ne former qu'un seul et même corps d'établissement « en conservant néanmoins auxdits établissements, chacun à leur égard, leur titre et qualification actuelle avec la distinction des fonds et revenus qui appartiennent à chacun d'eux en particulier ».

L'article premier de l'arrêt du Conseil d'Etat stipulait que l'administration, police et régie desdits établissements ainsi réunis et la juridiction pour toutes les matières qui les concernaient appartiendraient aux directeurs de ces établissements, sauf appel à l'intendant pour en juger souverainement et en dernier ressort. Stanislas interdisant la connaissance de ces affaires à toutes ses cours et autres tribunaux de justice.

Chaque année, les comptes d'administration étaient rendus par le receveur aux administrateurs dont faisait partie le lieutenant de police et adjoint de Lunéville, Piroux. Ces comptes étaient ensuite adressés à l'approbation de l'intendant (8). A l'audition des comptes des années 1782-1783 et 1784-1785, Piroux s'était présenté, mais n'y avait été considéré que comme un simple particulier (on ignore pour quelle raison ? Sans doute, le maire royal était-il devenu administrateur à sa place !). Il s'empara néanmoins des comptes et les signa malgré les représentations des directeurs. Le bureau s'étant réuni, décida que la signature de Piroux, mise au bas de chacun des comptes en

(7) Mémoire concernant les établissements de charité de Lunéville (A.M.M. C 338).

(8) Le 30 août 1786, l'intendant approuve les comptes du receveur de la maison des orphelins (A.M.M. C 338). Voir également : approbation des comptes de l'hôpital du 21 juillet 1783 et les observations de l'intendant (A.M.M. C 437).

qualité de directeur et président en l'absence du maire royal, serait biffée et rayée et que Piroux ne serait admis à aucune assemblée, délibération ou autre opération de bureau.

Piroux ne se tint pas pour battu : il adressa une requête au parlement en vue de son maintien par provision dans ses droits et possession d'administrateur né des hôpitaux, maisons de charité et fabrique de Lunéville. Le parlement fit droit à sa demande, en fraude à l'arrêt du conseil qui donnait à l'intendant le pouvoir de juger souverainement et, en dernier ressort, de toutes les matières concernant l'administration, police et régie de ces établissements. On ignore si l'intendant déféra l'affaire au conseil d'Etat pour obtenir la cassation de l'arrêt du parlement.

Cette tutelle de l'intendant sur les établissements de charité est à assimiler en tous points à celle exercée sur les communautés. On ne doit pas s'en étonner car, par exemple, la maison des orphelins de Lunéville fonctionnait, outre les subventions du gouvernement, avec des fonds municipaux (9). Nous retrouvons en cette matière les mêmes autorisations qu'en matière communale. En février 1775, l'intendant refuse aux administrateurs de la maison des orphelins de Lunéville la permission de vendre un gaignage situé à Germonville et des petites maisons sises à Lunéville pour payer une somme de 6.800 livres due à l'hôpital des enfants trouvés de Nancy. A la suite de ce refus, les administrateurs adressent une nouvelle requête à l'intendant aux termes de laquelle ils le supplient de les autoriser à payer les intérêts de cette somme jusqu'à ce qu'ils soient en état de payer le principal (10). Un nommé Parisot se plaint de n'être pas

(9) Mémoire pour la maison de charité des Orphelins de Lunéville (A.M.M. C 338), citant un arrêt du 25 juin 1764 chargeant la ville de Lunéville de toutes les dépenses nécessaires pour assurer le succès et l'entretien de l'établissement lesquelles seront réglées par l'intendant.

(10) Mémoire du 18 février 1775 concernant la maison des Orphelins de Lunéville (A.M.M. C 338). La situation était identique à celle de la maison des Orphelins de Nancy : la sœur Sophie Mehler, économe de cette maison, se plaint du choix d'un receveur qu'ont fait les administrateurs. A quoi, l'intendant répond le 6 juillet 1784 (A.M.M. C 338) : « J'ai reçu, ma chère sœur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 28 du mois dernier, par laquelle vous vous plaignez du choix que les administrateurs de la maison des orphelins ont fait du sieur Lemaire pour remplir la place de receveur. Vous pouvez compter que je ne l'approuverai qu'autant que ce particulier conviendra à cette place et que les administrateurs m'aient expliqué les raisons qui les ont déterminés à lui donner la préférence sur celui qui proposait de se charger gratuitement de la recette en question. Quant aux inconvénients que vous trouvez

payé de la fourniture de bois faite aux établissements de charité de Lunéville. Sur ordre de l'intendant, le subdélégué doit faire en sorte que le marché soit payé, car il portait comme condition essentielle le paiement comptant (11).

à donner au receveur trop d'influence pour la recette intérieure de la maison, vous pouvez vous expliquer là-dessus avec toute confiance et compter sur une discrétion autant que sur le désir que j'ai d'être utile à l'établissement qui vous est confié ».

(11) Lettre de de la Porte à Lasnière du 22 juin 1779 (A.M.M. C 436).

SECTION III

L'atelier de charité de Bar-le-Duc

Si l'hôpital des enfants trouvés de Nancy fut d'origine essentiellement gouvernementale et les établissements de charité de Lunéville d'origine municipale, l'atelier de charité de Bar est dû à l'initiative privée. L'intendant, en principe, n'avait aucun droit de regard sur cet établissement bien que les fondateurs aient obtenu la reconnaissance de leur établissement sous le titre d'Ecole royale et gratuite. Mais en 1778, les administrateurs de cet atelier demandèrent, à Versailles, un secours de 40.000 livres pour les aider à construire des bâtiments, à acheter des meubles et ustensiles nécessaires aux offres de justifier de l'emploi de cette somme et de se charger gratuitement de cent enfants trouvés que l'hôpital de Nancy était à la veille de renvoyer à celui de Paris. Sur la demande de Necker, l'intendant fut chargé d'enquêter sur la gestion de cet établissement (12) et, à la suite de cette enquête, 14.750 livres furent accordées (13).

(12) Lettre de Necker à de la Galaizière du 23 février 1778 (A.M.M. C 327) : « Il est bien difficile d'espérer que, dans les circonstances présentes, le roi puisse contribuer aux dépenses dont il s'agit, cependant, je vous prie de me faire part de vous à moi ce que vous pensez de cet établissement et de la manière dont il est administré... si la dépense montera effectivement à 40.000 livres et si la ville ou la province et les fondateurs ne doivent pas y contribuer pour la plus forte partie ».

(13) A.M.M. C 341 - 342. On doit rapprocher de cette demande un mémoire des officiers municipaux de Pont-à-Mousson par lequel ils sollicitent un secours qui les mette à portée de soutenir un établissement de filature en coton et laine, cet établissement étant d'une grande ressource pour les orphelins de la ville. L'intendant demande à son subdélégué de Pont-à-Mousson de lui faire connaître son avis et ses observations sur une telle demande.

Le 18 novembre 1782, les directeurs de l'aumône publique de Gerbéviller sollicitent des lettres patentes pour l'érection d'une maison de charité dans cette communauté. Ils proposent de confier la direction de cette maison au curé et prévôt du lieu, d'autoriser les directeurs à traiter avec des sœurs hospitalières qui seront chargées d'administrer aux pauvres les secours nécessaires, enfin d'autoriser les mêmes directeurs à recevoir des legs et donations en immeubles jusqu'à concurrence de 60.000 livres en franchise d'amortissement. Ils demandent en outre d'être autorisés à changer par la suite la maison qui leur est donnée pour servir à cet établissement en une meilleure sans qu'il soit besoin d'obtenir de nouvelles lettres patentes. L'intendant donne un avis favorable, mais dit-il : « Je pense que l'on peut permettre à ces directeurs de porter à 60.000 livres la dotation de cet établissement, mais à condition qu'ils videront leurs mains dans l'année des biens fonds qui pourraient être donnés pour servir de dotation et qu'ils en emploieront le prix, soit à acquérir des rentes de la nature de celles dont l'acquisition est permise aux gens de mainmorte » (A.M.M. C 230).

CHAPITRE III

Le Service de Santé et d'Hygiène publique

Sous ce chapitre, nous étudierons les efforts de l'intendant pour améliorer la santé des sujets du roi. Ces efforts furent d'autant plus marqués que nous approchons de la Révolution ; ils sont dus surtout à l'impulsion donnée dans ce domaine par Turgot, puis par Necker.

Nous examinerons successivement :

1) L'encouragement aux sciences médicales et chirurgicales pour en favoriser l'étude et pour améliorer la qualité du personnel traitant ;

2) Le développement du service de l'assistance médicale surtout dans les campagnes : lutttes contre les épidémies, progrès dans l'art des accouchements.

SECTION I

L'encouragement aux sciences naturelles

§ 1. — LA CRÉATION DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE

Cette création est due à l'initiative de Turgot et à l'impulsion de Vicq d'Azyr, médecin à qui la Faculté de Médecine de Paris avait refusé un amphithéâtre pour ses cours et ses recherches d'anatomie. Cette création fut décidée par un arrêt du conseil du 29 avril 1776 (1). A l'origine, cette société était une commission

(1) TURGOT : *Œuvres*, édition Daire, II, 474.

de médecins devant tenir une correspondance avec leurs collègues de province sur tout ce qui était relatif aux maladies épidémiques et épizootiques. Cette commission était composée d'un inspecteur directeur général des travaux et de la correspondance, d'un commissaire général, premier correspondant avec les médecins de province, et de six docteurs en médecine.

Un cours d'anatomie humaine et comparée était institué et confié à Vicq d'Azyr. Ce cours, que devaient suivre les six médecins de la commission, était ouvert à tous les docteurs et étudiants, aux chirurgiens ou élèves qui voulaient en profiter. Les auditeurs avaient l'avantage de pouvoir être admis aux assemblées de la commission.

Deux ans plus tard, les pouvoirs de la commission étaient confirmés et consolidés par Necker ; des lettres patentes d'août 1778 établirent la Société Royale de Médecine (2).

§ 2. — L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE MÉDECINE. LE RÔLE DE L'INTENDANT

En dehors des activités délimitées lors de la création de la commission, les lettres patentes de 1778 permirent à la Société Royale de s'occuper de l'examen des remèdes antérieurement confiés à une commission particulière fondée en 1772. Elle avait, en outre, la surveillance des eaux minérales et médicinales.

En Lorraine, de la Galaizière envoya, dès la création de la commission ayant précédé la Société Royale, un exemplaire du recueil des pièces en concernant l'établissement à chaque subdélégué, en le priant d'en donner connaissance à tous les médecins de son département et de les engager à correspondre avec cette société (3). L'intendant diffusa également, périodiquement, le bulletin de la Société Royale (4).

Nous avons trouvé aux archives de Meurthe-et-Moselle une lettre montrant tout le soin qu'il portait à cette question : « Il existe une correspondance entre la Société Royale de Médecine

(2) Camille BLOCH, *op. cit.*, p. 238.

(3) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 8 octobre 1776 (A.M.M. C 435).

(4) Lettre de de la Porte à Lasnière du 4 octobre 1783 (A.M.M. C 437).

et les médecins employés dans les provinces, sur la topographie médicale de tous les endroits habités du royaume. Pour lui donner toute l'autorité désirable, le roi a cru qu'il était nécessaire que le gouvernement fut instruit de la situation habituelle des provinces, relativement aux maladies épidémiques et épizootiques... Sa Majesté a décidé, en conséquence, qu'il y aurait, à cet égard, des relations continuelles entre M. le Contrôleur général et moi, et j'espère que vous me donnerez de nouvelles preuves de votre zèle pour la chose publique en m'aidant à seconder des vues aussi bienfaisantes. Je vous prie de me faire connaître tous les mois ou plus souvent, suivant les circonstances, s'il n'existe dans votre département aucune cause nuisible à la santé des hommes ou à la conservation des animaux et de me donner avis des maladies épidémiques ou épizootiques aussitôt que vous en serez informé... Par suite de l'attention que le roi donne à tout ce qui peut intéresser ses peuples, il veut avoir un tableau des médecins et chirurgiens qui exercent leur art dans les différentes parties du royaume, ainsi que celui des sages-femmes qui y sont employées, vous voudrez bien, en conséquence, remplir les feuilles dont je joins ici plusieurs exemplaires (5).

SECTION II

Le développement de l'assistance médicale

Cette assistance s'exerça dans différentes directions. On peut citer la distribution de remèdes aux pauvres, la création du service de lutte contre les épidémies, l'enseignement de l'art d'accoucher, la nomination de médecins stipendiés.

§ 1. — LA DISTRIBUTION DE REMÈDES AUX PAUVRES

Cet usage d'envoyer des boîtes de remèdes dans les provinces date de 1683. En effet, sous l'impulsion de d'Aguesseau, des boîtes furent adressées aux évêques, administrateurs d'hôpitaux, seigneurs, curés et sœurs. Elles étaient destinées à combattre les fièvres inflammatoires ou intermittentes, les fluxions de poitrine,

(5) Lettre de de la Porte à Lasnière du 16 mai 1786 (A.M.M. C 438).

les catarrhes, les maux d'intestins, l'hydropysie, les fluxions des yeux et les rhumatismes. Ces remèdes étaient destinés aux campagnes à l'exclusion des villes.

Les boîtes étaient envoyées de Paris à l'intendant qui les répartissait entre chaque subdélégation. Le subdélégué les répartissait ensuite à ceux qui étaient dans le cas de profiter de ces secours gratuits (6).

Dans le même ordre d'idée, en tant que membre correspondant de la Société Royale de Médecine, l'intendant était chargé de diffuser les remèdes approuvés pour la guérison de certaines maladies (7).

Enfin, l'intendant ou son subdélégué prenait des mesures individuelles concernant les sujets atteints de certaines maladies : un jeune homme a été mordu par un chien enragé à Lunéville, le subdélégué l'ayant fait soigner aux frais de la ville, l'intendant approuve cette décision (8). De même l'intendant réorganise les soins donnés aux individus atteints de la maladie de la pierre (9).

§ 2. — LE SERVICE DES ÉPIDÉMIES

Le 7 mars 1749, Stanislas faisait prendre par son conseil un arrêt portant règlement pour la distribution de la fondation au sujet des maladies populaires (10).

(6) Lettre de de la Porte à Lasnière du 28 mai 1779 (A.M.M. C 436).

(7) Lettre de la Galaizière à Viot du 9 août 1760 (A.M.M. C 434) : « M. le contrôleur général vient de m'adresser, Monsieur, un petit mémoire imprimé sur la composition de l'onguent de litarge d'or dont les effets sont merveilleux et assurés pour toutes les plaies, il me charge de le rendre public le plus qu'il sera possible ».

(8) Lettre de de la Porte à Lasnière du 24 avril 1779 (A.M.M. C 436).

(9) Lettre de la Galaizière à Viot du 20 juillet 1757 (A.M.M. C 434) : « Vous savez, Monsieur, que le roi a fait depuis longtemps à l'hôpital de Lunéville l'établissement d'une salle de lithotomie pour l'opération gratuite de la taille en faveur de sujets pauvres de Sa Majesté atteints de la pierre. Depuis quelques années, on paraît avoir oublié les saisons où les malades doivent se présenter pour être traités d'où il résulte qu'ils arrivent ou avant ou après les temps fixés pour les opérations et que l'on est obligé de les renvoyer sans avoir pu leur procurer le soulagement qu'ils cherchent. Pour éviter désormais cet inconvénient, il est nécessaire que vous veuillez rappeler aux curés des paroisses ou officiers des communautés de votre subdélégation que les malades pauvres atteints de la pierre sont reçus gratuitement à l'hôpital de Lunéville pour la taille du printemps depuis le 25 avril jusqu'au 10 mai et pour celle d'automne depuis le 25 août jusqu'au 10 septembre ».

(10) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VIII, p. 28.

Cet arrêt visait la réparation des dommages causés aux habitants non seulement par les épidémies, mais encore par les mauvaises récoltes et les accidents. Il indiquait le travail à exécuter par le subdélégué en la circonstance : lorsqu'un accident survient dans un village, le subdélégué doit veiller à ce que le curé et les gens de justice en dressent un procès-verbal qui lui est remis pour transmission, sans délai à Nancy, aux commissaires spéciaux nommés par le roi. Ceux-ci fixent la somme qui doit être remise à l'accidenté. La copie de cette décision est adressée au subdélégué qui prévient l'intéressé (11).

De son côté, l'intendant doit prendre toute mesure pour parer aux épidémies. Le curé de Barbonville l'avertit qu'il a régné, dans sa paroisse, une maladie épidémique dont les suites ont été très fâcheuses et qui doit être attribuée à la stagnation des eaux dans le village. L'intendant prie son subdélégué de vérifier ce fait et de lui indiquer les moyens que l'on pourrait employer pour remédier à cet inconvénient (12).

§ 3. — L'ENSEIGNEMENT DE L'ART D'ACCOUCHER

Sous l'Ancien Régime, l'art des accouchements resta longtemps en sommeil pour deux raisons. L'une était l'indifférence des campagnards pour cette question. Un curé de Champagne nous donne un témoignage de cette mentalité : « La voix de la nature et de la religion réclament la jussion contre nos paroissiens qui auraient plus de soin de leurs vaches quand elles veulent déposer leurs veaux que de leurs femmes pour ce qui regarde leur accouchement (13). L'autre raison était l'impuissance de la législation concernant les sages-femmes. En 1736, une déclaration du roi de France imposa aux sages-femmes des villes de provinces, groupées en communautés, de faire deux ans d'apprentissage chez une maîtresse ou dans un hôtel-dieu (14). En fait, cette législation ne fut pas appliquée. L'assemblée des habitants de

(11) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 239 : ordonnance de la Galaizière, du 24 octobre 1770, pour prévenir les maladies contagieuses.

(12) Lettre de de la Porte à Lasnière du 30 septembre 1787 (A.M.M. C 438).

(13) Camille BLOCH, *op cit.*, p. 246, citant une lettre du curé de Ville-en-Seive (A. Marne C 359).

(14) Camille BLOCH, *op cit.*, p. 246.

la communauté choisissait les sages-femmes. Celle qui était élue s'avancait vers le curé pour recevoir ses instructions. C'était la seule garantie de sa capacité.

Sous l'impulsion de Turgot, de Necker et des assemblées provinciales, il fut décerné à M^{me} Le Boursier du Coudray un brevet de sage-femme pour tout le royaume (18 décembre 1757).

Cette sage-femme était chargée de donner un enseignement théorique et pratique de l'art d'accoucher. Nous avons trouvé trace de son passage en Lorraine, par une lettre de la Galaizière à Lasnière du 21 juillet 1773. L'intendant charge son subdélégué d'établir une liste des femmes qui assisteront au cours (15), l'intendant lui-même présidant à l'organisation de ce cours.

M^{me} du Coudray ayant formé des praticiennes capables, celles-ci répandirent, à leur tour, son enseignement. En Lorraine, un cours annuel paraît avoir fonctionné aux environs de 1788. Le plan de ce cours gratuit est établi par l'intendant :

Art. 1. — Le cours gratuit d'accouchement s'ouvrira, cette année, le 1^{er} avril et durera six semaines, il sera dirigé par le sieur Lamoureux, professeur royal d'accouchements à Nancy.

Art. 2. — Il n'y sera admis que seize élèves qui seront nommées par l'intendant sur présentation de MM. les Curés.

Art. 3. — Les élèves seront choisies dans différents cantons de la généralité qui seront désignés par l'intendant, et les curés de ces cantons seront avertis assez longtemps à l'avance pour qu'ils puissent lui présenter les sujets qu'ils croiront convenables.

Art. 4. — Le choix tombera, de préférence, sur les femmes mariées, de bonnes mœurs, sachant lire et écrire au-dessus de l'âge de 20 ans et au-dessous de celui de 40 ans.

Art. 7. — MM. les Curés adresseront à MM. les Subdélégués de leur canton, ou directement à M. l'Intendant, un bordereau contenant les noms, l'âge, la profession des femmes présentées par leur paroisse pour le cours gratuit.

Art. 8. — M. l'Intendant choisira, parmi les femmes élues, celles qu'il jugera à propos d'y appeler et, sur l'avis qu'il en fera

donner à leurs curés, elles se rendront à Nancy, le 31 mars au soir, munies d'un certificat de leur part. Celles qui arriveront passé ce jour, ne seront point admises.

Art. 10. — A leur arrivée, elles se rendront chez M. Mengin, subdélégué de M. l'Intendant de Lorraine, à qui elles présenteront le certificat dont elles seront porteuses, il inscrira leur nom dans un registre, paiera leur voyage et les fera conduire au logement qui leur sera destiné pendant leur séjour à Nancy.

Art. 19. — Les sages-femmes actuelles qui ne viendront point au cours parce qu'elles sont suffisamment instruites et qui voudront jouir du même privilège, se présenteront au sieur Lamoureux, de Nancy, et si, après les avoir examinées, il leur accorde un certificat de capacité, elles obtiendront de M. l'Intendant l'exemption des corvées pour elles et leurs maris.

§ 4. — LES STIPENDIÉS

On peut les définir comme des médecins, chirurgiens et apothicaires chargés de porter remèdes aux pauvres et rémunérés sur les deniers de la ville ou communauté de leur résidence. Une ordonnance de Stanislas du 27 avril 1757 (16) décida que le nombre de médecins stipendiés serait de quatre à Nancy, trois à Lunéville, trois à Bar-le-Duc et un dans les principales villes des duchés. Cette ordonnance attribua au collège royal de médecine de Nancy la présentation des sujets propres à remplir les places de médecins stipendiés à mesure qu'elles viendraient à vaquer. Les chirurgiens furent toujours nommés directement par les conseillers municipaux.

Il semble que l'intendant ait exercé une surveillance sur les stipendiés. Nous avons trouvé, à ce sujet, deux interventions de sa part :

Les habitants d'Étain se plaignent que le sieur Le Bègue, médecin stipendié, ne remplit pas ses fonctions avec beaucoup

(16) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 343 : ordonnance du Roi, du 27 avril 1757, concernant les médecins stipendiés et ordonnance d'exécution de la Galaizière du 28 avril 1757.

d'exactitude. L'intendant prend une ordonnance le 12 mai 1762 privant Le Bègue de sa stipende tant qu'il n'aura pas reçu de témoignages certifiant son zèle (17).

En décembre 1752, les médecins et chirurgiens de Nancy sont en lutte très vive. Le président du Collège Royal de Médecine a besoin d'un démonstrateur d'anatomie et de chirurgie. Il jette son dévolu sur un nommé Richard Piérot et veut, en même temps, lui procurer la première stipende vacante à Nancy. Pour ce faire, il intrigue auprès du premier médecin de Stanislas. Celui-ci, après une intervention infructueuse, conseille au président de dire au roi de Pologne qu'il avait trouvé un chirurgien en le priant de réserver la stipende au démonstrateur de chirurgie : « L'unique moyen d'engager les jeunes chirurgiens de s'appliquer sera de faire promettre une stipende à celui qui se trouvera en état de faire les démonstrations publiques au collège ». En fait, le roi ne veut pas se mêler de cette nomination, dans la crainte de mécontenter soit les chirurgiens, soit les médecins. C'est de la Galaizière qui prend une décision : le 27 janvier 1753, Piérot est nommé démonstrateur par le collège et, le 3 décembre suivant, l'intendant le fait stipendier par la ville de Nancy en donnant des ordres, à cet effet, au lieutenant général de police (18).

(17) Décision de l'intendant du 12 mai 1762 (A. Meuse C 94).

(18) P. PILLEMENT : *L'organisation de la médecine municipale à Nancy, du XVI^e siècle à la Révolution*, Nancy, 1938, p. 24.

TITRE V

L'ACTIVITE ECONOMIQUE

L'activité économique du XVIII^e siècle est identique à celle du XX^e siècle avec cette différence que l'industrie n'avait pas pris l'essor qu'elle connaît actuellement. Nous examinerons successivement, dans les trois chapitres qui composent ce titre, l'agriculture, le commerce et l'industrie.

CHAPITRE I

L'agriculture au XVIII^e siècle

SECTION I

Les eaux et forêts

§ 1. — L'ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS

De l'avènement de Stanislas au mois de décembre 1747, les duchés de Lorraine et de Bar furent divisés en six départements forestiers (Nancy, Epinal, Pont-à-Mousson, Saint-Mihiel, Sarreguemines et Bar-le-Duc), à la tête desquels se trouvait, depuis 1727, un conseiller grand gruyer maître et réformateur. Ces départements forestiers étaient eux-mêmes divisés en grueries (1).

La situation forestière des duchés avait préoccupé, à ce point, l'administration de Louis XV que celle-ci avait demandé à l'intendant de procéder à une enquête générale sur la question des bois et sur leur administration (2).

Pour réformer cette administration créée par Léopold, le gouvernement de Paris fait nommer Paul-François Gallois, ancien réformateur des forêts de Normandie et second président du bureau des finances de la généralité de Rouen au poste de conseiller d'Etat et conseiller des finances et commerce en Lorraine

(1) H. BEAUMONT : *Etudes sur le règne de Léopold, duc de Lorraine et de Bar (1697-1729)*, Paris, 1894, p. 45.

(2) Lettre de la Galaizière aux Grands Gruyers de Lorraine pour avoir des connaissances sur la conservation et la bonne économie des forêts. Voir également : lettre plus détaillée aux officiers des grueries. Ces deux lettres citées par Pierre BOYÉ : *Les Eaux et Forêts en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris, 1923, p. 6.

(décision de juin 1737). Un an plus tard, Gallois reçoit une commission pour assister aux ventes et adjudications des bois du domaine faites par les grands gruyers (7 juillet 1738).

Un édit du roi de Pologne de décembre 1747 supprime les grueries et crée les maîtrises des eaux et forêts. Le 2 janvier 1748, un arrêt du conseil des finances délègue M. Gallois pour « désormais faire les adjudications, ventes et toutes autres fonctions desdits grands gruyers, commettre officiers et forestiers jusqu'à ce que lesdits offices soient remplis (4).

Désormais, il y a, dans chaque maîtrise des eaux et forêts, un maître particulier secondé d'un lieutenant. Sous leurs ordres, on trouve un garde marteau, un arpenteur ordinaire, un procureur du roi, un greffier. Dans les sièges importants, il y a, en plus, deux huissiers audienciers. Le personnel subalterne, à la tête duquel est un garde général comprend par maîtrise deux gardes à cheval et un nombre variable de gardes ordinaires (5).

§ 2. — LES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL DES EAUX ET FORÊTS

Le poste de Gallois qui a titre de « commissaire départi pour l'administration et réformation générale des eaux et forêts des duchés de Lorraine et de Bar » ne laisse guère de latitude à de la Galaizière pour s'immiscer en cette matière. Gallois est un véritable intendant pour tout ce qui concerne les eaux et forêts.

Une déclaration du roi de Pologne du 21 mai 1739 portant règlement de la juridiction des grueries et de l'exploitation des bois, donne aux officiers des eaux et forêts « le droit de visiter, quand bon leur semble, les bois des seigneurs hauts justiciers, des communautés laïques et ecclésiastiques situés dans leur ressort, d'y connaître de la bonne ou mauvaise administration et d'y dresser les procès-verbaux en raison des délits et contraventions aux ordonnances », les amendes devant être prononcées au profit du domaine (6).

(3) DURIVAL : *Description de la Lorraine et du Barrois*, Nancy, 1896, t. I, p. 166.

(4) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VII, p. 177 et suivantes et p. 189.

(5) P. BOYÉ, *op. cit.*, p. 12 et 13.

(6) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 190.

Plusieurs arrêts du conseil modifièrent, par la suite, les attributions du personnel des eaux et forêts. Nous n'avons pas trouvé trace de l'intervention de l'intendant dans la rédaction de ces arrêts (7).

On conçoit que de la Galaizière prit ombrage des pouvoirs de Gallois et les relations entre les deux hommes ne sont pas toujours empreintes de courtoisie, au point de nécessiter l'intervention du garde des sceaux. D'après BOYÉ, le ministère dut interdire à l'intendant de faire « aucun changement, ni règlement, soit interprétatif, soit définitif, dans l'administration des bois du roi, des ecclésiastiques et des communautés régulières et séculières sans en avoir préalablement rendu compte à M. de Machault et reçu ses ordres » (8).

En 1754, le maréchal de Belle-Isle écrit à de Beaumont : « Je n'entrerai pas dans le détail des différents faits qui ont accru l'indisposition et la jalousie de M. de la Galaizière contre M. Gallois... je me contenterai de vous dire que M. de Machault a été si content de la gestion et des comptes que lui a rendus M. Gallois qu'il lui a accordé toute sa confiance et l'a protégé contre M. de la Galaizière. Il lui a adressé différents ordres dont les minutes doivent être dans vos bureaux... Ce qui prouve encore plus le mérite du sieur Gallois, c'est que M. de la Galaizière, dont vous connaissez l'ascendant sur le roi de Pologne, n'a néanmoins pas pu parvenir à indisposer ce prince contre lui, quoiqu'il ait fait tout son possible » (9).

A la mort de Stanislas, Gallois quitte son poste, et la Lorraine, dont le régime forestier a été entièrement assimilé au régime français, forme le dix-neuvième département des eaux et forêts avec, à sa tête pour remplacer Gallois, un grand maître enquêteur et général réformateur des eaux et forêts de France au département des duchés de Lorraine et de Bar.

(7) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 240 et 329 ; t. VIII, p. 406 ; t. X, p. 324.

(8) P. BOYÉ, *op. cit.*, p. 9.

(9) Lettre du 6 août 1754, citée par P. BOYÉ, *op. cit.*, p. 9.

§ 3. — LA COMMISSION DES BOIS DE LA MARINE

A côté de la réformation générale, il y a place pour deux réformations particulières : la première concerne les bois nécessaires à la cuite du sel, nous ne la citerons que pour mémoire, car l'administration de l'intendance y est complètement étrangère. Toutes les questions relatives à ces bois relèvent de la « commission extraordinaire de la réformation des bois et approvisionnements des salines de Lorraine », à la tête de laquelle se trouve, jusqu'en 1766, Gallois et, après cette date, un conseiller de la cour souveraine.

La deuxième réformation particulière concerne les bois propres à la navigation. Un arrêt du conseil des finances en date, à Lunéville, du 18 septembre 1738, met à la disposition de la marine tous les chênes contenus dans les forêts domaniales et aussi dans celles des communautés laïques, gens de mainmorte et particuliers (10).

Une commission de la marine fut créée dans les duchés. Les agents de cette commission visitent, avant chaque coupe, la portion à exploiter et en dresse un état. Après avoir approuvé cette pièce, le conseil des finances donne des ordres aux officiers des maîtrises, afin qu'ils chargent les adjudicataires de la coupe de livrer aux fournisseurs de la marine les arbres spécifiés dans l'état dressé par la commission. Les fournisseurs payent le prix de ces arbres aux adjudicataires suivant une estimation faite de gré à gré. A défaut d'accord quand il s'agit d'une forêt domaniale, on a recours à un expert. Quand il s'agit d'une forêt communale et particulière, dès que le permis d'abattre est accordé, le propriétaire doit, si son bien se trouve à moins de six lieues d'une rivière ou d'un ruisseau, soit navigable, soit flottable, faire au greffe de la maîtrise, à peine de 3.000 livres d'amende et de confiscation de la coupe, une déclaration des arbres et baliveaux d'essence de chêne qui s'y trouvent, en ayant soin de préciser, pour chaque pied d'arbre, l'âge, la qualité, la situation et la distance du cours d'eau. Le greffier envoie, dans la huitaine, ces renseignements aux officiers des eaux et forêts. Durant les six

(10) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 134.

mois consécutifs, ces derniers ont le droit d'aller reconnaître et marquer les bois qui conviennent à la marine et qui, cette opération faite, doivent rester sur place.

Les commissaires ont également la faculté de parcourir, en tout temps et sans autorisation préalable, n'importe quelle forêt et d'y réserver à leur guise arbres de futaie et baliveaux pour le service du roi.

C'est l'intendant qui est à la tête de cette commission. En 1741, il reçoit officiellement le titre d'intendant de la marine. Sous les ordres de l'intendant, à qui toutes connaissances et juridiction en la matière sont réservées sauf appel au conseil des finances et sans préjudice de la compétence des juges forestiers pour les délits ordinaires, se trouvent, suivant les besoins, un ou plusieurs commissaires dépositaires du marteau de la marine.

D'après BOYÉ (11), cette commission rendit très peu de services, car plusieurs vaisseaux construits avec des bois en provenance de Lorraine, furent condamnés après une seule campagne et on admit que les arbres lorrains étaient impropres au service de la marine. Quand de la Galaizière fils remplace son père, on lui retire le titre d'intendant de la marine.

Des considérations moins avouables auraient présidé à ce retrait, bien que le gouvernement central ait pris soin de séparer nettement les deux administrations forestières (12).

« Tout ce qui concerne la police et l'administration des bois est attribué aux grands maîtres des eaux et forêts. Ils ont seuls le droit de connaître des affaires contentieuses de cette partie, de présider aux ventes et d'y faire observer les règlements. L'administration de la marine, quoiqu'intéressée à cette manutention pour les bois propres à la marine royale, n'en a point la grande inspection. Les ordonnances ont obvié aux conflits d'autorité en isolant absolument l'administration des eaux et forêts et en lui donnant une forme toute particulière. Elles ont, en même temps, veillé aux intérêts de la marine royale par plu-

(11) P. BOYÉ, *op. cit.*, p. 27.

(12) P. BOYÉ, *op. cit.*, p. 29, citant les archives de la Marne, liasse G 47.

sieurs dispositions ». La suppression des attributions d'intendant de la marine n'entraîne pas la suppression des commissaires chargés de marquer les bois. Ils marquent presque indifféremment tous les chênes comme propres au service de la marine, tandis que la plus grande partie et peut-être le tout est employé au sciage et vendu aux menuisiers du pays (13).

En 1774, Bourgeois de Boyne, devant l'épuisement des forêts du royaume, prescrit à de la Galaizière fils d'enquêter sur les forêts de la généralité de Nancy (14), car il ne peut négliger les ressources qu'elles peuvent offrir. L'intendant présente son rapport en prétendant que Machault s'était trompé sur la qualité des bois de Lorraine, il promet même d'éviter les conflits qui ont surgi entre son père et l'administration des eaux et forêts. Les fonctions n'en sont pas pour autant rétablies.

SECTION II

Les statistiques agricoles

Les intendants de Lorraine ont toujours demandé à leurs subdélégués de leur fournir périodiquement des états de l'apparence des récoltes et du produit réel de ces récoltes (15). Il faut remarquer que la lettre citée en référence est postérieure à la mort de Stanislas, mais l'utilité de ces enquêtes s'était déjà fait sentir avant la mort du roi de Pologne. L'état fourni par les subdélégués ont pour objet, dit de la Galaizière, « de me mettre à portée de connaître si les quantités de grains, fourrages et denrées qu'on aura recueillies cette année suffiront, avec ce qu'il

(13) Lettre de la Galaizière à Bourgeois de Boyne du 4 mars 1772 (A.M.M. C 315).

(14) Lettre de Bourgeois de Boyne du 25 avril 1772 (A.M.M. C 315).

(15) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 17 mai 1774 (A.M.M. C 435) : « Je vous envoie des états imprimés à remplir pour faire connaître les apparences et le produit des récoltes de cette année dans votre département. Vous voudrez bien me renvoyer celui des apparences dans les derniers jours du mois de juin et celui du produit dans le courant d'octobre. Je vous prie d'adjoindre vos observations sur la situation de votre département relativement à l'objet des subsistances et de détailler ce qui peut rester des grains de la récolte précédente, l'excédent ou le déficit des consommations qui pourra résulter de cette année, la qualité du nouveau blé, enfin l'avantage qu'on pourra retirer des mêmes grains dans les lieux où l'on en fait plus d'usage que les gros blés ».

reste des récoltes précédentes, pour la subsistance de votre bailiage ou, au contraire, quel pourra être, en conséquence, l'objet de l'excédent ou du déficit (16).

Ces états sont rédigés par les subdélégués sur les renseignements que leur fournissent les syndics de communauté. Les communautés y sont désignées individuellement. En face de leur nom, figurent les quantités de jours ensemencés en blé et seigle (le jour vaut trente-trois ares), le nombre de gerbes de blé et de seigle que l'on escompte ou que l'on a récolté par jour, le rapport d'une gerbe de blé ou de seigle et les observations, le cas échéant, pour justifier d'une mauvaise récolte.

Ces renseignements sont groupés au bureau de l'intendance. On s'en sert, par exemple, pour la répartition des impositions en nature, tels que la fourniture de fourrage aux armées ou pour l'établissement de greniers à grain.

L'intendant est encore chargé de donner au gouvernement central des statistiques non seulement sur les récoltes, mais encore sur les différentes cultures. En 1779, de la Porte demande à ses subdélégués tous renseignements nécessaires sur la culture du chanvre pour le mettre en mesure d'adresser un rapport à ce sujet à Versailles : « Quelle est la quantité de terrains destinés à la culture du chanvre ? Y a-t-il des terrains qui pourraient être consacrés à cette culture ? Quels sont les endroits où la culture du chanvre est prédominante ? Depuis dix ans, la culture du chanvre est-elle en augmentation ou en diminution ? Quel est le montant de la récolte ? Quelle est la méthode de préparation du chanvre et quelles sont les possibilités d'améliorer cette méthode ? Le chanvre est-il consommé sur place ou exporté ? » (17). Nous avons trouvé également des demandes de l'intendant relatives à l'état des défrichements entrepris dans la province (18) et à l'état des forêts de pins dans la généralité (19).

(16) Lettre de la Galaizière à Viot du 14 août 1775 (A.M.M. C 433). Voir également : une lettre de la Galaizière à Viot du 9 juin 1746 (A.M.M. C 435).

(17) Lettre de la Galaizière à Alliot du 13 novembre 1743 (A.M.M. C 433) et de demandes faites par l'intendant (A.M.M. C 320).

(18) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 10 mai 1774 (A.M.M. C 433).

(19) Lettre de de la Porte à Lasnière du 17 décembre 1781 (A.M.M. C 436).

SECTION III

L'aide aux campagnes

Cette aide revêt plusieurs formes, car rien de ce qui est relatif au bien-être matériel du cultivateur n'est étranger à l'intendant.

§ 1. — LA LUTTE CONTRE LES ÉPIZOOTIES ET LES MALADIES DES VÉGÉTAUX

Nous avons vu plus haut, en étudiant le problème de l'assistance en Lorraine, que l'intendant est chargé de transmettre la correspondance de la Société Royale de Médecine ; or, au XVIII^e siècle, on ne fait pas de différence entre les épidémies et les épizooties. L'intendant a la haute main sur tout ce qui concerne la santé des animaux et peut prononcer des amendes contre les contrevenants aux règles d'hygiène édictées par les arrêts et ordonnances (20) : « L'on m'informe, monsieur, que nombre de particuliers qui ont perdu des bêtes à cornes par l'effet de la maladie épidémique les ont fait écorcher pour en avoir la peau, ce qui a produit la communication de la maladie dans les lieux où elle n'avait point encore été par le commerce qui s'est fait de

(20) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. X, p. 225 : ordonnance de l'intendant au sujet de la maladie épidémique des bestiaux, du 12 mai 1763. « Nous ordonnons que, dans chaque communauté où la maladie se sera manifestée, les maire et syndic feront une visite exacte de tous les bœufs, vaches, génisses et veaux pour reconnaître ceux qui seront attaqués, lesquels ils feront mettre sur le champ dans une écurie séparée pour y être traités et médicamentés suivant le remède dont nous avons fait distribuer les exemplaires imprimés. Cette visite sera renouvelée toutes les semaines et lorsqu'un propriétaire ou habitant s'apercevra qu'un ou plusieurs de ses bestiaux sont attaqués, il sera tenu d'en avertir sur le champ le maire ou le syndic qui s'y transporteront pour les reconnaître et veiller à ce qu'ils soient mis dans un lieu séparé. Tous les bestiaux attaqués resteront dans les écuries isolées... Défendons aux pères des communautés attaquées d'en conduire les bestiaux parcourir sur le ban des communautés voisines... Toute bête morte de la maladie sera enterrée avec sa peau aux frais du propriétaire... Enjoignons auxdits maire et syndic de se conformer exactement à la présente ordonnance et de dresser des procès-verbaux contre ceux qui y contreviendront à peine de pareille somme de cinquante livres d'amende comme aussi d'informer notre subdélégué de l'état du progrès de la maladie toutes les semaines.

Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 317 : ordonnance de l'intendant concernant les précautions contre la maladie de la morve des chevaux, du 27 octobre 1779.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 132 : ordonnance de l'intendant concernant les précautions à prendre au sujet d'une maladie épizootique, du 2 novembre 1782.

ces peaux. J'ai lieu de croire que vous n'en avez pas été informé, mais il est nécessaire que vous fassiez exécuter les précédentes ordonnances suivant lesquelles les bêtes mortes doivent être enterrées avec leur peau ».

En 1780, de la Porte ordonne à ses subdélégués de faire afficher un arrêt concernant l'interdiction d'introduire dans le royaume des cuirs verts ou préparés venant des ports de la mer Baltique ou de la Hollande, à cause des épizooties régnant dans ces régions. Cet arrêt du conseil lui donne compétence pour juger les contrevenants (21).

Tout ce qui vient d'être dit concerne l'aspect négatif de la lutte contre les maladies. L'étude de l'aspect positif de cette lutte n'en est pas moins intéressante.

L'intendant recrute, dans sa généralité, des élèves pour les écoles royales vétérinaires. Les requêtes pour demander à être admis dans ces écoles lui sont adressées (22), il donne son avis sur la moralité du candidat et ses aptitudes et transmet les dossiers à Versailles, suivant les besoins en vétérinaires de sa généralité (23).

Ce titre de correspondant des écoles vétérinaires lui vaut de divulguer, dans sa généralité, les ouvrages imprimés par ces écoles pour les traitements à appliquer à certaines maladies et plus généralement tous les remèdes utiles aux cultivateurs (24).

(21) A.M.M. C 345. Voir également : lettre de de la Porte à Lasnière du 1^{er} juin 1785 (A.M.M. C 437). L'intendant maintient l'amende qu'il avait prononcée par une ordonnance du 24 avril précédent contre un sieur Malgras qui a refusé d'abattre son cheval atteint de la morve.

(22) Requête sans date de François Albert, demeurant à Dugny, pour que son fils entre à l'école vétérinaire de Charenton (A.M.M. C 321).

(23) En l'absence de vétérinaire, ce sont les maréchaux ferrants qui visitent les chevaux et autres animaux. Voir à ce sujet une requête non datée de Jean Lambert, maréchal ferrant et médecin des chevaux, demeurant à Etain (A.M.M. C 94). Lambert réclame contre les maréchaux locaux qui visitent les chevaux atteints de la morve et risquent de propager la maladie. A la suite de cette réclamation, l'intendant prend la décision suivante : « Vu la présente requête, les pièces jointes et l'avis du sieur Vatin, subdélégué, c'est à MM. les subdélégués de choisir les maréchaux de confiance qu'ils jugeront bons pour la visite des chevaux soupçonnés de la morve sans que ces visites puissent être faites que dans les cas de nécessité et lorsque lesdits maréchaux seront avertis par lesdits sieurs subdélégués d'y procéder dans les lieux qu'ils leur indiqueront et qu'ils en seront requis par les syndics des communautés, au moyen de quoi, il peut être permis au suppliant de les faire à l'exclusion de tous autres maréchaux.

(24) Diffusion d'un traité sur le charbon des animaux (A.M.M. C 321). Diffusion d'un remède contre la rage (A.M.M. C 321). Diffusion d'un procédé

En cas d'épizooties, il peut ordonner à un vétérinaire de se rendre sur place pour traiter les animaux malades. Les drogues employées sont remboursées au praticien par mandat visé de l'intendant (25). A compter de 1781, sur la demande du commissaire départi, il y a dans les duchés un vétérinaire entretenu aux frais de la province et spécialement chargé du traitement des maladies épizootiques (26).

§ 2. — L'EXTENSION DES CULTURES

En 1766, dans le but de favoriser les défrichements, les terrains défrichés ont été exemptés d'impôt sur le revenu. De la Porte, en 1780, demande à ses subdélégués s'il convient de continuer cette exemption et, sur leur avis favorable, la maintient (27).

En 1782, de la Porte veut exproprier les terrains que les propriétaires négligents ou insoucians laissent sans culture. A cet effet, il adresse un projet de loi à Versailles, mais d'Ormesson lui répond qu'il est dangereux de vouloir accélérer les progrès de l'agriculture par des atteintes au droit sacré de la propriété (28).

L'intendant en est quitte pour se borner aux encouragements à l'agriculture. Au nombre de ceux-ci, on doit comprendre la pépinière royale de Nancy.

Cette pépinière est créée par un arrêt du conseil royal des finances et commerce du 26 octobre 1765 (29) : « Le roi considérant les avantages qui résultent du grand nombre de pépinières royales dans presque toutes les provinces de France où on trouve les espèces d'arbres les plus utiles au charonnage, à l'artillerie, les plus propres à la plantation des avenues, grands chemins et chaussées, Sa Majesté a résolu de former, auprès de sa bonne ville de Nancy, une pépinière royale... Veut et entend, Sa Majesté, que ladite pépinière soit perpétuellement sous l'inspection du sieur

pour détruire les chenilles (A.M.M. C 320). Diffusion d'un mémoire sur les moyens à employer pour éviter le blé noir (A.M.M. C 434). Diffusion d'un secret propre à détruire les taupes (A.M.M. C 434). Diffusion de la façon d'employer le blé moucheté pour ensemercer (A.M.M. C 320).

(25) Lettre de de la Porte à Lasnière du 6 octobre 1778 (A.M.M. C 436).

(26) Lettre de de la Porte à Lasnière du 4 juin 1781 (A.M.M. C 436).

(27) Lettre de de la Porte à Lasnière du 26 août 1780 (A.M.M. C 436).

(28) Lettre de d'Ormesson à de la Porte du 20 septembre 1782 (A.M.M. C 320).

(29) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. X, p. 410.

intendant commissaire départi pour l'exécution de ses ordres dans ses duchés de Lorraine et de Bar qu'elle autorise à faire les traités, marchés et adjudications nécessaires pour sa formation, son entretien et la disposition des arbres qu'elle produira et seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées ».

Malgré le but officiel indiqué dans l'arrêt de création, les particuliers peuvent se faire délivrer des plants d'arbres. A cet effet, ils adressent des requêtes à l'intendant en indiquant la destination des plants. Celui-ci décide, s'il y a lieu, ou non, d'accorder satisfaction au demandeur. Lorsque la commission intermédiaire est créée, c'est elle qui hérite des attributions de l'intendant en cette matière (30).

§ 3. — LA LUTTE CONTRE LES LOUPS

Au XVIII^e siècle, les loups exercent de nombreux ravages sur les troupeaux. L'intendant, en tant que protecteur de l'agriculture, a la haute main sur cette chasse. A cet effet, il autorise les communautés à traquer les loups en temps de neige. Il envoie aux subdélégués les permissions de traquer ; ces derniers se mettent en rapport avec l'officier des chasses de la région qui fixe le jour de la battue. On distribue des armes aux habitants, armes qui doivent être réintégrées au dépôt dès que la chasse est terminée. Le syndic et le subdélégué doivent assister personnellement à la chasse (31).

Quand un habitant est assez heureux pour tuer un loup, il touche une prime (32). Pour toucher deux fois cette prime, certains recousent les têtes de leur victime. Le subdélégué est chargé par l'intendant de réprimer cet abus (33).

En 1749, pour que la lutte soit plus efficace, l'intendant envoie aux subdélégués des autorisations de traquer en blanc, car les communautés ne font leurs demandes que lorsque le temps

(30) Liasse concernant les demandes de délivrance de plants d'arbres par les particuliers et les notes que ceux-ci ont à payer (A.M.M. C 316).

(31) Lettres de la Galaizière à Viot du 4 mai 1747 (A.M.M. C 433) et du 16 décembre 1765 (A.M.M. C 435).

(32) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 259 : ordonnance de l'intendant qui fixe le salaire pour la destruction des loups, du 1^{er} juin 1779.

(33) Lettre de la Galaizière à Lasnière du 22 octobre 1773 (A.M.M. C 435).

leur paraît propice, de sorte que les autorisations de traquer arrivent au bureau de la subdélégation lorsque la neige est fondue (34). Le subdélégué fait passer ces autorisations dans les communautés au fur et à mesure des besoins.

§ 4. — LES MAGASINS DE GRAINS

Ces magasins sont une création du roi de Pologne dans le but de secourir les gens des campagnes. Un arrêt du conseil royal des finances et commerce du 2 mai 1750 (35) décide que, dans les villes de Nancy, Bar-le-Duc, Epinal et Etain, seraient créés des magasins de blé. L'intendant doit faire procéder sans délai à l'établissement de ces magasins, veiller à leur entretien, veiller à la conservation des grains qui y sont déposés ; les sommes destinées aux premiers achats (10.000 livres pour Nancy, 15.000 livres pour Epinal, 15.000 livres pour Etain, 30.000 livres pour Bar-le-Duc) doivent être employées en saisons convenables sous sa surveillance. L'intendant ordonne le transport des grains aux halles et marchés publics suivant les besoins (36) et remploie immédiatement le prix de vente en d'autres achats. Enfin, aux termes de l'article 3 de l'arrêt, de la Galaizière connaît seul et en dernier ressort toutes les contestations qui peuvent survenir à ce sujet.

D'après PFISTER, les villes participent aux frais d'entretien, aménagement des locaux, achat de ventilateurs, étuves, caisses de conservation (37). Ces magasins fonctionnèrent normalement. Un seul incident est à signaler : en 1771, à la suite d'une petite disette, le magasin de grains de Nancy est pillé (38).

Tous ces magasins de grains sont supprimés en 1774 et la dotation dont ils bénéficient est affectée à l'hôpital des enfants trouvés de Nancy.

(34) Lettre de la Galaizière à Viot du 8 novembre 1749 (A.M.M. C 433).

(35) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VIII, p. 167.

(36) Christian PFISTER : *Le magasin de blé de Nancy et la révolte de 1771*, dans *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Lorraine*, Nancy, 1906, p. 77 à 92 : Pfister est d'un avis différent du nôtre. D'après lui les villes gèrent complètement et à leur guise ces magasins, elles sont juges de toutes les contestations qui peuvent résulter des fondations du Roi de Pologne. Ceci est en contradiction avec l'article 3 de l'arrêt du 2 mai 1750.

(37) Christian PFISTER, *article cité*, p. 81.

(38) Christian PFISTER, *article cité*, p. 87 et suivantes.

§ 5. — LES HARAS

Les haras sont réorganisés, en Lorraine, par une ordonnance de la Galaizière du 1^{er} avril 1767 (39), mais leur existence est antérieure à cette date, car une lettre de la Galaizière à Alliot du 9 novembre 1742 (40) accompagnant un envoi d'affiches au subdélégué demande à celui-ci de faire l'adjudication au rabais des réparations aux bâtiments des haras de Rosières.

Lorsque de la Galaizière fils quitte l'intendance de Lorraine pour celle d'Alsace, il conserve la direction des haras de Lorraine. Pour être exécutoires, ses décisions doivent être reproduites par les ordonnances de l'intendant qui lui a succédé : de la Porte (41).

Sous le terme générique de haras, on entend les étalons dispersés dans la province et distribués chez différents particuliers nommés gardes-étalons (42). En fait, on doit distinguer deux sortes d'étalons : ceux qui sont mis en pension chez des particuliers par le service des haras de Rosières et ceux qui, appartenant à des particuliers, sont reconnus aptes par le commissaire-inspecteur.

C'est l'intendant de la province qui a la haute main sur les haras. En France, un arrêt du 28 octobre 1683 et une déclaration du 22 septembre 1709 ont attribué aux intendants et commissaires départis « toute cour, juridiction et connaissance de tous procès et différends qui pourraient être intentés entre les particuliers pour raison des privilèges et exemptions accordés aux gardes-étalons, circonstances et dépendances avec défenses aux autres cours et juges d'en connaître, à peine de nullité et de tous dépens, dommages et intérêts ». Un règlement général, revêtu de lettres patentes de Louis XV en date du 22 février 1717, ordonne aux intendants de prendre une connaissance entière de tout ce qui

(39) Ordonnance du 1^{er} avril 1767 concernant les haras de Nancy dans *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 161. Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 152, édit du Roi précédant l'ordonnance de la Galaizière ; *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 235, extrait des registres du greffe de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois.

(40) Lettre de la Galaizière à Alliot du 9 novembre 1742 (A.M.M. C 433).

(41) Décision de l'intendant (A.M.M. C 437).

(42) Cette situation ne paraît pas normale au gouvernement central. Voir lettre de de Polignac à de la Galaizière du 29 juin 1782 (A.M.M. C 316). « En examinant le compte du haras de Lorraine, j'ai remarqué que c'était vous, Monsieur, qui l'aviez arrêté. Ne vous paraîtrait-il pas plus conforme à la règle qu'il fut arrêté par Monsieur votre successeur dans l'intendance de Lorraine ainsi qu'il se pratique en Alsace où vous avez aussi un directeur des haras ».

concerne le détail des haras et de leur département dont ils se feront rendre compte par des commissaires-inspecteurs (43).

En Lorraine, on trouve immédiatement, sous les ordres de l'intendant, un commissaire-inspecteur des haras de Lorraine et Barrois. Ce commissaire s'applique surtout à avoir une parfaite connaissance de son département : « Il fera sa résidence ordinaire dans l'étendue de son département et même le plus à portée qu'il sera possible de celle de l'intendant et commissaire départi pour entretenir la relation qu'il lui convient d'avoir avec lui pour le bien du service et il ne pourra s'absenter du département sans en avoir obtenu la permission de Sa Majesté (44).

Le commissaire doit, sur l'ordre de l'intendant, faire un dénombrement des pacages, prairies, pâturages, des juments propres à porter poulains et des étalons nécessaires pour les servir. Les rapports du commissaire sont soumis pour visa à l'intendant qui en garde copie et en envoie un exemplaire au gouvernement central.

Le commissaire doit procéder deux fois par an, avant le mois de juin et aux mois de septembre et octobre, à la visite des étalons. Il dresse un procès-verbal de ces visites. Ces procès-verbaux sont visés par l'intendant qui, le cas échéant, sur le rapport du commissaire prononce les sanctions nécessaires.

Nous avons dit plus haut qu'il fallait distinguer entre les chevaux appartenant au roi et ceux qui appartiennent aux particuliers. Pour les premiers, le commissaire fait un rapport sur le choix d'un garde-étalon et l'intendant décide du placement ou du non-placement de l'animal moyennant une gratification annuelle et variable, à charge de bien entretenir le cheval. Le garde-étalon doit prêter le cheval pour servir les juments d'un arrondissement déterminé par le commissaire-inspecteur. En ce qui concerne les seconds, c'est-à-dire les étalons appartenant aux particuliers, les documents ne nous ont pas permis de préciser si les propriétaires touchent une gratification. Quoiqu'il en soit, sur présentation de l'étalon au commissaire-inspecteur, le propriétaire se fait délivrer un certificat de conformité.

(43) GUYOT, *op. cit.*, t. VIII, p 416 et suivantes.

(44) GUYOT, *op. cit.*, t. VIII, p. 417.

Lorsque l'étalon a été approuvé ou lorsqu'un particulier a reçu du commissaire-inspecteur l'autorisation d'avoir en garde un étalon royal, le garde-étalon se fait délivrer par le directeur des haras une commission de garde-étalon émanant de l'intendant. Nous avons retrouvé aux archives de Meurthe-et-Moselle un exemplaire d'une telle ordonnance (45) : « Vu la commission de garde-étalon expédiée le 6 du présent mois, par M. de la Galaizière, intendant d'Alsace et directeur des haras de Lorraine et Barrois... Nous ordonnons que le sieur Grand Thuery, en sa qualité de garde-étalon, jouira conformément aux conditions arrêtées par notre prédécesseur, le 4 novembre 1767, des privilèges et exemptions ci-après : 1) L'étalon ne pourra être commandé pour aucune corvée, ni pour la conduite des convalescents et équipages des troupes et autres services publics et militaires et ne pourra être saisi ou confisqué pour quelque cause que ce soit, si ce n'est pour raison du prix dudit cheval de la part de celui qui l'aura vendu ; 2) Ledit garde-étalon sera pareillement exempt de toutes corvées pendant tout le temps qu'il conservera son étalon en état de servir et, s'il est garçon, nous le déclarons exempt du sort de la milice, s'il est marié ou laboureur ou d'état à exempter un valet de la milice, ledit valet jouira de l'exemption de la milice quoiqu'il soit employé au service de l'étalon, mais si ledit valet n'avait d'autre occupation que celle de soigner l'étalon, il ne pourra, pour cette raison, prétendre à l'exemption de la milice ; 3) Il sera exempt, conformément aux ordonnances de tutelle, curatelle et ne pourra être élu syndic, collecteur, asseyeur, fabricant, bangard, ni à d'autres charges de communauté pendant tout le temps que la commission de garde-étalon lui sera conservée ».

La commission de garde-étalon, en échange des avantages ci-dessus énoncés, comporte pour le titulaire certaines obligations : Chaque année, les gardes-étalons doivent faire passer, courant juin et juillet, au commissaire-inspecteur, par le canal des subdélégués, un état des juments que leur étalon aura servies. Ils ne peuvent se servir de leur étalon pendant la période de la monte qui est fixée par ordonnance de l'intendant (46). Ils doivent

(45) Ordonnance de de la Porte d'exemption de garde-étalon, du 23 novembre 1779 (A.M.M. C 437).

(46) Lettre circulaire sans date de l'intendant aux gardes-étalons (A.M.M. C 316). Voir également : lettre de la Galaizière à Lasnière du 15 mars 1777 (A.M.M. C 435).

déferer à l'intendant toutes les infractions à la législation des haras dont ils ont connaissance ; par exemple, si un cultivateur n'a pas eu recours aux services de leur étalon pour faire couvrir ses juments, ce dernier aspect de leurs obligations les obligeant, avant d'obtenir une ordonnance d'exemption, à se faire interroger avec succès sur les règlements des haras.

SECTION IV

La vaine pâture et les regains

§ 1. — LA VAÎNE PATURE

La vaine pâture est le droit de faire paître les troupeaux sur les terres d'autrui après l'enlèvement de la première ou de la seconde herbe (47). On doit rapprocher le droit de vaine pâture du droit de parcours qui est le droit réciproque de deux ou plusieurs communautés limitrophes d'envoyer paître le bétail de leurs habitants sur leurs territoires respectifs en temps de vaine pâture (48).

Les droits de vaine pâture et de parcours s'exercent de façon communautaire. Tous les cultivateurs d'une même communauté confient leurs animaux à un pâtre commun qui reconduit les bêtes au crépuscule chez leurs propriétaires respectifs.

Il ne semble pas que le droit de vaine pâture ait relevé directement de la compétence de l'intendant, cependant nous avons noté une ordonnance de la Porte concernant la garde des chevaux allant en pâture (49) et une lettre du ministre proposant

(47) Marcel MARION : *Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1923, p. 147.

(48) Marcel MARION, *op. cit.*, p. 433.

(49) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 256 : ordonnance de l'intendant, du 17 avril 1783, concernant la garde des chevaux : « Sur les représentations qui nous ont été faites que l'usage dans lequel on est en Lorraine de faire conduire séparément les chevaux en pâture tant de jour que de nuit par des domestiques ou même des enfants, donnait lieu non seulement à la dévastation des pâtures communales, à des méus sans nombre, à des rapports, à des procès et à des amendes qui en sont la suite, mais encore à des rixes dont souvent les effets n'ont été que trop funestes et que cet usage contribuait évidemment à la corruption des mœurs. Nous avons, en conséquence, ordonné et ordonnons que dans la huitaine, à compter du jour de la publication de notre présente ordonnance, les habitants des communautés de notre département s'assembleront chacun en droit soi, à l'effet de délibérer sur les moyens les plus économiques de pourvoir à la conduite des chevaux en pâture sous la

à l'intendant d'essayer deux compositions pour marquer les moutons afin qu'ils soient plus facilement reconnaissables (50).

Enfin, il faut signaler un arrêt du parlement (51) faisant défenses à tous propriétaires, fermiers, cultivateurs, journaliers et habitants de la campagne, ainsi qu'aux pâtres qui auront des chèvres et des boucs dans les troupeaux, de les mener, en aucun temps, dans les vignes, bois, haies formant clôtures et dans les jardins, prairies et vergers non enclos. Dans cet arrêt, il n'est pas question de l'intendant, mais par une lettre du 22 août 1780 (54) adressée à Lasnière, l'intendant faisant état de l'arrêt de 1779 demande à son subdélégué de lui donner son avis sur une même décision concernant les moutons et les brebis avant de provoquer un arrêt identique du parlement.

§ 3. — LES REGAINS

La vaine pâture au XVIII^e siècle est un droit plus large qu'aujourd'hui en ce sens que, dans la plupart des communautés, il comprend le droit de faire paître les animaux après la fenaison, c'est-à-dire après la première herbe. Pour avoir la possibilité de faire des regains, il faut la permission de l'intendant (53).

Ce droit d'octroyer la permission de faire des regains aux communautés est l'objet d'une querelle entre la cour souveraine et l'intendant (54). Depuis le règne de Stanislas, l'intendant a, plusieurs fois, autorisé la coupe des regains (55), mais la cour

direction d'un seul ou plusieurs gardes communs suivant le nombre des chevaux, les dispositions des finages et les facultés de chaque communauté, ainsi qu'il en est usé par les pâtres des bêtes à cornes et les bergers des bêtes blanches, autorisant les maire, syndic et élus de chaque communauté à faire provisoirement pour cet effet les conventions et marchés qui seront jugés nécessaires à la charge que les procès-verbaux et actes qui en seront dressés nous seront représentés pour être approuvés s'il y a lieu... Le garde des chevaux qui sera nommé par chaque communauté sera tenu sous peine de cinquante livres d'amende de dénoncer sur le champ ceux des mêmes animaux qui lui paraîtront malades... Avons, en outre, autorisé les villes et communautés à se pourvoir devant les juges qui en doivent connaître pour faire homologuer les clauses du traité qui aura été passé après qu'il aura été par nous autorisé, relativement à la police locale et champêtre ».

(50) Lettre sans date à l'intendant (A.M.M. C 320).

(51) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 217.

(52) A.M.M. C 436.

(53) Permission jointe à l'adjudication des ouvrages à faire pour la réédification de l'église de Fontenay du 6 septembre 1749 (A.M.M. C 419).

(54) KRUG-BASSE : *Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois*, Paris-Nancy, 1899, p. 277 et suivantes.

(55) Lettre de la Galaizière à Viot du 1^{er} juillet 1760 (A.M.M. C 434).

prétend qu'il commet un empiètement sur son droit de juridiction et qu'à elle seule appartient de rendre des arrêts de règlement de police générale dans son ressort.

Le printemps de 1762 avait été très sec. Le 12 juin, la cour s'assemble pour aviser sur cette situation. Elle nomme un conseiller rapporteur et, sur l'avis de ce dernier, rend, le 14 juin, un arrêt pour autoriser la coupe des regains. Or, le dimanche 13 juin, de la Galaizière fils se rendant à Paris, prend une ordonnance autorisant également la coupe des regains. Les conseillers à la cour, dès qu'ils apprennent la publication de l'ordonnance, s'en irritent parce qu'ils imaginent que l'intendant a voulu les devancer et faire ainsi de la démagogie. Le 23 juin, la cour rend un arrêt cassant l'ordonnance de l'intendant comme illégale et attentatoire à sa juridiction. Le conseil d'Etat, saisi par de la Galaizière, casse l'arrêt de la cour, maintient l'ordonnance de l'intendant et évoque l'affaire sous peine de 3.000 livres d'amende contre tous ceux qui se pourvoiraient ailleurs. L'arrêt du conseil d'Etat est immédiatement publié.

La cour souveraine s'assemble le 28 juin. Elle déclare l'arrêt du conseil d'Etat nul et non avenue, fait défenses à tous officiers et sujets du roi et notamment aux subdélégués d'y avoir égard, et ordonne que ses arrêts des 14 et 23 juin soient exécutés, imprimés et publiés dans toutes les villes et communautés de son ressort. La cour souveraine, dans les motifs de son arrêt, avance que, le jour où l'arrêt du conseil est censé avoir été rendu, il n'y a comme conseillers d'Etat à Lunéville que le chancelier et le secrétaire d'Etat de sorte que c'est un faux. Aussi, décide-t-elle d'envoyer des remontrances au roi et nomme une commission à cet effet. Quelques jours plus tard, elle entend le rapport de cette commission et rend un arrêt contenant dix articles de griefs. Mais ayant reçu une nouvelle injonction d'obéir à l'arrêt du conseil du 28 juin et de l'enregistrer dans les vingt-quatre heures, elle déclare le 9 juillet que la loi lui donne huit jours pour délibérer sur les actes à enregistrer. Elle rend alors un arrêt contenant sept griefs nouveaux et ordonne l'impression et la publication de ses deux arrêts.

Le conseil d'Etat ordonne alors, le 12 juillet, la suppression des deux arrêts parce que la cour souveraine les a répandus dans

le public avant d'avoir fait ses remontrances au roi et, « pour dissiper l'illusion que ces écrits illégaux auraient pu répandre dans certains esprits, faute d'examen et de réflexion sur les erreurs et les irrégularités qu'ils contiennent », il prescrit qu'il serait joint à son arrêt une réponse, article par article, aux griefs de la cour souveraine. Cette dernière reçoit la notification de cet arrêt le 17 juillet avec ordre de le publier et de l'enregistrer. C'est la fin de la querelle, d'autant plus que le roi de Pologne enjoint à son chancelier de faire imprimer et afficher, dans toutes les villes et communautés des duchés, l'arrêt du conseil réfutant, article par article, les griefs de la cour. La cour sentant qu'elle perdait son prestige, partage désormais avec l'intendant le droit de prendre des règlements en matière de police générale.

CHAPITRE II

L'industrie en Lorraine au XVIII^e siècle

Par industrie, nous entendons ce qu'on appelait à l'époque les manufactures, ainsi que les mines, à l'exclusion de tous les métiers groupés en corporations qui seront étudiés dans le chapitre suivant.

SECTION I

Les établissements industriels

En Lorraine, les établissements industriels étaient relativement nombreux, un état fourni par le subdélégué de Lunéville nous prouve que, dans sa subdélégation, il y avait : à Lunéville, une manufacture de faïence, une manufacture de bijouterie ; à Aze-railles, des forges et une tuilerie ; à Badonviller, une manufacture de faïence et de terre à pipes ; à Pexonne, une manufacture de faïence ; à Blanchifontaine, une papeterie ; à Bedelieu, une papeterie ; à Rambervillers, des forges, et à Saint-Maurice-lès-Badonviller, une manufacture de faïence et de terre à pipes.

Pour établir une manufacture ou un établissement industriel quelconque, il faut une autorisation du pouvoir central. Cette autorisation est donnée par le ministre qui consulte toujours l'intendant. Celui-ci donne son avis en fonction des conditions économiques (la main-d'œuvre sera-t-elle suffisante ? pourra-t-on alimenter les feux de la manufacture ? les produits fabriqués sont-ils nécessaires à la province ? leur écoulement sera-t-il facile ?) ou fiscales (le requérant demande-t-il des exemptions de droits de douane sur la matière première ou sur les produits fabriqués ?).

Les requêtes adressées à l'intendant de la province ou à son supérieur en cette matière, l'intendant général du commerce et de l'industrie, sont nombreuses aux archives de Meurthe-et-Moselle. Avant la réunion officielle de la Lorraine à la France, c'est l'intendant qui statue seul sur ces requêtes. Après la mort de Stanislas, il ne fait que donner son avis à l'intendant général du commerce et de l'industrie, avis qui est ordinairement suivi.

En 1759, un nommé Richard de Strasbourg présente une requête pour obtenir l'autorisation d'établir une manufacture d'acier à Bitche. Les échantillons qu'il a fournis de l'acier qu'il compte fabriquer ayant été trouvés satisfaisants, De Silhouette prie de la Galaizière de favoriser, autant qu'il est possible, cet établissement (1). En 1766, Poupert, propriétaire d'une maison à Petit-Louppy, demande qu'on lui cède un emplacement pour y faire construire une huilerie et une scierie. L'intendant doit donner son avis sur l'établissement (2).

D'une façon corrélatrice, tout transfert de manufacture doit être autorisé (3).

C'est l'intendant qui est chargé de la surveillance des manufactures. Avant la réunion de la Lorraine à la France, il établit en qualité d'inspecteur des manufactures de Lorraine et de Barrois, aux appointements de 2.400 livres par an, un nommé Cathala. Cet inspecteur visite toutes les manufactures de draps et étoffes de laine, de même que les moulins à foulons et ouvroirs pour teintures. Il veille à ce que les dispositions des arrêts concernant la fabrication des étoffes soient observées. Il peut dresser des procès-verbaux et fait prononcer des jugements contre les contrevenants à charge d'en rendre compte à l'intendant (4). Après la mort de Stanislas, les inspecteurs viennent directement de Paris. En 1785, par exemple, de la Porte avertit le subdélégué

(1) Lettre de Silhouette à de la Galaizière du 26 juin 1759 (A.M.M. C 307).

(2) Lettre à l'intendant du 16 décembre 1766 (A. Meuse C 15) à rapprocher d'une lettre de Blondel à de la Porte du 1^{er} avril 1778 (A. Meuse C 15) relative à la construction d'une papeterie à Gerisey et lettre de Trudaine à de la Galaizière du 5 décembre 1766 (A.M.M. C 308) pour l'établissement d'une manufacture de faïence.

(3) Demande sans date pour le transfert d'une fabrique d'amidon de Tronville à Ligny-en-Barrois (A. Meuse C 15).

(4) Ordonnance de la Galaizière, de décembre 1749 (A.M.M. C 307).

de Lunéville (5) de la visite du baron de Dietrich, chargé d'inspecter les mines, forges, verreries et autres bouches à feu de la généralité. Le subdélégué doit faire en sorte qu'il ne soit fait aucune difficulté au visiteur.

Ce rôle d'inspecteur se double d'un rôle de protecteur. L'intendant condamne les fraudeurs (un nommé Nicolas Guédot, amidonnier à Bar-le-Duc (6), est accusé d'avoir fabriqué de l'amidon sans autorisation, le subdélégué de Bar doit enquêter pour informer l'intendant) et protège les industries locales contre la concurrence étrangère, notamment par l'interdiction faite aux ouvriers des manufactures d'émigrer à l'étranger (7) et l'interdiction d'exportation des métiers et outils servant à la fabrication des produits (8).

Bien entendu, l'intendant publie tous les arrêts relatifs à la réglementation des fabrications, notamment celles concernant les étoffes de laine (9) et provoque au besoin ces arrêts en attirant l'attention du gouvernement sur les fabrications défectueuses (10).

Enfin, c'est l'intendant qui juge toutes les contestations relatives au fonctionnement des manufactures, sauf appel au conseil. En 1787, un conflit surgit entre la ville de Metz et les fermiers de la forge de Moyeuvre. Un arrêt du conseil du 10 octo-

(5) Lettre de de la Porte à Lasnière du 8 août 1785 (A.M.M. C 437)

(6) Requête à l'intendant sans date (A. Meuse C 15).

(7) Lettre de de la Porte à Lasnière du 19 avril 1785 (A.M.M. C 437).

(8) Lettre de de la Porte à Lasnière du 4 mars 1780 (A.M.M. C 436) : « Vous trouverez ci-joint, Monsieur, deux arrêts du conseil, l'un du 5 mars de l'année dernière qui défend d'exporter à l'étranger les métiers propres aux manufactures, ainsi que les outils et les instruments servant à leur fabrication et l'autre du 23 de ce mois qui m'attribue dans mon département la connaissance de toutes les contestations relatives à l'exécution du précédent. (Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 422).

(9) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VIII, p. 59 : arrêt du Conseil Royal des Finances et Commerce portant règlement pour la fabrication des étoffes de laine à Nancy et environs, du 5 juillet 1749. Ordonnance d'exécution de la Galaizière du 2 août 1749.

(10) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 12 mai 1776 (A.M.M. C 435) : la fabrication du papier étant défectueuse dans le royaume, le contrôleur général demande à l'intendant de lui fournir deux feuilles de chaque papier fabriqué prises au hasard de la fabrication en vue de prendre des mesures pour remédier aux déficiences. Voir également, lettre de de la Porte à Lasnière du 17 juillet 1782 (A.M.M. C 436) : le subdélégué doit fournir à l'intendant tous les renseignements concernant les bonnetiers de son département, notamment : 1°) la quantité de matières étrangères ou nationales employées ; 2°) la quantité de métiers battants ou en activité ; 3°) la quantité d'individus occupés ; 4°) la quantité de paires de bas ou autres fabriqués ; 5°) le prix ou la valeur des marchandises fabriquées ; 6°) les débouchés.

bre 1786 avait ordonné, pour assurer le chauffage de la ville, que la futaie du bois affecté à la forge de Moyeuve serait destinée provisoirement à ce chauffage. Les fermiers de la forge (cette forge est domaniale) se pourvoient contre cet arrêt en demandant sa révocation ou une diminution considérable du prix de leur bail. Le contrôleur général demande à l'intendant de le renseigner sur l'état actuel du bois de chauffage destiné à la forge et celui-ci, dans sa réponse, prie le contrôleur de rapporter l'arrêt incriminé (11).

En 1772, Volant, entrepreneur d'une manufacture de colle forte à Commercy, se plaint de ce que le subdélégué et le major du régiment de Custine ont été manu militari détruire son établissement sous prétexte qu'il répandait une mauvaise odeur. L'intendant, après en avoir référé à Stainville, ordonne à Volant de suspendre sa fabrication (12).

Beaucoup de difficultés surgissent à propos des exemptions. En mars 1746, les manufacturiers de la porte Saint-Jean de Nancy envoient un placet à l'intendant. Ils demandent l'exemption du droit d'entrée dans la ville pour les laines, huiles, drogues, teintures et ustensiles de métier, l'exemption pour eux-mêmes et deux de leurs maîtres-ouvriers des corvées, guet, garde et logement des gens de guerre, la permission de cacheter les marchandises et affaires qu'ils produisent aux armes du roi de Pologne avec la légende « Manufacture Royale de Nancy » (13). La décision de l'intendant ne figure pas aux archives. En 1780, Muel demande à l'intendant différentes exemptions pour la manufacture de toile de coton qu'il a établie à Ligny-en-Barrois. L'intendant trouvant cette manufacture trop petite, lui refuse tout privilège (14).

(11) Lettre du contrôleur général à l'intendant du 20 juin 1787 (A.M.M. C 343).

(12) Lettre de Stainville à de la Galaizière du 23 juin 1772 (A. Meuse C 15).

(13) Placet à l'intendant de mars 1746 (A.M.M. C 307).

(14) Requête à l'intendant du 20 octobre 1780 (A. Meuse C 15).

SECTION II

Les mines

La plupart des documents que nous avons trouvés, relatifs aux mines, sont postérieurs à 1783. Il est cependant certain que les exploitants de mines doivent, avant cette date, obtenir des autorisations de l'autorité royale ou tout au moins du seigneur auquel appartient le terrain. Une ordonnance de la Galaizière du 6 mars 1741 (15) permet la saisie du produit d'une mine au profit d'un créancier non payé, mais ne s'agit-il pas d'une mine domaniale ? Quoiqu'il en soit, un arrêt du conseil du 19 mars 1783 réglemente l'exploitation des mines de charbon (16) : « Il ne sera permis à aucune personne d'ouvrir et mettre en exploitation des mines de houille ou charbon de terre dans les fonds à eux appartenant, non plus qu'aux seigneurs dans l'étendue de leurs fiefs et justices, sans en avoir préalablement obtenu la permission de Sa Majesté, dérogeant, pour cet effet, Sa Majesté à l'arrêt du conseil du 13 mai 1698 et à tous autres règlements à ce contraires. Les dites permissions ne seront accordées qu'en connaissance de cause et après avoir pris toutes les précautions convenables pour s'assurer de la nature et qualité des charbons et de la facilité ou difficulté d'exploitation. Ceux qui exploitent et font valoir actuellement des mines de houille ou charbon de terre seront tenus de remettre, dans les six mois, pour tout délai à compter du jour de la publication du présent arrêt, à l'intendant et commissaire départi du conseil dans la province, déclaration exacte et détaillée de la situation de leurs mines, du lieu où elles sont, du nombre de fosses qui sont actuellement en extraction, du nombre d'ouvriers qu'ils y emploient, des quantités de charbon qu'ils en auront extraites depuis un an. Ils auront soin d'y faire mention des lieux où s'en fait la principale consommation et du prix desdits charbons, le tout à peine de révocation de leurs privilèges et concession... Les contestations qui pourront naître entre les propriétaires des terrains et les

(15) Permission de l'intendant du 6 mars 1741 (A.M.M. C 313).

(16) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 226 : arrêt du Conseil portant règlement pour l'exploitation des mines de charbon de terre du 19 mars 1783, publié par ordonnance de l'intendant du 5 juin 1783.

entrepreneurs, leurs commis, employés, ouvriers tant pour raison de leurs exploitations que pour l'exécution du présent arrêt seront portées devant les sieurs intendants pour y être par eux statué, sauf appel au conseil et ce pendant trois années seulement ».

Un arrêt du conseil de la même date règle, de façon similaire, l'exploitation des mines de métaux (17). Le contentieux de l'exploitation est également attribué à l'intendant : par exemple, il est chargé de l'exécution d'un arrêt du conseil du 7 avril 1786 (18) ordonnant aux extracteurs de minerai de fer de payer aux propriétaires des fonds deux sous six deniers par tonneau de minerai de 500 pesants.

Comme en matière de manufacture ou d'assistance, l'intendant est le correspondant du gouvernement central. La question des mines retenait toute l'attention du roi, l'intendant général des mines envoie, dans chaque généralité, un élève de l'École des Mines pour y faire un stage. De la Porte est chargé non seulement de surveiller la conduite, l'application et les talents de l'élève, mais encore de s'assurer si les directeurs des mines donnent à l'élève toutes les instructions dont il peut avoir besoin (19). Par une lettre du 31 décembre 1786, l'intendant demande au subdélégué de faire connaître aux personnes susceptibles d'être intéressées un programme de l'Académie de Nancy, proposant un prix à celui qui présentera le meilleur mémoire sur les moyens de découvrir les mines de houille (20).

Nous n'avons trouvé aux archives de Meurthe-et-Moselle et de Meuse qu'une seule requête en matière de mines. En 1788, le comte de Gondrecourt demande qu'en déclarant communs les arrêts rendus au conseil du roy et ceux émanés du conseil des finances de Lorraine, concernant le droit d'extraire le minerai de fer, il continue d'être le seul à en tirer dans le ban et finage de Cousances dont il est le seigneur et que défense soit faite à tous fermiers ou propriétaires de fourneaux et forges, notamment à

(17) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 224 : arrêt du Conseil portant règlement pour l'exploitation des mines de métaux du 19 mars 1783, publié par ordonnance de l'intendant du 4 juin 1783.

(18) A.M.M. C 313.

(19) Lettre de d'Ormesson à de la Porte du 27 mai 1783 (A.M.M. C 313).

(20) Lettre de de la Porte à Lasnière du 31 décembre 1786 (A.M.M. C 438).

ceux qui résident en Champagne, de le troubler dans l'exercice de ce droit. L'intendant de la Porte ne fait pas droit à cette requête, car le gisement étant suffisant, tout privilège abolit la concurrence (21).

(21) Lettre à l'intendant de Lorraine du 19 février 1788 (A. Meuse C 16).

CHAPITRE III

Le commerce en Lorraine

L'organisation des professions commerciales dans l'ancienne France a pour base essentielle les communautés d'artisans et de marchands. La liberté du commerce n'est pas reconnue. Il y a place pour une réglementation autoritaire qui se réclame de trois principes fondamentaux : 1°) Tous les artisans et marchands sont classés par corporations ; 2°) Il faut, pour entrer dans une corporation, subir un stage et un examen professionnel et payer des droits ; 3°) Chaque corporation a ses règlements propres. Ajoutons à ces trois principes, la notion de juste prix et nous englobons l'essentiel de la vie économique commerciale du XVIII^e siècle.

SECTION I

Les cadres juridiques de la vie commerciale

§ 1. — LE RÉGIME CORPORATIF

A. — Les différentes sortes de régimes.

En Lorraine au XVIII^e siècle, nous trouvons trois catégories de métiers : le métier libre, le métier érigé en office et le métier juré.

Il faut entendre par métier libre non pas celui dont l'accès est libre, mais celui qui est inorganisé. Y entre qui veut, sans conditions préalables, ni taxes d'entrée. Il n'y a pas de statuts, aucun lien juridique n'en rapproche les membres. Ceux-ci doivent seulement obéir aux règlements de police, il n'y a sur eux aucune

tuelle municipale ou administrative. En Lorraine, il faut ranger dans cette catégorie, les commerces de gros. Toute réglementation est inutile, car ces métiers exigent de l'esprit d'initiative et de gros capitaux. On doit leur assimiler le commerce de la banque.

A l'opposé des métiers libres, il y a place pour les métiers érigés en office. Ces érections ont été faites pour en accentuer le caractère public, la réglementation des métiers jurés dont il est question ci-après ayant paru insuffisante. L'activité de ces métiers est rémunérée par des taxes fixées par autorité de police. Ils sont sous la surveillance soit de l'autorité municipale, soit de l'autorité administrative. Leur création a sans doute répondu à des besoins fiscaux. En Lorraine, il faut ranger, dans cette catégorie, les distillateurs d'eau-de-vie.

Enfin, l'immense majorité des métiers sont les métiers jurés. Le métier-juré est le groupement des personnes pratiquant dans une ville ou une région donnée, le même commerce ou le même art, groupement fondé pour la défense des intérêts de la profession. Ce n'est pas un groupement volontaire où l'on est libre d'entrer ou non. Pour exercer la profession, il faut faire partie du métier-juré et accepter sa loi.

B. — *Le métier-juré.*

Le métier-juré constitue au XVIII^e siècle une organisation nettement hiérarchisée où les maîtres représentent l'élément actif et jouent le rôle prépondérant. Son trait dominant est qu'on ne peut l'exercer comme maître qu'après avoir été apprenti pendant un temps déterminé et parfois qu'après avoir fait un stage de compagnon.

A la base de la hiérarchie, sont les apprentis auxquels le maître s'engage à « montrer et enseigner le fait, train, trafic et négoce de sa marchandise et tout ce dont il s'entremet en icelle ».

Au-dessus des apprentis, il y a place pour les compagnons, ouvriers formés qui, tantôt, accomplissent le stage requis pour accéder à la maîtrise ; tantôt, travaillent toute leur vie en cette qualité. Des règles spéciales à chaque corporation précisent les conditions dans lesquelles un maître peut recruter un compagnon.

Au sommet de la hiérarchie, se trouvent les maîtres dont le nombre, en général, n'est pas limité, sauf considérations écono-

miques ou de police (par exemple, les libraires). Ces maîtres constituent le pouvoir délibérant et agissant du métier-juré. Des stages successifs comme apprentis et compagnons leur assurent la capacité nécessaire à l'exercice de leur métier. Le compagnon qui veut se faire recevoir maître fournit un chef-d'œuvre qui doit être agréé par le bureau de la corporation. En outre, il doit acquitter les droits de maîtrise fixés par les statuts et représentant la participation du nouveau membre aux dépenses communes. En général, ces droits contiennent une quote-part revenant en France au roi et en Lorraine au duc, des taxes pour les jurés de la corporation, le droit de maîtrise proprement dit, une aumône pour les pauvres de l'hôpital. Le candidat doit enfin prêter serment devant le bureau de la corporation et devant le juge de police d'observer les règlements, porter honneur et respect aux jurés et souffrir leurs visites.

Le métier-juré est dirigé par l'assemblée générale des maîtres de la corporation. Les assemblées ordinaires sont périodiques. Lorsqu'il s'avère nécessaire de convoquer une assemblée extraordinaire, la corporation doit obtenir l'autorisation du pouvoir de police, en général le bailli. Pour les affaires courantes, la corporation est dirigée par un bureau élu par l'assemblée générale. Les membres de ce bureau prennent le nom de jurés, gardes, syndics ou adjoints. Le mode d'élection de ces jurés varie suivant les corporations : cooptation, élection par l'assemblée générale, nomination par l'autorité de tutelle. C'est l'élection par l'assemblée générale avec approbation de l'autorité de tutelle qui prévaut. La communauté est souvent doublée d'une confrérie religieuse.

A la veille de la Révolution, on considère que le métier-juré est celui qui a obtenu une reconnaissance de l'autorité souveraine. C'est une idée inexacte, car historiquement les premiers métiers-jurés fonctionnèrent avec l'assentiment du seigneur de la terre ou de la municipalité.

Quoiqu'il en soit, les métiers-jurés constituent des corps régulièrement organisés à l'intérieur de l'Etat. Ils jouissent de la personnalité morale et sont représentés par leurs jurés. L'assemblée générale a qualité pour préciser les termes de la loi du métier. Le métier-juré possède un sceau et la capacité juridique. Il possède des biens, il a le droit d'ester en justice pour la défense

des intérêts communs. C'est cet aspect qui provoque l'immixtion de l'intendant dans la vie du métier-juré et, à plus forte raison, dans celle des métiers érigés en office.

§ 2. — LA TUTELLE ADMINISTRATIVE SUR LES DIFFÉRENTES SORTES DE MÉTIERS

On conçoit que cette tutelle se soit exercée d'une façon plus ou moins pesante suivant la nature du métier. Nous étudierons successivement la situation du métier érigé en office, celle du métier-juré et finalement celle du métier libre qui subissait la tutelle administrative pour des considérations de police.

A. — *Le métier érigé en office.*

Nous prenons comme exemple le métier de distillateur d'eau-de-vie. Le duc Léopold, par édit de 1700, avait créé dans ses états cinq cents brevets de distillateurs. Ces brevets étaient valables pour la vie des titulaires. Depuis 1700, aucune disposition nouvelle ne règlemente l'exercice de la profession, de la Galaizière se bornant à renouveler les privilèges en faveur des fils des titulaires lorsqu'ils en font la demande (1). De la Porte, en 1780, ignore totalement la situation de la profession (2) et, en conséquence, procède à une enquête auprès de ses subdélégués. En suite de cette enquête, il fait rendre par le conseil, le 1^{er} août 1780, un arrêt réglementant l'exercice et les conditions d'accès de cette profession (3). En vertu de cet arrêt, l'intendant a seul la police des distillateurs, ce qui d'ailleurs ne fait que confirmer le droit antérieur (4).

(1) Lettre de Laverdy à de la Galaizière du 29 juillet 1768 (A. Meuse C 15) : le sieur de Rupt, distillateur à Heudicourt, demande en sa faveur le renouvellement du privilège accordé à son père. Le contrôleur général (c'était après la réunion de la Lorraine à la France) prie l'intendant de lui donner son avis.

(2) Lettre de de la Porte à Lasnière du 29 avril 1780 (A.M.M. C 436).

(3) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 446.

(4) Lettre de de la Galaizière à Viot du 9 avril 1760 (A.M.M. C 434) : « Je suis informé, Monsieur, que le nommé Michel Durafort, bourgeois de cette ville, brevetaire depuis l'année 1720 pour la distillation des eaux de vie, s'imisce à distribuer des permissions particulières pour la distillation sous une rétribution pécuniaire qu'il perçoit annuellement pour chaque permission. Je vous prie de faire venir ce particulier pardevant vous et savoir de lui par quel droit il confère celui de distiller ».

B. — *Le métier-juré.*

En cette matière, les fonctions de l'intendant revêtent un triple aspect, car il est un agent de renseignements de pouvoir central, il préside à la création et au fonctionnement des communautés.

a) *L'intendant est un agent de renseignements.*

Ce rôle est à rapprocher de celui exercé par le commissaire départi en matière d'agriculture et d'assistance. Les lettres ayant trait à ce rôle sont nombreuses aux archives de Meurthe-et-Moselle. En 1751, de la Galaizière demande aux subdélégués de lui fournir, le plus tôt possible, un état détaillé des marchands en gros et au détail des entrepreneurs de manufactures, banquiers, boulangers, perruquiers, maréchaux, cordonniers, tailleurs, hôteliers, taverniers et autres, qui font quelques trafics et qui ont un établissement public. Le subdélégué doit y faire mention des corps de métiers qui sont en jurande, de ceux qui n'y sont pas, des noms et surnoms de ceux qui exercent chaque commerce ou profession : « Je vous observe que dans les arts et métiers, où il n'y a pas de jurande, ceux qui travaillent en boutiques ouvertes sont réputés maîtres, n'y ayant que les ouvriers travaillant sous la dépendance desdits maîtres qui ne doivent point passer pour tels ». Si les corps et communautés doivent en commun des dettes passives, il faut qu'ils fournissent aux subdélégués et leur remettent des états certifiés véritables par leurs syndics et jurés de ces dettes. Ces états doivent contenir les noms des créanciers, les dates des contrats, les noms des notaires qui le ont reçus et les sommes portées dans les contrats, soit en monnaie de France, soit en monnaie de Lorraine (5). De même, en 1776, à la veille de la suppression des anciennes communautés, les subdélégués doivent faire connaître le nombre des communautés de marchands ou artisans établis en jurande dans les différentes villes de leur département, le nombre des membres de chaque communauté, ce qu'il en coûte ou du moins ce qu'il en coûtait pour être reçu maître en distinguant les différents taux

(5) Lettre de de la Galaizière à Viot du 18 octobre 1751 (A.M.M. C 433).

pour les fils de maîtres, apprentis et autres et en détaillant ce qui appartenait dans ces droits aux jurés, aux syndics ou au coffre de la communauté (6).

b) *L'intendant préside à la création des communautés.*

Nous avons dit plus haut qu'au XVIII^e siècle, on a tendance à reconnaître comme métier-juré celui qui a obtenu cette dénomination du pouvoir royal. Le contrôleur général Bertin, dans une lettre adressée, le 10 décembre 1761, à l'intendant d'Auvergne, distingue les corps de communauté dont les statuts ont été revêtus de lettres patentes royales et les simples communautés formées sous la seule autorité des parlements et même des juges de police. Les unes et les autres sont d'ailleurs rangées sous le vocable de communautés d'arts et métiers. Dans la pratique courante, on ne fait pas de distinction. Nous avons trouvé une demande des apothicaires de Bar-le-Duc pour obtenir leur érection en corps de maîtrise et jurande. Cette demande est adressée au conseil et propose l'homologation d'une délibération concernant les articles d'un règlement qui servira de statuts. L'intendant, sur renvoi du contrôleur général, doit prendre à ce sujet tous éclaircissements nécessaires et renvoyer ensuite les pièces à Versailles avec son avis (7). L'intendant doit mettre en harmonie le règlement proposé avec les mesures de police existantes et les statuts des autres corporations.

c) *L'intendant préside au fonctionnement des communautés.*

Chaque année, une assemblée générale des membres de la communauté contrôle la gestion des dirigeants : un arrêt du conseil d'Etat du 13 juin 1774, interprétant en tant que de besoin un édit d'août 1769 et une déclaration du 3 mars 1749, ordonne que les gardes-jurés des différents corps et communautés des marchands et artisans du royaume ou tous autres préposés pour la recette et administration des revenus desdites communautés

(6) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 3 juillet 1776 (A.M.M. C 435).

(7) Lettre de de Laverdy à de la Galaizière du 10 juillet 1767 (A. Meuse C 14).

sont tenus d'en compter tous les ans, devant les juges de police, un double desdits comptes devant être remis à l'intendant pour qu'il l'envoie au conseil en y joignant son avis (8).

Une déclaration royale, qui est promulguée en Lorraine, défend à toutes les communautés d'arts et métiers du royaume d'intenter aucune action, ni aucun procès, de faire aucune députation sans le consentement de l'assemblée générale et l'autorisation de l'intendant. Ceci est en contradiction avec la thèse d'Olivier-Martin qui soutient que le roi n'alla pas jusqu'à interdire aux corporations de plaider sans autorisation, comme il le fit pour les municipalités (9).

Dans le recueil des ordonnances de Lorraine, ne figure aucune disposition interdisant aux communautés d'emprunter sans autorisation du roi ou de l'intendant. Olivier-Martin cite cependant une déclaration du 2 avril 1763 (10) qui est applicable en France. Il est vraisemblable que cette déclaration eut force de loi en Lorraine.

De nombreux dossiers, concernant les affaires contentieuses des corps et communautés, témoignent de l'intervention de l'intendant.

En 1740, Nicolas Berceau et François Nicolas, bourgeois de Lunéville, ont payé la finance de deux places de barbiers perruquiers en cette ville, les lettres de chancellerie doivent leur être expédiées au retour du roi de Pologne absent. Le subdélégué est prié par l'intendant d'empêcher qu'ils soient troublés dans leur commerce, car ils tiennent boutiques ouvertes depuis plusieurs années. A cet effet, le subdélégué doit prévenir les syndics des communautés intéressées (11).

En 1777, les tailleurs de Lunéville se plaignent du tort que leur fait un tailleur étranger amené par les officiers de gendarmerie. L'intendant demande des renseignements au subdélégué avant de statuer en connaissance de cause (12).

(8) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 243.

(9) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 417 : Déclaration du 4 juillet 1775.

(10) OLIVIER-MARTIN : *L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime*, Paris, 1938, p. 227.

(11) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 1^{er} juin 1740 (A.M.M. C 433).

(12) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 25 mai 1777 (A.M.M. C 435).

En 1786, de la Porte reçoit une requête par laquelle le sieur Demange et la veuve du sieur Vauthier, apothicaire à Lunéville, se plaignent de ce que les apothicaires de cette ville refusent d'admettre dans leur corps Demange, qui a acheté le fonds de pharmacie de son beau-père, le sieur Vauthier. L'intendant prie le subdélégué d'examiner cette requête, ainsi que les pièces qui y sont jointes, de vérifier quels peuvent être les motifs du refus des apothicaires de Lunéville et de lui faire part de ses observations avant de statuer (13).

En 1784, à la suite d'une plainte de l'intendant au contrôleur général sur la mauvaise qualité du pain fabriqué en Lorraine, celui-ci ordonne au directeur de l'école de boulangerie de Paris de se transporter dans les duchés pour instruire et diriger les boulangers pendant un certain temps (14).

C. — *Le métier libre.*

Nous prenons comme exemple le commerce des livres, car bien qu'inorganisé, il est sous tutelle administrative pour des considérations de police. De la Galaizière père, recevant des plaintes des imprimeurs de Paris parce qu'on reproduit leurs livres en Lorraine, s'aperçoit, à la suite d'une enquête ordonnée par lui, que le nombre des imprimeurs s'accroît sans cesse. Pour empêcher les abus, l'intendant convient alors, avec le chancelier de France, que désormais on ne pourrait imprimer, en Lorraine, des ouvrages pour lesquels il aurait été accordé, en France, des privilèges exclusifs et, réciproquement, qu'on ne pourrait imprimer, en France, les ouvrages pour lesquels le roi de Pologne aurait accordé de semblables privilèges en Lorraine (15). Quelques années plus tard, l'intendant décide qu'à l'avenir il ne

(13) Lettre de de la Porte à Lasnière du 9 mai 1786 (A.M.M. C 438). Cette immixtion de l'intendant n'est d'ailleurs pas limitée aux métiers jurés : le sieur Henry sollicite, en 1785, l'agrément du contrôleur général pour se faire pourvoir d'une commission de changeur. L'intendant enquête sur sa situation et ses connaissances (Lettre de de la Porte à Lasnière du 9 août 1785. A.M.M. C 437).

(14) Lettre du contrôleur général à de la Porte du 16 juin 1784 (A.M.M. C 330).

(15) Mémoire sans date à l'intendant (A.M.M. C 307).

pourrait s'établir de nouveaux imprimeurs sans permission du roi et sans examen effectué par le syndic et les adjoints de communauté des imprimeurs de Nancy (16).

Parallèlement à la réglementation du métier d'imprimeur, le commerce des livres proprement dit, jusqu'ici libre, est réglementé (17). C'est l'intendant qui est chargé de l'exécution des dispositions légales prises en la matière (18).

§ 3. — LA SUPPRESSION DES CORPS ET COMMUNAUTÉS

Il ne nous appartient pas de juger, dans le cadre de cette étude, si cette réglementation rigide du commerce est bénéfique ou non pour les corps et communautés. L'arrivée au pouvoir de Turgot annonce un régime de liberté. En juillet 1774, nommé secrétaire d'Etat à la marine, Turgot fait décider par le roi qu'il n'y aura plus de compagnie privilégiée et empêche ainsi la reconstitution de la compagnie des Indes. Le 24 août 1774, il accède au contrôle général des finances et, le 13 septembre, un arrêt établit la liberté du commerce des grains à l'intérieur du royaume. Deux journaux soutiennent sa politique et sont chargés

(16) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 360 : arrêt du Conseil d'Etat, du 15 juin 1768, qui fixe le nombre des imprimeurs à neuf dans les duchés de Lorraine et de Bar, et à la suite ordonnance d'exécution de la Galaizière du 18 juillet 1768. Voir également : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 437 : arrêt du Conseil, du 10 juin 1780, qui établit à Nancy, deux imprimeurs au-delà du nombre fixé par l'arrêt précité. L'exécution de cet arrêt est confiée à l'intendant.

(17) Il semble qu'il y ait eu concurrence entre l'intendant et la Cour Souveraine. Les arrêts du Conseil réglementant le commerce de la librairie ne se réfèrent pas à l'intendant, mais au Chancelier Garde des Sceaux (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 33 : arrêt du Conseil, du 30 août 1777, portant règlement sur la durée des privilèges de librairie, p. 37 ; arrêt du Conseil, du 30 août 1777, portant établissement de deux ventes publiques de librairie, p. 38 ; arrêt du Conseil, du 30 août 1777, qui règle les formalités à observer pour la réception des librairies et imprimeurs). Nous retrouvons ici le même problème qu'en matière de réglementation de la coupe des regains. C'est une question de police générale. D'après la théorie de la Cour Souveraine, à elle seule appartient le droit d'édicter une réglementation de police générale.

(18) Lettre de de la Porte à Lasnière du 6 octobre 1778 (A.M.M. C 436) : le gardien des Sceaux charge l'intendant de faire connaître au sieur Bernard, libraire à Lunéville, que deux ballots de livres saisis à la requête de la Chambre syndicale de Nancy ne lui seront rendus que lorsqu'il aura qualité pour les demander.

Voir également, lettre de de la Porte à Lasnière du 24 janvier 1787 (A.M.M. C 438) : un arrêt du Conseil de 1768 a ordonné que l'imprimerie du sieur Messuy, existant à Lunéville, serait supprimée à l'instant qu'elle deviendrait vacante. Messuy demande que l'imprimerie soit conservée et rendue perpétuelle. Le subdélégué est chargé de vérifier les motifs qu'il fait valoir pour obtenir cette grâce.

de répandre ses idées. L'un de ces journaux, « Les Nouvelles Ephémérides », au début de 1775, publie, à côté d'un commentaire de l'arrêt sur la liberté du commerce des grains, la première partie d'un mémoire contre les communautés de métiers dû à Bigot de Sainte-Croix, président des requêtes du palais à Rouen. Le début de cet article pose les principes développés : la liberté générale du commerce et de l'industrie n'est que le retour au droit naturel dont l'exercice est restreint dans la société par des prohibitions et par des privilèges. La liberté tient au droit de propriété dont elle est l'effet et la garantie. Le souverain n'y peut mettre des bornes au nom du bien public. Bigot de Sainte-Croix évalue à 13 millions de livres par an et pour toute la France l'allègement qui résultera de la suppression des communautés. Toutes les classes doivent en bénéficier, même la classe ouvrière, et le roi qui pourra supprimer bureaux, commissions et inspecteurs, les abus disparaissant avec leurs causes. Ce mémoire est l'annonce de la suppression des corporations.

Au début de 1776, l'édit de suppression est au point. Le mémoire que présente Turgot au roi, pour justifier cette suppression, invoque d'abord des raisons d'opportunité : l'Angleterre ne peut plus commercer avec ses colonies d'Amérique, il faut en profiter pour attirer, en France, les ouvriers anglais. Turgot élargit ensuite le problème en mettant l'accent sur les raisons exposées dans l'article de Bigot de Sainte-Croix. L'édit est promulgué en février 1776 (19).

L'intendant de Lorraine, par arrêt du conseil d'Etat du 20 avril 1776 est commis à la liquidation des dettes des communautés supprimées (20). Cette liquidation est, en fait, opérée par des conseillers d'Etat du conseil des dépêches, sous la surveillance de l'intendant (21).

(19) OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, p. 52 et suivantes.

(20) *Récueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 539 : arrêt du Conseil d'Etat qui commet les sieurs intendants pour faire chacun dans sa généralité la liquidation des dettes des corps et communautés d'arts et métiers ordonnée par l'article 23 de l'édit du mois de février dernier portant suppression des jurandes.

(21) *Récueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 302 : arrêt du Conseil, du 29 septembre 1779, qui nomme des commissaires pour procéder à la liquidation des dettes des communautés du ressort du Parlement de Nancy. Voir également, arrêt du Conseil d'Etat, du 19 septembre 1779, qui ordonne la vente

Nous savons que Turgot n'avait pas escompté une résistance aussi vive que celle qui surgit de la part des gens de métiers. En mai 1776, Turgot quitte le pouvoir, il est remplacé au contrôle général par Clugny.

Un nouvel édit est promulgué qui revient sur la politique de Turgot : les anciennes corporations sont maintenues et on en crée de nouvelles pour les métiers inorganisés. La liquidation des dettes des communautés est cependant continuée (22). Des arrêts spéciaux concernent les corporations lorraines. Toutes les questions relatives à la création de ces nouveaux corps sont de la compétence de l'intendant : le roi n'ayant accordé qu'un délai de trois mois aux anciens maîtres des communautés pour être admis dans les nouvelles en ne payant que le quart des droits ;

et l'adjudication des effets des communautés d'arts et métiers (A.M.M. C 436) : « Le roi ayant, par l'article 28 de l'édit du mois de mai dernier concernant les communautés d'arts et métiers des villes du ressort du Parlement de Nancy, ordonné que les dettes des communautés supprimées seraient incessamment liquidées en son conseil et que, jusqu'à ce que ladite liquidation eut été faite en son conseil, les effets et revenus desdites communautés seraient employés sans divertissement à l'acquittement desdites dettes, notamment des rentes qui auraient été contractées légitimement par lesdites communautés... le roi en son conseil a ordonné et ordonne qu'à la poursuite et diligence des préposés du sieur Rouillé de l'Etang, trésorier desdites communautés, il sera incessamment procédé par le sieur intendant départi en la province de Lorraine ou ses subdélégués, après trois publications faites en la forme ordinaire à la vente et adjudication des effets tant mobiliers et immobiliers appartenant aux communautés supprimées par l'article premier du mois de mai dernier et ce nonobstant toutes oppositions faites ou à faire, pour le produit de ladite vente versé entre les mains desdits préposés, être ensuite employé au paiement des dettes desdites communautés suivant la liquidation qui en sera faite en exécution de l'article 29 dudit édit, à l'effet de quoi les créanciers desdites communautés seront tenus de représenter au conseil dans trois mois pour tout délai, leurs titres de créances pour y être procédé à la liquidation d'icelles et pourvu par Sa Majesté à leur acquittement. Veut, en conséquence, Sa Majesté que tous dépositaires des effets appartenant auxdites communautés soient tenus d'en faire l'apport et remise auxdits préposés comme aussi que tous locataires et débiteurs desdites communautés soient tenus d'en vider leurs mains en celles desdits préposés, des loyers, arrérages de rentes et de tout ce qui se trouvera dû auxdites communautés, à quoi faire ils seront contraints comme pour les propres deniers de Sa Majesté, quoi faisant ils en seront bien et valablement quittes et déchargés. Enjoint Sa Majesté au sieur Intendant et Commissaire Départi en la province de Lorraine de tenir la main à l'exécution du présent arrêt ». (Voir à ce sujet : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 300).

Des lettres patentes du 13 septembre 1779 ordonnèrent l'exécution pure et simple de l'édit de mai 1779 concernant les communautés d'arts et métiers (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 299).

Voir également, lettre de de la Galaizière à Lasnière du 24 septembre 1776 (A.M.M. C 435) : « Par arrêt du Conseil, du premier de ce mois, on va vendre les effets des corps et communautés pour acquitter leurs dettes », le subdélégué doit faire procéder à cette vente et vérifier les titres pour liquider les dettes.

(22) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 22 : arrêt du Conseil, du 30 août 1777, portant suppression et création de différentes chambres syndicales dans le Royaume. L'exécution de cet arrêt est confiée aux intendants.

ce délai ayant paru trop court à l'intendant, celui-ci fait des représentations à l'administration, et le délai est reporté au 1^{er} juillet 1780 (23).

SECTION II

La surveillance des prix

Cette surveillance des prix est une des occupations principales du gouvernement de l'Ancien Régime. Pour ce faire, il institue un véritable service du contrôle économique dont le rouage essentiel est l'intendant. Nous examinerons successivement les deux aspects du rôle de l'intendant : agent de renseignements du gouvernement central et agent de lutte contre la montée des prix en prenant comme exemple un commerce spécial : celui des grains.

§ 1. — L'INTENDANT, AGENT DE RENSEIGNEMENTS DU GOUVERNEMENT CENTRAL

Pour avoir une idée exacte de la situation, l'intendant demande à ses subdélégués de lui fournir, chaque semaine, un état des prix des marchandises vendues sur les foires de leurs subdélégations. Pour faciliter son contrôle, il fait dresser des états des foires de sa généralité. Nous possédons le questionnaire

(23) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 372 : arrêt du conseil, du 28 août 1783, qui accorde aux anciens maîtres des communautés d'arts et métiers des villes du ressort du Parlement de Nancy un nouveau délai jusqu'au 1^{er} mars prochain pour se faire recevoir dans les nouvelles communautés sur le pied de la modération portée par l'édit du mois de mai 1779.

Voir également : lettre de de la Porte à Lasnière du 3 février 1780 (A.M.M. C 435).

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 579 : arrêt du Conseil qui ordonne que les veuves des agrégés aux nouvelles communautés dans les villes du ressort du Parlement de Nancy pourront être admises dans lesdites communautés, du 12 novembre 1784. Cet arrêt est publié par ordonnance de l'intendant le 4 décembre suivant.

Ce rôle de l'intendant en matière de liquidation des communautés doit être rapproché de celui qu'il joua pour la liquidation de l'ancienne compagnie de Lorraine. Voir à ce sujet : *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 31, arrêt du Conseil, du 28 avril 1766, concernant les actions, souscriptions d'actions et billets de reconnaissance d'actions de l'ancienne compagnie de Lorraine : l'intendant est chargé de liquider les dettes de cette compagnie ; *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 64. (Sur la compagnie de Lorraine, consulter : M. Pierre CHEVALIER, « *La Monnaie en Lorraine sous le règne de Léopold, 1698 - 1729* », Montpellier, 1955.

adressé au subdélégué de Lunéville. La réponse de ce dernier concerne les foires de la ville de Lunéville elle-même (24) : « Combien y a-t-il de foires à Lunéville ? Il y en a quatre. Quels sont les titres en vertu desquels elles se tiennent ? Les titres sont probablement aux archives de la ville à l'exception de la foire qui se tient le 24 juillet, qui a été établie par arrêt du conseil du feu roi de Pologne, le 25 mai 1765, sur la requête des officiers de l'hôtel de ville. Dans quel temps se tiennent-elles ? Le lundi gras, le 23 avril, le 24 juillet et le 1^{er} octobre. Quelle est la nature des choses qui s'y vendent communément ? Dans ces foires qui sont aujourd'hui de peu de conséquence depuis le décès du roi de Pologne et par la chute du commerce qui s'ensuivit, il ne s'y vend plus que quelques draps propres aux gens de la campagne et un peu de mercerie, comme du chanvre et du lin. Y vient-il des étrangers et de quelle espèce ? Il n'y vient aucun étranger, mais seulement des marchands de Nancy et de quelques autres villes des environs ».

Dans le même ordre d'idée, en 1783, l'intendant alarmé de la hausse du prix du bois, demande à ses subdélégués de répondre à un questionnaire établi par lui, dans le but de trouver des remèdes à cette situation. Le subdélégué doit fournir un état de la quantité d'arpens de bois que contient la subdélégation et appartenant au roi, aux communautés laïques et ecclésiastiques, aux seigneurs et aux particuliers. Pour satisfaire l'intendant, le subdélégué demande ces renseignements aux officiers de maîtrise des eaux et forêts (25).

Comme la situation ne s'améliore pas, l'intendant prie ses subdélégués d'encourager les propriétaires à planter des arbres : « L'augmentation que le prix du bois a éprouvée, monsieur, depuis que l'administration de la province m'est confiée, est bien faite pour fixer mon attention et sans chercher quelle peut en être la cause, je crois que l'on ne peut s'occuper trop sérieusement des moyens d'y remédier et d'assurer, pour l'avenir, les besoins des consommateurs qui semblent être compromis. J'ai

(24) Réponses de Lasnière aux éclaircissements demandés par de la Porte. du 7 novembre 1779 (A.M.M. C 436).

(25) Réponse de Lasnière à une demande de l'intendant en date à Lunéville du 30 septembre 1783 (A.M.M. C 315).

pensé qu'un des moyens à prendre serait d'engager les propriétaires des terrains situés sur le bord des ruisseaux ou rivières à les border de saules ou de peupliers » (26).

Nous touchons là le deuxième aspect du rôle de l'intendant.

§ 2. — L'INTENDANT, AGENT DE LUTTE CONTRE LA MONTÉE DES PRIX :
LE COMMERCE DES GRAINS

En année normale, la Lorraine a une récolte de grains supérieure à ses besoins. Pour faciliter l'exportation, un arrêt du conseil du roi de Pologne ordonne, le 16 novembre 1754, que le commerce de toute espèce de grains serait entièrement libre avec les provinces du royaume (27). A la suite de cet arrêt, de la Galaizière prend une ordonnance d'exécution et envoie des instructions à ses subdélégués : « Comme il est d'usage dans les provinces qui nous avoisinent d'exiger des marchands ou commissionnaires des déclarations des grains qu'ils se proposent d'en tirer, il est naturel d'en user de même dans ce pays, au moyen de quoi vous demanderez à ceux que vous devez connaître pour commercer en grains dans l'étendue de votre subdélégation, de pareilles déclarations, lesquelles doivent en contenir les quantités avec désignation des lieux d'ou ils les tirent et de ceux où ils se proposent de les faire passer avec soumission de vous rapporter les certificats de la remise de ces grains des officiers de police des lieux où ils auront déclaré vouloir les conduire et vous m'enverrez successivement ces déclarations et certificats » (28). En 1757, l'intendant rappelle ces dispositions aux subdélégués : « Il est essentiel que ces déclarations contiennent la date du chargement des grains et le lieu pour lequel ils sont destinés et que vous y fixiez un temps limite aux commerçants de vous en rapporter le certificat de déchargement. Je vous répète, au surplus, que les fermiers, les laboureurs, qui conduisent sur les marchés des villes voisines de France des petites quantités de grains pour y être vendues, ne sont point dans le cas d'en faire des déclarations » (28). Lorsque la récolte est déficitaire, l'intendant ou le conseil

(26) Lettre de de la Porte à Lasnière du 31 janvier 1787 (A.M.M. C 438).

(27) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 170.

(28) Lettre de la Galaizière à Viot du 27 janvier 1755 (A.M.M. C 433).

(29) Lettre de la Galaizière à Viot du 7 juillet 1757 (A.M.M. C 434).

d'Etat, après avis de l'intendant, prennent des dispositions pour empêcher toute exportation de grains à l'étranger et faciliter, par cette mesure, le commerce avec la France, c'est-à-dire plus exactement avec les cinq grosses fermes. Les décisions à cet égard sont extrêmement nombreuses. Il est à noter que toutes ces décisions attribuent à l'intendant le contentieux du commerce des grains (30).

En 1741, plusieurs voitures de grains se rendent en Lorraine. Elles sont arrêtées à la frontière des Trois Evêchés. L'intendant prend un accord avec son collègue de Metz : les habitants des deux généralités ont toute liberté pour tirer, de l'une ou l'autre

(30) Ordonnance du 6 septembre 1740 interdisant l'exportation des grains à l'étranger (A.M.M. C 433) et lettre de la Galaizière à Alliot du 1^{er} octobre 1740 (A.M.M. C 433) : « Le Roi de Pologne n'entendant point empêcher les sujets des états voisins de tirer de la Lorraine les grains de redevance perçus sur les héritages qui leur appartiennent et qu'ils doivent percevoir en nature, Sa Majesté leur en fera expédier les passeports nécessaires que je signerai quand ils en demanderont sur les notes que vous m'enverrez de leurs noms et demeures, des lieux où sont situés les héritages, de la quantité et espèce de grains en provenant, des baux justifiant que la redevance doit être payée en nature et non en argent, des bureaux de sortie et des lieux de la destination, le tout à charge de réciprocité de la part des états voisins ».

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 189 : ordonnance de la Galaizière du 8 juillet 1770 suspendant l'exportation des grains.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 224 : ordonnance de la Galaizière du 8 novembre 1770 interdisant l'exportation des avoines.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 479 : arrêt du Conseil du 24 août 1771 interdisant l'exportation de toute espèce de grains.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, supplément, p. 73 : arrêt du Conseil concernant l'exportation des grains appartenant à l'abbaye Saint-Mathias de Trèves.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 415 : ordonnance de l'intendant faisant défenses à tous particuliers autres que les personnes à ce préposées de s'immiscer dans l'importation et l'exportation des grains et d'arrêter les voitures qui en sont chargées, du 28 janvier 1784.

— Ordonnance de l'intendant du 22 avril 1780 (A.M.M. C 436) : « Dans le courant de mars de l'année dernière, les exportations considérables de grains qui se faisaient de la Lorraine à l'étranger ayant fait craindre que les denrées de première nécessité n'éprouvassent un surhaussement inquiétant... Nous nous sommes déterminés à suspendre provisoirement ces exportations... (mais) la dernière récolte ayant été abondante, il a paru intéressant de lever les défenses portées par nos ordonnances des 5 et 10 mars 1779 ». Le commerce des grains est rendu libre à charge par les exportateurs et les importateurs de franchir la frontière à des endroits déterminés. Tout commerce ne passant pas par ces lieux est déclaré frauduleux. Sur ordre de l'intendant, les employés des fermes doivent procéder à la saisie des grains importés ou exportés frauduleusement, ainsi que des chevaux, voitures et harnais servant à ces exportations et importations. Sur le vu des procès-verbaux de saisie, l'intendant prononce les amendes prévues à l'ordonnance.

— Lettre de la Galaizière à Viot du 12 mai 1757 (A.M.M. C 434) concernant les droits de traite sur les grains.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 159 : arrêt du Conseil, du 29 octobre 1773, qui attribue aux intendants la connaissance des délits portant amendes et confiscation suivant l'arrêt du 23 décembre 1770 concernant le commerce des grains.

des deux provinces sans passeport, tant leurs grains de dîme ou produit de leurs fermes que ceux nécessaires à leur consommation ordinaire ou à la fourniture des boulangeries (31).

En 1775, pour lutter contre la montée des prix, l'intendant, par l'intermédiaire de commissaires spéciaux, doit vérifier les titres en vertu desquels les seigneurs et propriétaires perçoivent des droits sur les grains (32).

En 1743, l'intendant donne l'ordre aux décimateurs d'avoir à battre tous les grains provenant de leurs bénéfices (33).

En 1788, pour faciliter le commerce, il ordonne la suspension des droits perçus sur la vente du pain dans les boulangeries (34).

(31) Lettre de la Galaizière à Alliot du 6 février 1741 (A.M.M. C 433).

(32) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 431 : arrêt du Conseil, du 13 août 1775, qui ordonne que, dans les six mois, tous seigneurs ou propriétaires de droits sur les grains seront tenus de représenter leur titres de propriétaires et nomme des commissaires à l'effet de les examiner.

Voir également, *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 489 : arrêt du Conseil, du 8 février 1776, qui, en prorogeant d'un an le délai porté par l'arrêt du 13 août dernier pour la représentation des titres des droits sur les grains dans les marchés, ordonne une semblable représentation à l'égard de ceux desdits droits qui se perçoivent hors des halles et marchés.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 6 : arrêt du Conseil, du 10 février 1777, qui accorde un nouveau délai de six mois aux propriétaires des droits sur les grains pour remettre les titres de ces droits au greffier de la commission établie pour en faire la vérification, ordonne la suspension de la perception après l'expiration de ce délai contre ceux qui n'auront pas représenté leurs titres.

— A.M.M. C 341 : arrêt du Conseil qui suspend à Nancy et Pont-à-Mousson la perception des droits sur les grains et farines tant à l'entrée desdites villes que sur les marchés, du 7 mai 1775.

(33) Lettre de la Galaizière à Alliot du 16 septembre 1743 (A.M.M. C 433).

(34) Mémoire des syndics et adjoints de la communauté des maîtres boulangers de Nancy, en date du 1^{er} octobre 1788, à l'intendant : par ce mémoire, les boulangers demandent la suspension d'un droit de deux francs barrois que la ville de Nancy perçoit par résal de blé qui se conduit au moulin. L'intendant en transmettant le mémoire au contrôleur général donne les motifs de l'écart entre la taxe du pain et le prix des grains vendus aux marchés.

TITRE VI

LES PONTS ET CHAUSSÉES

Le problème des ponts et chaussées est un des plus importants qui se posèrent à la royauté, car non seulement il s'agit là d'un département considérable par lui-même, mais encore il ne fut solutionné que par le moyen des corvées. Or, l'impopularité de cet impôt en nature fut une des causes profondes de la Révolution, et à ce titre seul, l'étude des ponts et chaussées mériterait toute notre attention.

Pour situer le problème, nous ferons donc d'abord l'historique des ponts et chaussées. Ensuite, nous étudierons le système de l'adjudication de travaux dont l'emploi fut, en principe, restreint aux constructions et réparations de ponts pour des raisons techniques. Puis, nous examinerons le système des corvées avec les difficultés qu'il souleva et les correctifs qui y furent apportés. Enfin, pour être complet, les questions annexes à l'entretien des ponts et chaussées retiendront notre attention.

CHAPITRE I

Historique de l'entretien des Ponts et Chaussées

SECTION I

Le duc Léopold

Lors du retour en Lorraine de Léopold, la plupart des routes de Lorraine sont impraticables et peu sûres. Le souverain crée alors une charge de surintendant des ponts et chaussées qui est confiée, le 15 janvier 1715, au comte Maximilien du Hautoy. Sous l'impulsion de ce dernier, quatre cents ponts sont construits et huit cents kilomètres de routes tracés en moins de trois ans (1). Lecreulx, dans son « Mémoire sur la construction des chemins publics et les moyens de les exécuter », paru en 1782, s'exprime ainsi : « On a travaillé avec activité aux chemins dans le royaume que depuis 1750, c'est-à-dire environ deux ans après la fondation de l'école des ponts et chaussées. Avant ce temps, on ne portait ses soins que sur les plus grandes traverses du royaume qui étaient même fort mauvaises. Il n'y avait guère que la Lorraine, la Franche-Comté et Mantauban qui eussent, avant cette époque, des communications traitées quoiqu'à la manière de ce temps ».

Pour faire face aux dépenses occasionnées par ces travaux, le duc Léopold institue une imposition spéciale qu'on appelle imposition des ponts et chaussées dont le montant annuel primitif est de 100.000 livres, mais bien vite cette imposition est jugée insuffisante. Dès le 29 mars 1724 (2), le duc Léopold ordonne

(1) BEAUMONT : *Etudes sur le règne de Léopold, duc de Lorraine et de Bar*, (1698 - 1729), Nancy, 1894, p. 595 et suivantes.

(2) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. III, p. 20.

aux communautés de participer aux travaux de réparations et confection des ponts et chaussées. Ce texte marque le début de la corvée en Lorraine.

SECTION II

Stanislas

En 1737, à l'arrivée du roi de Pologne, l'administration des ponts et chaussées fait l'objet de toute la sollicitude du gouvernement. De la Galaizière n'a qu'à continuer l'œuvre entreprise d'autant plus que la situation de la Lorraine entre la France et l'Europe centrale d'une part, la Hollande et le bassin méditerranéen d'autre part, attire immédiatement l'attention de Versailles.

Un arrêt du conseil des finances du 7 décembre 1737 (3) adapte le système ancien de Léopold à la nouvelle forme d'administration. De la Galaizière reçoit dans ses attributions : « la police et économie générale sans exception desdits chemins, ponts et chaussées, avec la connaissance de toutes difficultés nées et à naître dans les communautés, de même qu'entre les habitants d'icelles, entrepreneurs d'ouvrages, préposés, ouvriers et autres employés audits travaux pour l'exécution desdites ordonnances et des présentes circonstances et dépendances d'icelles ». Du Hautoy, grand voyer de Lorraine, est mis à la retraite, l'intendant prend la direction effective des travaux.

Il conserve la division antérieure de la Lorraine en quatre sections à la tête desquelles est placé un ingénieur. Ce sont les sections du Barrois, de la Montagne ou de la Vôge, de la Seille du Bassigny et d'une partie de la Lorraine, de la Woëvre et de l'autre partie de la Lorraine allemande. Le directeur des ponts et chaussées qui supervisait sous Léopold ces quatre ingénieurs est remplacé par trois inspecteurs.

Sur proposition de la Galaizière, l'arrêt du conseil des finances du 17 juin 1750 modifie cette hiérarchie en créant le poste d'ingénieur en chef des ponts et chaussées de Lorraine et Barrois et divise les duchés en cinq arrondissements : Nancy, Barrois,

(3) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 88.

Lorraine allemande, Neufchâteau et Vosges. Un sous-ingénieur des ponts et chaussées et un inspecteur se partagent la compétence et les responsabilités par arrondissement.

D'après Boyé (4) qui donne le traitement de chaque fonctionnaire, l'inspecteur fait partie du personnel subalterne des corvées avec les conducteurs et les piqueurs.

Cette structure reste inchangée jusqu'à la mort de Stanislas et l'assimilation de l'administration des ponts et chaussées au français ne se fait que par un arrêt du conseil d'état du 29 septembre 1770. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées prend le nom d'ingénieur des ponts et chaussées de France, un grade nouveau est créé : celui d'inspecteur des ponts et chaussées. A compter de 1777, les duchés sont divisés en sept arrondissements : Nancy, Neufchâteau, Lunéville, Dieuze, Epinal, Bar-le-Duc et Saint-Avold. Par arrondissement, il y a désormais un inspecteur, trois sous-ingénieurs et trois sous-inspecteurs (5).

Nous avons signalé tous les soins apportés par le duc Léopold à la réfection des routes. Cet effort se poursuit sous Stanislas. Deux fois par an, on procède à des travaux d'entretien importants, chaque communauté doit faire immédiatement les travaux urgents qui se révèlent nécessaires sur la portion de chaussée qui lui est affectée et qu'elle doit visiter tous les quinze jours.

Sous Stanislas, on comble les gouffres de la forêt de Haye sur la route de Nancy à Toul, on trace la route de Saint-Dié à Colmar par le col du Bonhomme, de Toul à Troyes, de Ligny-en-Barrois à Neufchâteau, de Nancy à Besançon par Mirecourt, de

(4) P. BOYÉ : *Les travaux publics et le régime des corvées en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris-Nancy, 1900, p. 9.

(5) Robert PARISOT : *Histoire de Lorraine (Duché de Lorraine, duché de Bar, Trois Evêchés*, Paris, 1919-1924, en trois volumes, tome II, p. 164. Aux archives de Meurthe-et-Moselle (A.M.M. C 107, année 1780), nous avons trouvé des observations sur la division de la Lorraine en sept arrondissements pour le service des ponts et chaussées. Ce document du 6 mai 1784 n'est pas signé : « Lorsque la Lorraine a été divisée en 1777 en sept arrondissements pour le service des ponts et chaussées, l'ingénieur de la province a remis à l'intendant un état de la répartition des routes contenues dans chaque arrondissement pour qu'on pût y avoir recours lorsque le service l'exigeait. Depuis cette époque, il y a eu plusieurs résidences de sous-ingénieurs de changées, ce qui a exigé des changements dans la répartition. De plus, plusieurs longueurs fautives sur les anciens états ont été rectifiées, les dénominations des routes et l'ordre de leurs numéros ont pareillement été changés sur l'état de situation annuel des ouvrages des communautés. Tous ces motifs ont déterminé l'ingénieur à faire un nouvel état général plus correct pour en remettre à l'intendant une copie en bon ordre et relatif au service ».

Commercy à Saint-Dizier. Durant la même époque, on construit les ponts de Saint-Nicolas, Tannois, Ligny, Essey, Salonne, Fénétrange, Bouxières-aux-Dames, Boucquemont, Sarralbe et Pont-Saint-Vincent.

Pour effectuer tous ces travaux, on se sert des moyens employés par Léopold, savoir les adjudications pour les ouvrages d'art, les corvées pour les routes. Sous l'impulsion de de la Galaizière, cette dernière forme prend une telle extension que l'intendant s'en rend odieux aux Lorrains et qu'on le connaît dans l'histoire sous le nom d'homme de Neuviller.

CHAPITRE II

Le système des adjudications

SECTION I

Le financement des travaux

Le financement des travaux effectués par adjudication est opéré par les fonds de l'imposition des ponts et chaussées et par les péages.

§ 1. — L'IMPOSITION DES PONTS ET CHAUSSÉES

Sous Léopold, cette imposition se monte à 100.000 livres. Elle est de 105.000 livres sous Stanislas, frais de répartition compris.

La répartition de cette somme entre les contribuables est faite au marc la livre de la subvention. Le contentieux de la subvention étant du domaine de la chambre des comptes, il s'ensuit que celui de l'imposition des ponts et chaussées relève de la même chambre, sauf, bien entendu, intervention amiable de l'intendant (1).

La Lorraine étant réputée province étrangère, son budget resta distinct du budget français jusqu'à l'arrêt du conseil d'état

(1) Lettre de la Galaizière à Viot du 8 juillet 1758 (A.M.M. C 434) : « J'ai examiné, monsieur, les éclaircissements que vous m'avez adressés sur la plainte de la femme de Joseph Hinzelin, soldat au régiment de Royal Lorraine, concernant les impositions. Comme vous avez vérifié qu'elle est surtaxée au rôle des ponts et chaussées, elle serait fondée à se pourvoir à la chambre des comptes pour obtenir la réduction de sa cote et considérant d'ailleurs que les frais en retomberaient à la charge de la communauté pour raison de la surtaxe, il convient que vous fassiez entendre de ma part au maire de Bathelemon qu'il doit réduire à cinq sols par cent la cote de cette dame au rôle des impositions des ponts et chaussées et rejeter l'excédant sur les autres contribuables du lieu ».

du 29 septembre 1770 qui ordonne le versement de l'imposition entre les mains des trésoriers généraux des ponts et chaussées de France. A compter de cette date, un arrêt du conseil fixe, chaque année, le contingent à prélever sur le revenu des contribuables et un autre arrêt ventile la part du produit à remettre entre les mains du trésorier des ponts et chaussées et celle à verser sans destination spéciale dans les caisses de l'Etat. L'avantage du système est la possibilité de déroger à la spécialité des impositions : par un jeu d'écritures, on emprunte les sommes nécessaires à des dépenses plus urgentes.

Quand les sommes sont encaissées, l'intendant ordonnance en premier lieu les appointements du personnel technique : ingénieur en chef, sous-ingénieur et inspecteurs (24.554 livres en 1756, 24.183 livres en 1757, 23.648 livres en 1758, 24.073 en 1759) (2). Sur le surplus, on paie les sommes dues aux entrepreneurs, les frais de levée de plans et, plus tard, les indemnités dues aux particuliers.

Au total, la dépense dépasse toujours la recette. A titre indicatif, voici quelques chiffres : elle s'élève, en 1757, à 143.777 livres ; en 1760, à 105.439 livres. En 1756, selon BOYÉ (3), le déficit s'élève à 303.745 livres.

En octobre 1778, les débordements de toutes les rivières de Lorraine dégradent ou détruisent des ponts pour plus d'un million de livres. Dès ce moment, il n'est plus possible d'équilibrer recettes et dépenses et le déficit s'en trouve considérablement accru, la somme de 100.000 livres n'étant pas destinée, dans sa totalité, à la construction ou à la réparation des ouvrages d'art. On prélève, dit un rapport de la commission intermédiaire, 9.360 livres pour les frais généraux de la direction à Paris et 40.182 livres pour les appointements des ingénieurs et salaires des conducteurs et piqueurs. Il ne reste, pour les dépenses effectives,

(2) Nous donnons à titre d'exemple l'état des dépenses de l'année 1774 (A.M.M. C 120) : « Récapitulation. Parfait paiement : 6.526 livres. Continuation d'ouvrages : 28.000 livres. Gratifications : 2.300 livres. Salaires : 22.308 livres. Appointements de l'ingénieur en chef : 2.202 livres. Somme totale de la dépense pareille à la recette : 77.419 livres. Présenté par nous, Ingénieur en chef des ponts et chaussées de Lorraine et Barrois, le 15 août 1774 (signé) Mique. Vu par nous, Intendant de Lorraine et Barrois, le 10 octobre 1774 (signé) de la Galaizière. Approuvé par M. le Contrôleur général (signé) Trudaine ».

(3) BOYÉ, *op. cit.* p. 21.

que 50.458 livres. C'est avec ces fonds qu'il faut entretenir cent quatre-vingts ponts de pierre, cent quinze ponts de bois et deux mille huit cent quarante arches, arceaux, aqueducs et fournir les indemnités dues aux propriétaires qu'on prive de leur terrain ou de leur maison pour percer de nouvelles routes.

L'intendant sollicite des secours extraordinaires. Il obtient, le 14 mai 1779, une augmentation de 30.000 livres pendant dix ans (4). Quelques années plus tard, les besoins de l'Etat font suspendre le paiement de cette somme. Lors de la création de l'assemblée provinciale en 1787, la Lorraine n'a touché sur ce fonds extraordinaire que 184.000 livres. La commission intermédiaire obtient toutefois du contrôleur général une somme de 36.000 livres à prendre sur l'exercice 1787 (5). En 1789, on prévoit 30.000 livres pour la poursuite de la construction du pont de Frouard. Il reste donc à toucher 50.000 livres pour compléter les secours extraordinaires promis à l'intendant. Lorsque ce dernier remet l'administration du département des ponts et chaussées à la commission intermédiaire, les avances des entrepreneurs, constatées par les procès-verbaux de l'ingénieur et arrêtées dans l'Etat du roy et dans l'état de situation, s'élèvent à 145.217 livres, les fonds à recouvrir sur l'exercice antérieur sont de 38.440 livres. De sorte que la dette du département des ouvrages d'art s'élève à 106.777 livres. Le 26 novembre 1787, l'assemblée provinciale approuve un mémoire pour demander que la somme annuellement accordée pour les ouvrages d'art des ponts et chaussées soit rétablie sur un pied plus fort que celui de 100.000 livres (6).

A la veille de la Révolution, le gouvernement s'efforce de réduire les dépenses : de la Millière, le 3 avril 1790, écrit à de de la

(4) Lettre de la Millière à de de la Porte du 17 avril 1782 (A.M.M. C 116) : « Je n'ai pas laissé ignorer, Monsieur et cher confrère, à M. Joly de Fleury les besoins urgents de votre province. Je lui ai remis un tableau exact de tous les ouvrages indispensables à faire pour mettre le public en état de jouir des routes déjà faites. Quelque faveur que cette partie d'administration lui ait paru mériter, les circonstances présentes ne lui ont pas permis d'accorder la totalité des fonds qu'exigent les besoins. J'ai l'honneur de vous prévenir que la province de Lorraine a été comprise dans l'état de répartition des fonds destinés aux dépenses des ponts et chaussées de cette campagne pour une somme de 17.000 livres indépendamment de ses fonds ordinaires, laquelle somme de 17.000 livres sera distribuée en douze paiements égaux à compter du 10 de ce mois jusqu'à pareille époque de 1783 ».

(5) Rapport de la Commission intermédiaire (A.M.M. C 107).

(6) Procès-verbaux de l'Assemblée provinciale, p. 193.

Porte que les fonds alloués pour la campagne de 1790 n'étant pas considérables, l'ingénieur ne doit proposer que les travaux indispensables (7).

§ 2. — LES PÉAGES

A côté de l'imposition des ponts et chaussées, il y a place pour les péages. En Lorraine, il n'en est pas souvent question, car ces droits perçus le plus fréquemment au profit des seigneurs et des villes ne tombent pas souvent dans la caisse des ponts et chaussées.

Cependant, le pont de Frouard, situé sur la route de Metz à Nancy, ayant été emporté par les eaux, pour rétablir cette communication importante, il faut établir un bac. Afin de financer la reconstruction du pont, l'intendant propose de faire percevoir, sur le bac, un droit de passage. Cette perception est ordonnée par un arrêt du conseil du 22 novembre 1778.

Un pont provisionnel en bois ayant été reconstruit, le droit de passage qui se percevait sur le bac est reporté sur le pont. Le produit du droit est employé à faire face aux dépenses que l'établissement du bac a occasionnées et à procurer des secours aux particuliers qui ont été blessés grièvement tant aux ouvrages du pont de Frouard qu'aux autres travaux sur les routes (8).

(7) A.M.M. C 116 : cette lettre est intéressante parce qu'elle permet de se rendre compte de l'incertitude régnant dans les sphères dirigeantes au moment de la Révolution : « J'avais déjà eu l'honneur, Monsieur et cher confrère, de vous annoncer d'avance par ma lettre du 2 du mois dernier que les fonds qu'il serait possible de destiner à votre généralité pour la campagne de 1790 ne seraient pas bien considérables et le premier, le ministre des finances, forcé par les circonstances impérieuses du moment, a vu avec regret qu'il n'était pas encore possible de déterminer la somme qui sera accordée dans tout le courant de l'année à cette généralité, mais je crois pouvoir au moins jusqu'à nouvel ordre vous assurer un somme de 9.499 livres par mois, à compter du premier du présent mois... Il sera indispensable d'après cela que vous veuillez bien recommander à l'ingénieur qui sert sous vos ordres de ne vous proposer que les travaux d'absolue nécessité, tels que les entretiens et la continuation des ouvrages déjà commencés qu'on ne pourrait suspendre sans trop d'inconvénients ».

(8) Lettre de de la Porte à de la Millière du 15 mai 1783 (A.M.M. C 116) : « Par le dernier compte que j'ai arrêté du produit du droit et dont je joins ici une copie, il me reste un fonds de 9.565 livres un sol deux deniers dont il est possible de disposer. Je pense que le meilleur usage qu'on puisse en faire est de l'employer à acquitter d'autant les indemnités que nous devons, si comme je n'en doute pas, vous approuvez ce parti. Je vous prie d'en faire la proposition à M. le contrôleur général et de lui faire autoriser ».

Il est à noter que, comme en matière de droits sur les grains, plusieurs arrêts du conseil ordonnèrent la vérification des titres en vertu desquels les

SECTION II

La répartition des fonds

§ 1. — LE RÔLE DE L'INTENDANT

A. — *Le rôle de l'intendant sous le règne de Stanislas.*

Sous le règne de Stanislas, le paiement des sommes est ordonné par l'intendant après réception des travaux par le personnel des ponts et chaussées, l'intendant ne relevant de personne pour la répartition des fonds.

Ce système continue à être appliqué jusqu'à l'assimilation de l'administration lorraine à l'administration française (1770), mais après 1766, l'ingénieur en chef doit présenter tous ses projets d'ouvrages à l'approbation de l'intendant général des ponts et chaussées de France.

B. — *Le rôle de l'intendant de 1770 à 1779.*

A compter du 29 décembre 1770, en exécution de l'arrêt du conseil, les receveurs des finances, au lieu de verser les fonds au trésorier particulier des ponts et chaussées de Lorraine, les versent au trésorier général des ponts et chaussées de France. Sur le vu des besoins de la généralité, dont il est tenu au courant par l'intendant, le contrôleur général des finances opère la répartition des fonds entre les différentes généralités (9).

droits de péage étaient perçus par les seigneurs et les villes, voir à ce sujet :

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 284 : arrêt du Conseil, du 15 août 1779, concernant les péages établis sur les grandes routes et sur les rivières navigables : l'intendant est chargé de l'exécution de cet arrêt.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 17 : arrêt du 5 août 1777 qui ordonne la remise par les propriétaires y dénommés ès mains du sieur Dupont, greffier de la commission des péages, des titres des moulins, pertuis, vannes, écluses, arches, bouchis, gors ou pêcheries sur et au long des rivières navigables.

(9) Lettre de la Millière à de de la Porte du 19 avril 1786 (A.M.M. C 116) : « J'ai mis sous les yeux de M. le contrôleur général, Monsieur et cher confrère, les besoins de votre département des ponts et chaussées et de ceux de votre généralité en particulier. J'ai l'honneur de vous prévenir qu'elle a été comprise dans l'état de répartition des fonds de l'exercice 1785 accordés pour la campagne de 1786 pour une somme de 136.000 livres, savoir : 100.000 livres pour les fonds provenant de l'imposition de Lorraine. 30.000 sur ceux des ponts et chaussées et 6.000 livres pour la navigation. Ces différentes sommes vous seront remises en douze paiements égaux, à compter du 10 de ce mois jusqu'à pareille époque de 1786. Je vous prie, Monsieur et cher confrère, de charger l'ingénieur en chef de votre généralité de rédiger un avant-projet

L'intendant, informé de la somme allouée à sa province, charge l'ingénieur en chef de lui fournir un état en quatre exemplaires des travaux à exécuter (10). Cet avant-projet, visé par lui et par l'intendant général des ponts et chaussées, est approuvé par le contrôleur général qui ordonne au trésorier général des ponts et chaussées de se dessaisir des sommes indiquées dans les conditions fixées par lui (par exemple, par échelonnement des paiements) au profit des trésoriers de province, ces derniers ne payant les entrepreneurs que sur ordonnance de l'intendant.

C. — *Le rôle de l'intendant de 1779 à 1789.*

Une déclaration royale du 17 octobre 1779 ordonne qu'à compter de l'exercice 1780, tous les comptables sans exception, qui recevraient des deniers royaux pour quelque cause que ce soit, ne pourraient être déchargés qu'en rapportant les quittances des gardes du trésor royal. Les receveurs généraux des finances sont obligés de verser au trésor royal le montant des impositions destinées aux dépenses des ponts et chaussées, ports maritimes, canaux et navigation, turcies et levées, pavé de Paris, qu'ils remettaient, auparavant, au trésorier des ponts et chaussées. Ce dernier doit prendre au trésor royal les fonds destinés à la dépense des ponts et chaussées (11).

On conçoit, devant la complexité d'un tel système, que des retards importants se soient produits dans le paiement des sommes dues aux entrepreneurs (12).

d'état du roy de l'exercice 1785 conformément aux fonds ci-dessus énoncés et lui en recommander de vous en remettre quatre expéditions que vous voudrez bien m'envoyer visés de vous avec les pièces de formalités qui doivent accompagner cet avant-projet pour que je puisse le faire approuver par M. le contrôleur général.

(10) Un exemplaire reste à Paris, les trois autres sont retournés à la généralité : un pour l'intendant, l'autre pour l'ingénieur en chef, le troisième pour le trésorier (Lettre de l'intendant général des ponts et chaussées à de la Galaizière, A.M.M. C 112).

(11) Voir déclaration royale du 19 juin 1783 en exécution de celle du 17 octobre 1779 qui ordonne au sieur Thoynet, trésorier général des ponts et chaussées, de faire recette dans chacun de ses comptes, à compter de l'exercice 1780 des deniers par lui reçus des gardes du trésor royal (A.M.M. C 116 et 117).

(12) Lettre de la Millière à de la Porte du 13 septembre 1783 (A.M.M. C 116 et 117) : « J'ai reçu, Monsieur et cher confrère, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 18 du mois dernier. Il paraît par les éclaircissements que je me suis procurés que la cause de retard de l'envoi des fonds destinés aux dépenses de la Lorraine pour 1783 vient de ce que le trésor royal ne les avait pas encore fait verser dans la caisse des ponts et

Cependant, pour faciliter les paiements, le trésorier général des ponts et chaussées avertit l'intendant de Lorraine quand il crédite le trésorier particulier de Lorraine (13), de même qu'en principe l'administration du trésor royal avertit l'ingénieur en chef des ponts et chaussées (14).

§ 2. — L'ÉTAT DU ROY

L'état du roy règle la comptabilité du département des ponts et chaussées chaque année. Cet état est divisé en plusieurs sections, il assigne les fonds pour achever le paiement des ouvrages terminés, pour commencer ceux qui viennent d'être ordonnés. En marge de chaque article, on trouve le détail des fonds déjà prévus dans les états précédents et cet ordre est tel que le double emploi est impossible. L'état du roy est fondé sur l'état de situation qui est adressé annuellement au conseil, revêtu du visa de l'intendant (puis, plus tard, de la commission intermédiaire). L'état du roy comprend : 1° Le prix total des constructions, conformément au procès-verbal d'adjudication en ajoutant pour quelques-unes, ce qui est porté par des ordonnances d'augmentation qui ont paru nécessaires, en déduisant, pour quelques autres, les réductions qu'on a cru devoir faire ; 2° L'estimation précise des ouvrages faits en prenant pour base les prix énoncés au détail estimatif ; 3° L'énumération des sommes reçues en acomptes par les adjudicataires, d'où il est facile de conclure ce dont ils sont en avance ou ce qui reste à payer pour chaque construction. L'intendant, jusqu'en 1787, est seul chargé de surveiller cette

chaussées, mais le trésorier général vient de m'annoncer qu'il les avait reçus depuis peu de jours et il m'a assuré avoir pris les arrangements nécessaires pour faire passer ces fonds dans la caisse du trésorier particulier des ponts et chaussées de Lorraine ».

(13) Lettre du trésorier général des ponts et chaussées à de de la Porte du 8 juin 1784 (A.M.M. C 116 et 117).

(14) Dans un mémoire sans date, la Commission intermédiaire se plaint du mauvais fonctionnement de l'administration : « l'administrateur chargé du trésor royal, M. Randon de la Tour, ayant cessé depuis huit mois de donner avis à l'ingénieur en chef de la Lorraine des fonds qu'il faisait passer pour le service courant au sieur Drian, trésorier particulier commis pour cet objet, le sieur Lecreux n'a pu connaître que, par des voies indirectes, les rentrées successives des fonds dans la caisse du trésorier et a cessé d'être instruit de l'époque de leur sortie du trésor royal. Cependant, ayant été informé que dans les mois de décembre et janvier dernier, il avait été envoyé à la caisse de Nancy des effets pour 43.909 livres, il a dressé deux distributions pour l'emploi de la plus grande partie des fonds ».

partie de l'administration. Il vise les états de situation, il rend les ordonnances d'augmentation et délivre les mandats aux adjudicataires pour les payer conformément aux prévisions de l'état du roy et d'après le certificat de l'ingénieur en chef.

Au 1^{er} janvier 1788, la commission intermédiaire est investie de la surveillance du département des ponts et chaussées. L'administration générale subsiste dans la même forme et l'intendant ne conserve d'autre fonction que celle d'expédier les ordonnances d'augmentation et les ordonnances finales de paiement. Il ne peut agir, en tout état de cause, que sur avis conforme de la commission intermédiaire.

SECTION III

L'adjudication proprement dite

§ 1. — LE PROCÈS-VERBAL D'ADJUDICATION

Lorsque l'ingénieur en chef a établi le devis estimatif de l'ouvrage (devis estimatif qui est toujours approuvé par l'intendant général des ponts et chaussées de France après la mort de Stanislas), l'intendant procède à l'adjudication des travaux (15), adjudication constatée par un procès-verbal dont nous donnons ici un exemple :

« L'an mil sept cent quatre vingt un, le quatorze mai, dix heures du matin, en suite des publications faites et des affiches apposées où partout besoin a été pour annoncer qu'à ce jourd'hui heure susdite, il serait procédé par devant nous à l'adjudication au rabais des ouvrages à faire pour la reconstruction d'un pont de sept arches en pierres de chacune soixante pieds d'ouverture sur la rivière Moselle, près le village de Frouard, route de Nancy à Metz. Nous avons fait faire, en présence de plusieurs entrepreneurs, la lecture du devis desdits ouvrages, en date du 22 février

(15) Lettre de de Cotte à de de la Porte, année 1780 (A.M.M. C 120) : « J'ai l'honneur, Monsieur et cher confrère, de vous envoyer les plans, devis et détail estimatif d'un pont provisionnel de charpente à construire entre Metz et Nancy. Le tout a été examiné à l'assemblée des ponts et chaussées et y a été approuvé. Vous voudrez bien les remettre à M. Lecreux et donner des ordres nécessaires pour procéder à l'adjudication ».

dernier, par le sieur Lecreulx, ingénieur en chef des ponts et chaussées de la généralité de Lorraine, après laquelle lecture, nous avons fait allumer trois feux consécutifs pendant la durée, desquels lesdits ouvrages ont été mis à prix, savoir au premier feu par Pierre Liset à 400.000 livres, au deuxième feu... au troisième feu par Michel Carbonnier à 315.000 livres, par Claude Mique à 312.000 livres, par Louis Georgin à 310.000 livres, et par Honoré François à 308.000 livres. Et ledit troisième feu s'étant éteint sans que personne ait voulu faire d'offre au-dessous dudit François, nous lui avons adjugé et adjugeons lesdits ouvrages à la somme de 308.000 livres au cours de France, aux charges, clauses et conditions tant dudit devis que de ladite adjudication et l'avons requis de donner bonne et suffisante caution, à quoi il s'est soumis et a signé avec nous lesdits jours et an (suivent les signatures). Et à l'instant, ledit Honoré François nous a présenté pour caution la personne de François Visse, lequel après avoir pris connaissance de la présente adjudication et des clauses et conditions d'icelles qu'il a dit bien comprendre, s'est obligé conjointement et solidairement sans division avec ledit Honoré François à l'exécution des charges, clauses et conditions ci-exprimées ainsi qu'il est accoutumé pour les affaires du roi (suivent les signatures) » (16).

La somme souscrite par l'entrepreneur ne concerne que le paiement de la pierre, de la chaux, du ciment, du fer, des planches et madriers. Toute la main-d'œuvre est fournie par les communautés au titre de la corvée. Nous verrons plus tard, en étudiant le système de la corvée, que les communautés peuvent se racheter de cette imposition par le moyen de l'entreprise.

Lorsque le pont à exécuter est à cheval sur deux généralités, l'adjudication est faite par les deux intendants intéressés. Calonne, intendant à Metz, dans une lettre à de la Galaizière, nous en explique la procédure : « J'ai passé, monsieur et cher confrère, au mois de juin dernier, une adjudication au profit de Jean-Pierre Calabresse pour la construction d'une arche de vingt-quatre pieds d'ouverture sur la rivière Othain, séparative des évêchés de la Lorraine, près de l'abbaye de Châtillon, moyennant 8.645 livres

(16) Procès-verbal d'adjudication (A.M.M. C 116).

et sur un devis dressé de concert par les ingénieurs des ponts et chaussées des deux provinces. Ce pont étant mitoyen, il doit être pourvu, à la moitié de cette dépense, sur les fonds des ponts et chaussées de Lorraine, mais pour mettre cet objet en règle, il est à propos que vous ayez la bonté de faire faire une semblable adjudication pour ce qui concerne votre province. Vous voudrez bien ordonner ensuite le paiement de la partie de la dépense qui est à sa charge ».

§ 2. — FORCE DU PROCÈS-VERBAL D'ADJUDICATION

Le procès-verbal d'adjudication lie l'entrepreneur, mais l'administration a toujours un pouvoir d'appréciation en ce sens qu'elle peut réduire ou augmenter les travaux à effectuer. La position de l'intendant est la même qu'en matière de procès-verbaux d'adjudication de réparations des biens communaux ou de fournitures à l'armée pour le compte des communautés (17).

Quand les travaux sont réceptionnés par l'ingénieur en chef, l'intendant rend son ordonnance de paiement.

(17) Lettre de Trudaine à Lecomte du 13 juin 1775 (A.M.M. C 120) : « J'ai examiné, Monsieur, l'état des ouvrages faits l'année dernière dans la Lorraine et le Barrois sur les fonds des ponts et chaussées de l'exercice 1774. Article 3 : construction de vingt arceaux sur la route de Pont-à-Mousson à Metz. Je vois que de ces vingt arceaux, il y en a dix-sept d'exécutés montant ensemble à la somme de 30.033 livres 12 sols 6 deniers et que les trois autres qui restent à faire ne sont pas nécessaires. D'après cela, vous porterez le restant du fonds à faire en parfait paiement dans le projet d'état du roi et vous proposerez à M. l'intendant de rendre son ordonnance de la réduction de trois arceaux... Article 6 : construction d'une arche et de dix arceaux sur la route de Lunéville à Strasbourg par Blâmont. Ces ouvrages étant finis, vous porterez le restant des fonds à faire pour les acquitter dans le nouvel état du roi et vous proposerez à M. l'intendant de rendre son ordonnance de l'augmentation qui s'y trouve ».

CHAPITRE III

Les corvées en Lorraine

Nous avons dit plus haut que, lors de son retour en Lorraine, le duc Léopold trouve les chemins et routes en fort mauvais état et que, pour remédier à cette situation, il institue le régime des corvées.

A la suite de l'hiver 1698-1699, le duc donne l'ordre à ses prévôts « de prendre soin des routes et chemins avec application, de les faire réparer incessamment par les habitants des communautés chacune sur son ban, finage et territoire suivant le nombre d'habitants qu'il y aurait dans chacune et que les maires commanderaient pour les y faire trouver à première réquisition desdits prévôts à peine de châtimens ».

Le système est trouvé si pratique qu'il gagne de proche en proche les provinces françaises. Dangervilliers, intendant d'Alsace, fait réparer, en 1717, les chemins en ordonnant des corvées. En 1726, d'Escalopier introduit la corvée en Champagne, d'Orry dans la généralité de Soissons. En 1729, le même d'Orry l'introduit dans la généralité du Hainaut. En 1729 également la corvée apparaît dans la généralité de Châlons et, en 1753, en Bresse.

A l'avènement de Stanislas, la corvée a fait l'objet de plusieurs ordonnances des ducs en date des 29 mars 1724, 6 septembre 1725, 4 mars 1727 et 1^{er} avril 1730 (1), ordonnances qui sont confirmées par un arrêt du conseil royal des finances et commerce en date du 7 décembre 1737 (2).

(1) Voir *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. III, p. 20 ; t. III, p. 124 ; t. III, p. 221.

(2) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 88.

SECTION I

Analyse de l'ordonnance de 1737

Aux termes de ce texte, toutes les communautés des villes, bourgs et villages des états du roi de Pologne doivent travailler incessamment chacune à leur égard au rechargement des portions de chaussées mises à leur charge par les répartitions qui en ont été faites auparavant, sauf à être procédé à une nouvelle répartition, le cas échéant.

Les communautés doivent continuer à l'avenir le même rechargement durant les mois de mai et octobre de chaque année : « Elles se rendront sur lesdites portions le 10 de chaque mois et y travailleront journellement jusqu'à ce qu'elles aient fait les réparations nécessaires pour les mettre en bon et suffisant état ».

Dans le but d'éviter des détériorations aux chaussées entre les deux époques de corvées, les communautés doivent faire visiter les portions mises à leur charge tous les quinze jours et procéder immédiatement aux réparations nécessaires.

Pour faciliter le rechargement, les communautés doivent déposer le long de leur portion une certaine quantité de matériaux fixée selon le nombre d'habitants, leurs forces et facultés.

L'arrêt entre même dans les détails en ordonnant aux communautés de se munir de masses de fer de douze livres au moins (une masse pour deux cents livres de subvention payées) devant servir à casser les pierres. Les laboureurs et voituriers doivent fournir les chevaux et voitures pour véhiculer les matériaux en proportion de leurs bêtes tirantes.

Enfin, l'article 13 de l'arrêt est ainsi rédigé : « A l'effet de quoi Sa Majesté a révoqué et révoque toutes lettres patentes, brevets et commissions des ducs ses prédécesseurs pour lesdites police et économie. Fait, en outre, Sa Majesté très expresses inhibitions et défenses aux juges ordinaires de connaître à l'avenir desdites difficultés et contestations à peine de nullité de procédure, de même que de leurs jugements et arrêts et, en outre, des dépens et dommages-intérêts des parties, dérogeant pour cet effet Sa Majesté à tous us, statuts, coutumes, lois, édits, déclarations, ordonnances et arrêts à ce contraire. Les inspecteurs et autres qui seront préposés par ledit sieur commissaire pour veiller aux

travaux desdits chemins, ponts et chaussées feront continuellement la visite des ponts et routes de leur département et s'ils trouvent que quelques communautés aient négligé le rechargement de leurs portions ou qu'elles aient contrevenu auxdites ordonnances et au contenu du présent arrêt, ils en dressent leur procès-verbal sur lesquels il sera statué par ledit sieur commissaire auquel Sa Majesté a renvoyé et renvoie ces mêmes présentes pour les faire exécuter en tout ce qu'elles contiennent et pourquoi seront toutes lettres expédiées ».

SECTION II

L'ordonnance de corvée

Cet arrêt du conseil est le texte de base de l'institution de la corvée en Lorraine pendant l'administration des intendants. Le moyen d'action de ceux-ci est l'ordonnance de corvée.

§ 1. — LA FIXATION DES JOURS DE CORVÉES

En principe, les corvées sont fixées à compter des 10 mai et 10 octobre et chaque fois que c'est possible on respecte ces dates. Mais ce n'est pas toujours la règle. Dans un rapport fait à l'intendant par le conducteur des ponts et chaussées Bocquel, daté du 2 novembre 1786 (3), on peut constater une convocation à la corvée faite pour les huit premiers jours de septembre. L'intendant a donc un large pouvoir d'appréciation. Parfois, la corvée est supprimée pour raison de retard dans les travaux des champs (4). On trouve également des ordonnances de report de corvées au printemps suivant pour mauvaises récoltes (5) ou mauvais

(3) A.M.M. C 425.

(4) Ordonnance de la Galaizière du 27 septembre 1769 (A.M.M. C 112) : « Nous ordonnons que les travaux de corvée et d'entretien des routes à faire pendant la présente saison de l'automne par les communautés de Lorraine et de Barrois seront généralement suspendus jusqu'au printemps de l'année prochaine, mais attendu que nous n'accordons ladite suspension qu'en considération de la culture des terres et l'enlèvement des récoltes, nous ordonnons que les entrepreneurs qui ont traité les ouvrages de corvées répartis aux communautés exécutent lesdits traités pendant la présente année suivant leur forme et teneur sous peine d'y être mis des ouvriers à leurs frais ».

(5) Lettre de la Galaizière à Alliot du 30 juin 1740 (A.M.M. C 433) : « Le mauvais état des communautés, Monsieur, causé par le grand froid et la durée de l'hiver dernier, m'a déterminé à les dispenser de travailler par corvée ce printemps aux ouvrages de nouvelles constructions des ponts et chaussées

temps (6). Inversement, le subdélégué, sur autorisation de l'intendant, peut avancer les travaux normaux ou réquisitionner les communautés pour des travaux extraordinaires en dehors des périodes fixées par les ordonnances (7).

§ 2. — L'ORDONNANCE DE CORVÉE : LA RÉPARTITION DE LA TACHE

Lorsqu'il a décidé l'entretien ou la construction d'une route, l'intendant charge l'ingénieur d'opérer la répartition du travail entre les différentes communautés. Cet état de répartition (8), dressé par un inspecteur, est présenté par l'ingénieur à l'intendant qui l'approuve ou le rejette (9) suivant le cas. Sur le vu de cet

et j'ai remis à l'automne à leur faire achever les portions qui leur ont ci-devant été d'stribuées par les inspecteurs dans l'espérance qu'elles seront pour lors tout à fait rétablies par une récolte abondante dont nous avons tout lieu de nous flatter sur les apparences. Mais quelques-unes m'ayant témoigné depuis qu'elles désiraient profiter du temps qui reste d'ici à la moisson que l'on présume devoir être reculée cette année pour mettre en état les tâches dont elles sont chargées... il est juste de leur accorder cette faculté qui ne tend qu'à accélérer la perfection des grands chemins dans cette province ».

(6) Lettre de de la Porte à Lasnière du 16 février 1784 (A.M.M. C 437) : « Les neiges et les glaces obstruant les passages au point que les denrées ne peuvent circuler », le subdélégué est autorisé par l'intendant à s'écarter des règles. Il peut réquisitionner les communautés qu'il jugera nécessaires à la réfection des chemins. Les travaux effectués leur tiendront lieu dans la même proportion des travaux extraordinaires des ponts et chaussées.

(7) En fait, l'intendant a un pouvoir d'appréciation illimitée. Boyé dans son ouvrage : « *Les travaux publics et le régime des corvées en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris-Nancy, 1900, p. 52, rappelle que pour la construction de la chaussée de Neuville qui conduit de Lunéville à la résidence personnelle de l'intendant, les corvéables sont employés les uns pendant le temps des semailles, les autres pendant la saison des moissons. A Nossoncourt, ces réquisitions ont causé la ruine de plusieurs laboureurs, la désertion de plusieurs autres, deux fermes sont incultes. Les gens de Vennesey appelés quatre fois en 1756, quatre fois en 1757 et une fois en 1758, pour démolir le château de l'intendant, constatent que leurs terres sont abandonnées.

(8) En France, les corvées sont réparties, soit en raison des forces (bras et bêtes), soit en raison des facultés (au marc la livre de la taille). De la Porte répartit le travail proportionnellement à l'importance de la population, au nombre de laboureurs, manœuvres et bestiaux, à leur distance de la route et des matériaux à employer. De la Millière trouve le système compliqué, mais donnant de bons résultats (Boyé, *op. cit.*, p. 72).

(9) Nous donnons ici un exemple d'état de répartition (A.M.M. C 112) :

TRAVAUX D'ENTRETIEN 1770		
Route de Lunéville à Moyenvic.		
Première saison du printemps : le 10 mai.		
Deuxième saison de l'automne : le 10 octobre.		
Communautés de la subdélégation de Lunéville	Nombre de toises d'entretien	Toises cubes de pierres et graviers
Lunéville	600	Graviers 75
Croixmare	900	112 1/2
Jolivet	620	77 1/2
Raville	240	30
Bonviller et dépendances	550	68 3/4
Einviller-au-Jard et dépendances	1.000	Pierres 165

état, l'intendant rend une ordonnance qui commande le travail aux communautés (10). On aperçoit l'importance de l'exactitude de l'état des routes dressé par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, puisque ce sont les distances mentionnées dans cet état qui sont retenues pour la répartition des tâches aux communautés.

Sionviller	170	14 1/6
Crion	210	17 1/2
Maxe	470	39 1/6
Valhey et dépendances	270	22 1/2
Drouville	470	39 1/6
Haraucourt	570	47 1/2
Gellenoncourt	200	16 2/3
Courbesseaux	320	26 2/3
Serres et dépendances	400	33 1/3
Hincourt	60	5
Athlieville et dépendances	260	21 2/3
Hoeéville	230	19 1/6
Arracourt et dépendances	700	58 1/3
Beauzémont et dépendances	225	18 3/4
Hénaménil et dépendances	200	16 2/3
Parroy	170	14 1/6
Bure et dépendances	160	13 1/3
Moacourt	80	6 2/3
Coincourt	160	13 1/3

Fait par nous, ingénieur du roy pour les ponts et chaussées de la province de Lorraine et Barrois, le 27 avril 1770 (signé) Mique. Vu et arrêté par nous, intendant de Lorraine et Barrois, à Nancy, le 15 mai 1770 (signé) de la Galaizière.

(10) Ordonnance de corvée (A.M.M. C 120).

« Antoine de CLAUMONT de la Galaizière...

Vu les ordres du Roi à Nous adressés pour le rechargement et l'entretien des grandes routes, chemins et chaussées pendant la présente année et l'état de répartition par nous arrêté desdits travaux, Nous ordonnons ce qui suit, savoir :

Article premier. — L'échevin en tour de commander les corvéables de la ville de les amènera et conduira le du mois de sur la portion de chaussées mis à son entretien sur la route de pour mettre ladite portion en bon et suffisant état, la recharger après en avoir enlevé les matières terreuses, faire le curement et l'écrêtement des fossés, les réparations dont les ponceaux qui s'y trouvent seront susceptibles et généralement tous les ouvrages qui leur ont été distribués.

Article 2. — Ledit échevin aura soin conformément aux articles IV de l'arrêt du 7 décembre 1737 et XLVI de l'ordonnance du 17 avril 1748 que les manœuvres soient munis de marteaux de fer et autres outils nécessaires pour casser et briser les pierres qui seront déposées sur les bernes pour les parties de routes à recharger en pierres à défaut de graviers.

Article 3. — Avant d'employer lesdites pierres, l'échevin fera piocher et rejeter les terres et parties terreuses, ensuite de quoi il fera casser les pierres sur les bernes et les fera réduire en petits morceaux qui n'excéderont pas deux pouces cubes.

Article 4. — L'échevin commandera en personne les corvéables de ladite ville pendant tout le temps que durera les ouvrages et leur fera exécuter tout ce qui lui sera prescrit par le sous-ingénieur, l'inspecteur particulier et le conducteur chargé de veiller à l'exécution des travaux et muni de notre commission et en considération de cette obligation, nous exemptons ledit échevin desdits travaux conformément aux articles II et III de l'ordonnance du 17 avril 1758.

Article 5. — Tous les bourgeois corvéables de ladite ville obéiront exactement audit échevin en tout ce qu'il leur commandera pour l'exécution desdits ouvrages sous les peines portées par l'article XI de l'arrêt du Conseil du 7

En principe, seulement les communautés riveraines ou qui ne sont pas éloignées de plus de quatre lieues de l'endroit des travaux sont tenues de participer aux travaux en proportion du nombre des laboureurs et manœuvres et des bêtes tirantes. Pour la construction de la route de Neuville cependant, l'intendant de la Galaizière n'hésite pas à réquisitionner les communautés situées à quinze lieues des ateliers de travail. Il n'est pas question pour les habitants de ces communautés de retourner le soir chez eux après le travail. La charge qui leur est imposée en est d'autant plus lourde qu'on leur interdit même de s'absenter pour se ravitailler en vivres et fourrages (11).

L'échevin ou le syndic de communauté, à qui le subdélégué compétent a transmis une copie de l'ordonnance de corvée, avertit la population à l'issue de la messe paroissiale comme en matière de milice et désigne les corvéables qui doivent le jour fixé se rendre sur les ateliers.

§ 3. — LES EXEMPTIONS

Cette question est le plus souvent réglée à l'amiable le jour de la convocation des corvéables. L'intendant rend la mesure d'ordre général, les subdélégués, échevins et syndics sont chargés de l'application de cette mesure, sauf appel à l'intendant pour les cas litigieux.

En 1724, seuls sont dispensés les ecclésiastiques, les nobles et les commensaux du duc. A compter de 1727, maires et syndics peuvent exempter les pauvres et les infirmes.

L'ordonnance de 1737 n'aborde pas cette question, mais devant les réclamations des corvéables, de la Galaizière publie, en 1739, une liste des personnes exemptées (12).

décembre 1737 et les articles VI, VII et VIII de l'ordonnance du 17 avril 1748. Enjoignons à cet effet à l'échevin de dresser un procès-verbal contre tous réfractaires, ainsi que contre ceux qui ne se seront point rendus sur les travaux ou qui s'en seront absentés avant leur entier achèvement, lesquels il remettra au sous-ingénieur ou inspecteur du département pour nous être adressés et être par nous prononcé les peines portées par les ordonnances ».

Il faut noter qu'une formule semblable s'applique aux syndics de communautés.

(11) BOYÉ, *op. cit.*, p. 52 et suivantes.

(12) Instruction du 19 septembre 1739.

Sont exempts en vertu de cette instruction :

— Pour eux-mêmes et leurs animaux :

a) les ecclésiastiques, les nobles, les officiers commensaux du prince ;

b) les gardes-chasses des plaisirs du roi, à condition qu'ils ne soient ni laboureurs, ni voituriers et qu'ils habitent dans l'étendue des plaisirs ;

c) les commis, gardes et tous employés de la ferme générale pourvu qu'ils ne fassent valoir aucun bien par eux-mêmes et qu'ils n'exercent d'autre emploi que celui de leur commission ;

d) les syndics des communautés lorsqu'ils commandent exactement en personne les corvéables.

— Pour eux-mêmes :

a) les manœuvres malades pendant la durée de leur maladie ;

b) les septuagénaires, mais seulement s'ils sont obligés de vivre de leur propre travail et s'ils n'ont ni ferme, ni enfant en état de les suppléer ;

c) les pauvres, mendiants et invalides.

A l'inverse de ce qui s'est produit pour la milice, nous n'avons pas trouvé beaucoup de réclamations concernant les exemptions à la corvée. Chaque fois qu'une difficulté surgit, le subdélégué instruit l'affaire et l'intendant sur le vu de son rapport statue (13).

Il faut signaler que les exemptions aux travaux de corvées ci-dessus s'entendent des travaux de la corvée des ponts et

(13) Lettre de la Galaizière à Viot du 23 juin 1747 (A.M.M. C 433) : « Vous avez, monsieur, donné un avis favorable à la demande en exemption de Jean Louviot, de Hénaménil, des corvées des ponts et chaussées en qualité de voiturier aux offres par lui faites d'y envoyer un manœuvre et vous avez pris pour motif de votre opinion l'article 22 de mon instruction du mois de septembre 1739 avec l'aveu fait par le syndic de cette paroisse par-devant vous que Louviot n'a qu'un cheval pour sa personne et trois poulains qu'il prête à son gendre dans les cas de presse pour le service de la poste. Vous n'avez pas fait attention que l'article 22 de mon instruction ne concerne que les officiers de l'hôtel de ville. Il est vrai que le suivant parle des chevaux des notables bourgeois et qu'il leur attribue la même franchise qu'à ceux de ces officiers, dans le cas qu'ils ne sont employés qu'à la conduite de leur personne, mais, outre qu'à prendre cet article dans son véritable sens, il ne paraît applicable qu'aux habitants des villes et non à ceux des villages, vous avez dû remarquer par l'exposé même de Louviot qu'il y a un concert frauduleux entre lui et son gendre auquel il prête ses poulains dans les cas dont il a besoin... c'est pourquoi j'ai cru devoir le débouter de sa demande ».

chaussées seulement : ne sont pas compris dans cette exemption, ce que de la Galaizière appelle les débits de ville (14).

L'intendant n'est pas la seule autorité qui distribue les exemptions. Dans une lettre qu'il adresse à Viot, le 27 juin 1957 (15), de la Galaizière ordonne à son subdélégué d'exempter un nommé Léopold Maire : « Léopold Maire, monsieur, en sa qualité de commis à la perception des droits de foraine à Hoéville, jouit de l'exemption des corvées des ponts et chaussées en conformité d'un arrêt du conseil du 21 juillet 1733 qui l'accorde aux commis de ces sortes de droits de quelque profession et de quelque classe ils puissent être au rôle de la subvention et autres impositions publiques quand ils sont nommés et choisis par les communautés pour faire cette perception, et à ceux nommés de la part du fermier pourvu qu'ils ne soient pas de la première classe dans ce rôle et ce particulier étant nommé par la communauté au rôle de la subvention doit jouir de cette exemption ».

Il faut rapprocher de cet arrêt, l'édit du roi du mois de juin 1751 attribuant aux officiers des tribunaux de justice créés par cet édit les mêmes franchises et exemptions dont jouissent ceux des bailliages et prévôtés établis en France : « Sa Majesté étant informée qu'ils y jouissent de l'exemption des travaux des ponts et chaussées, elle vient de me déclarer ses intentions sur l'exécution de cette partie de son édit, elle veut que ceux de ces officiers qui ne tiendront aucun bien à ferme soient aussi exempts des corvées personnelles des ponts et chaussées de ses états, savoir dans les bailliages, les lieutenants généraux, lieutenants particuliers, assesseurs, conseillers, avocats procureurs, greffiers, commissaires aux saisies réelles, receveurs de consignations, procureurs postulants et notaires. L'intention de Sa Majesté est encore que la même franchise personnelle appartienne aux officiers des maîtrises

(14) Lettre de la Galaizière à Viot du 3 juillet 1756 (A.M.M. C 434) : « Par l'article 30 de mon ordonnance du 17 avril 1748 concernant les ponts et chaussées, il est porté que les syndics de communautés seront exempts de ces travaux, de même que leurs chevaux et autres bêtes tirantes, à condition qu'ils commanderont exactement en personne leur communauté, cela doit être exécuté sans difficulté, mais j'ai décidé que cette exemption ne s'étendait pas aux ouvrages particuliers des communautés pour réparations d'églises, presbytères, ponts communaux et autres de cette nature et que les syndics ne sont point dispensés dans ce cas des voitures et corvées dont les autres habitants sont aussi tenus, tout ceci devant être regardé comme débit de ville, vous aurez soin aussi que l'on se conforme dans ces occasions à ces dispositions ».

(15) A.M.M. C 434.

particulières des eaux et forêts, leurs greffiers, huissiers arpenteurs auxquels elle a fait à cet égard, par l'édit de création de leurs offices, la même attribution qu'à ceux de ses bailliages et prévôtés, mais toujours sous la condition de ne tenir aucun bien à ferme. Elle veut enfin que cette franchise soit étendue aux gardes à cheval et aux forestiers des bois de son domaine à l'égard desquels elle ajoute une condition de plus : qu'ils ne soient pas tirés du corps des laboureurs, ni de celui des artisans » (16).

§ 4. — LE TRAVAIL SUR LES ATELIERS

On entend par atelier, la portion de route attribuée à chaque communauté et sur laquelle elle doit effectuer le travail assigné par les fonctionnaires des ponts et chaussées.

Les corvéables se rendent sur les ateliers accompagnés du syndic de la communauté : celui-ci est l'intermédiaire entre les agents des ponts et chaussées (17) et ses habitants. Ces derniers sont tenus de lui obéir sous peine d'amende et de prison (18) prononcée par l'intendant sur le vu du rapport du syndic.

Les habitants à peine de sanction sont tenus de travailler en corps de communautés (19). Ils ne peuvent se racheter individuellement à prix.

(16) Lettre de de la Galaizière à Viot du 23 avril 1753 (A.M.M. C 433).

(17) Il est à noter que les agents des ponts et chaussées sont nommés par l'intendant depuis le piqueur jusqu'au sous-ingénieur. Voir commission en date du 1^{er} janvier 1752 (A.M.M. C 107) pour nommer un sous-ingénieur : « De par le Roi, Antoine Martin de Chaumont, chevalier, marquis de la Galaizière, chancelier, garde des sceaux, intendant de justice, police, finances, marine, troupes, fortifications et frontières de Lorraine et Barrois. Etant nécessaire de pourvoir à la place de sous-ingénieur des ponts et chaussées à l'arrondissement de la Vège vacante par la retraite du sieur le Pau, Nous, chancelier intendant susdit avons nommé et commis ledit sieur Jean-Louis Deklier pour remplir ladite place de sous-ingénieur des ponts et chaussées.

(18) Lettre de de la Galaizière à Viot du 2 juillet 1754 (A.M.M. C 433) : « Vous trouverez ci-jointe une ordonnance de condamnation que j'ai prononcée en quarante livres d'amende et à tenir prison pendant un mois contre Barban, agent sergent de la communauté de Vallois qui a d'abord fait refus d'obéir au syndic pour l'exécution de mes ordres concernant les ponts et chaussées et qui l'a ensuite injurié. Je ne me serais porté à faire aucune grâce à ce particulier qui a manqué essentiellement aux devoirs que sa qualité de sergent lui prescrit par la résistance qu'il a d'abord apportée aux ordres du syndic, mais comme elle paraît venir du premier mouvement et qu'en suite il a rempli ses fonctions, vous pourrez lui donner la liberté après deux jours de prison et le paiement des frais de sa détention ».

(19) Lettre de de la Galaizière à Viot du 7 juin 1757 (A.M.M. C 434) : « J'ai vu, monsieur, par les contestations qui ont été faites pardevant vous entre le syndic de la communauté de Xermaménil et plusieurs particuliers de ce lieu au sujet des condamnations qui ont été prononcées contre eux pour fait concernant

§ 5. — LE CONTENTIEUX DES CORVÉES

Le contentieux des corvées est attribué par l'arrêt du conseil du 7 décembre 1737 à l'intendant. C'est le syndic de la communauté, l'échevin ou le personnel de surveillance des ponts et chaussées qui dresse le procès-verbal de l'infraction commise lors des travaux de corvées. Le subdélégué instruit l'affaire et adresse les pièces à l'intendant qui statue.

Les archives de Meurthe-et-Moselle indiquent rarement les suites données aux affaires soumises à l'intendant. Toutefois, l'examen des dossiers témoigne de l'impopularité des corvées et des difficultés de fonctionnement de l'institution.

A. — *Accidents.*

L'intendant statue sur les demandes en indemnités présentées par les corvéables (20), ainsi que sur les demandes de rembourse-

les ponts et chaussées que les habitants ne travaillent point en corps de communauté sur les travaux publics au moyen de quelques deniers que la plupart d'entre eux donnent aux autres qui se chargent du travail ; comme cet abus est très préjudiciable au bien du service et qu'il est contraire aux ordonnances et règlements concernant les ponts et chaussées suivant lesquels chaque homme de profession à travailler à la terre doit y travailler personnellement sans qu'il puisse s'y faire remplacer à prix d'argent à moins d'une excuse légitime, je vous charge très expressément de tenir la main à ce que de pareils abus ne se commettent plus dans les communautés de votre subdélégation ».

(20) Requête de la veuve de Nicolas Marchal d'Amel à l'intendant (A.M.M. C 120) : « A Monseigneur le Marquis de la Galaizière, intendant de Lorraine et Barrois, Supplie très humblement Agnès Thomas, veuve de Nicolas Marchal, vivant manœuvre à Amel. Disant qu'ayant été commandée avec les corvéables de ce lieu pour en exécution des ordres de Votre Grandeur, travailler au rétablissement de la portion de chaussée mise à la charge de la communauté et ne pouvant à cause de son grand âge et de sa caducité se trouver elle-même sur la route, elle s'y est fait remplacer par Marguerite Marchal, sa fille, qui a eu le malheur de s'y casser la jambe...

Ce considéré, Monseigneur, il plaise à Votre Grandeur accorder à la suppliante, sur les fonds des ponts et chaussées, une somme de cinquante écus pour forme de soulagement et pour fournir aux frais de pansement de Madame Marchal...

(En marge, on lit) à M. le Creulx, ingénieur en chef des ponts et chaussées, pour nous marquer quel secours il sera possible d'accorder à la suppliante en considération de l'accident arrivé à sa fille en travaillant par corvée et nous en donner incessamment son avis. Ce 9 juillet 1777 (signé) de la Galaizière.

(Ensuite, on trouve la mention) A gratifier 150 livres ».

Pièces jointes au dossier :

— Un procès-verbal de la justice d'Amel aux fins de procurer un soulagement à Marguerite Marchal : « Ce jourd'hui 7 juin 1777 s'est présentée pardevant nous, maire, syndic et gens de la justice locale d'Amel, la personne d'Agnès Thomas, veuve de défunt...

— Un certificat du lieutenant en chirurgie, juré au rapport du bailliage royal d'Etain y demeurant.

— Une certification des signatures et des faits par P. Sérrier, curé d'Amel et d'Eton.

ment de fournitures médicales présentées par les chirurgiens jurés (21). Nous avons vu plus haut qu'une partie des droits de péage perçus sur le pont de l'rouard est affectée à l'acquit de ces indemnités. Il convient de signaler que les femmes remplaçant les hommes causent de nombreux accidents d'autant plus qu'elles ne sont pas punissables (22).

B. — *Querelles, mauvaises tenues.*

Le 7 mars 1748, l'intendant demande des renseignements sur un piqueur qui boit sans scrupule avec les syndics des communautés travaillant sur les ateliers et à leurs frais. Ce piqueur souffre, d'autre part, l'exécution de traités de rachat de la corvée à prix d'argent (23). Dès qu'il sera en possession des pièces d'instruction, l'intendant statuera.

Le sieur Blanpain, officier de l'hôtel de ville de Rambervillers, et le nommé Launay, employé des ponts et chaussées, se sont querellés. Comme l'officier est sorti de sa modération, l'intendant, au lieu de renvoyer le piqueur, se borne à faire venir l'officier devant le subdélégué. Celui-ci doit lui enjoindre d'être plus circonspect à l'avenir (24).

(21) Supplique à l'intendant de Lorraine par Jean Edol, chirurgien juré aux rapports de la ville et prévôté royale de Sarralbe : « Disant que, depuis deux ans même plus, il répète en vain treize louis d'or qui lui sont bien et légitimement dûs pour pansements et médicaments fournis aux nommés Martin Simon et Vincent Saal de Rech, qui ont eu le malheur d'être estropiés aux travaux des ponts et chaussées des monticules de Roth et Nannbach... Ce considéré, monseigneur. Il plaise à Votre Grandeur, vu la présente requête, ordonner que le suppliant sera payé de son répété qui est de treize louis d'or, soit : 1°) sur le roy ; 2°) sur la ville de Sarralbe ; 3°) et finalement, sur tous les corvéables de ladite ville et communauté de Sarralbe.

(En marge, on lit) Vu la présente requête, les fonds actuels des ponts et chaussées étant insuffisants pour être employés à cette dépense extraordinaire. Nous avons sursi à statuer sur la demande du suppliant (signé) de la Galaizière.

(22) Rapport d'un conducteur des ponts et chaussées à l'intendant du 12 mai 1777 (A.M.M. C 120) : « Le soussigné a l'honneur en outre que les accidents n'arrivent que dans les communautés où ils ne se trouvent pour corvéables que des femmes qui n'écoulent point ni le syndic, ni d'autres, au contraire, se moquent des personnes qui sont dans le cas de leur faire des observations parce qu'elles ne craignent point de punitions. Il serait nécessaire d'ordonner sérieusement aux hommes de se rendre sur les ouvrages au lieu d'y envoyer leurs femmes ».

(23) A.M.M. C 120.

(24) A.M.M. C 120.

C. — *Absences.*

BOYÉ (25) signale que, lors de la construction de la chaussée de Neuville, un habitant de la communauté de Xermaménil ne se présente pas parce qu'il est aveugle. Malgré cette excuse, il est condamné à une amende de vingt-cinq livres par l'intendant. Sur les instances du subdélégué de Lunéville, l'intendant consent à réduire l'amende à vingt sols.

Plus importante est la question du rachat de la corvée à prix d'argent entre les particuliers. Ainsi que nous le verrons plus bas, ces rachats sont interdits par l'intendant : en 1749, la moitié des habitants de la communauté de Maixe traite avec l'autre moitié de l'exécution d'un travail de corvée à prix d'argent en présence du syndic. L'intendant condamne le syndic puis, sur les instances du subdélégué, lui fait grâce en considération de se rendre sur les ateliers pour perfectionner les travaux : « Cette dernière circonstance m'a paru effectivement digne d'attention, mais elle est la seule qui m'ait déterminé à faire grâce à ce syndic et, sans elle, je lui aurais imposé la peine édictée par les ordonnances et arrêts de règlement concernant les ponts et chaussées. L'article 39 de mon instruction, loin de lui être favorable, aurait, au contraire, fait le motif de ma condamnation, car : 1°) la défense qui y est faite aux syndics ne regarde pas seulement le corps de la communauté, mais encore tous les particuliers tant laboureurs que manœuvres qui le composent ; 2°) l'objet des ordonnances et de cette instruction qui y est conforme n'est autre que d'obliger les peuples de l'Etat de faire eux-mêmes les travaux dont ils sont chargés sur les chaussées publiques et pour lesquels on a choisi les temps auxquels ils ne sont point occupés aux ouvrages de campagnes ; 3°) sans les précautions prises pour les empêcher d'en traiter à prix d'argent, leur indolence leur ferait journellement préférer cette voie à l'autre et causerait la ruine d'un grand nombre ; 4°) les laboureurs sont tous chargés indistinctement de travailler par corvées à proportion de leur bêtes tirantes sur les chaussées publiques et il n'y a aucun article qui leur permette de s'en décharger sur d'autres en payant. Enfin, dans le cas particulier dont il s'agit,

(25) BOYÉ, *op. cit.*, p. 51.

c'est la moitié d'une communauté de laboureurs qui traite avec l'autre moitié et vous sentez quelles conséquences il serait de laisser dans l'impunité la conduite d'un syndic qui autoriserait de pareilles conventions » (26).

D. — *Résistances collectives.*

Ces résistances collectives sont nombreuses. En 1786, les habitants de Badonviller refusent de se rendre sur les ateliers parce qu'ils font la récolte de pommes de terres et les semailles (27). En 1763, plusieurs laboureurs et charretiers quittent Lunéville pour ne pas être réquisitionnés. La ville obtient la permission de mettre en adjudication les travaux d'entretien qu'elle a à sa charge sur la route de Nancy : les deux tiers de la dépense devant être payés sur les revenus de l'octroi et l'autre tiers réparti directement entre les contribuables (28).

C'est le prélude au rachat de la corvée en argent. Il faut noter que de la Galaizière père s'est toujours opposé à la conclusion de traités à prix d'argent. Dans une lettre à Viot (29), il s'exprime ainsi : « J'avais l'intention, monsieur, de punir les habitants de Hériménil suivant la rigueur des ordonnances pour un traité qu'ils ont fait à prix d'argent, mais ils viennent de me représenter qu'ils ont retiré ce traité des mains du nommé Dominique de Barbonville qui s'était obligé de fournir à leur décharge une certaine quantité de pierres au pont d'Essey, ils

(26) Lettre de de la Galaizière à Viot du 8 avril 1749 (A.M.M. C 433). Voir également lettre de de la Galaizière à Viot du 24 décembre 1749 (A.M.M. C 433) : quatorze particuliers d'Arracourt ayant traité du rachat de la corvée avec leurs concitoyens, l'intendant condamne ceux qui se sont fait remplacer. Les journées de ceux qui ont travaillé pour les autres devant s'imputer sur les corvées à venir.

(27) Reconnaissance faite par le conducteur des ponts et chaussées Boquel du 2 novembre 1786 (A.M.M. C 425) : « Les maires, syndics et députés nous ont fait réponse que sitôt qu'ils ont eu connaissance de l'ordonnance de Monseigneur d'Intendant, du 20 août dernier, qui leur a été notifiée le 30, ils ont fait travailler sur lesdits chemins pendant les huit premiers jours de septembre, qu'ayant de nouveau fait commander les corvéables pour le 9 dudit mois et jours suivants, personne ou du moins très peu s'y sont rendus et les autres ont désobéi sous prétexte que la récolte de leurs regains qui pourrissaient dans la prairie était plus pressante à faire et, en outre, que la récolte des pommes de terre si précieuses dans cette contrée et les semailles à faire étaient indispensables. Ils préféreraient supporter une amende qu'abandonner leurs travaux de campagnes ».

(28) A.M.M. C 120.

(29) Lettre de de la Galaizière à Viot du 4 mai 1750 (A.M.M. C 433).

m'assurent en même temps que leurs manœuvres travaillent au tirage de cette pierre, que ce traité n'aura pas d'exécution et ils me demandent grâce. Je veux bien la leur accorder ».

SECTION III

Le rachat de la corvée

§ 1. — LES ORDONNANCES DE 1769

Par deux ordonnances du 30 mars 1769 et 6 septembre 1769, l'intendant permet aux communautés de traiter à prix d'argent de tous les ouvrages d'entretien et de nouvelles constructions si tel est leur avantage. Les habitants, assemblés en la manière ordinaire au son de la cloche à l'issue de la messe paroissiale, décident par vote de traiter à prix d'argent. Ils nomment alors plusieurs d'entre eux en qualité de députés pour se transporter sur les lieux et prendre connaissance de la nature des ouvrages. Ces députés sont autorisés, aux termes du procès-verbal de nomination, à traiter au nom des habitants avec l'entrepreneur qui offrira les conditions les plus avantageuses à charge par cet entrepreneur de fournir une caution solvable.

Les députés doivent assister aux toisés, visites et réception des ouvrages en présence des employés des ponts et chaussées. Une copie du procès-verbal de réception est remise au sous-ingénieur des ponts et chaussées (30).

Les archives de Meurthe-et-Moselle contiennent des imprimés de traités avec les entrepreneurs. Chaque traité doit être approuvé sous peine de nullité. Il est personnel à l'entrepreneur (31) en ce sens que celui-ci ne peut le rétrocéder sans le consentement de la communauté et l'agrément de l'intendant.

(30) Imprimé de procès-verbal d'adjudication (A.M.M. C 120).

(31) A.M.M. C 120 : Ponts et Chaussées - Communauté de Conditions sous lesquelles les ouvrages des corvées pour les parties des routes mises à l'entretien de la communauté de seront laissées à l'entreprise conformément à l'ordonnance du 30 mars 1769 Article 2. — Il lui sera libre (à l'entrepreneur) de travailler pendant le cours de l'année au rechargement d'entretien desdites parties de routes de manière qu'elles se trouvent sans boue, sans ornière, ni creux, bien écrêtées, le rechargement fait convenablement, les fossés curés, le tout en état d'être reçu au 20 juin et 1^{er} décembre de chaque année par les sous-ingénieurs et inspecteurs dudit arrondissement Article 11. — L'entrepreneur sera payé du prix de son traité

§ 2. — APPLICATION DES ORDONNANCES DE 1769

De l'aveu même de de la Galaizière, les communautés ne profitent pas de la faculté qui leur est donnée. En 1773, l'intendant envoie ses instructions à Lasnière : « Je vous envoie des exemplaires d'une ordonnance que j'ai rendue, le 4 de ce mois, pour permettre aux communautés de traiter à prix d'argent de tous les ouvrages d'entretien et de nouvelles constructions mis à leur charge. Cette ordonnance renferme les mêmes dispositions que celles des 30 mars et 6 septembre 1769 avec quelques changements que les circonstances m'ont paru rendre nécessaires. J'ai remarqué que, dans quelques cantons de la province, l'usage des traités était fort commun et, qu'au contraire, il était très rare dans d'autres. Je me suis assuré que cette différence provenait de ce qu'un grand nombre de communautés n'avait aucune connaissance des dispositions des ordonnances. Vous voudrez bien faire publier à cet effet dans les principaux lieux de votre département l'ordonnance que j'envoie » (32).

§ 3. — L'ORDONNANCE DU 4 SEPTEMBRE 1773

Cette ordonnance commence par un préambule qui résume la situation des ponts et chaussées en Lorraine et Barrois : « Dans la vue de procurer aux corvéables des duchés de Lorraine et Barrois tous les soulagements qui pouvaient dépendre de nous, en ne détournant que le moins qu'il serait possible le laboureur de la culture et le manœuvre du travail journalier qui le fait vivre, nous leur avons permis, par notre ordonnance du 30 mars 1769, de traiter à prix d'argent des corvées d'entretien dont ils étaient chargés et, par celle du 6 septembre de la même année, nous avons étendu cette liberté à la construction de nouvelles chaussées. Nous avons eu depuis ce temps la satisfaction de voir que les mesures que nous avons prises pour concilier de la

par moitié au 1^{er} juillet et au 1^{er} janvier de chaque année sur les procès-verbaux et certificats de réception qui en seront adressés par le sous-ingénieur ou par l'inspecteur dudit arrondissement et sur les ordres de M. l'intendant
Article 12. — L'entrepreneur ne pourra rétrocéder son traité que du consentement de la communauté et sous l'agrément de M. l'intendant et s'il négligeait de satisfaire en tout ou en partie aux conditions de son adjudication le syndic en exercice de ladite communauté sera autorisé à mettre des ouvriers aux frais et dépens dudit adjudicataire.

(32) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 23 septembre 1773 (A.M.M. C 435).

manière la plus utile les travaux de l'agriculture et ceux des corvées relatives à la construction et à l'entretien des routes avaient eu tout le succès que nous nous en étions promis et le grand nombre des traités passés en conséquence et que nous avons approuvés ne nous ont pas permis de douter que les communautés ne sentissent elles-mêmes tous les avantages qui résultaient de la liberté que nous leur avons accordée et que cette manière de remplir la partie du service, dont elles sont chargées, ne fut la moins onéreuse pour elles comme elle était la plus avantageuse à la construction et à l'entretien des routes ».

La communauté décide, s'il y a lieu ou non, à traiter dans une assemblée générale que les officiers municipaux ou syndics convoquent quinze jours avant l'ouverture des travaux. Les laboureurs y sont entendus et consultés de préférence aux manœuvres. Cette faculté leur est accordée spécialement en faveur de la culture des terres.

La nomination des députés et le rôle de ceux-ci restent inchangés. Le traité ne peut avoir lieu que pour trois ans au plus pour les ouvrages d'entretien. Les entrepreneurs de ces ouvrages sont toujours choisis parmi les habitants des communautés voisines. Un même entrepreneur ne peut se charger de plus de deux mille quatre cents toises de France de chaussées à entretenir à moins qu la portion d'une communauté ne soit plus considérable.

A l'égard des ouvrages de construction des routes, plusieurs communautés ne peuvent traiter avec le même entrepreneur que si ces ouvrages ont pour objet la même route. Le sous-ingénieur, à qui le traité est remis dès sa conclusion, rend compte à l'intendant, à l'effet de savoir si le prix est proportionné à la nature des ouvrages, aux prix des journées et des voitures du canton, à la distance des matériaux et autres considérations locales. Selon le cas, l'intendant approuve ou réduit le traité.

Les entrepreneurs et les syndics ne peuvent donner aucune exécution aux traités soit directement, soit indirectement avant l'approbation de l'intendant.

Après la réception des travaux, l'intendant, sur le vu du certificat dressé par le sous-ingénieur, expédie aux entrepreneurs les ordonnances de paiement sur les deniers destinés à cet effet. Le financement des travaux est effectué sur les deniers provenant

de la caisse des bois et des reliquats des comptes des anciens syndics. En cas d'insuffisance de ces fonds, l'intendant autorise les communautés à donner à loyer une portion de leurs pâquis communaux, usuaires, terres, prés, fruits champêtres. A défaut de ces ressources, l'imposition en est ordonnée par l'intendant sur tous les contribuables au rôle des ponts et chaussées et au marc la livre de ladite imposition.

Il est interdit aux officiers municipaux et aux syndics de communautés de traiter en gros. Ils doivent traiter à la toise et non moyennant une certaine somme à payer par chaque habitant et par égale portion. Les syndics et officiers municipaux sont chargés de veiller à l'exécution des clauses du traité, toute contrainte rendue par eux doit être validée par l'intendant.

§ 4. — L'ORDONNANCE DU 3 AVRIL 1777

Quatre ans plus tard, l'intendant rend une nouvelle ordonnance concernant l'exécution des travaux de corvées par un entrepreneur.

Cette ordonnance (33) a pour cause le rétablissement des corvées en France par une déclaration du roi du 11 août 1766 (34). La plupart des provinces françaises étant appauvries au point de ne pouvoir supporter la conversion de la corvée en une imposition spéciale, le gouvernement de Versailles préfère revenir à l'ancien système, mais la généralité de Lorraine peut choisir entre les deux procédés.

Désormais, le mandement qui fixe chaque année la tâche de chaque communauté, ainsi que la nature et la quantité des ouvrages, est lu par le syndic le premier dimanche ou jour de fête qui suit sa réception, à l'issue de la messe paroissiale.

Le nombre des députés pour reconnaître la quantité et la nature de l'ouvrage est fixé à quatre.

Les communautés restent garantes et responsables des entrepreneurs avec lesquels elles ont traité tant pour la perfection des ouvrages que pour le temps de leur exécution, si dans la huitaine

(33) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 893. (Les corvées ont été supprimées en France par l'édit de 1775 et rétablies par une déclaration de 1776, voir procès-verbaux de l'assemblée provinciale, p. 219).

(34) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 613.

après l'approbation du traité, les entrepreneurs négligent d'y satisfaire, il est dressé par le syndic ou l'officier de l'hôtel de ville chargé de diriger les travaux de corvées, un procès-verbal sur lequel il est pourvu par l'intendant à la perfection de l'ouvrage.

Pour faciliter la réception de ceux-ci, il est envoyé à la communauté, avant l'expiration du délai fixé pour l'exécution, un avertissement qui indique le jour et l'heure où le conducteur fera le toisé et la réception en présence du syndic, des députés de la communauté et de l'entrepreneur qui doivent tous signer le procès-verbal de réception.

Ce procès-verbal est visé par le sous-ingénieur qui y joint un certificat constatant que les ouvrages sont bien et dûment faits, le tout est remis par l'ingénieur en chef à l'intendant. Celui-ci, comme sous l'empire des précédentes ordonnances, expédie les ordonnances de paiement au vu de ces pièces.

Si lors de la réception, les travaux ne sont pas parfaits, le sous-ingénieur dresse un procès-verbal sur le vu duquel l'intendant ordonne à l'entrepreneur et à sa caution de faire, en un bref délai, les ouvrages nécessaires pour la perfection de l'entreprise. Passé ce délai, l'intendant met des ouvriers à leurs frais sur les ateliers et, suivant l'exigence des cas, les entrepreneurs, sur ordonnance de l'intendant, peuvent être condamnés à une amende.

Un système de réception provisoire est institué : lorsque l'ouvrage est considérable, sur ordonnance de l'intendant, il est payé moitié du prix lorsque l'ouvrage est fait aux trois quarts, l'autre moitié étant payée à la réception définitive.

En aucun cas, les syndics ne peuvent donner d'acompte aux entrepreneurs à peine d'en répondre sur leurs biens personnels. Les ordonnances de l'intendant doivent être quittancées par les entrepreneurs et demeurent entre les mains des syndics pour leur servir de décharge.

Lorsque la communauté décide de faire l'ouvrage par elle-même et, à défaut, par elle de le faire immédiatement à l'époque fixée par le mandement de l'intendant après la distribution qui lui en a été faite, le subdélégué, sur le vu d'un procès-verbal dressé par le sous-ingénieur, procède, après affichage et

publications, à l'adjudication au rabais de la tâche imposée. Le syndic de la communauté est tenu d'assister à cette adjudication qui est toujours approuvée par l'intendant.

§ 5. — APPLICATION DE L'ORDONNANCE DE 1777

Pour accélérer le service et éviter l'encombrement des bureaux, Lecreulx, ingénieur en chef, ordonne à ses inspecteurs de se mettre en rapport direct avec les subdélégués pour les adjudications d'ouvrages en cas de défaillance des communautés, ces deux fonctionnaires devant se mettre d'accord pour fixer les dates d'adjudication (35).

L'intendant précise que, lorsqu'il a été dressé un procès-verbal itératif de l'inaction des communautés, il ne doit leur être accordé aucun délai, l'adjudication devant être exécutée immédiatement. Le seul cas, où l'on puisse accorder un délai en accord avec l'inspecteur, étant lorsque les procès-verbaux, en l'absence des syndics de communautés, auront été dressés par défaut sans avertissement, ni délai préalable (36).

La Lorraine a une situation privilégiée par rapport aux autres généralités, puisque les communautés ont le choix entre deux systèmes. D'après l'ingénieur en chef Lecreulx, l'ordonnance de 1777 conforme à l'esprit de l'instruction et avantageusement modifiée pour la province « paraît réussir dans tous les pays ». Il faut remarquer cependant, d'après une réponse de de la Galaizière à une circulaire de Necker, du 8 septembre 1777, que sur deux mille quatre cents communautés, deux cent quarante seulement optaient pour l'imposition en argent.

C'est alors qu'on rend, pour tout le royaume, l'arrêt du conseil du 6 novembre 1786 par lequel le roi de France, en ôtant aux communautés la faculté de choix, ordonne la conversion de la corvée en une prestation pécuniaire, mais seulement à titre d'essai pour trois ans.

Un second arrêt du 19 février 1787, en application de celui du 6 novembre, ordonne pour 1787 l'imposition sur toutes les communautés des deux duchés d'un sixième du montant de la

(35) Lettre de Lecreulx à Montigny du 19 octobre 1777 (A.M.M. C 435).

(36) Lettre de Lecreulx à Montigny du 19 octobre 1777 (A.M.M. C 435).

subvention et des impositions accessoires pour servir à l'entretien des routes de la généralité conformément à l'arrêt du 6 novembre. Une instruction imprimée fixe, dans le plus grand détail, la manière d'exécuter ces deux arrêts pour faire marcher du même pas l'imposition et le travail (37).

C'est cette instruction qui est la règle des opérations faites par l'intendant ou son autorité, tant pour lever le sixième des impositions roturières (dont le montant est de 466.300 livres) que pour faire adjudger autant de parties de routes que cette somme pouvait en entretenir. C'est alors qu'au milieu des plaintes de la province qu'est promulguée la déclaration du 27 juin 1787.

SECTION IV

La déclaration royale de 1787 et la commission intermédiaire

Une déclaration royale du 27 juin 1787 supprime définitivement, pour toute la France et la Lorraine, en particulier, l'impôt de la corvée en nature. Elle fait suite à l'essai annoncé pour trois ans de la conversion de la corvée en une prestation en deniers. On doit bien distinguer cette conversion de la corvée du rachat qui était possible antérieurement sous l'autorisation de l'intendant aux termes des dispositions de 1777. Désormais, les communautés n'ont plus le choix : elles doivent s'imposer en argent.

§ 1. — RÉPARTITION DE L'IMPOSITION

Un arrêt du conseil d'Etat fixe pour les duchés l'imposition représentative de la corvée à la somme de 465.625 livres 18 sols 7 deniers (38).

Les archives de Meurthe-et-Moselle contiennent les rôles de répartition de cette imposition arrêtés par l'intendant. En gros, on peut fixer la quotité de ce nouvel impôt au sixième des impositions roturières.

(37) Procès-verbaux de l'assemblée provinciale, p. 220.

(38) A.M.M. C 543.

Chaque état de répartition est vérifié et arrêté par le subdélégué compétent en vertu d'une ordonnance de l'intendant (39).

A partir de 1788, la contribution de chaque communauté est fixée par la commission intermédiaire, la répartition entre contribuables faite par l'assemblée de district et le bureau intermédiaire, l'intendant se bornant à rendre le rôle exécutoire (40). Si ce travail n'est pas exécuté pour le 15 octobre de chaque année, l'intendant effectue lui-même la répartition sans avoir à faire de sommation préalable à la commission intermédiaire (41).

§ 2. — LES ADJUDICATIONS ET LE PROBLÈME POSÉ
PAR LA CRÉATION DE L'ASSEMBLÉE PROVINCIALE

Les adjudications des travaux de corvée sont faites par l'administration de l'intendance à la différence de ce qui s'opère sous le système de l'option. Un membre de l'assemblée provinciale s'explique ainsi sur cette question : « La plupart des communautés ont opté de faire par elles-mêmes leurs corvées ; d'autres, surtout celles des villes et bourgs, ont traité des leurs à prix d'argent. Celles-ci n'ont pris ce parti que parce qu'elles avaient confiance en leurs officiers et députés qui, pour y répondre dignement, pour éviter les reproches de leurs concitoyens et pour leur propre intérêt, prenaient toutes les précautions que la prudence leur suggérait. Il n'en a pas été ainsi en la présente année : ce sont les subdélégués et les sous-ingénieurs qui ont fait les adjudications. Il est permis de dire que les communautés ne peuvent avoir autant de confiance en eux qu'elles en avaient en leurs députés et réciproquement que les subdélégués et les sous-

(39) Rôle de répartition de la communauté de Bréménil, année 1787 (A.M.M. C 122).

(40) Lettre de la Commission intermédiaire au Bureau intermédiaire de Lunéville du 20 juin 1789 (A.M.M. C 122). Voir également arrêt du Conseil d'état du 8 mai 1789 (A.M.M. C 111) : « Les rôles de répartition visés par le bureau intermédiaire des assemblées de district seront adressés par les procureurs syndics desdits bureaux aux procureurs syndics provinciaux lesquels les feront parvenir sans délai après qu'ils auront été visés par la commission intermédiaire provinciale au sieur intendant et commissaire départi en ladite province pour être par lui rendus exécutoires, de chacun desquels rôles un double restera déposé dans les bureaux dudit sieur intendant, lesdits rôles seront recouvrés par les collecteurs ordinaires des impositions de chaque ville ou communauté et les deniers provenant dudit recouvrement versés par lesdits collecteurs à la déduction de quatre deniers par livre de taxation conformément à l'arrêt du Conseil du 13 avril 1788 ».

(41) Règlement du 5 août 1787 concernant les assemblées provinciales.

ingénieurs n'ont pas eu les mêmes motifs que les députés des communautés pour s'efforcer à mériter leur confiance. Les années précédentes, toute personne solvable était admise à traiter avec les communautés. Ce grand concours produisait naturellement le plus grand rabais sur les prix ; en la présente année (1787), il fallait un bon de l'ingénieur en chef ou des sous-ingénieurs pour être admis à enchérir, ce qui a produit un effet contraire (42).

La question se pose alors, par suite de la présence de la commission intermédiaire, du sort des adjudications faites par l'intendant sous le régime ancien et valables pour trois ans. L'assemblée provinciale discute de la question : faut-il demander la nullité de quelques-unes de ces adjudications qu'on soutient être infectées de quelques vices particuliers ? D'après le plan que nous devons proposer de considérer comme non avenues toutes les adjudications en général, il est sensible que, si l'on en attaquait quelques-unes en particulier, ce ne pourrait être que pour les faire annuler pour la présente année (1787), mais les fonctions de cette assemblée, pour ce qui concerne les travaux publics ne commençant qu'au 1^{er} janvier 1788, toutes les opérations antérieures ne la regardent pas. Ce n'est pas à elle à punir les négligences, les omissions et même les fautes les plus graves, s'il y en avait eu de commises avant son administration, ce que nous ne pensons pas. Attaquera-t-on la totalité des adjudications de l'entretien des routes par une réclamation générale ? On peut se dispenser d'entrer dans l'examen de toutes ces adjudications faites, en mai dernier, pour trois années. L'édit de création de cette assemblée provinciale du mois de juin, la déclaration du 27 du même mois, qui convertit les corvées en une prestation en deniers, et le règlement du 3 novembre que M. le Commissaire du roi nous a apporté à l'assemblée générale concourent à établir que toutes ces adjudications ont été considérées par le roi comme non-avenues en ce qui concerne les années 1788 et 1789, puisque Sa Majesté nous accorde, à commencer du 1^{er} janvier prochain, la connaissance de tout ce qui concerne la confection et l'entretien des grandes routes (43). Il est encore à remarquer que ce

(42) Rapport de Vosgien à l'assemblée provinciale du 27 novembre 1787 (Procès-verbaux des séances de l'assemblée provinciale, p. 202).

(43) Procès-verbal des séances de l'assemblée provinciale, p. 205.

règlement du 3 courant porte que Sa Majesté fera connaître ses intentions pour 1789, ce qui annonce un nouveau règlement et, en même temps, que les adjudications dont il s'agit ne subsisteront pas pour cette dernière année 1789, ce qui est une raison de plus pour faire penser qu'elles ne peuvent avoir lieu, pour 1788, puisque la régie et l'administration de ces routes sont formellement confiées à cette époque à l'assemblée provinciale.

De son côté, M. Coster, syndic général de l'assemblée provinciale, fait un rapport dans le même sens : « L'instruction du 3 novembre que Monsieur le commissaire du roi est venu vous apporter vous trace une route bien simple. Vous n'avez, ce me semble, ni demandes à former, ni démarches à faire, il s'agit ici d'une résiliation légale qui paraît prononcée par la loi même dans laquelle nous trouvons notre institution et par les instructions qui nous ont été données pour règles de conduite. Lisons le préambule de la déclaration du 27 juin, l'essai pour trois ans, établi par l'arrêt du 9 novembre, est devenu inutile, il ne peut plus rester le moindre doute, le nouveau régime a droit à la préférence, il a réuni les suffrages des notables du royaume, il est le vœu général de la nation, les assemblées provinciales vont, dès leurs premières séances, proposer les mesures qui leur paraîtront les plus avantageuses, tant pour la confection et les réparations de routes que pour la force et le montant de l'imposition qui sera nécessaire d'y affecter. Voilà la tâche que nous remplissons, la prestation du sixième suivant l'article 2 ne doit plus avoir lieu que, jusqu'au 1^{er} janvier 1788, à cette époque commencera le nouvel ordre que l'assemblée aura à proposer et qui aura obtenu l'autorisation de Sa Majesté, voilà le sens, voilà le texte de la déclaration du 27 juin et puisque le parlement, dans son enregistrement, suppose, dès le 1^{er} janvier 1788, de nouvelles lettres patentes pour autoriser la levée de la prestation seulement après que sa nécessité aura été reconnue, il est impossible que les opérations faites en vertu de l'arrêt du 6 novembre survivent à cet arrêt, elles cèdent comme lui à l'autorité de la déclaration du juge que désormais tout essai est inutile et qu'il faut un régime définitif. Nous ignorons et nous devons ignorer tout ce qui sera passé jusqu'au 1^{er} janvier 1788, c'est là seulement que commencent vos pouvoirs et les adjudicataires qui se présenteraient, vous pouvez les renvoyer au régime

avec lequel ils ont traité. Le conseil du roi s'est chargé lui-même de liquider, de libérer tout ce qui est antérieur. Il sera par nous pourvu dit l'article 3 de la déclaration à tout ce qui pourra avoir rapport à la confection et entretien des routes jusqu'au 1^{er} janvier 1788. Cette clause générale absolue emporte avec elle la nécessité de délivrer au 1^{er} janvier 1788 à l'assemblée provinciale cette partie de l'administration libre de toute entrave.

Ce sont les instructions qui nous ont été apportées par Monsieur le commissaire du roi qui achèvent de répandre le plus grand jour sur cette affaire, elles sont loin de supporter les adjudications subsistantes, elles les regardent tellement comme non-avenues pour les années 1788 et 1789 que, sans en faire aucune mention elles nous tracent dans quatorze articles ce que nous avons à faire pour les adjudications de 1788 ».

Un rapport de l'ingénieur en chef de Lorraine nous donne un aperçu de la situation telle qu'elle se présente aux membres de la commission intermédiaire (44) :

« Le roi vient d'abolir la corvée et de lui substituer une prestation en argent. Dès 1787, on a levé, sur les deux duchés, le sixième des impositions roturières, ce sixième s'est élevé à près de 465.000 livres, les adjudications ont été faites par les ordres de M. l'Intendant, on les a bornées à l'entretien de trois cent cinquante ouvrages neufs pour la somme de 440.956 livres. On a construit quante trois lieues. Elles se sont montées à la somme de 440.956 livres. On a construit, en outre, des ouvrages neufs pour la somme de 27.891 livres. A la fin de l'année, les officiers des ponts et chaussées procédèrent à la réception des ouvrages et, le 31 décembre, ils arrêterent leurs procès-verbaux. Il en résultait que plusieurs adjudicataires, qui n'avaient pas rempli les conditions de leurs marchés, devaient supporter des réductions considérables M. l'Intendant crut devoir leur permettre de travailler jusqu'au 1^{er} avril à la perfection de leurs ouvrages, cette opération a donné lieu à une nouvelle réception.

En créant les assemblées provinciales, le roi a confié l'administration des routes et la nôtre a donné à cet objet intéressant le degré d'attention qu'il méritait par son importance. Les adju-

(44) A.M.M. C 107.

dications faites en 1787 devaient durer pendant trois ans. C'était abandonner pour trois années l'entretien de presque la moitié de nos routes, c'était y renoncer pour toujours. L'assemblée a été frappée de l'étendue d'un tel sacrifice, elle a cherché les moyens de conserver les ouvrages jugés nécessaires lors de leur construction et qui avaient coûté des sommes immenses à la province. Elle a pensé que les circonstances et les conditions des devis avaient rendu ces marchés beaucoup trop favorables aux adjudicataires. Le nouveau régime lui a paru l'autoriser à prononcer la rescision de ces traités et l'arrêt du conseil du 13 avril 1788 a confirmé cette décision. Avant de se séparer, l'assemblée provinciale a laissé à la commission intermédiaire une instruction qui réglait les principales conditions des nouvelles adjudications.

Nos devis furent adressés à M. de la Millière et approuvés par le conseil, mais pour adjuger, nous fûmes forcés d'attendre l'établissement de nos assemblées de district. Aussitôt qu'elles furent en activité, nous leur fîmes parvenir les détails estimatifs et les devis des ateliers de leurs arrondissements. Elles se livrèrent à cette tâche avec une ardeur que nous ne pourrions que trop louer. Nous avons plus de deux mille adjudicataires ; dans un si grand nombre, il s'en trouve nécessairement qui ne remplissent pas ou qui remplissent mal les conditions de leurs traités. Le moyen d'y remédier est d'adjuger de nouveau à la folle mise des premiers preneurs. Dans notre état actuel, ce moyen si simple est inapplicable, il faut que le bureau intermédiaire nous fasse parvenir sa plainte, nous-mêmes nous devons l'adresser à M. l'Intendant. Ce magistrat rend son ordonnance que nous faisons passer au district ; pendant cette circulation inutile, le temps propre à la fournituer des matières et à leur emploi s'écoule et la chaussée reste sans entretien. »

§ 3. — DIFFICULTÉS D'APPLICATION

L'intrusion dans l'ancienne forme d'administration de ce nouveau rouage qu'est l'assemblée provinciale et son émanation, la commissoin intermédiaire provoque de nombreuses difficultés, la plupart relatives au recouvrement des sommes dues au titre de l'imposition représentative de la corvée.

Dans le but de faciliter cette perception, l'intendant décide, lors de l'exercice 1788, que le recouvrement des sommes ne se

ferait qu'au fur et à mesure de la délivrance des ordonnances de paiement, le receveur général devant faire l'avance des fonds aux entrepreneurs (45).

L'année 1788 ayant été désastreuse, la commission intermédiaire, pour éviter une surcharge des impositions, accorde un délai aux entrepreneurs pour les fournitures à faire aux termes des procès-verbaux d'adjudication : les communautés n'étant pas obligées de payer la prestation représentative immédiatement (46).

Lorsqu'elle entre en fonction, c'est la commission intermédiaire qui délivre les mandats de paiement à la place de l'intendant, mais la pénurie des fonds, à la veille de la Révolution, lui fait suivre la même politique que celui-ci, en ce sens qu'on ne respecte pas la destination des fonds. En 1789, les députés de la commission intermédiaire font des emprunts sur les deniers de la prestation pour subvenir aux frais d'entretien des ouvrages d'art (47).

(45) Lettre de de la Porte à Lasnière du 27 septembre 1787 (A.M.M. C 438) : « Il a été décidé que les communautés de mon département ne paieraient leur contingent à la prestation représentative des corvées qu'à mesure que MM. les receveurs particuliers des finances deviendraient porteurs des ordonnances que j'expédierai au profit des entrepreneurs et dont ceux-ci auront reçu le montant du receveur général qui doit en faire l'avance, MM. les receveurs particuliers demandent qu'on leur donne des facilités pour faire prévenir les communautés qui auront à leur rembourser les sommes payées aux entrepreneurs et je suis convenu avec eux que vous les aideriez en tout ce qui dépendrait de vous. Vous voudrez bien, en conséquence, vous charger de faire parvenir aux collecteurs les avertissements que les receveurs vous adresseront afin qu'ils se rendent le plus tôt possible à la recette pour y verser le montant de leur contribution. Je vous prie au surplus de veiller attentivement à ce qu'il ne soit point usé de rigueur vis-à-vis des contribuables et de m'informer des contraintes qu'on aurait décerner afin que je puisse vérifier si le retard dans les paiements est l'effet de la mauvaise volonté ou de l'impuissance à trouver le montant de leur contingent ».

(46) Lettre de la C. I. au Bureau intermédiaire de Lunéville du 17 septembre 1789 (A.M.M. C 122).

(47) Lettre de la C. I. au Bureau intermédiaire de Lunéville du 28 février 1789 (A.M.M. C 122) : « Ces emprunts, nous les faisons et devons les faire avec la plus extrême circonspection pour en opérer le remboursement ».

CHAPITRE IV

Les questions annexes à l'entretien des ponts et chaussées

Nous étudierons successivement les extractions de matériaux, les expropriations, les servitudes d'alignement et d'urbanisme et les pouvoirs de l'intendant en matière de roulage et circulation sur les routes.

SECTION I

Les extractions de matériaux

Ce problème est aussi ancien que celui de la construction des chemins, mais en France, c'est surtout dans la deuxième moitié du XVI^e siècle qu'il fait l'objet d'une réglementation légale au moment de l'extension des grandes voies de communication.

La première ordonnance en cette matière date de Henri II (15 février 1566). Son texte est introuvable, mais nous savons que, d'après cette ordonnance, l'entrepreneur de la route d'Orléans à Arthenay est autorisé à prendre les matériaux nécessaires à ses ouvrages dans les fonds des particuliers, gens d'église, nobles ou roturiers (1). L'esprit de cette ordonnance se retrouve dans les textes postérieurs : deux arrêts du conseil du roi du 3 octobre 1667 et 3 décembre 1672, un arrêt du conseil du 22 juin 1706, un autre du 7 septembre 1755 et le dernier du 20 mars 1780.

(1) Alfred DOUSSAUD : *Des extractions de matériaux et des occupations temporaires*, Paris, 1892, p. 10. Voir également, Henri CAVAILLÈS : *La route française, son histoire, sa fonction*, Paris, 1946. VIGNON : *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1860-1880, en quatre volumes.

En Lorraine, on ne semble pas avoir aperçu l'importance du problème puisque le premier texte en cette matière est un arrêt du conseil royal des finances et commerce du 25 octobre 1755 (2), texte qu'il convient de rapprocher de l'arrêt du conseil du roi du 7 septembre 1755 cité plus haut, dont il reproduit des passages entiers. Le préambule de cet arrêt, d'ailleurs, leur semble confirmer l'absence de dispositions légales en Lorraine avant 1755 : « Le roi étant informé que les entrepreneurs d'ouvrages pour les ponts et chaussées, ainsi que les préposés à ceux qui s'y font par corvées, sont quelquefois troublés par les propriétaires des fonds sur lesquels ils sont obligés de les prendre ou même par les seigneurs directs ou justiciers. Sa Majesté voulant prévenir l'inconvénient ci-dessus... »

Aux termes de cet arrêt, les entrepreneurs des ponts et chaussées et préposés aux travaux peuvent prendre la pierre, le grès, le sable et autres matériaux pour l'exécution des ouvrages dont ils sont adjudicataires ou chargés dans tous les lieux qui leur sont indiqués par les devis, adjudications et états de ces ouvrages. Seuls doivent être respectés les lieux fermés de murs ou autres clôtures équivalentes. Si les matériaux ne sont pas propres à l'usage prévu, les ingénieurs peuvent demander à l'intendant l'autorisation d'en prendre en d'autres lieux plus convenables.

L'intendant est chargé du contentieux de l'extraction des matériaux. Il doit notamment veiller à ce que les entrepreneurs n'utilisent pas les matériaux à des fins privées, à ce qu'on n'en prenne pas dans les bois du roi ou des gens de main-morte, sauf nécessité absolue et après accord avec les officiers des maîtrises des eaux et forêts.

Les propriétaires sont indemnisés du préjudice subi, tant pour la fouille que pour les dégâts auxquels l'enlèvement peut donner lieu sur les fonds des ponts et chaussées suivant estimation de l'ingénieur. Le règlement de l'indemnité s'effectue sur état visé de l'intendant. En cas de désaccord, l'arrêt prévoit la nomination de trois experts. Devant le silence du texte, on peut présumer qu'ces experts sont nommés par l'intendant. Nous n'avons pas trouvé trace de décision en la matière.

(2) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 225

Les matériaux, destinés à la confection des ouvrages, sont exempts de tous droits de traite, entrée et sortie, domaine, octrois, péages et pontonages. A cet effet, les entrepreneurs doivent montrer les certificats de destination à tous les agents fiscaux, certificats qui sont dressés par l'ingénieur des ponts et chaussées et visés par le commissaire départi.

Nous n'avons pas trouvé de réclamations de particuliers. Il semble que les difficultés aient été réglées amiablement sur place, opinion d'autant plus vraisemblable qu'il n'est plus question, dans les textes légaux, de cette question d'extraction de matériaux avant l'ordonnance de l'intendant du 3 avril 1777 (3), c'est-à-dire vingt deux ans plus tard, cette ordonnance ne faisant que rappeler dans un de ses derniers articles que les dispositions antérieures.

SECTION II

Les expropriations

L'Ancien Régime ne connaît pas l'expropriation pour cause d'utilité publique telle que cette institution fonctionne actuellement. D'après un mémoire non daté (4), en France, quand il n'y a pas de vieux chemins à distribuer, on ne donne pas de terrain communal comme on le fait en Lorraine, parce que, dans la plus grande partie des provinces, les communautés n'ont aucune propriété communale, mais il est d'usage de payer aux propriétaires qui ont fourni du terrain pour une route, la valeur des bois, prés, jardins et maisons, d'après une valeur comparative d'objets semblables.

L'auteur de ce mémoire est cependant en contradiction avec Calonne. En effet, ce dernier, dans une lettre à de la Porte du 14 janvier 1784 (5), demande des renseignements à ce sujet : « Je viens de me faire rendre compte, monsieur, de l'usage observé, jusqu'à présent, dans les différentes provinces du royaume relativement aux indemnités dues pour les terrains que

(3) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 893.

(4) Mémoire sur les indemnités à accorder aux propriétaires des terrains compris dans les nouvelles routes avec des observations sur la lettre de M. François, de Neufchâteau (A.M.M. C 116).

(5) A.M.M. C 116.

l'ouverture des grandes routes met dans le cas de prendre. J'ai reconnu qu'il avait été établi pour cet objet des impositions dans quelques généralités, que dans d'autres, ces indemnités étaient acquittées sur les fonds libres de la capitation, enfin que dans le plus grand nombre, il n'y avait aucun fonds qui fut destiné à cet objet et qu'en conséquence, les propriétaires de ces généralités n'étaient pas indemnisés. J'ai reconnu également que le gouvernement s'était occupé des moyens de remédier aux inconvénients et à l'injustice qui résultaient de cette variété, mais que différentes circonstances s'étaient opposées, jusqu'à présent, à ce qu'il fut pris un parti définitif... J'ai cru devoir vous prier de me procurer divers éclaircissements qui me paraissent indispensables... »

La réponse de l'intendant de la Porte, datée du 6 février 1784, est faite sous forme de mémoire :

« Pendant le règne de Léopold, il n'y eut aucune indemnité d'expropriation. Cependant, Léopold, par une ordonnance du 6 septembre 1725, décida qu'on délivrerait aux particuliers, en place des terrains qui seraient compris dans les nouvelles chaussées, une pareille quantité à prendre dans les anciens chemins abandonnés ; dans le cas où ces derniers ne suffisaient pas pour remplacer les terrains compris dans les chaussées, il y était suppléé en prenant le remplaçant dans les usaires et pâquis des communautés ».

De la Galaizière s'occupa, en 1769, du soin de pourvoir aux indemnités en chargeant le sous-ingénieur, lorsqu'on ouvrirait une nouvelle route, de constater l'étendue et la valeur qu'on serait obligé de prendre pour la construire. D'après de la Porte, de la Galaizière se borne à cette précaution et ne fait assigner aucun fonds pour payer les indemnités qui sont constatées.

Ce n'est qu'en 1782 que de la Porte, frappé de la multitude des demandes en indemnités, expose la situation de son département à de la Millière et lui propose de faire augmenter les fonds destinés au paiement des ouvrages des ponts et chaussées en Lorraine et d'appliquer cette augmentation au paiement des indemnités ou, si cette augmentation n'est pas possible, de distraire annuellement des fonds successivement. En effet, il n'existe, en Lorraine, aucune imposition dont le produit est destiné au paiement des indemnités. En supposant que le gouvernement en

ordonne une, elle ne peut avoir pour base la taille ou la capitation, cette dernière n'ayant pas lieu en Lorraine et la première étant représentée par la subvention (6). D'après de la Porte, il est dangereux et même injuste de prendre cette imposition pour base de la nouvelle parce que le nombre de personnes qui en sont exemptes est considérable et qu'alors la classe malheureuse, celle qui a le moins de propriété, serait encore celle qui serait la plus grevée par ce nouvel impôt : « Il semble que la base la moins sujette à inconvénient soit celle des vingtièmes, cette imposition frappe directement les propriétaires qui profitent de la quantité des communications, il y a une classe mitoyenne sur laquelle elle n'a peu ou point de prise : celle des commerçants, qui a le plus grand intérêt à la facilité des communications. La grande perfection serait, ce me semble, de combiner cette imposition de manière qu'elle tombât en même temps sur les commerçants en faisant payer aux voituriers sur les routes un droit quelconque, comme cela se pratique en Allemagne ».

Finalement, le contrôleur général se décide à allouer aux expropriés une somme annuelle de 10.000 livres pour éteindre progressivement les indemnités dues (7). Il faut remarquer que cette indemnité ne concerne que les portions de terrains qui n'ont pu être compensées par l'attribution des portions des anciens

(6) Le problème du paiement des indemnités se posant pour tout le royaume, un arrêt du Conseil d'état du roi, du 20 avril 1783 (*Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 258) règle les formalités à respecter pour la construction de nouvelles communications qui sont jugées nécessaires et utiles pour la facilité du transport des denrées et marchandises à l'intérieur des provinces : « ...Article 2. — Les ingénieurs des ponts et chaussées ne pourront ouvrir aucune nouvelle route que l'alignement qui en aura été approuvé sur le plan de l'avis de l'intendant de la province n'ait été préalablement tracé par des piquets buttés en terres ou autres indications suffisantes pour que les communautés qui seront dans le cas d'y travailler, ainsi que les propriétaires ne puissent en prétendre cause d'ignorance. Article 3. — Les ingénieurs auront soin de placer lesdits piquets ou marques indicatives de l'alignement de manière qu'ils ne puissent nuire à la culture et de faire mention dans leurs rapports de l'époque à laquelle lesdits piquets auront été plantés. Fait Sa Majesté très expresses défenses à toutes personnes d'arracher ou déplacer lesdits piquets et autres marques à peine de punition. Article 4. — Les routes qui auront été tracées, ainsi qu'il est ci-dessus ordonné ne pourront être ouvertes que six mois après la plantation desdits piquets et dans le cas où il surviendrait pendant ledit délai quelques représentations soit sur la confection de la route, soit sur sa direction, il y sera fait droit par Sa Majesté sur l'avis du sieur intendant et commissaire départi qu'il appartiendra ».

(7) Lettre de l'intendant à Lecreux du 24 mars 1783 (A.M.M. C116) : « Par une lettre du 3 de ce mois, monsieur, je vous ai prévenu que le ministre m'avait autorisé à employer annuellement sur les fonds destinés aux dépenses des ponts et chaussées de mon département une somme de 10.000 livres pour acquitter successivement les indemnités qui sont dues depuis longtemps aux propriétaires des terrains qui ont servi à la confection des routes ».

chemins (8). Enfin, par le procès-verbal du 26 novembre 1787, l'assemblée provinciale approuve un mémoire demandant le paiement prochain ou des assignations certaines pour la somme de 129.000 livres restant due par le département des ponts et chaussées, pour indemnités reconnues et liquidées à différents propriétaires dont les maisons, les prés ou les vignes ont été pris pour les routes ouvertes depuis un certain nombre d'années (9).

SECTION III

Les servitudes d'alignement et l'urbanisme

Le premier texte concernant les questions d'alignement et d'urbanisme date du 30 décembre 1751. C'est un arrêt du conseil des finances et commerce concernant l'uniformité des façades des maisons, à mesure que les propriétaires auront à les rétablir. L'intendant est chargé de l'exécution et du respect de cet arrêt (10). A cet effet, il a la connaissance et juridiction de toutes les affaires concernant ces questions à l'exclusion de tous autres juges. Nous avons trouvé, aux archives de Meurthe-et-Moselle, une seule requête relative à l'urbanisme. Le nommé Jean Vanier est propriétaire de l'hôtel d'Heudicourt, entre la rue des Maréchaux à Nancy et la rue des Comptes. Cet hôtel est état de délabrement. Pour le reconstruire, il a soumis les plans à Lecreulx, ingénieur en chef des ponts et chaussées. Celui-ci ne lui a accordé le permis de construire qu'à la condition de se retirer de cinq pieds. Jean Vanier adresse une requête à l'intendant pour obtenir

(8) Aux archives de Meurthe-et-Moselle figure un détail concernant un terrain pris pour la construction de la nouvelle route de Nancy à Champigneulle (A.M.M. C 116). La formule finale démontre le mécanisme du règlement des indemnités : « Vu le présent état, nous l'avons approuvé pour être exécuté selon sa forme et teneur, autorisons en conséquence les particuliers prénommés à se mettre en possession des portions de l'ancien chemin dont il est question qui leur sont adjugées pour en jouir en toute propriété, nous réservant de pourvoir à l'indemnité en argent qui leur restera due lorsque les fonds le permettront. Fait à Nancy, le 25 janvier 1783 (signé) de la Porte.

(9) Procès-verbal de l'assemblée provinciale du 26 novembre 1787, p. 191.

(10) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VIII, p. 331. Voir également : arrêt du Conseil d'état concernant divers arrangements relatifs à l'agrandissement et à l'embellissement de la ville de Nancy, du 19 juin 1784. L'intendant est chargé de l'exécution de cet arrêt. A cet effet, il prend une ordonnance d'exécution le 28 août 1784 (A.M.M. C 181). *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 119 ; t. XV, p. 504 et 516.

une indemnité. Celui-ci, avant de statuer, communique le dossier aux officiers de l'hôtel de ville pour obtenir leur avis (11).

A Domrémy-la-Pucelle, en 1776, plusieurs habitants adressent une même requête à l'intendant pour obtenir des indemnités à cause de leurs maisons frappées d'alignement et des fondations nouvelles qu'ils ont été obligés de construire (12).

En fait, il semble que l'on ait confondu au XVIII^e siècle expropriation, urbanisme et servitude d'alignement. Ceci est confirmé par l'ordonnance du 3 avril 1777 qui traite ces questions dans ses articles 16 et 17 sans faire de distinction (13) : « Lorsqu'il sera question d'ouvrir de nouvelles routes ou de redresser quelques parties anciennes, les propriétaires riverains seront tenus d'abattre et enlever les arbres et les haies vives qui se trouveront dans les alignements qui seront tracés par les sous-ingénieurs conformément aux plans qui auront été arrêtés au conseil. Il ne sera construit aucun édifice ou mur à neuf qu'à charge par lesdits propriétaires de se conformer auxdits alignements. Leur défendons pareillement de faire aucune anticipation sur les anciennes routes, ni de faire aucun changement dans la direction des édifices qui y sont situés, qu'au préalable ils n'aient été, par nous, approuvés à peine de démolition desdits ouvrages. Défendons pareillement à tous riverains et autres de déposer sur les grandes routes des bois, pierres, fumiers et d'y causer aucun embarras qui puissent intercepter le passage sous peine d'amende.

Les propriétaires des maisons, situées dans les villages traversés par les grandes routes, ne pourront faire reconstruire lesdites maisons, lorsqu'elles seront tombées en vétusté, qu'à la charge par eux de se conformer aux plans arrêtés pour l'élargissement desdites routes ».

L'alignement, au sens de l'ordonnance de 1777, se confond avec l'expropriation quant à l'indemnité qui est due au propriétaire. Il reste étranger à la notion moderne parce qu'il ne concerne pas les réparations faites aux immeubles qui semblent avoir été permises aux propriétaires. Enfin, il se rapproche de l'urbanisme au sens moderne par l'idée d'une politique générale de construction. En fait, on ne semble pas avoir aperçu le problème sous l'Ancien Régime.

(11) Requête de J. Vanier à l'intendant sans date (A.M.M. C 181).

(12) Requête à l'intendant (A. Meuse C 9).

(13) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 893.

SECTION IV

Les pouvoirs de police de l'intendant

Pour être complet, il convient de signaler que l'intendant a des pouvoirs étendus en matière de roulage et de surveillance des routes. Ces pouvoirs sont d'ailleurs exercés simultanément par lui et par le conseil d'état qui, en tout état de cause, ne rend jamais d'arrêt sans avoir consulté l'intendant.

Une ordonnance de ce dernier du 6 septembre 1773 défend de rompre, couper, abattre les arbres plantés sur les grandes routes (14). Quelques années plus tard, de la Porte ordonne la plantation d'arbres sur les routes (15).

En matière de roulage, plusieurs arrêts du conseil d'Etat limitent le nombre de chevaux, mulets et bœufs pouvant être attelés aux voitures (16). Tous ces arrêts attribuent la connaissance des délits à l'intendant.

(14) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 151 : « ...Il a été ordonné par les arrêts du Conseil des 4 septembre 1741, 11 septembre 1742 et 26 octobre 1743, que lesdites (grandes) routes seraient plantées de noyers, châtaigniers, ormes et frênes... Nous avons reconnu qu'un des principaux obstacles qui ont retardé jusqu'à présent les progrès a été la négligence des syndics à dresser les procès-verbaux des délits commis... nous avons cru, en conséquence, que le plus sûr moyen de porter ces plantations au point de perfection... était de renouveler les dispositions des règlements rendus sur cet objet... ».

(15) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIV, p. 208.

(16) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XII, p. 347, arrêt du Conseil d'état du 7 avril 1771 : « Le roi étant en son conseil a ordonné et ordonne que sa déclaration du 14 novembre 1724 sera exécutée suivant sa forme et teneur et, en conséquence, fait Sa Majesté de nouvelles défenses à tout roulier ou voiturier soit qu'il voiture pour son compte particulier ou pour d'autres d'avoir à chaque charrette à deux roues plus de trois chevaux depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} avril... à peine de 300 livres d'amende dont les deux tiers seront applicables à la décharge des impositions de la paroisse sur laquelle la contravention sera reconnue et l'autre tiers au dénonciateur ». L'intendant connaît des contraventions à cet arrêt.

Voir également :

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XIII, p. 419 : arrêt du Conseil d'état qui proroge pour cinq ans l'attribution donnée à l'intendant des contraventions sur le roulage par l'arrêt du 7 avril 1771, du 8 juillet 1775.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 395 : arrêt du Conseil du 28 décembre 1783, portant nouveau règlement sur le roulage.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 260 : arrêt du Conseil du 20 avril 1783, qui règle le nombre de chevaux, mulets et bœufs qui, à l'avenir, seront attelés aux voitures.

— *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XV, p. 452 : arrêt du Conseil du 5 mai 1784, qui interprète ceux précédemment rendus concernant le courtage du roulage et l'entrepôt des marchandises.

Tous ces arrêts sont publiés par ordonnances de l'intendant à qui est attribué le contentieux.

TITRE VII

L'ARMÉE

Certains esprits voient, dans les mesures prises par le gouvernement révolutionnaire, une extension du service militaire tel qu'il existait sous l'Ancien Régime, puisque le recrutement fut assuré par une conscription générale. Cette opinion est-elle exacte ? Il ne le semble pas, car le système révolutionnaire fut, avant tout, un système égalitaire et représenta une amélioration certaine des conditions anciennes de recrutement qui ne satisfaisaient pas les sujets du roi. En Lorraine plus particulièrement, la milice fut très impopulaire pour deux raisons principales : elle était d'origine française et elle pesait principalement sur les habitants des campagnes. Ces derniers, en outre, supportaient toutes les servitudes créées par le passage des troupes et la nécessité de leur subsistance.

Nous ferons d'abord un historique de la milice pour en comprendre toutes les particularités. Nous examinerons ensuite le recrutement et l'organisation de cette milice. Enfin, nous étudierons le rôle de l'intendant à l'égard des troupes enrégimentées.

CHAPITRE I

Les origines de la Milice

SECTION I

Les origines de la milice en France

§ 1. — LA MILICE, INSTITUTION FÉODALE

Au temps des Carolingiens, parmi les trois grands services de fief : ost, finances, justice, le service militaire est toujours cité le premier, car il constitue le devoir essentiel du vassal que celui-ci soit titulaire d'un fief ou soit une commune.

Pour cette dernière plus particulièrement, tous ceux qui ont juré la commune sont tenus de la défendre. Ils forment une milice chargée du guet et de la garde à l'intérieur de la cité. Primitivement, tous les bourgeois sont assujettis à cette servitude, mais, sous l'influence de facteurs politiques, moraux, financiers et religieux, de nombreuses exemptions sont accordées, exemptions dont on ne peut se réclamer lorsque le roi convoque le ban et l'arrière-ban.

Sous l'influence des difficultés financières, la royauté met sur pied un système de rachat et, petit à petit, nous voyons les communes fournir de l'argent au lieu d'hommes ; l'arrière-ban devient lui-même rachetable. Une levée en masse se résume bientôt à une levée de deniers.

D'autre part, le caractère contractuel du système féodal fait que les miliciens servent sous condition de lieu et de durée. Le pouvoir central ne peut qu'être gêné par ces restrictions.

La levée de deniers permet à la royauté d'entretenir des troupes permanentes de métier qui servent sans restriction. Pour

cette raison apparaissent très tôt deux corps bien distincts : la troupe proprement dite au sens moderne du mot et la milice bourgeoise qui ne disparaît pas et dont l'emploi est très limité. La milice ne sert plus que dans les circonstances exceptionnelles.

§ 2. — LOUVOIS, CRÉATEUR DE LA MILICE

Le véritable créateur de la milice provinciale (telle que l'institution fonctionna en Lorraine) est Louvois.

Il s'inspire, pour cette formation, des milices bourgeoises subsistant à la fin du XVII^e siècle.

A cette époque, une coalition redoutable se forme contre la France. Il faut agir rapidement : par une ordonnance du 29 novembre 1688, Louvois a le mérite de transformer ces milices bourgeoises accidentelles et disparates en véritables milices provinciales stables et organisées. Louvois est le promoteur du service militaire moderne : l'analyse de l'ordonnance du 29 novembre 1688 prouve le souci d'organisation qui préside à cette création.

En principe, « Les régiments doivent être toujours en état de marcher aux lieux où Sa Majesté le juge à propos pour la sûreté de ses places tant frontières que maritimes ».

L'effectif varie suivant les provinces, mais les régiments ont leurs compagnies composées uniformément de cinquante hommes (dont un sergent, un caporal, un anspessade (1), un tambour), commandés par deux officiers : un capitaine et un lieutenant.

L'état-major comprend un colonel, un lieutenant-colonel, tous deux commandant une compagnie ; un major et un aide-major.

Les officiers supérieurs, colonels, lieutenants-colonels, majors, aide-majors, capitaines doivent être choisis parmi d'anciens officiers ayant servi dans les troupes du roi ou les compagnies de sa maison.

Les lieutenants doivent être âgés de vingt-deux ans au moins et pris parmi les jeunes gens ayant servi ou provenant des compagnies de cadets gentilshommes que le roi entretient dans ses places frontières.

(1) Bas officier d'infanterie subordonné au caporal.

Les gouverneurs, lieutenants-généraux ou, à défaut, les intendants sont invités à fournir des états des officiers proposés pour remplir les charges des régiments de milice. Ces officiers doivent être, autant que possible, domiciliés à proximité des hommes qu'ils sont appelés à commander.

La désignation des hommes doit être faite à la sortie de la messe le dimanche suivant la notification faite par l'intendant en la forme usitée pour la nomination des collecteurs de la taille, c'est-à-dire à la pluralité des voix.

Cette désignation se fait par paroisses, les plus faibles en étant dispensées. Dans la mesure du possible, le recrutement s'opère pour une même compagnie dans les villages rapprochés les uns des autres.

En principe, on choisit les célibataires entre vingt et quarante ans, le milicien désigné ne doit pas s'absenter plus de deux ou trois jours. Toute absence sans permission au-delà de cette limite est sanctionnée par une amende d'un écu destinée aux pauvres de la paroisse. En cas d'absence définitive de la paroisse ou de désertion de la milice assemblée, le milicien encoure la peine du fouet.

Tout milicien hors d'état de servir comme impropre au service ou décédé doit être remplacé dans les huit jours :

La durée du service est fixée à deux ans ; aux termes de ce délai, le milicien est remplacé.

Tant qu'il sert dans la milice, le milicien ne peut s'engager dans les troupes royales, de même les officiers de ces dernières ne peuvent, à peine de cassation, engager des miliciens.

Chaque capitaine nomme à l'intérieur de sa compagnie ses sergents.

Le milicien, une fois désigné, touche au titre de la solde deux sols par jour payables tous les six jours et d'avance, la solde des officiers et la double paie des sergents sont réparties par l'intendant sur tous les contribuables à la taille au sol la livre de leur taille. Cette solde est versée de mois en mois, d'avance et sans frais, par le receveur particulier des tailles de chaque élection au commis d'extraordinaire des guerres.

Lorsque la milice est assemblée par ordre du roi, tous les soldats et officiers sont payés sur les fonds de l'extraordinaire des guerres.

L'habillement est à la charge de la paroisse. L'homme doit avoir : « un bon chapeau, un justaucorps de drap, des culottes et bas de drap et être bien chaussé ». Il n'existe aucune astreinte à l'uniformité de vêtements, couleur d'habits, bas et chapeau.

L'armement prévu est un mousquet que le roi doit fournir. En attendant cette attribution, la paroisse doit fournir un mousquet, un baudrier et une épée de dimensions réglementées.

SECTION II

Le cas particulier de la Lorraine

§ 1. — LA GÉNÈSE DE LA MILICE

Aucun article de la convention de Meudon ne prévoit la formation d'une milice en Lorraine. Les duchés sont seulement obligés d'entretenir les troupes du roi de France lors de leur passage sur leur territoire. Théoriquement, les Lorrains sont exempts de tout service militaire (2).

Cependant à Versailles, on attend la première occasion pour lever des troupes : cette occasion est fournie par le roi de Pologne lui-même. En effet, aussitôt l'installation de Stanislas, il lui a été affecté pour sa garde trois compagnies de bas-officiers détachées de l'hôtel royal des Invalides qui arrivèrent à Lunéville le 6 septembre 1737. Ces trois compagnies étant insuffisantes aux yeux de Stanislas, celui-ci projette d'avoir des hommes levés dans sa province. Il s'en ouvre fin 1739 à son gendre. L'ordonnance française du 6 avril 1740 décide la création d'un régiment d'infanterie portant officiellement le nom de « Gardes Lorraines », la plupart des hommes de cette unité devant être recrutés par engagement en Lorraine.

(2) A. BENOIT : *La première garnison française à Lunéville*, dans « *Lunéville et ses environs* », Lunéville, S. D., p. 45.

Aussitôt formé, ce régiment reste très peu de temps en Lorraine. Le roi de France s'occupe surtout de le dépayser pour le rompre aux pratiques militaires françaises (3).

Exceptionnellement, il vient prendre la garde aux résidences des ducs, le plus souvent ce sont des compagnies de bas-officiers et des détachements d'autres régiments français qui le substituent dans cette tâche.

Il est d'ailleurs tout à fait significatif de noter, qu'au moment où Stanislas parle avec son gendre sur la création d'un régiment de gardes lorraines, le département de la guerre avertit secrètement l'intendant que le roi de France est décidé à rendre le service obligatoire dans la province : « Il y a déjà du temps, monsieur, que vous êtes prévenu qu'il convient au service du roi, de faire dans la Lorraine un établissement de milice sur le même pied qu'il a été ordonné et qu'il existe en France. Comme les circonstances des affaires publiques semblent exiger de ne pas différer davantage cet établissement, par rapport au secours que le roi pourra en tirer. Je viens d'écrire par son ordre au roi de Pologne pour l'en prévenir. Je présume que vous avez déjà fait sur cette matière quelques dispositions, que vous avez au moins par devers vous les dénombrements et états des feux ou familles pour pouvoir régler le nombre d'hommes qui sera demandé. Je vous prie d'en faire un état général et de me l'envoyer. Vous y joindrez un projet de l'ordonnance que le roi croira convenable de faire rendre tant pour l'établissement que pour la levée de cette milice... Je vous prie de ne pas perdre du temps à traiter tous ces différents points avec le roi de Pologne et de me mettre en état le plus tôt possible d'en rendre compte au roi ». Tel est le contenu de la lettre adressée, le 10 août 1741, par le marquis de Breteuil à de la Galaizière.

Le 21 octobre suivant, une ordonnance du roi de Pologne ordonne la levée de trois mille six cents hommes de milice. Ce texte est la base avec l'ordonnance de l'intendant du 28 octobre suivant, de l'organisation de la milice en Lorraine (4).

(3) P. BOYÉ : *La milice en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris-Nancy, 1904, p. 13.

(4) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. VI, p. 296.

Cette ordonnance commence par un préambule historique sur les raisons de la création de la milice en Lorraine. Stanislas rappelle que le duc Léopold a fait lever des troupes dans ses états en 1720 pour leur défense. En fait, on triche avec la vérité. Boyé indique les raisons véritables de la levée de troupes faite par Léopold. Il s'agissait en l'occurrence d'établir un cordon sanitaire sur le pays pendant la peste de Marseille, par la voie de l'enrôlement, puis par voie de tirage au sort (24 mars 1721). Ces troupes avaient été dissoutes en 1726. Ce n'était donc pas une véritable milice au sens où nous l'entendons (5).

§ 2. — L'ORDONNANCE DE 1741
LES CHARGES EN RÉSULTANT POUR LA LORRAINE
ET L'AGGRAVEMENT DE CES CHARGES

La milice, levée en 1741, a un effectif de trois mille six cents hommes répartis en six bataillons de six cents hommes chacun, portant les noms des villes de Nancy, Sarreguemines, Bar, Etain, Epinal et Neufchâteau. Chaque bataillon comprend douze compagnies de cinquante hommes chacune, deux sergents, trois caporaux, trois anspessades, et un tambour. Chaque compagnie est commandée par un capitaine secondé par un lieutenant.

Toutes les villes des duchés doivent contribuer au recrutement des miliciens à l'exception de Lunéville, Nancy et Bar exemptées de la première levée. L'intendant est chargé de répartir entre les communautés le contingent à fournir, la désignation de chaque milicien se faisant par voie de tirage au sort devant l'intendant ou son préposé : le subdélégué.

Le service militaire dure six ans au plus. Toutefois, la moitié du premier contingent levé doit être libéré dans un délai de trois ans, les gens mariés devant être compris obligatoirement dans le contingent libérable.

L'article 10 de l'ordonnance prévoit que les bataillons ne seront pas assemblés hors les cas de nécessité. L'habillement est réglementé et l'article 11 en donne une description complète. Le coût de cet habillement, de même que celui de l'armement, est à

(5) P. Boyé, *op. cit.*, p. 14 et 15.

la charge des communautés. La répartition se fait au marc la livre des autres impositions.

Les frais de levée (fixés forfaitairement à cinq livres monnaie de France par milicien et un écu par tête pour le départ en garnison) sont pris sur les revenus patrimoniaux ou d'octroi de chaque communauté et, en cas d'absence, fournis par les miliciables.

Le 1^{er} février 1742, Louis XV déclare prendre ces soldats à son service et à sa solde.

Une fois l'ordonnance publiée, on tire au sort et les bataillons sont assemblés dans les villes dont ils vont prendre le nom : les 4 et 5 février 1742 à Bar-le-Duc ; le 7 à Etain ; le 12 à Nancy ; le 17 à Epinal ; le 20 à Neufchâteau ; le 25 à Nancy (6). Trois régiments sont formés de deux bataillons chacun.

L'effectif de ces régiments est jugé insuffisant en 1742, et le 23 janvier 1743, le roi de Pologne prend une nouvelle ordonnance prescrivant la levée de mille huit cents hommes pour la formation de trois nouveaux bataillons prenant les noms de Dieuze, Mirecourt et Saint-Mihiel, villes dont ils sont originaires, ces trois bataillons devant renforcer chacun des régiments précédemment créés.

§ 3. — LA CRÉATION DES RÉGIMENTS DE ROYAL-LORRAINE ET ROYAL-BARROIS LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

Mais le roi de France ne s'en tient pas là. Le 30 janvier 1744, il crée un régiment d'infanterie avec titre de Royal-Lorraine en prélevant six cent cinquante hommes sur les neuf bataillons de milice. Stanislas donne son approbation à cette mesure le 31 janvier 1744.

Les vides occasionnés par ce prélèvement sont comblés par une levée extraordinaire décidée le 20 février 1744.

Le régiment de Royal-Lorraine est réduit à deux bataillons par une ordonnance du 1^{er} novembre 1744, le troisième bataillon

(6) P. Boyé, *op. cit.*, p. 23.

vient à Pont-à-Mousson rejoindre un nombre égal d'hommes choisis dans la milice proprement dite et forme, avec ce complément, le régiment de Royal-Barrois (7).

En 1746, sur l'ordre de l'intendant de la Galaizière, mille cinq cent trente-huit hommes se réunissent à Saint-Nicolas-de-Port pour combler les vides des régiments de milice proprement dits dont chaque bataillon est augmenté de cinquante hommes.

A la fin de 1747, d'autre part, le régiment français, dit des « Gardes Lorraines », est doté d'un troisième bataillon et, en février 1748, trois cents miliciens lorrains y sont incorporés comme l'avaient déjà été, en 1746, quatre cent cinquante de leurs compatriotes.

Après la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), manquant la fin de la guerre de la Succession d'Autriche, les effectifs sont réduits. Les trois régiments de la milice proprement dits (Montureux, de Polignac et de Thiangés) sont amputés chacun d'un bataillon, les deux bataillons subsistants sont ramenés à cinq cents hommes, le troisième bataillon des gardes lorraines est supprimé, les deux autres étant réduits de dix-sept à treize compagnies. Les régiments de royal-lorraine et royal-barrois sont licenciés à Bar-le-Duc, respectivement les 31 décembre 1748 et 1^{er} janvier 1749 (8). D'après l'abbé Mathieu, de 1741 à 1748 seulement, treize mille cent quarante-cinq hommes sont prélevés par ordonnances de l'intendant sans compter les enrôlements volontaires ou demi-forcés pour aller combattre l'empereur François 1^{er}, fils de Léopold, ancien duc de Lorraine (9).

(7) P. BOYÉ, *op. cit.*, p. 23.

(8) Il faut signaler ici que, d'après une ordonnance française du 15 septembre 1744, il avait été formé dans chaque bataillon de milice une compagnie de grenadiers : les grenadiers royaux. Au début de chaque campagne, ces compagnies de grenadiers royaux sont passées et forment sept régiments spéciaux. Aux termes d'une ordonnance de 1746, une seconde compagnie de grenadiers fut créée par bataillon : les grenadiers postiches qui alimentent les régiments de grenadiers royaux. Par ordonnance du 1^{er} novembre 1748, ces grenadiers royaux des régiments de milice, de Royal-Lorraine, Royal-Barrois et Gardes lorraines étaient incorporés dans les grenadiers de France et ne bénéficiaient pas du licenciement.

(9) Abbé MATHIEU : *L'Ancien Régime dans la province de Lorraine et Barrois d'après les documents inédits (1698-1789)*, Paris, 1879, p. 211 : François III, fils de Léopold, épouse, en 1736, Marie-Thérèse d'Autriche, devient empereur sous le titre de François-1^{er} et signe différentes conventions par lesquelles il cède ses états à titre viager à Stanislas avec retour futur à la France et reçoit en échange de duché de Toscane.

§ 4. — LA GUERRE DE SEPT ANS

Les levées de miliciens n'en continuent pas moins, car il faut alimenter ce qui reste des régiments amputés. La guerre de sept ans, d'autre part, provoque une nouvelle levée massive. Le 14 janvier, le contingent des bataillons subsistants de la milice est porté à six cent trente hommes répartis comme suit : une compagnie de grenadiers de cinquante hommes, une de grenadiers postiches de soixante hommes, huit compagnies de fusiliers de soixante-cinq hommes. La levée doit être effectuée immédiatement. Aucun congé d'ancienneté ne peut être délivré jusqu'à la fin de l'année, le roi se réservant de régler ceux qui doivent être expédiés avant ce terme. Les habillements sont fournis par les communautés (10).

D'après BOYÉ (11), une ordonnance du 20 mars supprime ces bataillons en tant que corps de milice et les emploie à la formation de deux régiments de troupes « Royal-Lorraine » et « Royal-Barrois ».

L'année suivante, le 29 janvier 1758 (12), les compagnies de fusiliers composant chaque bataillon sont portées de soixante-cinq à quatre vingt-cinq hommes. L'habillement est fourni par les communautés, le capitaine de chaque compagnie est chargé de la conservation desdits habits, à cet effet, il est rendu responsable des dégâts occasionnés par les soldats. Aucun congé d'ancienneté n'est accordé jusqu'à la fin des hostilités. L'effectif des deux régiments de troupe est porté de cinq cent vingt à sept cent vingt hommes par une ordonnance du 7 octobre 1758, chaque compagnie de fusiliers comprenant dorénavant quatre-vingt-dix hommes (13).

Pour la première fois depuis la création de la milice, on prévoit que la levée sera faite de préférence dans les villes et subsidiairement dans les paroisses du plat-pays, de manière que les habitants des campagnes ne contribuent à la levée que pour ce que les villes n'auront absolument pu fournir. La durée du service est de six années comme à l'habitude.

(10) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 314.

(11) P. BOYÉ, *op. cit.*, p. 28.

(12) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 385.

(13) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 414.

En fait, c'est la fin de la milice. Les bataillons, qui ont recouvré leur individualité, sont licenciés progressivement, de même que royal-lorraine et royal-barrois. Le 5 décembre 1765, les derniers soldats de royal-barrois sont fêtés à Nancy.

§ 5. — LES RÉGIMENTS PROVINCIAUX

Cela tient surtout à ce que la milice est trop impopulaire. On renonce à ce moyen pour alimenter les troupes royales en préférant lever des recrues provinciales.

Le 25 décembre 1760, Stanislas prend une ordonnance portant règlement pour la levée des recrues dans ses états : « Le projet de recrues provinciales destinées à compléter les troupes fut accueilli dès sa naissance comme le moyen le plus sûr et le moins onéreux pour parvenir au prompt rétablissement des corps qui avaient essuyé des pertes à la guerre (14). En fait, d'après les termes de l'ordonnance, c'est le commissaire départi qui est chargé des détails de l'opération de levée.

L'ordonnance française du 1^{er} février 1763 décide la formation à un bataillon de huit compagnies, de trente et un régiments de recrues dans les diverses généralités du royaume. Le régiment de Nancy est le trente et unième. Ce régiment de Nancy est dissous le 1^{er} septembre 1767. Il ne semble pas que ce système ait donné satisfaction. Une ordonnance de Louis XV rétablit la milice le 27 novembre 1765 : la levée par quart d'année en année se fait de 1766 à 1769.

Par ordonnance du roi du 4 août 1771 (15), on crée à nouveau des régiments provinciaux. L'ordonnance, qui intéresse les duchés, est ainsi rédigée :

Article I. — Le nom de milice sera désormais abrogé et changé en celui de régiments provinciaux, celui de milicien sera aussi changé en celui de soldat provincial.

Article II. — Les bataillons de Nancy et de Sarreguemines formeront le 34^e régiment, il portera le nom de Nancy et sera composé de deux bataillons. Les bataillons de Bar-le-Duc et

(14) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. X, p. 95.

(15) A.M.M. C 287.

d'Etain formeront le 35^e régiment, il portera le nom de Bar-le-Duc et sera composé de deux bataillons.

Article III. — Chacun des bataillons des régiments sera composé de huit compagnies dont une de grenadiers royaux, une de grenadiers provinciaux et six de fusiliers. Chaque compagnie de grenadiers royaux et de grenadiers provinciaux sera commandée par un capitaine, un lieutenant et un second lieutenant et composée d'un fourrier, deux sergents, quatre caporaux, quatre appointés, quarante grenadiers et un tambour faisant cinquante-deux hommes. Chaque compagnie de fusiliers sera commandée par un capitaine et un lieutenant et composée d'un fourrier, trois sergents, six caporaux, six appointés, trente-six fusiliers et un tambour faisant cinquante-trois hommes. L'état-major de chacun des quarante régiments provinciaux sera composé d'un colonel, un lieutenant-colonel, un major et d'autant d'aide-majors qu'il y aura de bataillons à chaque régiment. Il sera aussi établi deux enseignes par bataillon.

Article VIII. — Les cent quatre compagnies de grenadiers royaux desdits régiments formeront onze régiments de grenadiers royaux. Les deux compagnies du régiment de Colmar, les deux de celui de Nancy, les deux de celui de Bar-le-Duc et les deux de celui de Verdun formeront huit compagnies qui composeront le 8^e régiment qui portera le nom de régiment de grenadiers royaux de Lorraine.

Les régiments, après avoir passé neuf jours aux quartiers d'assemblée, seront séparés et les grenadiers royaux et fusiliers renvoyés chez eux, mais Sa Majesté entend, qu'avant cette séparation, la compagnie de grenadiers royaux soit tirée de chaque bataillon pour être employée à la formation des régiments de granadiers royaux.

Le nombre des bataillons est porté à cent onze par l'ordonnance du 19 octobre 1773 (16), ramené à cent cinq par l'ordonnance du 1^{er} décembre 1774 (17), puis porté à cent six par les ordonnances du 1^{er} mars 1778 et 1^{er} décembre 1781 (18).

(16) A.M.M. C 287.

(17) A.M.M. C 287.

(18) Jacques GÉBELIN : *Histoire des milices provinciales (1688 - 1791)*, Paris, 1881, p. 295.

CHAPITRE II

Le recrutement et l'organisation de la Milice

SECTION I

Les miliciables - Les exempts

Aux termes des ordonnances, on entend par miliciable tout homme réunissant les qualités physiques pour être milicien, c'est-à-dire tous les hommes célibataires (garçons aux termes des ordonnances), âgés de 16 ans (1) révolus et de moins de 40 ans, ayant cinq pieds de taille au moins (2) (1 m. 62) pouvant porter les armes.

Lorsqu'il ne se trouve pas de célibataires en nombre suffisant (quatre au moins par milicien à fournir), les hommes mariés au-dessous de 30 ans, en quelque nombre qu'ils puissent être, doivent se joindre aux célibataires sur l'ordre de l'intendant ou de son subdélégué pour le tirage au sort (3).

En Lorraine, le tirage au sort se fait pour la première levée de 1741, par les soins de la Galaizière sur la base de un milicien pour trente-cinq feux. Il semble que la charge ne soit pas très lourde, mais par le jeu des exemptions, le poids de cette levée

(1) L'âge minimum est ensuite porté à dix-huit ans.

(2) Dans le régiment de Nancy, en 1763, aucun soldat au-dessous de cinq pieds deux pouces sans chaussures n'est admis (Lettre de la Galaizière à Viot du 21 novembre 1763, A.M.M. C 435).

(3) Nous n'avons pas trouvé de réclamations à ce sujet, mais Gibelin (GIBELIN, *op. cit.*, p. 77) signale qu'au lieu de s'adresser aux hommes mariés, certains intendants préféraient faire le tirage au sort entre deux ou trois célibataires. Il ne nous a pas été possible de vérifier ce fait, car les procès-verbaux de tirage au sort ne signalent que le nom des miliciables sans plus.

retombe surtout sur les épaules des gens des campagnes. Les villes de Lunéville, Nancy et Bar-le-Duc sont exemptes de la première levée (ces villes participent à la levée de 1744).

L'ordonnance de la Galaizière du 28 octobre 1741, prise en exécution de celle du roi de Pologne du 21 octobre, publie une liste détaillée des exemptions : l'intendant guide ainsi ses subdélégués dans l'établissement des listes de miliciables (4).

Lors du rétablissement de la milice en 1765, on se sert des listes d'exemptions publiées par l'ordonnance de 1741 et celle de 1755, mais devant les réclamations des miliciables, l'intendant de Lorraine publie, le 1^{er} février 1768, une instruction devant servir de règle générale aux subdélégués et commissaires chargés du tirage au sort (5).

Une ordonnance royale du 19 octobre 1773 (6) publie une nouvelle liste d'exemptions qui est expressément limitative. L'intendant n'est plus le maître d'étendre les exemptions à son gré. Nous n'avons pas trouvé d'ordonnance de l'intendant prise en exécution de l'ordonnance royale.

Cette ordonnance de 1773 ne reste pas longtemps en vigueur puisqu'on revient à la liste de 1768 légèrement modifiée par une ordonnance du 14 janvier 1775 (7) arrêtant « un état des exemptions particulières accordées par le roi aux provinces de Lorraine et Barrois eu égard aux circonstances locales ».

(4) En France, la liste des exemptions personnelles ne se trouve pas dans les textes avant 1765. Le système a l'avantage de laisser le champ libre aux interprétations suivant les lieux à ménager, les personnes à favoriser ou les besoins à satisfaire. En fait, en France, les intendants ont pour se guider quelques indications puisées dans les ordonnances royales, les circulaires du secrétaire d'état à la guerre, la correspondance dudit secrétaire avec un intendant particulier, les arrêts du conseil et les édits de création d'offices. La Lorraine a donc une situation privilégiée puisque la levée obéit à des règles générales.

(5) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 252 : l'ordonnance du 22 janvier 1755 a repris les mêmes termes que celle de 1741 (Voir *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. IX, p. 183). L'ordonnance du 27 novembre 1765 codifie les exemptions, mais par une circulaire du 25 juillet 1766 (GÉBELIN, *op. cit.*, p. 92), l'intendant reste maître de l'adapter aux circonstances locales : « MM. les intendants étant d'ailleurs plus à portée que moi puisqu'ils opèrent sur les lieux de voir les différentes nuances et les adoucissements qu'ils peuvent mettre à quelques dispositions sans contrevenir essentiellement aux principes généraux de l'ordonnance Circulaire du Secrétaire d'Etat à la guerre, du 27 octobre 1766).

(6) A.M.M. C 287 : cette ordonnance ne paraît pas avoir été appliquée dans son ensemble.

(7) A.M.M. C 443.

§ 1. — EXEMPTIONS EN RAISON DE LA SITUATION DE FAMILLE

En 1744. — En 1744, est exempt un enfant par famille où il y en a deux au moins de sujets à la milice (8).

En 1768. — L'instruction de 1768 stipule : 1) que si, dans une paroisse devant fournir plus d'un milicien, il se trouve deux ou trois frères domiciliés chez leur père et que l'un d'eux tombe au sort, les autres sont exempts de tirer pendant le service de celui auquel le sort est échu. S'ils sont quatre frères et que deux tombent au sort, ils sont obligés de servir ; 2) qu'un garçon demeurant seul, âgé de 25 ans et tuteur de ses frères et sœurs ayant gestion de biens, est exempt ; 3) enfin par une disposition spéciale qu'un enfant trouvé, parvenu à l'âge de 18 ans, ayant toutes les qualités requises pour porter les armes, est admis à tirer au sort de la milice aux lieu et place des enfants propres, frères ou neveux de tout chef de famille qui l'a élevé dans sa maison ; ce chef de famille a la liberté de dispenser du tirage au sort celui de ses enfants propres, frères ou neveux vivant dans sa maison ou à sa charge qu'il veut faire représenter par l'enfant trouvé, ceci sans limitation pour plusieurs enfants trouvés même confiés à des chefs de famille par des hôpitaux ou seigneurs.

§ 2. — EXEMPTIONS EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE

En 1744. — En 1744, sont exempts les hommes mariés et les célibataires faisant valoir le labourage d'une charrue, soit en propre, soit à ferme, et payant 20 livres de subvention (10).

Les laboureurs et veuves de laboureurs faisant valoir deux charrues en propre ou à ferme, n'ayant qu'un fils âgé de plus de 16 ans, peuvent l'exempter (s'ils en ont plusieurs, ils peuvent choisir celui qu'ils veulent exempter).

Les ecclésiastiques, officiers, gentilshommes, faisant valoir par leurs mains au moins deux charrues, peuvent exempter un

(8) Les frères demeurant dans différentes paroisses tirent au sort chacun dans celle où ils habitent.

(9) Un document non daté, ni signé (A.M.M. C 238) demandant si un père ou une mère ayant dix enfants peut exempter son fils aîné, signale que dans ce cas l'exemption ne joue pas.

(10) Le labourage d'une charrue varie suivant l'usage des lieux et la nature des terres. Il correspond à la surface de terres qu'on peut cultiver annuellement avec une charrue.

de leurs valets à leur choix, de même que les bourgeois et veuves de laboureurs faisant valoir deux charrues en propres ou à ferme s'ils n'ont pas d'enfant dans le cas de tirer.

Les bergers et marcaires des ecclésiastiques, gentilshommes, laboureurs ou autres personnes, chargés de cent bêtes au moins pendant toute l'année, sont exempts, de même que les pâtres communs des paroisses.

En 1768. — En 1768, les laboureurs âgés de plus de 65 ans ou atteints d'infirmités notoires, ayant le labourage d'une charrue soit à ferme, soit en propre, exemptent du tirage un fils ou un valet à condition qu'ils demeurent avec eux (s'ils ont le labourage de deux charrues : deux fils ou deux valets à leur choix) (11).

Un laboureur faisant valoir une charrue, soit en propre, soit à ferme, et payant 40 livres de subvention, exempte un fils ou un valet à son choix (pour deux charrues, deux fils ou deux valets au choix).

La veuve d'un laboureur faisant valoir une charrue en propre ou à ferme exempte un fils ou un valet (deux fils ou deux valets au choix pour deux charrues) ; si elle paie 40 livres du principal de la subvention, elle exempte un fils et un valet ou deux fils ou deux valets pour une charrue, trois fils ou trois valets pour deux charrues.

Les veuves âgées de 60 ans ou infirmes, faisant valoir une charrue et entretenant quatre chevaux toute l'année, exemptent

(11) Une instruction de 1769 met en garde les subdélégués contre les abus (A.M.M. C 238) : « Je suis informé que les privilèges accordés aux laboureurs à l'égard de leurs fils et domestiques ont donné lieu à des abus qu'il est essentiel de détruire. L'ordonnance leur accorde l'option d'exempter leur fils ou leurs valets à leur choix et ils entendent assez généralement qu'ils ont à choisir dans leurs enfants ou leurs valets ceux qu'ils veulent exempter. Il est arrivé que leur choix a toujours tombé de préférence sur les garçons les plus propres au service militaire au lieu qu'il ne doit avoir lieu qu'en faveur de ceux qui sont les plus capables de conduire le labourage, distinction qu'il est bien essentiel de faire. Lorsqu'un laboureur, en droit d'avoir un ou deux garçons exempts, réclamera les dispositions de l'ordonnance, il aura sans contredit le droit de faire tomber le choix sur ses fils plutôt que sur ses valets, mais il faut que les fils qu'il choisira soient vraiment propres au labourage et qu'ils s'en occupent réellement. Aussi vous voudrez bien n'accorder ces exemptions à ceux qui seront dans le cas d'en jouir qu'après avoir discuté contradictoirement avec les miliciables, s'ils sont vraiment utiles au laboureur ».

un fils et un valet ou deux fils ou deux valets à leur choix (pour deux charrues et huit chevaux, trois fils ou trois valets) (12).

Les fermiers principaux des commanderies de l'Ordre de Malte qui résident dans l'enceinte ou dans le chef-lieu de la commanderie, leurs enfants demeurant avec eux, ainsi que le principal valet, sont dispensés de tirer pourvu qu'ils ne fassent aucun commerce.

Les fermiers ou amodiateurs, chargés de la régie des terres qu'ils ont affermées et qu'ils n'exploitent pas par eux-mêmes, jouissent personnellement seulement de l'exemption s'ils sont célibataires ou veufs sans enfants, mais ne peuvent exempter de valet ou de fils s'ils sont mariés.

Un célibataire ayant une charrue, demeurant seul avec ses domestiques, est exempt personnellement s'il est propriétaire, de même que celui qui exploite par lui-même une ferme dont le fermage, stipulé par bail notarié, est supérieur à 300 livres (13).

Les bergers au service d'une communauté, d'un seigneur, d'un amodiateur ou de tout autre particulier ayant la conduite de cent bêtes à laine au moins et les marcaires ayant le soin de vingt-cinq vaches, sont exempts (14).

Les valets des ecclésiastiques et gentilshommes faisant valoir leur ferme sont exempts dans les mêmes conditions que ceux des laboureurs.

(12) La condition de l'exemption est la résidence dans la maison paternelle, le partage du même pot et du même feu et l'occupation exclusive aux travaux de la ferme. Dans le cas, où les valets quittent le service de la ferme avant l'expiration de l'année de leur engagement, ils sont réputés fuyards de la milice avec les peines attachées à cette qualité.

(13) Tout garçon ayant son père ou sa mère sous le nom duquel on a passé un bail pour une exploitation quelconque est assujéti au tirage.

(14) Les bergers, conduisant les troupeaux des bouchers, tirent au sort. Le 29 février 1780, de la Porte écrit à Lasnière, son subdélégué à Lunéville : « Vous savez, monsieur, que, par l'état des exemptions particulières du tirage au sort pour les régiments provinciaux accordées par le roi à mon département, un berger qui a la conduite de trois cents bêtes à laine et un pâtre gardant cinquante vaches-mères doivent jouir de l'exemption. J'ai pensé qu'un maréchal ferrant peut être aussi utile dans une communauté qu'un berger et un pâtre et j'ai proposé à M. le Prince de Montbarey d'accorder la même exemption au premier en y mettant une restriction qui ne donnât pas trop d'étendue à ce privilège (A.M.M. C 287) ».

§ 3. — EXEMPTIONS EN FAVEUR DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

En 1741. — Dans les villes, sont exempts, en 1741, les marchands et négociants payant plus de 60 livres de subvention et leurs enfants. En cas d'absence d'enfants au-dessus de 16 ans, ils exemptent leur principal commis ou facteur (15).

Pour les villes où il existe une corporation ou maîtrise, les maîtres de métiers sont exempts.

Les salpêtriers, leurs enfants et ouvriers travaillant au salpêtre depuis plus d'un an, sont dispensés de tirer au sort.

En 1768. — En 1768, sont exempts :

Le fils ou à défaut le valet d'un meunier propriétaire, fermier ou censitaire d'un moulin de quatre tournans et au-dessus.

Le fils ou à défaut le valet d'un meunier âgé de plus de 65 ans ou d'une veuve exploitant un moulin en propre ou à ferme.

Les garçons vivant seuls tenant moulin à ferme ou en propre et payant 50 livres au moins du principal de la subvention.

Les maréchaux et charrons seuls dans une communauté, pourvu qu'ils soient compris dans le rôle des impositions (16).

Les marchands et artisans non mariés âgés de 25 ans, établis dans les villes, pourvu qu'ils paient 60 livres du principal de la subvention.

Le fils ou le principal commis ou facteur d'un négociant en gros vendant sous balle ou sous corde sans aucun détail (17).

Le fils exerçant la même profession, et demeurant avec eux, des marchands mariés faisant en même temps le gros et le détail et payant au moins 100 livres du principal de la subvention.

(15) Une difficulté naquit de l'absence de subvention à Nancy, Bar et Lunéville pour déterminer les exemptions. Le subdélégué aux termes d'une réponse de l'intendant à une question non datée, ni signée, doit consulter la chambre des comptes intéressée et donner une estimation de la somme qu'on percevrait s'il y avait subvention. Cette estimation servant de point de proportion avec les contributions établies dans ces villes soit pour les pauvres, soit pour les logemens de troupes ou autres dépenses communales (A.M.M. C 238).

(16) S'il y en a plusieurs, le plus ancien et le plus nécessaire de l'aveu des laboureurs jouit de l'exemption.

(17) Si le commis fait des fonctions serviles, il doit tirer.

Le fils aîné des veuves tenant boutique et payant 40 livres de subvention, à condition qu'ils travaillent et demeurent avec leur mère.

Les garçons maîtres de métiers dans les villes où il y a maîtrise ou jurande, s'ils sont âgés de 30 ans.

Les monnayeurs, ajusteurs, changeurs, imprimeurs, orfèvres et horlogers reçus maîtres.

Les directeurs d'une forge et leur commis, ainsi que les principaux ouvriers.

Les maîtres fabriquants de papier, leurs enfants et leurs principaux commis.

Les maîtres de manufacture de laine, un de leur commis, ainsi que les principaux ouvriers (18).

Les directeurs, commis, principaux ouvriers des entrepreneurs pour le roi des mines d'or ou de cuivre et des maîtres de manufactures de faïenceries et verreries autorisées par le roi (19).

Les salpêtriers, leurs enfants et les ouvriers utiles.

Le directeur ou principal commis des manufactures de fer blanc établies à bain.

§ 4. — EXEMPTIONS EN FAVEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

En 1744. — En 1744, sont exempts :

Les officiers de police et de finances : officiers de salines ayant provision du roi, subdélégués de l'intendance et leurs greffiers, avocats et procureurs auprès des justices royales,

(18) Le subdélégué de Lunéville demande : la manufacture en toile et drap établie pour les pauvres à Lunéville aura-t-elle exempts les principaux maîtres, les directeurs représentant qu'ils ont nécessairement besoin d'un maître pour démêler les laines, les carder, peigner et faire filer, d'un maître tissier, d'un maître apprêteur et tondeur, d'un maître drapier, d'un maître teinturier, d'un maître foulancier, d'un maître boulanger et d'un maître d'école. L'intendant répond : sont exempts, un commis et un principal ouvrier au choix et, en outre, un teinturier dans les manufactures où il y a teinturerie en exercice habituel, les lettres portant règlement pour cette manufacture, du 25 juin 1764, accordent un principal ouvrier dans chaque partie exempte de milice (A.M.M. C 238).

(19) Le subdélégué de Lunéville demande : il y a une faïencerie considérable à Lunéville et Rambervillers, les propriétaires auront-ils des ouvriers exempts et combien ? L'intendant répond : seront exempts, un commis et un principal ouvrier au choix (A.M.M. C 238).

notaires (20) et tabellions, huissiers, géôliers des prisons du roi et leurs enfants, les baillis et procureurs fiscaux, avocats et procureurs postulants, greffiers, notaires et sergents des justices seigneuriales, à l'exception de leurs enfants qui doivent tirer.

Les employés aux recettes et fermes du roi ayant commission des receveurs généraux, fermiers et sous-fermiers de Sa Majesté, ainsi que leurs enfants.

Ceux qui ont commission des directeurs ou autres préposés des receveurs généraux, fermiers, sous-fermiers et ouvriers des salines, les commis à la distribution de l'étape de chaque lieu de passage, à l'exception de leurs enfants.

Les collecteurs de la subvention et les syndics de communautés dans l'année de leur exercice.

Les gardes chasses, forêts, étangs et rivières ayant l'âge et les qualités requises par les ordonnances qui ont été reçus dans les grueries et n'exercent pas d'autres métiers durant toute l'année.

Les maîtres des postes aux lettres, ainsi que leurs principaux commis dans les villes (21).

Les maîtres de la poste aux chevaux, tant dans les villes qu'à la campagne, pour eux et pour un postillon par quatre chevaux qu'ils entretiennent toute l'année, soit pour le service de la poste, soit pour la culture des terres, qu'ils ont droit de faire valoir.

En 1768. — En 1768, la plupart de ces exemptions sont maintenues, mais elles s'étendent encore aux fils et personnes au service de la plupart des personnes exemptées en 1741.

(20) Lettre de de la Galaizière à Viot du 27 février 1756 (A.M.M. C 434) : « Le nommé Sébastien Eustache, monsieur, milicien pour les Communautés d'Ogéville, Pittenville et Reclonville, ayant financé une charge de notaire, je l'ai dispensé de continuer son service dans la milice et lui ai expédié le congé ci-joint. Je vous prie de le lui faire remettre ».

(21) Le 10 avril 1766, la veuve Richard, directrice de la poste à Lunéville, présente une requête à l'intendant, car le subdélégué veut assujettir son fils à la milice. L'intendant répond au subdélégué : « Je suis informé que la compagnie n'a donné la commission de directrice à cette veuve que par considération des services de son mari et de son père et sous la réserve de rendre la commission à son fils aussitôt qu'il aura vingt et un ans. Dans cette circonstance, il me paraît juste d'exempter ce jeune homme du tirage en vous faisant néanmoins représenter la commission de la mère et la lettre qui lui a été écrite par les administrateurs des postes qui constate que ce n'est que sous la soumission de rendre la place à son fils à vingt et un ans que la commission lui a été accordée » (A.M.M. C 238).

Ainsi sont exempts, outre les personnes ci-dessus désignées :

Les conseillers des hôtels de ville, chefs de police et assesseurs de Sa Majesté et leurs enfants.

Un secrétaire par subdélégué.

Les fils aînés des avocats, procureurs, notaires des bailliages et justices royales ayant au moins quatre vingt communautés ou paroisses dans leur ressort et leur maître clerc ayant trois ans d'études (en 1741, ces personnes exemptaient tous leurs enfants).

Les fils aînés des greffiers en chef des bailliages et des maîtrises des eaux et forêts et leurs premiers commis.

Les officiers des justices ducalcs, les géôliers des prisons royales âgés de 25 ans.

Les fils aînés des directeurs des fermes, aides et domaines, des receveurs généraux, ainsi que leurs principaux employés.

Les gardes-magasins des effets du roi, les gardes des gouverneurs et lieutenant généraux des provinces (suivant état remis à l'intendant).

Les directeurs des postes aux lettres et dans les villes importantes, leur principal commis ou celui qui porte les paquets.

Les fils ou garçons d'un maître de poste servant de postillon, à raison d'un par attelage de quatre chevaux.

Les principaux employés des fermes de messageries, courriers de malle et les conducteurs ordinaires des voitures publiques.

Les commis employés à l'exercice des aides et autres fermes au-dessus de 20 ans.

Les commis appointés travaillant dans les bureaux des trésoriers des troupes, directeurs et receveurs des finances, directeurs et receveurs des domaines, vingtièmes, bureaux de régie et de correspondance.

Le principal charretier d'un maître de poste ayant habituellement quatre attelages de quatre chevaux chacun.

Les principaux employés des bureaux des ponts et chaussées, des bâtiments et usines du domaine.

Les fils aînés de ceux qui sont chargés de la direction et de la conduite des ouvrages des ponts et chaussées suivant état dressé par l'intendant.

Les syndics célibataires au-dessus de 40 ans seulement (en 1741, il n'y avait pas de condition d'âge).

Dans chaque communauté, un collecteur pour les impositions ordinaires et un pour le vingtième ayant les qualités requises par les règlements, pendant l'année de leur exercice et trois mois après.

§ 5. — EXEMPTIONS EN FAVEUR DES CLASSES PRIVILÉGIÉES

Ces exemptions se comprennent beaucoup moins que les précédentes, car elles ne se justifient pas par un intérêt général quelconque.

En 1741. — En 1741, sont exempts :

Les valets servant la personne des ecclésiastiques, gentilshommes et autres, à condition que les maîtres en aient fait une déclaration aux officiers municipaux dans les villes, aux syndics dans les campagnes, avant le tirage au sort (22).

Les maîtres jardiniers des ecclésiastiques, gentilshommes officiers et autres personnes qui sont occupés toute l'année chez leur maître pourvu qu'ils soient à leur service depuis un an ou qu'ils aient succédé sans interruption à un autre jardinier.

Les valets qui s'engagent pour servir les officiers à l'armée ou les vivres, artillerie et autres entreprises de guerre au moins pendant une campagne, pendant l'année de leur engagement, pourvu qu'ils ne soient pas résidents dans les communautés quand la milice y est tirée et que leurs engagements aient été visés par l'intendant ou ses subdélégués (d'après le texte, ces derniers doivent en tenir note pour que la recherche des valets engagés soit faite en tous temps dans les communautés et ces

(22) Cette clause donne lieu à de nombreuses difficultés, ainsi qu'en témoigne une lettre de de la Galaizière à Viot, subdélégué à Lunéville du 12 janvier 1749 (A.M.M. C 433) : « On prétend que des personnes de différentes conditions qui n'étaient point en possession d'avoir des domestiques pour eux personnellement en ont pris et qu'il y en a même qui, au lieu de donner des gages, retirent de l'argent de leur père et mère. Au premier cas, il faudra faire mention dans vos procès-verbaux de la déclaration que vous leur aurez faite lorsqu'on tirera au sort que s'ils quittent le service de leur maître avant l'année, ils seront réputés fuyards... Mais le second cas étant encore plus grave, vous devrez vous attacher à en acquérir quelques preuves et m'en informer afin d'arrêter par un exemple de sévérité un monopole aussi odieux ».

valets arrêtés et constitués miliciens s'ils se trouvent dans les communautés après le départ des troupes pour la campagne sous quelque prétexte que ce puisse être).

Les étudiants de l'Université de Pont-à-Mousson ou des autres collèges des duchés s'ils ont plus d'un an de scolarité.

Les maîtres d'école célibataires ou mariés ayant l'institution du supérieur ecclésiastique (23).

En 1768. — En 1768, la liste des exempts s'allonge. Elle comprend :

Les jardiniers des pépinières royales et un de leur fils exerçant la même profession.

Les palefreniers des haras, les garçons gardes-étalons.

Les fils aînés des bourgeois payant 100 livres de subvention.

Les officiers et archers-gardes servant auprès de la personne des maréchaux de France.

Les domestiques des officiers des troupes de la maison du roi (24) et des troupes réglées à condition de rester un an au service de leur maître.

Les domestiques des officiers de police et finances (25).

Les domestiques des maisons royales et seigneurs ayant livrée (26).

(23) Lettre de l'intendant à Viot du 1^{er} octobre 1760 (A.M.M. C 434) : Jean-Claude Henry, qui exerce la profession de maître d'école à Saint-Paul avec des lettres de l'évêque, se plaint d'avoir été assujéti à la milice. L'intendant prie son subdélégué de l'informer sur cette affaire.

(24) Réponse de l'intendant au subdélégué de Lunéville (A.M.M. C 238) : les perruquiers des cadets et pages du roi ne sont pas exempts.

(25) Les domestiques des officiers de maîtrise, conseillers et baillages et des officiers de l'hôtel de ville sont exempts pourvu qu'ils ne fassent pas autre chose que leur service et qu'ils n'excèdent pas le nombre ordinaire de ceux qu'ils avaient trois ans avant l'ordonnance de tirage au sort (Réponse de l'intendant au subdélégué de Lunéville, A.M.M. C 238).

(26) Réponse de l'intendant au subdélégué de Lunéville (A.M.M. C 238) : les enfants des maîtres d'hôtels, chefs de cuisine et des musiciens de Sa Majesté sont exempts s'ils n'exercent pas d'état mercenaire et s'ils résident chez leurs père et mère, mais doivent tirer les enfants des valets de pied, suisses et coureurs, ainsi que les compagnons des ouvriers qui travaillent pour le roi. Voir également une lettre du 22 mars 1767 sans indication de destinataire (A.M.M. C 238), par laquelle l'intendant statue sur un cas non prévu à l'ordonnance : « La mère de François Denis, monsieur, est venue me demander de votre part si son fils, qui était garde vaisselle du Roi de Pologne, était exempt du sort attendu qu'il est actuellement pensionnaire, ce qui donnait lieu à la question de savoir si tous les pensionnaires célibataires étaient dans le cas de tirer. L'ordonnance ne pouvait prévoir ce qui est particulier à Lunéville, je pense que tous ces pensionnaires doivent tirer par provision, sauf à eux à se pourvoir à M. le duc de Choiseul ou à M. le contrôleur général pour faire décider de leur exemption ».

Les valets à gages des ecclésiastiques, gentilshommes, gouverneurs et commandants de province (27).

Les portiers et jardiniers des maisons de campagne des seigneurs hauts justiciers et de paroisses.

Les valets des curés, les desservants tonsurés des églises principales et collégiales.

Les organistes et musiciens des églises principales et collégiales, ainsi que les maîtres d'école d'au moins trente ans approuvés par l'évêque diocésain avec certificat de l'intendant.

Les gardes des bois, rivières et pêches du roi, des princes et seigneurs.

Les gardes-chasses des seigneurs, s'ils ont prêté serment et sont domiciliés dans la paroisse.

Les gardes des seigneuries des gens de main-morte dans la mesure où ils sont absolument nécessaires.

Tous les soldats cavaliers, dragons des troupes du roi congédiés par rang d'ancienneté qui présentent des congés en bonne forme (ceux qui présentent des congés de six ans et qui se trouvent les avoir rachetés sont exempts pendant un an).

En 1774. — A compter de 1774, sont exempts les fils d'anciens capitaines, tous les enfants des subdélégués, les soldats, cavaliers ou dragons qui ont rempli dans les troupes deux engagements de suite et ont ainsi servi six ans (28).

Enfin, il faut signaler qu'un mémoire sans origine, de mars 1769, traite de la question des professions (29) : l'édit du mois de mars 1768 portant que l'on ne peut être admis à faire profession qu'à vingt et un ans et les institutions monastiques n'exigeant qu'une année d'épreuves, il s'ensuit qu'on ne peut être valablement

(27) A plusieurs subdélégués qui ont demandé des éclaircissements sur cette question, l'intendant répond : « Plusieurs de mes subdélégués ont demandé, monsieur, l'explication d'une disposition de l'ordonnance pour fixer les bornes du privilège d'exemption de milice des valets à gages des personnes vivant noblement. Il a été décidé à cet égard que les valets à gages dans le cas du privilège sont ceux dont les maîtres vivant noblement ont le droit en vertu de leurs charges, état ou condition d'exempter du sort suivant l'ordonnance eux et tous leurs enfants (Lettre de l'intendant au subdélégué de Lunéville du 14 avril 1766, A.M.M. C 238).

(28) Voir lettre de de la Galaizière à Viot du 20 novembre 1759 (A.M.M. C 434) : les officiers retirés avec commission de capitaine, pension ou la croix de Chevalier de Saint-Louis exemptent leurs fils, ceux qui n'ont qu'un simple brevet de capitaine ne peuvent les exempter.

(29) A.M.M. C 274.

novice qu'à vingt ans et que les sujets qui n'ont pas cet âge doivent être assujettis au sort à moins de se soumettre de rester au noviciat jusqu'à l'âge de vingt et un ans accomplis et à être déclarés fuyards et miliciens de droit s'ils quittent avant cet âge, ainsi qu'il est prescrit pour les domestiques ».

§ 4. — EXEMPTIONS EN FAVEUR DES MÉDECINS
CHIRURGIENS ET APOTHICAIRES

En 1741. — En 1741, les médecins, chirurgiens et apothicaires, leurs enfants, les garçons que les chirurgiens et apothicaires emploient depuis six ans pour l'exercice de leur art, sont exempts.

En 1768. — En 1768, la liste est modifiée :

Les enfants des médecins sont exempts s'ils exercent la profession de leur père, de même le fils aîné des chirurgiens et apothicaires dans les villes seulement (les autres enfants doivent tirer).

Ne tirent pas également : les garçons apothicaires âgés de trente ans et ayant trois ans de profession dans les villes où il y a communauté, tous les enfants des chirurgiens majors, les garçons chirurgiens employés dans les hôpitaux (30), les chirurgiens et deux de leurs élèves, s'ils ne font pas de commerce.

§ 7. — EXEMPTIONS EN FAVEUR DES ÉTRANGERS
ET PERSONNES DES AUTRES GÉNÉRALITÉS

La question des étrangers est abordée pour la première fois en 1768 : les étrangers, nés en France, sont exempts, mais non leurs enfants nés en France. L'étranger célibataire ou veuf, pour être exempt, doit fournir des certificats en bonne forme du subdélégué. En cas de difficulté, l'intendant ou le contrôleur général statue.

En ce qui concerne les personnes françaises dépendant d'autres généralités, il a été décidé qu'elles devaient en principe tirer au sort. Cependant, la situation des hommes originaires de Strasbourg fait l'objet d'une décision particulière de l'intendant

(30) Réponse de l'intendant au subdélégué de Lunéville (A.M.M. C 238) : les élèves en chirurgie des chirurgiens particuliers doivent tirer s'ils n'ont pas suivi une école pendant deux ans.

(31) : « Les magistrats de la ville de Strasbourg représentant, monsieur, qu'en vertu de la capitulation accordée à cette ville par le feu Roy et confirmée par Sa Majesté en 1716, les enfants de leurs bourgeois jouissent de l'exemption de la milice au moyen d'une imposition en argent que la ville paie annuellement au roi pour tenir lieu de sa contribution à la milice. Ces magistrats demandent, en conséquence, que les sieurs Jean Dürr et Jean Georges Reichard, fils de bourgeois, actuellement existant en la même ville, soient dispensés du sort de la milice à Nancy où ils exercent en qualité d'apprentis les professions de sellier et passementier. Sur l'assurance que leurs pères contribuaient aux charges de la ville de Strasbourg, j'ai décidé qu'ils devaient jouir de l'exemption de la milice, ainsi que les autres garçons de la même ville en jouissent dans les différentes provinces du royaume. Je vous prie de vous y conformer tant à l'égard des nommés Dürr et Reichard que de ceux de leurs concitoyens qui se trouveront dans le même cas ».

§ 8. — LA POSITION DES INTENDANTS LORRAINS
A L'ÉGARD DES EXEMPTIONS

Par la longueur des listes d'exemptions, il est facile de se rendre compte que de la Galaizière père est beaucoup plus sévère que son fils dans sa politique de recrutement, sans pour cela prendre des mesures arbitraires. Nous avons trouvé, à ce sujet, une lettre émanant du subdélégué de Bitché, en date du 13 avril 1755, qui illustre cette opinion : « Je ne puis refuser à M. d'Aumond, ingénieur en chef de cette place, mon ancien et intime ami, de vous prier avec toute l'instance possible de vouloir bien dispenser le nommé François Paquin, son domestique, milicien de la communauté de Villers-la-Chèvre, subdélégation de Villers-la-Montagne, de se trouver à l'assemblée de la milice qui doit se faire à Nancy dans le mois de mai prochain, espérant que vous voudrez bien m'accorder cette dispense que l'extrême envie d'obliger un véritable ami m'engage à vous demander même à titre de grâce. « En marge, on lit l'annotation de l'intendant : « Répondu le 17 que cela ne se peut » (32).

(31) Lettre de l'intendant à son subdélégué de Nancy du 23 février 1768 (A.M.M. C 275).

(32) A.M.M. C 256.

En fait, il est difficile de se faire une idée exacte de la politique suivie, car seules nous sont parvenues les questions qui ont fait l'objet d'une correspondance entre l'intendant et ses subdélégués ou, à l'échelon supérieur, entre le secrétaire d'état à la guerre ou le contrôleur général et l'intendant. Dans ces conditions, nous n'avons pu apercevoir que des points particuliers d'autant plus que la plupart étaient jugés sur le champ par l'intendant ou son subdélégué lors de l'opération de levée.

SECTION II

Le tirage au sort

§ 1. — LE PERSONNEL, SON RÔLE

Lorsque la milice est levée pour la première fois en Lorraine, c'est l'intendant lui-même qui procède au tirage. Lors des levées postérieures, chaque subdélégué procède lui-même au tirage dans sa subdélégation (33).

Dès qu'il reçoit l'ordre de Versailles, l'intendant conduit les opérations de la façon suivante (34) : il adresse au subdélégué les imprimés de l'ordonnance du roi concernant les milices avec charge d'en faire passer sur le champ un exemplaire dans chaque communauté de la subdélégation et d'en renvoyer un certifié de publication au chef-lieu, c'est-à-dire à Lunéville.

Dans sa lettre, l'intendant précise toujours au subdélégué la date limite pour laquelle les opérations doivent être terminées et le nombre de miliciens qui doivent être fournis par la subdélégation à charge par le subdélégué de faire la répartition entre les communautés. En général, cette lettre donne également la solution de points demeurés litigieux (35).

(33) Instructions de de la Galaizière en date à Lunéville du 15 octobre 1759 (A.M.M. C 434). Le subdélégué peut s'adjoindre des aides : « Je suis chargé de l'exécution de ce projet de recrues dans mon département, personne ne peut m'y seconder plus efficacement que vous dans l'étendue de votre subdélégation... Vous préposerez aux enrôlements de concert avec les officiers des villes et communautés les personnes que vous y jugerez les plus propres par leur intelligence et délivrerez à chacun des préposés une commission signée de moi dont je vous envoie un nombre d'exemplaires en blanc ». Voir dans le même sens une lettre de de la Galaizière à Viot du 2 octobre 1763 (A.M.M. C 435).

(34) A.M.M. C 237.

(35) A.M.M. C 237.

Dès qu'il a reçu la lettre de l'intendant, le subdélégué public l'ordonnance et fixe le jour du tirage au sort. Simultanément, il donne l'ordre au procureur syndic de chaque communauté d'amener devant lui au jour fixé les miliciables et de dresser une liste de ceux-ci.

On conçoit aisément que la position du syndic soit délicate : il est pris entre les subdélégués et les miliciables, car toute fraude est faite au préjudice des miliciables présents. Dans un rapport du subdélégué de Lunéville à l'intendant, en date du 24 mars 1755, nous avons un exemple typique de cette situation (36) : le syndic de la communauté d'Arracourt a fait des déclarations inexactes. Il n'a pas compris sur la liste quatre miliciables et s'excuse, en prétextant que quelques-uns lui ont dit qu'ils étaient infirmes et qu'il croit que les autres sont trop petits, mais que néanmoins il leur avait commandé de se trouver au tirage. Un miliciable, au contraire, soutient que ces quatre individus sont capables de servir et puisque le syndic leur avait ordonné de se présenter devant le subdélégué, celui-ci se demande pourquoi il n'en a pas été fait mention sur l'état des miliciables : « Nous aurions vérifié leurs prétendus moyens d'exemption, par cette omission, nous n'avons pu les déclarer fuyards. J'estime qu'il y a lieu de les déclarer fuyards et d'enjoindre au syndic d'être plus exact à l'avenir à nous remettre une déclaration fidèle des miliciables aux peines de droit ».

§ 2. — LES FUYARDS DE LA MILICE

Cette question des absents offre toujours des difficultés. C'est pourquoi, chaque fois qu'il le peut, l'intendant, avant de juger les réclamations, ordonne au miliciable éventuel de se présenter au tirage ou à l'assemblée de milice (37).

En 1759, de la Galaizière traite plus généralement du problème : « J'ai remarqué, monsieur, que, lorsqu'il est question de tirer au sort de la milice et qu'il y a des garçons absents de leur communautés ou infirmes par des dispositions accidentelles,

(36) A.M.M. C 256.

(37) Sur une requête présentée par Prud'homme Mansuy dans le but d'être exempté, il est décidé par l'intendant, malgré la production d'un certificat du chirurgien de la ville de Nancy que l'intéressé se présentera à l'assemblée de milice pour qu'il soit statué sur son sort (A.M.M. C 256).

quelques-uns de mes subdélégués font tirer à leur place leurs parents ou autres personnes auxquels échéaient souvent les billets de miliciens, mais ceux pour lesquels ils ont tiré ne se représentant pas et prenant ordinairement le parti de s'engager dans les troupes, il arrive qu'on ne peut leur faire subir aucune peine parce que le sort de milicien n'est constaté par aucun procès-verbal signé d'eux, de sorte que, pour parer à ces inconvénients, il est essentiel qu'à l'avenir vous n'admettiez père, mère, frère, syndic, ni aucune autre personne, qu'autant qu'il leur sera donné un pouvoir spécial et par écrit, ou s'il ne sait pas signer, par un acte de lui en présence de deux témoins, sans quoi vous n'hésitez pas à le déclarer fuyard » (38).

Cette question de la représentation est réglée postérieurement par le règlement du 1^{er} février 1768. En cas de tirage par représentation, celui qui a tiré au sort en l'absence de l'intéressé est tenu de représenter l'absent dans la huitaine pour qu'on en prenne le signalement. On n'admet à tirer par représentation que les garçons, hommes, veufs ou mariés en état de servir dont on prend également le signalement et qui sont miliciens à défaut de celui qu'ils ont représenté au tirage (39).

Est réputé fuyard, tout homme miliciable s'absentant après la publication de l'ordonnance de levée et ne justifiant pas avoir tiré dans une autre paroisse ou communauté (40).

Lors des premières levées de milice, on prend pour date de publication le jour de la publication de l'ordonnance dans le lieu même où doit s'opérer le tirage au sort. Plus tard, on tient

(38) A.M.M. C 231. Voir lettre de de la Galaizière à Viot du 16 avril 1753 (A.M.M. C 433) : « Puisque vous avez vérifié lors de votre opération que ce garçon n'était point dans un cas à se dispenser de tirer lui-même, il fallait sur son refus de se présenter, le déclarer fuyard, étant clair qu'il n'avait pas chargé sa mère de le faire par rapport aux menaces qu'elle fit aux autres garçons qu'il s'engagerait. Ainsi ayant contracté un engagement dans le régiment du roi, soit avant, soit postérieurement au billet noir tiré par sa mère, cet engagement est valable et vous devez faire tirer de nouveau les garçons de ladite communauté pour fournir un autre milicien ». Le subdélégué avait hésité dans cette affaire à déclarer le miliciable fuyard.

(39) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 252.

(40) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 252. L'intendant fixe ordinairement le jour de la publication de l'ordonnance (Lettre de de la Galaizière à Alliot du 12 mars 1744, A.M.M. C 433) : « Je viens de régler que, depuis le 22 février, jour de la publication de l'ordonnance du 20 dudit mois, concernant la milice dans la capitale, tout garçon qui s'est absenté doit être déclaré fuyard ».

compte de la publication à Lunéville. Dans une lettre au subdélégué de Saint-Dié (41), l'intendant déboute un miliciable de sa requête : « Le principe est pris que la date de la publication de l'ordonnance doit se prendre du jour de la publication faite à Nancy et à Lunéville ». Un habitant de Saint-Dié avait eu connaissance de la levée de la milice par la publication qui en avait été faite à Lunéville huit jours auparavant. Il est parti avec un compagnon à Strasbourg, ville exempte de milice jusqu'au tirage et prétend ne pas être fuyard, car son départ a eu lieu avant la publication de l'ordonnance. Il est déclaré milicien par l'intendant.

Si le miliciable s'absente avant la publication de l'ordonnance à Lunéville et à Nancy et qu'il ne tire pas dans une autre paroisse ou communauté, il doit tirer dans sa paroisse d'origine sur le même nombre de billets que celui employé pour la levée de la milice dans sa ville (42).

L'habitant quittant une communauté pour aller exercer son métier dans une autre communauté n'est pas réputé fuyard (43).

La déclaration d'absence est faite soit par le syndic de la communauté, soit par les garçons miliciables de la communauté qui souffrent de cette absence (44).

Ces déclarations ne sont pas toujours faites à bon droit. En fait, les miliciables déclarent fuyard tout individu ayant séjourné plus ou moins longtemps dans leur communauté et qui ne tire pas au sort avec eux. Plus les fuyards sont nombreux, plus ils ont de chance de pouvoir en capturer un pour se faire remplacer.

Les fuyards de la milice peuvent être arrêtés par toute personne, mais ils ne doivent servir qu'à la place d'un milicien

(41) A.M.M. C 232.

(42) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 252. Le 20 octobre 1758, Joseph Léonard, habitant de Hautevigneulle, a été déclaré fuyard de la communauté dudit lieu au tirage de la milice de cette date. Il représente qu'il n'était pas dans le cas parce que l'ordonnance concernant le tirage n'est arrivé audit lieu que le 18 dudit mois et qu'il était sorti dès le 14 pour entrer chez les Jacobins de la ville de Metz où il fait sa théologie. Il joint à sa requête sur le temps de son départ un certificat du syndic qui a vérifié son exposé et sur ses études celui de son professeur qui fait foi de sa réception. En marge de la requête, on lit : « 17 février 1759, Déchargé » (A.M.M. C 232).

(43) A.M.M. C 232.

(44) A.M.M. C 232.

du sort (45) ou à la décharge d'une communauté. Un fuyard incorporé dans la milice ne peut se substituer un autre fuyard (46).

Le procès-verbal de constitution de fuyard est dressé par le subdélégué (47).

§ 3. — L'OPÉRATION MATÉRIELLE DU TIRAGE AU SORT

Lorsque les miliciables sont rassemblés, sur le vu des états fournis par les syndics, le subdélégué répartit entre les communautés le nombre de miliciens à fournir par chacune d'elles. Lorsque certaines communautés sont trop éprouvées par les tirages antérieurs, le subdélégué a le pouvoir de réunir plusieurs communautés pour un tirage au sort commun. Ce principe subsiste jusqu'à la fin de l'Ancien Régime et paraît avoir été appliqué par de de la Galaizière dès 1748. En effet, dans une lettre aux subdélégués par laquelle il leur adresse l'état des miliciens à fournir pour l'année tant par rapport à l'augmentation des bataillons que pour remplacer les morts et déserteurs, il s'exprime ainsi : « Jusqu'alors les remplacements s'étaient faits par les communautés mêmes dont les miliciens manquaient, mais étant informé que nombre de garçons, notamment les domestiques et les manœuvres dans la plupart de celles où les remplacements étaient à faire, suivant la

(45) Lettre de de la Galaizière à Viot du 1^{er} mars 1755 (A.M.M. C 433) : « Comme je me suis aperçu qu'il s'est glissé un abus à l'occasion de la constitution des fuyards que l'on a admis à se représenter successivement, il est essentiel de n'en constituer aucun que sur la représentation qu'en feront les miliciens du sort sans que ces fuyards, une fois constitués, puissent être admis à se faire remplacer par d'autres fuyards au moyen de quoi les miliciens du sort auront plus de ressources pour s'en procurer ».

(46) Lettre de de la Galaizière à Viot du 25 novembre 1759 (A.M.M. C 434).

(47) Milice de 1752. Procès-verbal de constitution de fuyard : « Aujourd'hui 1^{er} mars 1753, étant à Lunéville est comparu par-devant nous Louis-Joseph Viot, subdélégué de Mgr. le Chancelier, Jean-Joseph Godel, milicien de la milice ordonnée en 1752 pour la communauté de Housseras, lequel nous a représenté Joseph Mathis, déclaré fuyard par le procès-verbal de levée de la milice ordonnée en 1753 des communautés de Housseras et d'Autrey, du 27 février dernier, que nous avons constitué et constituons milicien aux lieu et place et aux risques dudit Godel et à l'instant signalé, en cette qualité comme il suit : Joseph Mathis... Et avons audit Mathis ordonné de se tenir dans la communauté prêt à servir au premier ordre (A.M.M. C 235).

Nota. — Le remplacement d'un milicien par un fuyard se fait aux risques et périls du milicien. Lettre de l'intendant au subdélégué de Lunéville, du 7 octobre 1758 (A.M.M. C 231) : « Je viens d'apprendre que le nommé Jean Louis, fuyard de Dominique Vehert, milicien de Fontenoy, a été tué à l'armée. Comme ce milicien est responsable du service de son fuyard, vous aurez agréable de lui ordonner de se rendre à la première assemblée, prêt à joindre son régiment ». Voir également, lettre de de la Galaizière à Alliot du 16 novembre 1743 (A.M.M. C 433), concernant un fuyard qui, par ses blessures, est devenu incapable de servir.

connaissance qu'ils en avaient, allaient résider dans d'autres où il n'y avait point de miliciens à fournir. Au moyen de quoi, il ne se trouvait plus dans les premières qu'un petit nombre de garçons pour tirer au sort et dans quelques-unes point du tout ou au-dessous du nombre de quatre, il m'a paru nécessaire de remédier à cet abus en faisant contribuer au remplacement toutes les villes et communautés de la province sans distinction, au moyen de quoi la charge se trouvant plus étendue, elle en sera moins sensible et il n'y aura pas de non-valeur. A l'égard des petites communautés, vous les joindrez aux plus fortes, afin que les miliciables subissent le sort avec plus d'égalité » (48).

En 1766, le subdélégué de Lunéville groupe les communautés de son département en quatorze cantons pour faciliter les opérations de levée (49). Ceux, qui n'ont pas l'aptitude physique requise, sont éliminés. L'âge s'apprécie au 1^{er} mars de l'année du tirage (50). Tout homme n'ayant pas la taille requise est rejeté. Nous avons rencontré comme cas de réforme admis par l'intendant un ulcère à la jambe attesté par un maître en chirurgie, une cheville brisée attestée par un syndic de communauté, la folie attestée par le médecin traitant (51).

Toute déclaration mensongère faussant les opérations de tirage est sévèrement punie (52).

L'opération matérielle de tirage au sort est simple : on met dans un chapeau autant de billets qu'il y a de miliciables, parmi ces billets autant de billets portant la mention « Milicien » qu'il y a de miliciables à fournir. Plus tard, les billets portent la

(48) A.M.M. C 235.

(49) Lettre de Durival, secrétaire de l'intendance à Viot du 10 juin 1766 (A.M.M. C 434) : « Mon frère m'a fait passer, Monsieur, le projet que vous avez bien voulu former de quatorze cantons sous la dénomination de chefs-lieux de votre subdélégation pour réduire les opérations de levée de milice. Ce projet paraît remplir parfaitement l'idée de canton que j'avais conçue ».

(50) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 252.

(51) A.M.M. C 232.

(52) Le 27 février 1758, l'intendant sévit : « Je vois, monsieur, par les éclaircissements que vous venez de me donner sur la requête du nommé Joseph Heuquin, milicien de Saint-Maurice, que ses infirmités sont réelles et le mettent hors d'état de servir. Je vous prie de le faire remplacer sur le champ par les sujets miliciables de cette communauté dont vous dresserez procès-verbal que vous m'enverrez. Et comme il n'a pas déclaré lors du tirage qu'il était hors d'état de servir dans la milice, vous m'aurez agréable de le faire mettre en prison où il restera pendant trois jours et vous lui ferez payer les frais des voyages des syndics et garçons suivant que vous les aurez réglés modérément (A.M.M. C 237).

mention « Soldat provincial ». Ces billets écrits sont nommés billets noirs. Les miliciables tirent à tour de rôle un billet et le donnent au président des opérations, c'est-à-dire au subdélégué. Celui-ci l'ouvre immédiatement : est milicien, tout miliciable qui a tiré un billet noir.

Devant les plaintes des miliciables qui doutent de la régularité des opérations, les ordonnances entrent dans le détail des opérations. A partir de 1765, par exemple, les billets sont tous de même papier et grandeur. Le billet tiré est ouvert publiquement, afin de faire connaître à toute l'assemblée s'il est blanc ou noir. Lorsque le dernier des billets écrits est tiré, le subdélégué doit ouvrir, en présence de tout le monde, tous les billets restant dans le chapeau, afin qu'on puisse constater l'absence d'autres billets noirs et la régularité des opérations (53).

Lorsque les miliciens sont désignés, le subdélégué est chargé du recouvrement des frais de levée à la charge des communautés. L'ordonnance du 28 novembre 1741 fixe ces frais à 13 livres. Cette somme s'élève à 21 livres, puis, en mars 1744, à 24 livres monnaie de France (54). Elle est destinée à l'achat d'une culotte, deux chemises, d'un havre-sac, d'une paire de guêtres et de souliers. Les autres frais d'habillement sont répartis sur les différentes communautés au prorata des impositions. En outre, il est dû 5 livres pour les frais de levée proprement dits et 3 livres pour l'écu de départ (article 13 de l'ordonnance du 28 novembre 1741). Ces frais sont prélevés sur les revenus communaux et les revenus d'octroi pour les villes (55). En cas d'insuffisance, ils sont à la charge des miliciables.

(53) GÉBELIN, *op. cit.*, p. 107.

(54) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 2 mars 1744 (A.M.M. C 433) : « Voici, Monsieur, un extrait tiré de la répartition générale du nombre de miliciens dont vous aurez agréable de faire la levée... en vous observant néanmoins que les marchandises étant augmentées de prix, vous ferez faire le recouvrement de vingt-quatre livres de France par milicien pour équipement et autres frais qui doivent se payer avant le tirage et les ferez passer de bonne heure à M. de Saint-Hubert, trésorier de la milice à Nancy ».

(55) Lettre de de la Galaizière à Viot du 12 avril 1759 (A.M.M. C 434) : « C'est seulement pour prévenir que je viens d'expédier une ordonnance de la somme de 3.136 livres de France sur le receveur de l'hôtel de ville de Lunéville pour le paiement des frais d'habillement, équipement et armement des miliciens de la dernière levée de ladite ville. Je l'adresse au sieur Lallement, trésorier de la milice à Nancy, qui se chargera de la recette de cette somme ».

L'intendant ordonne le paiement des sommes dues en vertu de ses pouvoirs de tutelle administrative.

Ces fonds sont collectés par le receveur des finances ou toute autre personne et versés en la caisse du trésorier de la milice à Nancy (56). Lorsque le système des recrues fonctionne avant 1765, les frais d'engagement sont à la charge du roi. Les villes de la province et les communautés supportent cependant certains frais (57). Elles doivent faire également l'avance de certains frais (58).

(56) Lettre de de la Galaizière à Viot du 3 février 1748 (A.M.M. C 433) : « Je vous envoie, monsieur, des imprimés d'un arrêt du conseil et de mon mandement étant à la suite pour faire acquitter par les communautés les frais d'habillement, équipement et autres concernant la milice. J'ai laissé en blanc dans mon mandement le nom et la demeure de la personne qui en fera recette. Si le receveur des finances de votre bailliage en exercice ou l'autre à son défaut veut s'en charger par lui-même, par son commis ou par telle autre personne de sa confiance dont il répondra, vous lui remettrez autant d'imprimés qu'il y a de communautés dépendant de sa recette pour qu'après qu'il y aura rempli son nom ou celui de ce préposé, il le leur envoie directement. Si, au contraire, ils le refusent, vous ferez le choix de la personne qui vous y paraîtra propre et dont vous ferez la désignation dans ces mandements que vous adresserez ensuite à toutes les communautés qui ressortissent à cette recette des finances ».

(57) Instruction de de la Galaizière en date à Lunéville du 15 octobre 1759 (A.M.M. C 434).

« Je suis chargé de l'exécution de ce projet dans mon département, personne ne peut m'y secondar plus efficacement que vous dans l'étendue de votre subdélégation..

Il aura, par nature, de faire supporter à la généralité toutes les dépenses qu'occasionneront les recrues jusqu'à ce qu'elles fussent rendues au corps auxquelles elles sont destinées, mais le roi veut bien se charger du prix des engagements dont j'ordonnerai le paiement ou le remboursement à ceux qui en auront fait l'avance. Sa Majesté pourvoiera aussi à la solde et subsistance des recrues à compter de leur arrivée au dépôt de Nancy...

Il n'est pas possible de déterminer le prix de l'engagement de chaque homme, il ne peut être moindre de trente livres et ne doit pas excéder cinquante livres à la charge du roi...

Pour éviter les difficultés et lenteurs dans les paiements... l'avance des deniers nécessaires pourra être faite par les receveurs des octrois de chacune des villes... sauf le remboursement à ordonner de ma part des fonds qui seront faits à cet effet au trésorier des troupes de mon département...

Outre les frais d'engagement qui tomberont à la charge du roi jusqu'à concurrence de quarante à cinquante livres par homme, je crois que les villes et communautés ne pourront se dispenser d'y contribuer de quelque partie en supplément soit pour la dépense d'une culotte blanche, d'une paire de guêtres et d'une paire de souliers à fournir à chaque homme de recrue lorsqu'il n'aura pas été convenu d'en retenir le prix sur celui de l'engagement, soit pour la subsistance des recrues jusqu'à leur arrivée à Nancy, soit enfin pour les salaires et gratifications mérités des préposés à l'enrôlement.

(Sur une demande de renseignements de Viot, subdélégué à Lunéville, l'intendant approuve l'établissement d'une taxe de trente sols de France par jour pour chaque recruteur pour l'indemniser de ses frais, A.M.M. C 434).

(58) Lettre de de la Galaizière à MM. les officiers municipaux de Lunéville du 1^{er} mai 1760 (A.M.M. C 434) : « J'ai examiné, Monsieur, liquidé et arrêté l'état des avances faites des deniers de la caisse des octrois de votre ville pour le travail des recrues provinciales. Je vous ai prévenu précédemment que la masse générale des dépenses de cette opération serait répartie sur toutes les villes de la province suivant leurs forces, déduction faite de la partie qui doit tomber au compte du roi. Il s'agit maintenant de fixer entre toutes la balance de cette contribution, mais pour y parvenir, il est nécessaire que je sache positivement à quoi montent les paiements ou remboursements successifs fait

§ 4. — LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE DES MILICIENS

Une fois l'opération du tirage terminée, chaque communauté est responsable de ses miliciens (59).

Cette solidarité est poussée assez loin puisque certaines communautés, dont la trésorerie est à l'aise, peuvent même se permettre d'acheter des miliciens, l'intendant n'approuvant pas d'ailleurs ces pratiques (60) : « Je vous fis connaître, l'année dernière, combien il importe que la levée soit faite par le sort, ainsi qu'il a été réglé par les ordonnances sans admettre aucun homme vendu, ces gens étant la ruine des communautés ou particuliers. Et il est d'autant plus facile de ne pas s'en écarter que le service de la milice n'a rien de gênant dans les circonstances présentes et laisse, au contraire, aux miliciens une liberté entière de vaquer à leurs travaux ordinaires ».

Cette responsabilité collective explique la raison pour laquelle on écarte du tirage au sort les vagabonds et gens sans aveu, ainsi que ceux qui n'ont pas d'établissement fixe contrairement à la politique suivie en matière de recrues (61).

SECTION III

L'assemblée de la milice

§ 1. — LA SITUATION DU MILICIEN AVANT L'ASSEMBLÉE

Une fois désignés, les miliciens retournent dans leurs communautés respectives et attendent les convocations de l'intendant, convocations qui se font par l'intermédiaire du subdélégué et du

par M. le Prévôt général à l'arrivée des recrues de votre ville à Nancy. Je vous prie d'en former un état général exact par dates de paiement sur les déclarations de votre recruteur commis et de m'en envoyer un double signé de vous ».

(59) Dans une instruction de de la Galaizière (A.M.M. C 233), il est stipulé que c'est aux miliciens du sort à payer les journées des cavaliers de la maréchaussée qu'ils emploient pour arrêter les fuyards.

(60) A.M.M. C 231.

(61) Instruction de de la Galaizière du 15 octobre 1759 (A.M.M. C 434) : il ne doit être enrôlé que des gens de bonne volonté depuis l'âge de seize ans révolus jusqu'à quarante ans. On peut toutefois comprendre parmi ces recrues les mendiants valides et les vagabonds de profession.

syndic de communauté en vue du départ en garnison ou des manœuvres annuelles (62).

Le milicien ne peut s'absenter plus de vingt-quatre heures de sa communauté sans en aviser le syndic à peine d'être déclaré fuyard, la communauté devant dans ce cas fournir un autre milicien. Chaque subdélégué commet, à cet effet, un cavalier de la maréchaussée pour visiter les différentes communautés de la subdélégation, afin de découvrir les miliciens en situation irrégulière. Sa tournée terminée, le cavalier remet son rapport au subdélégué qui prend les mesures nécessaires (63).

Jusqu'en 1759, le milicien ne peut se marier sans permission de l'intendant. En fait, cette permission ne lui est jamais refusée, mais le subdélégué doit donner son avis (64).

En attendant d'être convoqué, le milicien peut travailler, mais le fait de pouvoir être convoqué à n'importe quel moment n'incite pas les laboureurs à les employer. Il faut considérer également le fait que le milicien prend ainsi la place d'un miliciable qui peut être exempté en sa qualité de domestique. Dans une instruction, faisant suite à l'envoi d'imprimés pour la levée de la milice en 1769, l'intendant attire l'attention de ses subdélégués sur cette situation : « Plusieurs miliciens des années précédentes m'ont porté leurs plaintes sur ce qu'on refuse de les occuper pour les mettre en état de subsister. Il n'est pas juste que la qualité de milicien devienne un motif d'exclusion à tout genre d'occupation. L'intention de Sa Majesté est, au contraire, que les miliciens soient occupés de préférence. Je vous demande donc de vous faire rendre compte par les syndics si les miliciens de leurs cantons ont de

(62) Nous donnons ici un modèle de convocation pour les régiments provinciaux qui ont remplacé la milice : « Il est ordonné au syndic de la communauté de Faulx d'avertir les soldats provinciaux dénommés en l'état ci-joint de se rendre à Nancy, le 18 mai prochain, à six heures du matin, pour y rester assemblés pendant neuf jours, l'intention du roi étant qu'il soit payé à ceux desdits soldats qui seront éloignés de Nancy de plus de quatre lieues la somme de deux sols de France par lieue. Nous ordonnons qu'il y sera pourvu par ledit syndic de laquelle avance il sera remboursé en conséquence de nos ordres sur l'état certifié de lui avec les quittances desdits soldats qu'il remettra au sieur Viot, subdélégué, à l'effet de nous être adressé avant ladite assemblée, ce 30 avril 1773 (A.M.M. C 434).

(63) A.M.M. C 233.

(64) Lettre de de la Galaizière à Viot du 6 mai 1759 (A.M.M. C 434) : « Il avait été réglé ci-devant, Monsieur, qu'un milicien de la province ne pourrait se marier sans en avoir préalablement demandé et obtenu la permission, mais considérant qu'un pareil assujettissement occasionne beaucoup de frais et démarches, j'ai cru devoir les dispenser de cette formalité pour l'avenir ».

l'ouvrage et si les laboureurs ou autres personnes leur en refusent, de les prévenir que j'arrêterai un état de subsistance que ceux qui auraient dû occuper les miliciens seront contraints de payer et, à leur défaut, ce seront les communautés qui le feront, soit par imposition, soit autrement » (65).

Lorsqu'il a reçu l'ordre de convocation, le syndic rassemble les miliciens de sa communauté et les accompagne au lieu indiqué. Boyé signale que le syndic n'est autorisé à repartir que, lorsque tous ses hommes ont été incorporés (66), nous n'avons pas trouvé trace de cette disposition spéciale.

§ 2. — L'INCORPORATION DES MILICIENS

Lorsque les miliciens sont rassemblés, ils sont répartis en compagnies et l'équipement leur est distribué. Nous savons qu'en dehors des frais de levée (8 livres par milicien, dont 3 livres destinées au milicien lors du départ du bataillon et 5 livres destinées aux frais de levée proprement dits), les frais d'équipement sont à la charge des communautés et villes (67).

Lors de la première levée de milice, l'armement est fourni en nature par les communautés. Pour les levées suivantes, les sommes, données par les communautés pour chaque milicien fourni, servent à payer l'armement et l'habillement (68). L'intendant se charge lui-même de procurer l'habillement aux miliciens : « Vous avez très bien fait, monsieur, de vous assurer des quatre

(65) Avant d'être incorporés, les miliciens ne touchent pas de solde. Il semble qu'il en est de même lorsqu'ils sont chez eux en vertu de congé. Cependant, une lettre de de la Galaizière à Lasnière du 13 février 1776 (A.M.M. C 435), prouve que les grenadiers de France bénéficient d'un régime spécial : « Le roi ayant ordonné que le traitement de cinq sols par jour accordé aux grenadiers de France incorporés dans les régiments provinciaux pour leur subsistance pendant l'intervalle des assemblées cesserait d'avoir lieu à compter du 1^{er} du mois dernier ». Le subdélégué doit prévenir les grenadiers retirés dans sa subdélégation.

(66) Boyé, *op. cit.*, p. 58.

(67) Lettre de de la Galaizière au subdélégué de Lunéville du 31 mars 1766 (A.M.M. C 238) : « A l'égard du petit équipement, la fourniture en sera suspendue, mais il n'est pas moins convenable de pourvoir, dès à présent, aux fonds nécessaires pour la dépense qu'il occasionnera, vous voudrez bien faire payer de même pour cet objet par les paroisses de chaque canton la somme de trente livres cours de France par milicien et faire passer ce fonds avec celui de trois livres destiné aux miliciens au sieur Guérin, caissier de la recette générale des finances de Nancy pour en être fait l'emploi et la délivrance lorsqu'il sera ordonné ».

(68) Réponse de l'intendant au subdélégué (A.M.M. C 238) : les frais de cocardes des miliciens sont à leur charge.

cent dix chapeaux qui se sont trouvés chez les trois maîtres chapeliers que vous me nommez. Il faut les faire remettre à M. de Jeuneville, garde-magasin des effets de la milice, que j'ai prévenu. Si vous en trouviez encore de même qualité chez d'autres marchands, il faudrait également vous en assurer et les faire passer à la même destination. J'arrangerai les prix avec les fournisseurs à mon premier voyage à Nancy » (69).

Les comptes de cet équipement sont adressés, tous les ans, à l'intendant qui les approuve. D'après le détail des années 1766 à 1769 inclus, nous pouvons nous rendre compte que les sommes payées par les communautés ne sont pas toujours affectées à des dépenses militaires (70). Lorsqu'ils sont équipés, les miliciens et recrues sont dirigés sur les régiments qu'ils sont appelés à compléter. Il nous reste donc à étudier les problèmes soulevés par le ravitaillement et logement des troupes et milices, ainsi que les modalités de la libération des hommes.

(69) Voir également une lettre de de la Galaizière au subdélégué de Nancy, du 12 avril 1752 (A.M.M. C 231), concernant la fourniture de trente sabres, trente ceinturons et trente gibernes venant de Metz.

(70) En effet, pour ces années, nous trouvons en dehors des dépenses d'équipement (réparations au magasin de la milice, gages du garde-magasin, écus de gratification), d'autres dépenses que l'intendant ordonne d'être payées sur les fonds de la milice par exemple la somme de 1.500 livres pour le second acompte de la reprise des ouvrages de la Pépinière de Nancy suivant ordonnance du 16 décembre 1769.

CHAPITRE III

Le rôle de l'Intendant à l'égard des troupes enrégimentées

SECTION I

Les fournitures de vivres

Sous l'Ancien Régime, les troupes se déplacent toujours suivant un itinéraire fixé par une « route » expédiée par le secrétaire d'état à la guerre ou exceptionnellement par les commandants et intendants de province quand il s'agit de recrues ou de remonte des régiments (1).

Cette feuille de route mentionne les lieux où les soldats doivent séjourner ou s'arrêter, un extrait de revue indique le nombre exact d'hommes qui se déplacent et leur grade (2).

(1) Lettre de de la Galaizière à l'intendant de Champagne du 12 avril 1752 (A.M.M. C 231) : « J'ai reçu, Monsieur, avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 23 de ce mois, l'extrait de la route expédiée à environ cent cinquante hommes de recrues destinées au régiment de Royal-Barrois. J'ai, en conséquence, donné les ordres nécessaires pour que les logements et les écuries soient disposées à leur arrivée dans les lieux de mon département où ils doivent passer ».

(2) GUYOT, *op. cit.*, t. VII, mot « Etape ». Pour assurer la régularité des revues et prévenir les doubles emplois, les commissaires des guerres envoient au secrétaire d'état à la guerre des extraits des revues qu'ils font pour servir à la fourniture des étapes, dans lesquels ils font mention des jours où les troupes commencent à marcher. A défaut de la revue du commissaire, le trésorier des troupes du lieu de départ transcrit au dos de la route l'extrait de la dernière revue qu'il fait viser par le gouverneur ou commandant ou par le major de la place d'où la troupe part ou par l'intendant ou ses subdélégués dans les villes intérieures du royaume de cet extrait sert de règle pour la fourniture de l'étape. Il y a cassation et prison pendant un an pour les commandants de corps, majors, aides-majors ou officiers chargés du détail qui font passer pour présents les officiers absents et qui prennent l'étape pour des charges vacantes ou enfin qui font passer des officiers en des qualités qu'ils n'ont pas pour avoir un plus grand nombre de rations d'étapes.

L'officier conducteur de la troupe avertit l'intendant de son passage dans la généralité, celui-ci dirige les soldats ou miliciens sur les lieux d'étape qu'il fixe (3).

Par l'intermédiaire des subdélégués, l'intendant avise les officiers municipaux et les syndics de communauté de ces passages et leur ordonne de prendre les mesures nécessaires pour assurer le ravitaillement des hommes, ceux-ci vivant au moyen de leur solde (5).

En ce qui concerne les pailles et foins, les officiers peuvent traiter directement avec la population (6), mais l'institution de l'étape permet d'éviter tout contact direct avec la population : un entrepreneur se charge de fournir aux troupes de passage le foin et la paille et même quelquefois d'autres denrées sur le pied fixé par des ordonnances royales selon la nature du régiment et le grade des officiers, le trésor royal lui remboursant ces fournitures au prix convenu d'après le contrat. L'étaquier prévenu par le subdélégué ou l'intendant (7) achète ce dont il a besoin.

(3) Lettre de de la Galaizière à Viot du 15 septembre 1757 (A.M.M. C 434) : « Je vous prévienne, monsieur, que, par rapport aux désastres causés à Saint-Dey par les incendies des 26 du mois dernier et 6 du courant, il a été réglé qu'on ferait désormais passer les troupes de Rambervillers à Raon pour se rendre à Sélestat par la route de Bruche et du Val de Villers, j'ai marqué, en conséquence, au directeur des étapes de faire les dispositions convenables pour en assurer le service audit Raon. Comme ce nouvel arrangement pourra exiger qu'il soit fait un autre arrondissement de communautés chargées du transport des équipages, je vous prie de me marquer ce qu'il conviendra de faire à ce sujet ».

(4) Lettre de de la Galaizière au subdélégué de Lunéville du 27 avril 1752 (A.M.M. C 231) : « Je joins l'ordre pour le logement à Saint-Nicolas des deux bataillons du régiment de Polignac qui y arriveront le 12 dudit mois, il est composé d'un commandant de bataillon, d'un major, d'un aide-major et vingt capitaines, d'autant de lieutenants et de mille hommes. Ainsi, vous avertirez les officiers de l'hôtel de ville de Saint-Nicolas de faire en conséquence leurs dispositions pour les loger, et si les logements des contribuables ne suffisaient pas, il faudrait recourir à ceux des privilégiés sans que cela puisse tirer à conséquence dans les cas ordinaires. Vous leur marquerez aussi d'avertir les boulangers et les bouchers et même les cabaretiers de se précautionner à l'avance pour que les subsistances ne manquent point à cette troupe pendant tout le temps qu'elles restera à Saint-Nicolas, leur intérêt particulier est un motif à les y engager ».

(5) DE BOISLIE, *op. cit.*, t. I, p. 476 : « Moyennant le paiement des appointements et soldes que les intendants feront faire par le trésorier, par avance de dix jours en dix jours auxdites troupes, les officiers gendarmes, chevaux légers, cavaliers, dragons et soldats seront obligés de payer de gré à gré et sans taux tous les vivres et autres choses qui leur seront fournis et ne pourront rien exiger des habitants des lieux de leur logement ».

(6) Lettre de de la Galaizière à Viot du 29 mai 1755 (A.M.M. C 433).

(7) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 22 juillet 1743 (A.M.M. C 433) : « Je vous envoie l'état, monsieur, des troupes qui arriveront à Beuzémont le 1^{er} août et en partiront le 2^o. Je mande au directeur de l'étape de Nancy d'y faire trouver du fourrage pour les chevaux des officiers et de la viande ».

En fin d'année, le trésor de l'extraordinaire des guerres lui rembourse sur le vu des extraits de revues et de route tant par journée d'hommes, d'officiers ou de cheval.

Toutes les difficultés s'élevant à ce sujet sont de la compétence de l'intendant (8).

Ces fournitures pour les troupes de passage doivent être distinguées des réquisitions opérées par l'intendant pour approvisionner les magasins des troupes situés dans les places fortes ou sur les frontières. La Lorraine, étant sur le passage des troupes de l'armée du Rhin, a particulièrement à souffrir de ces réquisitions, mais devant les plaintes de la population et pour éviter toutes contestations, l'intendant favorise la conclusion de traités avec les entrepreneurs. Tous ces contrats doivent être approuvés par lui qui seul a le droit de modifier une clause onéreuse pour une partie ou pour l'autre (9) ou même d'annuler purement et simplement le contrat s'il est contraire à l'ordre public (10).

(8) Lettre de de la Galaizière à MM. les officiers municipaux de Lunéville du 20 juin 1760 (A.M.M. C 434) : « Il a été fait, messieurs, des représentations de la part de quelques étapiers sur les difficultés qu'ils éprouvent à se procurer les extraits de routes des troupes marchant par étapes dont la remise doit leur être faite par les officiers des lieux de passage à l'effet de justifier de leurs fournitures. Les retards sur ce point sont la cause ou le prétexte d'abus réels dans le service des étapes. Pour les prévenir en ce qui vous regarde, il est nécessaire que vous délivriez exactement après chaque logement à l'étaquier de votre résidence les extraits des routes, sur lesquels les fournitures auront été faites, afin qu'il puisse les envoyer aussitôt à la direction des étapes à Nancy pour servir à former les comptes des commissaires par quartier ».

A la fin de chaque année, l'intendant vise les comptes de la direction des étapes (voir DE BOISLILE, *op. cit.*, t. I, p. 476).

(9) Lettre de de la Galaizière à Viot du 7 octobre 1760 (A.M.M. C 434) : « J'ai reçu, monsieur, la soumission de fournir la ration de fourrages imposée sur les communautés de votre département. Comme je me suis réservé par mon mandement de réduire les traités qui d'ailleurs ne pourraient être exécutés qu'autant qu'ils seraient visés par moi, je viens d'ordonner que cette fourniture serait faite par les sieurs Marcellin André, de Lunéville, Lazard Godechaux et compagnie de Nancy, au prix de onze sols cours de France par ration, pour les traités qui seraient à ce prix et au-dessus, aux conditions y portées je leur ai accordé la préférence, et pour ceux qui se trouveraient au-dessous conformément à la soumission générale qu'ils m'en ont donnée le premier de ce mois et que j'ai acceptée ledit jour, ainsi je vous prie de me faire passer sur le champ les mandements d'imposition pour que je puisse les remettre aux adjudicataires et d'enjoindre aux syndics de faire procéder sans aucun délai à la répartition du prix de la fourniture desdites communautés ».

(10) Lettre de de la Galaizière à Viot du 15 septembre 1760 (A.M.M. C 434) : « Pour les fournitures de fourrages par les communautés, on ne doit pas accepter pour fournisseurs aucun employé tant des magasins où les fourrages doivent être conduits que de ceux des entrepreneurs des fourrages pour les troupes et leurs sous-traités ».

Voir également une lettre de de la Galaizière à Viot du 19 avril 1759 (A.M.M. C 434) : « Les insinuations dont s'est servi, monsieur, le nommé Génin Louis, garde-magasin des fourrages à Verdun, pour engager les communautés des

Il semble que l'intendant a eu le pouvoir de taxer le prix des denrées, mais la question est douteuse (11).

Quand le traité est approuvé par l'intendant, le prix en est réparti par ordre du syndic entre tous les habitants de la communauté. Pour faciliter le recouvrement des impositions, à l'instar de l'habitude prise en France pour le recouvrement de la taille, l'intendant opère par voie de réquisition dont le prix est imputé sur le rôle de la subvention (12).

SECTION II

Le logement et les ustensiles des gens de guerre

Le logement des troupes doit s'entendre au sens large, c'est-à-dire qu'il comprend non seulement le partage de la maison, mais encore la place au feu et à la chandelle. Dans ces conditions, il s'agit là d'une charge lourde à supporter (les cahiers de doléances de 1789 fournissent à ce sujet de nombreuses et concor-

évêchés à traiter avec lui à des prix exorbitants de la fourniture des foins destinés à la subsistance des chevaux de l'armée du Bas-Rhin, dont elles étaient chargées, ont porté M. de Bernage à rendre une ordonnance qui casse ces traités et fixe à vingt livres le prix du millier de foin. Attendu que ledit Génin avait saisi la circonstance de l'imposition de ladite fourniture sur les communautés pour s'en faire un titre lucratif par le moyen d'un avertissement imprimé tendant à persuader qu'il était chargé de leur fournir les foins qui leur étaient demandés, je viens de rendre une pareille ordonnance sur ce qu'il m'est revenu que sur la foi de pareils avertissements la plupart des communautés de Lorraine avaient traité avec lui ».

(11) On a vu par la note précédente que l'intendant de Lorraine avait taxé le prix du millier de foin à vingt livres (voir sur cette affaire, *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. X, p. II : arrêt du Conseil royal des finances du 30 mai 1759 portant fixation de l'indemnité accordée aux communautés de Lorraine et Barrois qui ont fourni les 1.200.000 rations de foin pour la subsistance des chevaux des troupes de l'armée employée sur le Bas-Rhin, et l'ordonnance d'exécution de de la Galaizière y faisant suite datée du 10 juin 1759), mais de de la Porte, en matière de transport de bois, hésite à prendre une pareille mesure : les habitants de Lunéville demandent un prix excessif pour le transport du bois de la gendarmerie, le duc de Castries demande à l'intendant de taxer le prix du transport. « Je croirais en me portant à ses vues passer les bornes de mon autorité, parce que cet objet tient à la grande police qui est entièrement dans la main du Parlement » (Lettre de de la Porte à Lasnière du 2 juillet 1787, A.M.M. C 438).

(12) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 19 juillet 1744 (A.M.M. C 433) : « Vous ne perdrez pas de temps, monsieur, à faire passer aux communautés les mandements ci-joints pour leur être fait état sur le second terme des impositions de la présente année des sommes y portées pour le prix des rations de foin par elles fournies ».

Voir également une lettre de de la Galaizière à Alliot du 7 juin 1744 (A.M.M. C 433).

dantes réponses). La plupart réclame la suppression du logement et des fournitures « pour lesquels tant de malheureux étaient contraints d'abandonner le seul lit où reposait encore leur misère » (13).

§ 1. — LE LOGEMENT CHEZ L'HABITANT

Nous avons vu plus haut que l'intendant dirige la troupe vers les lieux d'étape qu'il a fixés (14).

La troupe qui doit loger dans une localité détache à l'avance un aide-major, le quartier-maître et tous les fourriers. Ces hommes se rendent chez les officiers municipaux ou le syndic qui répartissent les soldats chez les assujettis, sauf appel en cas de difficultés à l'intendant (15). En France, deux ordonnances de Choiseul, de 1765 et 1768, essayent de codifier les règles du logement et d'en égaliser les charges. Nous ignorons si elles furent appliquées en Lorraine, mais il est probable que de la Galaizière s'en inspire pour juger toutes les difficultés qui surgissent.

(13) André NAVEREAU : *Le logement et les ustensiles des gens de guerre de 1439 à 1789*, Poitiers, 1924, p. 155, citant les cahiers de doléances de Rennes, t. I, p. 71. En principe, le logement est fourni en nature, mais il semble que pour les officiers supérieurs résidant un certain temps dans une ville, le logement soit converti en une somme d'argent perçue par l'intéressé. Le comte d'Haussonville est à la fois commandant en second en Lorraine et lieutenant général, commandant la première division de Lorraine. On lui doit un logement en nature ou en argent au choix de la ville en qualité de commandant en second et un logement en nature en qualité de lieutenant général, commandant la première division. Le conseil de la ville de Nancy prend, le 5 décembre 1788, une délibération ainsi rédigée : « Sur quoi la Chambre (du Conseil de Ville) a délibéré sous le bon plaisir de Mgr. l'Intendant que le logement de M. le comte d'Haussonville lui sera payé sur le pied de 3.600 livres par année » (A.M.M. C 176).

Voir également une requête du marquis de Chamborant à de de la Galaizière, en date du 16 décembre 1774 (A.M.M. C 176), tendant à ce que le logement qui lui est dû soit acquitté sur les fonds de la province et non sur ceux de la ville de Sarreguemines qui est surchargée d'impositions.

(14) C'est l'intendant qui choisit les lieux d'étapes en fonction des ressources de la région : « J'ai reçu, monsieur, des représentations de la part de quelques villes et communautés où l'étape est établie sur ce que la force des lieux n'est pas proportionnée au nombre des troupes qui y logent en passant. Etant nécessaire de savoir une fois pour toutes à quoi s'en tenir à cet égard, ayez agréable de m'envoyer, pour le 15 mars prochain, au plus tard, un mémoire du nombre des maisons, écuries et granges propres au logement dans chacun des lieux d'étape de votre département, de ce qu'elles peuvent contenir d'hommes et de chevaux sans surcharge pour les habitants et de ce qu'on y en pourrait mettre dans les cas extraordinaires où les privilégiés même sont assujettis au logement ».

(15) Lettre de de la Galaizière à Viot du 16 mai 1760 (A.M.M. C 434).

La liste des exempts au logement des gens de guerre est la reproduction de la liste des exemptions à la milice, sauf en ce qui concerne les exemptions en faveur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Dans ces conditions, on conçoit que le logement des troupes soit très lourd à supporter, puisque les classes aisées les plus à même d'y faire face en sont exemptes. L'indigence d'un habitant n'est pas une cause d'exemption, puisque les habitants pauvres sont associés de telle façon que le groupe puisse fournir un lit et ses accessoires (16). Les exemptions cependant ne jouent pas en cas de foule. Les privilégiés sont alors eux-mêmes obligés de loger les troupes, les ecclésiastiques étant en cette circonstance les derniers assujettis.

§ 2. — LE LOGEMENT DANS LES MAISONS VIDES AMÉNAGÉES

En France, ce logement est réglementé par les ordonnances du 25 octobre 1716 et celles de 1765 et de 1768. Il est employé par les villes et communautés ayant des ressources suffisantes pour décharger les habitants du logement effectif (17).

En 1759, à Lunéville, le corps des casernes ordinaires étant insuffisant, l'intendant approuve le parti de louer un autre corps de bâtiments ayant déjà servi à cet usage (18).

Bien entendu, les dépenses d'entretien et les réparations sont à la charge de la ville ou de la communauté (19). En Bretagne,

(16) A. NAVEREAU, *op. cit.*, p. 146.

(17) Il semble que les villes et communautés récupèrent sur les assujettis au logement des gens de guerre les frais occasionnés à la décharge des autres habitants. Voir à ce sujet, une lettre de de la Galaizière à Viot du 10 juin 1761 (A.M.M. C 434) : « Je vois, monsieur, par l'état ci-joint au bas duquel est un mandement de MM. les officiers municipaux de Rambervillers qu'ils ont traité de la location des écuries nécessaires pour loger quarante-huit chevaux de la compagnie de gendarmerie qui a été en quartier dans cette ville pendant l'hiver dernier, mais il ne paraît pas qu'en réglant les sommes dues à chaque particulier on ait fait la déduction du nombre de chevaux qu'ils auraient dû loger comme bourgeois relativement à leurs forces et facultés ».

(18) Lettre de de la Galaizière à Viot du 15 août 1759 (A.M.M. C 434) : « Je désirerai aussi que l'on put engager le propriétaire et les locataires actuels à la céder volontairement en leur laissant un temps convenable pour prendre d'autres logements ».

(19) Lettre de de la Galaizière à Viot du 3 novembre 1753 (A.M.M. C 433) : « L'officier, commandant la compagnie du régiment Dauphin Etranger en quartier à Moyenmont, monsieur, m'ayant demandé, il y a quelque temps, de donner des ordres pour faire payer les écuries qui logent les chevaux de la troupe, je lui fis connaître qu'il n'était pas possible de jeter la communauté dans cette dépense qui lui serait très onéreuse, il se renferme à demander qu'au moins les trous qui se trouvent dans ces écuries, dans lesquels l'eau et le fumier croupit et qui peuvent occasionner des accidents aux chevaux, soient rebouchés et mis en état : on ne peut lui refuser cet article ».

les Etats donnent au locataire évincé une indemnité d'un cinquième du loyer s'il ne résilie pas son bail et au propriétaire un cinquième de plus que le prix du loyer, moyennant quoi, il doit faire exécuter d'urgence toutes les réparations (20).

§ 3. — LE LOGEMENT DANS LES CASERNES

La construction des casernes en France est entreprise de façon générale en vertu de l'ordonnance du 25 septembre 1719 (21) pour les motifs suivants exprimés dans le préambule de l'ordonnance : défaut de maisons vides, prix élevés des baux, foule et oppression dans les gîtes d'étapes. En fait, peu de bâtiments sont terminés par suite de l'insuffisance des fonds, la part du trésor royal étant de 15.000 livres sur les 30.000 que doit coûter chaque corps de bâtiments.

En Lorraine, les casernes sont construites avec les deniers des villes, notamment à Commercy, Saint-Mihiel et Epinal. Ces constructions se font par voie d'adjudication. Elles appellent les mêmes observations que les constructions d'immeubles communaux proprement dits : l'intendant, en sa qualité de tuteur des villes et communautés, doit approuver le contrat (22), il prend les mesures nécessaires pour pallier aux malfaçons (23), il juge

(20) A. NAVREAU, *op. cit.*, p. 140.

(21) CANGÉ, volume LIX, f° 99.

(22) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 3 septembre 1740 (A.M.M. C 433) : « Je vous envoie, Monsieur, des avertissements que vous ferez afficher dans votre ville sur le jour auquel se fera l'adjudication au rabais d'un corps de casernes et écuries à construire à Epinal. Cette entreprise étant de conséquence, il est bon que vous engagiez vos meilleurs ouvriers à s'y rendre pour y faire leur offre ».

(23) Ordonnance de de la Porte du 18 juillet 1780 (A. Meuse C 25) : « Sa Majesté ayant ordonné de faire construire à Saint-Mihiel un bâtiment destiné à servir de caserne aux régiments de cavalerie qui pourraient être envoyés en quartier dans cette ville, notre prédécessur s'est occupé du soin de faire dresser les plans et devis de cette construction et par procès-verbal du 13 juillet 1777 les ouvrages à faire pour la construction desdites casernes ont été adjugées au sieur Christophe Arnould sous le cautionnement solidaire du sieur Joseph Dardare... En conséquence de cette adjudication, les sieurs Arnould et Dardare ont commencé les ouvrages. Mais depuis, ayant été informé que quelques parties de ces ouvrages étaient tombées et que ce qui restait à exécuter était susceptible de changement, soit pour en assurer la solidité, soit pour en rendre la forme plus commode aux troupes, nous avons nommé et commis le sieur Lecreulx à l'effet par lui d'examiner non seulement la cause de défectuosité desdits ouvrages, mais encore de constater les changements qu'il serait nécessaire de faire pour remplir le but de cet établissement. Le sieur Lecreulx s'étant transporté sur les lieux dressa, le vingt du mois dernier, procès-verbal de l'état desdits bâtiments et il résulte du rapport qu'il nous a fait que, si d'un côté la chute de quelque partie des bâtiments commencés ne provient que du défaut de

les contestations s'élevant entre les particuliers et les entrepreneurs pour les extractions de matériaux (24).

Pour les menus travaux, on procède par voie de marché amiable plutôt que par voie d'adjudication (25).

Lorsque la caserne est la propriété du domaine royal, c'est l'intendant qui règle, avec l'inspecteur général des domaines, les réparations à y faire (26) et nomme les caserniers (27).

§ 4. — L'USTENSILE

On entend par ustensile, les accessoires à l'impôt du logement au sens large, c'est-à-dire la literie, le chauffage et l'éclairage. La Lorraine, en raison de l'existence de la subvention, ne connaît pas l'ustensile en argent ou « grand ustensile », imposition accessoire de la taille soumise à la juridiction de l'intendant et levée en temps de guerre ou pendant les cinq mois de quartier d'hiver. Cette imposition, due par ceux qui ne logent pas effectivement des troupes, constitue un fonds pour le rétablissement des compagnies pendant l'hiver et leur entretien pendant la campagne.

dimensions des plans et devis qui ont été dressés par le sieur Montluisant, de l'autre, il existe dans d'autres parties des malfaçons qui ne proviennent que des adjudicataires... Nous avons ordonné et ordonnons que les sieurs Arnould et Dardare, adjudicataires des ouvrages de construction des casernes de la ville de Saint-Mihiel, seront incessamment tenus de faire démolir à leurs frais les cinq murs de refend actuellement construits et ce depuis la pointe des pignons jusqu'à la retraite du premier étage au niveau de l'extrados des voûtes, laquelle démolition sera néanmoins faite avec les précautions convenables pour ne causer aucun ébranlement au reste de l'ouvrage, ordonnons, en outre, qu'à la place du dixième mur de refend, il sera construit un nouveau mur de pignon avec pilastres pour former de la partie entreprise un pavillon détaché qui sera terminé le plus tôt qu'il sera possible ».

(24) Ordonnance de l'intendant du 22 juillet 1778, ordonnant au subdélégué de Saint-Mihiel de nommer des experts pour reconnaître le dommage causé dans une vigne appartenant au sieur Broudet, avocat en cette ville, pour l'extraction des pierres nécessaires au bâtiment des casernes (A. Meuse C 25).

(25) En 1751, l'intendant envoie à son subdélégué de Nancy deux certificats de maîtres menuisiers et serruriers concernant le prix de six croisés à faire aux magasins où les armes et effets de la milice sont déposés : « Vous aurez agréable de leur en passer marché pour la somme portée par chaque croisée dans lesdits certificats à moins que vous ne trouviez à les faire faire à meilleur compte et lorsque les ouvrages seront faits et reçus, j'en ordonnerai aussitôt le paiement (A.M.M. C 231).

(26) Procès-verbal d'adjudication de de la Porte du 15 septembre 1779, en conséquence d'un devis dressé sur ordre de l'intendant (A. Meuse C 21).

(27) Requête de Christophe Viochichorski en vue de l'obtention d'une place de casernier à Saint-Mihiel adressée à l'intendant et non datée (A. Meuse C 18).

L'ustensile en Lorraine est perçu comme en France, même quand les troupes logent en casernes. Il est acquitté en général sur les deniers communaux des villes et communautés (28). De la Galaizière pratique, à cet égard, la politique qu'il suit en matière de fournitures : il favorise la conclusion de contrats d'approvisionnement, ces contrats étant approuvés par lui en raison de ses pouvoirs de tutelle (29).

§ 5. — CONTENTIEUX DU LOGEMENT ET DES USTENSILES

Toutes les contestations nées du logement des troupes sont de la compétence de l'intendant. En effet, à défaut par l'officier de régler gracieusement le différend, l'habitant se plaint aux officiers municipaux qui dressent procès-verbal dont une expédition est destinée au secrétaire d'état à la guerre et l'autre à l'intendant. Ce dernier saisi de l'affaire commet le subdélégué du lieu pour instruire et rend sa sentence sur le vu du rapport de ce subdélégué. La plupart des affaires ont trait à l'exemption du logement. Trois décisions de l'intendant, par exemple, exemptent l'ancien aumônier du roi de Pologne (30) ; les directeurs des bureaux des lettres, sauf s'ils tiennent cabaret et les maîtres de poste, même s'ils tiennent hôtellerie ou font commerce à boutique ouverte (31).

(28) Lettre de de la Galaizière aux officiers de l'hôtel de ville de Lunéville du 4 juillet 1739 (A.M.M. C 433) : « Vous pouvez, messieurs, faire un mandement sur le receveur des deniers d'octroi de la ville de Lunéville pour le paiement de l'ustensile des gardes du corps de Sa Majesté polonoise des six premiers mois de cette année se montant à 1.568 livres et me l'envoyer pour le viser après quoi vous ferez délivrer cette somme sur le champ à l'officier des gardes du corps chargé du détail ».

(29) Contrat de fourniture des bois et lumières aux casernes et corps de garde de la ville de Lunéville (A.M.M. C 433) : l'intendant est chargé de trancher toutes les difficultés relatives à ce contrat.

Voir également une lettre de de la Galaizière à Viot du 22 novembre 1763 (A.M.M. C 435) : l'adjudicataire de la fourniture des bois et lumières à Lunéville demande à être déchargé sous prétexte qu'il est obligé de multiplier ses délivrance. L'intendant refuse, car les prix de son traité excèdent ceux de l'adjudication de Nancy.

(30) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 25 octobre 1774 (A.M.M. C 435).

(31) Lettre de de la Porte à Lasnière du 15 octobre 1778 (A.M.M. C 436).

SECTION III

Les convois militaires

L'armée de l'Ancien Régime ne possède pas de train des équipages tel que nous l'entendons au sens moderne. Tous les convois sont assurés par la population civile au moyen de réquisitions de l'intendant. On distingue deux sortes de convois : ceux qui véhiculent les vivres aux magasins de troupes et ceux qui véhiculent les bagages des troupes se déplaçant.

Pour assurer ces convois, les communautés sont groupées en arrondissement par le subdélégué après que les syndics aient rendu compte, sur ordre de l'intendant, du nombre des bêtes tirantes.

§ 1. — LES CONVOIS POUR LES MAGASINS

En général, les transports de fournitures dans les magasins de troupes ne soulèvent pas beaucoup de difficultés, car l'intendant laisse toujours aux cultivateurs et voituriers un laps de temps assez large pour qu'ils puissent choisir le jour qui leur convient (32).

Quand les fournitures sont arrivées à destination, les magasiniers doivent remettre aux habitants réquisitionnés un certificat de livraison. Sur le vu de ce certificat qu'ils présentent au subdélégué, les cultivateurs et voituriers sont payés du prix de leur transport. Très souvent, l'intendant préfère leur en tenir compte sur les impositions de l'année suivante.

§ 2. — LES CONVOIS POUR LA TROUPE

Les transports des équipages des troupes donnèrent lieu à beaucoup plus de réclamations, parce que la troupe étant sur place a tendance à exiger beaucoup plus que ce qui est commandé

(32) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 7 septembre 1743 (A.M.M. C 433) : « La Lorraine et le Barrois devant, monsieur, fournir et voiturer à Sélestat un très grand nombre de rations de foin et autant de bottes de paille, je vous informe que votre subdélégation est répartie à 81.500 rations de foin et autant de bottes de paille conformément à l'état ci-joint, je vous envoie mes mandements pour en faire la répartition sur chaque communauté dont vous connaissez les forces et facultés. Je m'en rapporte à votre prudence sur le délai que vous jugerez à propos de leur fixer pour en faire successivement la remise à Sélestat d'ici un mois ».

par l'intendant. Les armées de l'Ancien Régime emmènent avec elles de nombreux bagages qui proviennent souvent de vols et de pillages. Quand il envoie un ordre de réquisition à son subdélégué, l'intendant prend toujours soin de rappeler les dispositions des ordonnances en vigueur. De la Galaizière, le 1^{er} novembre 1758, par exemple, ordonne aux officiers municipaux de Lunéville (33) de faire fournir le logement à sept cents hommes de milice « comme aussi de faire fournir le jour du départ les chariots nécessaires par les communautés dont le tour est à marcher pour les transports des convalescents et des équipages jusqu'au premier gîte, de même que les chevaux de selle dont les officiers auront besoin en payant avant le départ de ladite troupe par l'officier chargé du détail 20 sols monnaie de France par cheval. Lesdits chariots ne pourront être chargés, savoir ceux à quatre chevaux que jusqu'à mille cinq cents pesants et ceux à trois chevaux jusqu'à mille cent seulement, y compris les hommes et le bagage, l'intention de Sa Majesté étant que, s'ils étaient chargés d'un plus grand poids et que les chevaux par cette surcharge vinssent à périr en route et les chariots être cassés, les troupes soient obligées d'en payer la valeur, avec défenses de maltraiter les charretiers, ni leurs chevaux, à peine de répondre du dommage en conformité des ordonnances sur ce intervenues ».

Pour é viter les abus, de la Galaizière fils limite le nombre des chevaux qu'on alloue à une troupe en marche (34).

Les officiers ayant besoin de chevaux de selle peuvent en obtenir en payant, à la différence des sergents vivandiers, vivandières ou autres employés à la suite des corps. Par ordre de l'intendant, les petits détachements de recrues ou de remplace-

(33) Ordonnance de de la Galaizière du 1^{er} novembre 1758 (A.M.M. C 434).

(34) Lettre de de la Galaizière à Viot du 6 mars 1760 (A.M.M. C 434) : « La fourniture des voitures d'ordonnance est réglée en général à cinq chariots par bataillons, à deux par escadrons et à proportion pour les détachements tous payés à raison de vingt sols monnaie de France par cheval. Il est des cas de nécessité où l'on ne peut pas se refuser à faire fournir un chariot de plus par bataillon ou escadron. Tels sont ceux d'un transport d'habillement neuf, de tentes ou d'autres effets destinés au campement, c'est à vous de juger sur le lieu et sur le moment de la légitimité des demandes des corps à ce sujet et à faire expédier les ordres en conséquence. Mais vous ne devez, en aucun cas, commander des chevaux pour être attelés à des berlines, chaises ou fourgons d'officiers beaucoup moins pour le transport de vins ou denrées qu'il arrive quelquefois que les troupes conduisent à leur suite sous prétexte de consommation. Ces objets sont étrangers au service et les officiers doivent en ce cas se pourvoir de voitures et de chevaux en payant de gré à gré ».

ment, les officiers marchant séparés de leurs régiments, les officiers, bas officiers ou soldats invalides et convalescents, à moins d'être porteurs de routes ou d'ordres de cour établissant expressément cette fourniture, ne peuvent bénéficier de réquisitions de véhicules ou de chevaux (35). Il en est de même des corps de cavalerie en quartier dans le plat pays. Ces corps doivent traiter de gré à gré pour le transport de leurs fourrages.

Les conducteurs des voitures et leurs chevaux bénéficient de l'étape au même titre que les militaires, même lorsqu'il s'agit de conduire des officiers ou soldats allant ou revenant des eaux ou des hôpitaux ou se rendant à l'hôtel royal des Invalides (36).

Une ordonnance royale du 1^{er} juillet 1768 (37) réglemente la fourniture des voitures aux troupes en marche. Elle attribue la connaissance des difficultés naissant à ce sujet à l'intendant.

§ 3. — LE CONTENTIEUX DES CONVOIS

Le contentieux des convois militaires est du ressort de l'intendant qui statue de la même façon qu'en matière de logement et ustensile. L'intendant décide si une personne doit contribuer ou non au service du transport (38), il alloue également les indemnités qui peuvent être dues aux habitants des communautés : Joseph Germain, amodiateur à Craon, se plaint que, le 13 avril 1759, lors du passage d'un régiment de grenadiers royaux, ses chevaux au nombre de dix huit furent enlevés de vive force et attelés à des voitures trop chargées, que ses domestiques furent contraints de conduire jusqu'à Beauléon. Il ne reçut aucun

(35) Lettre de de la Galaizière à Viot du 6 mars 1760 (A.M.M. C 434).

(36) Lettre de de la Galaizière à Viot du 20 juin 1766 (A.M.M. C 435). Voir également une lettre de de la Galaizière à Viot du 28 mars 1743 (A.M.M. C 435) : « L'article 5 de l'ordonnance du 30 juin 1737 décidant, monsieur, que les conducteurs des voitures fournies gratis aux officiers infirmes recevront à l'étape une ration de vivres pour eux et une de fourrages pour chaque cheval, il a été réglé que toutes les fois qu'on ne peut se dispenser d'accorder aux soldats, cavaliers et dragons hors d'état de marcher à pied des voitures gratis, il n'est pas moins juste que les conducteurs de ces voitures jouissent du même traitement tant en vivres qu'en fourrages, ainsi lorsque vous aurez l'occasion d'ordonner de pareilles voitures tant pour les officiers que pour les soldats, cavaliers et dragons, soit en allant, soit en revenant des eaux ou des hôpitaux ou pour ceux qui ont des routes pour se rendre à l'hôtel royal des Invalides, vous aurez agréable de faire mention dans vos ordres qu'il sera fourni par l'étapier d'un gîte à l'autre une ration de vivres aux conducteurs des voitures et une de fourrage par chaque cheval ».

(37) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. XI, p. 373.

(38) Lettre de de la Galaizière à Viot du 16 mars 1762 (A.M.M. C 435).

paiement et un de ses chevaux devint aveugle par suite des coups reçus. Le subdélégué de Lunéville doit s'informer (39) de la véracité des faits. A la suite de son rapport, de la Galaizière rend une ordonnance de retenue sur les appointements des officiers du bataillon de grenadiers royaux d'un montant de 58 livres à payer par le trésorier des troupes de Nancy aussitôt que le fonds de la retenue lui sera parvenu (40).

En vue de faciliter son travail, de la Galaizière nomme un inspecteur des étapes et convois militaires, dont les fonctions ont pour objet de surveiller et de faire exécuter l'un et l'autre de ces deux services conformément aux ordonnances, règlements et instructions relatifs auxdites fournitures, et de prévenir les abus et même les plantes qui pourraient avoir lieu soit de la part des fournisseurs, soit de la part des troupes (41).

SECTION IV

Les réquisitions

Le ravitaillement en grains et fourrages des troupes peut se faire par réquisitions. Le nombre de sacs de grains ou de rations de foin est fixé par le gouvernement central, la répartition sur les communautés en est opéré par l'intendant au marc la livre de l'imposition des ponts et chaussées, à l'exception des villes qui sont imposées relativement à leurs facultés (42).

Les communautés peuvent traiter de la fourniture de ces réquisitions avec un entrepreneur, le traité est toujours approuvé par l'intendant qui en ordonne l'exécution et le paiement sur les deniers communaux.

On ne recourt au procédé de la réquisition qu'à la dernière extrémité. On préfère s'adresser au munitionnaire général qui,

(39) Lettre de de la Galaizière à Viot du 5 mai 1759 (A.M.M. C 434).

(40) Lettre de de la Galaizière à Viot du 15 octobre 1759 (A.M.M. C 434).

(41) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 26 août 1773 (A.M.M. C 435).

(42) Lettre de de la Galaizière à Viot du 1^{er} septembre 1760 (A.M.M. C 434)

relative à une fourniture de 800.000 rations de foin : « Je sais combien cette fourniture sera difficile dans les circonstances actuelles... ce qui m'a particulièrement déterminé à permettre aux communautés qui ne pourraient pas faire cette fourniture par elles-mêmes d'en traiter par-devant vous sans frais et je ne saurais trop vous recommander de veiller à ce que les communautés ne soient point exposées aux monopoles... ».

par traité, s'est engagé à ravitailler les troupes. Le transport des denrées fournies par le munitionnaire général se fait par le système des convois militaires sous les ordres de l'intendant (43).

SECTION V

Les fonctions de l'intendant à l'égard des soldats hors de leurs corps

§ 1. — LES CONGÉS

On doit distinguer deux sortes de congés : ceux qui sont délivrés par les officiers des troupes à leurs hommes en dehors des campagnes pendant les quartiers d'hiver (ce sont nos permis-sions modernes) et ceux qui sont délivrés par l'intendant lorsque l'intéressé a accompli son service militaire, on les appelle congés absolus.

Aucun soldat ne peut demeurer à son domicile sans être porteur d'un congé en bonne forme ou d'un billet de sortie d'un hôpital sous peine d'être immédiatement arrêté comme déserteur avec les peines attachées à cette qualité (44). La désertion des hommes de troupe étant un des maux du XVIII^e siècle (45), l'intendant est spécialement chargé de surveiller tous les militaires en résidence dans sa généralité et de vérifier leur situation. Nous avons vu, lors de l'étude de l'assemblée de milice, qu'un cavalier de la maréchaussée est chargé par le subdélégué de faire périodiquement une tournée dans la subdélégation en vue de fournir un état des militaires demeurant chez eux. Sur le vu de cet état, le subdélégué fait un rapport à l'intendant qui statue sur les insoumis, sauf grâce accordée par le commandant de la troupe (46).

(43) Lettre de de la Galaizière à Viot du 5 janvier 1752 (A.M.M. C 433).

(44) Lettre de de la Galaizière à Viot du 20 juin 1760 (A.M.M. C 434). Certains soldats de milice et des régiments de Royal-Lorraine et Royal-Barrois sont restés chez eux sans congé. Le subdélégué sur l'ordre de l'intendant doit les arrêter immédiatement.

(45) Lettre de de la Galaizière à Viot du 17 août 1747 (A.M.M. C 433) : « Je ne puis, monsieur, que vous témoigner toute ma surprise de ce que, malgré mon ordonnance du 21 mars dernier, il reste un nombre si considérable de miliciens dans leurs communautés et que les syndics et la maréchaussée ne se conforment pas exactement à ce qui leur est prescrit à cet égard. Je vous prie d'en avertir les uns et les autres que je punirai sévèrement les premiers que je trouverai en négligence sur l'exécution de cette ordonnance ».

(46) Lettre de de la Galaizière à Viot du 16 mai 1743 (A.M.M. C 433) : « Dominique Corette, monsieur, natif de Mont, milicien de l'ancienne milice pour la communauté de Saint-Nicolas, est déserté du régiment de Croix, mais le

Tout individu qui favorise la désertion des hommes de troupe ou qui achète des effets de déserteurs, est puni par ordonnance de l'intendant (47).

Pour éviter les difficultés, tout individu, porteur d'un congé de son corps, doit le faire viser par le subdélégué, de même celui qui sort d'un hôpital avec un billet de sortie (48).

Les soldats renvoyés de leur régiment pour réforme, avant d'obtenir leur congé absolu de l'intendant, doivent passer devant le subdélégué qui apprécie si les causes de réforme sont véritables sur le vu d'un rapport de chirurgien (49).

Lorsque le congé absolu est obtenu au bout de six ans de service militaire, l'intendant ne peut le délivrer que sur une autorisation du secrétaire d'Etat à la guerre (50).

§ 2. — L'INTENDANT INTERMÉDIAIRE ENTRE LES CORPS DE TROUPE ET LES ISOLÉS

A. — *Les invalides.*

Les invalides pensionnés reçoivent leur habillement pour quatre ans de Paris. C'est l'intendant qui est chargé de leur transmettre. Le subdélégué, quand il a fait la remise de l'habillement, doit avertir le commissaire des guerres pour qu'il en fasse men-

major a bien voulu différer de le dénoncer afin de lui donner le temps de rejoindre. Vous aurez agréable d'en avertir sa famille pour qu'il puisse profiter de cette grâce ». Voir également une ordonnance de de la Galaizière du 1^{er} février 1755 (A.M.M. C 433) : « Sur ce qui a été vérifié que le nommé Gaspard Jean Willemain, prisonnier à Lunéville, sur le soupçon de désertion du régiment Commissaire Général de la Cavalerie en a été chassé par ses camarades et qu'il n'y est pas réclamé... Nous ordonnons au concierge des prisons de Lunéville de le mettre en liberté moyennant quoi il en demeurera valablement déchargé... ».

(47) Lettre de de la Galaizière à Viot du 22 mai 1755 (A.M.M. C 433).

(48) Ce visa facilite le contrôle dont peuvent être l'objet les titulaires de congés ou de billets de sortie (Lettre de de la Galaizière à Viot du 12 février 1748, A.M.M. C 433).

(49) Lettre de de la Galaizière à Vot du 4 août 1759 (A.M.M. C 434). Voir également une lettre de de la Galaizière à Alliot du 22 septembre 1743 (A.M.M. C 433) : « On vient, monsieur, de me représenter que le nommé François le Grain, résidant depuis longtemps au village de Manonviller par congé du régiment de Croix, est toujours malade et même incapable de servir à la milice, ayez agréable de le faire venir à Lunéville et visiter exactement par le chirurgien en qui vous aurez le plus de confiance ».

(50) Lettre de de la Porte à Lasnière du 10 mai 1788 (A.M.M. C 438).

tion sur son contrôle (51). Les subdélégués doivent d'ailleurs donner périodiquement à l'intendant un relevé des invalides résidant dans leur département, afin d'en faciliter le contrôle (52). A noter que l'intendant exempté de toutes corvées les invalides retirés dans leurs paroisses avec des grands congés de l'hôtel royal des Invalides (53).

Tout soldat qui veut se faire admettre à l'hôtel royal des Invalides doit s'adresser directement au gouverneur de l'hôtel (54), mais sur la demande de ce dernier, l'intendant doit faire un rapport sur sa situation pour que la décision soit rendue en connaissance de cause, décision qui est notifiée à l'intéressé par l'intendance (55).

B. — *Les engagés.*

Nous comprenons dans cette division les hommes qui s'engagent soit dans les troupes royales proprement dites, soit dans la marine (56), soit dans la course.

L'intendant veille scrupuleusement à la régularité des opérations de recrutement, car souvent les miliciables souscrivent un engagement après avoir été désignés par le sort et avant l'assemblée de milice, afin de toucher la prime (57). D'autre part, les recruteurs des régiments français viennent en Lorraine chercher

(51) Lettre de de la Porte à Lasnière du 18 juin 1785 (A.M.M. C 437). A noter qu'avant le 1^{er} janvier 1767 l'habillement était à la charge de l'hôtel des Invalides. Après cette date, il est à la charge de l'intendance. Une ordonnance du 25 mars 1776 stipule que tout homme ayant obtenu la pension de récompense militaire serait habillé d'un uniforme neuf en quittant son régiment.

(52) Lettre de de la Galaizière à Lasnière du 15 septembre 1773 (A.M.M. C 433).

(53) Lettre de l'intendant à Lasnière du 4 décembre 1776 (A.M.M. C 435).

(54) Lettre de la Galaizière à Viot du 15 novembre 1762 (A.M.M. C 435).

(55) *Recueil des ordonnances de Lorraine*, t. X, p. 349 : lettre circulaire de l'intendant concernant les soldats invalides du 25 août 1764.

(56) Lettre de de la Porte à Lasnière du 30 mars 1782 (A.M.M. C 436). De la Porte ordonne à Lasnière d'obtenir dans chaque bataillon de troupes provinciales trente-deux hommes volontaires pour servir dans la marine.

(57) Lettre de de la Galaizière à Viot du 28 février 1756 (A.M.M. C 434) : « J'ai répété, monsieur, au Régiment d'Infanterie de Touraine, le nommé Nicolas Gay, milicien pour la communauté de Rehainviller et par la réponse que j'en reçois, l'on me marque qu'il n'a point déclaré qu'il le fut lorsqu'il s'est engagé et, en conséquence, le capitaine demande le remboursement du prix de l'engagement et des frais, montant à vingt écus au cours de France, comme cela me paraît juste je me porterai à ne point faire exécuter à la rigueur les ordonnances contre ce milicien, si son père se porte à rendre cette somme, je vous prie donc de l'entendre et de me marquer ses dispositions à ce sujet ».

des volontaires au détriment des régiments lorrains (58). L'intendant est juge de la validité de chaque engagement, même de celui qui concerne la course (59). En cette dernière matière plus particulièrement, quand un bâtiment corsaire capture un navire ennemi, les marins, selon leurs grades, ont droit à une quote-part de la prise. Celle-ci leur est réglée par l'intendant au moyen d'une rescription (60).

§ 3. — L'INTENDANT INTERMÉDIAIRE

ENTRE LE GOUVERNEMENT CENTRAL ET LA POPULATION

A. — *L'état des hommes levés.*

Sur la demande des autorités centrales, l'intendant fournit des états des hommes levés dans la généralité. Ces états décident des levées de milice (61).

B. — *L'adjudication des chevaux réformés.*

En 1748, une vente de chevaux réformés de l'armée doit avoir lieu à Bar-le-Duc ; le subdélégué de Lunéville, sur l'ordre de l'intendant, doit faire poser des affiches dans son ressort pour éviter que les prix ne tombent pas trop bas (62).

C. — *Les Chevaliers de Saint-Louis.*

L'intendant envoie à Paris les croix des chevaliers de Saint-Louis mourant dans sa généralité (63).

(58) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 18 juin 1740 (A.M.M. C 433).

(59) Lettre de de la Porte à Lasnière du 4 mars 1780 (A.M.M. C 436) : « Je vous prie de faire publier et afficher une ordonnance que Sa Majesté a rendue le seize de ce mois contre ceux qui, sous prétexte de lever des volontaires de corsaires, prennent de l'argent pour des brevets d'officiers et s'attribuent des uniformes sans permission... l'article trois porte qu'aucun capitaine de corsaire ou autre officier ne peut faire de levée de volontaires ni porter, ni faire porter des habits d'uniforme qu'ils ne soient porteurs d'une permission de Sa Majesté visée de moi ».

(61) Lettre de de la Porte à Lasnière du 8 décembre 1785 (A.M.M. C 437). L'intendant prie le subdélégué de faire remettre au sieur Nicolas Cossain une rescription de la somme de trente et une livres deux sols trois deniers pour ce qui lui revient des prises qui ont été faites par le vaisseau « Le Neptune » et la frégate « La Concorde ».

(62) Lettre de de la Galaizière à Viot du 20 juin 1752 (A.M.M. C 433).

(63) Lettre de de la Galaizière à Viot du 11 novembre 1748 (A.M.M. C 433).

(63) Lettre de de la Galaizière à Alliot du 21 mai 1739 (A.M.M. C 433).

D. — *Le recrutement de l'Ecole Militaire.*

Le roi de Pologne avait procuré à la noblesse de ses états l'avantage d'être associée à l'établissement de l'école militaire. L'intendant est chargé de rechercher les gentilshommes orphelins de 9 à 12 ans pouvant se trouver dans sa généralité et dont les pères auraient été tués au service ou seraient morts de leurs blessures, qui seraient susceptibles d'être admis à l'école (64).

§ 4. — L'INTENDANT ET LES HÔPITAUX MILITAIRES

Les hôpitaux sont sous la direction d'un chirurgien-major et du directeur de l'hôpital. Il n'y a pas d'hôpitaux militaires proprement dits.

Les soldats sont admis sur un congé des officiers de leur régiment. A leur sortie, ils reçoivent un bulletin de sortie à faire viser par le subdélégué du lieu de leur retraite.

L'intendant surveille, au moyen d'états fournis par le subdélégué, le fonctionnement de l'hôpital. Son contrôle revêt trois aspects :

A. — *Contrôle sur les comptes du directeur.*

C'est l'intendant qui surveille les comptes du directeur. Les journées des hommes sont acquittées par le trésorier de l'extraordinaire des guerres sur le vu d'états visés par l'intendant (65). A partir du 1^{er} janvier 1756, l'intendant ordonne à son subdélégué de faire des états particuliers pour les sapeurs, les canoniers, les bombardiers, les mineurs, les ouvriers, apprentis et tambours des bataillons du corps royal de l'artillerie, car les journées de ces hommes sont acquittées par le trésorier de l'artillerie.

(64) Lettre de de la Galaizière à Viot du 1^{er} décembre 1759 (A.M.M. C 433).

(65) Lettre de de la Galaizière à Viot du 8 janvier 1759 (A.M.M. C 434). Voir également une lettre de de la Galaizière à Viot du 12 mars 1755 (A.M.M. C 433) : « Il a été reconnu, monsieur, par la vérification des états des dépenses des hôpitaux que quelques directeurs n'enregistrent la mort des soldats que du jour de l'enterrement et non pas de celui du décès, ce qui produit un faux également préjudiciable aux intérêts du roi, à l'exactitude des revues des commissaires des guerres et à l'ordre des successions dans les familles, je vous prie d'avertir les administrateurs et aumôniers des hôpitaux des villes de Lunéville et Rambervillers d'être attentifs à éviter des abus ».

B. — *Le contrôle sur la solde des hommes hospitalisés.*

L'homme hospitalisé touche sa solde. Si son régiment entre en campagne durant cette hospitalisation, il touche sa solde de campagne malgré sa maladie. L'intendant avertit le subdélégué de ne plus continuer à faire les retenues de la solde sur le pied de garnison dès le début de la campagne (66).

C. — *Le contrôle sur l'expédition des routes.*

L'intendant confectionne et expédie les routes aux soldats, cavaliers et dragons qui ont besoin de faire usage des eaux minérales (67). Il vérifie également, au moyen d'états fournis par la subdélégation du lieu, si les hommes sortent de l'hôpital dès leur guérison (68).

(66) Lettre de de la Galaizière à Viot du 5 septembre 1757 (A.M.M. C 434) concernant les soldats de l'armée du maréchal de Richelieu et du prince de Soubise.

(67) Lettre de de la Galaizière à Viot du 17 mars 1755 (A.M.M. C 433).

(68) Lettre de de la Galaizière à Viot du 16 avril 1755 (A.M.M. C 433).

DEUXIÈME PARTIE

La Disparition de l'Intendant

TITRE I

LA TENTATIVE DES ASSEMBLÉES PROVINCIALES

Les développements sur la milice qui précèdent marquent le point final de l'étude proprement dite des pouvoirs de l'intendant. Il nous reste à examiner la disparition de ce rouage essentiel de l'administration de l'Ancien Régime. Nous pouvons facilement deviner à la lumière des titres précédents que les pouvoirs pratiquement illimités de ces magistrats ont été, à la fois, la source de leur réussite et de leur faillite. En Lorraine, l'intendant est impopulaire parce qu'il incarne le régime français. Les ducs ont laissé une liberté relative à leurs sujets ; pour ces derniers, l'intendant représente la corvée, les vingtièmes et la milice. Quel système administratif appliquant, pour la première fois dans un pays, ces trois institutions peut prétendre à la popularité ? Versailles en prend-il conscience, car il est significatif de noter que la réforme esquissée en 1787 ne vient pas de la base. C'est avant tout une réforme gouvernementale due aux difficultés financières éprouvées par le régime. La réforme, par son origine même, ne porte-t-elle pas en germe les raisons de son inefficacité ?

Nous étudierons dans un titre I la tentative des assemblées provinciales avec sa genèse en France et son application en Lorraine, ainsi que l'échec de la tentative, puis dans un titre II, nous examinerons la mise en place des institutions nouvelles annoncée par la réunion des Etats Généraux et réalisée par la création des départements qui met un point final aux pouvoirs de l'intendant déjà fortement amoindris par la création des Assemblées Provinciales et des Commissions Intermédiaires.

CHAPITRE I

Les Assemblées Provinciales en France

SECTION I

Les projets de réforme administrative avant 1778

Au moment où la monarchie absolue triomphe par son système administratif, une réaction se dessine contre les intendants et leur intervention constante dans les affaires publiques.

Saint-Simon, dans ses « Projets de gouvernement résolus par M. le duc de Bourgogne, dauphin », et Fénelon, dans ses « Plans de gouvernement concertés avec le duc de Chevreuse », font la critique des procédés de gouvernement.

Mais ce ne sont là que propos de certains esprits. Il faut attendre près d'un demi-siècle pour que ces idées fassent leur chemin. Cependant, certains auteurs mettent les intendants sur la sellette : Boulainvilliers, l'abbé Saint-Pierre. Montesquieu lui-même, dans son « Esprit des lois », fait une allusion aux Etats Provinciaux, symbole de la décentralisation administrative : « Les provinces qui en possèdent sont, dit-il, dans un meilleur état que les autres ». Le gouvernement ne doit pas leur enlever ce privilège, source d'un bien dont il vaut bien mieux jouir.

Toutes ces idées réformatrices ne sortent pas cependant du cadre ancien. On se sert d'une institution ancienne et on veut en étendre le bienfait aux provinces qui l'ignorent.

Le mouvement prend cependant de l'ampleur. Les cours souveraines et les parlements prennent parti. Le parlement de Rouen, dans ses remontrances du 20 mai et du 26 juillet 1760, fait un long tableau de l'excès des impôts et de l'épuisement des

facultés des contribuables. Le remède est simple : « Rendez-nous, Sire, cete liberté précieuse, rendez-nous nos états ».

Le gouvernement de Louis XV, à la suite de ce mouvement d'idées et de ce mouvement parlementaire, étudie la question du rétablissement des Etats Provinciaux. En 1753, le contrôleur général Machault d'Arnouville négocie alors le rétablissement des Etats Provinciaux du Languedoc, mais finalement le projet est abandonné parce que ces assemblées risquent de provoquer une résistance à l'établissement de l'impôt.

En ce qui nous concerne plus spécialement, de la Galaizière fils adresse au dauphin un projet de réforme administrative où il développe ses vues particulières (1). Il remarque que son rôle de répartiteur d'impôts accumule sur lui tous les mécontentements et nuit par la suite à sa propre autorité. Il a donc renoncé à répartir la capitation pour éviter des sollicitations importunes et laisse ce soin à quelques habitants de chaque communauté en se réservant le rôle d'arbitre. En élargissant ce système, le roi a donc tout intérêt à confier à chaque province la répartition des impôts directs à une assemblée de contribuables. Le gouvernement nommerait les membres sur une liste de présentation dressée par les habitants. Cette assemblée à laquelle on pourrait, si on voulait donner le nom d'états pour les rendre plus agréables au peuple, n'offrirait aucun inconvénient pour l'autorité royale. Consultatives seulement, elles n'auraient pas le droit d'accorder ou de refuser les demandes qui leur seraient faites. Jalouses les unes des autres, elles feraient le jeu du gouvernement. Ainsi constituées, elles donneraient les plus heureux résultats : intimider les parlements qui auraient peur qu'on ne s'adresse à elles seules pour les nouveaux édits financiers.

D'après RENOUVIN (2), ce texte présente une importance spéciale. De la Galaizière donne au gouvernement une ligne de conduite qui sera celle de Brienne en 1787 : céder à l'opinion publique qui désire une réforme administrative, éviter cependant le régime des Etats Provinciaux qu'on veut imposer à la monarchie, constituer des assemblées qui, par leur mode de recrutement

(1) Pierre RENOUVIN : *Les assemblées provinciales de 1787*, Paris, 1921, p. 23.

(2) Pierre RENOUVIN, *op. cit.*, p. 24.

et leurs attributions restreintes, donneront des garanties de docilité. Avant Necker, de la Galaizière aperçoit tout le parti qu'on peut tirer d'une telle institution.

SECTION II

La tentative de Necker

En 1778, Necker présente au roi un mémoire destiné à montrer la supériorité des administrations collectives sur les intendants. En même temps, les remontrances rédigées par la cour des aides en 1775 et connues jusqu'alors par tradition verbale sont imprimées.

Un arrêt du conseil du 12 juillet 1778 établit, à titre d'essai, une première administration provinciale en Berry.

L'arrêt donne simplement des principes généraux : une assemblée de quarante-huit membres ou le Tiers-Etat aura la moitié des sièges est l'organe essentiel. Dans l'intervalle des sessions, un bureau intermédiaire ou commission intermédiaire est chargé d'exécuter les décisions de l'assemblée. Les villages ne possèdent pas de corps municipal.

L'objet essentiel de la nouvelle administration est la répartition de l'impôt et le développement des moyens de communication, mais ces attributions peuvent être augmentées. D'ailleurs, l'assemblée et sa commission ont toujours le droit d'adresser au roi des représentations à condition de ne pas entraver le recouvrement de l'impôt.

L'intendant se cantonne à un rôle de surveillant. Sa mission est celle d'un conseiller. Pour la première assemblée, le roi nomme un tiers des membres, les autres membres sont nommés par cooptation.

Contre qui cette réforme doit-elle jouer ? Dans la pensée du contrôleur général, il faut combattre à la fois les parlements et les intendants. Pour réaliser ce but, il n'est d'ailleurs pas nécessaire de donner aux nouvelles administrations une grande autonomie : l'obligation de soumettre toutes les délibérations à l'approbation du conseil après avis de l'intendant, l'engagement de payer la même somme que celle versée auparavant au trésor

royal, le simple pouvoir de faire des observations en cas d'aggravation de la fiscalité sont des règles qui tiennent plus de la concession que d'un traité.

En fait, le plan de Necker est autoritaire. Il applique peut être le principe du doublement du Tiers et celui du vote par tête, mais il consacre cependant la division en ordres. En 1778, lorsque l'assemblée du Berry s'occupe de son règlement intérieur, elle se prononce contre le recrutement par cooptation et demande le régime électif. Necker prend nettement position pour la cooptation. La création de l'assemblée de Haute-Guyenne (11 juillet 1779), celles du Dauphiné (28 avril 1779) et du Bourbonnais (19 mars 1780), à la lumière de l'expérience de 1778, passent sous silence la question. En fait, c'est la condamnation de l'institution.

SECTION III

Les oppositions - La chute de Necker

Cette opposition ne vient pas du grand public pour qui la réforme passe presque inaperçue. Elle a pour origine les groupes politiques.

Les physiocrates reprochent à Necker d'avoir conservé la division en trois ordres.

Les libéraux font porter leurs critiques sur l'organisation intérieure des assemblées et sur leurs pouvoirs : le clergé n'a-t-il pas un trop grand rôle eu égard aux impôts qu'il paie ? Le Tiers-Etat a-t-il un rôle suffisant ?

De son côté, si les parlements de province se montrent conciliants, le parlement de Paris reste sur sa réserve. Dans un ressort aussi vaste que le sien, l'entente ne sera pas possible entre les magistrats et les assemblées administratives. Il saisit l'occasion de la création de l'assemblée du Bourbonnais pour provoquer la chute de Necker.

A cet effet, il diffère l'enregistrement des lettres patentes relatives à l'assemblée de Moulins du 1^{er} mai 1781. Le rapporteur résume les arguments en deux phrases : le gouvernement est désireux d'éviter de véritables états et veut se passer des enregistrements du parlement. Necker part le 20 mai 1781, son remplaçant est un homme du parlement : Joly de Fleury.

Par réaction contre la politique de Necker, on se contente de laisser subsister les assemblées provinciales réellement existantes : celles de Berry et de Haute-Guyenne dont on prend soin de limiter les pouvoirs.

SECTION IV

Calonne et le régime de 1787

Au milieu de 1786, Calonne, après avoir feint l'optimisme pendant trois ans, est obligé par les circonstances de dévoiler la situation financière de la France. On réunit l'assemblée des notables et Calonne lui soumet son projet d'assemblées provinciales. Après maintes discussions, un édit de création des assemblées provinciales est promulgué en juin 1787.

Le roi annonce l'établissement d'assemblées provinciales et, si les circonstances l'exigent, d'assemblées subordonnées. Il se contente en de brefs articles d'indiquer des dispositions générales que tout le monde connaît : le doublement du tiers, le vote par tête, la présidence réservée au clergé et à la noblesse, la désignation de procureurs-syndics qui représentent l'assemblée vis-à-vis des pouvoirs existants.

L'article 5 de l'édit révèle, à lui seul, l'esprit de la réforme : « Il sera loisible auxdites assemblées provinciales de nous faire toutes représentations et de nous adresser tels projets qu'elles jugeront utiles au bien de nos peuples, sans cependant que, sous prétexte desdites représentations ou projets, l'assiette et le recouvrement des impositions établies ou qui pourront l'être puissent, à raison desdites représentations ou projets, éprouver aucun obstacle ou délai. Voulons, dès à présent, qu'il y soit audit cas procédé dans la forme actuellement existante ».

Deux généralités ne reçoivent pas de règlement : celles de Nancy et Valenciennes. Le roi laisse aux assemblées qu'il y convoque le soin de lui proposer une rédaction.

CHAPITRE II

L'Assemblée Provinciale de Lorraine et de Bar

SECTION I

La réunion de l'assemblée provinciale

§ 1. — L'ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE

La première réunion de cette assemblée se fait à Nancy, en la grande salle de l'hôtel de ville, du 18 au 22 août, pour nommer une commission intermédiaire et préparer les travaux futurs.

Le gouvernement a nommé le premier noyau de cette assemblée en divisant la province en six districts et en nommant les vingt-quatre premiers membres : douze de la noblesse et du clergé, douze du Tiers-Etat. Ces premiers membres doivent se compléter avec la même proportion entre les ordres pour arriver au chiffre total de quarante-huit.

La seconde réunion a lieu le 5 novembre 1787, au même endroit

Y participent onze membres de l'ordre du clergé dont l'évêque de Saint-Dié, douze membres de la noblesse, vingt-deux membres du Tiers-Etat, dont de Menesy, maire royal de Nancy ; Durival, le cadet, ancien secrétaire du cabinet et des conseils du roi de Pologne ; huit avocats au parlement.

L'évêque de Saint-Dié, désigné comme président par lettre du roi de France à la place de l'évêque de Nancy, nommé au diocèse de Bourges, fait un discours d'ouverture où il met l'accent sur la bonté qu'a eue le roi d'accorder à la province une assemblée.

« Quel spectacle touchant que celui d'une assemblée de citoyens qui, sans autre motif que le désir de bien faire, sans autre récompense que la satisfaction d'avoir bien fait, quittant leurs foyers dans une saison rigoureuse, s'éloignent de leurs familles et oublient leurs propres affaires pour ne s'occuper que des intérêts de leurs pays, en se dévouant au bonheur de leurs concitoyens !

Telle est, messieurs, la tâche pénible, mais glorieuse, que le choix du roi et l'estime des trois ordres de cette province imposent en ce jour à votre patriotisme.

Rendre les peuples heureux et tranquilles, multiplier les ressources qui peuvent favoriser leur travail et leur industrie, protéger leur commerce, encourager l'agriculture, faire régner l'amour de la patrie, celui de la vertu, voilà, messieurs, quel doit être le résultat des opérations qui vous sont confiées. »

Après ce discours, l'évêque de Saint-Dié propose de faire prévenir de la Porte que les trois ordres sont assemblés.

Le commissaire départi est accueilli par l'un des syndics généraux de l'assemblée et des représentants de chacun des trois ordres qui l'introduisent dans la salle des séances.

Son discours est analogue à celui du président, il fait remarquer que les premiers ordres qu'il a reçus du roi sont uniquement relatifs à l'ouverture de l'assemblée pour l'époque actuelle et les instructions qui doivent suivre devant arriver incessamment, il n'en peut donner aucune sur les intentions royales : dès que les ordres du roi lui parviendront, il s'empressa de les communiquer à l'assemblée dans la forme qui lui sera prescrite.

A quoi le président répond à de la Porte que, jusqu'à ce que le roi ait fait connaître ses intentions particulières à l'assemblée, elle s'occuperait des différents objets soumis à son administration par les règlements précédents, en assurant le commissaire départi que l'assemblée, pénétrée des sentiments de respect et d'amour qui attachent la nation à la personne sacrée du roi, ferait tous les efforts pour remplir les vues royales, qu'elle ne doutait d'ailleurs pas de trouver dans le zèle bien connu du commissaire départi, pour le soulagement de la province, tous les renseignements qui pourraient lui être nécessaires par les rapports qui existaient entre elle et lui et qu'elle avait à cœur de consacrer.

L'intendant quitte la salle des séances avec le même cérémonial qui a présidé à son entrée. L'assemblée nomme alors un nouveau membre dans l'ordre du clergé pour compenser le départ de l'évêque de Nancy et deux nouveaux membres dans l'ordre du tiers pour compenser l'absence de deux excusés. La séance est levée après ces élections.

La deuxième réunion de l'assemblée provinciale a lieu le 5 novembre suivant. L'assemblée décide de se distribuer en plusieurs bureaux pour qu'on y discute préalablement des divers objets d'administration qui doivent l'occuper dans le cours de ses séances, ensuite de quoi il serait fait rapport à l'assemblée.

Faisant état des travaux de la commission intermédiaire entre la session de juillet et celle de novembre, l'assemblée institue un bureau de règlement chargé d'arrêter et dresser les mémoires et projets demandés par le gouvernement sur l'organisation et les fonctions des assemblées municipales dans les villes et campagnes et des assemblées de district.

Un autre bureau est créé pour répartir la contribution représentative de la corvée afférente à l'année 1788 et toutes levées de deniers pour charges locales tant sur la province que sur les communautés et districts.

Deux autres bureaux doivent, en outre, préparer les délibérations à prendre tant pour l'entretien des routes que pour les autres travaux publics et pour les objets relatifs à l'agriculture et le commerce, notamment à la question proposée sur le reculement des barrières.

Le 10 novembre, le commissaire départi fait une communication à l'assemblée sur les instructions qu'il a reçues du roi ; le secrétaire en chef de l'intendance donne lecture des instructions royales et de la Porte conclut : « Je me réserve de vous remettre des mémoires sur les différents objets qui se lient à votre instruction et dont je crois que vous devez vous occuper de préférence, je déposerai dans ces mémoires les fruits de l'expérience que j'ai pu acquérir, depuis dix ans, sur l'administration des duchés de Lorraine et de Bar et j'ose me flatter que vous voudrez bien les accueillir comme un garant de mon attachement pour leurs habitants ».

Le 20 novembre 1787, l'assemblée adopte une méthode de travail.

Par sa séance du mois d'août, elle avait assigné à la commission intermédiaire divers objets dont elle devait s'occuper. Les rapports de la commission intermédiaire sont répartis entre les quatre bureaux de l'assemblée. Pour obtenir toute la célérité possible, il est décidé :

1° Que le rapport du travail de chaque bureau serait successivement lu à l'assemblée par un des commissaires du même bureau ;

2° Que les syndics généraux exerçant les fonctions du ministère public feraient sur chaque objet leurs dires et réquisitions ;

3° Que la délibération serait remise au lendemain ou jour suivant ;

4° Que chaque jour dans l'après-midi, les bureaux s'assembleraient et qu'il serait porté à chacun d'eux par les commissaires à l'assemblée générale ;

5° Que tous les membres de chaque bureau y feraient leurs réflexions, observations et objections. Leurs raisons seraient débattues dans le bureau et les changements qui paraîtraient justes seraient adaptés par le bureau à son rapport, rapport qui serait soumis en la forme ordinaire aux délibérations de l'assemblée générale.

§ 2. — LE PROJET DU BUREAU DE RÈGLEMENT - SON ESPRIT

Le premier projet d'organisation administrative est établi par la commission intermédiaire. Il est ensuite soumis au bureau de règlement qui le modifie sensiblement. Coster, syndic général de l'assemblée, lorsqu'il présente le projet, met l'accent sur le fait que la Lorraine a la permission d'établir elle-même son règlement : « Le roi a donné à la Champagne le règlement du 23 juin 1787 qui détermine l'organisation et les fonctions de son assemblée provinciale et de ses assemblées secondaires. Ce règlement a été rendu commun à vingt autres provinces. Les protecteurs de la nôtre, M. le Maréchal de Stainville, trop occupé de notre bonheur pour que nous devinions même la moitié de ce qu'il fait pour nous ; M. de Fontanges, ancien évêque de Nancy, si éclairé, si zélé sur ce qui peut nous convenir le mieux ; M. l'In-

tendant, empressé de leur être associé sur ce point, se sont réunis. Ils ont fait observé que notre ancienne législation, notre position particulière nous donnent le droit d'être régis suivant les localités qui nous distinguent et le premier article de la loi qui nous établit, nous appelle, osons le dire, aux travaux du législateur même qui demande notre vœu et le secours de nos connaissances particulières avant de déterminer l'organisation et les fonctions de nos assemblées et qui exige que, pour nous faire jouir plus promptement de nos assemblées, ce soit l'occupation principale de nos premières séances ».

L'examen du discours de Coster fait apparaître les principes dominants du projet présenté à l'assemblée provinciale : « En considérant les administrations provinciales dans leur rapport avec l'autorité qui veut bien leur donner l'être, on peut les définir une participation à laquelle elle admet les propriétaires dans chaque province à celles des fonctions de M. l'Intendant que leurs représentants peuvent exercer sous la surveillance du roi. L'exercice de cette surveillance reste encore au commissaire départi, l'intendant est l'homme du roi, l'homme de la loi, l'homme du peuple.

L'homme du roi, il en est le représentant dans les assemblées générales, il en exerce la surveillance dans les temps intermédiaires. Ce sont des fonctions de dignité, elles sont personnelles, incommunicables par leur nature et le respect des assemblées provinciales pour ce genre de représentation est un hommage rendu à la personne même du roi.

L'homme de la loi, l'intendant l'est à deux titres différents, comme ordonnateur et comme juge.

Tout emploi de l'impôt, toute dépense soumise par sa nature à une comptabilité juridique doit avoir son ordonnateur attaché par un caractère public et lié par son serment aux tribunaux qui en connaissent. La signature de l'intendant est seule légalement connue de la chambre des comptes, il est donc nécessairement le seul ordonnateur pour toutes les dépenses dont elle a la comptabilité.

Comme juge, l'intendant se présente à nous sous des rapports très rares relativement aux impositions ; elles sont réparties et jugées par la chambre des comptes ; cependant, le concours de

son ministère nous sera indispensable pour imprimer aux rôles particuliers, dont nous avons le département, le sceau de l'autorité légale et les rendre exécutoire.

L'homme du peuple : l'intendant, dans ses rapports avec les communautés d'habitants, est leur père, leur tuteur, il autorise, il répartit, il juge leurs charges locales ; dans ses rapports avec la province, c'est lui qui provoque les grâces, les encouragements, les secours, c'est lui qui fait ouvrir et entretenir les communications favorables au commerce et à l'agriculture.

C'est dans ce genre de fonctions que l'assemblée provinciale entre en partage avec le commissaire départi : l'administration des finances des communautés, la levée, la répartition, l'emploi des deniers imposés en finances pour des objets d'utilité publique, la confection, l'entretien des grands chemins et des ateliers de charité. Voilà les premiers mots qui ont été prononcés sur les attributions des assemblées provinciales. »

Après discussion, le projet présenté par le bureau de règlement est adopté par l'assemblée, le 23 novembre 1787, mais il n'est approuvé par le roi qu'en ce qui concerne le règlement relatif aux municipalités.

SECTION II

L'organisation administrative nouvelle

Il nous appartient de déterminer ici les grandes lignes des institutions nouvelles, afin de connaître dans quelle mesure l'intendant est évincé. Pour ce faire et afin de mettre en lumière les causes de l'échec de la réforme, nous distinguerons, à propos de chaque organisme, en quoi le projet de l'assemblée provinciale diffère de la réalité.

§ 1. — LES RÈGLES SPÉCIALES A TOUTES LES ASSEMBLÉES

En principe, tous les propriétaires de la province sont appelés à participer en personne ou par leurs représentants à l'administration des affaires communes, sous l'autorité et la surveillance du roi dans trois espèces d'assemblées différentes qui doivent être formées dans chaque ville et communauté sous le titre d'assem-

blées municipales ; dans douze chefs-lieux de recettes de finances, sous le titre d'assemblées de district, et dans la ville de Nancy, sous le titre d'assemblée provinciale.

Il y a deux sortes d'assemblées électives et préparatoires : 1) l'assemblée paroissiale, composée de tous les membres d'une communauté pour élire ses représentants dans l'assemblée municipale ; 2) l'assemblée d'arrondissement, composée des députés de plusieurs communautés pour élire leurs représentants à l'assemblée de district.

Signalons que, pour l'ordre du Tiers-Etat, tout propriétaire, laboureur ou marcaire au-dessus de 25 ans, est électeur à l'assemblée municipale de communauté où il a son domicile depuis plus d'un an. Pour être éligible à toutes les assemblées, il faut être propriétaire, âgé de plus de 30 ans et domicilié, depuis deux ans, dans le même lieu. Pour être membre des assemblées de district et de l'assemblée provinciale, il faut au moins payer 60 livres d'imposition dans la province. Les membres des assemblées sont élus pour trois ans et renouvelables par tiers chaque année.

Les assemblées sont élémentaires les unes des autres. Il y a dans chaque assemblée autant de membres du clergé et de la noblesse que de membres du tiers, sauf pour les assemblées municipales pour lesquelles on est tenu de respecter cette règle qu'autant que le nombre des membres des deux ordres privilégiés résidant dans la communauté le permet.

Les assemblées municipales sont en activité toute l'année. Les assemblées de district et l'assemblée provinciale ne sont convoquées qu'une fois par an, mais dans l'intervalle de leurs séances, une commission intermédiaire et des bureaux intermédiaires expédient les affaires courantes et exécutent les décisions des assemblées.

Le but de ces bureaux et commission est de suivre, pendant l'intervalle des sessions, l'exécution des délibérations prises dans les assemblées et préparer les objets à mettre en délibération dans les assemblées suivantes.

Chaque assemblée municipale a son syndic élu dans l'ordre du tiers ; l'assemblée de district et l'assemblée provinciale ont deux syndics, l'un pris parmi les ordres privilégiés, l'autre

parmi le tiers. Un président est élu pour les assemblées municipales : dans les villages, la présidence revient de droit au seigneur ou au curé, le roi nomme les présidents des assemblées de district et de l'assemblée provinciale.

§ 2. — LES RÈGLES PARTICULIÈRES A CHAQUE ESPÈCE D'ASSEMBLÉE

A. — *Les campagnes.*

Les affaires des communautés pour la meilleure administration de leurs biens et la plus juste répartition de leurs charges devant être traitées sous la surveillance de l'assemblée provinciale et des assemblées de district dans des assemblées dites municipales, les habitants ne sont plus appelés en assemblée générale ou paroissiale qu'une fois par an et seulement pour élire leurs représentants.

Toute communauté de cent cinquante feux et au-dessous se nomme trois représentants à l'assemblée municipale, les communautés de plus de cent cinquante feux en nomment six.

Les membres des deux autres ordres se réunissent le lendemain, soit chez le seigneur, soit chez le curé, pour compléter l'assemblée générale.

Chaque assemblée municipale de campagne est composée du seigneur ecclésiastique ou laïc qui en est le président, du curé ou du vicaire résidant dans les communautés où le curé ne réside pas, des autres représentants des deux premiers ordres, de trois ou six membres élus par l'assemblée générale, du syndic et du greffier.

Le syndic est pris dans la première classe des contribuables de la communauté. Il doit savoir lire et écrire.

Les assemblées municipales sont convoquées au moins une fois par mois.

B. — *Les villes.*

Dans tous les lieux des deux duchés où il y a des hôtels de ville établis en vertu de l'édit de novembre 1771, on trouve une assemblée municipale. Elle est de six membres, trois des deux premiers ordres, trois du Tiers pour les villes de trois cents feux

et au-dessous. Elle est de douze membres, moitié des deux premiers ordres, moitié du tiers pour les villes au-dessus de trois cents feux.

Les assemblées municipales se choisissent tous les trois ans pour président un de leurs membres pris alternativement dans les deux premiers ordres et un syndic dans l'ordre du Tiers. Le président est rééligible, le syndic peut rester neuf ans en fonction.

Les assemblées municipales des villes se tiennent au moins une fois par mois, dans la salle principale de l'hôtel de ville.

C. — *Le district.*

Les assemblées de district devant être, après leur première formation, régénérées par les assemblées municipales, chaque district est divisé en quatre arrondissements dans le chef-lieu desquels les assemblées municipales envoient des députés pour élire leurs nouveaux représentants lorsqu'ils y sont invités par le président de l'assemblée de district.

Chaque arrondissement fournit un représentant chaque année, de chaque ordre successivement.

Les duchés de Lorraine et de Bar sont divisés en douze districts, dont chacun comprend les villes, bourgs et villages composant les recettes de Nancy, Bar, Boulay, Etain et Briey, Lunéville, Mirecourt, Neufchâteau et Bourmont, Pont-à-Mousson, Sarreguemines et Dieuze, Saint-Dié, Saint-Mihiel.

Chaque district a son assemblée qui est de douze personnes, six des deux premiers ordres et six du Tiers, outre les deux syndics et le greffier.

Les assemblées de district se tiennent au chef-lieu de la recette dans le courant du mois de mai. Elles ne peuvent durer plus de quinze jours et sont toutes nécessairement clôturées pour le 15 juin.

Le bureau intermédiaire, émanation de l'assemblée de district, n'a, outre le président et le syndic, que deux membres choisis par l'assemblée, l'un dans les représentants des deux premiers ordres et alternativement dans le clergé et la noblesse, l'autre dans les représentants du Tiers. Le bureau intermédiaire de Nancy a deux membres de plus.

En fait, le projet d'administration provinciale n'ayant été approuvé qu'en ce qui concerne les assemblées municipales, les assemblées de district ne virent jamais le jour, seuls fonctionnèrent les bureaux intermédiaires en tant que liens entre la commission intermédiaire et les assemblées municipales ou les communautés.

D. — *La province.*

L'assemblée provinciale se compose de cinquante membres dont douze du clergé, douze de la noblesse, vingt-quatre du Tiers-Etat et deux syndics.

L'assemblée s'ouvre à Nancy, tous les ans, le premier lundi de juillet, elle peut durer trente jours avec faculté de se séparer si les affaires le permettent avant ce terme.

L'examen de chaque affaire est d'abord envoyé à une commission particulière et, à cet effet, dès les premières séances, on doit former un nombre de commission proportionné au nombre et à l'importance des affaires à traiter.

La commission intermédiaire est élue pour trois ans. Pendant la réunion de l'assemblée provinciale, la commission n'a pas d'existence légale.

En fait, si la commission intermédiaire fonctionna à peu près normalement, l'assemblée provinciale de Lorraine et Barrois ne fut réunie qu'une seule fois en 1787. Elle ne devait plus jamais être convoquée. De sorte qu'on peut dire que du projet primitif prévoyant trois sortes d'assemblées : les assemblées municipales, de district et provinciale, les bureaux et la commission intermédiaires, le pouvoir central ne retint que les assemblées municipales, les bureaux et commission intermédiaires.

CHAPITRE III

La Commission intermédiaire

L'étude des assemblées municipales sort du cadre de notre sujet, nous en parlerons incidemment à propos des pouvoirs de tutelle exercés sur elles par la commission intermédiaire à la place de l'intendant.

Les bureaux intermédiaires nous ont paru, lors de nos recherches aux archives, ne jouer qu'un rôle de boîte à lettres. Dans le projet de réorganisation administrative, voté par l'assemblée provinciale et refusé par le roi en partie, il avait été prévu que l'assemblée de district et pendant l'intervalle des sessions, le bureau intermédiaire donneraient leur avis sur toutes les affaires dont le soin était confié à l'assemblée provinciale. Par la suite, la pratique s'aligna sur le projet, mais on doit se garder de comparer le rôle du bureau intermédiaire à celui du subdélégué. Nous avons vu, au cours des précédents développements, que ces derniers avaient des pouvoirs de décision en certaines matières, il n'en est rien pour le bureau intermédiaire qui joue un rôle passif.

En est-il de même pour la commission intermédiaire ?

Le projet de règlement, voté par l'assemblée provinciale, avait enlevé à l'intendant la plupart de ses attributions. Il ne conservait, à proprement parler, que ses pouvoirs de police et le droit de donner son avis. Mais en fait, la commission n'en était pas pour autant toute puissante, car elle n'avait aucun pouvoir coercitif. Elle devait, pour cela, recourir à l'intendant ou au conseil du roi, ses attributions étant étroitement subordonnées à l'objet de l'assemblée provinciale : affaires des communautés, levée des deniers provinciaux et entretien des chemins et canaux.

SECTION I

Les affaires des Communautés

Toutes les délibérations des assemblées de communautés qui doivent être autorisées par l'intendant, toutes les requêtes et mémoires qui lui sont adressés en leur nom doivent énoncer des conclusions précises et motivées, mais ne traiter qu'un seul objet, en sorte qu'il y ait autant de délibérations, requêtes et mémoires qu'il y a d'objets distincts et séparés à faire autoriser par le commissaire départi.

Toutes les délibérations, requêtes et mémoires des communautés sont présentés à l'intendant par les syndics généraux de la commission intermédiaire. A cet effet, ils sont adressés par les syndics de communautés aux syndics des bureaux intermédiaires qui les font passer avec leurs observations aux syndics généraux.

Chaque semaine, les syndics généraux présentent à la commission intermédiaire les délibérations, requêtes et mémoires qui leur sont parvenus avec une courte analyse des conclusions et des motifs.

Ces délibérations, requêtes et mémoires sont ensuite remis par les syndics généraux à l'intendant avec l'analyse des conclusions et moyens sur chaque affaire et les observations de la commission intermédiaire.

L'intendant retient les délibérations, requêtes et mémoires qui, par leur nature, ne sont pas dans la classe des affaires de communautés attribuées à l'assemblée provinciale par la déclaration du mois de juin 1787 et les règlements subséquents (par exemple, les affaires de police). Les syndics généraux doivent employer, auprès de lui, en faveur des communautés, leurs bons offices et sollicitations pour presser l'instruction et le jugement desdites affaires.

L'intendant renvoie aux syndics généraux, avec ses autorisations et décisions interlocutoires ou définitives, les délibérations, requêtes et mémoires dont la connaissance est attribuée à l'assemblée provinciale.

Dorénavant, pour toutes les affaires nécessitant une adjudication, on procède dans l'ordre suivant :

1) La délibération de l'assemblée municipale est motivée, rédigée par écrit, arrêtée à la pluralité des voix, signée de tous les membres présents qu'ils aient été ou non de l'avis qui a prévalu, la délibération est écrite sur le registre à ce destiné, elle est contresignée par le greffier et demeure au greffe ;

2) Une expédition de la délibération signée comme la minute est envoyée par le syndic aux syndics du bureau intermédiaire ;

3) Le bureau intermédiaire donne son avis par écrit sur la délibération après avoir fait dresser ou vérifier les plans et devis ;

4) Les syndics du bureau intermédiaire envoient la délibération et l'avis qui y est joint aux syndics généraux ;

5) Les syndics généraux en rendent compte à la commission intermédiaire ;

6) Si la délibération est approuvée, les syndics la remettent avec l'avis du bureau intermédiaire et la délibération de la commission à l'intendant en vue de la faire autoriser par ce dernier ;

7) Si l'intendant croit devoir refuser son autorisation contre l'avis de la commission intermédiaire ou si la communauté, n'obtenant pas l'approbation de la commission intermédiaire, veut se pourvoir à l'intendant, c'est le conseil du roi qui, sur les observations du commissaire départi et celles de la commission, se prononce immédiatement.

En ce qui concerne les dépenses des communautés, elles continuent à être ordonnées par l'intendant, de même que les comptes des syndics continuent à lui être rendus.

SECTION II

La levée des deniers

La commission intermédiaire est chargée de répartir la contribution représentative de la corvée. Cette répartition est très simple, car elle se fait au marc la livre de la subvention. En 1787, l'assemblée provinciale se réunit en novembre et l'arrêt du conseil, approuvant le programme des travaux de corvée, n'intervient qu'en mars 1788. Le recouvrement de la subvention commençant dès janvier, on procéda à deux perceptions au lieu

d'une. Pour satisfaire les entrepreneurs qui réclamaient le paiement de leurs travaux, le contrôleur général autorisa les syndics généraux de Lorraine à utiliser, à cet effet, une partie des sommes produites par la vente des bois qui appartiennent aux communautés et sont déposées au chef-lieu de la généralité.

Le recouvrement de 1788 effectué, il sembla difficile de reconduire les rôles pour 1789, car les privilégiés échappaient à l'impôt. Durival, membre de la commission intermédiaire, protesta, à plusieurs reprises, contre cette injustice et refusa de signer les rôles. Le 7 mai 1789, les membres de la commission intermédiaire votèrent la suppression des privilèges des nobles.

Comment s'effectue cette répartition des impositions ?

La commission intermédiaire fait la répartition entre les districts de la contribution représentative de la corvée et de celle concernant les dépenses publiques (appelée, autrefois, ponts et chaussées), le bureau intermédiaire fait la même répartition entre les communautés du district en ajoutant, s'il y a lieu, les dépenses relatives au district.

La répartition individuelle s'opère dans chaque communauté par autant de rôles distincts et séparés qu'il y a de nature d'impositions.

Pour la confection et le recouvrement des rôles, il est procédé de la manière suivante :

1) Chaque rôle arrêté par l'assemblée municipale, suivant le modèle qui lui a été envoyé, est fait en triple exemplaire ;

2) Une expédition est conservée au greffe de l'assemblée municipale, les deux autres sont adressées avant le 1^{er} novembre, par le syndic de l'assemblée municipale, aux syndics du bureau intermédiaire ;

3) Les syndics du bureau intermédiaire adressent les deux expéditions aux syndics généraux avec leurs observations s'il y a lieu ;

4) Les syndics généraux présentent les deux expéditions après en avoir pris copie à l'intendant qui les vérifie ;

5) L'intendant conserve une de ces expéditions et rend la seconde en la forme exécutoire aux syndics généraux :

6) Ces derniers renvoient les rôles dans les communautés par la voie du bureau intermédiaire avant la fin décembre ;

7) Les rôles sont mis en recouvrement le 1^{er} janvier.

SECTION III

Les chemins, canaux et autres travaux publics

La commission intermédiaire a sous ses ordres immédiats les ingénieurs, sous-ingénieurs et élèves des ponts et chaussées en résidence dans la province. Le personnel continue cependant à être nommé par le contrôleur général sur avis de l'intendant.

La commission intermédiaire se fait remettre, chaque année, par l'ingénieur en chef, le tableau détaillé et l'état estimatif des routes à entretenir ou à ouvrir dans toute l'étendue des deux duchés. L'ingénieur en chef fournit tous les renseignements qui lui sont demandés sur la quantité, la qualité et la distance des matières à employer pour chaque route et sur les circonstances locales qui peuvent influencer sur la dépense. La commission intermédiaire décide alors des travaux à effectuer. Les devis et états estimatifs sont dressés par les ingénieurs des ponts et chaussées et les procès-verbaux d'adjudication par les bureaux intermédiaires. Il semble, d'après le projet de règlement de l'assemblée provinciale, que les travaux d'entretien n'aient pas besoin d'approbation du gouvernement central. En revanche, lorsqu'il s'agit d'entreprendre la construction d'une nouvelle route, d'un pont ou la construction de tout ouvrage public, le procès-verbal d'adjudication doit être précédé de l'autorisation du gouvernement qui statue sur le vu des devis et de l'avis de l'intendant.

En ce qui concerne le paiement des adjudicataires, les mandats d'acompte sont émis directement par la commission intermédiaire. Seul le mandat de parfait paiement est émis par l'intendant dans les anciennes formes de comptabilité des trésoriers des ponts et chaussées.

CHAPITRE IV

L'échec de la tentative

Pour mener à bien sa tâche, la commission intermédiaire possède un secrétariat sous la direction d'un greffier. Ses membres se spécialisent : deux membres s'occupent des travaux publics, deux autres de l'application des règlements et de la comptabilité, les deux derniers des questions agricoles et des affaires paroissiales. Les syndics généraux participent au travail de chaque comité.

La commission intermédiaire de Lorraine est une de celles de l'Ancien Régime dont les affaires sont le mieux réglées. Les procès-verbaux de l'assemblée provinciale montrent que les relations sont cordiales entre les membres de la commission et l'intendant. La cour souveraine et les chambres des comptes, qui, un moment, ont pu craindre pour leurs prérogatives, ont vu leurs droits respectés (1).

Et cependant la réforme ne satisfait personne. Elle se heurte à deux sortes de difficultés : les unes d'ordre administratif et les secondes d'ordre politique.

(1) Les chambres des comptes de Lorraine et de Bar avaient le droit de répartir l'impôt de la subvention. De l'avis unanime des habitants, elles s'étaient acquittées de leur tâche avec impartialité et un souci constant d'économie. Elles assuraient également le recouvrement de l'impôt au moyen des pouvoirs judiciaires qu'elles détenaient. Or, le projet d'assemblée provinciale concernait également le recouvrement et la répartition de l'impôt. Si l'ancien système donnait satisfaction, pourquoi le changer ? Les chambres des comptes demandèrent donc au gouvernement de restreindre les attributions de l'assemblée provinciale en ce domaine et elles obtinrent satisfaction.

SECTION I

Les difficultés administratives

Si on avait supprimé totalement une forme d'administration pour y substituer une autre, le problème aurait été plus simple, mais on avait commis la faute d'ajouter des rouages nouveaux au système ancien. Les pouvoirs de chacun étaient mal délimités, nous en prendrons comme exemple les affaires de communautés.

§ 1. — LA COMMISSION INTERMÉDIAIRE EST COMPÉTENTE POUR TOUT CE QUI CONCERNE LES IMPOSITIONS

Nous avons déjà dit que la commission intermédiaire ne pouvait prétendre à aucune fonction concernant la justice ou la police dont le domaine demeurerait réservé à l'intendant. Les syndics et habitants des communautés ne pouvant juger eux-mêmes de quel organisme relevait l'approbation de leur délibération, l'intendant seul tranche la question. N'est-il pas tentant, pour lui, d'outrepasser ses droits, car il est à la fois juge et partie dans la même affaire ?

La limite entre les deux compétences est imprécise : qu'une délibération se borne à dire qu'on plaidera, elle regarde l'intendant seul. Qu'elle dise seulement qu'on empruntera, elle regarde la commission intermédiaire seule. Qu'elle porte deux dispositions, l'une pour plaider, l'autre pour emprunter, elle devient commune à l'intendant qui doit la communiquer à la commission intermédiaire pour l'emprunt seulement. Si la communauté délibère sur la construction d'un abreuvoir, d'une fontaine, c'est la commission intermédiaire qui doit connaître de sa délibération. S'agit-il d'adjuger, de recevoir, de payer les ouvrages du presbytère, la commission intermédiaire doit y intervenir. En règle générale, toutes les délibérations pour la police intérieure sont de la compétence seule de l'intendant, la commission intermédiaire n'a droit de connaître que des objets qui ont du rapport ou de l'influence sur les impositions.

Un rapport du syndic général Coster sur la délimitation de cette compétence conclut ainsi : « Le principe est clair, mais l'application peut s'obscurcir et s'embarrasser dans les combinaisons de plus d'un genre sous lesquelles les affaires d'une

certaine nature peuvent se présenter, elles s'offrent ou se dérobent à l'autorité que préfère ou que redoute l'intérêt ou le caprice qui les dirige, et ceux qui devraient être jugés s'érigent d'abord en une sorte de tribunal entre les deux pouvoirs auxquels ils sont soumis (2).

§ 2. — LES ANCIENNES COMMUNAUTÉS ET LES NOUVELLES MUNICIPALITÉS

Les nouvelles municipalités entrent en fonction aux environs de juillet-août 1788. En certains lieux, les anciens syndics de communautés résistent à la nouvelle forme d'administration sous la pression des subdélégués (3), ces derniers revendiquent contre les bureaux intermédiaires le pourcentage attaché à la révision des comptes des syndics (4).

La commission intermédiaire prend cependant soin de donner des instructions aux membres des bureaux intermédiaires (5) : « Nous avons arrêté dans notre dernière séance l'instruction annoncée aux assemblées municipales sur leurs fonctions. L'arrêt de 1738 qui détermine la forme selon laquelle les comptes des communautés doivent être rendus, porte que c'est le syndic sortant qui doit, à la fin de son terme, le rendre à son successeur pardevant ceux qui ont droit d'en connaître, sauf la révision dans tous les temps par M. l'Intendant ou ses subdélégués. Les

(2) Procès-verbal de l'assemblée provinciale du 24 novembre 1787, p. 125 et 131.

(3) Lettre de la commission intermédiaire à l'intendant du 29 juin 1788 (A.M.M. C 229).

(4) Lettre de la commission intermédiaire à MM. les commissaires du bureau intermédiaire de Bar-le-Duc du 11 juillet 1788 (A.M.M. C 508).

(5) Registre des lettres de l'assemblée provinciale et de sa commission intermédiaire du 11 juillet 1788. Lettre de la commission intermédiaire à l'intendant (A.M.M. C 508) : « Plusieurs bureaux intermédiaires nous marquent que dans les communautés dont les assemblées municipales n'ont pas jugé à propos de continuer les syndics qu'elles ont trouvés en exercice, ceux-ci se prétendent toujours syndics de la communauté et que quelques-uns de Messieurs vos subdélégués les reconnaissent en cette qualité et continuent de leur adresser vos ordres comme s'il pouvait y avoir deux syndics : l'un pour la communauté, l'autre pour l'assemblée municipale, il en résulterait la plus grande confusion. C'est aux syndics municipaux à recevoir pour en rendre compte à l'assemblée municipale tous les ordres qui étaient ci-devant adressés aux syndics de communautés relativement à la gestion et à l'administration de leurs biens. S'il y a des ordres qui soient relatifs à la justice et à la police, c'est aux maires que l'envoi nous paraît devoir être fait. Si vous le jugez ainsi, Monsieur, nous vous prions d'en écrire à Messieurs vos subdélégués de manière que, pour tout ce qui peut concerner l'administration des affaires de communautés, ils ne reconnaissent pour syndics que ceux des assemblées municipales ».

communautés nommaient des députés pardevant qui les syndics rendaient des comptes ; on ne peut pas douter que les assemblées municipales représentent aujourd'hui ces députés, aussi c'est pardevant elles incontestablement que les comptes doivent être rendus. Le principe dominant de l'administration actuelle est que les assemblées ne fassent rien pour l'administration de leurs affaires que sous la surveillance et l'inspection de l'assemblée provinciale. Le règlement détermine la forme de cette surveillance, elle réserve à M. l'Intendant les mêmes droit de révision dont parle l'arrêt de 1738. Si M. l'Intendant, avant de donner son visa, juge à propos de renvoyer le compte à son subdélégué sur les lieux, personne ne peut douter qu'il n'en demeure entièrement le maître. Nous estimons que les comptes doivent être rendus pardevant les assemblées municipales et que, conformément au règlement, ils doivent parvenir à M. l'Intendant par la voie du bureau intermédiaire et de la commission intermédiaire ».

Malheureusement, la commission intermédiaire n'a aucun pouvoir de coercition. Elle est obligée de recourir à l'intendant, chaque fois que cela est nécessaire. Si celui-ci juge bon de ne pas s'exécuter, l'affaire en reste là. Nombreuses sont les plaintes de la commission intermédiaire pour obtenir l'approbation de la révision des comptes des syndics (6). En novembre 1789, la communauté de Niderstinzel ne reconnaît pas la nouvelle municipalité, la commission intermédiaire écrit à l'intendant pour le prier de bien vouloir interposer son autorité en vue du rétablissement de l'assemblée municipale dans ses fonctions (7). En 1788 également, la commission intermédiaire se plaint que, chargée de l'entretien des routes, elle ne peut enlever un fumier du bord de la route sans un ordre de l'intendant. Sollicitée par un soldat invalide qui, pour vivre, possède les trois sols de solde journalière, la commission intermédiaire répond qu'elle n'a aucun fonds pour venir à son secours (8).

(6) Lettres de la commission intermédiaire à l'intendant des 22 juillet et 10 janvier 1790, 15 février 1790, 25 juillet 1790 (A.M.M. C 228).

(7) Lettre de la commission intermédiaire à l'intendant du 23 novembre 1789 (A.M.M. C 509).

(8) Pierre RENOUVIN, *op. cit.*, p. 305.

SECTION II

Les difficultés politiques

Nous touchons là le fond du problème : les organes administratifs nouveaux n'ont aucun pouvoir.

En fait, on avait trop attendu d'eux.

Les nobles croyaient pouvoir se servir de ces assemblées pour regagner l'influence qu'ils avaient perdue et leur espoir fut vain parce que, derrière les assemblées provinciales et leurs commissions intermédiaires, il y avait l'intendant sans qui rien ne pouvait être fait.

De leur côté, les bourgeois avaient très vite senti tout ce que ces assemblées n'avaient pas de démocratique. La première assemblée provinciale lorraine était composée de membres nommés. Il n'y eut jamais de deuxième session (9). La commission intermédiaire, émanation de cette première assemblée était donc toute dévouée à la royauté.

Condorcet, dans son « Essai sur les assemblées provinciales », souligne tous ces défauts : « Ayant sous la main, sous les yeux, des abus si connus, ces gens n'ont pas tenté de les déraciner ». Les privilégiés ont réussi à sauvegarder leurs immunités fiscales. Certaines assemblées provinciales ont même proposé des augmentations d'impôts.

« Parmi tous les vices de cet établissements, dit Sieyès, le plus grand a été de le commencer par le toit au lieu de le poser sur ses fondements naturels : l'élection libre des peuples » (10).

(9) La Lorraine avait un régime démocratique, puisque pour les élections municipales les électeurs de tous les ordres participaient à la désignation des représentants du Tiers, ensuite les nobles et les ecclésiastiques se réunissaient à part pour élire leurs députés.

(10) SIEYÈS : « *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* », p. 48.

TITRE II

LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS NOUVELLES

CHAPITRE I

La réunion des Etats Généraux

SECTION I

L'élection des députés aux Etats Généraux

Le règlement pour l'élection des députés aux Etats Généraux est promulgué dans tout le royaume, le 24 janvier 1789. Un règlement spécial à la Lorraine est promulgué le 7 février. Nous ne nous étendrons pas sur ce sujet parce que le rôle de l'intendant en ce domaine est des plus restreints. Il se borne à faire connaître aux habitants la teneur des dispositions royales.

Nous indiquerons simplement la façon dont les députés sont élus. La circonscription électorale est le bailliage. Le doublement du tiers ayant été décidé, à l'élection d'un ecclésiastique et d'un noble correspond toujours l'élection de deux membres du Tiers-Etat.

L'élection se fait au suffrage universel et à plusieurs degrés. Tous les ecclésiastiques possédant un bénéfice séparé, évêques, abbés, curés, chapelains, ont droit de suffrage direct, les couvents de femmes peuvent se faire représenter par un mandataire. En ce qui concerne les chapitres, les vicaires de chœur, les diacres et les sous-diacres, l'élection est à deux degrés : un chanoine sur dix, un vicaire ou un ecclésiastique sur vingt doivent être désignés par le suffrage universel pour se rendre au chef-lieu de bailliage.

Dans l'ordre de la noblesse, le droit de suffrage est concédé à tous ceux qui, Français âgés de 25 ans, possèdent la noblesse acquise ou transmissible et sont domiciliés dans le ressort du bailliage.

En ce qui concerne le Tiers, tout Français, âgé de 25 ans, domicilié dans le bailliage et compris sur le rôle des impositions, est électeur. Dans chaque village, le juge seigneurial, ou à défaut le maire, rassemble les habitants électeurs ; ceux-ci rédigent les cahiers de doléances et nomment les délégués qui porteront ces cahiers au chef-lieu de bailliage et éliront les députés. Dans les villes, les corporations sont réunies par les syndics pour choisir un délégué par cent individus. Les corporations d'arts libéraux et les métiers non groupés en corporations élisent deux délégués par cent individus. Tous ces délégués forment l'assemblée du Tiers de la ville : ils doivent rédiger les cahiers de doléances de la ville et nommer ces électeurs à l'assemblée de bailliage. Chaque village délègue à ladite assemblée deux électeurs pour deux cents feux et un électeur supplémentaire par fraction de cent feux.

Nancy doit fournir vingt-quatre électeurs, Lunéville seize, Bar-le-Duc douze, Epinal dix, Pont-à-Mouson huit, Commercy, Mirecourt, Rambervillers et Saint-Dié six.

Quand ces opérations sont terminées, le bailli ou son lieutenant convoque les trois ordres au chef-lieu de bailliage et fait procéder à la rédaction des cahiers de baillages. L'assemblée de bailliage élit ensuite une députation composée de deux députés du Tiers, d'un député de la noblesse et d'un député du clergé. Comme il y a trop de baillages en Lorraine et Barrois (34), pour compenser les inégalités de population, certains d'entre eux ont le droit à deux députations, d'autres à trois. Nancy, Mirecourt, Sarreguemines et Bar sont désignés comme chefs-lieux d'arrondissement et de réduction. Dans ces villes, se réunissent les députations de baillages pour procéder à leur réduction. L'assemblée de Nancy élit comme députés Mgr. de la Fare, évêque de Nancy ; Grégoire, curé d'Emberménil, pour le clergé ; le comte de Ludres et le chevalier de Boufflers, pour la noblesse ; Regnier, avocat au parlement ; Prugnon et Regnault, avocats à Lunéville ; Salles, médecin stipendié à Vézelize, pour le Tiers-Etat.

SECTION II

Les cahiers de doléances

Ces cahiers ne nous intéressent que du point de vue de la réforme administrative. En général, l'impression qu'ils dégagent

est que les rédacteurs n'ont pas considéré la réforme administrative dans son ensemble. On a traité des points particuliers, on n'a pas saisi l'ampleur de la réforme administrative dans son ensemble. Cette idée est surtout valable pour les cahiers des communautés. Elle l'est moins pour les cahiers de villes.

Une seule préoccupation apparaît : la grande majorité des Français ne veut plus des assemblées provinciales parce que leur recrutement paraît suspect et leurs pouvoirs des plus symboliques. On demande des états provinciaux.

Quelles sont les lignes directrices dont s'inspirent les rédacteurs des cahiers. Pour tirer une idée générale de la foule des réclamations qui y sont formulées, nous examinerons successivement les cahiers de deux bailliages ruraux : Dieuze et Vézelize et le cahier du Tiers de la ville de Nancy. Notre plan sera le suivant : critique de l'administration de l'intendant, critique des assemblées provinciales, projets.

§ 1. — LA CRITIQUE DE L'ADMINISTRATION DES INTENDANTS

Sur l'ensemble des communautés des deux bailliages, peu nombreuses sont celles qui demandent la suppression des intendants. Il faut citer dans le bailliage de Vézelize : Battigny (supprimer les charges d'intendants et de subdélégués) (1), Ormes (MM. les Députés qui iront à l'assemblée des Etats Généraux sont priés de demander qu'il n'y ait plus d'intendants, attendu que les assemblées des Etats Généraux (2), une fois établis dans quelque ville, peuvent bien gouverner les communautés et avec plus de diligence que Mgr l'Intendant) (3), Vaudémont (4).

Le Tiers du bailliage de Vézelize adopte une position plus nuancée : « S'il faut conserver les intendants, ils ne doivent être que de simples commissaires qui se borneront à intimor les ordres du monarque aux Etats Provinciaux avec des appointements fixes et très modérés » (5).

(1) Charles ETIENNE : *Cahiers des doléances des bailliages des généralités de Metz et Nancy*, Nancy, 1907 - 1912 - 1930, t. III, p. 125.

(2) Sous-entendu : de la province.

(3) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 270.

(4) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 370.

(5) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 469.

Le bailliage de Dieuze est plus catégorique : Destry (6) demande que l'administration ci-devant, confiée aux intendants et aux subdélégués, soit supprimée et renvoyée aux assemblées de province ; Diffembach (7) s'exprime ainsi : « Que notre province soit chargée de l'administration ci-devant aux intendants. On a à se plaindre de l'administration de MM. les Intendants par rapport à leurs subdélégués, soit pour le tirage de la milice, soit pour les adjudications des routes lorsqu'elles se sont faites par-devant eux, soit pour les comptes à rendre de la part des syndics des communautés, à raison de quoi il en a toujours coûté considérablement auxdites communautés sans qu'elles n'aient jamais rien su s'il était dû quelque chose au subdélégué, et ce qui montrait de l'injustice dans ce que les subdélégués se faisaient payer, c'est l'irrégularité de la perception pour les mêmes objets d'une année à l'autre ». Einchwiller (8) voudrait que l'administration ci-devant confiée aux intendants et aux subdélégués, soit supprimée et renvoyée aux assemblées de province « et ce, à cause que les pièces à eux présentées ne reviennent pas sans frais aux communautés, et plusieurs fois, on ne les voit plus par intérêt pour quelqu'un ». Pour la communauté de Nelling (9), « Il est à désirer que, chaque province soit elle-même chargée de l'administration des intendants à moins que ces derniers soient assistés par quelques conseillers prudents pour consulter ensemble au bien public, l'administration de cette charge étant trop considérable pour un seul homme quoiqu'assisté par des secrétaires quelquefois peu expérimentés ». Les cahiers de Landroff, Lidrezing, Rodalbe (10) sont rédigés dans le même sens. Ceux de la noblesse du bailliage demandent purement et simplement la suppression de l'intendant (11). Il en est de même de ceux du Tiers (12). Certaines communautés ne demandent pas expressément la suppression de l'intendant, elles se bornent à signaler les défauts de son administration. Lindre-Basse (bailliage de

(6) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 71.

(7) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 98.

(8) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 98.

(9) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 240.

(10) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 189, 209, 322

(11) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 409.

(12) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 414.

Dieuze) (13) trouve que « l'administration d'intendance est ruineuse pour nos communes par les frais qu'y entraînent leurs adjudications, devis, réceptions, si susceptibles d'infidélités. Il est d'expérience que les ouvrages ou bâtiments faits par les formalités d'intendance sont au double plus coûteux que semblables ouvrages ou édifices faits par économie ». Saint-Médard (bailliage de Dieuze) (14) attire l'attention sur la misère à laquelle la plus nombreuse partie des habitants du village est réduite : « Cette misère est l'effet de l'accroissement subit et de la multiplicité des impôts directs et indirects dont ils sont accablés sous les dénominations de vingtièmes, subvention, ponts et chaussées, gages du parlement, prestations de corvée, frais de milice, audition des comptes communaux à la subdélégation, placets, renvois, révisions, autorisations, permissions de l'intendance, abus des courses et contraintes pour les impôts publics, courses de maréchaussée décernées par l'intendance ou sa subdélégation ». Saulxerotte (bailliage de Vézélise) (15) estime que « les receveurs, les fermiers généraux, les chambres des comptes, les assemblées de district, les intendants, les subdélégués... à qui l'on est obligé de payer des gages et pensions, jouissent des privilèges de la noblesse et, par conséquent, sont surcharge pour l'Etat ». Tantonville (bailliage de Vézélise) (16) demande la diminution des appointements de l'intendant de Lorraine.

Toutes ces critiques et suggestions visent l'administration de l'intendance en général, mais les points particuliers de cette administration sont l'objet de critiques beaucoup plus vigoureuses : Assenoncourt (Dieuze) (17) se plaint de ce que « les délibérations et autorisations à demander aux intendants par l'entremise de leurs subdélégués ne sont pas accélérées, ni réfléchies, ce qui tourne, pour la plupart, au préjudice des communautés ». Vroncourt (Vézélise) (18) se plaint des changements effectués dans les subdélégations : « Il a plu à Mgr l'Intendant de Lorraine de rédimmer les subdélégations et de les placer à sa discrétion,

(13) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 216.

(14) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 332.

(15) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 318.

(16) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 426.

(17) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 20.

(18) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 426.

ce qui fait un tort considérable aux communautés et, notamment, pour la communauté de Vroncourt, qui n'est éloignée de la ville de Vézelize que d'une demie lieue, et beaucoup d'autres villages du ressort et de l'arrondissement du bailliage royal de ladite ville, qui précédemment étaient à une portée non si éloignée de la subdélégation, tant pour les délibérations, affaires de communautés, comptes à rendre, que pour le tirage de milice ».

Cette dernière matière fait l'objet de nombreux développements : Autrey-sur-Brénon (Vézelize) demande « que tous les domestiques des seigneurs, notamment les laquais et gens de cette espèce, soient dans le cas de tirer au sort de la milice comme tous autres, cette espèce d'hommes désœuvrés devant être moins précieuse à l'Etat que les fils et domestiques des laboureurs ». Battigny (Vézelize) (20) voudrait la suppression du tirage de la milice, « sorte d'impôt cruel qui coûte beaucoup aux communautés ». Ochey (Vézelize) (21) s'exprime ainsi : « Il serait plus avantageux suivant les intentions du peuple, pour la tranquillité des cultivateurs et commerçants, que tout garçon, âgé de 18 ans, paye tribut à Sa Majesté pour fournir des hommes de bonne volonté pour compléter les régiments provinciaux ». Quevilloncourt (Dieuze) (22) veut que la levée des soldats provinciaux soit supprimée en temps de paix, « cette levée d'hommes, qui coûte beaucoup annuellement à chaque communauté, étant absolument inutile ». Dieuze (23) est partisan de supprimer les milices au sort, sauf à y suppléer par la représentation du nombre d'hommes nécessaires qui seront engagés librement à la charge des Etats et divisément par cantons, « cette suppression présente le double avantage de réformer une servitude odieuse et d'économiser les deux tiers de la dépense ».

Ce souci de dépense réapparaît dans les réformes proposées pour l'entretien des ponts et chaussées : Benney (Vézelize) (24), expose que « les ponts et chaussées, qui sont au public un impôt

(19) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 17.

(20) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 25.

(21) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 249.

(22) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 303.

(23) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 94.

(24) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 29.

aussi onéreux que les subventions, ne sont qu'une charge plus désastreuse encore puisque, malgré les deniers qu'on lève pour ces objets, les communautés ne sont pas moins obligées de payer pour les entretiens ordinaires ». Bulligny (Vézélise) (25) réclame contre les adjudications : « Quant aux corvées des ponts et chaussées, est-il dit dans ce cahier, nous avons remarqué des fraudes claires dans les adjudications, il est peu de communautés qui, à moitié moins, ne se soient chargées de faire de semblables ouvrages. Daignez ordonner qu'à l'avenir les adjudications des ouvrages de communautés ne se feront plus devant un subdélégué ». Craon (Vézélise) (26) demande le rétablissement de la corvée en nature comme ci-devant, « vu l'énormité du prix de cette imposition qui doit augmenter chaque année proportionnellement aux autres contributions, suivant les vues fiscales qui ont dirigé cette conversion au grand détriment de la classe des contribuables, ou au moins la répartition égale de cet impôt entre tous les ordres sans distinction ». Hamméville (Vézélise) (27) expose que « l'édit qui a converti les travaux de la corvée en prestation d'argent, surcharge les peuples au moins du double, les travaux pour l'entretien des routes n'étaient ordonnés pour l'ordinaire que dans les temps non précieux. Trois ou quatre jours au printemps et à l'automne suffisaient à la communauté remontrante pour remplir sa tâche ; or, en place de ce peu de temps perdu, lui imposer 80 livres 2 sols 6 deniers.., c'est la grever d'autant qu'il est moins pénible aux gens du peuple de perdre quelques jours que de fournir une somme ». Housséville (28) est partisan que « les communautés fassent et entretiennent les routes par corvées ou, si mieux n'aime le roi, permettre aux-dites communautés d'en faire les enchères par elles-mêmes et que l'inspection en soit ôtée à l'intendant ». Saint-Remimont (Vézélise) (29) estime que l'adjudication de la tâche de la communauté pour l'entretien des routes à sa charge doit se faire devant son assemblée municipale, « qu'il lui soit permis de la faire faire par corvée si elle le juge à propos, offrant de rester

(25) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 44.

(26) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 85.

(27) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 189.

(28) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 207.

(29) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 315.

garante de la solidité de l'ouvrage, le tout en retenant par ses mains le prix de l'imposition taxée pour cet objet ». Guéblange (Dieuze) (30) demande seulement qu'on vérifie de plus près les comptes afférents à ces travaux : « Depuis longtemps, les ponts et chaussées sont mal entretenus, les impositions, dont nous sommes chargés pour cet objet, étaient déjà excessives, on y a encore ajouté, depuis quelques années, le sixième de toutes les autres impositions pour représenter la corvée. Malgré tout cela, les chaussées sont mauvaises, en quelques endroits même impraticables. Comme cela ne peut venir que d'une mauvaise administration, nous en demandons une nouvelle et nous demandons, de plus, un compte exact et vérifié de l'emploi de nos deniers ». Dieuze (31) fait tout le procès du système : « Si l'on voyait l'entretien des chemins, des bans et des routes réparti sans privilège, par tous ceux qui les fréquentent, depuis le berger jusqu'au Souverain, sans exception du clergé, ni des nobles, chacun s'empresserait de payer de bonne volonté et alors ce serait le moyen de faire cesser les critiques ». Le cahier de Loudrefing (Dieuze) (32) est dans le même sens : « La province se souviendra longtemps du monopole exécrationnel qui s'est fait entre les créatures de l'intendance. En 1787, lorsque, par adjudication publique, les travaux des chaussées ont été relaissés en sorte que, pour être admis à mettre une mise au rabais, il avait été résolu, au moins le disait-on publiquement, qu'il fallait un billet de Mgr l'Intendant ou de son subdélégué, sur ce pied différentes personnes qui s'étaient présentées pour faire leur mise, n'ont pas été admises, le tout a ainsi resté aux monopoleurs, aussi ces réparations ont monté des sommes exorbitantes, lesquelles devraient être recherchées et modérées sur celles qu'on coûte les mêmes objets l'année subséquente, où ces adjudications se sont faites sans fraude et contraindre les adjudicataires à restituer le surplus ». Le cahier de la ville de Nancy (Tiers-Etat) demande que l'impôt de la corvée soit converti définitivement en une prestation pécuniaire répartie sur tous les ordres (33).

(30) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 126.

(31) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 159.

(32) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 259.

(33) Christian PFISTER : *L'Election aux Etats Généraux et le cahier de la ville de Nancy*, Nancy, 1910, p. 49.

En principe, nous retrouvons les mêmes réclamations à propos de l'administration des biens communaux. Les cahiers, plus qu'en matière de ponts et chaussées, reflètent souvent l'idée qu'il faudrait enlever cette partie de l'administration aux intendants. Housséville (Vézelize) (34) veut « ôter aux intendants l'administration des biens et des revenus des communautés, l'attribuer aux Etats Provinciaux, ainsi que l'assiette de l'impôt ». Assenoncourt (Dieuze) (35) rédige des observations dans le même sens : « Il serait à désirer qu'à l'avenir les biens communaux de toutes espèces soient laissés à bail par les élus de la communauté en présence des habitants après les formalités ordinaires, afin d'obvier aux frais trop grands des subdélégués et améliorer, par ce moyen, le prix de l'adjudication ». Dalhain (Dieuze) (36) voudrait qu'il ne soit plus, à l'avenir, fait de vente de bois communaux que sur les demandes des communautés et après avis et autorisation des Etats Provinciaux. Racrange (Dieuze) (37) est encore plus catégorique : « Les pauvres communautés de la province, qui ont les mains liées de tout côté et qui n'ont aucun pouvoir, sont en vérité bien à plaindre, rien ne fait plus de tort aux communautés que l'administration des intendants et de leurs subdélégués, on ne peut assez se plaindre de la manière dont elles sont menées, et des injustices criantes que notre communauté a souffertes jusqu'à présent, en voilà les raisons : si la communauté a quelque chose à faire ou à réparer, les frais qui se font, suivant la forme actuelle de l'administration de l'intendant, passent quelquefois ou causent quelquefois ce que coûte pour faire ou réparer. Par exemple, on a quelque chose à réparer à une fontaine, puits, pont ou maison de communauté, il faut recourir à l'intendant ; s'il autorise ce qu'on demande, on envoie un ingénieur pour faire le plan ; le voyage et le plan de cet ingénieur coûtent deux à trois louis ; après, on fait l'adjudication. Voilà toujours des frais sur frais, l'adjudicataire veut gagner et, quand la chose est achevée, il y a la visite de réception par le même ingénieur ; tous ces frais passent quelquefois l'objet pour

(34) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 207.

(35) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 24.

(36) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 68.

(37) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 306.

lequel ils ont été faits, au lieu que, si la communauté avait le pouvoir de faire raccommoder par elle-même ce qui a besoin d'être fait, les choses seraient aussi bien faites à moitié de frais ».

Ce sont ces autorisations données par l'intendant qui semblent être le plus à charge des communautés. Favières (Vézélise) (58), en étendant ce problème aux autorisations de plaider, s'exprime ainsi : « Les communautés ne peuvent plaider sans autorisation de M. l'Intendant de la province qui renvoie à son subdélégué ; ce dernier est gagné et prévenu le plus souvent, il retient les pièces et titres des communautés pendant cinq ou six mois sans les pouvoir recouvrer, pendant lequel temps les communautés supportent dans les justices outre des frais de remises, ceux de beaucoup de voyages et démarches, et à la fin, faute d'autorisation, l'on obtient des sentences et jugements par défaut contre elles, dont elles supportent les frais sans espoir de les récupérer ; pour parer à cet inconvénient, il paraîtrait plus simple que toutes les communautés eussent un conseil au bailliage qui, sous une modique rétribution, examinerait les droits des communautés et les défendrait si elles étaient fondées dans leurs prétentions, et cette modique rétribution ne monterait certainement pas à la dépense qu'entraînent les démarches ».

Il faut encore noter que certains cahiers demandent la suppression des syndics (39) et la suppression des haras (40).

§ 2. — LA POSITION ADOPTÉE DANS LES CAHIERS A L'ÉGARD DES ASSEMBLÉES PROVINCIALES

Une telle somme de récriminations aurait dû faire accueillir favorablement la réforme de 1787, mais les cahiers de 1789 ne sont pas tendres à l'égard de la nouvelle forme d'administration. En général, on ne veut pas de cette administration à l'exception des assemblées municipales.

(38) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 128.

(39) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 200 (cahiers de Houdelmont).

(40) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 73 (Destry), p. 179 (Insming), p. 192 (Landroff), t. III, p. 32 (Benney), p. 53 (Ceintrey), p. 59 (Chaumont-sur-Moselle), p. 314 (Saint-Remimont), p. 451 (clergé de Vézélise).

Il faut citer cependant, en sens contraire, le cahier de Sotzeling (Dieuze) (41) qui est ainsi rédigé : « Si les assemblées provinciales subsistent comme nous le désirons, les intendants nous paraissent inutiles et deviennent à charge, que chaque province, par son assemblée, soit chargée de l'administration confiée aux intendants parce qu'il résulte souvent de cette juridiction des abus, des prévarications, des exactions onéreuses au peuple qui n'a jamais ressenti les effets des questions faites aux curés sur les besoins de la province, malgré que ces derniers aient fait des réponses utiles et exactes ». Tarquimpol (Dieuze) (42) est du même avis : « Nous préférons que la province soit chargée de l'administration, vu l'établissement des assemblées provinciales et de district où la justice est plus tôt expédiée, comme il constate par expérience. On ne se plaint nullement de l'administration des intendants, mais il arrive souvent que les subdélégués n'envoient pas les placets ou les arrêtent quand ils sont décrétés ».

Par contre, Omelmont (Vézelize) (43) requiert la suppression de l'institution des assemblées provinciales « dont l'intention ne répond nullement à la bonté de son cœur (du roi), notamment celle de Lorraine qui constitue en frais la province, car elle impose son caprice au Tiers et ce qui est évidemment prouvé, c'est qu'à l'égard de la corvée (autrefois) en nature et aujourd'hui convertie en argent, elle retire des sommes qui excèdent du triple le prix des adjudications. Il serait plus à propos que la province s'administrât par elle-même et par ses citoyens, que les impôts, dégrèvements, les encouragements, les ateliers de charité et deniers de la province lui soient dévolus et qu'elle ne soit plus soumise à l'impulsion d'un commissaire départi, mais à celle de sa constitution ».

En sens inverse, Gémonville (Vézelize) (44) demande qu'on donne aux assemblées provinciales et municipales une constitution stable et permanente, « les habitants ne veulent plus avoir à répondre qu'à elles seules pour tout ce qui concernait ci-devant

(41) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 339.

(42) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 347.

(43) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 258.

(44) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 160.

les intendants et leurs subdélégués. C'est le plus grand bien qu'on puisse nous accorder ».

Parmi toutes les communautés des deux bailliages de Vézelise et Dieuze, Gémonville est la seule qui demande le renforcement des pouvoirs de l'assemblée provinciale, alors que toutes les communautés sont unanimement à dire que l'institution des assemblées municipales est bienfaisante. Bagneux (Vézelise) (45) veut que l'on confirme les assemblées municipales dans les formes et organisations prescrites par l'assemblée provinciale pour ne plus retomber dans les abus qui subsistaient auparavant. Ceintrey (Vézelise) (46) demande « que l'on maintienne les assemblées municipales en leur donnant des pouvoirs plus certains et mieux définis, qu'on les autorise à correspondre directement avec les états de la province ou leur commission intermédiaire et qu'on fasse en sorte que les places desdites municipalités puissent être honorables et recherchées par les sujets les plus distingués ». Diarville (Vézelise) (47) ne propose pas de remèdes, mais constate que les affaires des communautés sont très mal administrées depuis la formation des assemblées provinciales, « elles essuyent des circuits et des lenteurs qui sont très préjudiciables à leurs intérêts, les exposent à des déplacements et à des frais de voyages trop multipliés ». Pulligny (Vézelise) (48) veut l'établissement dans la province d'états dont les membres seront librement élus et qui seront chargés tant de la répartition des impôts consentis par la nation que de l'administration des travaux publics. Il faut confirmer les assemblées municipales et, dans les lieux où il n'y a point de siège subsistant, leur attribuer une juridiction modique, ainsi que la police ».

A notre avis, le cahier de Vicherey (49) résume très bien la situation : « Lier également et par les mêmes privilèges toutes les provinces de France qui sont des branches du même arbre, les incorporer toutes et si intimement au tronc national, que tous vos sujets soient vraiment français par le gouvernement, comme ils le sont tous par l'amour qu'ils portent à leur roi et

(45) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 22.

(46) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 51.

(47) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 110.

(48) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 289.

(49) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 480.

qu'il 'y ait point de préférence ou de prérogatives pour certaines provinces qui ne soient étendues à toutes les autres, attendu que l'égalité est le seul moyen de réunir les intérêts et les volontés. En conséquence, former, dans chaque province, des états dont les membres seront librement élus et qui seront chargés tant de la répartition des impôts consentis par les états généraux de la nation que de l'administration des travaux publics et du détail de tout le bien que votre intention est de faire à vos peuples ; accorder, en particulier, cet établissement à cette province et bailliage (sic) de Toul et substituer cette forme à l'institution imparfaite et trop dispendieuse des assemblées provinciales et de district qui ne représentent point la province, ni le district, et qui n'ont pu avoir qu'une marche faible et indécise. Confirmer les assemblées municipales en leur donnant des pouvoirs plus certains et mieux définis, les autoriser à correspondre directement avec les états de la province ou leur commission intermédiaire, et faire en sorte que les places desdites municipalités puissent être honorables et recherchées par les sujets les plus distingués, sans leur donner aucun moyen d'opprimer leurs concitoyens ».

Nous touchons là le nœud du problème. On aperçoit les défauts des institutions anciennes, on propose des réformes sur des points particuliers, mais dans l'ensemble, et ce reproche s'adresse surtout aux cahiers des communautés, on n'aperçoit pas la nécessité d'une réforme générale. On n'imagine pas par quel organisme on peut remplacer les intendants et les assemblées provinciales.

§ 3. — LES PROJETS DANS LES CAHIERS DE 1789

En fait, l'impression qui se dégage de ces cahiers est que l'idée de particularisme est prépondérante en Lorraine. On ne veut plus de l'intendant et de ses subdélégués, on ne veut pas de l'assemblée provinciale parce que, corps en partie nommé par le roi, en partie coopté, il ne répond pas aux aspirations des habitants, on veut la restauration des états généraux tels que les Lorrains les avaient connus sous les ducs avec le nom d'états provinciaux. Mais à l'examen de certains cahiers, on

peut même remarquer que les communautés ne font pas toujours la différence entre les états provinciaux et les assemblées provinciales.

Les habitants de Chaumont-sur-Moselle (Vézelize) (50) réclament des états de la province « auxquels toutes les branches de l'administration doivent être confiées ». Dommarie-Eulmont (Vézelize) (51) veut « l'établissement d'états provinciaux pour parvenir à une répartition plus juste et à une perception plus simple et moins dispendieuse en les chargeant de répartir et percevoir tous les impôts de la province, de régir et d'administrer les domaines de Votre Majesté, d'approvisionner les magasins et de fournir tout ce qui a rapport aux troupes, aux conditions des régisseurs et traitants actuels, à charge de rendre compte annuellement de leur administration et que ce compte sera imprimé et rendu public, pour faire des électeurs tant de surveillants de leur régie, et de verser sans frais et sans détour le montant des impositions et de la régie dans les coffres de Votre Majesté ». Favières (Vézelize) (52) veut établir, dans chaque province, des états provinciaux « qui auraient l'administration intérieure de la province, encourageraient les arts et sciences, ainsi que l'agriculture si négligée autrefois et si précieuse dans un état non commerçant ». Tantonville (Vézelize) (53) prie le roi de rendre à la province ses anciens états qui seraient chargés de la répartition des impôts et de leur perception ». Ce moyen paraît indispensable pour simplifier l'administration et la rendre moins onéreuse aux peuples, mais en demandant le rétablissement des états provinciaux de Lorraine, on prie Sa Majesté d'ordonner que l'organisation s'en fera sur le modèle des états généraux et que tous les individus de la province et même ceux des campagnes seront convoqués à leur formation. Qui ne voit que c'est l'avilissement où sont les cultivateurs aisés qui leur fait désertier les campagnes ? et que leur procurer de la considération, c'est les y fixer ».

(50) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 57.

(51) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 131.

(52) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 131.

(53) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 333.

Le clergé du bailliage de Vézelize (54) demande le rétablissement des états provinciaux organisés sur le modèle des états généraux et « auxquels le clergé soit représenté en nombre égal avec la noblesse, qui aient tout pouvoir pour asseoir l'impôt et le percevoir et, pour éviter toute espèce de frottement, ils demanderont que les assemblées municipales versent directement dans le coffre des états les sommes auxquelles leurs communautés seront imposées et que du coffre des états elles soient versées au trésor royal sans passer par les mains des agents du fisc » (55).

Le cahier veut qu'on donne aux nouveaux états provinciaux le pouvoir de gouverner par eux-mêmes les municipalités des campagnes : « Réduire les états de la province au pouvoir seul d'employer leurs bons offices, de supplier, d'intercéder, de solliciter comme ci-devant nos assemblées provinciales ce serait réduire la grâce que le roi a accordée à ses peuples à bien peu de choses, ce serait un établissement brillant en apparence, mais qui n'aurait ni durée, ni consistance, mais qu'on lui donne le droit et le pouvoir de nous gouverner et nous conduire par lui-même sans dépendance et nous serons bien conduits ». Le cahier de Dieuze veut « l'attribution aux états de Lorraine, outre les objets d'impôts et d'administration qui leur seront donnés en abonnements, ceux des biens patrimoniaux des communautés laïques, des ponts et chaussées, étapes et logements des gens de guerre ». Le clergé du bailliage de Dieuze (56) demande également « le rétablissement des états provinciaux dans la forme qui sera déterminée par les trois ordres des états de la province sous l'agrément de Sa Majesté, qui soient chargés de la répartition de l'impôt entre les trois ordres et de la recette de ces impôts, de l'administration ci-devant confiée aux intendants et de la régie et administration des domaines du roi ».

La noblesse et le Tiers-Etat de Dieuze rédigent des cahiers dans le même sens (57). De son côté, le cahier de la ville de

(54) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. III, p. 449.

(55) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 5.

(56) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 402.

(57) Charles ETIENNE, *op. cit.*, t. II, p. 409 (Noblesse) et p. 413 (Tiers-Etat).

Nancy demande « que les députés insistent de tout leur pouvoir pour rétablir les états particuliers de la Lorraine et du Barrois, lesquels seront organisés de telle sorte que le Tiers-Etat y ait une représentation égale à celle des deux autres ordres réunis » (58).

(58) Christian PFISTER, *op. cit.*, p. 63.

CHAPITRE II

La Constituante *La création des départements*

SECTION I

Les idées nouvelles

§ 1. — LA POSITION GOUVERNEMENTALE

Le gouvernement de Louis XVI, dès la première séance des états généraux, souligne l'importance et l'urgence de la réforme administrative : « Celle d'entre vos délibérations, messieurs, qui est la plus pressante, celle dont l'utilité aura le plus d'influence sur l'avenir concerne l'établissement des états provinciaux ». Et Necker d'ajouter quelques précisions : « Il sera possible de donner immédiatement à ces états toutes les attributions que possédaient les assemblées provinciales ». Il fait même entendre que la compétence de ces états peut être étendue par la réforme du régime de l'assistance, des hôpitaux et des prisons, de l'inspection des dépenses des villes et communautés.

Dans ces conditions, il importe donc d'envisager une réforme des états provinciaux existants.

Le 23 juin, lorsque le roi déclare ses intentions, le programme se précise. Les Etats seront formés dans une proportion à peu près semblable à celle des états du Dauphiné : 2/10^e d'ecclésiastiques, 3/10^e de nobles, 5/10^e de représentants du Tiers-Etat, tous élus par leurs ordres respectifs. Les délibérations auront lieu suivant l'usage observé dans les assemblées provinciales.

Il n'est pas question d'assemblées subordonnées, mais la commission intermédiaire des Etats sera assistée de délégués choisis uniquement par elle comme les correspondants institués en Dauphiné.

Le roi est disposé à accorder aux corps administratifs nouveaux toutes les attributions énumérées dans le discours du 5 mai, mais on ne précise pas si les délibérations seront soumises à l'approbation du pouvoir central.

§ 2. — LA POSITION DES PUBLICISTES

Les deux discours royaux devaient inmanquablement être commentés par les publicistes.

Pellerin de la Buxière, suivi en cette opinion par Siéyès, exprime la crainte que ces assemblées formées dans le cadre de la province soient dangereuses, car elles seront assez fortes pour résister à l'assemblée nationale et provoquer des scissions, encouragées secrètement par le pouvoir exécutif. Elles garderont leur esprit de corps séparé et seront incapables de comprendre les actes des constituants inspirés par l'intérêt général.

D'autre part, pour rétablir l'ordre et pour assurer la répartition de l'impôt, il y a intérêt à mettre en activité les nouvelles assemblées administratives le plus rapidement possible. Les bases posées par la réforme de 1787 ne sont-elles pas immédiatement utilisables ? Quelques brochures veulent reprendre, en l'améliorant, le plan existant, mais n'est-il pas difficile de trouver dans un village des hommes assez instruits pour former une municipalité, ne vaudrait-il pas mieux grouper plusieurs communautés en une même circonscription ?

§ 3. — LA QUESTION ADMINISTRATIVE DEVANT L'ASSEMBLÉE

Le 30 juillet, les bureaux de la Constituante sont saisis de la question administrative dans son ensemble par une motion de Duport : « Avant de discuter les principes du droit public, dit-il, mieux vaudrait constituer les corps administratifs pour empêcher l'état d'isolement où les villes sont prêtes à se placer les unes à l'égard des autres et relativement aux campagnes ». Il propose donc d'établir soixante-dix assemblées régionales,

auxquelles il conserve le nom d'assemblées provinciales. Elles seront recrutées au sein d'assemblées inférieures comme en 1787.

Mais le premier comité de la Constitution, où Mounier est très influent, ne semble pas désireux de presser le débat. Dans la discussion qui s'engage pour fixer l'ordre du jour, alors que plusieurs députés insistent pour l'établissement rapide de nouvelles assemblées administratives ; Mounier est partisan de l'ajournement sous le prétexte que l'établissement de corps administratifs avant le vote de la Constitution pourrait nuire à l'établissement du corps législatif.

La Constituante demande, néanmoins, à son comité d'établir rapidement un programme. Le 31 août, Lally-Tollendal, membre du Comité, accepte le principe d'un remaniement des divisions administratives. En attendant le dépôt des projets, le débat s'engage sur la sanction royale et le vote. Siéyès insiste, le 7 septembre, pour qu'un plan d'administration soit dressé dans les jours à venir, mais cinq jours plus tard, le comité démissionne. Dans le nouveau comité, siègent Siéyès et Thouret, partisans d'une réorganisation administrative immédiate. Le retour du roi à Paris, le 6 octobre, retarde la discussion du projet, mais finalement celui-ci vient à l'ordre du jour de l'assemblée le 15 octobre.

SECTION II

La discussion du projet Thouret

Dans le projet Thouret, les cadres administratifs sont le département et la commune ou district. Le village n'a pas de vie administrative propre. Il possède seulement un bureau municipal étroitement subordonné à l'assemblée administrative de district.

Ce projet s'oppose à celui de Mirabeau qui envisage la création de cent trente départements. Les assemblées de district, prévues par Thouret, deviennent superflues, car le peu d'étendue du département permet à la municipalité du village d'être en relation directe avec l'assemblée administrative supérieure.

La discussion se prolonge du 3 au 11 novembre 1789 et oblige Thouret à intervenir plusieurs fois. La préférence, marquée par le comité pour les assemblées de district, est très attaquée.

Pison du Galland soutient Mirabeau : « C'est l'édit de création des assemblées provinciales qui a produit le système des assemblées inférieures dont le comité n'a fait que changer le nom ». En fait, la comparaison avec le système de 1787 n'est pas valable, car il ne faut pas comparer le ressort des anciennes assemblées provinciales et celui des nouveaux départements à créer.

Bongy de Puyvallée, ancien membre de l'assemblée du Berry, apporte, dans le même sens, un autre argument : « Dans le district proposé par Thouret, les villages sont étroitement dominés par le chef-lieu. En Berry, les paroisses des villes s'étendent fort loin dans les campagnes, cette partie des campagnes est tyranniquement subjuguée par les villes, surtout dans la répartition de l'impôt et dans la contribution aux charges publiques. Pour assurer l'indépendance des villages, il a fallu les séparer complètement de la ville voisine, surtout au point de vue fiscal. Votre comité de constitution vous propose, par son plan, de conserver complètement l'abus que l'administration provinciale a détruit dans la province de Berry ».

Thouret riposte, le 9 novembre, en invoquant lui aussi l'expérience récente : « L'assemblée provinciale de Haute-Normandie est une de celles qui a obtenu le plus de succès, c'est à ses assemblées de district qu'elle doit tout ce qui a réussi dans les détails et dans la pratique... Je sais qu'il n'en a pas été de même partout, mais partout il en devait et pouvait être de même. J'ai vérifié, dans quelques administrations voisines, d'où provenait la différence, je l'ai reconnu clairement ; indubitablement, je suis sûr qu'elle ne tient pas à la nature de l'établissement ».

D'ailleurs, dit de son côté le duc de la Rochefoucault, si l'on supprime ces assemblées de district, il faudra créer des bureaux de correspondance comme en Dauphiné. Or, ces correspondants seront aussi nuisibles que les subdélégués de l'intendant.

Un membre du comité, Target, vient encore répondre aux objections que soulève le programme municipal présenté par ses collègues : « Les bureaux municipaux, établis dans les villages, auront pleinement le gouvernement intérieur de leurs affaires, mais ils n'auront jamais le rôle d'agents du pouvoir central. Ce sont les communautés, c'est-à-dire les assemblées de district,

qui exercent la vigilance confiée, jusqu'à présent, au commissaire départi. Ces administrations seront les vraies municipalités ».

Entre les deux opinions extrêmes, un avis conciliant vient s'intercaler. Dès le 4 novembre, Barère accepte le maintien des assemblées de district, mais il propose de laisser au village sa vie municipale complète.

Dans son discours du 9 novembre, Thouret prend une position plus nuancée en acceptant que les bureaux municipaux soient répartiteurs d'impôts et juges de paix.

Finalement, après avoir rejeté le projet de Mirabeau, la Constituante vote l'établissement d'une municipalité dans chaque paroisse ou communauté de campagne. On revient, en principe, à la réforme de 1787.

A compter du 19 novembre, l'assemblée constituante vote successivement les articles du projet. Seules restent en litige, les dispositions réglant les fonctions administratives, car il s'agit de se prononcer pour ou contre la centralisation administrative.

Les commissaires veulent maintenir un lien étroit entre l'administration régionale et le pouvoir central. Target, Desmeuniers, le comte de Virieu veulent, en vain, le 23 novembre, faire voter cette formule : « Les assemblées administratives, dépositaires de l'autorité du roi... agiront en son nom, sous ses ordres et lui seront entièrement subordonnées ».

Le 24 novembre, la formule est modifiée : « Subordonnées au roi comme chef suprême de la nation et de l'administration générale, elles ne pourront exercer les fonctions qui leur sont confiées que selon les règles prescrites par la Constitution et par les décrets ».

On avait escamoté le problème essentiel.

Quand vient à l'ordre du jour la question des pouvoirs des assemblées provinciales, de semblables difficultés surgissent, car le comité avait interdit aux assemblées d'établir un impôt quelconque sans autorisation du pouvoir central. Ces assemblées n'ont aucune somme à leur disposition.

Sur l'intervention du comte de Crillon, il est fait observer que les articles relatifs aux pouvoirs des assemblées ont été rédigés en l'absence de Thouret qui ne les aurait pas acceptés tels. Le texte est remanié pour assurer le paiement des dettes et dépenses locales imprévues ou urgentes.

Enfin, le 10 décembre, le comité est encore mis en échec. Un amendement enlève au roi et aux ministres le droit d'exercer un contrôle efficace sur l'administration régionale : « Il n'y aura aucune autorité administrative intermédiaire entre les administrations de département et le pouvoir exécutif suprême. Les intendants cesseront toutes fonctions aussitôt que l'administration départementale sera en activité ».

C'était revenir purement et simplement sur la décision du 24 novembre.

Les points essentiels sont acquis, les articles sont classés par Thouret et l'ensemble est voté le 22 décembre 1789. En même temps, sont rédigées des instructions interprétatives.

SECTION III

Le décret du 22 décembre 1789

L'examen de ce décret montre qu'il conserve la fin de l'administration provinciale de l'Ancien Régime. Les assemblées de département sont les héritières de l'intendant.

Le royaume est divisé en départements tant pour la représentation que pour l'administration.

Au chef-lieu de chaque département, est établie une assemblée administrative supérieure sous le titre d'administration de département. Au chef-lieu de chaque district, lui correspond une assemblée administrative inférieure sous le titre d'administration de district.

Les administrations de département sont chargées, sous l'inspection du corps législatif et en vertu de ses décrets :

1° De répartir toutes les contributions directes imposées à chaque département. Cette répartition est faite par les administrations de département entre les districts et par les administrations de district entre les municipalités ;

2° D'ordonner et de faire faire, suivant les formes qui seront établies, les rôles d'assiette et de cotisation pour les contribuables de chaque municipalité ;

3° De régler et de surveiller tout ce qui concerne tant la perception et le versement du produit de ces contributions que le service et les fonctions des agents qui en sont chargés ;

4° D'ordonner et de faire exécuter le paiement des dépenses qui seront assignées en chaque département sur le produit même des contributions.

C'était autrefois le rôle échu aux chambres des comptes.

Les administrations de département sont encore chargées, sous l'autorité et l'inspection du roi comme chef suprême de la nation et de l'administration générale du royaume, de toutes les parties de cette administration, notamment de celles relatives : 1) au soulagement des pauvres et à la police des mendiants et vagabonds ; 2) à l'inspection et à l'amélioration du régime des hôpitaux, hôtels-Dieu, établissements et ateliers de charité, maisons d'arrêt et de correction ; 3) à la surveillance de l'éducation publique et de l'enseignement politique et moral ; 4) à la manutention et à l'emploi des fonds destinés, en chaque département, à l'encouragement de l'agriculture, de l'industrie et à toutes espèces de bienfaisance publique ; 5) à la conservation des propriétés publiques ; 6) à celle des forêts, rivières, chemins et autres choses communes ; 7) à la direction et confection des routes, canaux et autres ouvrages publics autorisés par le département ; 8) à l'entretien, réparation et reconstruction des églises, presbytères et autres objets nécessaires au service du culte religieux ; 9) au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique ; 10) enfin au service et à l'emploi des milices ou gardes nationales, ainsi qu'il sera réglé par des décrets particuliers.

C'était le rôle autrefois échu aux intendants.

Du jour où les administrations de département et de district sont formées, les états provinciaux, assemblées provinciales et les assemblées inférieures doivent cesser immédiatement leurs fonctions, de même que les intendants, car il ne doit y avoir aucun intermédiaire entre le pouvoir exécutif suprême et les administrations de département.

Deux instructions, publiées à la suite du décret du 22 décembre 1789, donnent des précisions supplémentaires, savoir celle du 24 décembre sur les municipalités et celle du 8 janvier 1790 sur les corps administratifs supérieurs.

Cette dernière est ainsi conçue : « L'administration de département est divisée en deux sections. La première portera le titre de conseil de département et l'autre celui de directoire de département. Le directoire sera composé de huit membres de l'administration, les vingt-huit autres membres formeront le conseil... Les administrations de département et de district qui vont être établies, succédant aux états provinciaux, aux assemblées provinciales et aux intendants et commissaires départis dans les généralités dont les fonctions cesseront aux termes des articles 8 et 9, prendront immédiatement la suite des affaires. Il sera pourvu à ce que tous les papiers et renseignements nécessaires leur soient remis et à ce que le compte de la situation de leurs départements respectifs leur soit rendu. A cet effet, dans les provinces qui ont eu une administration commune et qui sont divisées en plusieurs départements, chaque administration doit nommer deux commissaires qui se réuniront pour faire ensemble la liquidation des dettes contractées sous le régime précédent pour établir la répartition de ces dettes entre les différentes parties de la province et pour mettre fin à ces anciennes affaires. Le compte en sera rendu à une assemblée formée de quatre autres commissaires nommés par chaque administration de département ».

Enfin, les administrations de département reçoivent des notices concernant les affaires dont elles doivent s'occuper provisoirement et sans délai.

SECTION IV

La fin de la Commission Intermédiaire Le rôle effacé de l'intendant

Avant même la fin de la première séance des états généraux, les commissions intermédiaires savent qu'elles ne dureront plus longtemps. Les procureurs syndics de Normandie n'ont-ils pas écrit au ministre : « Nous ne restons attachés à des fonctions

que le gouvernement autorise assez à regarder comme très précaires que par intérêt pour le gouvernement lui-même et pour notre pays ». Les syndics généraux de Lorraine, de leur côté, sont disposés à abandonner leurs fonctions : « Nous remettrons avec joie cette administration à nos successeurs » (1).

D'autre part, l'assemblée constituante n'a-t-elle pas elle-même, dès le 26 octobre 1789, décidé qu'aucune assemblée administrative ne serait convoquée avant la mise en vigueur du nouveau régime et l'établissement du cadre départemental.

Si bien que les commissions intermédiaires, qui n'ont qu'un rôle très limité, se cantonnent à l'expédition des affaires courantes.

En principe, on peut dire que leur fin est marquée par deux caractères : d'une part, leur impuissance ; d'autre part, l'expédition des affaires courantes. L'intendant, de son côté, n'exerce même plus ses pouvoirs de police.

§ 1. — L'IMPUISSANCE DE LA COMMISSION INTERMÉDIAIRE ET DE L'INTENDANT

La prise de la Bastille a été suivie, dans les campagnes de France, par la prise des armes par le peuple pour se défendre contre d'hypothétiques brigands. Une fois armés, les gens brûlent, un peu partout, les châteaux, si bien que, durant les mois d'août et de septembre, la situation des anciens administrateurs est très précaire.

D'après Renouvin (2), l'intendant a souvent disparu. En Lorraine cependant, de la Porte est toujours présent, mais il n'use pas de son autorité. A la fin d'août 1789, une véritable émeute s'organise à Nancy pour faire comparaître, sur la place royale, plusieurs fonctionnaires : l'intendant, le directeur des fermes, les employés des octrois qu'on sommara « de rendre compte de leurs fonctions ou de leur gestion ». Le comité permanent, qui a remplacé les officiers de l'hôtel de ville, en est réduit à faire appel aux troupes de garnison.

(1) Procès-verbaux de la commission intermédiaire du 30 octobre et 3 décembre 1789 (A.M.M. C 527).

(2) P. RENOUVIN, *op. cit.*, p. 373.

De son côté, la commission intermédiaire n'a d'autres ressources que d'envoyer des circulaires. Le 4 août 1789, la commission intermédiaire invite MM. les Curés « à prévenir le peuple contre les insinuations perfides et d'apprendre à leurs paroissiens que, jusqu'à présent, rien n'est changé dans l'ordre de la législation, que leurs droits et obligations sont, sous tous les rapports, les mêmes que ci-devant ».

Un mois plus tard, sollicitée d'intervenir à Forbach où de graves incidents se produisent, la commission exprime son regret de ne pouvoir contribuer à rétablir le calme et la tranquillité, mais son administration n'ayant aucune force exécutoire, elle ne peut s'adresser qu'à l'autorité compétente pour réprimer les désordres.

N'ayant pas de moyens d'actions, la commission n'est même plus obéie par les municipalités. Des comités municipaux se sont formés spontanément un peu partout. Quelle attitude la commission doit-elle adopter ? Elle conseille aux bureaux intermédiaires de s'entendre avec les comités permanents pour assurer le ravitaillement. Ne s'agit-il pas là d'une des attributions de l'intendant ?

§ 2. — L'EXPÉDITION DES AFFAIRES COURANTES

La plus importante est la répartition de l'impôt. Le 17 octobre 1789, les instructions relatives au département de l'exercice 1790 sont expédiées par le contrôleur général. D'après ce texte, on doit garder aux rôles la même force qu'en 1789. La contribution représentative de la corvée doit être répartie sur le même rôle que la subvention.

En ce qui concerne les vingtièmes, on reproduit purement, et simplement les rôles de 1789.

Le travail est considérable, car il faut tenir compte de l'abolition des privilèges, de l'abolition des transports de cotes, il faut rechercher également la nouvelle matière imposable.

En même temps, la commission intermédiaire doit s'occuper des nouvelles impositions. On dresse les rôles de supplément pour les privilégiés en ce qui concerne les six derniers mois de 1789. Il faut veiller à la levée de la contribution patriotique.

Dans ce domaine, l'intendant conserve un pouvoir de décision, mais ce sont la commission et les bureaux intermédiaires qui sont chargés par le contrôleur général de l'exécution des mesures à prendre pour la collecte des deniers de cet emprunt forcé. Le contrôleur général correspond directement avec la commission intermédiaire. Cependant, le 23 octobre 1789, le ministre des finances Necker adresse à de la Porte des exemplaires de la déclaration du roi sur le décret du 6 octobre organisant la contribution patriotique et de l'instruction y faisant suite avec une lettre lui recommandant de prendre les mesures nécessaires pour en assurer la publicité (3). Par les soins de l'intendant, la déclaration est imprimée en placard et affichée dans toutes les villes, bourgs et villages, mais en même temps, Lambert, le contrôleur général, sur les ordres de Necker, envoie à la commission intermédiaire plusieurs exemplaires des mêmes documents lui recommandant également de les faire connaître aux municipalités et de leur faire parvenir des indications sur la manière de procéder (4).

Les deux administrations de l'intendance et de la commission intermédiaire fonctionnent donc d'une manière parallèle avec cette différence que toutes les décisions sont prises par la commission intermédiaire. Par exemple, en matière d'exportation de grains, les syndics généraux font établir un cordon de troupes logées dans les villages pour empêcher toute tentative d'exportation. C'était encore là une matière essentiellement réservée à l'intendant.

§ 3. — LES SÉANCES DE LIQUIDATION

En février 1790, la mise en vigueur du système administratif commence à s'annoncer. On procède à l'élection des notables et des conseils municipaux. Les commissions intermédiaires ne

(3) Lettre de Necker à de la Porte du 23 octobre 1789 et réponse de ce dernier du 27 octobre 1789 (A.M.M. C 391).

(4) A.M.M. C 533 : le délai pour la réception des déclarations est prorogé de deux mois par décret. Ce décret est envoyé, le 4 janvier 1790, à l'intendant en vue de l'affichage dans toutes les communautés de la généralité. Il est également envoyé à la commission intermédiaire qui doit le faire parvenir aux assemblées municipales (BOIDIN : *La contribution patriotique*, Nancy, 1909, p. 72).

peuvent même pas s'occuper du contentieux électoral des nouvelles assemblées qui en sont chargées elles-mêmes.

Fin mars, la Constituante décide de désigner les commissaires pour la formation des assemblées primaires et administratives et rédige une instruction pour guider leur travail.

Quelques jours plus tôt, les commissions intermédiaires se voient interdire d'exercer leurs attributions en matière d'impôts directs.

Les lois des 30 juin et 2 juillet 1790 mettent les nouveaux corps administratifs en activité : l'administration provinciale fait place à l'administration départementale.

Le conseil du département de la Meurthe se réunit les 28 et 29 juillet 1790, dans une session préliminaire, pour procéder à son installation et à la nomination de son directoire qui reprend en mains immédiatement les affaires de la compétence de la commission intermédiaire.

Le registre des procès-verbaux de la commission fait encore mention, le 26 juillet, de cinq lettres d'envoi à l'intendant des délibérations prises par les municipalités de Rouvre, Bonviller, Serrouville, Bouamont, Senon, Gremilly, Jeandelize, Essegney, Villers,, avec les avis des bureaux intermédiaires.

Le dernier procès-verbal de la commission intermédiaire date du 30 juillet 1790. D'après Renouvin, la dernière séance, tenue par la commission, serait du 17 septembre (5).

Il est probable que l'intendant cessa ses fonctions vers le 30 juillet.

(5) Procès-verbaux de la commission intermédiaire des 26 et 30 juillet 1790 (A.M.M. C 529).

CONCLUSION

Aux termes de cette étude sur les trois intendants de Lorraine, il importe de dégager les idées et les principes qui ont commandé l'évolution historique du régime administratif de la royauté et de porter un jugement sur l'œuvre de ces intendants.

D'après l'examen des cahiers de doléances auquel nous nous sommes livrés, nous avons pu nous apercevoir qu'il est peu de fonctionnaires de l'Ancien Régime pour avoir fait l'objet d'attaques aussi nombreuses. La diversité de ses pouvoirs, son intervention constante dans toutes les affaires même de peu d'importance, la lourdeur de son administration le désignent comme la cause de tous les maux du peuple. Il n'est que d'examiner les plaintes exprimées dans les cahiers pour mesurer toute l'étendue des reproches formulés à l'encontre des commissaires départis. Est-ce à bon droit que ces fonctionnaires ont été vilipendiés ? Nous ne le croyons pas tout au moins en ce qui concerne les intendants lorrains, bien que cette opinion soit moins valable à l'égard de de la Galaizière père qui eut la redoutable mission de provoquer, par tous moyens, l'assimilation de la Lorraine au régime français. D'autre part, nous sommes à la fin du XVIII^e siècle, la Révolution est proche, les idées fermentent, un besoin de réforme générale se fait sentir chez le peuple. La question alors se pose de savoir si les intendants lorrains ont freiné la révision des institutions tant attendue des sujets du roi.

Deux idées générales doivent guider notre conclusion : la nécessité de l'assimilation du régime lorrain au régime français et l'impuissance du gouvernement à se réformer malgré certains efforts des intendants.

L'assimilation du régime lorrain au régime français

Lorsque de la Galaizière père est nommé en Lorraine, il est investi des pouvoirs les plus étendus. Il cumule d'ailleurs les fonctions d'intendant et de chancelier et la distinction entre ces deux qualités n'est pas toujours aisée.

Par l'examen de sa correspondance, nous avons vu qu'il n'a aucun souci de préserver sa popularité et de répondre aux aspirations de ses administrés. De la Galaizière est un véritable proconsul romain entièrement dévoué au gouvernement de Versailles. Le roi de Pologne n'est là que pour le couvrir en cas de besoin. Nos développements sur la milice et sur les ponts et chaussées témoignent de l'ardeur qu'il consacra à ces deux départements pour entrer dans les vues des ministres. Boyé, dans son ouvrage sur les ponts et chaussées, s'étend abondamment sur les souffrances et les vexations endurées par le peuple lorrain pour la construction de la route reliant Lunéville à Neuviller. Dans son ouvrage sur la milice, il cite également des chiffres mettant en relief l'effort demandé à nos compatriotes. Ces précisions, si elles estompent le caractère juridique de ces ouvrages, prouvent la puissance du régime administratif de l'époque. Peu importe les moyens employés, il faut aligner le régime lorrain au régime français. Seuls osent mettre un frein à ces exactions la cour souveraine de Lorraine et les chambres des comptes de Lorraine et de Bar qui prennent ouvertement le parti du peuple. Mais leur opposition est faible. A la suite de la querelle des vingtièmes, de la Galaizière, au lieu d'être terrassé, réussit à faire appeler comme successeur son fils, fait unique dans les annales de l'intendance française où le roi évite toujours de faire succéder le fils au père. Cette localisation de la résistance ne porte-t-elle pas en elle un des germes de la chute de l'Ancien Régime ?

L'impuissance du gouvernement à se réformer lui-même

En effet, on peut se demander à a lumière de deux siècles de recul si les parlementaires ont bien compris l'importance des réformes exigées par le peuple et si cette résistance n'est pas plutôt un geste d'auto-défense. Le XVIII^e siècle est le siècle du

particularisme. Chaque classe désire conserver ses privilèges. Lorsque nous voyons de la Galaizière fils et de la Porte s'efforcer d'introduire de pâles réformes, ils se heurtent à la même résistance. On ne s'occupe pas de l'utilité des institutions nouvelles. On envisage d'abord si les droits acquis de quelques privilégiés sont attaqués. Le mérite des inspireurs de ces réformes et de ceux qui ont cherché à les appliquer n'en est que plus grand. Nous citerons : les améliorations du régime de l'assistance, la création des bureaux et ateliers de charité, la lutte contre la mendicité, l'institution de cours d'accouchements, le développement de l'instruction publique, la création d'une petite poste à Nancy, les encouragements à l'agriculture et à l'industrie, l'amélioration des prisons et des conditions de détention, l'allègement du fardeau de la milice par la création de cantons, la possibilité de choix pour les communautés de la corvée en nature ou en argent.

Ces efforts ne sont pas particuliers à la Lorraine. Nous sommes en pleine époque d'administration éclairée. Boula de Nanteuil à Poitiers, Turgot à Limoges, Caze de la Bove à Grenoble, de leur propre initiative, pratiquent cette même politique avancée, politique qui n'est pas toujours encouragée par le gouvernement central. En 1785, de la Galaizière, dans un mémoire adressé au gouvernement, condamne ouvertement son père pour ses agissements en matière de corvée. Il propose d'indemniser les propriétaires pour les terrains qu'on leur a pris en vue de la construction des routes. Il interdit aux lorrains d'aller travailler dans les évêchés et s'attire ainsi des reproches du contrôleur général et du directeur des ponts et chaussées. Il ne faut pas oublier que les intendants sont des administrateurs subordonnés au gouvernement. D'autre part, toute réforme venant d'un rouage secondaire de l'administration, est plus ou moins teintée d'arbitraire et, par conséquent, suspecte aux yeux du peuple et des ministres. Au moins, faut-il reconnaître que cet arbitraire fut un avantage pour les Lorrains quand ils furent régis par de la Galaizière fils et de la Porte. Nous touchons là un problème politique plus qu'administratif. En effet, sous la plume de certains publicistes, le peuple a pris conscience de ses possibilités. Un immense espoir naît de la création des assemblées provinciales, l'intérêt général devant triompher de l'égoïsme. Par suite

de la duplicité du gouvernement, les sujets du roi acquièrent peu à peu la certitude qu'on veut les tromper. C'est l'époque où Turgot, en voulant donner à la France quelques institutions représentatives, se heurte à la cabale des gens de cour. Les résultats pratiques de la réforme administrative sont nuls, aucun fonds n'étant mis à la disposition des assemblées nouvelles. Il faut, et le peuple le sent très bien, reconstruire le régime administratif sur des bases démocratiques, mais que de concessions ne faut-il pas obtenir ? En 1788, l'abbé de Véri écrit dans son journal : « Je ne puis prévoir au juste quelle sera l'issue dans la suite des années, ni fixer aucune époque, à quelque révolution. Mais il me paraît impossible qu'il n'en arrive une tôt ou tard ».

SOURCES

I. — Manuscrits

Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle (Abréviation : A. M. M.).

Série C (relative aux intendants, à l'assemblée provinciale et à la commission intermédiaire).

Liasses nos 107 à 112, 116 à 122, 176 à 178, 181, 186, 188, 194, 213, 215, 219, 223 à 225, 228, 229 à 238, 251, 256, 274, 275, 284 à 290, 296, 297, 307 à 316, 320 à 324, 326 à 330, 338, 339, 341, 342, 353 à 355, 391 à 394, 433 à 438, 508 à 510, 527, 529 à 532.

Archives Départementales de la Meuse (Abréviation : A. Meuse).

Série C (relative aux intendants).

Liasses nos 5 à 9, 12, 14 à 19, 21, 23, 25, 29, 30, 40 à 45, 54 à 58, 68 à 70, 91 et 94.

Bibliothèque Municipale de Nancy.

Fonds Lorrain : Journal de Nancy.

Recueil des ordonnances de Lorraine.

Recueil des ordonnances de police.

II. — Imprimés

A. — Ouvrages généraux sur le régime administratif

ARDASCHEFF Paul. — *Les intendant de province sous Louis XVI*, Paris, 1909.

— *L'administration provinciale dans les derniers temps de l'Ancien Régime*, en trois volumes, t. I, Saint-Petersbourg, 1900 ; t. II et III, Kiev, 1906.

BABEAU Albert. — *La province sous l'Ancien Régime*, en deux volumes, Paris, 1894.

BERLET Charles. — *Les tendances unitaires et provincialistes en France à la fin du XVIII^e siècle*, Nancy, 1913.

- BOISLILE Arthur-Michel (DE). — *Mémoires des intendants sur l'état des généralités dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne*, Paris, 1881.
- *Correspondances des contrôleurs généraux des finances avec les intendants de province (1688 - 1715)*, en trois volumes, Paris, 1874, 1883, 1898.
- BRETTE. — *La France au milieu du XVIII^e siècle d'après le Journal du marquis d'Argenson*, Paris, 1898.
- BRISAUD J. — *Cours d'histoire générale du droit français public et privé*, en deux volumes, Paris, 1898 - 1904.
- CHENON Emile. — *Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815*, en deux volumes, Paris, 1926 - 1929.
- CHERUEL A. — *Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*, en deux volumes, Paris, 1899.
- DARESTE Rodolphe. — *La justice administrative en France*, Paris, 1898.
- *Etudes sur les origines du contentieux administratif en France* :
— *Les intendants et commissaires départis*, dans « *Revue Historique de Droit* », année 1855.
— *Le Conseil d'Etat*, dans « *Revue Historique de Droit* », année 1855.
— *Les anciennes juridictions domaniales et financières*, dans « *Revue Historique de Droit* », année 1856.
— *Les juridictions administratives depuis 1789*, dans « *Revue Historique de Droit* », année 1857.
- DARESTE DE LA CHAVANNE Cléophas. — *Histoire de l'administration en France et des progrès de pouvoir royal*, en deux volumes, Paris, 1848.
- ESMEIN A. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, Paris, 1925.
- FUNCK-BRENTANO F. — *L'Ancien Régime*, Paris, 1926.
- FUSTEL DE COULANGES. — *Histoire des institutions politiques de l'Ancienne France*, en six volumes, Paris, 1888 - 1892.
- GASQUET A. — *Précis des institutions politiques et sociales de l'Ancienne France*, en deux volumes, Paris, 1885.
- GAVET G. — *Sources de l'histoire des institutions et du droit français*, Paris, 1899.
- GIRY Arthur. — *Manuel de Diplomatie*, Paris, 1894.
- GODARD Charles. — *Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV particulièrement dans les pays d'élection, de 1661 à 1715*, Paris, 1901.
- HANOTAUX. — *Origine de l'institution des intendants des provinces, d'après les documents inédits*, Paris, 1884.
- IMBERT Jean. — *Histoire du Droit privé*, Paris, 1950.
- IMBERT Jean, SAUTEL Gérard, BOULET-SAUTEL Marguerite. — *Histoire des institutions et des faits sociaux*, tome II (X^e - XIX^e siècles), Paris, 1957.
- ISAMBERT F., JOURDAN, DECUSSY. — *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, en vingt-neuf volumes, Paris, 1821 - 1833.

- MARION Marcel. — *Dictionnaire historique des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1923.
— *Ce qu'il faut connaître des crises financières de notre histoire*, Paris, 1926.
- MAURY A. — *L'administration française avant la Révolution de 1789*, dans « *Revue des Deux Mondes* », année 1873.
- OLIVIER-MARTIN F. — *Histoire du Droit public*, Paris, 1938.
— *Histoire du Droit français des origines à la Révolution*, Paris, 1948.
— *Cours sur les lois du roi professé à la Faculté de Droit de Paris* (D. E. S. de Droit public), Paris, 1945 - 1946.
- PERROT E. — *Les institutions publiques et privées de l'ancienne France jusqu'en 1789*, Paris, 1935.
- SAUGRAIN. — *Dénombrement du royaume par généralités, élections, paroisses et feux*, Paris, 1720.
- VIDAILLAN (DE). — *Histoire des Conseils du Roi*, Paris, 1856.
- VIOLLET Paul. — *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, Paris, 1890.

B. — *Ouvrages généraux sur la Lorraine*

- BOYÉ Pierre. — *A propos d'un bicentenaire : la prise de possession des duchés de Lorraine et de Bar*, dans « *Le Pays Lorrain* », année 1937.
— *Stanislas Leszcinski et le troisième Traité de Vienne*, Paris, 1898.
- BRIARD Emmanuel. — *Bibliographie des almanachs nancéiens au XVIII^e siècle*, Paris, 1886.
- CALMET (Don). — *Histoire ecclésiastique et civile de Lorraine*, en quatre volumes, Nancy, 1728.
- DIGOT. — *Histoire de la Lorraine*, Nancy, 1880.
- DURIVAL. — *Description de la Lorraine et du Barrois*, en quatre volumes, Nancy, 1779 - 1783.
- DUVERNOY. — *Longwy, de Louis XIV à la Révolution*, Nancy, 1897.
- FALLEX Maurice. — *L'Alsace, la Lorraine et les Trois Evêchés, du début du XVII^e siècle à 1789*, Paris, 1921.
- HAUSSONVILLE (D'). — *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, Paris, 1860.
- KONARSKY Wlodomir. — *Bar-le-Duc et le Barrois*, Nancy, 1909.
- KRUG-BASSE J. — *Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois*, Paris-Nancy, 1899.
- LEPAGE Henri. — *Calendrier lorrain ou tableau-sommaire des événements relatifs à l'histoire de Lorraine correspondant à chaque jour de l'année*, Nancy, 1840.
— *Les communes de la Meurthe*, en deux volumes, Nancy, 1854.
- LUXER A. — *Les principales institutions judiciaires du duché de Lorraine*, Nancy, 1879.

- MATHIEU (Abbé). — *L'Ancien Régime dans la province de Lorraine et Barrois (1698 - 1789)*, Paris, 1879.
- PARISOT. — *Histoire de Lorraine*, en trois volumes, Paris, 1919 - 1922 - 1924.
- PFISTER Christian. — *Histoire de Nancy*, en trois volumes, Paris, 1902 - 1908 - 1909.
- ROGEVILLE Guillaume (DE). — *Dictionnaire historique des ordonnances et des tribunaux de Lorraine et du Barrois*, Nancy, 1777.
— *Jurisprudence des tribunaux de Lorraine*, Nancy, 1795.

C. — *Ouvrages sur les intendants et les subdélégués*

- ANTOINE Alfred. — *Les subdélégués de l'intendance spécialement en Franche-Comté*, Verdun, 1929.
- ANTOINE Michel. — *L'administration du duché de Lorraine au XVIII^e siècle*, dans « *Annales de l'Est* », année 1953.
- ARBOIS DE JUBAINVILLE Henry (D'). — *L'administration des intendants*, d'après les archives de l'Aube, Paris, 1880.
— *Documents concernant quelques-uns des premiers intendants de Champagne*, Paris, 1880.
- ASTRE. — *Les intendants du Languedoc*, dans « *Mémoires de l'Académie des Sciences de Toulouse* », années 1859 - 1860 - 1861.
- BEAUCORPS Charles (D'). — *Une province sous Louis XIV, l'administration des intendants d'Orléans, de 1686 à 1713*, Orléans, 1911.
- BOYÉ Pierre. — *Antoine, Martin Chaumont de la Galaizière*, dans « *Le Pays Lorrain* », année 1936.
- BOYER DE SAINTE-SUZANNE. — *L'administration sous l'Ancien Régime, les intendants de la généralité d'Amiens, Picardie et Artois*, Paris, 1865.
- DELMOTTE Henri. — *Turgot, intendant du Limousin*, Toulouse, 1952.
- DUBUC. — *L'intendance de Soisson sous Louis XIV (1643 - 1715)*, Paris, 1902.
- DUMAS F. — *La généralité de Tours au XVIII^e siècle. Administration de l'intendant de Cluzel (1766 - 1783)*, Paris, 1894.
- DUVAL Louis. — *Etat de la généralité d'Alençon sous Louis XIV*, Alençon, 1890.
- DUVERNOY Emile. — *Gouverneurs et intendants de la Lorraine au XVII^e siècle*, dans « *Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine* », année 1929.
- GROSDEMANGE Chislaine. — *L'administration de la subdélégation de Lunéville (1737 - 1789)*. (Mémoire présenté, en 1951, pour le D.E.S. d'Histoire à la Faculté des Lettres de Nancy).
- HOFFMANN Ch. — *L'administration provinciale au XVIII^e siècle en Alsace*, dans « *Revue d'Alsace* », 1899 - 1900.
- HUGUES (D'). — *Essai sur l'administration de Turgot dans la généralité de Limoges*, Paris, 1859.

MILHAC Louis. — *Les subdélégués en Champagne sous l'Ancien Régime*, Paris, 1911.

NERAUD J. — *Les intendants de la généralité de Berry*, Paris, 1922.

REY. — *Un intendant de province à la fin du XVII^e siècle. Essai sur l'administration de Bouchu, intendant en Dauphiné (1686 - 1705)*, dans « Bulletin de l'Académie Delphinale », année 1895.

D. — *Ouvrages sur l'organisation municipale et les problèmes communaux*

BABEAU A. — *Les assemblées générales des communautés d'habitants en France, du XVII^e siècle à la Révolution*, Paris, 1893.

— *Le village sous l'Ancien Régime*, Paris, 1891.

BOURGIN. — *Les communaux et la Révolution Française*, dans « Nouvelle Revue Historique de Droit Français », année 1908.

CREUTZER J. — *Des intendants de Lorraine et de leur action sur l'instruction primaire dans cette province*, Nancy, 1881.

DUPAYS M. — *L'état des communautés rurales du Ménil et de Damrupt à la veille de la Révolution de 1789*, Epinal, 1881.

ESPINAS G. — *Recueil de documents relatifs à l'histoire du droit municipal en France, des origines à la Révolution*, en trois volumes, Paris, 1934.

GLASSON. — *Les communaux et communautés*, dans « Nouvelle Revue Historique de Droit Français », année 1891.

GRAFFIN. — *Les biens communaux en France*, Paris, 1899.

GUYOT Ch. — *Des assemblées de communautés d'habitants en Lorraine avant 1789*, S. l. n. d.

LACOSTE Maurice. — *Le partage des communaux sur le territoire du département de la Meurthe avant la loi du 10 juin 1793*, dans « Annales de l'Est », année 1953.

SCHMIDT Edouard. — *L'instruction primaire à la campagne en Lorraine il y a cent ans*, d'après l'enquête de 1779, Paris, 1880.

E. — *Ouvrages sur les finances et les fermes*

ARBASSIER Ch. — *L'absolutisme en Bourgogne : l'intendant Bouchu et son action financière d'après sa correspondance inédite (1667 - 1671)*, Paris, 1920.

BLOCH Camille. — *Procès-verbaux du comité des finances de l'Assemblée Constituante*, Rennes, 1922.

BOIDIN A. — *Un impôt sur le revenu sous la Révolution. La contribution patriotique*, Nancy, 1909.

BOYÉ Pierre. — *Le budget de la province de Lorraine et Barrois sous le règne nominal de Stanislas (1737 - 1766)*, Nancy, 1896.

— *La querelle des vingtièmes en Lorraine. L'exil et le retour de M. de Châteaufort*, Nancy, 1906.

— *Postes, messageries et voitures publiques en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris, 1907.

— *Les poudres et salpêtres en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris, 1913.

- GONDOLFF E. — *Le tabac sous l'ancienne monarchie. La ferme royale royale (1629 - 1791)*, Vesoul, 1914.
- GRANDSIRE G. — *L'impôt sur le revenu en Lorraine et Barrois au XVIII^e siècle. Les vingtièmes*, Paris, 1927.
- GRIMOUARD (DE). — *Les bureaux des finances sous l'Ancien Régime*, dans « Revue de Science et Législation financière », année 1905.
- JOUVENCEL Henri (DE). — *Le contrôleur général des finances sous l'Ancien Régime*, Paris, 1901.
- LEPAGE Henri. — *Notice historique sur les voitures publiques en Lorraine*, Nancy, 1856.
- MARION M. — *Histoire financière de la France depuis 1715*, Paris, 1914.
— *Les impôts directs sous l'Ancien Régime principalement au XVIII^e siècle*, Paris, 1910.
- MEYNAL Ed. — *Etudes sur l'histoire financière du XVI^e siècle. L'organisation fiscale*, dans « Revue Historique de Droit », année 1920.
- STOURM. — *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*, Paris, 1885.
- WEISBUCH Danièle. — *Le tabac en Lorraine et les successives manufactures de tabac à Nancy, de 1628 et 1872*. S. l., 1955.

F. — *Ouvrages sur la police*

- BONNASSIEUX. — *La police à Paris*, dans « Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris », année 1894.
- CHASSAIGNE M. — *La lieutenance générale de police de Paris*, Paris, 1906.
- COEURDACIER. — *Prisons de femmes à Nancy au XVIII^e siècle*, dans « Revue pénitentiaire et de Droit pénal », année 1951.
- DUVERNOY Emile. — *Les lettres de cachet en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris, 1908.
- MAIRE Charles (LE). — *Mémoire sur la police à Paris en 1776*, dans « Mémoires de la Société d'Histoire de Paris », année 1879.
- MARE M. (DE LA). — *Traité de la police*, Paris, 1722.
- PIERSON Michel. — *Les Juifs en Lorraine au XVIII^e siècle* (Mémoire dactylographié présenté, en juin 1953, à la Faculté de Droit de Nancy pour le D. E. S. d'Histoire du Droit - Droit Romain).

G. — *Ouvrages sur l'assistance*

- BLOCH Camille. — *L'assistance et l'état de la France à la veille de la Révolution*, Paris, 1908.
- BLOCH Camille et TUETÉY A. — *Procès-verbaux et rapports du comité de mendicité de la Constituante (1790 - 1791)*, Paris, 1911.
- BOCQUILLON E. — *Une maison de retraite fermée à Nancy au XVIII^e siècle*, Paris, sans date.
- BOYÉ Pierre. — *Les œuvres d'hygiène sociale à Nancy*, Nancy, 1906.
- FLEURY A. — *De l'assistance publique à Paris*, Paris, 1901.
- GUÉRIN F. — *La médecine et la justice du XIII^e au XVIII^e siècle*, Paris, sans date.

- IMBERT Jean. — *Le droit hospitalier de la Révolution et de l'Empire*, Paris, 1954.
- LECOCQ M. — *L'assistance par le travail en France*, Paris, 1900.
- PILLEMENT. — *L'hygiène et les maladies à Nancy en 1770*, Nancy, 1904.
- *Une querelle de médecins au XVIII^e siècle*, Nancy, sans date.
- *L'organisation de la médecine municipale à Nancy, du XVI^e siècle à la Révolution*, Nancy, 1938.
- *La prostitution en Lorraine et en particulier à Nancy, du XVI^e au XVIII^e siècle*, Nancy, 1904.

H. — *Ouvrages sur la vie économique*

- BEAUPRÉ J. N. — *Recherches sur l'industrie verrière dans l'ancienne Lorraine*, Nancy, 1842.
- BONNASSIEUX. — *Inventaire analytique des archives du Conseil du Commerce et du Bureau du Commerce*, Paris, 1900.
- BOYÉ Pierre. — *Les salines et le sel en Lorraine au XVIII^e siècle*, Nancy, 1904.
- *Les eaux et forêts en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris, 1909.
- *Essai sur la culture du riz en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris, 1906.
- *La Lorraine industrielle sous le règne nominal de Stanislas*, Nancy, 1900.
- *La Lorraine commerçante sous le règne nominal de Stanislas*, Nancy, 1899.
- CORNAERT E. — *Pouvoirs publics et corporations dans l'Ancien Régime*, dans « *Revue d'Histoire Politique et Constitutionnelle* », année 1938.
- GENEAU DE SAINTE-GERTRUDE G. — *La législation forestière sous l'Ancien Régime*, Nancy, 1945.
- GUYOT Ch. — *Rapport sur l'état de l'agriculture en Lorraine (1789-1889)*, Nancy, 1889.
- *Les forêts lorraines jusqu'en 1789*, Nancy, 1886.
- HOTTENGER G. — *Les remembrements en Lorraine au XVIII^e siècle*, Nancy, 1915.
- *La propriété rurale en Lorraine. Morcellement et remembrement*, Paris, s. d.
- JORDAN. — *Les corporations en France avant 1789*, dans « *Revue Historique* », année 1943.
- LÉVY-BRUHL. — *Deux documents sur la suppression des jurandes et maîtrises*, dans « *Revue Historique Economique et Sociale* », année 1932.
- LORAIN Ch. — *Les subsistances en céréales dans le district de Chaumont, de 1788 à l'an V*, en deux volumes, Chaumont, 1911.
- LOUTCHISKY. — *La petite propriété en France avant la Révolution*, Paris, 1897.
- MAHUET Antoine (DE). — *La chasse en Lorraine jusqu'en 1789*, Paris-Nancy, 1931.
- MARTIN SAINT-LÉON E. — *Histoire des corps de métiers*, Paris, 1922.

- NIGEON R. — *Etat financier des corporations françaises d'arts et métiers au XVIII^e siècle*, Paris, 1934.
- OLIVIER-MARTIN Fr. — *L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime*, Paris, 1938.
- RENAUD F. — *La cristallerie de Baccarat, de ses origines à la fin du XIX^e siècle* (Mémoire dactylographié présenté, en 1947, à la Faculté des Lettres de Nancy pour le D. E. S. d'Histoire).
- SCHMIDT Ch. — *La crise industrielle de 1788*, dans « *Revue Historique* », année 1907.
- SEE H. — *La question de la vaine pâture à la fin de l'Ancien Régime*, dans « *Revue Historique Economique et Sociale* », année 1914.

I. — *Ouvrages sur les travaux publics*

- BOYÉ Pierre. — *Les travaux publics et le régime des corvées en Lorraine au XVIII^e siècle*, Nancy, 1900.
- CILLEULS (DES). — *Origine et développement du régime des travaux publics en France*, Paris, 1895.
- CLÉMENT F. P. — *La corvée des chemins en France et spécialement en Poitou sous les intendants de Blossac et Boula de Nanteuil (1751 - 1790)*, Paris, 1889.
- DEBAUVE. — *Les travaux publics et les ingénieurs des ponts et chaussées depuis le XVIII^e siècle*, Paris, 1893.
- HABAULT. — *La corvée royale au XVIII^e siècle*, Paris, 1903.
- VIGNON. — *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques avant 1790*, Paris, 1862.

J. — *Ouvrages sur l'armée*

- ANDRÉ L. — *Michel le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique*, Paris, 1906.
- BOYÉ Pierre. — *La milice en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris-Nancy, 1904.
- DINARD André. — *Le manuscrit du prince de Montbarey, secrétaire d'état à la guerre (1776-1780) et le fonctionnement du Conseil du roi sous Louis XVI*, Paris, 1950.
- FRÉMONT. — *Les payeurs d'armée (1293-1780)*, Paris, 1906.
- GÉBELIN Jacques. — *Histoire des milices provinciales (1688-1791)*, Paris, 1881.
- GIRARD G. — *Le service militaire en France à la fin du règne de Louis XIV. Racolage et milice (1701-1715)*, Paris, 1921.
- HAUTERIVE E. (D'). — *L'armée sous la Révolution (1789-1794)*, Paris, 1894.
- LEPAGE H. — *Sur l'organisation et les institutions militaires de la Lorraine*, Paris, 1884.
- NAVEREAU André. — *Le logement et les ustensiles des gens de guerre, de 1439 à 1789*, Poitiers, 1924.
- PICQ. — *La législation militaire de l'époque révolutionnaire*, Paris, 1931.

SARS (DE). — *Le recrutement de l'armée permanente sous l'Ancien Régime*, Paris, 1920.

SAUTAI Maurice. — *Les milices provinciales sous Louvois et Barbezieux (1688 - 1697)*, Paris, 1909.

TOURNÈS René. — *La Garde nationale dans le département de la Meurthe pendant la Révolution (1789 - 1802)*, Angers, 1920.

VANSON. — *L'infanterie lorraine sous Louis XV*, Paris-Nancy, 1896.

VERNEUIL. — *L'armée en France depuis Charles VII jusqu'à la Révolution*, Paris, 1880.

ZELLER. — *L'organisation défensive des frontières du Nord et de l'Est au XVII^e siècle*, Nancy, 1928.

K. — *Ouvrages sur les assemblées provinciales
et les commissions intermédiaires*

AMBROISE. — *Les élections municipales de 1788 et 1790 dans le bailliage de Blâmont*, dans « Bulletin et Mémoires de la Société d'Archéologie Lorraine », année 1911.

AUBERGE. — *Les assemblées instituées sous Louis XVI et spécialement celle tenue à Melun en 1787*, Meaux, 1878.

BABEAU. — *L'assemblée d'élection et le bureau intermédiaire de Barsur-Aube*, Troyes, 1873.

— *L'assemblée d'élection et le bureau intermédiaire de Troyes*, Troyes, 1873.

BIZARDEL. — *Une ébauche de décentralisation administrative à la fin de l'Ancien Régime. L'assemblée provinciale du Nivernais*, Paris, 1913.

BLOCH Camille. — *Les assemblées municipales de 1787*, dans « Etudes sur l'Histoire Economique de la France », Paris, 1900.

BOSCARY Gérard. — *L'assemblée provinciale de Haute-Guyenne*, Paris, 1932.

CARRÉ H. — *Le mémoire de Necker sur les assemblées provinciales*, dans « Bulletin de la Faculté des Lettres de Poitiers », année 1893.

CLAUDE A. — *Etienne Mollevaut et la vie politique en Lorraine (1744 - 1866)*, Clamecy, 1933.

CLAUDON F. — *La première assemblée provinciale du Bourbonnais (1780 - 1781)*, Paris, 1898.

COEURET G. — *L'assemblée provinciale de Haute-Normandie (1787 - 1879)*, Paris, 1927.

DANSIN. — *Notice sur les libertés provinciales et l'esprit public en Normandie en 1788*, Paris, 1865.

DUPONT H. — *Le Soissonnais, de 1787 à 1790. L'assemblée provinciale, l'organisation départementale*, Mâcon, 1908.

FAYE. — *Les assemblées de la généralité de Tours en 1787*, Angers, 1885.

FROMONT. — *Essai sur l'administration de l'assemblée provinciale de la généralité d'Orléans*, Paris, 1907.

GIRARDOT (DE). — *Essai sur les assemblées provinciales et en particulier sur celle du Berry*, Bourges, 1845.

- GOLETTY V. — *Tentatives d'organisation provinciale en Dauphiné (1779 - 1787)*, Voirin, 1885.
- GONTIER. — *Les assemblées provinciales instituées par Necker et le mouvement réformateur*, Paris, 1907.
- GRANDMAISON Ch. (DE). — *La commission intermédiaire de l'assemblée de Touraine*, Paris, 1872.
- HIPPEAU. — *Les assemblées provinciales en Normandie*, Paris, 1869.
- JOUSSET. — *L'assemblée provinciale du Perche*, Alençon, 1875.
- LACHAZE L. — *L'assemblée provinciale du Berry sous Louis XVI*, Paris, 1909.
— *L'assemblée de Berry et la question des Etats provinciaux*, Paris, 1909.
- LAVERGNE Léonce (DE). — *Les assemblées provinciales sous Louis XVI*, Paris, 1864.
- LEBÈGUE. — *Procès-verbaux de la commission intermédiaire de Normandie (1787 - 1790)*, Paris, 1910.
- LUÇAY (DE). — *Les assemblées provinciales sous Louis XVI*, Paris, 1857.
— *La décentralisation : étude pour servir à son histoire de France*, Paris, 1895.
- MATTON. — *Notice sur l'organisation de l'assemblée provinciale du Soissonnais*, Laon, 1852.
- MERGE. — *L'assemblée provinciale d'Auvergne*, Clermont, 1867.
- MOURLLOT. — *La fin de l'Ancien Régime dans la généralité de Caen*, Paris, 1913.
- RÉAU DE LA GAIGNONNIÈRE (DU). — *La commission intermédiaire de l'assemblée provinciale d'Anjou*, Caen, 1911.
- RÉNOUVIN Pierre. — *Les assemblées provinciales de 1787 (Origines, développements, résultats)*, Paris, 1921.
- SEMICHON. — *Les réformes sous Louis XVI*, Paris, 1876.
- TEZENAS DU MONTCEL. — *L'assemblée du département de Saint-Etienne et son bureau intermédiaire*, Paris, 1903.

L. — *Ouvrages sur le mouvement d'idées pré-révolutionnaire*

- BELIN J. B. — *Le mouvement historique de 1748 à 1789*, Paris, 1877.
- CAHEN. — *Condorcet et la Révolution française*, Paris, 1905.
- CHEINISSE. — *Les idées politiques des physiocrates*, Paris, 1914.
- CHEREL. — *Fénelon et le XVIII^e siècle*, Paris, 1918.
- FERRY. — *Les idées de Turgot en matière de droit public*, Paris, 1913.
- LARCY (DE). — *Louis XVI et les successeurs de Turgot jusqu'en 1789*, Paris, 1867.
- LEBÈGUE. — *La vie et l'œuvre d'un constituant : Thouret*, Paris, 1910.
- LORION. — *Les idées politiques des physiocrates*, Paris, 1913.
- LOUSSE E. — *La Société d'Ancien Régime*, Paris, 1943.
- MARION. — *Le garde des Sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788*, Paris, 1905.

- MARTIN P. — *Les idées de Turgot sur la décentralisation administrative*, Paris, 1918.
- MILLE J. — *Un physiocrate oublié : Le Trosne*, Paris, 1905.
- NECKER. — *Compte rendu au roi au mois de janvier 1781*, Paris, 1781.
- RIPERT. — *Le marquis de Mirabeau. Ses théories politiques et économiques*, Paris, 1901.
- SCHELLE. — *Œuvres de Turgot et documents le concernant*, en trois volumes, Paris, 1913 - 1914.
- SÉE H. — *Les idées politiques en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1920.
- SÉGUR (DE). — *Au couchant de la monarchie : Louis XVI et Turgot (1774 - 1776)*, Paris, 1914.
- TOCQUEVILLE. — *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, 1856.
- WEULERSÉE. — *Le mouvement physiocratique en France, de 1756 à 1770*, Paris, 1910.

M. — *Ouvrages sur les cahiers des Etats Généraux
et les assemblées de département*

- AUCOC L. — *Les controverses sur la décentralisation administrative*, Paris, 1881.
- AULARD L. — *Récit des séances des députés des communes*, Paris, 1895.
- BERLET Ch. — *Les provinces au XVIII^e siècle et leur division en départements*, Paris, 1913.
- BONNASSIEUX. — *Examen des cahiers de 1789 au point de vue commercial et industriel*, Paris, 1884.
- BOURDON Jean. — *La formation des départements de l'Est en 1790*, dans « Annales de l'Est », année 1951.
- BRIQUEL P. — *Deux cahiers inédits de doléances de 1789 : Vandœuvre et Dommarie-Eulmont*, Nancy, 1919.
- BRUNEAU M. — *Les débuts de la Révolution dans le Cher*, Paris, 1902.
- CAHIER et DUVEYRIER. — *Réponse au rapport de MM. les Commissaires du roi sur les troubles de Nancy*, Nancy, 1791.
- CHANTEAU F. (DE). — *Documents inédits relatifs à la Révolution dans les Vosges*, Paris, 1883.
- CHEVREUX Paul. — *Cahiers de doléances du Tiers-Etat des villes et villages vosgiens*, Epinal, 1889.
- ETIENNE Charles. — *Cahiers des doléances des bailliages des généralités de Metz et Nancy*, en trois volumes, Nancy, 1907 - 1912 - 1930.
- FERRON H. (DE). — *L'organisation départementale et la constitution de 1789*, dans « Nouvelle Revue d'Histoire du Droit Français », année 1877.
- GÉGOUT Ed. — *Les cahiers de la Lorraine aux Etats Généraux de 1789*, Nancy, 1889.
- HENNEQUIN R. — *Le directoire départemental de 1789*, dans « Annales de l'Ecole des Sciences Politiques », année 1893.

- JARDIN Georges. — *Pierre-Auguste Manger, commissaire du Conseil exécutif provisoire dans le département de la Meurthe*, Nancy, 1898.
- KOVALEWSKY. — *La France économique et sociale à la veille de la Révolution*, en deux volumes, Paris, 1909 - 1912.
- METTRIER H. — *La formation du département de la Haute-Marne en 1790*, Chaumont, 1911.
- POULET H. — *L'administration centrale du département de la Meurthe de l'établissement des départements à la création des préfectures (1790 - 1800)*, dans « *Revue de la Révolution Française* », années 1906 - 1907.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	9
PRÉAMBULE	11
CHAPITRE I. — <i>Les conditions historiques</i>	13
Section I. — Les traités, de 1631 à 1718	13
Section II. — Les rapports entre la maisons de Lorraine et celle d'Autriche. Les traités de Vienne	15
Section III. — L'exécution du traité de Vienne : la déclaration de Meudon	19
CHAPITRE II. — <i>Les conditions personnelles</i>	21
Section I. — Les intendants lorrains	22
§ 1. — Chaumont de la Galaizière	22
§ 2. — De la Galaizière fils	25
§ 3. — Moulins de la Porte	25
Section II. — Les subdélégués	26
§ 1. — Les subdélégués en France	26
§ 2. — Les subdélégués en Lorraine	29
PREMIERE PARTIE. — Les pouvoirs de l'intendant	33
TITRE I. — LES VILLES ET COMMUNAUTÉS	35
CHAPITRE I. — <i>L'organisation municipale en Lorraine</i>	37
Section I. — Les villes	37
Section II. — Les communautés	41
CHAPITRE II. — <i>L'administration des biens des villes et commu- nautés</i>	49
Section I. — Les constructions et réparations de bâtiments communaux	50

§ 1. — La procédure	50
§ 2. — L'adjudication	51
§ 3. — Les traités amiables	54
§ 4. — Le contentieux des adjudications et traités	54
Section II. — Le cas particulier des églises et presbytères ..	58
CHAPITRE III. — <i>L'instruction publique en Lorraine</i>	65
Section I. — L'instruction publique dans les villages	65
§ 1. — La nomination du maître d'école	65
§ 2. — Les fonctions du maître d'école	67
§ 3. — La rétribution du maître d'école	68
Section II. — L'enquête de 1779	69
CHAPITRE IV. — <i>L'établissement des recettes et dépenses des villes et communautés</i>	71
Section I. — Les recettes des villes et communautés	71
§ 1. — Les droits d'octroi	71
§ 2. — La vente des bois communaux	75
§ 3. — La vente des regains	76
§ 4. — Le bail des immeubles communaux	76
§ 5. — Les impositions extraordinaires et les emprunts	76
Section II. — Les dépenses des villes et communautés	77
CHAPITRE V. — <i>L'incapacité des villes et communautés</i>	81
Section I. — Les ventes et les achats	81
§ 1. — L'incapacité d'acheter ou de vendre	81
§ 2. — L'incapacité d'accenser	83
§ 3. — L'incapacité d'échanger	83
§ 4. — L'incapacité de partager	84
Section II. — Les donations	85
Section III. — L'action en justice	86
TITRE II. — LES FINANCES	89
CHAPITRE I. — <i>La subvention</i>	93
CHAPITRE II. — <i>Les vingtièmes</i>	95
Section I. — Historique des vingtièmes en Lorraine	95
§ 1. — L'origine française des vingtièmes	95
§ 2. — L'introduction en Lorraine et la législation fiscale française	96
§ 3. — Les résistances du parlement lorrain	97
§ 4. — Les seconds vingtièmes en Lorraine	97
§ 5. — L'exil des membres de la Cour Souveraine. Le rôle de l'intendant	99
§ 6. — La tentative de 1760	103

Section II. — Analyse de l'édit de 1749 : les différents ving-	
tièmes	104
§ 1. — L'impôt sur les propriétés non bâties	104
§ 2. — L'impôts sur les propriétés bâties	104
§ 3. — L'impôt sur les bénéfices commerciaux	105
§ 4. — L'impôt sur les bénéfices industriels	105
§ 5. — L'impôts sur les traitements, honoraires et	
salaires	105
§ 6. — Les revenus non assujettis à l'impôt	106
Section III. — L'application de l'édit de 1749	109
§ 1. — Publicité des ordonnances. Le personnel des	
vingtièmes	110
§ 2. — La déclaration	111
§ 3. — La confection des rôles	112
§ 4. — Le recouvrement	114
§ 5. — Contrôle - Contentieux	116
CHAPITRE III. — <i>Les impôts indirects</i>	119
Section I. — Les impôts de consommation perçus au profit	
du roi	120
Section II. — Les douanes en Lorraine	121
Section III. — Les impôts indirects des XVII ^e et XVIII ^e siècles	
§ 1. — Le monopole des tabacs	123
§ 2. — Le timbre et l'enregistrement	124
Section IV. — Les droits d'amortissement, nouvel-acquêt et	
franc-fief	124
CHAPITRE IV. — <i>Les fermes en Lorraine</i>	127
Sous-Chapitre I. — <i>Les poudres et salpêtres en Lorraine</i>	127
Section I. — Historique	127
Section II. — La récolte du salpêtre et la réforme de l'inten-	
dant	129
§ 1. — Le règlement de l'intendant	130
§ 2. — Les adoucissements à l'ordonnance de l'intendant	
§ 3. — Le contentieux des poudres et salpêtres	132
133	
Sous-Chapitre II. — <i>Les postes, messageries et voitures publiques</i>	
Section I. — Notions générales	135
Section II. — La poste aux lettres en Lorraine	136
§ 1. — La ferme générale	136
§ 2. — Essai d'une poste de ville à Nancy	137
§ 3. — Le contentieux de la poste aux lettres	139
Section III. — La poste aux chevaux	139
§ 1. — L'organisation de la poste aux chevaux	140
§ 2. — Le contentieux de la poste aux chevaux	141
Section IV. — Les messageries, coches et carrosses	143

CHAPITRE V. — <i>Les domaines</i>	115
TITRE III. — LA POLICE	117
CHAPITRE I. — <i>Le personnel de la police</i>	149
Section I. — La maréchaussée	149
Section II. — Le contrôle de l'intendant sur l'administration de la police	152
§ 1. — Le contrôle de l'intendant sur les courses de la maréchaussée	152
§ 2. — Le contrôle de l'intendant sur les prisons	153
§ 3. — Le contrôle de l'intendant sur les affaires cri- minelles et délictuelles	153
CHAPITRE II. — <i>Les interventions de l'intendant en matière de police</i>	155
Section I. — La police des personnes	155
§ 1. — Les juifs	155
§ 2. — Les fous, les internés, les noyés	158
§ 3. — Les étrangers	159
§ 4. — L'état civil - La condition des personnes ..	159
Section II. — La police sur les biens	160
§ 1. — Les loteries	160
§ 2. — La fausse monnaie	161
§ 3. — Les spectacles et les livres	161
§ 4. — La tranquillité publique	162
TITRE IV. — L'ASSISTANCE	163
CHAPITRE I. — <i>La réforme gouvernementale</i>	167
Section I. — Les dépôts de mendicité	168
§ 1. — L'arrêt du conseil de 1767	168
§ 2. — Le ministère de Turgot	172
Section II. — Les bureaux et ateliers de charité	175
§ 1. — Les bureaux de charité	175
§ 2. — Les ateliers de charité	176
CHAPITRE II. — <i>L'intendant et les établissements de charité</i>	181
Section I. — L'hôpital des enfants trouvés de Nancy	181
§ 1. — L'origine de cet établissement	181
§ 2. — Le fonctionnement de l'hôpital	182
Section II. — Les établissements de charité de Lunéville ..	184
Section III. — L'atelier de charité de Bar-le-Duc	187
CHAPITRE III. — <i>Le service de santé et d'hygiène publique</i>	189

Section I. — L'encouragement aux sciences médicales	189
§ 1. — La création de la Société royale de médecine ..	189
§ 2. — L'activité de la Société royale de médecine. — Le rôle de l'intendant	190
Section II. — Le développement de l'assistance médicale	191
§ 1. — La distribution de remèdes aux pauvres	191
§ 2. — Le service des épidémies	192
§ 3. — L'enseignement de l'art d'accoucher	193
§ 4. — Les stipendiés	195
 TITRE V. — L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	 197
 CHAPITRE I. — <i>L'agriculture au XVIII^e siècle</i>	 199
Section I. — Les eaux et forêts	199
§ 1. — L'organisation de l'administration des eaux et forêts	199
§ 2. — Les attributions du personnel des eaux et forêts	200
§ 3. — La commission des bois de la marine	202
Section II. — Les statistiques agricoles	204
Section III. — L'aide aux campagnes	206
§ 1. — La lutte contre les épizooties et les maladies des végétaux	206
§ 2. — L'extension des cultures	208
§ 3. — La lutte contre les loups	209
§ 4. — Les magasins de grains	210
§ 5. — Les haras	211
Section IV. — La vaine pâture et les regains	214
§ 1. — La vaine pâture	214
§ 2. — Les regains	215
 CHAPITRE II. — <i>L'industrie en Lorraine</i>	 219
Section I. — Les établissements industriels	219
Section II. — Les mines	223
 CHAPITRE III. — <i>Le commerce en Lorraine</i>	 227
Section I. — Les cadres juridiques de la vie commerciale ..	227
§ 1. — Le régime corporatif	227
§ 2. — La tutelle administrative sur les différentes sortes de métiers	230
§ 3. — La suppression des corps et communautés	235
Section II. — La surveillance des prix	238
§ 1. — L'intendant, agent de renseignements du gouver- nement central	238
§ 2. — L'intendant, agent de lutte contre la montée des prix : le commerce des grains	240

TITRE VI. — LES PONTS ET CHAUSSÉES	243
CHAPITRE I. — <i>Historique de l'entretien des ponts et chaussées</i> ..	245
Section I. — Le duc Léopold	245
Section II. — Stanislas	246
CHAPITRE II. — <i>Le système des adjudications</i>	249
Section I. — Le financement des travaux	249
§ 1. — L'imposition des ponts et chaussées	249
§ 2. — Les péages	252
Section II. — La répartition des fonds	253
§ 1. — Le rôle de l'intendant	253
§ 2. — L'état du roy	255
Section III. — L'adjudication proprement dite	256
§ 1. — Le procès-verbal d'adjudication	256
§ 2. — Force du procès-verbal d'adjudication	258
CHAPITRE III. — <i>Les corvées en Lorraine</i>	259
Section I. — Analyse de l'ordonnance de 1737	260
Section II. — L'ordonnance de corvée	261
§ 1. — La fixation des jours de corvées	261
§ 2. — L'ordonnance de corvée : la répartition de la tâche	262
§ 3. — Les exemptions	264
§ 4. — Le travail sur les ateliers	267
§ 5. — Le contentieux des corvées	268
Section III. — Le rachat de la corvée	272
§ 1. — Les ordonnances de 1769	272
§ 2. — Application des ordonnances de 1769	273
§ 3. — L'ordonnance du 4 septembre 1773	273
§ 4. — L'ordonnance du 3 avril 1777	275
§ 5. — Application de l'ordonnance de 1777	277
Section IV. — La déclaration royale de 1787 et la commission intermédiaire	278
§ 1. — Répartition de l'imposition	278
§ 2. — Les adjudications et le problème posé par la création de l'assemblée provinciale	279
§ 3. — Difficultés d'application	283
CHAPITRE IV. — <i>Les question annexes à l'entretien des ponts et chaussées</i>	285
Section I. — Les extractions de matériaux	285
Section II. — Les expropriations	287
Section III. — Les servitudes d'alignement et l'urbanisme ..	290
Section IV. — Les pouvoirs de police de l'intendant	292

TITRE VII. — L'ARMÉE	293
CHAPITRE I. — <i>Les origines de la milice</i>	295
Section I. — Les origines de la milice en France	295
§ 1. — La milice, institution féodale	295
§ 2. — Louvois, créateur de la milice	296
Section II. — Le cas particulier de la Lorraine	298
§ 1. — La genèse de la milice	298
§ 2. — L'ordonnance de 1741. Les charges en résultant pour la Lorraine et l'aggravement de ces charges	300
§ 3. — La création des régiments de Royal-Lorraine et Royal-Barrois. La guerre de la succession d'Autriche	301
§ 4. — La guerre de sept ans	303
§ 5. — Les régiments provinciaux	304
CHAPITRE II. — <i>Le recrutement et l'organisation de la milice</i>	307
Section I. — Les miliciables. Les exempts	307
§ 1. — Exemptions en raison de la situation de famille	309
§ 2. — Exemptions en faveur de l'agriculture	309
§ 3. — Exemptions en faveur du commerce et de l'in- dustrie	312
§ 4. — Exemptions en faveur de la fonction publique .	313
§ 5. — Exemptions en faveur des classes privilégiées .	316
§ 6. — Exemptions en faveur des médecins, chirurgiens et apothicaires	319
§ 7. — Exemptions en faveur des étrangers et person- nes des autres généralités	319
§ 8. — La position des intendants lorrains à l'égard des exemptions	320
Section II. — Le tirage au sort	321
§ 1. — Le personnel : son rôle	321
§ 2. — Les fuyards de la milice	322
§ 3. — L'opération matérielle du tirage au sort	325
§ 4. — La responsabilité collective des miliciens	329
Section III. — L'assemblée de milice	329
§ 1. — La situation du milicien avant l'assemblée	329
§ 2. — L'incorporation des miliciens	331
CHAPITRE III. — <i>Le rôle de l'intendant à l'égard des troupes enrégimentées</i>	333
Section I. — Les fournitures de vivres	333
Section II. — Le logement et les ustensiles des gens de guerre	336
§ 1. — Le logement chez l'habitant	337
§ 2. — Le logement dans les maisons vides aménagées	338
§ 3. — Le logement dans les casernes	339
§ 4. — L'ustensile	340
§ 5. — Contentieux du logement et des ustensiles	341

Section III. — Les convois militaires	342
§ 1. — Les convois pour les magasins	342
§ 2. — Les convois pour la troupe	342
§ 3. — Le contentieux des convois	344
Section IV. — Les réquisitions	345
Section V. — Les fonctions de l'intendant à l'égard des soldats hors de leurs corps	346
§ 1. — Les congés	346
§ 2. — L'intendant intermédiaire entre les corps de troupe et les isolés	347
§ 3. — L'intendant intermédiaire entre le gouvernement central et la population	349
§ 4. — L'intendant et les hôpitaux militaires	350
 DEUXIEME PARTIE. — La disparition de l'intendant	353
 TITRE I — LA TENTATIVE DES ASSEMBLÉES PROVINCIALES	355
 CHAPITRE I. — <i>Les assemblées provinciales en France</i>	357
Section I. — Les projets de réforme administrative avant 1778	357
Section II. — La tentative de Necker	359
Section III. — Les oppositions. — La chute de Necker	360
Section IV. — Calonne et le régime de 1787	361
 CHAPITRE II. — <i>L'assemblée provinciale de Lorraine et de Bar</i> ..	363
Section I. — La réunion de l'assemblée provinciale	363
§ 1. — L'organisation de l'assemblée	363
§ 2. — Le projet du bureau de règlement : son esprit	366
Section II. — L'organisation administrative nouvelle	368
§ 1. — Les règles spéciales à toutes les assemblées ..	368
§ 2. — Les règles particulières à chaque espèce d'as- semblée	370
 CHAPITRE III. — <i>La commission intermédiaire</i>	373
Section I. — Les affaires des communautés	374
Section II. — La levée des deniers	375
Section III. — Les chemins, canaux et autres travaux publics	377
 CHAPITRE IV. — <i>L'échec de la tentative</i>	379
Les difficultés administratives	380
§ 1. — La commission intermédiaire est compétente pour tout ce qui concerne les impositions ..	380
§ 2. — Les anciennes communautés et les nouvelles municipalités	381
Section II. — Les difficultés politiques	383

TITRE II. — LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS NOUVELLES	385
CHAPITRE I. — <i>La réunion des états-généraux</i>	387
Section I. — L'élection des députés aux états-généraux	387
Section II. — Les cahiers de doléances	388
§ 1. — La critique de l'administration des intendants .	389
§ 2. — La position adoptée dans les cahiers à l'égard des assemblées provinciales	396
§ 3. — Les projets dans les cahiers de 1789	399
CHAPITRE II. — <i>La constituante. - La création des départements</i> ..	403
Section I. — Les idées nouvelles	403
§ 1. — La position gouvernementale	403
§ 2. — La position des publicistes	404
§ 3. — La question administrative devant l'assemblée .	404
Section II. — La discussion du projet Thouret	405
Section III. — Le décret du 22 décembre 1789	408
Section IV. — La fin de la commission intermédiaire. - Le rôle effacé de l'intendant	410
§ 1. — L'impuissance de la commission intermédiaire et de l'intendant	411
§ 2. — L'expédition des affaires courantes	412
§ 3. — Les séances de liquidation	413
CONCLUSION	415
SOURCES	419
TABLE DES MATIÈRES	433

Nancy, le 17 octobre 1956.

Le Président de thèse :

Jean IMBERT.

Nancy, le 19 octobre 1956.

Vu le Doyen :

R. ROBLOT.

Nancy, le 19 octobre 1956.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur :

G. MAYER.

